

RECUEIL DES TRAVAUX
DU COMITÉ CONSULTATIF
D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE
ET DES ACTES OFFICIELS
DE L'ADMINISTRATION SANITAIRE

PARIS. — TYPOGRAPHIE LAHURE

Rue de Fleurus, 9

RECUEIL DES TRAVAUX
DU
COMITÉ CONSULTATIF
D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE
ET DES ACTES OFFICIELS
DE L'ADMINISTRATION SANITAIRE

PUBLIÉ PAR ORDRE
DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

TOME PREMIER

PARIS
LIBRAIRIE J. B. BAILLIÈRE & FILS
Rue Hautefeuille, 19, près le boulevard Saint-Germain

1872

INTRODUCTION.

La publication des Travaux du Comité consultatif d'hygiène publique de France est autorisée par M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, qui a donné son approbation aux deux rapports que l'on va lire :

« Monsieur le Ministre, depuis longtemps et à plusieurs reprises déjà, le Comité consultatif d'hygiène publique avait adressé à vos prédécesseurs le vœu de donner à ses travaux une publicité qui pourrait être d'un très-grand intérêt aussi bien pour la science que pour l'administration de la santé publique. Je viens renouveler près de vous, Monsieur le Ministre, l'expression de ce vœu, en vous soumettant le résultat d'une étude récente et plus approfondie que le Comité a faite de cette question. J'espère qu'elle vous paraîtra assez mûrie pour que vous autorisiez la publication d'un *Recueil des Travaux du Comité d'hygiène*, analogue à celle qui existe déjà dans votre département pour le commerce extérieur

« Ce ne sont pas seulement les travaux particuliers du Comité que j'ai l'honneur de présider, qui défraieraient cette publication; mais aussi les correspondances et rapports si intéressants de nos agents et médecins sanitaires dans le Levant, le tableau des épidémies, les arrêtés et règlements sanitaires, et enfin les principaux travaux des Conseils d'hygiène et de salubrité qui existent dans tous les arrondissements de la France et pour lesquels il y aurait là un puissant

stimulant et une récompense d'un très-haut prix. Dès à présent, la Commission qui a assisté M. le directeur du commerce intérieur et moi dans l'étude de cette question, est en mesure de livrer à l'impression un premier volume de ce recueil, qui, je ne crains pas de vous en donner l'assurance, ferait un réel honneur à votre administration.

« L'exécution du projet que j'ai l'honneur de vous soumettre, Monsieur le Ministre, et pour lequel je serais heureux d'obtenir votre haute approbation, serait facile et dès à présent assurée, ainsi que vous pourriez vous en convaincre en jetant les yeux sur le devis et le traité préparé par les soins de l'éditeur le plus recommandable de la librairie médicale, et que je joins à ce rapport.

« J'ose espérer, Monsieur le Ministre, que quelle que soit votre décision, vous apprécierez les motifs qui m'ont fait insister auprès de vous, au nom du Comité consultatif d'hygiène publique, sur une mesure qui lui donnerait l'occasion de servir plus utilement encore et avec plus d'éclat l'administration et le Ministre qui veulent bien faire appel à ses lumières, etc. »

(Le 15 décembre 1871.)

Le Président, signé : A. TARDIEU.

« Monsieur le Ministre, les Conseils d'hygiène qui existent dans les départements publient la plupart, chaque année, un compte rendu analytique de leurs travaux. Il n'en est pas de même pour le Comité supérieur institué près de votre administration. Cependant, des questions nombreuses et parfois de l'ordre le plus élevé sont discutées dans le sein de ce Conseil, qui reçoit, en outre, les correspondances de tout le service sanitaire. Il y a là un ensemble de faits dont l'importance mérite à tous égards d'être portée à la connaissance du public et du monde savant.

« A plusieurs reprises, le Comité a exprimé le vœu que l'administration autorisât une publication sous le titre de *Recueil*

des Travaux du Comité supérieur d'hygiène, dans laquelle on réunirait les rapports et documents de nature à offrir un sérieux intérêt, tant au point de vue scientifique qu'au point de vue administratif. Les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de donner suite à ce vœu.

« Appelé par mes fonctions à siéger dans le sein du Comité, j'ai été personnellement très-frappé de l'utilité qu'offrirait une telle publication; quelques membres du Conseil ont bien voulu se réunir à moi pour étudier cette question et rechercher les moyens d'arriver au résultat désiré. M. le docteur Tardieu, président du Comité, a dirigé lui-même les études de cette Commission et a l'honneur de vous soumettre dans la lettre ci-jointe, une proposition définitive.

« Je crois devoir vous demander, Monsieur le Ministre, d'approuver cette proposition.

« La dépense pourra être imputée sur les différents chapitres du budget concernant les services sanitaires. Si vous admettez cette proposition, la rédaction de cette publication serait confiée à une Commission composée de membres du Comité et présidée par M. Tardieu. Le directeur du commerce intérieur fera nécessairement partie de cette Commission, afin de conserver à cette publication son caractère administratif et d'assurer le contrôle des dépenses. »

Le Directeur, DUMOUSTIER DE FRÉDILLY.

Approuvé : *le Ministre de l'agriculture et du commerce,*

(Le 22 décembre 1871.)

Signé : VICTOR LEFRANC.

La mesure libérale qui vient d'être rappelée et qui va permettre de livrer à la publicité des travaux ignorés jusqu'ici, et dont la science et l'administration ne tarderont pas à apprécier l'intérêt, n'a besoin ni de commentaires, ni d'éloges. Il n'est cependant pas sans utilité, au moment où la lumière va pénétrer en quelque sorte dans l'enceinte du Comité consultatif d'hygiène publique, d'en rappeler succinctement les

origines, les transformations successives, la constitution actuelle et les attributions propres.

L'hygiène publique et la salubrité, on le sait, sont essentiellement du domaine de l'administration; et c'est au Ministre de l'agriculture et du commerce que sont spécialement confiées la direction et la tutelle de la santé publique. Le système des institutions sanitaires qui relèvent de ce département, et qui comprend les médecins sanitaires en Orient, les agences et conseils établis sur les principaux points de notre littoral, l'inspection des eaux minérales, les médecins des épidémies, les Conseils départementaux et d'arrondissement, et les Commissions cantonales d'hygiène et de salubrité instituées par le décret du 28 décembre 1848, est complété par l'établissement, au siège de l'administration centrale, d'un Comité auquel viennent aboutir les travaux des Conseils locaux, et qui a pour mission d'éclairer l'autorité dans toutes les questions sanitaires. Les décrets et arrêtés suivants en feront connaître l'organisation.

Décret qui établit près du Ministère de l'Agriculture et du Commerce
un comité consultatif d'hygiène publique (du 10 août 1848).

Le président du conseil des ministres chargé du pouvoir exécutif, sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, arrête :

Art. 1^{er}. Il est établi près du ministère de l'agriculture et du commerce un Comité consultatif d'hygiène publique. Ce Comité est chargé de l'étude et de l'examen de toutes les questions qui lui sont renvoyées par le ministre en ce qui concerne :

Les quarantaines et les services qui s'y rattachent¹ ;

Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les

1. Notamment la correspondance avec les médecins sanitaires établis en Orient, dont les rapports mensuels présentent le plus constant et le plus haut intérêt.

épidémies, et pour améliorer les conditions sanitaires des populations manufacturières et agricoles ;

La propagation de la vaccine ;

L'amélioration des établissements thermaux, et les moyens d'en rendre l'usage de plus en plus accessible aux malades pauvres ou peu aisés ;

Les titres des candidats aux places de médecins inspecteurs des eaux minérales ;

L'institution et l'organisation des conseils et des commissions de salubrité¹ ;

La police médicale et pharmaceutique ;

La salubrité des ateliers.

Le Comité d'hygiène publique indique au ministre de l'agriculture et du commerce les questions à soumettre à l'Académie nationale de médecine.

Art. 2. Le Comité consultatif d'hygiène publique est composé de sept membres, dont quatre docteurs en médecine et d'un secrétaire ayant voix consultative. Ils sont nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

En cas de vacance, la nomination sera faite sur une liste de trois candidats, présentée par le Comité.

Art. 3. Les membres du Comité se réuniront une fois au moins par semaine sous la présidence de l'un d'entre eux, désigné par le ministre. Ils auront droit à des jetons de présence.

Pourront assister avec voix délibérative, aux séances du comité, pour l'examen des questions relatives aux mesures à prendre contre les maladies pestilentiellles :

1° Le chef de la direction commerciale au département des affaires étrangères ;

2° Un des membres du conseil de santé de la guerre ;

1. Les rapports annuels des conseils départementaux d'hygiène publique et de salubrité sont soumis au Comité et examinés par lui dans leur ensemble. Ils font l'objet de rapports spéciaux adressés au ministre.

3° L'inspecteur général du service de santé de la marine ;

4° Un des membres du conseil d'administration des douanes ;

5° Le chef de service de l'administration des postes, chargé de la direction des paquebots.

Art. 4. Dans tous les cas, le chef de la division du commerce intérieur, et le chef du bureau de la police sanitaire et industrielle, sont autorisés à assister aux délibérations du Comité.

Art. 5. Le conseil supérieur de santé, institué par l'article 55 de l'ordonnance du 7 août 1832, est supprimé.

Art. 6. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté. *Signé* : EUG. CAVAIGNAC.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, TOURET.

Décret qui modifie l'organisation du Comité consultatif d'hygiène publique
(1^{er} février 1850).

Le président de la République, sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 10 août 1848 qui établit un Comité consultatif d'hygiène publique près du ministère de l'agriculture et du commerce, décrète :

Article 1^{er}. Le Comité consultatif d'hygiène publique sera composé à l'avenir de neuf membres, dont quatre docteurs en médecine, un ingénieur civil et un architecte. Ils sont nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

Un secrétaire ayant voix consultative sera attaché audit conseil.

En cas de vacance, la nomination des nouveaux membres sera faite sur une liste de trois candidats présentés par le Comité.

Le président et le secrétaire sont nommés directement par le ministre.

Pourront assister avec voix délibérative aux séances du comité :

1° Le chef de la direction commerciale au département des affaires étrangères ;

2° Un des membres du conseil de santé des armées ;

3° L'inspecteur général du service de santé de la marine ;

4° Un des membres du conseil d'administration des douanes.

5° Le chef de service de l'administration des postes chargé de la direction des paquebots ;

6° Le directeur général de l'administration de l'assistance publique¹.

L'article 2 et le deuxième paragraphe de l'article 3 de l'arrêté du 10 août 1848 sont rapportés.

Art. 2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, DUMAS.

Décret du 23 octobre 1856 complétant l'organisation du Comité consultatif d'hygiène publique.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, vu l'arrêté en date du 10 août 1848, du chef du pouvoir exécutif, établissant un Comité consultatif d'hygiène publique près du ministère de l'agriculture et du commerce ; vu les décrets présidentiels, en date des 1^{er} février et 2 décembre 1850, qui apportent à l'arrêté ci-dessus diverses modifications ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le Comité consultatif d'hygiène publique, institué près du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'étude et de l'examen de toutes

1. A cette liste avaient été ajoutés ultérieurement : 1° le secrétaire perpétuel de l'Académie nationale de médecine, 2° l'architecte des écoles d'arts et métiers.

les questions qui lui sont renvoyées par le ministre, spécialement en ce qui concerne : les quarantaines et les services qui s'y rattachent ; les mesures à prendre pour prévenir et combattre les épidémies et pour améliorer les conditions sanitaires des populations manufacturières et agricoles ; la propagation de la vaccine ; l'amélioration des établissements thermaux et les moyens d'en rendre l'usage de plus en plus accessible aux malades pauvres ou peu aisés ; les titres des candidats aux places de médecin inspecteur des eaux minérales ; l'institution et l'organisation des Conseils et des commissions de salubrité ; la police médicale et pharmaceutique ; la salubrité des ateliers. Le Comité d'hygiène publique indique au ministère les questions à soumettre à l'Académie impériale de médecine.

Art. 2. Le Comité consultatif d'hygiène publique, est composé de dix membres dont quatre docteurs en médecine, un ingénieur des ponts et chaussées ou des mines, un architecte et un chimiste. Un secrétaire ayant voix consultative, est attaché au Comité. Un auditeur à notre conseil d'État peut être attaché au secrétariat du Comité.

Art. 3. Les membres du Comité sont nommés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. En cas de vacance, la nomination est faite sur une liste de trois candidats présentés par le comité. Le président et le secrétaire sont nommés directement par le ministre.

Art. 4. Le Comité se réunit une fois au moins par semaine. L'ordre et le mode de ses délibérations sont réglés par des arrêtés du ministre ; les membres présents ont droit, pour chaque séance, à des jetons dont la valeur est fixée par arrêté du ministre.

Art. 5. Les membres du Comité ne pourront faire partie, à l'avenir, d'aucun autre Conseil ou commission de salubrité ou d'hygiène publique, soit de département, soit d'arrondissement.

Art. 6. Peuvent assister, avec voix délibérative, aux séances du Comité : 1° Le chef de la direction commerciale au département des affaires étrangères ; 2° l'inspecteur du service de santé militaire ; 3° l'inspecteur général du service de santé de la marine ; 4° un des membres du conseil d'administration des douanes ; 5° le chef de service de l'administration des postes chargé de la direction des paquebots ; 6° Le directeur de l'administration générale de l'assistance publique ; 7° le secrétaire perpétuel de l'Académie impériale de médecine.

Art. 7. Le secrétaire général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et le chef de la division du commerce intérieur assistent également avec voix délibérative aux séances du Comité. Le chef du bureau de la police sanitaire et industrielle y assiste avec voix consultative. Le ministre peut en outre autoriser à assister avec voix consultative d'une manière permanente ou temporaire aux séances du Comité, les fonctionnaires dépendant de son administration dont les attributions sont en rapport avec les questions de la compétence du Comité.

Art. 8. Les fonctionnaires autorisés en vertu de l'article 6 ci-dessus à assister avec voix délibérative aux séances du Comité, participent comme les membres titulaires à la rédaction des listes de candidats à dresser, en cas de vacances, conformément au deuxième paragraphe de l'article 3.

Art. 9. Notre ministre, secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin de lois.

Signé : NAPOLEON.

*Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé : E. ROCHER.

Arrêté ministériel du 22 novembre 1856, portant règlement pour la constitution intérieure du Comité consultatif d'hygiène publique.

Vu le décret impérial du 23 octobre 1856, relatif au co-

mité consultatif d'hygiène publique ; vu spécialement l'article 4 de ce décret ainsi conçu :

« Le Comité se réunit au moins une fois par semaine ; l'ordre et le mode de ses délibérations sont réglés par des arrêtés du ministre ; les membres présents ont droit, pour chaque séance, à des jetons dont la valeur est fixée par arrêté du ministre. »

Vu l'avis du chef de la division du commerce intérieur. Sur la proposition du secrétaire général, arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dossiers des affaires sur lesquelles le Comité consultatif d'hygiène publique est appelé à délibérer, sont adressés par le ministre au président du Comité.

Art. 2. Le président les fait inscrire au fur et à mesure de leur arrivée sur un registre spécial, divisé en cases portant chacune un numéro d'ordre. L'enregistrement indique sommairement la date de l'envoi du ministre, celle de l'entrée, le numéro du registre sous lequel les pièces sont classées et la nature de l'affaire.

Art. 3. Le président renvoie l'affaire suivant sa nature et son importance, soit directement à la délibération du Comité, soit préalablement à l'examen d'un membre ou d'une commission chargé d'en faire l'objet d'un rapport. Lorsque le membre ou la commission délégués ont terminé leur travail, ils en donnent avis au président qui fait porter l'affaire à l'ordre du jour du Comité.

Art. 4. Les affaires sont autant que possible, examinées dans l'ordre de leur arrivée au secrétariat du Comité. L'ordre du jour de chaque séance après avoir été arrêté par le président, est lithographié par les soins du secrétaire et envoyé à chacun des membres du Comité au plus tard la veille de la séance.

Art. 5. le Comité ne peut délibérer valablement que lorsque le nombre des membres titulaires présents est de six au moins.

Les questions sont résolues à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 6. Le secrétaire tient une note exacte des membres présents à chaque séance, il rédige le procès-verbal, il en donne lecture à l'ouverture de la séance suivante.

Art. 7. Les délibérations du Comité sont transcrites par les soins du secrétaire sur un registre spécial. Des extraits, pour chaque affaire, des délibérations du Comité, signés du président et du secrétaire, sont envoyés au ministre par le président. Mention est faite sur le registre énoncé à l'article 2 et dans une colonne à ce destinée de la date de la sortie de chaque affaire.

Art. 8. A la fin de chaque mois, le président adresse au ministre un tableau indiquant le nombre des affaires sur lesquelles le conseil a émis un avis pendant le cours de ce mois, et le nombre de celles qui restent à examiner.

Art. 9. La valeur des jetons attribués aux membres titulaires du Comité pour chacune des séances auxquelles ils assistent, est fixée à .

Art. 10. Les membres honoraires du Comité sont convoqués comme les membres titulaires aux cérémonies publiques et aux réceptions officielles. Ils participent aux délibérations du comité, lorsqu'ils y sont spécialement convoqués par le ministre.

Signé : E. ROUHER.

Décret du 5 novembre 1869.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français.

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'arrêté, en date du 10 août 1848, du chef du pouvoir exécutif, établissant un Comité consultatif d'hygiène publique près du ministère de l'agriculture et du commerce ;

Vu les décrets présidentiels, en date des 1^{er} février et 2 décembre 1850, qui apportent à l'arrêté ci-dessus diverses modifications ;

Vu le décret du 23 octobre 1856, relatif à l'organisation du Comité consultatif d'hygiène publique ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le Comité consultatif d'hygiène publique, institué près du ministère de l'agriculture et du commerce, est chargé de l'étude et de l'examen de toutes les questions qui lui sont renvoyées par le ministre, spécialement en ce qui concerne :

Les quarantaines et les services qui s'y rattachent ;

Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les épidémies et pour améliorer les conditions sanitaires des populations manufacturières et agricoles ;

La propagation de la vaccine ;

L'amélioration des établissements thermaux et les moyens d'en rendre l'usage de plus en plus accessible aux malades pauvres ou peu aisés ;

Les titres des candidats aux places de médecins inspecteurs des eaux minérales ;

L'institution et l'organisation des conseils et des commissions de salubrité ;

La police médicale et pharmaceutique ;

La salubrité des ateliers.

Le Comité d'hygiène publique indique au ministre les questions à soumettre à l'académie impériale de médecine.

Art. 2. Le Comité consultatif d'hygiène publique est composé de dix-huit membres ¹.

Sont de plein droit membres du Comité :

1° Le directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères ;

1. A la date du 10 mars 1872, le nombre des membres du comité a été porté à vingt.

- 2° L'inspecteur du service de santé militaire ;
- 3° L'inspecteur général du service de santé de la marine ;
- 4° Le directeur général des douanes ;
- 5° Le directeur de l'administration générale de l'assistance publique ;

6° Le secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce ;

7° Le directeur du commerce intérieur ;

8° L'inspecteur général du service sanitaire ;

9° L'inspecteur général des Écoles vétérinaires.

Le ministre de l'agriculture et du commerce nomme les neuf autres membres du Comité qui sont pris, savoir :

Deux parmi les conseillers d'État ou administrateurs ;

Quatre parmi les docteurs en médecine ¹ ;

Un parmi les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines ;

Un parmi les architectes ;

Un parmi les chimistes.

En cas de vacances, la nomination de ces membres est faite sur une liste de trois candidats présentés par le Comité.

Le président est nommé directement par le ministre.

Art. 3. Un secrétaire ayant voix délibérative, nommé par le ministre, est attaché au Comité.

Le chef du bureau de la police sanitaire et industrielle assiste aux séances du Comité, avec voix consultative.

Un auditeur au conseil d'État peut être attaché, avec voix consultative, au secrétariat du Comité. Le ministre peut en outre autoriser à assister, avec voix délibérative ou consultative, d'une manière permanente ou temporaire, aux séances du Comité, les fonctionnaires dépendant de son administration et dont les fonctions sont en rapport avec les questions de la compétence du Comité.

1. Deux docteurs en médecine ajoutés par le décret précité portent à onze le nombre des membres nommés par le ministre sur la présentation du Comité.

Le ministre peut aussi nommer membres honoraires du Comité des personnes qui en ont fait partie.

Art. 4. Les membres présents aux séances du Comité ont droit, pour chaque séance, à des jetons dont la valeur est fixée par arrêté du ministre.

Le secrétaire du Comité ne reçoit pas de jetons de présence : il touche un traitement annuel qui sera fixé par arrêté du ministre.

Art. 5. Le Comité se réunit une fois par semaine. L'ordre et le mode de ses délibérations sont réglés par des arrêtés du ministre.

Art. 6. Les membres du Comité ne pourront faire partie d'aucun autre conseil ou commission de salubrité ou d'hygiène publique, soit de département, soit d'arrondissement.

Art. 7. Notre décret sus-visé du 23 octobre 1856 est et demeure rapporté.

Art. 8. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré par extrait au bulletin des lois.

Signé : NAPOLEON.

Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce,

Signé : ALFRED LE ROUX.

Pour ampliation : Le conseiller d'État, secrétaire général.

OZENNE.

Arrêté du 6 novembre 1869.

Le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture et du commerce,

Vu le décret impérial portant réorganisation du Comité consultatif d'hygiène publique ;

Vu spécialement l'article 5 de ce décret ainsi conçu :

« Le Comité se réunit au moins une fois par semaine ;

« L'ordre et le mode de ses délibérations sont réglés par des arrêtés du ministre ; »

Sur la proposition du conseiller d'État, secrétaire général,
Arrête :

Art. 1^{er}. Les dossiers des affaires sur lesquelles le Comité d'hygiène publique est appelé à délibérer sont adressés par le ministre au président du Comité.

Art. 2. Le président les fait inscrire au fur et à mesure de leur arrivée sur un registre spécial, divisé en cases portant chacune un numéro d'ordre. L'enregistrement indique sommairement la date de l'envoi du ministre, celle de l'entrée, le numéro du registre sous lequel les pièces sont classées et la nature de l'affaire.

Art. 3. Le président renvoie l'affaire suivant sa nature et son importance, soit directement à la délibération du Comité, soit préalablement à l'examen d'un membre ou d'une commission chargée d'en faire l'objet d'un rapport.

Lorsque le membre délégué ou la commission ont terminé leur travail, ils en donnent avis au président qui fait porter l'affaire à l'ordre du jour du Comité.

Art. 4. Les affaires sont autant que possible, examinées dans l'ordre de leur arrivée au secrétariat du Comité.

L'ordre du jour de chaque séance après avoir été arrêté par le président, est lithographié par les soins du secrétaire et envoyé à chacun des membres du Comité au plus tard la veille de la séance.

Art. 5. Le Comité ne peut délibérer valablement que lorsque le nombre des membres présents est de dix au moins.

Les questions sont résolues à la majorité des voix; en cas de partage la voix du président est prépondérante.

Art. 6. Le secrétaire tient une note exacte des membres présents à chaque séance, il rédige le procès-verbal, il en donne lecture à l'ouverture de la séance suivante.

Art. 7. Les délibérations du Comité sont transcrites par les soins du secrétaire sur un registre spécial.

Des extraits, pour chaque affaire, des délibérations du

Comité, signés du président et du secrétaire, sont envoyés au ministre par le président.

Mention est faite sur le registre énoncé à l'article 2 et dans une colonne à ce destinée à la date de la sortie de chaque affaire.

Art. 8. A la fin de chaque mois le président adresse au ministre un tableau indiquant le nombre des affaires sur lesquelles le conseil a émis un avis pendant le cours de ce mois, et le nombre de celles qui restent à examiner.

Art. 9. La valeur des jetons attribués aux membres du Comité pour chacune des séances auxquelles ils assistent, est fixée.

Art. 10. Les membres honoraires du Comité sont convoqués comme les autres membres aux cérémonies publiques et aux réceptions officielles.

Ils participent aux délibérations du Comité, lorsqu'ils y sont spécialement convoqués par le ministre.

Art. 11. L'arrêté ministériel, du 22 novembre 1856, qui réglait l'ordre et le mode des délibérations du Comité, est et demeure rapporté.

Signé : ALFRED LE ROUX.

Pour ampliation : *Le conseiller d'État, secrétaire général.*

OZENNE.

Telle est la constitution du Comité. Mais ce serait en donner une idée incomplète et surtout ce serait manquer à la justice, le jour où une publicité tant de fois réclamée va luire sur ses travaux, que de ne pas consigner ici les noms des hommes qui y ont participé et qui, soit à l'origine, soit ultérieurement et jusqu'à ce jour ont été appelés, les uns par leurs hautes fonctions, les autres par l'élection de leurs pairs et le choix du ministre à siéger dans son sein, ajoutant à son autorité par leur concours éclairé et leur considération personnelle.

A la création (10 août 1848), le Comité consultatif d'hygiène publique est composé de MM. Magendie, *président*, Mélier, Hippolyte Royer-Collard, Bussy, Villermé, Laffon-Ladébat et Ségur-Dupeyron, *membres titulaires*; de Lesseps des affaires étrangères, D^r Alquié de la guerre, Moreau de Champieux des douanes, Piron des postes, Delambre et Foubert, *membres appelés à raison de leurs fonctions*, et M. le D^r Aubert Roche, *secrétaire*. A ces noms viennent s'ajouter, en février et en décembre 1850, MM. Davenne, directeur de l'administration de l'assistance publique, Isabelle, architecte des Écoles d'arts et métiers, et le D^r Dubois d'Amiens, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine. Dans le cours de la même année MM. Amédée Latour et Ambroise Tardieu remplacent M. Aubert Roche dans les fonctions de secrétaire que M. Latour a seul occupées depuis 1851, époque à laquelle M. le docteur A. Tardieu est devenu membre titulaire après la mort de Royer-Collard.

Successivement et par suite d'extinction ou de changement de fonctions, le personnel du Comité consultatif d'hygiène publique subit les modifications suivantes : M. Rayer, président en 1856 en remplacement de Magendie; MM. Baumes, ancien conseiller d'État; Herbet, directeur des consulats; Gilbert, architecte, membre de l'Institut; Michel Lévy, inspecteur du service de santé de la guerre; Quoy, de la marine; Thirria, inspecteur général des mines, Lecoq, inspecteur général des Écoles vétérinaires; Husson, directeur de l'assistance publique; Barbier, sénateur, directeur des douanes; Langevin, Maurin et Besnier des postes; Émile Trélat, professeur au conservatoire des arts et métiers; Julien, directeur du commerce intérieur; Nayron, chef du bureau de la police sanitaire; et MM. les auditeurs au conseil d'État, Gustave Rouher, de Vaufrélan, et de Luppé, attachés au secrétariat du Comité.

Parmi tant de noms distingués, il en est que la mort a effa-

cés et qu'il est juste de signaler à ceux qui parcourront ce recueil des travaux du Comité. Magendie et Rayet, présidents illustres qui, animés au même degré de l'esprit scientifique, et pleins d'un égal dévouement pour les grands intérêts qui leur étaient confiés, ont su tracer dès le principe, la voie où devait s'engager le Comité, et lui inspirer des traditions qui leur survivent encore aujourd'hui; Méliet, Lafon-Ladébat, Baumes, H. Royer-Collard, Davenne, Thirria, Michel-Lévy, hygiénistes consommés, administrateurs émérites, serviteurs infatigables du bien public, qui n'auront pas eu la satisfaction de voir paraître cette publication tant de fois souhaitée par eux, et où du moins revivra quelque chose de leur savoir et de leur expérience.

Le Comité consultatif d'hygiène publique est actuellement composé ainsi qu'il suit :

- MM. Le docteur AMBROISE TARDIEU, *président*.
BUSSY, directeur de l'école de pharmacie.
WURTZ, doyen de la Faculté de médecine.
FAUVEL, inspecteur général des services sanitaires.
LHÉRITIER, ancien inspecteur d'eaux minérales.
J. BERGERON, membre de l'Académie de médecine.
GAVARRET, Professeur à la Faculté de médecine.
ISABELLE, architecte des établissements sanitaires.
FRANÇOIS, inspecteur général des mines.
DE BOUREVILLE, secrétaire général du ministère des travaux publics.
VAUDREMER, ancien chef du bureau sanitaire.
VILLE, professeur au muséum d'histoire naturelle.
MEURAND, directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères.
LEGOUEST, inspecteur du service de santé militaire.
REYNAUD, inspecteur général du service de santé de la marine.
AMÉ, directeur général des Douanes.
H. BOULEY, inspecteur général des écoles vétérinaires.
BLONDEL, directeur de l'administration générale de l'assistance publique.
OZENNE, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce.
DUMOUSTIER DE FRÉDILLY, directeur du commerce intérieur.
AMÉDÉE LATOUR, docteur en médecine, *secrétaire du Comité*.
CHARLES ROUX, sous-chef du bureau sanitaire.

Telles ont été, aux différentes phases de son existence, la constitution et la composition du Comité consultatif d'hygiène

publique. Depuis près de vingt-cinq ans, il n'a cessé de fonctionner régulièrement, et le nombre, l'importance, l'extrême diversité de ses travaux auraient rendu désirable, ainsi qu'il a été dit déjà, une publicité moins tardive. Celle qui lui est accordée aujourd'hui ouvre en réalité une ère nouvelle. Elle ne doit cependant pas faire oublier le passé. Aussi a-t-il paru convenable à tous les points de vue de rechercher parmi les travaux anciennement accomplis et de faire entrer dans le *Recueil* commencé seulement en 1871, des rapports et des mémoires datant de l'origine même du Comité, de manière à donner à sa publication le caractère d'archives dans lesquelles on pourra suivre, durant le dernier quart de siècle, la marche et les progrès de l'hygiène publique et administrative.

Il a semblé également que ce *Recueil*, pour être complet et pour offrir toute l'utilité, tout l'intérêt auxquels il peut prétendre, devait contenir, outre les travaux originaux dus aux membres du Comité, les documents officiels, lois, décrets, arrêtés, instructions, circulaires, préparés, pour la plupart, par les études et les délibérations du Comité, et émanant encore de lui d'une façon indirecte. L'administration sanitaire à tous ses degrés trouvera ainsi dans le *Recueil* un répertoire authentique où seront réunis une foule de pièces éparses, qui deviendront désormais faciles à consulter. Lorsque cette collection aura été mise à jour, elle se complétera chaque année par les actes et documents les plus récents dont la place sera marquée dans le *Recueil*.

Les divisions adoptées ont surtout pour objet de faciliter le classement et par suite la recherche des matières très-variées qui doivent entrer dans le *Recueil officiel des travaux du Comité consultatif d'hygiène publique et des Actes sanitaires*. Elles comprennent neuf sections, sous les titres suivants :

1° Services sanitaires extérieurs ; 2° Conseils d'hygiène et de salubrité des départements ; 3° Épidémies et endémies ; 4° Salubrité, police sanitaire ; 5° Hygiène industrielle et pro-

fessionnelle; 6° Denrées alimentaires et boissons; 7° Exercice de la médecine et de la pharmacie; 8° Eaux minérales; 9° Art vétérinaire, épizootie. Dans ce cadre, qui sera reproduit chaque année et pour chaque volume, viendront se ranger naturellement tous les objets qui embrassent l'administration sanitaire et sur lesquels le Comité consultatif d'hygiène est appelé à donner son avis.

Pour cette première année et pour ce premier volume, les matériaux débordaient tellement les dimensions du cadre, qu'il a fallu pour ainsi dire se contenter d'une indication rétrospective, qui sera le point de départ et la base d'une collection qu'il serait permis d'appeler les archives sanitaires. On a tenu, pour chacun des principaux sujets, à donner l'exposé de la législation et de la réglementation auxquelles il est bon que l'on puisse toujours aisément remonter. C'est ainsi que l'on trouvera des lois et règlements relatifs au régime sanitaire, à l'organisation des Conseils d'hygiène, au service des épidémies, à la police de la pharmacie et aux eaux minérales. Quelques-uns de ces documents n'auront peut-être qu'un intérêt purement historique, mais à ce point de vue même, ils ne seront pas dépourvu de toute utilité; et serviront certainement à éclairer les études des hommes de science aussi bien que les décisions des administrateurs. Cette publication, faite d'ailleurs une fois pour toutes, laissera dans les volumes qui suivront plus de place soit aux travaux personnels des membres du Comité, soit aux correspondances que l'administration sanitaire reçoit tant de la France que de l'étranger.

Quel que soit l'avenir réservé à ce *Recueil*, le Comité consultatif d'hygiène a reçu avec une vraie gratitude l'autorisation de le publier, et fera tous ses efforts pour le rendre digne de l'administration libérale sous les auspices de laquelle il l'offre au public.

(Avril 1872.)

RECUEIL DES TRAVAUX

DU COMITÉ CONSULTATIF

D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE

ET DES ACTES OFFICIELS

DE L'ADMINISTRATION SANITAIRE

I

SERVICES SANITAIRES EXTÉRIEURS

INSTRUCTIONS POUR LES MÉDECINS SANITAIRES EUROPÉENS DANS LE LEVANT¹.

CHAP. I^{er}. — *Règles générales.*

Art. 1^{er}. Le but principal de la mission des médecins sanitaires européens dans le Levant est de constater l'état sanitaire des pays de leur résidence et d'en informer les diverses autorités locales.

Art. 2. Les médecins sanitaires européens ne seront responsables que devant leurs gouvernements respectifs, dont ils recevront des instructions spéciales.

1. L'institution des médecins sanitaires remonte à l'année 1847. Six postes furent créés : à Constantinople, M. le Dr Fauvel; à Smyrne, M. Burguières; à Alexandrie, M. Prus; au Caire, M. Villemain; à Beyrouth, M. Suquet; à Damas, M. Amstein.

Aujourd'hui (1872), il existe en Orient huit emplois de médecins sanitaires : MM. Marroin à Constantinople; Gaillardot à Alexandrie; Dubreuilh à Djeddah; Suquet à Beyrouth; Nicora à Damas; Blanc à Suez; Chénier à Téhéran, et Japhet à Smyrne.

Chaque médecin sanitaire se mettra à cet effet en rapport direct avec le délégué de son gouvernement, membre des conseils de santé de Constantinople et d'Alexandrie.

Art. 3. Tout en conservant, autant que possible, la liberté dans l'accomplissement de leurs fonctions médicales, les médecins sanitaires se trouveront, dans l'endroit de leur résidence, sous la protection et juridiction des consuls généraux et consuls de leurs pays respectifs, auxquels ils s'adresseront dans toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre eux et les autorités locales.

Art. 4. Les médecins sanitaires européens entretiendront de bonnes relations non-seulement entre eux, mais encore avec les corps consulaires, avec les habitants en général, et surtout avec les autorités sanitaires et les autres médecins locaux des pays de leur résidence.

Art. 5. Le médecin sanitaire chargé de surveiller une certaine circonscription ne devra prendre aucun engagement qui pourrait le lier à l'endroit de sa résidence.

Pour cela, et pour d'autres raisons encore, il lui sera interdit de pratiquer la médecine comme profession dont il tirerait profit.

Cela, d'ailleurs, ne l'empêchera pas de se rendre utile au pays, de prendre part même aux consultations médicales et de donner des conseils gratuits aux indigents.

CHAP. II. — *Constatation de l'état sanitaire du pays.*

Art. 6. Le médecin sanitaire se livrera à une enquête attentive et incessante sur l'état de santé des populations au milieu desquelles il réside.

A cet effet, il devra parcourir sa circonscription toutes les fois qu'il le jugera utile et nécessaire (en Égypte, aussi souvent que possible), et se mettre en rapport avec les autorités sanitaires locales, consuls, officiers, députations ou bureaux de santé.

D'autre part, il se mettra en rapport avec les médecins, les pharmaciens et toutes les personnes dont il pourrait obtenir des renseignements utiles.

Il visitera les hôpitaux, les quartiers les plus misérables et les plus insalubres des villes et des villages de la circonscription qui lui est confiée.

Art. 7. En cas de suspicion de maladies pestilentiellles, le médecin sanitaire en informera tout de suite l'administration sanitaire locale, ou *vice versa*, et dès ce moment il s'établira une consultation médicale dont le résultat sera immédiatement communiqué au corps consulaire de l'endroit, et, s'il en est besoin, à toutes les autorités énumérées dans l'article 15.

Art. 8. Le médecin sanitaire se tiendra à l'aide de documents officiels, s'il en existe, ou par toute autre voie, au courant du mouvement de la population, c'est-à-dire du nombre des naissances ayant lieu chaque mois.

Art. 9. Il s'efforcera de connaître la manière dont la peste aura pu s'introduire, de même que les circonstances locales qui peuvent augmenter l'intensité de cette maladie.

Il tâchera particulièrement de recueillir les faits qui pourront éclaircir la question de l'introduction de la peste par voie des effets et des marchandises.

Il fera son possible pour connaître les conditions de santé des arrivages par mer et par terre. Il portera, entre autres, son attention particulière sur les caravanes venant de l'intérieur de l'Asie et de l'Afrique, sur les circonstances hygiéniques dans lesquelles se trouvent les caravanes durant leurs traversées, et sur la nature des maladies qui s'y développent.

CHAP. III. — *Surveillance de l'exécution des mesures sanitaires.*

Art. 10. Le médecin sanitaire européen portera toute son attention sur la manière dont s'exécutent les mesures sanitaires, tant quarantaines qu'hygiéniques, par les fonctionnaires des administrations sanitaires du pays, sans s'immiscer d'ailleurs dans cette exécution. (Une exception est admise à l'article 13.)

Art. 11. Il surveillera autant que possible l'inspection de l'état hygiénique des navires et de l'état de santé des équipages et des passagers partant pour l'Europe. Cette inspection même est confiée aux administrations sanitaires locales.

Art. 12. Pour satisfaire aux articles 6 jusqu'à 12, le médecin sanitaire entretiendra des rapports officiels avec les administrations sanitaires locales. Ces administrations, à leur tour, auront l'obligation, non-seulement de fournir aux médecins sanitaires des renseignements écrits sur tout ce qui a trait à l'exécution de ces instructions, mais encore de recevoir ces médecins dans le local de l'administration sanitaire, toutes les fois que ceux-ci jugeront à propos de s'y rendre pour obtenir des renseignements ou des éclaircissements verbaux.

Art. 13. Dans tous les cas où le médecin de l'administration sanitaire locale serait malade ou absent, et où cette administration même inviterait le médecin sanitaire européen à remplir temporairement la place vacante ou à exécuter quelques mesures qui ne sauraient être confiées qu'à un médecin, le médecin sanitaire européen sera tenu de prêter son concours autant que cela sera en son pouvoir.

CHAP. IV. — *Correspondance.*

Art. 14. Le médecin sanitaire européen sera obligé d'entretenir une correspondance régulière et extraordinaire avec le médecin central de son arrondissement, avec le corps consulaire de sa circonscription, et, dans certains cas, avec quelques autres médecins sanitaires.

Le but général de cette correspondance, qui doit se faire en français, est d'assurer une information incessante sur l'état de santé de la circonscription et sur l'exécution des mesures sanitaires tant quarantainaires qu'hygiéniques.

Art. 15. Dans les circonstances ordinaires, le médecin sanitaire européen adressera son rapport régulier au médecin central de l'arrondissement et au corps consulaire de sa circonscription, deux fois par mois en Turquie, et chaque semaine en Égypte.

Art. 16. Dans le cas de quelque maladie suspecte ou épidémique, et dans tous les cas extraordinaires en général, le médecin sanitaire européen fera son rapport immédiatement et sans délai, non-seulement aux autorités ci-dessus mentionnées, mais aussi à tous les médecins sanitaires des circonscriptions voisines, et, s'il est besoin, aux médecins et consuls plus éloignés, à qui ces informations pourraient être utiles.

Art. 17. Dans tous les rapports adressés aux consuls, le médecin sanitaire formulera clairement ses conclusions pour la patente nette ou pour la patente brute, conclusions dont les consuls auraient besoin pour viser les patentes. Des cas suspects quelconques seront regardés comme raison suffisante pour formuler la patente brute.

CHAP. V. — *Tenue des registres sanitaires.*

Art. 18. Afin de pouvoir en tout temps se rendre compte de ses opérations, et pour être toujours à même de fournir des documents authentiques et précis aux autorités supérieures, chaque médecin sanitaire européen tiendra avec le plus grand soin les registres suivants, cotés et parafés par le corps consulaire de sa résidence :

1. *Registre de tous les ordres et de toutes les instructions qu'il a reçus dans le cours d'une année.*

Les originaux de ces ordres et instructions formeront l'annexe de ce registre.

2. *Registre renfermant les copies textuelles de tous les rapports réguliers et extraordinaires adressés au médecin central, aux administrations sanitaires locales et aux divers consuls de la conscription.*

3. *Registre renfermant la correspondance entretenue avec les autres médecins sanitaires.*

Les copies textuelles des lettres écrites dans l'intérêt du service et de la mission commune y doivent être conservées avec les originaux des lettres reçues.

CHAP. VI. — *Études scientifiques.*

Art. 19. Le médecin sanitaire sera obligé d'étudier, sous le rapport de la santé publique, le pays où il se trouve, son climat, ses maladies et toutes les conditions qui s'y rapportent. Le plan général de ces études comprendra :

- 1° La topographie médicale complète de sa circonscription.
- 2° L'étude des maladies ordinaires et accidentelles de cette contrée.
- 3° De nouvelles recherches sur l'épidémie pestilentielle et sur les caractères symptomatiques et anatomiques de la peste.
- 4° L'étude des conditions étiologiques en général (voy. l'art. 9) et l'étude comparative des lieux, et jusqu'aux quartiers des villes et villages dans lesquels la peste se développe, et des lieux appartenant au même pays et habités par les mêmes populations où la peste ne s'engendre jamais.

Cette comparaison a pour but de faire connaître les causes de la peste et les moyens d'en prévenir le développement dans les pays qui l'enfantent encore aujourd'hui.

Art. 20. Le médecin sanitaire communiquera, de temps à autre, les résultats de ses études scientifiques au médecin central et à son gouvernement respectif, qui aura soin d'en publier ceux qui lui paraîtront dignes d'attention.

CHAP. VII. — *Instructions particulières pour les médecins centraux.*

Art. 21. L'installation de médecins centraux sur quatre points du Levant a pour but de centraliser la correspondance des médecins sanitaires ordinaires dont ils recevront les rapports réguliers et extraordinaires, comme il a été dit plus haut.

Cette correspondance d'ailleurs ne donnera aux médecins centraux aucune suprématie sur leurs autres collègues.

Art. 22. Le médecin central, tout en remplissant les fonctions de médecin sanitaire ordinaire selon les chapitres précédents, sera, en outre, chargé de rédiger des rapports généraux basés sur les rapports spéciaux des médecins sanitaires de son arrondissement.

Ces rapports généraux seront à leur tour adressés, une fois par mois en Turquie et deux fois par mois en Égypte, au corps consulaire local et au conseil de santé de Constantinople.

Le médecin central d'Alexandrie communiquera, en outre, son rapport général au conseil de santé d'Alexandrie.

Art. 23. Chaque médecin central rédigera, au commencement de chaque année, un rapport détaillé sur l'état de santé de son arrondissement pendant l'année précédente, et sur toutes les conditions sanitaires qui s'y rattachent.

Art. 24. Ces rapports annuels, écrits en français, seront imprimés dans le lieu de la résidence du médecin central et seront distribués en nombre suffisant d'exemplaires :

1° A tous les représentants des puissances européennes intéressées, qui en feront part à leurs gouvernements respectifs ; 2° à tous les délégués européens, membres des conseils de santé de Constantinople et d'Alexandrie, qui les communiqueront en entier ou en partie à ces conseils mêmes ; et 3° à tous les médecins sanitaires en Turquie et en Égypte, qui les communiqueront également, en partie ou en entier aux autorités sanitaires locales¹.

DÉCRET IMPÉRIAL PORTANT PROMULGATION DE LA CONVENTION SANITAIRE INTERNATIONALE CONCLUE ENTRE LA FRANCE, LA SARDAIGNE ET DIVERSES AUTRES PUISSANCES MARITIMES (LE 27 MAI 1853)¹.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. La convention sanitaire internationale conclue entre la France et diverses autres puissances maritimes ayant été ratifiée par nous et par S. M. le roi de Sardaigne, et les actes de ratification ayant été échangés, le 18 du présent mois de mai, entre les deux gouvernements contractants, ladite convention, suivie d'un règle-

1. La Convention et le règlement qui suivent sont l'œuvre de la Conférence sanitaire réunie à Paris en 1850 et composée des délégués de la France, de l'Autriche, des Deux-Siciles, de l'Espagne, des États-Romains, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, du Portugal, de la Russie, de la Sardaigne, de la Toscane et de la Turquie. L'objet et le programme de ses travaux avaient été délibérés au sein du Comité consultatif d'hygiène publique ; et la plus grande part dans les utiles réformes qu'elle a proposées revient à M. le Dr Mélier, inspecteur général des services sanitaires, l'un des représentants de la France au sein de la Conférence.

ment sanitaire, desquels la teneur suit, recevra, par rapport à la Sardaigne, sa pleine et entière exécution à dater du 15 juin prochain.

CONVENTION.

Article 1^{er}. Les hautes parties contractantes se réservent le droit de se prémunir, sur les frontières de terre, contre un pays malade ou compromis, et de mettre ce pays en quarantaine.

Quant aux arrivages par mer, elles conviennent en principe :

1° D'appliquer à la peste, à la fièvre jaune et au choléra, les mesures sanitaires qui seront spécifiées dans les articles ci-après ;

2° De considérer comme obligatoire pour tous les bâtiments la production d'une patente, sauf les exceptions mentionnées dans le règlement sanitaire international annexé à la présente convention.

Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore.

Il est bien entendu, toutefois :

1° Que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés, et ne compromettront, dans aucun cas, le pays de provenance ;

2° Que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousse un bâtiment, quel qu'il soit.

Art. 2. L'application des mesures de quarantaine sera réglée, à l'avenir, d'après la déclaration faite officiellement par l'autorité sanitaire instituée au port du départ, que la maladie existe réellement.

La cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable que la maladie est éteinte, après toutefois l'expiration d'un délai fixé à trente jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

Art. 3. A partir de la mise à exécution de la présente convention, il n'y aura plus que deux patentes, la patente brute et la patente nette : la première, pour la présence constatée de maladie ; la seconde, pour l'absence attestée de maladie. La patente constatera l'état hygiénique du bâtiment. Un bâtiment en patente nette, dont les conditions seraient évidemment mauvaises et compromettantes, pourra être assimilé, par mesure d'hygiène, à un bâtiment en patente brute, et soumis au même régime.

Art. 4. Pour la plus facile application des mesures quarantainaires, les hautes parties contractantes conviennent d'adopter le principe d'un minimum et d'un maximum.

En ce qui concerne la peste, le minimum est fixé à dix jours pleins, et le maximum à quinze.

Dès que le gouvernement ottoman aura complété, dans les termes prévus par le règlement annexé à la présente convention, l'organisation de son service sanitaire, et que des médecins européens auront été établis, à la diligence des gouvernements respectifs, sur tous les points où leur présence a été jugée nécessaire, les provenances de l'Orient en patente nette seront admises en libre pratique dans tous les ports des hautes parties contractantes. En attendant, il est convenu que ces mêmes provenances arrivant en patente nette seront reçues en libre pratique, après huit jours de traversée, lorsque les navires auront à bord un médecin sanitaire, et après dix jours quand ils n'en auront pas.

Le droit est réservé aux pays les plus voisins de l'empire ottoman, tout en continuant leur régime quarantenaire actuel, de prendre, dans certains cas, telles mesures qu'ils croiront indispensables pour le maintien de la santé publique.

En ce qui concerne la fièvre jaune, et lorsqu'il n'y aura pas eu d'accident pendant la traversée, le minimum sera de cinq jours, et le maximum de sept jours.

Ce minimum pourra être abaissé à trois jours, lorsque la traversée aura duré plus de trente jours et si le bâtiment est dans de bonnes conditions d'hygiène. Quand des accidents se seront produits pendant la traversée, le minimum de la quarantaine à imposer aux bâtiments sera de sept jours, et le maximum de quinze.

Enfin, pour le choléra, les provenances des lieux où régnera cette maladie pourront être soumises à une quarantaine d'observation de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée. Quant aux provenances des lieux voisins ou intermédiaires, notoirement compromis, elles pourront être aussi soumises à une quarantaine d'observation de trois jours, y compris la durée de la traversée.

Les mesures d'hygiène seront obligatoires dans tous les cas et contre toutes les maladies.

Art. 5. Pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées en trois classes : la première, pour les marchandises soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications ; la seconde, pour celles assujetties à une quarantaine facultative ; la troisième, enfin, pour les marchandises exemptées de toute quarantaine.

Le règlement sanitaire international spécifiera les objets et mar-

chandises composant chaque classe, et le régime qui leur sera applicable en ce qui concerne la peste, la fièvre jaune et le choléra.

Art. 6. Chacune des hautes parties contractantes s'engage à maintenir ou à créer, pour la réception des bâtiments, des passagers, des marchandises et autres objets soumis à quarantaine, le nombre de lazarets réclamé par les exigences de la santé publique, par le bien-être des voyageurs et par les besoins du commerce ; le tout, dans les termes énoncés par le règlement sanitaire international.

Art. 7. Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires, et pour n'imposer à la navigation de leurs États respectifs que les charges nécessaires pour couvrir simplement leurs frais, les hautes parties contractantes, sous la réserve des exceptions prévues dans le règlement sanitaire international, arrêtent en principe :

1^o Que tous les navires arrivant dans un port payeront, en outre, un droit journalier de station ;

2^o Que les navires soumis à une quarantaine payeront, sans distinction de pavillon, un droit sanitaire proportionnel sur leur tonnage ;

3^o Que les personnes qui séjourneront dans les lazarets payeront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements ;

4^o Que les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets seront assujetties à une taxe au poids ou à la valeur.

Les droits et taxes mentionnés dans le présent article seront fixés par chaque gouvernement et signifiés aux autres parties contractantes.

Art. 8. Afin d'amener également la plus grande uniformité possible dans l'organisation des administrations sanitaires, les hautes parties contractantes conviennent de placer le service de la santé publique dans les ports de leurs États qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable, nommé et rétribué par le gouvernement, et assisté d'un conseil représentant les intérêts locaux. Il y aura, en outre, dans chaque pays, un service d'inspection sanitaire qui sera réglé par les gouvernements respectifs.

Dans tous les ports où les puissances contractantes entretiennent des consuls, un ou plusieurs de ces consuls pourront être admis aux délibérations des conseils sanitaires, pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Toutes les fois qu'il s'agira de prendre une résolution spéciale à l'égard d'un pays, et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ce pays sera invité à se rendre au conseil et entendu dans ses observations.

Art. 9. L'application des principes généraux consacrés par les articles qui précèdent, et l'ensemble des mesures administratives qui en découlent, seront déterminés par le règlement sanitaire international annexé à la présente convention.

Art. 10. La faculté d'accéder à la présente convention et à son annexe est expressément réservée à toutes les puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'elles consacrent.

Art. 11. La présente convention et le règlement sanitaire international y annexé auront force et vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des hautes parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention d'en faire cesser les effets en ce qui la concerne, ils resteront en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art. 12. Il est bien entendu que les hautes puissances contractantes s'engagent réciproquement, les unes envers les autres, pour tout ce qui concerne l'ensemble comme les détails de la présente convention, dont le protocole demeurera ouvert à la signature des plénipotentiaires respectifs.

Art. 13. La présente convention et son annexe seront notifiées suivant les lois et usages de chacune des hautes parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention ainsi que son annexe, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait et conclu à Paris, le 3 février 1853.

RÈGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL.

Conformément aux principes posés dans la convention sanitaire qui précède, les hautes parties contractantes ont adopté le règlement général suivant, pour être observé dans tous les ports de la Méditerranée et de la mer Noire, et servir de base aux règlements particuliers de chaque pays ; ces règlements, dont les gouvernements respectifs se communiqueront le texte, seront formulés de manière à établir dans le service sanitaire des différents pays la plus grande uniformité possible.

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. Conformément à l'article 1^{er} de la convention, les mesures de précaution qui pourront être prises sur les frontières de terre seront :

L'isolement ;

La formation de cordons sanitaires ;

L'établissement de lazarets permanents ou temporaires pour l'accomplissement des quarantaines.

Art. 2. Le droit accordé à tout port sain de se prémunir contre un bâtiment suspect ou malade pourra aller jusqu'à l'isolement du navire et l'adoption des mesures hygiéniques que les circonstances rendraient nécessaires.

Art. 3. Quels que soient le nombre des malades qui se trouveront à bord et la nature de la maladie, un navire ne pourra jamais être repoussé, mais il sera assujéti aux précautions que commande la prudence, tout en conciliant les droits de l'humanité avec les intérêts de la santé publique.

Dans les ports qui n'ont pas de lazaret, l'administration sanitaire locale déterminera si le bâtiment suspect ou malade doit être dirigé sur un lazaret voisin, ou peut rester au mouillage dans un lieu réservé et isolé, sous la garde de l'autorité sanitaire.

Il ne pourra être dirigé sur un autre lazaret qu'après avoir reçu les secours et soins que réclamerait son état ou celui de ses malades, et avoir obtenu les moyens de continuer sa route.

Art. 4. La peste, la fièvre jaune et le choléra étant, d'après la convention, les seules maladies qui entraînent des mesures générales et la mise en quarantaine des lieux de provenance, les précautions prises contre les autres maladies, quelles qu'elles soient, ne s'appliqueront jamais qu'aux seuls bâtiments suspects ou malades.

TITRE II. — *Mesures relatives au départ.*

Art. 5. Les mesures relatives au départ comprendront l'observation, la surveillance et la constatation de l'état sanitaire du pays ; la vérification et la constatation de l'état hygiénique des bâtiments qui en partent, de leurs cargaisons et vivres, de la santé des équipages ; des renseignements, quand il y a lieu, sur la santé des passagers, et enfin les patentes de santé et tout ce qui s'y rapporte.

Art. 6. Ces observations, surveillance, constatation et vérification seront confiées aux autorités ci-après désignées (titre VIII).

Art. 7. Tout bâtiment doit être, avant le chargement, visité par un délégué de l'autorité sanitaire, et soumis, s'il y a lieu, aux mesures hygiéniques jugées nécessaires.

Art. 8. Le bâtiment sera visité dans toutes ses parties et son état hygiénique constaté.

Art. 9. Le chargement ne pourra avoir lieu qu'après cette visite et l'accomplissement des mesures préalables de propreté et de salubrité que l'autorité sanitaire jugera indispensables.

Art. 10. L'autorité s'enquerra de l'état des vivres et boissons, et en particulier de l'eau potable et des moyens de la conserver. Elle pourra s'enquérir aussi des vêtements de l'équipage, et, en général, de toutes les mesures relatives au maintien de la santé à bord.

Art. 11. Les capitaines et patrons seront tenus de fournir à cet égard à l'autorité sanitaire tous les renseignements et toutes les justifications qui leur seront demandés.

Art. 12. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire et ne se croit pas suffisamment éclairée par le capitaine, il pourra être procédé à une nouvelle visite après le chargement du navire, afin de s'assurer si toutes les précautions sanitaires et hygiéniques prescrites ont été observées.

Art. 13. Les hommes de l'équipage seront visités par un médecin. L'embarquement de ceux qui seraient atteints d'une affection transmissible pourra être refusé par l'autorité sanitaire.

Art. 14. Ces diverses visites devront être faites sans délai et de manière à éviter tout retard aux bâtiments.

Art. 15. A l'égard des navires portant un pavillon autre que celui des pays dans lesquels ils sont mouillés, la visite et les constatations prescrites par les art. 9 à 14 inclusivement, seront faites par l'autorité sanitaire, de concert avec le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle appartient le navire.

Art. 16. Le nombre des passagers à embarquer sur les navires à voiles ou à vapeur, l'étendue de leurs logements et la quantité des approvisionnements de bord, suivant la durée probable du voyage, seront déterminés par des règlements particuliers dans les divers pays signataires de la convention du 19 décembre.

Art. 17. Les bâtiments de la marine militaire ne seront pas assujettis aux dispositions des articles précédents.

Art. 18. Les bâtiments affectés au transport des personnes, quel que soit leur tonnage, et tous les bâtiments d'une certaine capacité ou dont l'équipage se compose d'un certain nombre d'hommes, seront tenus de se munir d'un coffre avec les médicaments les plus indispensables et les appareils les plus ordinaires pour le traitement des maladies et pour les accidents qui arrivent le plus fréquemment à bord des navires.

L'administration sanitaire supérieure de chaque pays fera rédiger le catalogue de ces médicaments et appareils, ainsi qu'une instruction détaillée sur la manière de les employer.

Art. 19. Les patentes de santé ne seront délivrées, à l'avenir, qu'après l'accomplissement des formalités spécifiées dans le présent règlement.

Art. 20. Seront, en temps ordinaire, dispensés de se munir d'une

patente de santé : 1° les bateaux-pêcheurs ; 2° les bateaux-pilotes ; 3° les chaloupes du service des douanes et les bâtiments gardes-côtes ; 4° les navires faisant le cabotage entre différents ports du même pays, et qui seront déterminés par les règlements locaux.

Art. 21. Chaque bâtiment ne pourra avoir qu'une seule patente.

Art. 22. Les patentes de santé seront délivrées au nom du gouvernement territorial par l'autorité sanitaire, pourront être visitées par les consuls, et feront foi dans tous les ports des hautes parties contractantes.

Art. 23. Outre le nom du navire et celui du capitaine ou patron, et les renseignements relatifs au tonnage, aux marchandises, aux hommes d'équipage, aux passagers, etc., la patente mentionnera exactement l'état sanitaire du lieu, tel qu'il résulte des renseignements recueillis par l'autorité sanitaire, et l'état hygiénique du bâtiment.

S'il y a des malades à bord, il en sera fait mention.

La patente devra contenir enfin tous les renseignements qui peuvent éclairer l'autorité sanitaire du port de destination, et la mettre à même de se faire une idée aussi exacte que possible de la santé publique au point de départ et environs, de l'état du navire et de sa cargaison, de la santé des équipages et de celle des passagers.

Sont considérés comme environs les lieux en rapport habituel avec le port de départ, et faisant partie de la même circonscription sanitaire.

Art. 24. La patente sera, pour toutes les nations contractantes, conforme au modèle annexé au présent règlement.

Art. 25. Lorsqu'il régnera, au point de départ ou aux environs, une des trois maladies réputées importables et transmissibles, et que l'autorité sanitaire en aura déclaré l'existence, la patente donnera la date de cette déclaration.

Elle donnera de même la date de la cessation, quand cette cessation aura été constatée.

Art. 26. Conformément aux dispositions de l'art. 3 de la convention, la patente ne pouvant être que nette ou brute, l'autorité sanitaire devra toujours se prononcer sur l'existence ou la non-existence de la maladie au point de départ. Le doute sera interprété dans le sens de la plus grande prudence, et la patente sera brute.

Art. 27. Sauf le système des *teskérés*, tant qu'il sera jugé nécessaire dans l'empire ottoman, il ne sera pas exigé de bulletins de santé individuels pour les passagers et les hommes d'équipage.

Toutefois l'autorité sanitaire pourra exiger, pour ceux des passagers dont la santé serait suspecte et pourrait devenir compromettante, le certificat d'un médecin connu, à ce autorisé, et il en sera fait mention sur la patente.

L'autorité sanitaire pourra même s'opposer à l'embarquement d'un passager dont la santé serait compromettante pour les autres.

Art. 28. La patente de santé ne sera considérée comme valable que si elle a été délivrée dans les quarante-huit heures qui ont précédé le départ.

Si le départ est retardé, la patente devra être visée par l'autorité qui l'a délivrée, laquelle mentionnera si l'état sanitaire est resté le même ou s'il a éprouvé quelque changement.

Art. 29. Elle ne cesserait pas d'être considérée comme nette lors même que dans le lazaret du pays existerait un ou plusieurs cas d'une maladie réputée transmissible et importable.

TITRE III. — *Mesures sanitaires pendant la traversée.*

Art. 30. Tout bâtiment en mer devra être entretenu en bon état d'aération et de propreté.

A cet effet, chacune des nations contractantes fera rédiger, dans le plus bref délai, une instruction pratique et suffisamment détaillée, prescrivant les mesures de propreté et d'aération à observer en mer.

Art. 31. Les capitaines et patrons seront tous munis de cette instruction et devront s'y conformer; autrement ils pourraient être considérés, à l'arrivée, comme étant en patente brute et traités en conséquence.

Art. 32. Les bâtiments à vapeur assujettis à la patente, qui se livrent au transport des voyageurs, seront tenus d'avoir un médecin sanitaire à bord. Ce médecin aura pour mission spéciale de veiller à la santé des équipages et voyageurs, de faire prévaloir les règles de l'hygiène et de rendre compte à l'arrivée des circonstances du voyage.

Il sera tenu, en outre, de consigner avec exactitude, et, autant que possible, jour par jour, sur un registre *ad hoc*, toutes les circonstances qui peuvent être de nature à intéresser la santé publique, en notant, avec un soin tout particulier, les maladies observées, les simples accidents même, ainsi que le traitement appliqué et ses suites.

Le mode de nomination des médecins de bord sera déterminé par les gouvernements respectifs.

Art. 33. A défaut de médecins, les renseignements relatifs à la santé seront recueillis par le capitaine ou patron et inscrits par lui sur son livre de bord.

Il sera tenu note exacte de toutes les communications arrivées en mer, pour en être rendu compte à l'arrivée.

Art. 34. Tout capitaine ou patron qui relâchera dans un port et y entrera en communication, sera tenu de faire viser sa patente par l'autorité sanitaire, et, à défaut de celle-ci, par l'administration chargée de la police locale.

Art. 35. Il est interdit aux autorités sanitaires de retenir dans les ports de relâche la patente délivrée au point de départ.

Art. 36. En cas de décès arrivé en mer après une maladie de caractère suspect, les effets d'habillement et de literie qui auraient servi au malade dans le cours de cette maladie seront brûlés, si le navire est au mouillage, et, s'il est en route, jetés à la mer, avec les précautions nécessaires pour qu'ils ne puissent surnager.

Les autres effets du même genre dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront immédiatement soumis à l'événement ou à toute autre purification.

TITRE IV. — *Mesures sanitaires à l'arrivée.*

Art. 37. Tout bâtiment sera, à l'arrivée, soumis aux formalités de la reconnaissance et de l'arraisonnement.

Art. 38. Toutefois, lorsque l'état sanitaire sera positivement sain, les navires venant d'un port à un autre port du même pays pourront, en vertu des règlements sanitaires particuliers à chaque pays, être affranchis de l'arraisonnement sanitaire.

Art. 39. Pourront également, en temps ordinaire, être affranchies de l'arraisonnement par voie de déclaration échangée entre les nations contractantes, toutes les provenances ou des provenances déterminées allant de l'un des deux pays dans les ports de l'autre.

Art. 40. La reconnaissance et l'arraisonnement seront faits par l'agent que l'autorité sanitaire délèguera à cet effet.

Les résultats en seront consignés sur un registre spécial.

Art. 41. Ainsi qu'au départ, les cas douteux, les renseignements contradictoires, seront toujours interprétés dans le sens de la plus grande prudence. Le bâtiment devra être provisoirement tenu en réserve.

Art. 42. L'admission à la libre pratique sera précédée de la visite du bâtiment toutes les fois que l'autorité sanitaire le jugera nécessaire.

Art. 43. Lorsqu'il existera des malades à bord, ils seront, à leur demande, débarqués le plus promptement possible et recevront les soins qu'exigera leur état.

Art. 44. Si le navire, quoique muni d'une patente nette et n'ayant eu pendant la traversée aucun cas de maladie, se trouvait, par la

nature de sa cargaison, par son état d'encombrement ou d'infection, dans des conditions que l'agent de santé jugerait susceptibles de compromettre la santé publique, le navire pourra être tenu en réserve jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité sanitaire.

La décision devra être rendue dans les vingt-quatre heures.

Art. 45. Selon les conditions de salubrité du navire, l'autorité sanitaire pourra, si elle le juge convenable, ordonner comme mesures d'hygiène :

Le bain et autres soins corporels pour les hommes de l'équipage ;

Le déplacement des marchandises à bord ;

L'incinération ou la submersion à distance dans la mer des substances alimentaires et des boissons gâtées ou avariées, ainsi que des marchandises de nature organique fermentées ou corrompues ;

Le lavage du linge et des vêtements de l'équipage ;

Le nettoyage de la cale, l'évacuation complète des eaux et la désinfection de la sentine ;

L'aération de tout le bâtiment et la ventilation de ses parties profondes au moyen de la pompe à air ou de tout autre moyen ;

Les fumigations chloriques, le grattage, le frotage et le lavage des bâtiments ;

Le renvoi au lazaret.

Quand ces diverses opérations seront jugées nécessaires, elles seront exécutées dans l'isolement plus ou moins complet du navire, selon la disposition des plages et des localités, mais toujours avant l'admission à la libre pratique.

A part les formalités de reconnaissance et d'arraisonnement, les bâtiments en transit appartenant aux hautes parties contractantes seront dispensés, dans les ports intermédiaires, des formalités prescrites pour le départ et l'arrivée.

Art. 46. Sauf les dispositions transitoires énoncées aux paragraphes 4 et 5 de l'art. 4 de la convention concernant la Turquie d'Europe et d'Asie, ainsi que l'Égypte, tout bâtiment muni d'une patente nette, qui n'aura eu en mer ni accidents, ni communications de nature suspecte, et qui se présentera dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, sera immédiatement admis en libre pratique.

TITRE V. — *Des quarantaines.*

Art. 47. Tout bâtiment arrivant en patente brute sera déclaré en quarantaine.

Pourra être mis en quarantaine tout bâtiment arrivant dans les

conditions prévues par l'art. 3 de la convention, qui l'assimilent à la patente brute.

Art. 48. Nulle provenance ne pourra être mise en quarantaine sans une décision motivée. Cette décision sera notifiée immédiatement au capitaine ou patron du bâtiment.

Art. 49. Sauf la présence à bord de la peste, de la fièvre jaune ou du choléra, un bâtiment aura toujours le droit de reprendre la mer, soit avant d'être mis en quarantaine, soit en cours de quarantaine.

La patente de santé lui sera rendue, s'il n'est pas arrivé au port de destination, et l'autorité sanitaire mentionnera, sur cette patente, la durée et les circonstances de son séjour, ainsi que les conditions dans lesquelles il repart.

Un bâtiment pourra reprendre la mer nonobstant la présence à bord de maladies ordinaires. Toutefois l'autorité sanitaire devra s'assurer préalablement si les malades pourront être convenablement soignés pendant le reste de la navigation; ceux qui voudraient rester au lazaret en auront toujours le droit.

Art. 50. La durée de la quarantaine sera la même pour le bâtiment, les personnes et les marchandises qui y sont assujettis.

Elle se distingue en quarantaine d'observation, et en quarantaine de rigueur.

Art. 51. La quarantaine d'observation datera, pour les navires et tout ce qui se trouve à bord, de l'instant où un garde de santé aura été mis à bord et où les mesures d'aération, de purification auront commencé.

La quarantaine de rigueur datera, pour le bâtiment, les personnes et les choses à bord, du moment où les marchandises assujetties au débarquement auront été enlevées : pour les marchandises débarquées au lazaret ou dans un lieu réservé, du commencement des purifications; pour les personnes débarquées, du moment de leur entrée au lazaret.

Une quarantaine commencée à bord pourra toujours être continuée au lazaret.

Art. 52. La quarantaine d'observation se bornera à tenir en observation pendant un temps déterminé le bâtiment, l'équipage et les passagers, et elle n'entraînera pas le déchargement des marchandises au lazaret.

Elle aura lieu, pour les hommes, à bord du navire ou au lazaret, à la volonté des quarantainaires.

Pendant sa durée, le bâtiment, tenu à l'écart et surveillé par des gardes de santé en nombre suffisant, sera simplement soumis, par

mesure d'hygiène, à une aération convenable, aux lavages et aux soins de propreté générale.

Art. 53. La quarantaine de rigueur ajoutera à la quarantaine d'observation les mesures de purification et de désinfection spéciales qui seront jugées nécessaires par l'autorité sanitaire.

Elle entraînera, en outre, dans les cas spécifiés par le présent règlement, le débarquement au lazaret des marchandises de la première classe, et, selon les circonstances et les règlements locaux, celui des marchandises de la deuxième classe (art. 63 et 64).

Art. 54. La quarantaine de rigueur ne pourra être purgée, pour la peste, que dans un port à lazaret. Celle qui est imposée à un navire pour cause de malpropreté, en vertu de l'art. 3 de la convention sanitaire, pourra être purgée dans une partie isolée d'un port quelconque.

Art. 55. La quarantaine pourra être purgée dans un port intermédiaire entre le point de départ et le point de destination, et, en apportant la preuve de cette quarantaine, le bâtiment sera admis à libre pratique.

Art. 56. Le temps de la traversée se comptera, pour tous les bâtiments, du moment du départ, constaté par le livre de bord et attesté par la déclaration du capitaine ou patron du navire.

Art. 57. Tout bâtiment à bord duquel il y aura eu, pendant la traversée, un cas de l'une des trois maladies réputées importables et transmissibles, sera, de droit, et quelle que soit sa patente, considéré comme ayant patente brute.

Art. 58. S'il y a eu un ou plusieurs cas de choléra pendant la traversée ou pendant la quarantaine, cette quarantaine comptera du moment de l'arrivée et de l'exécution des mesures sanitaires : il ne sera pas tenu compte de la traversée.

Art. 59. Sauf les exceptions temporaires rappelées ci-dessus (article 49), les marchandises et objets matériels de toute sorte, arrivant en patente nette par un bâtiment en bon état et bien tenu, qui n'a eu ni morts ni malades suspects, seront dispensés de tout traitement sanitaire et admis immédiatement à la libre pratique comme le bâtiment lui-même, les équipages et les passagers.

Art. 60. Sont exceptés les cuirs, les crins, les chiffons et les drilles. Ces marchandises pourront, même en patente nette, devenir l'objet de mesures sanitaires. L'autorité sera juge de ces mesures et en déterminera la nature et la durée.

Conformément au paragraphe 4 de l'art. 45, l'autorité aura le droit de les faire jeter à la mer ou d'en ordonner la destruction par le feu.

Les formalités à remplir dans ce cas seront déterminées par les règlements locaux.

Art. 61. Conformément à l'art. 5 de la convention, et pour l'application des mesures sanitaires, les marchandises seront rangées, à l'avenir, en trois classes :

Composeront la première et seront soumis, à ce titre, à une quarantaine obligatoire et aux purifications, savoir : les hardes et effets à usage, les drilles et les chiffons, les cuirs et peaux, les plumes, crins et débris d'animaux en général, enfin la laine et les matières de soie ;

Seront compris dans la deuxième et assujettis à une quarantaine facultative, savoir : le coton, le lin et le chanvre ;

Composeront la troisième et seront, à ce titre, exempts des mesures quarantaines, savoir : toutes les marchandises et objets quelconques qui ne rentrent pas dans les deux premières classes.

Art. 62. En patente brute de peste, les marchandises de la première classe seront toujours débarquées au lazaret et soumises aux purifications.

Les marchandises de la deuxième classe pourront être livrées immédiatement à la libre pratique, ou débarquées au lazaret pour être purifiées, suivant les circonstances et les règlements sanitaires particuliers de chacun des pays contractants.

Les marchandises de la troisième classe étant déclarées libres pourront toujours être livrées immédiatement au commerce, sous la surveillance de l'autorité sanitaire.

Art. 63. En patente brute de fièvre jaune, sans accident pendant la traversée, si cette traversée a été de plus de dix jours, les marchandises seront soumises, par mesure d'hygiène, à une simple aération sans déchargement.

S'il y a eu des accidents, ou si la traversée a été de moins de dix jours, les marchandises pourront être l'objet des mêmes mesures qu'en patente brute de peste, c'est-à-dire débarquées au lazaret et purifiées ; mais cette mesure sera facultative et laissée à l'appréciation de l'autorité sanitaire.

Art. 64. En patente brute de choléra, les marchandises ne seront assujetties à aucune mesure sanitaire particulière ; le bâtiment sera seulement aéré et les mesures d'hygiène, toujours obligatoires, seront observées.

Art. 65. Dans tous les cas de patente brute, les lettres et papiers seront soumis aux purifications d'usage.

Art. 66. Toute marchandise ou objet quelconque provenant d'un lieu sain, qui sera contenu dans une enveloppe scellée officiellement et d'une manière non assujettie aux mesures de purification, sera

immédiatement admis en libre pratique, quelle que soit la patente du bâtiment.

Si l'enveloppe est d'une substance à l'égard de laquelle les mesures sanitaires soient facultatives, l'admission sera également facultative.

Art. 67. Les animaux vivants resteront soumis aux quarantaines et aux purifications en usage dans les différents pays.

Art. 68. Tout bâtiment qui n'aura pas de patente, lorsque, à raison du lieu de provenance, il devrait en être muni, pourra, selon les circonstances, être soumis à une quarantaine d'observation ou de rigueur.

La durée de cette quarantaine sera fixée par l'autorité sanitaire.

Elle ne pourra excéder trois jours, si le bâtiment vient d'un lieu notoirement sain et s'il est dans de bonnes conditions hygiéniques.

Les cas de force majeure ainsi que la perte fortuite de la patente seront appréciés par l'autorité sanitaire.

Art. 69. Toute patente raturée ou surchargée sera considérée comme nulle, et placera le navire dans les conditions prévues par l'article précédent, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre les auteurs des altérations.

Art. 70. Si, pendant la durée d'une quarantaine, et quel que soit le point auquel elle soit parvenue, il se manifeste un cas de peste, de fièvre jaune ou choléra, la quarantaine recommencera.

Art. 71. Outre les quarantaines prévues et les mesures spécifiées, tant par la convention du 19 décembre que par le présent règlement, les autorités sanitaires de chaque pays auront le droit, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire, sous leur responsabilité devant qui de droit, telles mesures qu'elles jugeront indispensables pour le maintien de la santé publique.

A défaut de bâtiments spéciaux à terre, elles pourront disposer en lazarets des navires isolés et gardés de manière à empêcher toute communication avec l'extérieur.

TITRE VI. — *Des lazarets.*

1^{re} SECTION. — De l'institution et de la disposition des lazarets.

Art. 72. La distribution intérieure des lazarets sera telle, que les personnes et les choses appartenant à des quarantaines de dates différentes puissent être facilement séparées.

Art. 73. Des parloirs vastes et commodes permettront d'y recevoir

les personnes du dehors qui voudront visiter les quarantaines, sans préjudice des précautions nécessaires pour sauvegarder la santé publique.

Les grillages seront supprimés ainsi que tout ce qui pourrait influer d'une manière fâcheuse sur le moral des quarantainaires.

Art. 74. Des bâtiments ou corps de bâtiments seront affectés dans les lazarets au service des malades. Ils seront disposés de manière à permettre la séparation des malades et à assurer en même temps les meilleures conditions d'hygiène, notamment l'aération.

Art. 75. Il est interdit de se mettre en communication directe et immédiate avec les personnes ou les choses suspectes ou réputées telles, qui sont en quarantaine.

Outre les peines portées par les lois et règlements, quiconque aura été en contact avec ces personnes ou ces choses sera déclaré en quarantaine et considéré comme faisant partie de la même provenance, sauf les exceptions que l'autorité sanitaire croirait pouvoir admettre et dont elle sera juge.

Art. 76. Tout lazaret doit être pourvu d'eau saine en quantité suffisante pour tous les besoins du service.

Art. 77. Il y aura dans chaque lazaret, ou dans ses dépendances, un endroit convenable destiné aux inhumations.

11^e SECTION. — Du personnel, de la surveillance et du service intérieur
des lazarets.

Art. 78. Les ports et les endroits réservés affectés à la quarantaine des navires, les lazarets destinés à celle des passagers et des marchandises, et les établissements quarantainaires en général, seront placés sous l'autorité immédiate des administrations sanitaires.

Art. 79. Il y aura, dans chaque lazaret, un directeur ou agent responsable, des employés en nombre suffisant pour assurer la discipline sanitaire, et des gardes de santé chargés d'exécuter ou faire exécuter les mesures prescrites.

Art. 80. Un médecin sera attaché au lazaret pour visiter et soigner les quarantainaires, et pour concourir par ses conseils à l'exacte exécution des mesures sanitaires.

Art. 81. Les malades recevront dans les lazarets, sous le rapport religieux et médical, tous les secours et tous les soins que l'on donnerait à des malades ordinaires dans les établissements hospitaliers les mieux organisés, sauf à constituer en quarantaine les médecins et les personnes compromises.

Art. 82. La faculté est laissée à chaque malade de se faire traiter

par un médecin de son choix, autre que celui du lazaret; mais dans ce cas, la visite du médecin étranger aura lieu en présence et sous la surveillance du directeur du lazaret.

Ce médecin devra faire chaque fois, par écrit, à l'office de santé, son rapport sur l'état de la maladie. L'administration enverra néanmoins, de temps en temps, son propre médecin pour visiter le malade, afin de connaître la nature de la maladie.

Art. 83. Les personnes dont l'état de pauvreté sera constaté par l'autorité sanitaire seront non-seulement admises, mais encore nourries et traitées gratuitement dans les lazarets.

Art. 84. Chaque lazaret aura un tarif établi par l'autorité et révisé trimestriellement, dans lequel le prix des vivres sera réglé au taux le plus modéré.

Art. 85. Les meubles et effets de première nécessité à l'usage des quarantainaires leur seront fournis gratis par l'administration, immédiatement après leur entrée au lazaret.

Art. 86. Les visites sanitaires du médecin seront gratuites. Les quarantainaires ne payeront que les soins étrangers au service sanitaire.

Art. 87. Outre ces règles générales, l'autorité sanitaire, tout en veillant à la préservation de la santé publique, sera tenue de prendre, par des règlements spéciaux et selon les différentes localités, toutes les mesures convenables pour assurer, autant que possible, le bien-être des quarantainaires.

III^e SECTION. — Du traitement des marchandises, effets à usage et des dépêches dans les lazarets.

Art. 88. Les marchandises seront déposées dans des magasins spacieux et parfaitement secs; elles y seront soumises à la libre circulation de l'air et remuées de temps en temps.

Les balles et les colis seront ouverts, afin que l'air y puisse pénétrer.

Cette aération sera continuée durant toute la quarantaine.

Art. 89. Les marchandises appartenant à des quarantaines différentes seront séparées les unes des autres et placées, autant que possible, dans des magasins différents.

Art. 90. Les peaux, les cuirs, les crins, les drilles et chiffons, les débris d'animaux, les laines et matières de soie seront placés dans des endroits éloignés des chambres occupées par les quarantainaires, ainsi que des logements des employés.

En cas d'infection notoire, de malpropreté ou d'altération, ces matières, et les marchandises en général, pourront être soumises à tel moyen de purification que l'autorité sanitaire jugera nécessaire.

Art. 91. Les substances animales et végétales en putréfaction ne pourront jamais être reçues dans les lazarets; elles seront brûlées ou jetées à la mer, conformément aux dispositions de l'article 61 du présent règlement.

Art. 92. Il y aura dans chaque lazaret des magasins destinés au dépôt des marchandises purifiées.

Art. 93. Les effets des passagers devront être, pendant la durée de la quarantaine, exposés à la ventilation dans des pièces séparées et appropriées à cet effet, sous la surveillance des gardiens.

L'autorité veillera à ce que cette opération ne soit négligée dans aucune circonstance.

Art. 94. Les effets à usage, le linge et tout ce qui aurait servi aux personnes mortes ou atteintes de peste devront être soumis à des purifications plus sévères : aux fumigations de chlore, à l'immersion dans l'eau de mer, à l'action de la chaleur, selon les circonstances et la nature des objets. Il en serait de même dans le cas de toute autre maladie contagieuse.

Art. 95. Les lettres et les dépêches seront purifiées de manière que l'écriture ne soit pas altérée.

Art. 96. Cette opération aura lieu en présence du directeur du lazaret.

Art. 97. Le droit est réservé aux consuls ou représentants des puissances étrangères d'assister à l'ouverture et à la purification des lettres et dépêches qui leur seront adressées, ou qui seront destinées à leurs nationaux.

Le même droit est réservé à l'administration des postes.

TITRE VII. — *Des droits sanitaires.*

Art 98. Seront exemptés du paiement des droits sanitaires déterminés par l'article 7 de la convention : 1° les bâtiments de guerre; 2° les navires en relâche forcée, même lorsqu'ils sont admis à pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent; 3° les bateaux pêcheurs; 4° les navires dispensés de l'obligation de se munir d'une patente; 5° les enfants au-dessous de sept ans et les indigents embarqués au frais du gouvernement de leur pays ou d'office par les consuls.

Art. 99. Tout droit sanitaire quelconque, non mentionné dans la convention, est formellement aboli.

TITRE VIII. — *Des autorités sanitaires.*

Art. 100. Sauf les dispositions particulières relatives à l'organisation sanitaire de l'Orient (titre IX), et conformément à l'article 8 de

la convention, qui place les autorités sanitaires sous la direction immédiate du gouvernement, ces autorités seront établies partout sur des bases uniformes, et se composeront : 1° d'un agent responsable du gouvernement ; 2° d'un conseil local.

Art. 101. L'agent représentera essentiellement le pouvoir central. Il sera pris, autant que possible, dans le corps médical, et il aura le titre de *directeur de la santé*.

Art. 102. Le directeur ou agent sera le chef du service actif ; il en aura la responsabilité. Tous les employés seront sous ses ordres. Il veillera à l'exécution des lois et règlements sanitaires ; il reconnaîtra ou fera reconnaître l'état sanitaire des bâtiments qui arriveront ; il délivrera les patentes de santé à ceux qui partiront ; il aura la direction et la surveillance des lazarets et ports de quarantaine.

Art. 103. Le conseil représentera plus particulièrement les intérêts locaux, et se composera des divers éléments administratifs et scientifiques qui peuvent, dans chaque pays, veiller le plus efficacement au maintien de la santé publique.

Art. 104. Le directeur ou agent fera de droit partie du conseil.

Art. 105. Le conseil exercera une surveillance générale sur le service sanitaire. Il aura spécialement pour mission d'éclairer le directeur ou agent, et de lui donner des avis sur les mesures à prendre en cas d'invasion ou de menace d'invasion d'une maladie réputée importable ou transmissible ; de veiller à l'exécution des règlements généraux ou particuliers relatifs à la police sanitaire, et, au besoin, de dénoncer au gouvernement les infractions ou omissions.

Il sera consulté sur toutes les questions administratives et médicales, et il concourra, avec le directeur ou agent, à la préparation des règlements locaux ou intérieurs.

Art. 106. Le conseil se réunira périodiquement aux époques que déterminera l'autorité supérieure, et il sera convoqué extraordinairement toutes les fois qu'une circonstance relative à la santé publique paraîtra l'exiger.

Art. 107. Le directeur ou agent et le conseil auront pour devoir de se tenir constamment informés de l'état de la santé publique. Ils entretiendront à cet effet, soit directement, soit par des délégués, de fréquents rapports avec l'administration communale, et en recevront toutes les communications nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

Art. 108. En cas de dissidence entre le directeur ou agent et le conseil, il en sera immédiatement référé au gouvernement central ; toutefois, s'il y a urgence, le directeur ou agent, sous sa responsabilité, pourvoira aux dispositions provisoires qu'exigera la santé publique ou le service.

Art. 109. Il y aura dans chaque pays signataire de la convention un service d'inspection sanitaire. Ce service, réglé par les gouvernements respectifs, consistera à visiter les ports du pays, à y prendre connaissance de la marche du service sanitaire, à tenir note des imperfections qui pourraient s'y rencontrer, et à les signaler au gouvernement.

Art. 110. Dans l'intérêt de la santé publique et pour le bien du service, les autorités sanitaires des pays respectifs, signataires de la convention du 19 décembre, sont autorisées à communiquer directement entre elles afin de se tenir réciproquement informées de tous les faits importants parvenus à leur connaissance, sans préjudice toutefois des renseignements qu'il est de leur devoir de fournir en même temps aux autorités compétentes et aux consuls.

TITRE IX. — *Dispositions particulières à l'Orient.*

Art. 111. Outre les dispositions sanitaires communes et applicables à tous les pays signataires de la conférence, la Turquie d'Europe et la Turquie d'Asie, ainsi que l'Égypte, seront l'objet de dispositions particulières, destinées à prévenir le développement de la peste, à arrêter cette maladie quand elle existe, à la signaler et à s'opposer à son introduction dans les autres pays.

Art. 112. Ces dispositions, prises dans le double intérêt de l'Orient et des nations en rapport avec lui, consisteront dans le développement des institutions sanitaires établies par le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan et dans la présence des médecins qu'entretiendront en Orient les nations contractantes.

1^{re} SECTION. — Dispositions relatives à la Turquie.

Art. 113. Sa Hautesse le Sultan promulguera une loi spéciale pour assurer l'existence et régler les attributions des autorités sanitaires de son empire, et en particulier du conseil supérieur de santé de Constantinople, qui sera maintenu dans son organisation actuelle.

Art. 114. Placé à la tête du service sanitaire, le conseil supérieur de Constantinople en surveillera les différentes parties, et indiquera pour tout l'empire les mesures d'hygiène publique et de salubrité qui seront jugées nécessaires. Il rédigera les instructions qui s'y rapportent et veillera à la bonne exécution des dispositions prescrites, conformément aux indications de la conférence sanitaire internationale, et fixera les lieux où seront établis les divers agents du service sanitaire.

Art. 115. Les puissances intéressées seront représentées dans ce

conseil par des délégués en nombre égal à celui des fonctionnaires ottomans, et ces délégués y auront voix délibérative.

Art. 116. Le Conseil restera en possession de la prérogative de nommer lui-même et de révoquer les employés sanitaires de tout rang.

Art. 117. Les délégués étrangers accrédités auprès du Conseil, pris autant que possible parmi les hommes spéciaux, seront nommés par leurs gouvernements respectifs.

Art. 118. L'institution des médecins inspecteurs chargés de surveiller la marche du service sanitaire sera maintenue. Outre ceux qui existent en Syrie et dans les pachaliks d'Erzeroum et de Bagdad, il en sera établi deux de plus : l'un pour la Turquie d'Europe, l'autre pour l'Asie Mineure. Ils auront leur résidence habituelle à Constantinople.

Art. 119. Les offices sanitaires et les postes de préposés seront maintenus dans leur organisation actuelle. Le nombre des uns et des autres, les lieux où ils seront établis, leur circonscription et leur hiérarchie, seront réglés par le Conseil supérieur de santé de Constantinople.

Art. 120. Le droit de recevoir les provenances en patente brute de peste est restreint aux seuls offices centraux munis de lazaret.

Art. 121. La faculté d'admettre en libre pratique les provenances en patente nette sera maintenue aux postes des préposés tant que la peste n'existera pas. Cette faculté cessera en temps de peste. Toutefois ces postes conserveront en tout temps la faculté d'admettre les bâtiments de cabotage.

Art. 122. Dans le plus bref délai possible, un code des délits et des peines en matière sanitaire sera promulgué en Turquie par les soins du gouvernement ottoman.

Un tribunal spécial, dont l'institution sera concertée entre les hautes parties contractantes, connaîtra, à l'avenir, de toutes les infractions aux lois et règlements sanitaires, et sera chargé de les juger, le tout sous la réserve expresse des dispositions consignées dans les capitulations, et sans qu'il puisse y être porté atteinte.

II^e SECTION. — Dispositions relatives à l'Égypte.

Art. 123. L'intendance sanitaire d'Alexandrie, composée de mêmes éléments et établie sur les mêmes bases que le Conseil supérieur de Constantinople, aura des droits et des prérogatives semblables. Comme lui, elle veillera à la santé publique du pays et à l'exécution des mesures qui s'y rapportent, tant à l'intérieur que sur le littoral.

Art. 124. Des inspecteurs sanitaires et des médecins de bureaux

seront établis et entretenus aux frais du gouvernement égyptien, partout où ils seront jugés nécessaires. Les uns et les autres devront être munis de diplômes délivrés par les universités d'Europe.

III^e SECTION. — Dispositions relatives à l'Orient en général.

Art. 125. Les patentes seront délivrées par l'office de santé et visées par les consuls compétents.

Art. 126. Conformément à l'article 21 du présent règlement, il sera formellement interdit à tout bâtiment quelconque d'avoir une patente.

Art. 127. Le nombre des médecins sanitaires européens actuellement établis en Orient sera augmenté jusqu'à concurrence de vingt-six, répartis en quatre arrondissements. Les puissances signataires de la convention se concerteront ultérieurement avec le gouvernement de la Sublime Porte pour l'exécution en commun de cette mesure.

Art. 128. Les médecins sanitaires se divisent en médecins centraux et en médecins ordinaires. Les médecins ordinaires seront répartis suivant le tableau annexé au présent règlement.

Art. 129. Il y aura un médecin central dans chacune des villes de Constantinople, Smyrne, Beyrouth et Alexandrie.

Art. 130. Sans avoir aucune suprématie sur ses collègues, le médecin central sera obligé, outre son service comme médecin sanitaire, de réunir et de coordonner en un rapport général les rapports partiels de son arrondissement. Ce rapport général sera adressé, une fois par mois en Turquie, deux fois par mois en Égypte, au corps consulaire local et au conseil de santé.

Art. 131. En cas de vacance, les médecins centraux seront de préférence pris, à l'ancienneté, parmi les médecins ordinaires du même arrondissement.

Art. 132. Les médecins sanitaires européens établis en Orient conserveront toute leur indépendance vis-à-vis des autorités locales, et ils ne relèveront, quant à leur responsabilité, que des gouvernements qui les auront institués.

Art. 133. Les fonctions des médecins sanitaires consisteront : 1^o A étudier, sous le rapport de la santé publique, le pays où ils se trouvent, son climat, ses maladies et toutes les conditions qui s'y rattachent, ainsi que les mesures prises pour combattre ces maladies.

2^o A parcourir, à cet effet, leurs circonscriptions respectives toutes les fois qu'ils le croiront utile; en Égypte, aussi souvent que possible.

3^o A informer de tout ce qui a trait à la santé publique le médecin

central de l'arrondissement, le corps consulaire, et, si besoin est, les autorités locales du pays, deux fois par mois en Turquie, toutes les semaines en Égypte.

Dans les cas d'épidémie ou de maladie suspecte quelconque, ainsi que dans les cas extraordinaires en général, le médecin sanitaire expédiera sans délai un rapport spécial à toutes les autorités précitées et à tous les médecins sanitaires et consuls des circonscriptions voisines, et, au besoin, à quelques médecins et consuls plus éloignés, auxquels ces informations pourraient être utiles.

Au surplus, ils seront tenus de se transformer, pour les détails, aux instructions annexées au présent règlement.

Art. 134. En cas de soupçon de maladie contagieuse, les médecins sanitaires en informeront tout de suite l'office de santé, et *vice versa*; et, dès ce moment, on établira une consultation médicale dont le résultat sera immédiatement communiqué à toutes les autorités précitées.

Art. 135. De son côté, les offices de santé, postes, députations bureaux, etc., auront l'obligation de fournir aux médecins sanitaires, sur tout ce qui a trait à la santé publique, des renseignements réguliers écrits, et ils devront recevoir ces médecins dans les locaux de l'administration sanitaire toutes les fois que ceux-ci jugeront à propos de s'y rendre pour obtenir des renseignements ou des éclaircissements verbaux.

TITRE X. — *Disposition relative à l'Amérique.*

Art. 136. Dans les pays sujets à la fièvre jaune qui appartiennent aux puissances signataires de la convention et où n'en était pas établi déjà un service médical régulier, il sera institué, par les soins des gouvernements respectifs, des médecins sanitaires pour y étudier cette maladie, son mode de production et de propagation, rechercher les moyens de la prévenir et de la combattre, en signaler l'apparition aux autorités et constater sa cessation; pour y remplir enfin, officiellement, à l'égard de la fièvre jaune, la mission qu'accomplissent, à l'égard de la peste, les médecins sanitaires de l'Orient.

Article transitoire. — Quand le service des médecins sanitaires de l'Orient, tel qu'il est spécifié, aura été réglé et partagé entre les puissances contractantes, chacune de ces puissances nommera aux postes qui lui auront été assignés et dont elle se sera chargée.

Toutefois les médecins sanitaires établis par la France resteront personnellement en possession des postes qu'ils occupent, et ne seront remplacés par des médecins appartenant à d'autres nations qu'en cas de vacance. La France se réserve également le droit d'o-

pérer entre les médecins actuels telles mutations qu'elle jugerait utiles au besoin du service.

Continueront d'être en vigueur, dans les États des autres parties contractantes, les dispositions sanitaires qui ne sont point contraires à la convention du 19 décembre 1851 et au présent règlement international.

Signé à Paris, les mêmes jour et an que dessus. NAPOLEON.

DÉCRET RELATIF A LA MISE A EXÉCUTION DE LA CONVENTION SANITAIRE
(4 JUIN 1853).

SIRE,

Un décret de Votre Majesté vient de promulguer la convention sanitaire conclue définitivement entre la France et la Sardaigne, par suite des travaux de la conférence internationale qui a eu lieu à Paris en 1851 et 1852. Ce décret a fixé au 15 juin, présent mois, l'époque à laquelle les dispositions de ladite convention et du règlement y annexé devront être mises à exécution dans l'un et l'autre pays. Il reste à régler le mode d'application de ces dispositions dans les ports de l'empire, et tel est l'objet du nouveau décret que j'ai l'honneur de soumettre à la sanction de Votre Majesté. J'ai dû m'attacher, en préparant ce décret, à conserver l'esprit qui a présidé aux délibérations de la conférence sanitaire internationale, tout en ménageant, autant que possible, les intérêts de la navigation : à cet effet, j'ai cru devoir faire étudier d'une manière toute spéciale, dans nos principaux ports de la Méditerranée, les usages, les convenances et les besoins du commerce maritime, et j'ai chargé de ce soin celui des membres du Comité consultatif d'hygiène publique qui avait déjà représenté le ministère de l'intérieur au sein de la conférence sanitaire, M. le docteur Mèlier, qui s'est acquitté de cette tâche avec le zèle éclairé dont il a fait preuve en maintes circonstances. Par ses soins les mesures à prescrire, et dont le décret ci-joint renferme le résumé, ont été concertées avec les chambres de commerce et les diverses autorités qu'elles intéressent.

Le tarif de droits sanitaires à substituer au tarif actuel a été calculé de manière à rembourser, approximativement, le Trésor des frais spéciaux que doit supporter le budget de l'État ; il remplace par un droit proportionnel de tonnage les droits de différentes sortes qui composaient le tarif précédent, et, tout en assurant, suivant le vœu de la convention internationale, des produits qui puissent cou-

vrir les dépenses, il n'impose à la navigation que des taxes modérées.

L'initiative que prennent la France et la Sardaigne pour l'application de la convention et du règlement sanitaire international produira, sans nul doute, d'heureux résultats. Les puissances qui ont adhéré à ces actes ne sauraient tarder à se mettre en mesure d'échanger les ratifications nécessaires, et celles qui ont hésité jusqu'à présent ne peuvent manquer de venir se ranger à un système dont l'expérience constatera chaque jour les avantages. Bientôt, il est permis de l'espérer, le commerce de la Méditerranée se trouvera ainsi et partout affranchi des entraves inutilement onéreuses auxquelles il était exposé par la divergence des règlements en matière de quarantaines, et ce nouveau bienfait, dû aux persévérants efforts de la France, sera encore un motif de reconnaissance pour les actes du règne de Votre Majesté.

F. DE PERSIGNY.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français.

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique ;

Vu le décret en date du 27 mai 1853, qui promulgue la convention et le règlement sanitaire international conclu entre la France et diverses autres puissances maritimes ;

Vu la loi du 3 mars 1822 et le décret du 24 décembre 1850, sur la police sanitaire ;

Vu l'article 3 du sénatus-consulte du 23 décembre 1852 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. La convention et le règlement sanitaire international, promulgués le 27 mai 1853, recevront leur pleine et entière exécution dans tous les ports de l'empire et de ses possessions situées sur la Méditerranée, à dater du 15 juin 1853, à l'égard des navires portant pavillon sarde.

Des arrêts de notre ministre de l'intérieur pourront, si l'intérêt du service ou l'état de la santé publique l'exigent, étendre les dispositions contenues dans ces deux actes aux ports français de l'Océan.

Seront admis à jouir du bénéfice de la convention et du règlement sanitaire les navires des puissances qui adhéreront ultérieure-

ment auxdits actes, et avec lesquelles des ratifications auront été échangées.

Art. 2. Les directions ou agences maintenant chargées de l'application des règlements sanitaires, et les commissions placées près de ces agences, sont maintenues, sauf les modifications que notre ministre de l'intérieur est autorisé à apporter dans les circonscriptions sanitaires, en vertu de l'article 24 du décret du 24 décembre 1850.

La dénomination de *commission* sera remplacée par celle de *conseils sanitaires*.

Art. 3. Les conseils sanitaires auront les attributions déterminées par les articles 106, 107, 108 et 109 du règlement sanitaire international.

L'article 29 du décret du 24 décembre 1850 est abrogé.

Art. 4. Dans les ports de la Méditerranée, tout armateur, consignataire, capitaine d'un navire français, s'apprêtant à charger son navire ou à le faire partir sur lest, est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité sanitaire, en vue des visites et vérifications prescrites par les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement sanitaire international.

La même déclaration devra être faite par les capitaines ou consignataires des navires étrangers appartenant aux puissances qui auront adhéré à la convention sanitaire internationale, afin qu'il soit procédé à l'égard desdits navires conformément à l'article 15 du règlement sanitaire annexé à cette convention.

Le permis nécessaire pour commencer le chargement ne sera délivré par la douane que sur le vu d'un bulletin constatant que la formalité ci-dessus indiquée a été remplie.

Art. 5. Les patentes de santé seront délivrées, dans tous les ports de l'empire, par les directeurs ou agents du service sanitaire; elles seront conformes au modèle annexé au règlement sanitaire international.

Art. 6. Notre ministre de l'intérieur déterminera la quarantaine normale applicable aux différents cas de patente brute spécifiés par l'article 4 de la convention sanitaire internationale, dans les limites fixées par ledit acte.

Art. 7. Les droits sanitaires actuellement établis sont remplacés par les taxes suivantes :

A. Droit de reconnaissance à l'arrivée :

Navires naviguant au cabotage, de port français à port français, d'une mer à l'autre, par tonneau.....	fr.	c.
Navires naviguant au cabotage étranger, <i>id.</i>	»	05
Navires naviguant au long cours, <i>id.</i>	»	10
Navires naviguant au long cours, <i>id.</i>	»	15

Paquebots arrivant à jour fixe, d'un port européen dans un port de l'Océan.....

Paquebots venant d'un port étranger dans un port français de la Méditerranée, si la durée habituelle de sa navigation n'excède pas douze heures..... » 05

Les paquebots appartenant à ces deux dernières catégories pourront contracter des abonnements de six mois à un an. L'abonnement sera calculé à raison de 50 centimes par tonneau et par an, quel que soit le nombre des voyages.

B. Droit de station payable par les navires soumis à une quarantaine ; par tonneau, pour chaque jour de quarantaine. » 03

C. Droit de séjour au lazaret, par jour et par personne, sauf les exceptions ci-après indiquées..... 2 »

D. Droit sur les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets:

Marchandises emballées, par 100 kilogrammes..... » 50

Cuir, les 100 pièces..... 1 »

Petites peaux non emballées, les 100 peaux..... » 50

Art. 8. Les dispositions du tarif contenues dans l'article précédent ne seront appliquées aux paquebots déjà munis d'une patente de santé valable pour un an, qu'à l'expiration de l'année pour laquelle ladite patente a été délivrée.

Art. 9. Dans le calcul du tonnage d'après lequel devront être perçus les droits de reconnaissance et les droits de station pendant la quarantaine, on ne tiendra pas compte des fractions de tonneau.

Art. 10. Les navires naviguant de port français à port français, dans la même mer, sont exemptés du droit de reconnaissance.

Toutefois les navires se rendant des ports de l'Algérie dans les ports de la Méditerranée seront soumis à l'obligation de se munir, au départ, d'une patente de santé, tout en étant affranchis du droit de reconnaissance sanitaire dans le port d'arrivée.

Art. 11. Les navires qui, pendant le cours d'une même opération, entreront successivement dans plusieurs ports situés sur la même mer, ne payeront le droit de reconnaissance qu'une seule fois, au port de première arrivée.

Art. 12. Sont dispensés du droit de séjour au lazaret :

Les enfants au-dessous de sept ans ;

Les indigents embarqués aux frais du gouvernement ou d'office par les consuls ;

Toute personne qui voudra loger dans les dortoirs communs, s'il en existe de tels au lazaret ;

Toute personne qui aura été transportée au lazaret par ordre de l'autorité sanitaire.

Art. 13. Sont exemptés de tous les droits sanitaires déterminés par les articles précédents :

1° Les bâtiments de guerre; 2° les bâtiments en relâche forcée, même lorsqu'ils sont admis à libre pratique, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune opération de commerce dans le port où ils abordent; 3° les bateaux de pêche.

Art. 14. Les dispositions relatives aux conseils sanitaires, aux patentes de santé et aux droits sanitaires, ci-dessus énoncées aux articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 11 et 12, seront appliquées à tous les ports français.

Art. 15. Le décret du 24 décembre 1850 et les tableaux qui s'y rattachent continueront d'être observés, en tout ce qui n'est pas contraire au règlement sanitaire international et au présent décret.

Art. 16. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances, de la guerre et de la marine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

NAPOLÉON.

INSTRUCTIONS SUR L'EXÉCUTION DU DÉCRET DU 4 JUIN 1853
SUR LA POLICE SANITAIRE.

Observations préliminaires. — Depuis longtemps des plaintes s'étaient élevées sur la diversité des règlements et des pratiques sanitaires qui étaient en vigueur dans les différents ports de la Méditerranée : chaque État avait, à cet égard, un régime particulier. Là on repoussait les provenances qui ailleurs étaient admises sans difficultés; ici on considérait comme contagieuse et importable une maladie qui, dans les pays voisins, était déclarée non contagieuse et non transmissible; les quarantaines n'avaient d'autres limites que celles que fixait la volonté d'administrations toutes à peu près indépendantes du pouvoir central; les droits les plus divers, et souvent les plus exagérés, étaient imposés à la navigation sous la dénomination de taxes sanitaires.

De là résultaient pour le commerce une gêne et souvent des frais considérables, surtout en temps d'épidémie. On ne pouvait prévoir quel traitement un navire aurait à subir dans un port où il devait aborder, s'il venait d'un pays placé plus ou moins arbitrairement

en état de suspicion, et il devenait dès lors impossible d'établir aucun calcul sur les chances d'une opération commerciale.

C'est pour remédier à ces graves inconvénients que la France prit, il y a plusieurs années, l'initiative d'un projet de conférence entre les délégués des différentes puissances qui ont des possessions ou des intérêts importants dans la Méditerranée, conférence dans laquelle on poserait les bases d'un système sanitaire uniforme pour tous les ports de cette mer. Après de longues négociations, cette proposition du gouvernement français a été favorablement accueillie par les puissances étrangères, et une conférence, à laquelle ont pris part les délégués de douze puissances, fut ouverte à Paris en 1851 ; toutes les questions que pouvait soulever l'établissement d'un nouveau régime sanitaire ont été abordées et mûrement discutées dans cette conférence, où figuraient en même temps des médecins distingués et des consuls particulièrement chargés de soutenir les intérêts commerciaux de leur pays. On convint d'écarter toutes les discussions purement scientifiques, par lesquelles on fût difficilement arrivé à l'unanimité : on s'en est tenu aux faits les plus généralement acceptés, et, à l'aide de quelques concessions mutuelles, on est parvenu à conclure un projet de convention auquel était annexé un projet de règlement sanitaire international. Ces deux actes ont déjà obtenu l'adhésion de quelques-unes des puissances qui avaient envoyé des délégués à la conférence. La France vient de les ratifier à son tour, et un décret impérial en date du 27 mai 1853, qui en ordonne la publication, leur a déjà imprimé un caractère obligatoire à partir du 15 juin.

Il restait à en assurer l'exécution : tel a été l'objet du décret du 4 juin 1853 ; mais ce décret n'a pu statuer que sur les points principaux ; il y a encore à régler les détails de service qui sont du ressort de l'administration ; il y a aussi à rapprocher les dispositions des nouveaux actes et celles des anciens règlements qui n'ont pas été virtuellement abrogées : il est nécessaire de les coordonner entre elles, de les développer, de les compléter au besoin, afin que les autorités et les divers agents chargés de l'application du régime sanitaire puissent saisir d'un seul coup d'œil tout ce qu'il leur importe de connaître, pour l'exécution des diverses mesures auxquelles ils doivent concourir. C'est là ce qu'on s'est proposé de faire dans les instructions qui vont suivre.

La convention et le règlement international ont été faits, on vient de le dire, pour les ports de la Méditerranée et de la mer Noire. Cependant on a exprimé le vœu que l'application des principes contenus dans ces deux actes fût étendue, autant qu'il est possible, aux ports de l'Océan, et c'est dans cette intention que, par l'article 10 de

la convention, la faculté d'accéder à cet acte et à son annexe est réservée à toutes les puissances qui consentiront à accepter les obligations qu'ils consacrent. Le décret du 4 juin applique dès à présent aux ports français de l'Océan quelques dispositions du règlement international qu'il était indispensable de rendre uniformes, sur les deux mers, pour la régularité du service, et il donne au ministre le droit d'étendre encore d'autres dispositions de ce même règlement international aux ports français de l'Océan, si l'état de la santé publique ou l'intérêt de nos relations commerciales avec les puissances étrangères paraissent l'exiger. Les présentes instructions sont donc destinées à diriger l'application du service sanitaire sur les deux mers. On aura soin de distinguer ce qu'elles ont de spécial pour les ports de la Méditerranée.

En suivant l'ordre adopté dans le règlement sanitaire international, on peut rapporter à six chapitres ou titres différents les règles et les dispositions que les autorités administratives ou sanitaires ont besoin de connaître et dont elles sont chargées d'assurer l'exécution. Ces chapitres se rapportent :

1° Aux mesures hygiéniques et sanitaires qui doivent être exécutées avant le départ des navires, et à la délivrance des patentes de santé ;

2° Aux soins qui doivent être observés pendant la traversée ;

3° Aux mesures à prendre à l'arrivée, ce qui comprend les quarantaines, ainsi que l'installation et le régime des lazarets ;

4° Au tarif et à la perception des droits sanitaires ;

5° A la constitution et aux attributions des autorités sanitaires ;

6° A la poursuite et à la répression des délits et contraventions en matière sanitaire, et aux devoirs généraux que la législation impose à tous les citoyens, et particulièrement aux fonctionnaires, en ce qui touche la conservation de la santé publique.

Mais, avant de passer en revue ces différents titres, il est nécessaire de rappeler quelles sont les maladies contre lesquelles le régime sanitaire a été institué. Ces maladies sont, d'après l'article 1^{er} de la convention sanitaire internationale, la peste, la fièvre jaune, le choléra. C'est en vue de ces maladies seulement qu'aux termes de l'article 5 du règlement international, des mesures générales peuvent être prises contre toutes les provenances des pays qui ont adhéré à cet acte et à l'obligation de remplir, s'ils étaient eux-mêmes infectés de l'une des maladies ci-dessus dénommées, certaines conditions dont l'accomplissement doit déterminer l'application ou la cessation des mesures quarantainaires. Depuis plus d'un siècle, la peste ne s'est pas montrée sur le territoire français ; la fièvre jaune n'a jamais existé en France à l'état d'épidémie carac-

térisée; il n'en est pas de même, malheureusement, du choléra, qui, depuis vingt ans, a déjà sévi trois fois dans notre pays. Quoique rien n'annonce que nous ayons à redouter une nouvelle invasion de cette épidémie, il est nécessaire de prévoir le cas où une pareille éventualité viendrait à se réaliser; il sera question, par conséquent, du mode d'exécution de l'article 2 de la convention internationale dans le titre relatif aux mesures qui doivent être exécutées avant le départ des navires.

L'article 1^{er} de la même convention contient ce qui suit : « Tout port sain aura le droit de se prémunir contre un bâtiment ayant à bord une maladie réputée importable, telle que le typhus et la petite vérole maligne.

« Les administrations sanitaires respectives pourront, sous leur responsabilité devant qui de droit, adopter des précautions contre d'autres maladies encore. »

Mais il est bien entendu que les mesures exceptionnelles mentionnées dans les deux paragraphes précédents ne pourront être appliquées qu'aux navires infectés et ne compromettront, en aucun cas, le pays de provenance, et que jamais aucune mesure sanitaire n'ira jusqu'à repousser un bâtiment quel qu'il soit.

Cet article de la convention est développé dans les articles 3 et 4 du règlement sanitaire international : il en sera question dans le chapitre relatif aux mesures à prendre à l'arrivée des navires. Il importe, néanmoins, d'appeler dès à présent l'attention des autorités sanitaires sur ces dispositions, car il en résulte qu'un navire parti en patente nette pourrait être mis en quarantaine dans les ports appartenant aux puissances contractantes, s'il était infecté de l'une des maladies spécifiées dans les deux paragraphes de la convention qui ont été ci-dessus cités. Si donc une de ces maladies régnait au port de départ, il y aurait lieu, dans ce port, à l'application rigoureuse des mesures sanitaires et hygiéniques qui sont indiquées dans le titre II du règlement international, et qui vont être appliquées dans le chapitre I^{er} des présentes instructions.

CHAP. I^{er}. — *Des mesures à prendre avant le départ des navires.*

Ces mesures sont l'objet du titre II du règlement sanitaire international.

Aux termes de l'article 5 de ce règlement, les mesures relatives au départ comprennent : « l'observation, la surveillance et la constatation de l'état sanitaire du pays; la vérification et la constatation de l'état hygiénique des bâtiments en partance, de leurs cargaisons et vivres, de la santé des équipages; des renseignements, quand il

y a lieu, sur la santé des passagers ; enfin, les patentes de santé et tout ce qui s'y rapporte. »

Pour préciser la première partie de cette disposition, il faut se référer à l'article 108, titre VIII, du règlement, ainsi conçu : « Le directeur ou agent et le conseil auront pour devoir de se tenir constamment informés de l'état de la santé publique. Ils entretiendront, à cet effet, soit directement, soit par des délégués, de fréquents rapports avec l'administration communale, et en recevront toutes les communications relatives à l'accomplissement de leur mandat. »

D'après l'article 26 du décret du 24 décembre 1850, le maire de la commune qui est le siège de la principale autorité sanitaire du département, fait, de droit, partie du conseil sanitaire. Par les règlements existants, et plus spécialement encore par les dispositions contenues dans le chapitre VI des présentes instructions, il est expressément enjoint aux maires de transmettre à l'autorité sanitaire tous les avis qui pourraient intéresser la santé publique : il est donc suffisamment pourvu, sous ce rapport, à l'exécution de l'article qui vient d'être cité. Toutefois, en cas de menace ou d'invasion d'une épidémie quelconque, les agents de la santé ne manqueront pas de se mettre en relation constante avec l'autorité municipale et de se faire donner, jour par jour, les renseignements les plus explicites sur la marche et les effets de la maladie.

Ce qu'on doit entendre par la vérification et la constatation de l'état hygiénique des bâtiments en partance est expliqué aux articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, et 14 du règlement sanitaire international.

Mais pour bien comprendre la portée de ces articles, pour faire juger dans quel esprit ils doivent être exécutés, il faut indiquer les motifs qui ont déterminé la conférence sanitaire internationale à les adopter.

Constatation de l'état hygiénique des bâtiments en partance. — La santé des équipages et des passagers, surtout dans les voyages de long cours, est souvent compromise par l'état de malpropreté où se trouvent les bâtiments, par l'insuffisance des moyens de ventilation, par l'encombrement, par la mauvaise qualité de l'eau et des vivres. De ces circonstances résultent quelquefois des maladies graves, qui, sous certaines influences, peuvent ou prendre le caractère des maladies réputées pestilentielles, suivant l'opinion de beaucoup de médecins, ou du moins en offrir les apparences. Ce défaut de soin, de précautions hygiéniques, indépendamment de ce qu'il a de contraire à l'humanité, peut aussi avoir pour conséquence d'attirer toute la rigueur des lois sanitaires, non-seulement sur le navire infecté, mais encore sur toutes les provenances du pays d'où il vient,

et où l'on suppose, quelquefois à tort, qu'il a pris le germe de la maladie qui s'est développée dans la traversée.

C'est pour prévenir ces résultats, c'est dans l'intérêt bien entendu du commerce, par conséquent, non moins que dans l'intérêt de l'humanité, que la conférence sanitaire a cru devoir attacher une si grande importance aux mesures et aux précautions hygiéniques, qu'elle a cherché le moyen d'introduire dans les habitudes de la navigation les soins de propreté et de prévoyance dont la nécessité est de plus en plus appréciée. C'est là ce qui explique, en particulier, les dispositions du règlement sanitaire international, ayant pour objet les visites et les vérifications à faire avant le départ des navires et qui doivent précéder la délivrance de la patente de santé. Mais ce serait entièrement méconnaître l'esprit qui a dicté ces dispositions que de s'attacher trop servilement à la généralité des termes dans lesquels elles sont formulées, et de supposer que le règlement doit avoir pour effet d'imposer au commerce des formalités onéreuses et incompatibles avec la célérité de ses opérations.

Le but qu'on s'est proposé, c'est de mettre l'autorité sanitaire en mesure de s'assurer dans quelles conditions hygiéniques se trouve un navire qui va opérer son chargement et qui se dispose à partir, et de ne délivrer ainsi la patente de santé qu'avec connaissance de cause.

A cet effet, l'article 4 du décret du 4 juin impose à tout armateur, consignataire ou capitaine de navire qui s'apprête à charger son bâtiment ou à le faire partir sur lest, l'obligation d'en faire la déclaration à l'autorité sanitaire. Le permis de la douane, nécessaire pour opérer le chargement, ne sera délivré que sur le vu d'un certificat de l'autorité sanitaire, constatant que cette formalité a été remplie.

Cette obligation ne s'étend ni aux bâtiments de la marine militaire, ni aux navires qui, par l'article 20, sont dispensés, en temps ordinaire, de se munir d'une patente de santé.

Quant aux bâtiments pour lesquels la déclaration est obligatoire dans les ports de la Méditerranée, l'autorité sanitaire aura les moyens de connaître l'état sanitaire et les conditions hygiéniques dans lesquels ils se trouvent, sans procéder toujours effectivement aux visites et vérifications dont il est question aux articles 7 et suivants du règlement sanitaire international. Il y a dans tous les ports une sorte de notoriété qui signale d'avance les bâtiments bien tenus et ceux qui sont dans un état de malpropreté habituel; les officiers des ports et les agents du service des douanes seront toujours à portée d'avoir à cet égard les renseignements les plus positifs; ces renseignements, ils devront les transmettre à l'autorité sanitaire, confor-

mément aux règlements généraux sur la police sanitaire, et suivant les instructions qui leur seront transmises par les départements ministériels dont ils relèvent.

En règle générale, les bâtiments qui se livrent seulement au cabotage en France ou à l'étranger, tous ceux dont la navigation n'est jamais de longue durée, ne seront soumis à aucune visite préalable, à moins que des circonstances particulières n'obligent à les assujettir à cette formalité. Il n'était pas dans la pensée de la conférence sanitaire d'étendre les dispositions de l'article 7 du règlement international à cette classe de bâtiments.

Quant aux navires dont la traversée doit être longue ou qui se rendent dans des régions dont la température est élevée, ils doivent être plus particulièrement l'objet de l'attention des autorités sanitaires. Toutes les fois qu'un bâtiment de cette catégorie leur sera signalé, par les agents ci-dessus désignés, comme se trouvant dans de mauvaises conditions de salubrité, ces autorités procéderont elles-mêmes et sans aucun retard aux visites et vérifications prescrites par le règlement international. Les bâtiments qui doivent transporter à de grandes distances un nombre considérable de voyageurs ou d'émigrans devront, dans tous les cas, être visités avec soin.

Il n'est pas besoin de dire avec quelle circonspection, avec quels ménagements, les autorités sanitaires doivent user des droits qui leur sont conférés pour cette inspection hygiénique ; elles ne perdront jamais de vue qu'il y a ici deux intérêts à concilier : celui du commerce, qui ne doit pas être gêné ni retardé dans ses opérations, et celui de la santé publique, qu'elles doivent protéger contre des abus ou une négligence coupable.

Si les résultats des vérifications qui auront été faites constatent qu'un navire se trouve dans de mauvaises conditions hygiéniques, qui n'auront pas été changées, malgré les indications de l'autorité sanitaire, il en sera fait mention sur la patente de santé ; mais, dans aucun cas, la patente de santé ne pourra être refusée.

L'article 15 du règlement sanitaire international dispose qu'à l'égard des navires portant un pavillon autre que celui des pays dans lesquels ils seront mouillés, la visite et la constatation prescrites par les articles 7 à 14 inclusivement seront faites par l'autorité sanitaire, de concert avec le consul ou agent consulaire de la nation à laquelle appartient le navire.

Il doit être bien entendu d'abord que cet article n'est obligatoire que pour les navires des puissances qui ont adhéré à la convention internationale. Il ne s'ensuit pas qu'en s'appuyant sur l'article 19 du règlement international, on puisse refuser une patente de santé aux navires appartenant aux puissances qui n'ont pas accédé à cet acte,

quand même ils se refuseraient à se soumettre aux visites prescrites. Seulement, la patente ne constatera, dans ce cas, que ce qu'elle peut régulièrement constater, l'état sanitaire du pays, en supprimant, comme inconnu, tout ce qui devrait être contenu dans la dernière colonne du modèle de patente.

On peut demander si un navire qui ne réclamerait pas de patente de santé, parce que la production de ce titre n'est point exigée dans le pays où il se rend, peut être astreint aux visites prescrites par le règlement international.

En principe, aucun navire n'est tenu de prendre une patente, sauf à subir les conséquences de l'absence de ce document dans le port de destination ou dans les ports de relâche. Mais les prescriptions relatives aux mesures hygiéniques ont eu pour objet de créer des garanties pour la santé des équipages non moins que d'assurer la liberté de communication entre les différents pays. A ce point de vue, les dispositions des articles 7 à 14 du règlement international devront être appliquées même aux bâtiments français qui ne demanderaient pas de patente de santé, en exceptant toutefois les bâtiments désignés par l'article 20 du règlement sanitaire international. Il est évident que les bâtiments étrangers qui ne demandent pas de patente ne peuvent être soumis à cette règle.

Les règlements généraux de la marine semblent déjà pourvoir, d'une manière suffisante, à l'exécution des articles 16 et 18 du règlement sanitaire international; des instructions particulières seront d'ailleurs concertées à ce sujet, s'il est nécessaire, entre le ministre de la marine et le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De la forme et de la délivrance des patentes de santé. — Ce qui se rapporte à la forme et à la délivrance des patentes de santé est contenu dans les articles 22, 23, 24, 25, 26 et 28 du règlement sanitaire international.

Quant à la forme, elle est déterminée par le modèle annexé au règlement international; elle doit fournir les renseignements indiqués par les articles 23, 25 et 26 du règlement. Deux points seulement peuvent exiger quelques explications.

Un certain nombre de paquebots, dont la navigation est très-courte, sont maintenant munis d'une patente de santé valable pour un an. Cette patente, payée 20 francs, exemptait, en France, du droit de patente et de reconnaissance. Il n'y aura plus désormais de droit de patente, et les paquebots qui se trouvent dans la condition ci-dessus indiquée seront soumis, après l'expiration de l'immunité dont ils jouissent, au paiement du droit de reconnaissance déterminé par l'article 7 du décret du 4 juin. Il résulte de là que les bâti-

ments dont il s'agit devront prendre, à l'avenir, une patente de santé à chaque voyage. Dans le cas, toutefois, où leurs voyages seraient très-fréquents, l'autorité sanitaire pourrait leur délivrer s'ils le demandaient, des patentes valables pour un mois ou même pour trois mois, selon les convenances de leur service et les règlements particuliers aux ports étrangers où ces bâtiments transportent des voyageurs.

Dans ce cas, l'agent expéditionnaire de la patente aurait le soin d'ajouter à ces mots : « *En foi de quoi nous lui avons délivré la présente patente* », ceux-ci : « *valable pour un ou trois mois.* »

L'article 2 de la convention internationale porte que l'application des mesures sanitaires sera réglée, à l'avenir, d'après la déclaration officiellement faite par l'autorité sanitaire instituée au port de départ, que la maladie existe réellement ; que la cessation de ces mesures se déterminera sur une déclaration semblable, que la maladie est éteinte, après toutefois l'expiration d'un délai fixé à trente jours pour la peste, à vingt jours pour la fièvre jaune, et à dix jours pour le choléra.

D'après l'article 25 du règlement international, ces déclarations doivent être consignées sur la patente de santé.

En France, selon toutes les probabilités, il n'y aura jamais à faire aucune déclaration de ce genre en ce qui concerne la peste et la fièvre jaune¹ ; mais on ne saurait malheureusement pas répondre qu'il en sera de même au sujet du choléra. Il y a donc lieu de déterminer comment il devrait être procédé, dans ce cas, aux déclarations exigées.

L'apparition du choléra, comme maladie épidémique, pouvant donner lieu à l'application de mesures sanitaires, n'est jamais un fait entièrement imprévu. Il ne faut pas considérer ainsi des cas isolés se produisant en dehors de toute influence épidémique, comme il s'en présente à peu près en tout temps et en tout pays. L'approche du choléra-morbus est suffisamment annoncée par sa marche progressive, par les ravages qu'il exerce dans les contrées voisines. C'est alors que les autorités doivent se tenir sur leurs gardes ; c'est alors que l'autorité sanitaire, particulièrement, doit se mettre en rapport direct avec l'administration municipale pour être exactement informée de tous les faits qui pourraient indiquer l'existence de l'épidémie. Au premier indice, le directeur de santé ou agent principal doit convoquer le conseil sanitaire, et délibérer avec lui

1. L'importation de la fièvre jaune dans plusieurs ports du littoral de l'Océan, et notamment à Saint-Nazaire (1861), doit modifier cette proposition, et a nécessité l'extension des mesures prescrites pour la Méditerranée aux ports de l'Océan.

sur la question de savoir si les faits autorisent à considérer l'épidémie comme existante et à en faire la déclaration sur la patente de santé. Cette déclaration sera transmise immédiatement au préfet et au ministre; elle sera notifiée aux consuls ou agents consulaires des puissances étrangères dans le port où l'épidémie se sera déclarée.

Quant à la déclaration de la cessation de l'épidémie, la même marche devra être observée; seulement, sans consulter le conseil sanitaire, le directeur ou agent pourra s'en rapporter, dans cette circonstance, à l'attestation du maire, portant que l'épidémie, ayant suivi une marche décroissante, peut être considérée comme éteinte, attendu qu'aucun cas nouveau ne s'est présenté depuis deux ou trois jours.

Le choléra pourrait exister dans quelque localité d'une circonscription sanitaire sans s'être manifesté dans un des ports de cette circonscription. Dans ce cas, le directeur ou agent principal de la santé, informé, soit par l'agent ordinaire, soit par le préfet ou sous-préfet, soit par le maire de la localité, procédera comme il vient d'être dit pour satisfaire aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 22 du règlement international.

Si, contre toute espèce de probabilité, la peste ou la fièvre jaune venait à se déclarer sur un point quelconque du littoral, la même marche pourrait être suivie sans aucune difficulté.

Des bulletins de santé individuels. — D'après l'article 27 du règlement international, dans les ports des puissances contractantes, ceux de l'empire ottoman exceptés, il ne sera pas exigé de bulletins de santé individuels pour les passagers et les hommes de l'équipage; toutefois l'autorité sanitaire pourra exiger, pour ceux des passagers dont la santé serait suspecte, le certificat d'un médecin connu, à ce autorisé, et il en sera fait mention sur la patente. L'autorité sanitaire pourra même s'opposer à l'embarquement d'un passager dont la santé serait compromettante pour les autres.

Par suite de cette disposition, il ne sera pas demandé de bulletin de santé pour les navires des puissances qui ont adhéré à la convention sanitaire internationale; on ne refusera pas d'en délivrer, s'il en est demandé, pour des navires appartenant à d'autres puissances. La forme et le mode de délivrance seront ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour; seulement il ne sera perçu aucune rétribution, à titre quelconque, pour la remise de ces bulletins.

Il est difficile de supposer qu'en France on puisse embarquer un passager, un matelot dont l'état de santé apparent serait compromettant pour les autres passagers ou pour l'équipage; cependant, s'il venait à la connaissance de l'autorité sanitaire qu'on se propose de

recevoir à bord d'un navire un individu qui se trouverait atteint d'une maladie suspecte, et si, à l'examen, cette maladie était jugée transmissible, on ne manquerait pas de procéder, suivant la gravité du cas, comme il est dit aux deux derniers paragraphes de l'article 27.

En exécution de l'article 28, la patente de santé devra être visée par l'autorité qui l'aura délivrée, si le départ du navire n'a pas lieu dans les quarante-huit heures. Suivant que le navire retardera plus ou moins son départ, suivant l'état sanitaire de la localité et du navire lui-même, l'autorité sanitaire jugera quelles sont les vérifications qu'elle doit ordonner avant de délivrer son visa, qui doit indiquer les changements survenus depuis que la patente a été remise au navire.

Le décret du 4 juin n'impose pas la déclaration préalable et les visites hygiéniques aux navires partant des ports de l'Océan, mais il impose une patente de santé uniforme dans les deux mers, et la teneur de cette patente semble impliquer des vérifications semblables dans les ports de l'Océan et dans les ports de la Méditerranée. L'autorité sanitaire, avant de délivrer une patente de santé, a d'ailleurs toujours le droit comme le devoir d'exiger tous les renseignements, toutes les justifications nécessaires pour s'assurer des conditions sanitaires du navire qui doit être muni de ce document.

Si l'autorité sanitaire, dans les ports de l'Océan, croit pouvoir accepter sous sa responsabilité les renseignements qui lui seront fournis par le capitaine ou l'expéditeur en demandant la délivrance de la patente de santé, elle consignera ces informations sur la patente; si elle a quelque doute sur la déclaration qui lui aura été faite, elle fera procéder aux vérifications prescrites par le règlement sanitaire international.

C'est surtout lorsqu'il s'agira de patentes destinées à des navires partant pour des ports de la Méditerranée appartenant aux puissances signataires de la convention, que l'on devra s'attacher à remplir avec connaissance de cause la dernière colonne de la patente de santé.

Il est presque inutile d'ajouter qu'on ne devra se montrer rigoureux sur ce point qu'à l'égard des navires qui doivent entreprendre une longue navigation, ou de ceux qui seraient dans un état de malpropreté et d'insalubrité notoires.

CHAP. II. — *Mesures sanitaires pendant la traversée.*

Ces mesures sont l'objet des articles 30 à 36 du règlement sanitaire international.

Instruction pour les capitaines de navires. — L'article 30 exige que chacune des nations contractantes fasse rédiger, dans le plus bref délai, une instruction précise et suffisamment détaillée prescrivant les mesures de propreté et d'aération à observer en mer.

Quoique les règlements si nombreux qui ont été rendus en France pour améliorer l'hygiène navale semblent satisfaire, sur ce point, au vœu de l'article qui vient d'être cité, il sera pourvu par les soins du département de la marine, de concert avec le département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, à la rédaction de l'instruction particulière exigée par le règlement international.

Cette instruction sera accompagnée du texte des dispositions du règlement international et des règlements généraux de la police sanitaire que les capitaines de navires ont particulièrement besoin de connaître. Ces capitaines seront tenus de s'en munir et de s'y conformer, s'ils ne veulent pas encourir l'application de la mesure déterminée par l'article 31 du règlement international.

L'article 32 veut que les bâtiments à vapeur assujettis à la patente qui se livrent au transport des voyageurs soient tenus d'avoir un médecin sanitaire à bord.

Les directeurs de la santé dans les ports de la Méditerranée feront connaître au ministre, dans le plus bref délai, quels sont, parmi les bâtiments à vapeur français assujettis à la patente, qui transportent habituellement des voyageurs de port étranger à port français, et *vice versa*, ceux auxquels il y aurait lieu d'imposer la condition prescrite par l'article 32; ils indiqueront aussi quels sont les paquebots étrangers en relation avec leurs ports qui ont actuellement un médecin sanitaire ou au moins un chirurgien de bord.

L'article 32 n'est pas, quant à présent, applicable aux navires qui ne naviguent pas dans la Méditerranée; mais toutes les obligations imposées par cet article aux médecins sanitaires seront remplies par les chirurgiens attachés aux bâtiments marchands, quels qu'ils soient, comme par les médecins de la marine militaire.

Les articles 34, 35 et 36 sont conformes aux règlements actuellement en vigueur, et ne donnent lieu à aucune observation.

Dans aucun des ports de relâche appartenant aux puissances contractantes la patente de santé présentée pour le visa ne pourra être retenue par l'autorité sanitaire locale (art. 35 du règlement). Si, dans d'autres ports, on refusait de rendre la patente, le capitaine du navire ferait constater ce refus par l'autorité sanitaire, et, s'il y avait lieu, par le consul ou agent consulaire français au port de départ.

Les autorités sanitaires du littoral n'ont aucune action sur les me-

sures qui doivent être exécutées pour la traversée : elles peuvent seulement vérifier l'exécution de ces mesures, soit en consultant le journal de bord, soit en interrogeant le capitaine ou le chirurgien du navire. C'est un soin qu'elles ne devront pas négliger toutes les fois qu'un navire arrivera dans de mauvaises conditions sanitaires. Le rapport indiquant les résultats des vérifications qui seront faites à cet égard sera transmis au ministre, qui le communiquera, s'il y a lieu, au département de la marine.

CHAP. III. — *Mesures sanitaires à l'arrivée.*

Tout ce qui se rapporte à ces mesures est compris dans les titres IV, V et VI du règlement sanitaire international.

Le premier, titre IV, est relatif aux dispositions générales qui ont pour objet la reconnaissance de l'état sanitaire des navires.

Le titre V traite des quarantaines.

Le titre VI, du régime des lazarets.

Ces trois parties ont un lien commun : leur but est de déterminer l'ensemble des mesures qu'on considère comme propres à garantir le pays contre l'importation de toute maladie venant du dehors par la voie des communications maritimes.

On parlera d'abord des vérifications sanitaires qui doivent précéder l'admission à libre pratique.

Aux termes de l'article 37 du règlement sanitaire international, tout bâtiment sera, à l'arrivée dans un port français de la Méditerranée, soumis aux formalités de la reconnaissance et de l'arraisonnement.

Toutefois, d'après l'article 38, lorsque l'état sanitaire sera positivement sain, les navires venant d'un port français pourront être affranchis de l'arraisonnement sanitaire.

Le règlement établit donc une distinction essentielle entre la reconnaissance et l'arraisonnement, mots qui étaient souvent employés comme synonymes dans le langage sanitaire.

La *reconnaissance*, applicable en principe à tous les navires, se borne à la simple constatation de la provenance du bâtiment et des conditions générales dans lesquelles il se présente ; un très-petit nombre de questions adressées au capitaine du navire suffisent pour l'accomplissement de cette formalité : ces questions sont indiquées dans l'annexe B.

S'il résulte de l'acte de reconnaissance que le bâtiment vient d'un port dont les provenances sont soumises à l'obligation de se munir d'une patente de santé, on doit, à l'arrivée, exiger la production de cette patente, et, sauf les exceptions prévues par l'article 39, il y a

lieu à une vérification plus approfondie de l'état sanitaire du navire, vérification qui prend alors le nom d'*arraisonnement*.

D'après les termes du règlement international, aucun navire, dans la Méditerranée, ne peut être exempté de la reconnaissance sanitaire, sauf les bateaux qui font la petite pêche, les bâtiments des douanes, les bâtiments gardes-côtes, qui ne s'écartent jamais du rivage, qui sont reconnus à la simple inspection. Le tableau A annexé au décret du 24 décembre 1850 est donc abrogé sous ce rapport, en ce qui concerne le service sanitaire de la Méditerranée.

Les bâtiments qui font le cabotage entre les ports français de la Méditerranée, étant dispensés de se munir d'une patente, sont affranchis de l'arraisonnement, mais non de la reconnaissance; les bâtiments venant de l'Algérie, quoique étant rangés parmi ceux qui font le cabotage de port français à port français, restent soumis à l'obligation de se munir d'une patente de santé; mais ils seront admis sur le vu de cette patente, à moins que des circonstances particulières n'exigent qu'ils soient assujettis à des vérifications plus rigoureuses.

D'après les résultats de la reconnaissance et de l'arraisonnement, plusieurs cas peuvent se réaliser.

Ou le navire venant d'un lieu sain se trouvera muni d'une patente de santé régulière, n'aura eu en mer aucune communication de nature suspecte, et se présentera dans des conditions hygiéniques satisfaisantes : dans ce cas, le navire sera admis immédiatement à libre pratique. (Art. 46 du règlement international.)

Ou le navire, quoique venant notoirement d'un lieu sain, et n'offrant d'ailleurs rien de suspect, arrivera dépourvu de patente ou avec une patente incomplète et irrégulière : il y aura lieu ici à l'application des articles 69 et 70 du règlement sanitaire international, et le navire pourra être soumis par l'autorité sanitaire locale à une quarantaine qui ne devra pas excéder trois jours. Le directeur ou agent qui aura prononcé cette quarantaine en donnera immédiatement avis au ministre et fera connaître les motifs de sa décision.

Navires dans de mauvaises conditions sanitaires. — Ou le navire, quoique muni d'une patente nette, se trouvera dans le cas de l'application, soit de l'article 1^{er}, § 5, de la convention internationale, soit des articles 44, 45, 60 du règlement international.

Ces articles n'ont pas besoin d'explication; on comprend assez, d'ailleurs, avec quelle circonspection et quels ménagements ils doivent être exécutés; l'article 45, particulièrement, ne doit être considéré comme applicable, en général, qu'au cas où il se serait manifesté quelques accidents pendant le déchargement, ou bien si le navire

était dans un état d'infection tel qu'il y eût péril à opérer le déchargement en libre pratique.

Enfin, le navire peut venir d'un port infecté, soit de la peste, soit de la fièvre jaune, soit du choléra, ou avoir eu pendant la traversée ou à son arrivée des accidents attribués à l'une quelconque de ces trois maladies : c'est le cas qui constitue le régime de la patente brute.

Il y a, quant à présent, et jusqu'à l'accomplissement des conditions déterminées par l'article 4 de la convention sanitaire internationale, un régime intermédiaire pour les provenances de la Turquie, en patente nette, dans les ports de la Méditerranée ; ce régime ne diffère de celui qui existe aujourd'hui, d'après le tableau C annexé au décret du 24 décembre 1850, qu'à l'égard des navires appartenant aux puissances signataires de la convention sanitaire internationale. (Voy. le tableau C joint aux présentes Instructions, pages 62 et 63.) Les autorités sanitaires seront informées de l'époque où ce régime devra cesser, au moins à l'égard des navires appartenant aux puissances qui, ayant adhéré à la convention, seront admises à jouir de tous les avantages réservés aux parties contractantes.

Des quarantaines. — Il s'agit maintenant d'indiquer quelles seront les conséquences de l'état de patente brute.

L'article 4 de la convention sanitaire internationale a distingué, dans les mesures qu'entraîne ou qu'autorise l'état de patente brute, celles qui sont obligatoires pour toutes les puissances, celles qui sont facultatives pour chacune d'elles en particulier.

Ainsi, pour la peste et la fièvre jaune, il y a une quarantaine obligatoire dans tous les ports de la Méditerranée appartenant aux puissances contractantes ; pour le choléra, la quarantaine est purement facultative, sauf le maintien des mesures d'hygiène contre cette maladie, comme à l'égard des autres.

La convention a fixé aussi un maximum et un minimum de quarantaine.

Le minimum pour la peste est de dix jours pleins ; le maximum de quinze.

Le minimum pour la fièvre jaune est de cinq jours pleins ; le maximum, de sept jours.

Dans les circonstances déterminées par le même article, le minimum peut être abaissé à trois jours, et le maximum élevé à quinze jours.

Pour le choléra, la quarantaine est facultative ; elle peut être de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée, pour les provenances des lieux infectés, de trois jours pour les provenances des lieux voisins ou intermédiaires notoirement compromis.

Fixation de la durée des quarantaines.—En France, il est réservé au ministre, par l'article 6 du décret, de fixer, dans les limites qui viennent d'être indiquées, la quarantaine qu'entraîne la patente brute de peste et de fièvre jaune, dans les ports de la Méditerranée, et de décider s'il y aura quarantaine, dans le cas d'une épidémie de choléra. (Voy. annexe C, 62 et 63.)

Si un navire venant d'un pays jusqu'alors réputé sain se présente avec une patente brute de peste, de fièvre jaune ou de choléra, le directeur ou agent de la santé avertira le ministre par la voie la plus prompte, par le télégraphe électrique, s'il y a lieu, et, en attendant une décision, il appliquera au navire la quarantaine fixée par le tableau C annexé aux présentes Instructions, sauf les circonstances aggravantes qui pourraient exiger une quarantaine plus rigoureuse.

En cas de choléra dans les circonstances ci-dessous indiquées, les autorités sanitaires de la Méditerranée devront, jusqu'à décision du ministre, appliquer la quarantaine facultative déterminée par l'article 4 de la convention sanitaire internationale et par l'article 58 du règlement.

Toutes les décisions relatives à l'admission à libre pratique ou à la mise en quarantaine des bâtiments devront être prises et notifiées dans le plus bref délai : le directeur ou agent de la santé en tiendra note sur le registre spécial exigé par l'article 40 du règlement international.

Les règles ci-dessus développées en ce qui concerne la reconnaissance, l'arraisonnement et la mise en quarantaine, sont généralement applicables aux ports de l'Océan. Seulement, dans ces ports, le tableau A annexé au décret du 24 décembre 1850 continuera d'être observé jusqu'à nouvel ordre; les trois catégories de bâtiments spécifiées sous les n^{os} 2, 3 et 4, dans le tableau B annexé au même décret, continueront d'être exemptes de l'obligation de présenter à l'arrivée une patente de santé, et les fixations de quarantaine déterminées par le tableau C sont provisoirement maintenues. (Voy. pages 62 et 63.)

Lorsqu'il aura été reconnu qu'à raison de son état sanitaire, un navire doit être mis en quarantaine, il y aura à décider si le navire peut subir cette quarantaine au port d'arrivée.

Les articles 51, 52, 53 et 54 du règlement international distinguent les quarantaines en quarantaines d'observation et en quarantaines de rigueur; ils définissent les caractères et les conditions de ces deux sortes de quarantaines, et ils font connaître que la quarantaine de rigueur pour la peste ne pourra être purgée que dans un port à lazaret.

La quarantaine pour la fièvre jaune et pour le choléra, s'il y a lieu, pourra donc être purgée dans tous les ports français de la Méditerranée, pourvu qu'ils présentent des moyens d'isolement suffisants.

Comme l'explique l'article 3 du règlement international, conforme au dernier paragraphe de l'article 1^{er} de la convention, quels que soient le nombre des malades qui se trouvent à bord et la nature de la maladie, un navire ne pourra jamais être repoussé; mais il sera assujéti aux précautions que commande la prudence, tout en conciliant les droits de l'humanité avec les intérêts de la santé publique. Dans les ports qui n'ont pas de lazaret, l'administration sanitaire locale déterminera si le bâtiment suspect ou malade doit être dirigé sur un lazaret voisin, ou peut rester au mouillage dans un lieu réservé et isolé, sous la garde de l'autorité sanitaire; il ne pourra être dirigé sur un autre lazaret qu'après avoir reçu les secours et les soins que réclameraient son état et celui de ses malades, et après avoir obtenu les moyens de continuer sa route.

Les directeurs ou agents de la santé veilleront, le cas échéant, à l'exécution de cette disposition; ils aviseront aux mesures à prendre pour que les secours qui devront être donnés au navire infecté compromettent le moins possible l'état sanitaire des personnes qui auront été chargées de les administrer.

L'article 55 du règlement sanitaire international porte que la quarantaine pourra être purgée dans les ports intermédiaires entre le point de départ et le port de destination, et qu'en apportant la preuve de cette quarantaine, le bâtiment sera admis à libre pratique.

Cet article n'est applicable qu'aux quarantaines purgées dans l'un des ports de la Méditerranée appartenant aux puissances qui ont adhéré à la convention sanitaire internationale. Si d'ailleurs, dans l'un de ces ports, la durée de la quarantaine était inférieure à celle qui sera fixée pour les ports français, la quarantaine serait complétée au port d'arrivée, en tenant compte toutefois du temps de la traversée, à moins de circonstances aggravantes. A l'égard des navires qui auraient subi la quarantaine dans un port intermédiaire non assujéti aux prescriptions de la convention sanitaire internationale, le ministre déterminera, d'après les circonstances relatives à chaque cas particulier, dans quelle limite et à quelle condition on devra tenir compte de cette quarantaine.

D'après l'article 49 du règlement sanitaire international, sauf la présence à bord de la peste, de la fièvre jaune ou du choléra, un bâtiment aura toujours le droit de reprendre la mer, soit avant d'être mis en quarantaine, soit en cours de quarantaine.

Tout bâtiment pourra reprendre la mer, nonobstant la présence à bord de maladies ordinaires; toutefois l'autorité sanitaire devra

s'assurer préalablement si les malades peuvent être convenablement soignés pendant le reste de la navigation. Ceux qui voudront rester au lazaret en auront toujours le droit.

C'est aux directeurs de la santé particulièrement qu'il appartient d'assurer l'exécution de cette disposition.

Il reste à considérer en quoi doivent consister les mesures quarantainaires proprement dites.

Ces mesures sont applicables aux navires, aux personnes et aux marchandises ou autres objets matériels.

On voit dans l'article 52 du règlement international quelles sont les mesures que comporte la quarantaine d'observation, pour les navires et les personnes.

Quant aux marchandises, elles sont rangées en trois classes par l'article 5 de la convention sanitaire internationale, développé par l'article 62 du règlement : celles de la première classe sont seules soumises à une quarantaine obligatoire et aux purifications, savoir, les hardes et effets à usage, les drilles et chiffons, les cuirs, les peaux, les plumes, cornes et débris d'animaux en général, enfin la laine et les matières de soie.

Sont compris dans la deuxième catégorie et assujettis à une quarantaine facultative le coton, le lin, le chanvre.

Composeront la troisième catégorie et seront, à ce titre, exempts des mesures quarantainaires, toutes les marchandises et objets quelconques qui ne rentrent pas dans les deux premières classes.

Les chiffons et les drilles, les cuirs et les crins, peuvent, d'après l'article 60 du règlement international, être l'objet de mesures sanitaires, même en patente nette. Il est dit que l'autorité sera juge de ces mesures et en déterminera la nature et la durée.

Il sera ultérieurement statué sur ce qui touche les chiffons et les drilles.

En France, il n'y a dans l'état ordinaire des choses aucune mesure à prendre à l'égard des crins et des cuirs en patente nette. Si cependant l'autorité sanitaire était informée que les marchandises proviennent d'animaux malades, s'il s'était manifesté à bord, pendant la traversée, des cas de morve, de charbon, si les cuirs particulièrement étaient dans un état de décomposition et d'infection qui fût de nature à inspirer quelques inquiétudes, les directeurs ou agents de la santé pourraient ordonner le transfèrement de ces marchandises dans un lieu réservé où elles resteraient déposées jusqu'à décision de l'autorité supérieure. Le navire et les passagers seraient admis à la libre pratique, à moins qu'il n'y eût lieu à l'application des mesures prescrites par l'article 45 du règlement sanitaire international.

Relativement aux autres marchandises, il n'y a de quarantaine obligatoire ou facultative que dans le cas de patente brute ; on n'appliquera, en France, que la quarantaine obligatoire, à moins de décision contraire que le ministre pourrait prendre à raison de circonstances particulières.

Le règlement international établit encore une distinction dans la quarantaine des marchandises, selon que la patente brute a pour cause telle ou telle maladie. Ainsi, d'après l'article 63, pour la patente brute de peste, les marchandises de la première classe seront toujours débarquées au lazaret et soumises aux purifications. Pour la patente brute de fièvre jaune sans accidents pendant la traversée, si cette traversée a été de plus de dix jours, les marchandises devront être l'objet des mêmes mesures qu'en patente brute de peste, c'est-à-dire débarquées au lazaret et purifiées ; mais cette mesure facultative est laissée à l'appréciation de l'autorité sanitaire (art. 64). En France, une décision du ministre sera nécessaire pour autoriser cette quarantaine, s'il y a lieu. En cas de patente brute de choléra, les marchandises ne sont soumises à aucune mesure particulière.

Ainsi, quand même un bâtiment serait soumis à une quarantaine, en cas de patente brute de fièvre jaune ou de choléra, les marchandises de toute nature devront être livrées immédiatement au commerce, à moins de décision contraire du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sauf le cas prévu par l'article 61 du règlement international.

L'article 71 porte que : Si, pendant la durée d'une quarantaine, et quel que soit le point auquel elle sera parvenue, il se manifeste un cas de peste, de fièvre jaune ou de choléra, la quarantaine recommencera.

Il doit être entendu qu'il s'agit seulement ici de la quarantaine des navires, et non de celle des personnes descendues au lazaret, à moins que quelqu'une de ces personnes ne soit atteinte de maladie suspecte ou n'ait communiqué avec les autres quarantainaires. Si la maladie n'a lieu qu'à bord, la quarantaine pour les personnes débarquées au lazaret comptera toujours du moment de leur débarquement et pourra seulement être portée au maximum.

D'après l'article 72, outre les quarantaines prévues et les mesures spécifiées par la convention du 19 décembre et par la convention sanitaire internationale, les autorités sanitaires de chaque pays auront le droit, en présence d'un danger imminent et en dehors de toute prévision, de prescrire, sous leur responsabilité devant qui de droit, telles mesures qu'elles jugeront indispensables pour le maintien de la santé publique.

A défaut des bâtiments spéciaux à terre, elles pourront disposer

en lazarets des navires isolés et gardés de manière à empêcher toute communication avec l'extérieur.

Les événements dont il est question dans l'article 72 échappent à toute définition comme à toute prévision. S'il survenait des circonstances où l'autorité sanitaire crût devoir user du droit qui lui est conféré par cet article, l'application qu'elle en ferait ne pourrait amais être que momentanée. En pareil cas, les moyens les plus rapides devraient être employés pour transmettre au ministre des informations nécessaires, et la réponse ne se ferait pas attendre.

Des lazarets.— Le titre VI du règlement sanitaire international est relatif aux lazarets; il est divisé en trois sections : la première traite de l'institution et des dispositions des lazarets; la seconde a pour objet le personnel, la surveillance et le service intérieur des lazarets; la troisième enfin est intitulée : Du traitement des marchandises, effets à usage, et des dépêches, dans les lazarets. La France ne possède sur la Méditerranée que deux lazarets, ceux de Marseille et de Toulon, qui puissent être considérés comme des établissements complets et réguliers. Les deux autres lazarets qui existent sur le littoral français de la Méditerranée, ceux de Cette et d'Ajaccio, ne peuvent servir que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, et l'on ne peut, par conséquent, leur appliquer que les dispositions les plus générales, parmi celles qui sont contenues dans le titre dont il s'agit ici.

L'exécution des articles 73, 74, 75 et 78 de la première section de ce titre ne concerne que l'autorité supérieure, qui recevra, à cet égard, les observations et les propositions des directeurs de la santé; ces propositions seront adressées aux préfets, qui les feront parvenir au ministre avec leur avis. Au reste, une inspection récente a prouvé que les lazarets de Marseille et de Toulon satisfont maintenant, en général, aux conditions exigées par le règlement sanitaire international, ou que quelques mesures d'une exécution facile permettront de compléter l'installation de ces établissements de manière qu'ils ne laissent plus rien à désirer.

Les dispositions contenues dans les deux dernières sections du titre VI n'exigent aucun commentaire; les mesures d'application qu'elles peuvent comporter seront l'objet de règlements particuliers à chaque lazaret.

Il importe seulement que les directeurs de la santé et les directeurs de lazarets soient bien pénétrés de cette pensée, qu'en maintenant le régime quarantenaire pour un nombre de cas très-restreints, on a voulu éviter tout ce que ce régime avait autrefois d'exagéré, de pénible pour les personnes, d'onéreux pour le commerce. Quelque idée que l'on ait du mode de transmission des maladies tel-

les que la peste, la fièvre jaune et le choléra, il est évident que des communications à distance, surtout avec des personnes saines et retenues seulement au lazaret par suite de mesures générales, ne peuvent présenter aucun danger : aussi l'article 76 du règlement international défend-il seulement de se mettre en communication directe et immédiate avec les personnes et les choses qui sont en quarantaine, et l'article 74 veut que des parloirs vastes et commodes permettent de recevoir les personnes du dehors qui voudront visiter les quarantaines, sans préjudice des précautions nécessaires pour sauvegarder la santé publique.

D'après l'article 83, chaque malade a la faculté de se faire traiter par un médecin de son choix, autre que celui du lazaret, pourvu que le directeur du lazaret assiste à la visite. Les médecins ne seront plus assujettis à ces précautions bizarres qui ne leur permettaient pas d'approcher des malades confiés à leurs soins, même lorsqu'ils consentaient à se renfermer dans l'intérieur des lazarets. Les fonctionnaires préposés à la direction des lazarets appliqueront le nouveau régime dans l'esprit qui en a dicté les conditions. Ils éviteront toute rigueur inutile, en tenant la main à l'exécution du règlement, et ils se persuaderont aisément que les règles du service sanitaire seront d'autant mieux respectées qu'elles paraîtront plus conformes à la raison.

En ce qui est des purifications prescrites par les articles 66 et 96 pour les lettres et dépêches, en cas de patente brute ; par l'article 89 pour l'aération des balles et colis ; par l'article 95 pour les cuirs, crins, drilles, chiffons, etc., on se conformera aux pratiques actuellement suivies dans les lazarets.

CHAP. IV. — *Des droits sanitaires.*

Tarif.— Les droits qui étaient perçus en France pour les dépenses du service sanitaire se composaient, comme on sait : 1° d'un droit fixe pour la délivrance de la patente de santé ; 2° d'un droit de visa pour les navires en relâche ; 3° d'un droit de reconnaissance pour les navires arrivant dans un port français. Il y avait en outre, pour les navires soumis à une quarantaine, des droits relatifs à la quarantaine des navires et des passagers, des droits de purification des marchandises dans les lazarets.

Pour arriver, autant que possible, à l'uniformité dans les droits sanitaires, et pour n'imposer à la navigation, dans les pays appartenant aux puissances contractantes, que les charges nécessaires pour couvrir simplement leurs frais, la convention sanitaire internationale a établi, article 7 : 1° Que tous les navires arrivant dans un port

payeront, sans distinction de pavillon, un droit sanitaire proportionnel à leur tonnage; 2° que les navires soumis à une quarantaine payeront, en outre, un droit journalier de station; 3° que les personnes qui séjourneront dans les lazarets payeront un droit fixe pour chaque journée de résidence dans ces établissements; 4° que les marchandises déposées et désinfectées dans les lazarets seront assujetties au poids et à la valeur.

Le titre VII du règlement international a spécifié seulement, par son article 99, les cas d'exemption des droits qui doivent être établis en vertu de la convention internationale.

Conformément aux dispositions de ces deux actes, l'article 7 du décret du 3 juin abolit, à partir du 15 juin, tous les droits sanitaires actuellement existants dans les ports français, et les remplace par un nouveau tarif contenu dans le même article.

Ce tarif a été étendu aux ports français de l'Océan, afin de maintenir le principe de l'uniformité, qui est celui de notre législation en matière sanitaire, principe qui est ici parfaitement fondé en raison, puisqu'il s'agit de subvenir à des dépenses qui sont d'un intérêt commun pour le commerce et la navigation.

Les navires des puissances qui n'ont pas adhéré à la convention sanitaire internationale sont, par conséquent, assujettis, comme les autres, au nouveau tarif.

Ainsi, à partir du 15 juin, les agents préposés à la perception des droits sanitaires n'auront plus, sur toute l'étendue de notre littoral, à percevoir aucun droit : 1° pour la délivrance des patentes; 2° pour le visa des patentes de santé; 3° pour la délivrance des bulletins de santé.

Il ne restera plus, comme droit sanitaire général, que le droit de reconnaissance, qui devra être calculé, pour chaque navire, d'après les bases établies par le décret du 4 juin.

Dans les cas de quarantaine, il y aura encore à percevoir un droit de station pour les navires soumis à cette formalité sanitaire, un droit de séjour au lazaret pour les personnes; des droits déterminés pour la purification des marchandises débarquées au lazaret.

Conformément à l'article 23 du règlement sur la perception et la comptabilité des droits sanitaires, arrêté le 5 décembre 1842 par le ministre des finances et par le ministre du commerce, les droits de reconnaissance, les droits relatifs à la quarantaine et les droits de purification de marchandises, seront perçus au moyen de liquidations établies par l'agent du service sanitaire.

Le nombre de tonneaux qui doit servir de base à la perception du droit de reconnaissance sera déterminé d'après les justifications d'usage; les fractions de tonneau ne seront pas comptées dans le

bulletin qui sera remis à l'agent percepteur, pour la perception du droit.

L'exemption déterminée par l'article 99 du règlement sanitaire international et par l'article 13 du décret du 4 juin semble s'appliquer à toute espèce de droit sanitaire. Cependant, si un navire en relâche forcée, ou un bâtiment dispensé, par sa provenance, de se munir d'une patente de santé, était dans le cas d'être soumis à une quarantaine régulière, il se trouverait nécessairement déchu du bénéfice de ces articles, et il aurait à acquitter les droits de quarantaine fixés par le décret.

On doit rappeler ici que les navires venant de l'Algérie, quoique soumis à l'obligation de présenter, à l'arrivée, une patente de santé, sont affranchis des droits de reconnaissance dans les ports français de la Méditerranée. (Art. 10 du décret du 4 juin.)

Il est entendu que les embarcations des douanes et les bateaux pilotes compris dans la quatrième catégorie de l'article 99 du règlement international sont exempts du paiement de tous droits sanitaires.

CHAP. V. — Des autorités sanitaires.

Attributions des autorités sanitaires. — L'organisation des autorités sanitaires déterminée par le titre VIII du règlement sanitaire international est généralement conforme à celle qui a été établie en France par le décret du 24 décembre 1850.

Par l'article 8 de la convention sanitaire internationale, les puissances contractantes sont convenues de placer le service de la santé publique, dans les ports de leurs Etats qu'elles se réservent de désigner, sous la direction d'un agent responsable, nommé et rétribué par le gouvernement et assisté d'un conseil représentant les intérêts locaux. Il doit y avoir, en outre, un service d'inspection sanitaire réglé par les gouvernements respectifs.

Le règlement international a développé ces dispositions.

C'est en exécution de ces deux actes que la dénomination de *commission sanitaire*, maintenant usitée en France, a été remplacée par celle de *conseil*. (Art. 2 du décret du 4 juin.)

Les agences sanitaires actuellement établies conservent, jusqu'à nouvel ordre, les dénominations et les circonscriptions déterminées par l'arrêté du 27 février 1852.

Il est, d'ailleurs, expressément ordonné à tous les agents ordinaires du service sanitaire de se conformer en tous points aux instructions qui leur seront transmises par l'agent principal ou le directeur de la santé dont ils relèvent, et de lui transmettre tous les renseignements qui peuvent intéresser la santé publique.

Les directeurs de la santé ou agents principaux conservent, d'après l'article 103 du règlement sanitaire international, toutes les attributions qui leur ont été conférées par l'article 25 du décret du 24 décembre 1850.

MM. les préfets conservent la nomination des employés du service sanitaire, conformément à l'article 35 du décret du 24 novembre 1850. Toutefois la nomination des directeurs ou capitaines des lazarets sera soumise à l'approbation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Composition des conseils sanitaires. — Quant aux conseils sanitaires, leur composition, le mode de nomination et de renouvellement, ne sont modifiés ni par le règlement international, ni par le décret du 4 juin 1853.

Seulement, d'après l'article 8 de la convention internationale, dans tous les ports où les puissances contractantes entretiennent des consuls, un ou plusieurs de ces consuls pourront être admis aux conseils sanitaires pour y faire leurs observations, fournir des renseignements et donner leur avis sur les questions sanitaires.

Mais déjà, aux termes de l'article 26 du décret du 24 décembre 1850, sur tous les points du littoral où les puissances étrangères entretiennent des consuls, ces consuls sont invités à se réunir chaque année pour désigner l'un d'entre eux, qui a la faculté d'assister aux séances de la commission sanitaire, avec voix délibérative.

L'article 8 de la convention n'infirme pas l'article 26 du décret qui vient d'être cité ; toutefois, si le consul déjà nommé pour représenter le corps consulaire au sein du conseil sanitaire n'appartient pas à l'une des puissances contractantes, les consuls de ces puissances seront invités à désigner l'un d'eux pour assister également aux délibérations du conseil.

D'après le dernier paragraphe de l'article 8 de la convention, toutes les fois qu'il s'agira de prendre une décision spéciale à l'égard d'un pays et de le déclarer en quarantaine, l'agent consulaire de ce pays sera invité à se rendre au conseil et entendu dans ses observations. Cette disposition doit être considérée comme applicable aux consuls ou agents consulaires de tous les pays, soit que ces pays aient adhéré ou non à la convention sanitaire internationale.

Attributions des conseils sanitaires. — Les attributions des conseils sanitaires sont déterminées par les articles 106, 107, 108 et 109 : ces attributions sont exclusivement consultatives et de surveillance, ce qui a entraîné l'abrogation de l'article 29 du décret du 24 décembre 1850.

D'après l'article 107 du règlement international, le conseil se réunira périodiquement, aux époques que déterminera l'autorité supé-

rière, et il sera convoqué extraordinairement toutes les fois qu'une circonstance relative à la santé publique paraîtra l'exiger.

En France, le nombre des réunions périodiques des conseils sanitaires sera fixé par le préfet.

Le nombre de ces réunions était fixé à deux par mois, dans les ports de la Méditerranée, par l'article 29 du décret du 24 décembre 1850; cet article étant abrogé, les préfets restent libres de fixer le nombre des réunions des conseils sanitaires suivant les besoins du service : l'expérience a prouvé qu'il y avait des inconvénients à rendre ces réunions trop multipliées.

Dans le cas prévu par l'article 109 du règlement sanitaire international, les délibérations du conseil et les observations de l'agent principal, ou du directeur de la santé, seront adressées au préfet, qui les fera parvenir au ministre avec son avis.

Par l'article 106, le conseil est appelé à concourir, avec le directeur ou agent, à la préparation des règlements locaux ou intérieurs.

Il s'agit exclusivement des règlements locaux qui déterminent, dans chaque port, tout ce qui n'est pas du ressort des règlements généraux, les devoirs et les attributions des agents secondaires, les limites des lieux réservés, la limite extérieure des ports de quarantaine et des lazarets, etc. Ces règlements seront faits par le directeur de la santé, qui les communiquera au conseil, pour avoir son avis. Les règlements ainsi préparés seront transmis au préfet, qui les soumettra à l'approbation du ministre, en les accompagnant de ses propres observations.

Les directeurs de la santé ou agents principaux dans tous les ports de l'empire devront procéder, sans aucun retard, à la révision des règlements locaux de leur circonscription, pour les mettre en harmonie avec le régime nouveau institué par le décret du 24 décembre 1850, par la convention sanitaire internationale et par le décret du 4 juin.

Les projets de nouveaux règlements faits en vertu du paragraphe précédent, devront être transmis au ministre dans le délai de trois mois, à partir de la publication des présentes instructions; pour les ports de l'Océan, ce délai sera de six mois.

Les directeurs de la santé, dans les ports qui entretiennent des relations fréquentes avec les ports de la Méditerranée appartenant aux puissances contractantes, devront, conformément à l'article 111 du règlement sanitaire international, communiquer directement aux autorités sanitaires de ces ports les faits importants qui seraient parvenus à leur connaissance, sans préjudice des renseignements qu'il est de leur devoir de fournir en même temps aux autorités compétentes et au consul.

Inspection du service sanitaire. — Le ministre réglera le service de l'inspection sanitaire instituée par l'article 8 de la convention sanitaire internationale selon le mode qui sera jugé le plus convenable. Les autorités sanitaires sont tenues de fournir à l'inspecteur qui sera désigné, tous les renseignements qu'il pourra leur demander, et de lui communiquer tous les documents intéressant le service sanitaire, toutes les pièces, tous les registres dont la garde leur est confiée.

CHAP. VI. — *De la poursuite des délits et contraventions en matière sanitaire; dispositions et observations générales.*

La convention et le règlement sanitaire international ont laissé à chacune des puissances contractantes le soin d'assurer, suivant la législation qui lui est propre, l'exécution des prescriptions contenues dans ces deux actes. Il n'est rien innové à ce qui est prescrit, quant à la poursuite et à la répression des délits et contraventions en matière sanitaire, par la loi du 3 mars 1822 et par le titre III du décret du 24 décembre 1850.

Les présentes instructions étant spécialement destinées à régler ce qui se rapporte au service sanitaire sur le littoral de la France, on n'a point à s'arrêter ici aux deux titres (IX et X) du règlement sanitaire international, intitulés : *Organisation particulière à l'Orient; disposition relative à l'Amérique.*

La Porte Ottomane ayant annoncé l'intention d'adhérer à la convention sanitaire internationale, et étant déjà fort avancée dans l'accomplissement des conditions qui ont été déterminées par cette convention et par son annexe, l'époque n'est pas éloignée où tous les bâtiments des puissances contractantes, munis d'une patente nette, devront être admis à libre pratique dans tous les ports de l'empire.

Quant à l'Amérique et à nos possessions sur la côte occidentale d'Afrique, il sera pourvu, par les soins de M. le ministre de la marine, aux moyens d'y assurer, dans une forme appropriée aux exigences du service, l'exécution des dispositions prescrites par l'article 137 du règlement sanitaire international.

La convention et le règlement sanitaire international sont obligatoires pour les ports de l'Algérie; mais c'est à M. le ministre de la guerre qu'il appartient de prescrire les mesures nécessaires pour que ces actes reçoivent sur tout le littoral de l'Algérie leur pleine et entière exécution.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler qu'aux termes de l'article 46 du décret du 24 décembre 1850, il est enjoint à tous les agents de la France au dehors de se tenir informés et d'instruire le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, par l'intermédiaire

des départements dont ils relèvent, des renseignements qui importeront à la police sanitaire et à la santé publique de la France. S'il y avait péril, ils devraient en même temps avertir l'autorité française la plus voisine et la plus à portée des lieux qu'ils jugeraient menacés.

Il est pareillement enjoint aux autorités sanitaires de se donner réciproquement les avis nécessaires au service qui leur est confié, et à toutes les autorités de l'intérieur de prévenir qui de droit des faits à leur connaissance qui intéresseraient la santé publique. Les mots imprimés en lettres italiques dans le second paragraphe de cet article s'adressent particulièrement aux maires des communes des départements du littoral. Les maires sont déjà obligés de signaler au préfet, sans retard, tous les faits qui pourraient indiquer l'existence d'une maladie épidémique dans leur commune. Cette obligation doit leur être rappelée, et il doit leur être enjoint en même temps d'exiger que tous les médecins des hôpitaux leur fassent connaître immédiatement tous les cas de maladie suspecte qui pourraient se présenter dans tous ces établissements. Le préfet fera vérifier les faits par le médecin des épidémies ou par des membres du Conseil d'hygiène, s'il y a lieu ; et si les faits sont jugés de nature à exercer quelque influence sur l'application des règlements sanitaires, ils seront sur-le-champ communiqués au directeur ou à l'agent principal de la santé, pour qu'il soit procédé ainsi qu'il a été dit dans le chapitre III des présentes instructions.

Toute négligence à cet égard pourrait être poursuivie et punie conformément à l'article 13 de la loi du 3 mars 1822.

Ces instructions paraissent suffire pour diriger les autorités et les agents préposés à l'application des règlements sanitaires dans l'accomplissement des devoirs qu'ils ont à remplir. On eût peut-être désiré qu'un règlement général réunît les dispositions des divers actes qui régissent le service sanitaire, donnant ainsi une nouvelle sanction à celles qui doivent être maintenues, et abrogeant celles qui ne s'accordent plus avec l'état actuel des choses. C'est ce qu'on s'est proposé de faire dans les présentes instructions, autant que les besoins du service semblaient l'exiger, autant que la forme d'instructions pouvait le permettre. Aller plus loin eût été prématuré. Le régime sanitaire maintenant établi en France n'est pas définitif : la convention sanitaire internationale n'a été conclue que pour cinq années ; dans cette période, l'expérience fera connaître s'il est utile et nécessaire d'y apporter des modifications. Des changements pourront aussi être introduits dans notre législation sanitaire, pour la rendre plus conforme aux principes qui ont dicté les nouvelles dispositions de cet acte international. Le moment n'est donc pas encore venu de rédiger un règlement général qui puisse remplacer toutes

les ordonnances, tous les décrets qui ont été publiés jusqu'à ce jour, en matière sanitaire, et présenter quelques chances de durée.

Le régime sanitaire n'a longtemps consisté qu'en pratiques inspirées par la terreur ou fondées sur des hypothèses entièrement gratuites. Depuis un certain nombre d'années, la discussion a fait comprendre, généralement, tout ce que la plupart de ces pratiques avaient d'inutile et quelquefois de contradictoire; et l'on est arrivé ainsi à ramener la police sanitaire, naguère si redoutable pour les personnes, si gênante pour la navigation, à des bornes que la raison peut admettre. La convention sanitaire est un nouveau pas de fait dans cette œuvre d'amélioration. Tout n'est pas terminé cependant, et de nouveaux progrès sont, il faut l'espérer, réservés à l'avenir; la science n'a pu encore pénétrer les lois qui président au développement et à la propagation des maladies épidémiques, telles que la peste, la fièvre jaune et le choléra. La recherche de ces lois en ce qui concerne la peste, ou au moins l'étude approfondie des phénomènes qui en découlent, sont l'un des principaux soins qui sont confiés au zèle et aux lumières des médecins sanitaires que les puissances contractantes ont établis ou vont établir dans le Levant. Dans nos colonies, des recherches analogues seront faites, relativement à la fièvre jaune, par des médecins qui seront désignés. Les médecins sanitaires institués à bord des navires, tous les médecins de la marine militaire, se rappelleront aussi qu'ils ne doivent manquer aucune occasion d'observer, de recueillir et de communiquer à l'autorité tous les faits qui peuvent jeter quelque lumière sur ces grandes questions, dont la solution serait d'une si haute importance pour l'humanité. Un résultat semble déjà acquis : c'est que l'hygiène publique et privée, si elle n'a pas la puissance d'empêcher la propagation des maladies réputées pestilentielles hors des lieux infectés où elles ont pris naissance, est au moins le moyen le plus sûr pour diminuer les ravages de ces maladies et pour en conjurer la funeste influence. On ne saurait donc trop recommander à MM. les préfets de porter toute leur attention sur les mesures à prendre pour faire disparaître les principales causes d'insalubrité qui peuvent exister dans leurs départements, et de s'occuper avec une sollicitude incessante de tout ce qui touche à l'assainissement des ports et de toutes es localités maritimes.

ANNEXE A. — *Nomenclature des navires qui sont dispensés, en temps ordinaires, de représenter une patente de santé dans les ports de France*¹.

Dans les deux mers : 1° Les bateaux pêcheurs; 2° les bateaux pilo-

1. Tableau remplaçant les tableaux A et B annexés au décret du 24 décembre 1850

tes; 3^e les chaloupes du service des douanes et les bâtiments gardes-côtes; 4^e les navires faisant le cabotage entre les différents ports de la France sur la même mer (excepté les navires venant de l'Algérie).

Dans les ports de l'Océan : Les navires venant de l'Angleterre, de la Belgique, de la Hollande et des États du nord de l'Europe;

Les navires qui vont faire la pêche de la morue à Terre-Neuve, au Doggers-Bank et dans les mers d'Islande;

Les navires baleiniers. (Ceux qui naviguent dans l'hémisphère austral, s'ils ne se sont pas munis d'une patente de santé au départ, en prendront une, au retour, au premier port de relâche où il se trouvera une autorité sanitaire.)

Les bâtiments dispensés de la patente sont également affranchis de l'arraisonnement sanitaire.

Tout bâtiment doit être reconnu, à l'arrivée, par les agents du service sanitaire; mais la reconnaissance peut se faire, soit par la seule inspection, soit par un signal, soit par un interrogatoire, suivant la provenance du bâtiment et les usages consacrés par les règlements locaux.

ANNEXE B. — *Modèle d'interrogatoire pour la reconnaissance sanitaire.*

1. D'où venez-vous?
2. Avez-vous une patente de santé?
3. Quels sont vos nom, prénoms, et qualité?
4. Quel est le nom, le pavillon et le tonnage de votre navire?
5. De quoi se compose votre cargaison?
6. Quel jour êtes-vous parti?
7. Quel était l'état de la santé publique à l'époque de votre départ?
8. Avez-vous le même nombre d'hommes que vous aviez au départ, et sont-ce les mêmes hommes?
9. Avez-vous eu, pendant la traversée, des malades à bord? En avez-vous actuellement?
10. Avez-vous eu quelque communication pendant la traversée? N'avez-vous rien recueilli en mer?

NOTA. — Les règlements particuliers à chaque port pourront supprimer quelques-unes de ces questions pour les navires qui ne s'éloignent jamais de la côte.

Dans les cas d'arraisonnement, les autorités sanitaires pourront faire, indépendamment des questions ci-dessus spécifiées, toutes les autres interrogations qu'elles jugeront nécessaires pour s'éclairer sur l'état sanitaire du navire.

PAYS DE PROVENANCE.	NATURE DE LA PATENTE DE SANTÉ.	PAYS D'ARRIVÉE.	RÉGIME	
			PAVILLON DES PUISSANCES QUI ONT ADHÉRÉ.	
			BATIMENTS ET PASSAGERS.	
			Avec un Médecin sanitaire à bord (A).	Sans médecin sanitaire.
Turquie et ses dépendances.	Patente nette.	Ports de la Méditerranée.	Libre pratique lorsqu'il s'est écoulé huit jours pleins à partir du départ.	Libre pratique après dix jours de traversée, qui devront être complétés par une quarantaine, le cas échéant.
		Ports de l'Océan	Libre pratique	Libre pratique
	Patente brute.	Ports de la Méditerranée.	Quarantaine de dix jours pleins à partir de l'arrivée (B).	Quarantaine de dix jours pleins à partir de l'arrivée (B).
		Ports de l'Océan	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

2° FIÈVRE

PAYS DE PROVENANCE.	NATURE DE LA PATENTE DE SANTÉ.	PAYS D'ARRIVÉE.
Pays où règne la fièvre jaune. .	Patente brute.	Ports de la Méditerranée. . . .
		Ports de l'Océan (1).

3° CHOLÉRA

PAYS DE PROVENANCE.	NATURE DE LA PATENTE DE SANTÉ.	PAYS D'ARRIVÉE.
Pays où règne le choléra. . . .	Patente brute	Ports de la Méditerranée. . . .
		Ports de l'Océan

* D'après l'article 60 du règlement sanitaire international, les cuirs, les crins, les chiffons et les drilles peu-

(1) Les ports de l'Océan ont été assimilés à ceux de la Méditerranée, et leur régime, en ce qui touche la fièvre

PESTE.

SANITAIRE.			OBSERVATIONS.
PAVILLON DES PUISSANCES QUI N'ONT PAS ADHÉRÉ.		SANS DISTINCTION DE PAVILLON.	
BATIMENTS ET PASSAGERS.		MARCHANDISES*.	
Avec un médecin sanitaire à bord (A).	Sans médecin sanitaire.		
Libre pratique lorsqu'il s'est écoulé huit jours pleins à partir du départ.	Observation de trois jours	Libre pratique.	(A) Les médecins sanitaires doivent être commissionnés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.
Libre pratique.	Libre pratique. . .	Idem.	
Quarantaine de dix jours pleins à partir de l'arrivée (B). Idem.	Quarantaine de dix jours pleins à partir de l'arrivée (B). Idem.	Quarant. de dix j. pleins à dater du débarquem. au lazaret p. les marchand de 1 ^{re} classe. Idem.	(B) Voyez les Instructions, p. 47 et suiv.

JAUNE.

RÉGIME SANITAIRE (sans distinction).		OBSERVATIONS.
BATIMENTS ET PASSAGERS.	MARCHANDISES.	
Quarantaine de trois, de cinq ou de sept jours pleins, suivant les différents cas déterminés par l'article 4 de la convention sanitaire.	Libre pratique.	
Libre pratique quand il n'y a eu à bord ni morts, ni malades de la fièvre jaune pendant les dix derniers jours de la navigation.	Idem.	

MORBUS.

RÉGIME SANITAIRE (sans distinction).		OBSERVATIONS.
BATIMENTS ET PASSAGERS.	MARCHANDISES*.	
Quarantaine de cinq jours pleins, y compris le temps de la traversée (c).	Libre pratique.	(c) Le ministre décidera s'il y a lieu de maintenir ou de supprimer cette quarant.
Quarantaine de trois à cinq jours, quand il y aura eu un ou plusieurs cas de choléra depuis le départ (c).	Idem.	

vent, même en patente nette, être l'objet des mesures sanitaires dans la Méditerranée (voy. les Instruct. p. 50). jaune, a été complètement assimilé par arrêté ministériel rendu en 1861 lors de l'épidémie de Saint-Nazaire.

N°

PATENTE DE SANTÉ.

Nom du bâtiment.
 Nature du bâtiment.
 Pavillon.
 Tonneaux.
 Canons.
 Appartenant au port d
 Destination.
 Nom du capitaine.
 Nom du médecin.
 Équipage (tout compris). . .
 Passagers.
 Cargaison.
 État hygiénique du navire. .
 État hygiénique de l'équi-
 page (couchage, vête-
 ments, etc.)
 État hygiénique des passa-
 gers.
 Vivres et approvisionnements
 divers.
 Eau.

Malades à bord.

État sanitaire du pays et des
 environs.
 et il règne peste,
 fièvre jaune,
 choléra indien.

Délivré le du mois d 18
 à heure du

A. D. M. J. H. C. S. A. P. H. C. D. E. F. P. A. H. C. C. E.

N°

EMPIRE



FRANÇAIS.

ADMINISTRATION SANITAIRE.

PATENTE DE SANTÉ.

Port d

Nous, de la santé à _____, certifions que le bâtiment
 ci-après désigné part de ce port dans les conditions suivantes, dûment constatées :

Nom du bâtiment.....
 Nature du bâtiment.....
 Pavillon.....
 Tonneaux.....
 Canons.....
 Appartenant au port d
 Destination.....
 Nom du capitaine.....
 Nom du médecin.....
 Équipage (tout compris).....
 Passagers.....
 Cargaison.....

Malades à bord {

État sanitaire du navire.

État hygiénique de l'équipage (couchage, vêtements, etc.).

État hygiénique des passagers.

Vivres et approvisionnements divers.

Eau.

Nous certifions, en outre, que l'état sanitaire du pays et de ses environs
 et qu'il règne peste.
 fièvre jaune,
 choléra indien.

En foi de quoi nous avons délivré la présente Patente, à _____, le _____ du mois d 18 _____,
 à _____ heures du _____
 L'expéditeur de la Patente, _____, Sceau de l'administration. Le _____ de santé,

ANNEXE E. — DÉCRET (ANNOTÉ) DU 24 DÉCEMBRE 1850¹.TITRE I^{er}. — Règles générales de la police sanitaire.

Art. 1^{er} [art. 37 et 40 du règlement sanitaire]². — Les provenances par mer ne sont admises à la *libre pratique* qu'après que leur état sanitaire a été reconnu par les agents préposés à cet effet.

Art. 2* [art. 38 et 39 du règlement sanitaire]. — Sont dispensés de toute reconnaissance les bâtiments dénommés au tableau A ci-annexé, tableau qui pourra être, suivant les circonstances, modifié par arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce, le Comité consultatif d'hygiène publique établi près de son département entendu.

Art. 3 [art. 1^{er} de la convention sanitaire]. — Tout bâtiment venant d'un port étranger ou d'une colonie française sera, sauf les cas d'exception énoncés au tableau B ci-annexé, porteur d'une patente de santé, laquelle fera connaître l'état sanitaire des lieux d'où il vient, et son propre état sanitaire au moment où il est parti.

Ce tableau pourra être modifié par arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce, le Comité consultatif d'hygiène publique établi près de son département entendu.

Art. 4^{***} [art. 69 du règlement]. — Tout navire qui n'aura pas de patente de santé, lorsqu'à raison de sa provenance il devrait en être muni, sera tenu en réserve pour la vérification de son état sanitaire, et il pourra être soumis à une quarantaine d'observation de trois à cinq jours.

Les cas de force majeure seront appréciés par l'autorité sanitaire.

1. La convention et le règlement sanitaire international ont modifié quelque dispositions du décret du 24 décembre 1850 pour les ports de la Méditerranée; les mêmes actes ont reproduit, soit en les développant, soit textuellement, d'autres dispositions de ce décret; enfin le décret du 4 juin 1853 et les instructions et tableaux arrêtés par le ministre pour l'exécution de ce dernier décret ont encore apporté d'autres changements, soit au décret du 24 décembre 1850, soit aux tableaux qui y étaient annexés, tant pour les ports de la Méditerranée que pour les ports de l'Océan.

Il a paru utile de reproduire ici le texte du décret du 24 décembre 1850, en mettant en regard de chaque article les numéros des articles corrélatifs, soit de la convention, soit du règlement international, soit du décret du 4 juin 1853.

Les articles modifiés pour tous les ports sont marqués d'un astérisque (*); les articles modifiés seulement pour les ports de la Méditerranée sont marqués d'un double astérisque (**).

Les trois tableaux qui étaient annexés au décret du 24 décembre se trouveront remplacés par les tableaux annexés aux Instructions.

2. Nous plaçons entre crochets [] les articles correspondants de la convention, du règlement sanitaire international et du décret du 4 juin 1853.

3. Modifié seulement pour les navires des puissances qui ont adhéré à la convention.

Art. 5* [art. 22 du règlement]. — Dans les pays étrangers, les patentes sont délivrées aux bâtiments français par nos agents consulaires. Là où il n'existe pas d'agent consulaire français, les patentes doivent être demandées aux autorités du pays.

Art. 6 [art. 34 du règlement : voyez les Instructions]. — Dans les cas de relâche en cours de voyage, la patente sera visée par les autorités énoncées à l'article 5. S'il s'écoulait plus de cinq jours entre la date du visa et le départ du navire, la patente serait visée de nouveau.

Art. 7 [art. 70 du règlement]. — Les navires porteurs de patentes raturées, surchargées ou portant toute autre altération d'un caractère suspect, seront soumis à une surveillance particulière et aux mesures jugées nécessaires, sans préjudice des poursuites à diriger, selon le cas, contre le capitaine ou le patron, et, en outre, contre les auteurs desdites altérations.

Art. 8* [art. 13, 21, 32, 33 et 35 du règlement sanitaire]. — Il est défendu à tout capitaine :

1° De se dessaisir de la patente prise au point de départ, avant d'être arrivé à sa destination.

2° De prendre et d'avoir à bord d'autre patente que celle qui lui a été délivrée audit départ.

3° D'embarquer sur son bord aucun passager ou autre individu qui paraîtrait atteint d'une maladie pestilentielle.

Il est enjoint à tout officier de santé d'un navire, et, à défaut, au capitaine ou patron, de prendre note sur le journal du bord de toutes les maladies qui pourraient se manifester.

Il leur est également prescrit de tenir note, sur ledit journal, de toute communication qui aurait eu lieu en mer et de tout événement de nature à intéresser la santé publique.

Art. 9 [art. 36 du règlement]. — En cas de décès après une maladie pestilentielle, les effets d'habillement ou de literie qui auraient servi au malade dans le cours de cette maladie seront brûlés si le navire est au mouillage, et, s'il est en route, jetés à la mer avec les précautions suffisantes pour qu'ils ne puissent surnager.

Les autres effets du même genre dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront soumis immédiatement à l'événement ou à toute autre purification.

Il serait fait mention, dans le journal de bord, de l'exécution de ces mesures.

Art. 10 [art. 37 et 40 du règlement]. — Tout capitaine arrivant dans un port français est tenu :

1° D'empêcher toute communication avant l'admission à libre pratique.

2° De se conformer aux règles de la police sanitaire ainsi qu'aux ordres qui lui sont donnés par les autorités chargées de cette police.

3° D'établir son navire dans le lieu réservé qui lui est indiqué.

4° De se rendre, aussitôt qu'il y est invité, auprès des autorités sanitaires, en attachant à un point apparent de son canot, bateau ou chaloupe, une flamme de couleur jaune, à l'effet de faire connaître son état de suspicion et d'empêcher toute approche.

5° De produire auxdites autorités tous les papiers de bord ; de répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire qu'elles lui font subir, et de déclarer tous les faits et donner tous les renseignements venus à sa connaissance qui peuvent intéresser la santé publique.

Art. 11. Peuvent être soumis à de semblables interrogatoires et obligés, sous serment, à de semblables déclarations, les gens de l'équipage et les passagers, toutes les fois qu'il est jugé nécessaire.

Art. 12. Doivent se conformer aux ordres et aux instructions des autorités sanitaires, les pilotes qui se rendent au-devant des navires pour les guider, ainsi que toutes les embarcations qui, en cas de naufrage ou de péril, iraient à leur secours.

Art. 13. Les défenses résultant, soit du présent titre, soit des titres suivants, ne feront pas obstacle aux visites des agents des douanes, soit dans les ports, soit dans le rayon de deux myriamètres des côtes, sauf toute application que de droits auxdits agents et à leurs embarcations, si par ces visites ils perdent leur état de libre pratique.

Art. 14 [art. 46 du règlement sanitaire]. — Les provenances des pays habituellement et actuellement sains sont admises à libre pratique, immédiatement après la reconnaissance sanitaire, à moins d'accidents ou de communications de nature suspecte survenus depuis le départ.

Art. 15 [art. 4 de la convention ; art. 47 du règlement]. — Les quarantaines et les mesures particulières auxquelles doivent être soumises les provenances des pays suspects de maladies pestilentielles sont fixées par décret, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1822.

Un tableau des quarantaines, conforme au tableau C ci-annexé, sera publié et affiché dans tous les lieux où existe une commission ou agence sanitaire.

Art. 16** [art. 72 du règlement]. — En cas d'urgence, les autorités sanitaires peuvent prendre les dispositions nécessaires, qui sont

immédiatement soumises à l'approbation du ministre de l'agriculture et du commerce.

Leurs décisions sont accompagnées de l'énoncé des motifs qui les ont déterminées; elles sont rendues et notifiées sans retard.

Elles sont transcrites sur un registre spécial; chacune d'elles est signée séparément.

Art. 17** [art. 54 du règlement]. — Les provenances des pays placés sous le régime de la patente brute ne sont admises que dans les ports ou rades spécialement désignés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

Art. 18. Si une maladie pestilentielle se manifeste à bord d'un bâtiment même muni d'une patente nette, le capitaine du navire se rend dans l'un des ports désignés en vertu de l'article précédent, et s'il est forcé de relâcher dans un autre port ou rade, il est tenu en état de séquestration jusqu'à ce qu'il puisse reprendre le large.

Art. 19. Les lazarets et autres lieux réservés sont placés sous le même régime sanitaire que les provenances qu'ils renferment ou avec lesquelles ils sont en libre communication.

Art. 20** [art. 74, 76 et 83 du règlement]. — Les membres ou agents des autorités sanitaires ont seuls l'entrée des lazarets ou autres lieux réservés pendant la séquestration.

En cas de communication suspecte de leur part, ils sont considérés comme appartenant à la provenance avec laquelle ils ont communiqué, et ils en subissent le sort.

Art. 21** [art. 76 du règlement]. — L'entrée desdits lazarets et lieux réservés peut, en cas de nécessité, être accordée à toute autre personne par les agents sanitaires principaux dont il sera question au titre ci-après. La permission est toujours donnée par écrit. Le permissionnaire est considéré comme faisant partie de la provenance avec laquelle il communique, et il en subit le sort.

Art. 22. Les autorités sanitaires déterminent autour des lazarets et autres lieux réservés placés sous leur direction la ligne où finit la libre pratique.

TITRE II. — *Autorités sanitaires. — Attributions et ressort desdites autorités.*

Art. 23 [art. 4 et 8 du règlement; art. 2 et 3 du décret du 4 juin 1853]. — La police sanitaire est exercée par des commissions ou des agences dont la composition et les attributions sont ci-après déterminées.

Indépendamment de ces agences ou commissions et conformément

à l'ordonnance du 18 avril 1847, et au décret du 11 août 1849, des médecins français établis en Orient, et des médecins commissionnés par le ministre de l'agriculture et du commerce, et embarqués sur les bâtiments à vapeur, sont chargés, pour la garantie de la santé publique, de concourir à l'exercice de la police sanitaire, en ce qui concerne les provenances du Levant.

Art. 24 [art. 4 et 8 du règlement; art. 2 et 3 du décret du 4 juin 1853]. — Il y a des agents principaux et des agents ordinaires du service sanitaire. Ils sont nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

Dans chaque département maritime, il y a au moins un agent principal, qui a sous sa direction tous les agents ordinaires du service sanitaire de la circonscription qui lui est assignée.

Dans les ports où il existe des lazarets, l'agent principal du service sanitaire prend le titre de *directeur de la santé*.

La circonscription attribuée à chacun desdits agents est déterminée par un arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce.

Art. 25* [art. 103 du règlement]. — Les agents principaux du service sanitaire sont chargés de veiller à l'exécution et au maintien des lois, décrets, arrêtés et règlements sanitaires.

Dans les ports où ils résident, ils reconnaissent ou font reconnaître l'état sanitaire des provenances et leur donnent la libre entrée, s'il y a lieu. Ils font exécuter les règlements ou décisions qui déterminent la quarantaine et les précautions particulières auxquelles les provenances infectées ou suspectées doivent être soumises.

Les agents principaux pourvoient, en outre, dans les cas urgents, aux dispositions provisoires qu'exige la santé publique et provoquent extraordinairement, au besoin, après en avoir donné avis au préfet ou au sous-préfet, la réunion de la commission sanitaire, dont la composition est ci-après indiquée.

Ils délivrent ou visent les patentes et bulletins de santé dans les ports où ils résident; ils les font délivrer ou viser dans les autres ports de leur circonscription par les agents sanitaires placés sous leurs ordres.

Les directeurs de la santé sont, en outre, chargés de faire observer l'ordre et la discipline dans les lazarets et autres lieux réservés.

Art. 26**¹ [art. 2 du décret du 4 juin 1853]. — Font partie de droit desdites commissions avec voix délibérative :

1. Voyez les instructions pour l'exécution du dernier paragraphe, en ce qui concerne les consuls des puissances qui ont adhéré à la convention (page 56).

1° Le directeur de la santé ou l'agent principal du service sanitaire ;

2° Le maire ;

3° Le plus élevé en grade d'entre les officiers généraux ou supérieurs attachés à un commandement territorial ;

4° Dans les ports militaires, le préfet maritime, le major général, le président du conseil de santé de la marine, et dans les ports de commerce, le commissaire chargé du service maritime ;

5° Le directeur ou inspecteur des douanes, et, à défaut, le plus élevé en grade des employés dans ledit service ;

6° Dans les chefs-lieux de préfecture, deux conseillers de préfecture.

Sur tous les points du littoral où les nations étrangères entretiennent des consuls, les consuls seront invités à se réunir, au commencement de chaque année, pour désigner l'un d'entre eux qui aura la faculté d'assister aux délibérations de la commission sanitaire, avec voix consultative.

Art. 27 [art. 2 du décret du 4 juin 1853]. — Les commissions sanitaires renferment, en outre, trois membres au moins et six au plus, désignés par l'élection : un tiers d'entre eux est nommé par le conseil municipal, un tiers par la chambre de commerce, et, à son défaut, par le tribunal de commerce du ressort, et un tiers par le conseil d'hygiène publique et de salubrité de la circonscription.

Les choix ne peuvent porter que sur des personnes faisant partie du corps qui les nomme et ayant leur résidence dans le lieu où siège la commission.

S'il n'existe pas de chambre de commerce dans la localité, le conseil municipal nommera, outre les membres choisis dans son sein, un tiers des membres de la commission, choisi parmi les négociants.

S'il n'existe pas de conseil d'hygiène, il sera également chargé de nommer le dernier tiers, qui sera choisi par les médecins.

Art. 28. Les membres de la commission sont nommés pour trois ans et renouvelés par tiers chaque année ; pendant les deux premières années, les membres sortants sont désignés par le sort et ensuite par l'ancienneté.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Les préfets et sous-préfets sont présidents-nés de la commission établie au siège de leur résidence ; ils peuvent déléguer leurs fonctions.

Art. 29*¹ [art. 106 et 107 du règlement]. — Les commissions sa-

1. Abrogé par le décret du 4 juin 1853.

nitaires ont des réunions périodiques dont le nombre est fixé par le préfet.

Dans les ports de la Méditerranée, elles se réunissent au moins deux fois par mois.

Les commissions sont convoquées d'urgence toutes les fois qu'une circonstance de nature à intéresser la santé publique paraît l'exiger.

Elles transmettent, après chaque séance, un rapport sommaire sur la situation sanitaire au ministre de l'agriculture et du commerce.

Elles sont consultées sur les questions hygiéniques et sanitaires relatives au régime intérieur des lazarets, au choix des emplacements affectés aux navires mis en quarantaine ou en réserve; enfin, sur les plans et projets de constructions à faire dans les lazarets ou autres établissements sanitaires.

Toutes les fois que les commissions auront été convoquées pour des cas de maladie suspecte survenue, soit à bord d'un bâtiment, soit à l'intérieur du lazaret, les mesures qui, dans ce cas, pourront être nécessaires seront arrêtées conformément aux délibérations prises par les commissions.

Elles proposent au préfet, pour être soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et du commerce, les règlements locaux concernant le service sanitaire de leur circonscription. En cas d'urgence, ces règlements sont provisoirement exécutoires, sur l'autorisation des préfets.

Lesdites commissions pourront, en cas d'épidémie, après délibération spéciale, approuvée par le préfet, déléguer un de leurs membres pour assister aux opérations sanitaires du service confié au directeur de la santé, telles qu'elles sont définies dans l'article 25, et, en cas de dissentiments avec ce directeur, provoquer auprès du préfet la réunion immédiate de la commission qui devra statuer sur la question soulevée, sauf à en référer sans délai au ministre dans les cas douteux ou imprévus.

Art. 30 [titre 8 du règlement; art. 2 du décret du 4 juin 1853].— Les agents ordinaires du service sanitaire sont chargés, sur les différents points du littoral où ils sont placés, de veiller à l'exécution des règlements sanitaires, d'en empêcher l'infraction, de constater les contraventions par procès-verbal, d'avertir et d'informer le chef de service dont ils relèvent, et, en cas d'urgence, le maire de la commune où ils exercent leurs fonctions, de tout ce qui peut intéresser la santé publique.

Ils peuvent être chargés, par délégation de leurs chefs de service, de procéder à la reconnaissance sanitaire des navires, d'accorder la libre pratique et de délivrer des patentes et des bulletins de santé.

Art. 31** [art. 32 et 126 du règlement]. — Conformément à l'ordonnance du 18 avril 1847, les médecins sanitaires français établis dans le Levant constatent, avant le départ des bâtiments, l'état sanitaire du pays; les patentes de santé sont délivrées sur leur rapport. Les médecins sanitaires embarqués à bord des bâtiments à vapeur surveillent, pendant le voyage, la santé des équipages et des passagers, tiennent note exacte, et jour par jour, des maladies observées, et en font l'objet d'un rapport embrassant toutes les circonstances du voyage, depuis le départ jusqu'à l'arrivée. Ce rapport est remis à l'autorité sanitaire au moment de l'arraisonnement.

Art. 32. Les agents ordinaires et les employés du service sanitaire seront pris, autant que possible, parmi les agents du service des douanes; ils recevront, en qualité d'agents sanitaires, une indemnité sur les fonds affectés aux dépenses sanitaires.

Art. 33. Ont droit de requérir la force publique pour le service qui leur est confié: les directeurs de santé, les agents principaux ordinaires du service sanitaire. Les mêmes ont le droit de requérir, mais seulement dans les cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes et des contributions indirectes, des officiers des ports de commerce, des commissaires de police, des gardes champêtres et forestiers, et, au besoin, de tous les citoyens.

Ne pourront lesdites réquisitions d'urgence enlever à leurs fonctions habituelles des individus attachés à un service public, à moins d'un danger assez imminent pour exiger le sacrifice de tout autre intérêt.

Art. 34. Les directeurs de la santé et autres agents principaux du service sanitaire seront nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce.

Si ces agents appartiennent au service des douanes, leur nomination aura lieu sur la désignation du ministre des finances.

Art. 35. Les agents ordinaires du service sanitaire sont nommés par les préfets, sur la présentation du directeur de la santé ou de l'agent principal, et du consentement du directeur des douanes, si l'agent désigné appartient à ce service.

Art. 36*¹. Les autres employés, à divers titres, du service sanitaire sont nommés par le préfet, sur la présentation de l'agent principal ou du directeur de la santé.

Art. 37. Les médecins attachés au service sanitaire des lazarets et du littoral sont nommés, pour quatre ans, par le ministre de l'agriculture et du commerce, sur une liste de trois candidats dressée par le préfet.

1. Voyez les instructions (page 56).

Ils peuvent être continués dans leurs fonctions.

Art. 38. Les agents des lazarets exclusivement réservés pour les bâtiments de guerre sont nommés par le ministre de l'agriculture et du commerce, sur la désignation du ministre de la marine.

TITRE III. — *Police judiciaire. — État civil. — Jugement de simple police*¹.

Art. 39. Les fonctions de police judiciaire attribuées par l'article 17 de la loi du 3 mars 1822 aux membres des autorités sanitaires seront exercées par les agents principaux et les agents ordinaires du service sanitaire dans leurs circonscriptions respectives.

Les uns et les autres ne pourront exercer lesdites fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal civil.

Art. 40. Les jugements à rendre par lesdites autorités en matière de simple police et en vertu de l'article 18 de la même loi, le seront par le directeur de la santé, assisté de deux délégués de la commission sanitaire, le ministère public étant rempli par un troisième délégué de la commission, et les fonctions de greffier par un agent ou un employé du service sanitaire.

Art. 41. Les citations aux contrevenants et aux témoins seront faites par un simple avertissement écrit par le directeur de la santé, conformément aux articles 169 et 170 du Code d'instruction criminelle.

Art. 42. Le contrevenant devra comparaître par lui-même ou par un fondé de pouvoirs. En cas de non-comparution, si elle n'est pas occasionnée par un empêchement résultant des règles sanitaires, il sera jugé par défaut. Si le contrevenant est empêché par cette cause, il sera sursis au jugement jusqu'à la fin de la quarantaine, à moins que ce ne soit un employé du lazaret ou de tout autre lieu réservé, obligé, par la nature de ses fonctions, à une séquestration habituelle, auquel cas, s'il n'a pas désigné de fondé de pouvoirs, il lui en sera donné un d'office.

Art. 43. Un garde de santé, commissionné à cet effet par le directeur de la santé, sera chargé de notifier les citations et les jugements.

Art. 44. Seront au surplus observés en tout ce qui ne sera pas contraire au titre III de la loi du 3 mars 1822 et aux présentes dispositions, les articles 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164 et 165 du Code d'instruction criminelle.

1. On consulera à ce sujet la circulaire ministérielle du 25 janvier 1859, que nous insérons à la suite du présent décret.

Art. 45. Les fonctions de l'état-civil, objet de l'article 19 de la loi du 3 mars 1822, seront remplies par le directeur de la santé, assisté d'un agent ou employé du service sanitaire faisant les fonctions de secrétaire.

TITRE IV. — *Dispositions générales*¹.

Art. 46. Il est enjoint à tous les agents de la France au dehors de se tenir informés et d'instruire le ministre de l'agriculture et du commerce, par la voie du département dont ils relèvent, des renseignements qui importeront à la police sanitaire et à la santé publique de la France; s'il y avait péril, ils devraient en même temps avertir l'autorité française la plus voisine où la plus à la portée des lieux qu'ils jugeraient menacés.

Il est pareillement enjoint aux autorités sanitaires de se donner réciproquement les avis nécessaires au service qui leur est confié, à toutes les autorités de l'intérieur de prévenir qui de droit des faits à leur connaissance qui intéresseraient la santé publique.

Les chambres de commerce, les capitaines et patrons de navires arrivant de l'étranger, et généralement toutes les personnes ayant des renseignements sur les quarantaines, sont invités à les communiquer au directeur de la santé.

Art. 47. Tous dépositaires de l'autorité et de la force publique, tous agents de l'autorité, soit au dehors, soit au dedans, qui seraient avertis d'infractions aux lois et règlements sanitaires, sont tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour les prévenir, pour en arrêter les effets et pour en procurer la répression.

Art. 48. En attendant que le service sanitaire soit organisé d'après le présent décret, les administrations sanitaires existantes continueront leurs fonctions conformément aux lois, ordonnances et règlements aujourd'hui en vigueur.

Art. 49. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de donner les ordres nécessaires à l'exécution des présentes dispositions.

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée, le 24 décembre 1850.

L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce, J. DUMAS.

1. Voyez chapitre VI des instructions, intitulé : *De la poursuite des contraventions, etc.* (page 95).

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 JANVIER 1859, ET INSTRUCTIONS CONCERNANT LA COMPÉTENCE POUR LA RÉPRESSION DES DÉLITS EN MATIÈRE DE POLICE SANITAIRE.

Monsieur, les dispositions du nouveau code de justice militaire pour l'armée de mer, promulgué le 4 juin 1858, n'ont point expressément enlevé aux conseils de guerre la connaissance des infractions aux lois sur la police sanitaire, commises par leurs justiciables, et le silence de la loi, à cet égard, a laissé du doute sur la question de savoir si elles devraient continuer à être déférées aux tribunaux ordinaires, par extension de l'article 372 dudit code. Cet article porte : « Ne sont pas soumises à la juridiction des tribunaux de la marine les infractions commises, par des marins ou militaires, aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie. »

Cependant, en présence de cette disposition, il semble que le législateur n'a pu vouloir abandonner à la juridiction des tribunaux de la marine le jugement des infractions aux lois de la police sanitaire. La haute importance de cette police spéciale, la nature toute particulière des peines édictées pour la maintenir, les motifs qui ont déterminé l'art. 372 précité, autorisent, au contraire, à penser que l'omission qui en est faite dans les énonciations de cet article a été involontaire, et que ses dispositions doivent être considérées comme ayant un sens plutôt *énonciatif* que *limitatif*.

Par ces diverses considérations, mon ministère et ceux de la justice et de la marine ont pensé qu'il y aurait utilité à faire résoudre définitivement la question par une décision de l'autorité judiciaire. En conséquence, des instructions spéciales de M. le garde des sceaux prescrivent à MM. les procureurs impériaux près les tribunaux de première instance du littoral de ne pas décliner leur compétence, lorsqu'une affaire de cette nature sera portée devant eux, mais d'en saisir, au contraire, ces tribunaux. De leur côté, les fonctionnaires et agents du service sanitaire devront transmettre à ces magistrats les procès-verbaux d'infraction qu'ils seront dans le cas de dresser contre des marins, des militaires ou d'autres individus embarqués. Je vous recommande donc, monsieur, de mettre à profit la première occasion qui se présentera pour faire juger la question. Le besoin de faire préciser la portée de la loi nouvelle, joint à l'intérêt d'une répression dont la santé publique est le but, réclame de votre part une surveillance attentive et l'exacte observation des présentes instructions. Dans tous les cas, je vous recommande de me rendre compte,

sans aucun délai, de la première infraction que vous serez dans le cas de constater, et dont vous aurez à provoquer la répression par la voie que je viens d'indiquer.

Quant aux contraventions de simple police commises dans les lieux réservés que désigne l'art. 18 de la loi du 3 mars 1822, MM. les ministres de la justice et de la marine sont d'accord avec moi pour penser que les autorités sanitaires doivent continuer à en connaître, comme par le passé, quelle que soit la qualité des contrevenants, et il ne me paraît pouvoir s'élever aucun doute sérieux à cet égard.

Signé : E. ROUHER.

II

CONSEILS D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ DES DÉPARTEMENTS.

Constitution, Organisation, Instructions.

PROJET D'ORGANISATION DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE EN FRANCE.

Rapporteur : M. Hipp. Royer-Collard.

Monsieur le Ministre, par votre lettre en date du 13 août 1848, adressée à Monsieur le président du Comité d'hygiène publique, vous avez invité ce comité à vous présenter, dans un bref délai, un travail complet dans lequel seraient traitées et résolues, autant que possible, les questions suivantes :

- 1° Comment doivent être organisés les conseils de salubrité ?
- 2° Y a-t-il lieu d'instituer des comités par arrondissements et par canton ?
- 3° Quelles doivent être les attributions des conseils et des comités ?

Le Comité d'hygiène publique s'est empressé, monsieur le ministre, d'obtempérer à vos désirs. Il a consacré plusieurs de ses séances à la discussion approfondie des questions que vous aviez posées ; et, après avoir d'abord arrêté, d'un commun accord, les principes fondamentaux sur lesquels devait reposer l'organisation générale du service de l'hygiène publique dans toute la France, il a resserré, en un certain nombre d'articles, sous la forme d'un projet

d'arrêté, les idées qu'il avait jugées, dans ses délibérations, les plus propres à atteindre le but que vous lui aviez signalé.

Nous avons l'honneur de vous soumettre, monsieur le ministre, le résultat de tous ces travaux. Le présent rapport, destiné à servir d'introduction au projet d'arrêté, a pour but de vous en exposer les motifs, d'en développer et d'en éclairer les principales dispositions.

L'hygiène publique, premier besoin des populations civilisées, n'a jamais été organisée en France d'une manière régulière et uniforme. Le Recueil des ordonnances des rois de France, publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le savant dictionnaire de police de Delamarre, deux des volumes in-folio de l'Encyclopédie, et, dans les derniers temps, le Bulletin des lois, la collection des ordonnances rendues par les préfets, témoignent hautement du soin éclairé qu'avaient toujours pris de la santé publique les divers gouvernements qui se sont succédé dans notre pays. Depuis la Révolution de 1789 et, surtout, devant les années qui ont précédé le rétablissement de la République française, ces grands intérêts, il faut le reconnaître, ont excité la vive sollicitude des hommes éminents qui ont été appelés tour à tour au maniement des affaires de l'État. Plusieurs conseils de salubrité, parmi lesquels nous citerons particulièrement ceux de Paris, de Lyon, de Rouen, du Bas-Rhin, de Saône-et-Loire, d'autres encore, ont été institués, soit par l'autorité administrative, soit par les citoyens eux-mêmes réunis en comités et animés d'une noble passion pour le bien de l'humanité. Au moment où nous parlons, vingt-quatre départements de la France possèdent des conseils de salubrité. Quelques-uns sont établis dans des villes industrielles, qui ne sont point des chefs-lieux de département, et plusieurs cantons mêmes comptent dans leur sein des commissions ou des médecins cantonaux, rétribués sur les caisses départementales ou municipales.

Ce sont là, sans doute, de bonnes et utiles institutions, et ces louables efforts attestent suffisamment le besoin maintenant senti par tous les esprits éclairés, d'améliorer, dans la France entière, les conditions hygiéniques des habitants des villes et des campagnes.

Toutefois, nous sommes forcés de convenir que les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont loin d'être complètement satisfaisants.

Les renseignements que nous avons demandés et qui nous ont été transmis par MM. les préfets des départements, nous apprennent qu'un assez grand nombre de départements et de villes même fort importantes, n'ont point de conseils de salubrité ; que là où ils

existent, ces conseils sont souvent mal dirigés ; qu'ils ne se réunissent point à des époques fixes ; que plusieurs des membres s'abs-tiennent de s'y rendre ; que leurs travaux languissent, ou bien ne sont suivis d'aucun effet ; que dans les conseils même les mieux organisés, le droit d'initiative leur étant refusé, ils se bornent à répondre aux questions qui leur sont soumises par l'autorité, et que, par conséquent, les affaires qui intéresseraient au plus haut degré la santé publique, n'étant point portées devant eux, demeurent négligées ou complètement abandonnées.

On comprend, sur le simple énoncé de ces faits, que la cause du mal est dans l'absence d'une règle constante et universelle, qui, s'appliquant à tous les conseils, les domine tous, astreigne chacun d'eux à un service bien ordonné, donne à leurs membres de l'autorité et de la considération, et assure aux travaux qui sortent de leur sein l'attention bienveillante de l'administration supérieure.

Ce n'est point, nous l'avons dit plus haut, la volonté du bien public qui a manqué jusqu'ici aux gouvernements ; mais leur nature et leur forme, les traditions sur lesquelles ils vivaient ont peut-être été un obstacle aux améliorations désirables. Le gouvernement, isolé, en quelque sorte, de la société, ne connaissait pas assez les besoins des populations, surtout dans les communes rurales, et n'entretenait pas assez activement avec elles un commerce de bienveillance et de confiance réciproques.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. La République, en France, c'est la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple ; en d'autres termes, le gouvernement, sorti du sein du peuple, s'associe intimement à la société, et la société, libre et souveraine, gouverne le gouvernement. De cette origine commune et de cette fusion de tous les pouvoirs, résultent pour le pays, le droit d'association, le droit d'élection et le droit d'initiative dans chaque association reconnue et autorisée par la loi.

Tels sont les principes qui doivent présider à l'organisation générale des institutions d'hygiène publique dans toute la France. Il fallait, d'abord, les bien établir, et il les a pris pour base de son travail.

Il a divisé ce travail en deux parties : *Des institutions d'hygiène publique et de leur organisation ; Attributions des conseils, commissions et correspondants d'hygiène publique.*

L'organisation des institutions d'hygiène publique devait nous occuper en premier lieu.

Nous avons commencé par supprimer la dénomination de conseils de salubrité, et nous l'avons remplacée par celle de conseils d'hygiène publique, qui exprime une idée plus large et embrasse des applications plus étendues.

Convenait-il de créer plusieurs classes de conseils, ou de se borner à une seule? la majorité du comité a pensé que les conseils d'hygiène publique ayant principalement pour fonctions d'éclairer l'autorité sur ce qu'il conviendrait de faire dans l'intérêt des populations, et, par conséquent de fournir des renseignements et de faire des propositions, il y aurait avantage à les multiplier autant que possible et à les disséminer dans les différentes localités. Autant il importe, en matière d'administration, de restreindre et de centraliser les moyens d'action, afin de donner au pouvoir exécutif plus d'unité et plus d'énergie, autant il est nécessaire que la lumière arrive à tous de toutes parts, et que chaque partie du territoire ait, en quelque sorte, des sentinelles permanentes, destinées à appeler, au besoin, l'autorité publique à son secours. Il ne faut point oublier, d'une autre part, que les conseils d'hygiène ne sauraient être établis dans les lieux où il n'existe pas un nombre suffisant d'hommes instruits et éclairés, capables de traiter convenablement les questions soumises à ces conseils. Ainsi, il est indispensable qu'il s'y trouve, en une certaine proportion, des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires, des ingénieurs, des architectes, des administrateurs. Il faut encore que ces hommes ne soient point empêchés, par leur position ou par l'exercice de leur profession, de vaquer aux devoirs qu'on leur imposerait dans l'intérêt de la santé publique. Là où ces conditions peuvent être remplies, on ne doit pas craindre de créer trop de conseils ou de choisir de trop petites localités; car l'assainissement des campagnes est peut-être plus important encore que celui des villes, puisque c'est la campagne qui nourrit la ville et qui prête à l'État ses plus nombreux et ses plus fermes défenseurs.

Le comité a pesé toutes ces raisons et il s'est demandé si les conseils d'hygiène publique destinés à être les plus actifs dans leur travail ne devraient pas être institués dans les chefs-lieux de canton, plutôt que dans les chefs-lieux d'arrondissement. Vous nous avez fait observer, monsieur le ministre, et cette considération a vivement frappé le comité, que, dès à présent, plusieurs chefs-lieux de canton sont plus importants que tels ou tels chefs-lieux d'arrondissement; que l'on compte généralement, terme moyen, cinq cantons pour un arrondissement, et que partout, la nouvelle organisation administrative qui va ressortir en France de l'établissement de la Constitution, aura très-certainement pour effet d'augmenter l'importance

des chefs-lieux de canton en diminuant relativement celle des chefs-lieux d'arrondissement.

En conséquence, le comité s'était arrêté d'abord à l'idée de placer les conseils d'hygiène, avec les attributions les plus étendues, dans les chefs-lieux de canton, sauf à organiser, en même temps, d'autres conseils dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département.

Cependant, des objections graves se sont élevées bientôt contre ce projet. Il a été constaté que, dans plusieurs cantons, les hommes capables manquaient pour la composition des conseils d'hygiène publique. Les uns ne comptent qu'un médecin; dans d'autres, il n'y a point de pharmaciens, point de vétérinaires; à plus forte raison point d'ingénieurs, ni d'architectes. Une autre difficulté, non moins sérieuse, a dû être prise aussi en considération. La Constitution n'est point encore en vigueur, et, en admettant même que son établissement ne se fasse pas beaucoup attendre, un certain temps est encore nécessaire pour que ce nouveau régime acclimaté dans notre pays et accommodé à nos mœurs, ait porté tous les fruits qu'il doit produire. Le jour n'est donc pas encore venu d'instituer les conseils d'hygiène publique dans les cantons aussi complètement et avec autant d'avantages que dans les arrondissements. On peut, sans doute, les décréter en principe, les fonder par avance pour un avenir qui ne saurait être éloigné; mais les besoins pressants du moment exigent qu'on ne se borne pas aujourd'hui à organiser le lendemain; les conseils cantonaux d'hygiène ne peuvent être, pour le moment, qu'une théorie, et l'on n'écrit pas des théories dans un arrêté du gouvernement qui doit être immédiatement appliqué.

Le comité n'a voulu sacrifier ni le présent, ni l'avenir; il vous propose, monsieur le ministre, d'instituer dès à présent, des commissions de canton, des conseils d'arrondissement et des conseils de département. Le titre de commission, donné à l'institution cantonale, n'est que provisoire; aussitôt que les circonstances le permettront, chaque commission de canton sera appelée à prendre le titre de conseil, et à devenir ce que vont être aujourd'hui les conseils d'arrondissement.

Il était difficile de régler d'une manière convenable le mode de composition des conseils d'arrondissement. Cette composition devait nécessairement différer suivant les lieux, et la différence devait s'exprimer particulièrement par le nombre divers des membres du conseil.

Mais, comment graduer ce nombre? Le rang et le titre des villes ne pouvaient seuls servir de règle. Toulon est plus important que Draguignan, chef-lieu du département du Var; Saint-Étienne

est plus important, nous parlons toujours ici au point de vue de l'hygiène publique, que Montbrison, chef-lieu du département de la Loire ; Brest plus important que Quimper ; Reims plus important que Châlons, etc. Le chiffre de la population ne donnait pas non plus une mesure plus équitable. Enfin, il était indispensable d'avoir égard à la proportion relative des personnes plus ou moins capables de faire partie d'un semblable conseil. Combien se trouvait-il dans tel ou tel arrondissement, de docteurs en médecine ou en chirurgie, d'officiers de santé, de pharmaciens ou de vétérinaires à différents titres ? On ne saurait rien déterminer à cet égard avec quelque sûreté qu'en se guidant sur des tableaux dressés à cet effet pour chaque localité. Le comité, après un mûr examen, a jugé convenable que le nombre des membres des conseils d'arrondissement, et, plus tard, des conseils de canton, fût compris entre deux limites extrêmes, qu'il fût fixé à neuf membres au moins et vingt-cinq au plus, sur lesquels de quatre à douze médecins, de deux à six pharmaciens, et de un à deux médecins vétérinaires, pourvus de diplômes délivrés dans les écoles vétérinaires de la République. Sous le nom de médecins, nous entendons désigner les docteurs en médecine ou en chirurgie et les officiers de santé. Le nombre et les qualités des personnes exerçant légalement les professions ci-dessus désignées nominativement, pour chaque arrondissement, seront inscrits dans un tableau dressé par M. le ministre de l'agriculture et du commerce.

Pour ce qui est du mode de nomination des membres des conseils, il nous a paru juste de décider d'abord que le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement et le maire de la ville où siégera le conseil en feront partie de droit ; en second lieu, que les médecins, pharmaciens et vétérinaires seront élus par leurs confrères de l'arrondissement réunis en un seul corps d'électeurs. Quant aux autres membres du conseil, le comité avait incliné à les faire désigner par le préfet. Mais, sur votre avis, monsieur le ministre, il a renoncé à cette première opinion.

Vous lui avez fait observer, et ces motifs ont porté la conviction dans tous nos esprits, qu'il ne serait peut-être pas sans inconvénient d'avoir, dans un même conseil, deux catégories de membres, les uns choisis par voie d'élection, les autres nommés directement par le préfet ; qu'il serait préférable de donner plus d'extension aux principes de liberté qui régissent aujourd'hui la société française en supprimant cette intervention directe de l'autorité supérieure dans la nomination des membres du conseil, et en faisant élire la seconde moitié de ce conseil par un corps qui fût lui-même le produit de l'élection. Vous avez désigné, comme pouvant remplir cette

fonction électorale, les conseils de canton institués par la nouvelle constitution de la République.

Le comité, vivement touché de cette sollicitude sincère pour la liberté, qui, d'ordinaire, ne vient guère à l'esprit des ministres, s'est empressé de modifier, conformément à ces vues, la rédaction primitive de l'ancien art. 3 de son projet d'arrêté. Il a l'honneur de vous proposer, monsieur le ministre, de la rédiger ainsi qu'il suit :

Art. 3. « Les médecins, pharmaciens et vétérinaires des cantons réunis au chef-lieu de l'arrondissement, éliront au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages les médecins, pharmaciens et médecins vétérinaires du conseil d'hygiène publique. Les autres membres seront élus par le conseil du canton. »

Une dernière disposition complète cet article 3 :

« Les membres du conseil d'hygiène seront nommés pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans. »

Telles sont les règles qui présideront à la composition des conseils d'hygiène publique d'arrondissement ; toutefois la nouvelle constitution n'existant encore qu'en projet et par conséquent les conseils de canton ne pouvant être encore institués ; les malheurs des temps, d'une autre part, exigeant que les conseils d'hygiène entrent en fonctions dans le plus bref délai, le comité a cru qu'il était indispensable de pourvoir, par une disposition provisoire, aux besoins qui se font si vivement sentir. En conséquence, après avoir établi en principe, par l'art. 3, et comme une règle fixe pour l'avenir, que ceux des membres des conseils d'arrondissement qui ne seraient point élus par les médecins, pharmaciens et vétérinaires, le seraient par les membres des conseils de cantons réunis, il a résolu, monsieur le ministre, de vous proposer d'ajouter, à la fin du titre I^{er} du présent arrêté, un article supplémentaire ainsi conçu :

« Les membres des conseils d'arrondissement qui, aux termes de l'article 3 du présent arrêté, doivent être élus par les conseils de cantons réunis, seront nommés provisoirement par les préfets des départements. Ils resteront en fonctions jusqu'à l'époque où les conseils de cantons institués par la Constitution entreranno en activité, et procéderont aux élections dont ils sont chargés par l'article 3 du présent arrêté. »

Il est bien entendu que, dans les instructions qui seront adressées aux préfets avec l'arrêté du gouvernement, il leur sera expressément recommandé de porter leurs choix, de préférence, sur les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les architectes-voyers et autres particulièrement employés aux travaux publics, les administrateurs des hospices et établissements de bienfaisance, sur tous les

hommes, en un mot, qui se seront spécialement occupés d'affaires et de travaux relatifs à l'hygiène publique.

Le comité croit devoir vous proposer en outre, monsieur le ministre, de compléter cette organisation de l'hygiène publique en France, par l'institution des conseils de département.

Ces conseils étant surtout fondés dans le but d'examiner et de discuter les questions qui intéressent le département tout entier, d'apprécier la valeur des propositions et demandes qui auront été faites par les conseils d'arrondissement et les commissions cantonales, de comparer l'importance des unes à celle des autres, de faire à chacune la juste part, et d'indiquer, enfin, après une sérieuse délibération, celles de ces propositions et demandes qui méritent le plus d'obtenir l'attention du gouvernement, il est bien clair que la majorité des membres de ces conseils de département doit être formée par des représentants des différents conseils d'arrondissement. Il faut que dans cette espèce de congrès, chaque arrondissement et, par conséquent, chaque canton, chaque commune, urbaine ou rurale, soient suffisamment représentés. Les intérêts de telle localité et ceux de telle autre sont souvent opposés dans un même déplacement ; il suffit que celle-ci soit préférée pour que les autres soient négligées ou sacrifiées, et pour que les fonds communaux soient employés sans aucun bénéfice pour les communes les moins protégées. Voilà pourquoi il importe de ne donner à aucun arrondissement une prépondérance marquée sur les autres dans les conseils de département. Aussi le comité, après avoir essayé successivement plusieurs modes d'organisation de ces conseils de département, s'est-il arrêté en dernier lieu au projet le plus simple, consistant à n'admettre dans ces conseils que des représentants des conseils d'arrondissement et des commissions de canton, auxquels seront, toutefois, adjoints de droit l'ingénieur en chef du département, l'ingénieur des mines, l'architecte du département, les chefs de division ou de bureau qui auront dans leurs attributions la salubrité publique, les hospices et la voirie.

Il nous reste maintenant à vous exposer, monsieur le ministre, l'ensemble des mesures que le comité vous propose d'adopter, dans le but d'organiser le service général de l'hygiène publique dans les cantons, jusqu'au moment où les conseils d'hygiène des cantons seront assimilés à ceux des arrondissements.

Des commissions d'hygiène publique, ainsi que nous l'avons déjà indiqué plus haut, seront instituées dans tous les chefs-lieux de cantons où il sera possible de les établir. Ces commissions seront nommées de la même manière que les conseils d'arrondissement avec lesquels elles correspondent. Dans les cantons où les commis-

sions ne pourraient être instituées, le conseil d'arrondissement aura un ou plusieurs correspondants, qu'il désignera lui-même. Les conseils de département seront présidés par les préfets, les conseils d'arrondissement par les préfets ou sous-préfets, les commissions cantonales par les maires de chef-lieu de canton, toutes les fois que ces fonctionnaires représentant vis-à-vis des conseils et des commissions l'autorité supérieure avec laquelle les institutions d'hygiène publique sont en rapport, il est évident qu'ils ne pourraient correspondre avec eux-mêmes au nom de ces institutions et remplir ainsi un double rôle qui exige nécessairement deux interlocuteurs.

La présidence des préfets, des sous-préfets et des maires ne peut donc être, comme dans les conseils généraux et dans les conseils municipaux, que simplement honorifique ; l'article 6 du projet d'arrêté dispose donc que chaque conseil ou commission élira un président et un secrétaire, le premier pour un an, le second pour deux années. Dans les conseils de département, le président et le secrétaire ne seront élus que pour un an.

Les conseils d'hygiène publique d'arrondissement et les commissions de canton se réuniront au moins une fois par mois et les conseils de département au moins une fois par an. Le préfet fixera la durée des sessions du conseil de département.

Le travail le plus actif devant se faire à l'avenir dans les conseils d'hygiène de canton, lorsqu'il sera devenu possible de les instituer d'une manière définitive, le comité a voulu que jusqu'à cette époque, les conseils d'hygiène d'arrondissement représentassent, en quelque sorte, tous les cantons de l'arrondissement réunis en un seul corps, et s'occupassent de leurs intérêts divers avec le même soin que l'eussent pu faire les conseils de canton eux-mêmes ; afin de faire ressortir cette pensée dans le présent projet d'arrêté, il y a inséré un article spécial portant que tout membre des commissions cantonales et tout correspondant régulièrement institué dans les cantons, a droit d'assister aux séances du conseil d'hygiène de son arrondissement et y a voix consultative.

Les droits impliquent des devoirs. Tout membre d'un conseil ou d'une commission qui, sans motifs approuvés par le corps dont il fait partie, aura manqué pendant trois mois consécutifs d'assister aux séances sera considéré comme démissionnaire.

Il nous a fallu prévoir le cas où les élections prescrites par les articles 3, 4 et 5 ne seraient pas faites à l'époque fixée par l'autorité ; dans ce cas, le service public et l'intérêt des populations ne devant point souffrir de la négligence de ceux auxquels ils sont confiés, il est décidé, par l'article 11, que le préfet y pourvoira d'office, dans

le délai d'un mois. De même, jusqu'à l'époque où les conseils de canton seront organisés en vertu de la nouvelle constitution, ceux des membres des conseils d'hygiène d'arrondissement ou des commissions cantonales qui doivent, aux termes des articles 3 et 4, être élus par les conseils de canton, seront provisoirement nommés par le préfet.

Nous avons dit plus haut que les conseils d'hygiène de département devront être formés par quelques fonctionnaires que nous avons désignés, et surtout par des délégués des conseils d'arrondissement et des commissions cantonales, membres eux-mêmes de ces conseils et de ces commissions, et désignés par leurs collègues. Mais dans quelle proportion ces délégués seront-ils envoyés aux conseils de département, dans tel ou tel département, par tels ou tels conseils ou commissions ? Cette proportion sera réglée par un tableau que donnera, à cet effet, M. le ministre de l'agriculture et du commerce.

Le titre 2 du projet d'arrêté est le suivant : « Des attributions des conseils, commissions et correspondants d'hygiène publique ; » ce qui revient à dire : quelles sont leurs fonctions ? De quelles affaires doivent-ils s'occuper ? Quelles sont l'étendue et la limite de leurs pouvoirs, dans leurs rapports avec les populations, avec l'autorité supérieure et les autres institutions légalement établies ?

Quand on veut déterminer les attributions d'un corps quelconque, il faut, autant que possible, les rassembler et les exprimer en peu de mots. Les termes les plus généraux et les plus compréhensifs sont alors ceux qui disent davantage ; et plus on cherche à détailler, en un grand nombre de propositions successives, ce qui aurait pu être contenu dans une seule, plus on risque de faire remarquer l'absence des indications qu'on a omises et de faire soupçonner que cette omission a été volontaire et préméditée. On eût donc pu s'en tenir, à la rigueur, à la rédaction de l'article 13, qui est le premier du titre II, et qui résume complètement tous ceux qui se suivent. Cet article est ainsi conçu : « Les conseils d'hygiène publique d'arrondissement et de département, les commissions et les correspondants de canton s'occuperont, dans leurs circonscriptions, de tout ce qui se rapporte à l'hygiène publique. » Tout est dans cette seule phrase. Toutefois le comité n'ignore pas que, si l'esprit des lois suffit aux philosophes, la lettre seule, courte, mais précise, ne peut être saisie par le vulgaire et comprise par les hommes même qu'on regarde comme éclairés. Réduire les hommes à se guider par des idées générales et par le raisonnement, c'est vouloir les exposer à des difficultés sans nombre et à des erreurs continuel-

les dans la conduite des affaires. Le comité a donc cru nécessaire d'entrer dans quelques développements, d'appeler les choses, au moins les choses principales, par leurs noms propres, et, à l'aide d'une rédaction sévère, d'éviter les conflits d'autorité qui auraient pu survenir entre les conseils d'hygiène et les autres corps ou pouvoirs de l'État. Le droit d'initiative est incontestable, nous l'avons écrit partout aussi clairement qu'il nous a été possible, il en est de même du droit d'avertir l'autorité, et de la tenir en éveil sur tous les faits qui peuvent intéresser la santé publique ; il en est de même, enfin, de la nécessité de consulter les conseils d'hygiène, dans toutes les questions qui seraient de leur compétence, leurs lumières ne devant jamais faire défaut là où elles sont de quelque utilité. Quant à la désignation de ces questions elles-mêmes, elle se trouve nettement énoncée dans l'article 14 et dans les douze paragraphes qui le composent.

Aux termes de l'article 15, les conseils d'hygiène donnent leur avis sur toutes les infractions aux lois et règlements concernant l'exercice de la médecine et de la pharmacie et signalent à l'autorité les dangers de ces infractions. Par là, ils exercent dans une limite convenable un certain droit de police médicale, et leur vigilante surveillance oppose ainsi une barrière efficace aux désordres du charlatanisme, cette plaie sociale qu'on n'a jamais pu jusqu'ici combattre avec succès.

Enfin, les derniers articles du projet d'arrêté chargent de certains travaux les membres des conseils et commissions d'hygiène publique. Ils doivent, dans les cas graves ou urgents, accepter les missions qui leur seront confiées, soit dans l'intérêt des populations, soit dans l'intérêt de la science hygiénique. Ils rassembleront et mettront en ordre tous les *documents relatifs à la mortalité*, à la *topographie* et à la *statistique* médicales. Ces documents seront réunis au conseil de département, qui en fera l'objet d'un rapport général sur l'état hygiénique du département. Ce rapport, accompagné de pièces à l'appui, sera adressé par le conseil de département à M. le ministre de l'agriculture et du commerce. Le ministre, à son tour, communiquera toutes les pièces et tous ces rapports au Comité central d'hygiène publique institué près son ministère, et là, un dernier rapport, contenant le résumé et la discussion de tous les autres, sera rédigé, soumis à M. le ministre et publié, s'il y a lieu.

Ici se termine, monsieur le ministre, l'exposé des motifs du projet d'arrêté que le Comité central d'hygiène publique a l'honneur de présenter à votre approbation. En acceptant cette tâche que vous nous avez confiée, nous avons cherché à nous pénétrer des grandes

et utiles pensées qui vous animaient, monsieur le ministre, lorsque vous avez bien voulu nous associer à vos travaux. Il n'est pas aujourd'hui un bon citoyen, un homme sincèrement ami de son pays et du bien public qui ne sente, quelle que soit d'ailleurs la différence des opinions, que le premier devoir de tous est de venir promptement en aide aux classes malheureuses, aux ouvriers, aux paysans, aux pauvres habitants des villes et des campagnes. Il faut, avant tout, leur assurer la santé, sans laquelle les autres biens n'ont aucun prix. Grâce aux mesures que vous avez prises, le pays tout entier va savoir qu'il est appelé à s'occuper lui-même de son bien-être, et les améliorations hygiéniques se feront d'autant moins attendre, que la nation sollicitée par le Gouvernement, s'empressera de lui prêter, pour cette œuvre importante, le concours puissant de ses efforts. Bientôt, les campagnes seront assainies et les fièvres qui désolent une si grande partie de la France reculeront devant la main industrieuse de l'homme; les aliments et les boissons ne seront plus altérés par des fraudes criminelles; les malades recevront les soins et les secours qui leur sont dus, quelle que soit la modicité de leurs ressources. Les habitations privées mieux exposées et mieux construites, les hospices et les établissements publics devenus plus salubres, la santé des petits enfants protégée par une surveillance sévère, diminueront de toutes parts l'effrayante mortalité qui moissonne les derniers rangs de la société. Au moment où un fléau terrible menace d'envahir notre pays, les secours de la charité et ceux de la science s'organisent activement sur tous les points pour en affaiblir les dangers et en borner les ravages. Les eaux minérales vont être mises à la disposition des indigents et des malades peu aisés. Enfin, un nouveau régime sanitaire, conseillé par les progrès récents de la médecine, et par les besoins d'une sage économie, remplacera le système ruineux et absurde qui avait si gravement compromis le commerce maritime de la France dans la Méditerranée. Le pays vous devra ces bienfaits, monsieur le ministre, et il se souviendra avec reconnaissance des services que vous aurez rendus à l'humanité.

RAPPORT A M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF, SUR L'ORGANISATION DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

Monsieur le président, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation un projet d'arrêté pour l'organisation des Conseils d'hygiène

et de salubrité dans tous les arrondissements du territoire de la République.

Ce projet, qui a été délibéré en conseil d'État, diffère notablement de celui que j'ai porté au conseil des ministres vers la fin du mois dernier, et qui m'avait été présenté par le comité consultatif d'hygiène publique établi auprès de mon ministère.

Suivant les propositions du Comité d'hygiène, les conseils à instituer dans chaque arrondissement auraient été composés de neuf membres au moins, et de vingt-cinq au plus, et parmi eux il y aurait eu nécessairement de quatre à douze médecins, de deux à six pharmaciens, et de un à deux vétérinaires, lesquels auraient été élus par les médecins, pharmaciens et vétérinaires de l'arrondissement, réunis au chef-lieu. Quant aux autres membres, ils auraient été nommés provisoirement par le préfet, en attendant l'organisation des conseils de canton créés par la constitution, et auquel ce choix aurait été attribué.

On aurait établi sur des bases analogues des commissions d'hygiène publique dans les chefs-lieu de canton où il eût été possible d'en réunir les éléments, et le conseil d'arrondissement aurait choisi un ou plusieurs correspondants dans les cantons où il n'aurait pas été créé de commission.

Enfin il y aurait eu dans chaque département un conseil supérieur, composé de délégués des conseils d'arrondissement et des commissions cantonales.

Les membres de ce conseil auraient été nommés pour deux ans, et renouvelés tous les ans par moitié ; ceux des conseils d'arrondissement et des commissions de canton auraient été élus pour quatre ans, et renouvelés par moitié-tous les deux ans.

Appelés à s'occuper, dans les limites de leur circonscription, de toutes les questions d'hygiène publique, les conseils d'arrondissement, qui se seraient réunis de droit au moins une fois par mois, auraient été nécessairement entendus sur l'assainissement des localités et des habitations ; les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ; les épizooties et les maladies des animaux ; la propagation de la vaccine ; l'organisation et la distribution de secours médicaux pour les malades indigents ; les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations agricoles et industrielles ; la salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés et autres établissements publics ; les questions d'hygiène relatives aux enfants trouvés et aux nourrices ; la qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés au commerce ; l'amélioration des établissements d'eaux minérales et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux malades

pauvres ou peu aisés ; les demandes en autorisation pour les établissements dangereux insalubres et incommodes, et enfin, sur tous les grands travaux d'utilité publique, constructions d'édifices, écoles, prisons, casernes, ports, canaux, etc.

Spécialement chargés des questions communes à plusieurs arrondissements ou relatives au département tout entier, les conseils de département auraient eu, en outre, pour mission de coordonner, chaque année, les travaux des conseils d'arrondissement et des commissions cantonales, et de les compléter au besoin ; et tous ces travaux, centralisés au ministère du commerce, auraient été tous les ans l'objet d'un rapport général du Comité consultatif d'hygiène publique.

Au conseil d'État, cette organisation a été profondément modifiée. Le principe de l'élection, bien qu'appliqué avec beaucoup de réserve, n'a pas prévalu. La nomination des membres des conseils d'arrondissement a été attribuée aux préfets, qui nommeraient également les membres des commissions cantonales. Un tableau, dressé par le ministre du commerce, réglerait le mode de composition de chaque conseil et le nombre de leurs membres, qui serait de sept au moins et de quinze au plus.

Quant aux conseils de département, ils ne seraient plus formés par la réunion des délégués des conseils d'arrondissement et des commissions de canton ; mais il y aurait, dans chaque chef-lieu de préfecture, un conseil dont la composition serait également réglée par arrêté ministériel, et qui ferait tout à la fois les fonctions de conseil de département et de conseil d'arrondissement. Enfin, on serait tenu de convoquer les Conseils et Commissions d'hygiène et de salubrité une fois au moins tous les trois mois ; mais, dans aucun cas, il n'y aurait obligation de prendre leur avis. C'est à l'administration qu'est laissé le soin d'apprécier les circonstances où elle devra recourir à leurs lumières.

Je regrette vivement que, malgré l'insistance de mon ministère, le conseil d'État n'ait pas cru pouvoir admettre le système d'organisation adopté par le Comité d'hygiène. Je crains qu'en supprimant le principe de l'élection, on n'ait enlevé à l'institution des Conseils de salubrité et d'hygiène publique un de ses principaux éléments de force et de vitalité, et je crois aussi que, pour qu'ils pussent produire tous les bons résultats qu'on était en droit d'en attendre, il aurait fallu leur laisser la faculté de se réunir de leur propre mouvement, et de prendre l'initiative auprès de l'administration dans toutes les questions qui intéressent la santé publique.

Dans un autre ordre de faits, l'exemple des chambres de commerce, qui depuis seize ans sont le produit d'un système électif

beaucoup plus large que celui qu'on proposait d'appliquer aux Conseils d'hygiène, qui ont le droit de s'assembler et de prendre spontanément des délibérations sur les questions de leur compétence, et qu'on est tenu de consulter sur certaines affaires, prouve par l'expérience tous les avantages qu'on peut retirer d'une institution de ce genre, et je suis convaincu qu'une organisation analogue, appliquée aux conseils qu'il s'agit de créer aujourd'hui, aurait puissamment contribué à donner une grande impulsion à tous les travaux, à toutes les mesures d'assainissement et de salubrité, et à la propagation des principes de l'hygiène, dont la connaissance est encore si peu répandue.

Cependant, en présence du choléra, qui, depuis un mois, s'est montré dans deux départements de la République, en présence des justes craintes que son apparition doit inspirer à la prévoyance de l'administration supérieure, j'ai pensé que les Conseils de salubrité et d'hygiène publique, tels que les a constitués le conseil d'État, rendraient encore de nombreux et importants services. C'est pourquoi, monsieur le président, je n'hésite pas à vous proposer de revêtir ce projet de votre approbation. Une autre considération m'y détermine : il existe déjà, dans plusieurs villes, des conseils de salubrité; mais ces conseils, qui ont été créés par des arrêtés de préfecture ou même par de simples arrêtés municipaux, manquent, en quelque sorte, de consistance légale. En généralisant l'institution par un règlement d'administration publique, on lui donnera un caractère de force et de stabilité qui lui a fait défaut jusqu'à ce jour, et je ne doute pas qu'une fois organisée sur des bases uniformes dans chacun des arrondissements de la République, cette institution ne reçoive, dans un avenir très-prochain, tous les développements qu'elle comporte. *Le ministre de l'agriculture et du commerce, TOURET.*

DÉCRET DU 18 DÉCEMBRE 1848, PORTANT CRÉATION DES CONSEILS
D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Le président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce; le conseil d'État entendu, arrête :

TITRE I^{er}. — *Des institutions d'hygiène publique et de leur organisation.*

Article 1^{er}. Dans chaque arrondissement il y aura un conseil d'hygiène publique et de salubrité.

Le nombre des membres de ce conseil sera de sept au moins et de quinze au plus.

Un tableau, dressé par le ministre de l'agriculture et du commerce, réglera le nombre des membres et le mode de composition de chaque conseil.

Art. 2. Les membres du conseil d'hygiène d'arrondissement seront nommés pour quatre ans par le préfet et renouvelés par moitié tous les deux ans.

Art. 3. Des commissions d'hygiène publique pourront être instituées dans les chefs-lieux de canton par un arrêté spécial du préfet, après avoir consulté le conseil d'arrondissement.

Art. 4. Il y aura au chef-lieu de la préfecture un conseil d'hygiène publique et de salubrité du département.

Les membres de ce conseil seront nommés pour quatre ans par le préfet et renouvelés par moitié tous les deux ans.

Un tableau, dressé par le ministre de l'agriculture et du commerce, réglera le nombre des membres et le mode de composition de chaque conseil.

Ce nombre sera de sept au moins et de quinze au plus.

Il réunira les attributions des conseils d'hygiène d'arrondissement aux attributions particulières qui sont énumérées à l'art. 12.

Art. 5. Les conseils d'hygiène seront présidés par le préfet ou le sous-préfet, et les commissions de canton par le maire du chef-lieu.

Chaque conseil élira un vice-président et un secrétaire, qui seront renouvelés tous les deux ans.

Art. 6. Les conseils d'hygiène et les commissions se réuniront au moins une fois tous les trois mois, et chaque fois qu'ils seront convoqués par l'autorité.

Art. 7. Les membres des commissions d'hygiène de canton pourront être appelés aux séances du conseil d'hygiène d'arrondissement ; ils ont voix consultative.

Art. 8. Tout membre des conseils ou des commissions de canton qui, sans motifs d'excuses approuvés par le préfet, aura manqué de se rendre à trois convocations consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

TITRE II. — *Attributions des conseils et des commissions d'hygiène publique.*

Art. 9. Les conseils d'hygiène d'arrondissement sont chargés de l'examen des questions relatives à l'hygiène publique de l'arrondissement qui leur seront renvoyées par le préfet et le sous-préfet. Ils peuvent être spécialement consultés sur les objets suivants :

1° L'assainissement des localités et des habitations ;

2° Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ;

3° Les épizooties et les maladies des animaux ;

4° La propagation de la vaccine ;

5° L'organisation et la distribution des secours médicaux aux malades indigents ;

6° Les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles ;

7° La salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, casernes, arsenaux, prisons, dépôts de mendicité, asiles, etc.

8° Les questions relatives aux enfants trouvés ;

9° La qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés au commerce ;

10° L'amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'État, aux départements, aux communes et aux particuliers, et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux malades pauvres ;

11° Les demandes en autorisation, translation ou révocation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

12° Les grands travaux d'utilité publique, constructions d'édifices, écoles, prisons, casernes, ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, établissements des marchés, routoirs, égouts, cimetières, la voirie, etc., sous le rapport de l'hygiène publique.

Art. 10. Les conseils d'hygiène publique d'arrondissement réuniront et coordonneront les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique de l'arrondissement en ce qui touche la salubrité publique.

Ils adresseront régulièrement ces pièces au préfet, qui en transmettra une copie au ministre du commerce.

Art. 11. Les travaux des conseils d'arrondissement seront envoyés au préfet.

Art. 12. Le conseil d'hygiène publique et de salubrité du département aura pour mission de donner son avis :

1° Sur toutes les questions d'hygiène publique qui lui seront renvoyées par le préfet ;

2° Sur les questions communes à plusieurs arrondissements ou relatives au département tout entier.

Il sera chargé de centraliser et coordonner, sur le renvoi du préfet, les travaux des conseils d'arrondissement.

Il fera chaque année au préfet un rapport général sur les travaux des conseils d'arrondissement.

Ce rapport sera immédiatement transmis par le préfet, avec les pièces à l'appui, au ministre du commerce.

Art. 13. La ville de Paris sera l'objet de dispositions spéciales.

Art. 14. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté.

E. CAVAIGNAC.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, TOURRET.

ARRÊTÉ DU 15 FÉVRIER 1849, QUI DÉTERMINE LA COMPOSITION DES
CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Le ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu les articles 1^{er} et 4 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 18 décembre 1848 sur l'organisation des conseils d'hygiène publique et de salubrité, arrête :

Article 1^{er}. Le nombre des membres des conseils d'hygiène et de salubrité, tant de département que d'arrondissement, sera fixé conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le nombre des médecins, pharmaciens ou chimistes, et vétérinaires, est fixé, pour chaque conseil, dans la proportion suivante :

NOMBRE des MEMBRES.	MÉDECINS. Docteurs en médecine, chirurgiens et officiers de santé.	PHARMACIENS ou CHIMISTES.	VÉTÉRINAIRES.
10	4	2	1
12	5	3	1
15	6	4	2

Les autres membres seront pris, soit parmi les notables agriculteurs, commerçants ou industriels, soit parmi les hommes qui, à raison de leurs fonctions ou de leurs travaux habituels, sont appelés à s'occuper des questions d'hygiène.

Art. 3. L'ingénieur des mines, l'ingénieur des ponts et chaussées, l'officier du génie chargé du casernement, ou, à son défaut, l'intendant ou le sous-intendant militaire, l'architecte du département, les chefs de division ou de bureau de la préfecture dans les attributions desquels se trouveront la salubrité, la voirie et les hôpitaux, pourront, dans le cas où ils ne feraient pas partie du conseil d'hygiène publique et de salubrité de leur résidence, être appelés à assister aux délibérations de ce conseil avec voix consultative.

Art. 4. Dans les cantons où il n'aura pas été établi de commis-

sions d'hygiène publique, des correspondants pourront être nommés par le préfet, sur la proposition du conseil d'arrondissement.

Art. 5. Les préfets des départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. *S'gné* L. BUFFET.

Tableau portant fixation du nombre des conseils d'hygiène publique de France.

DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des membres.	DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des membres.
AIN . . .	{ Belley 10	AUDE . . .	{ Carcassonne . . . 12
	{ Bourg 12		{ Castelnau-dary . . 10
	{ Gex 10		{ Limoux 10
	{ Nantua 10		{ Narbonne 10
	{ Trévoux 10		
AISNE . . .	{ Château-Thierry . 10	AVEYRON . .	{ Saint-Affrique . . 10
	{ Laon 12		{ Espalion 10
	{ Saint-Quentin . . 12		{ Milhau 10
	{ Soissons 10		{ Rodez 12
	{ Vervins 12		{ Villefranche . . . 10
ALLIER . . .	{ Gannat 10	BOUCHES-DU- RHÔNE . .	{ Aix 12
	{ La Palisse 10		{ Arles 10
	{ Montluçon 10		{ Marseille 15
	{ Moulins 12		
ALPES (BAS- SES-) . . .	{ Barcelonnette . . 10	CALVADOS . .	{ Bayeux 10
	{ Castellane 10		{ Caen 12
	{ Digne 12		{ Falaise 10
	{ Forcalquier . . . 10		{ Lisieux 10
	{ Sisteron 10		{ Pont-l'Évêque . . 10
ALPES (HAU- TES-) . . .	{ Briançon 10		{ Vire 10
	{ Embrun 10	CANTAL . . .	{ Aurillac 12
	{ Gap 12		{ Saint-Flour 10
			{ Mauriac 10
			{ Murat 10
ARDÈCHE . .	{ L'Argentière . . . 12		
	{ Privas 12	CHARENTE . .	{ Angoulême 12
	{ Tournon 12		{ Barbezieux 10
			{ Cognac 10
			{ Confolens 10
ARDENNES . .	{ Mézières 12		{ Ruffec 10
	{ Rethel 10	CHARENTE-IN- FÉRIEURE .	{ St-Jean-d'Angely . 10
	{ Rocroy 10		{ Jonzac 10
	{ Sedan 10		{ Marennnes 10
	{ Vouziers 10		{ Rochefort 12
ARIÈGE . . .	{ Foix 12		{ La Rochelle 12
	{ Saint-Girons . . . 10		{ Saintes 12
	{ Pamiers 10		
	{ Arcis-sur-Aube . . 10	CHER	{ St-Amand-Mont-
	{ Bar-sur-Aube . . . 10		{ Rond 12
AUDE	{ Bar-sur-Seine . . 10		{ Bourges 12
	{ Nogent sur-Seine . 10		{ Sancerre 10
	{ Troyes 12		

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des membres.	DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des membres.
CORRÈZE . . .	Brives.	12	GARD.	Alais	10
	Tulle	12		Nîmes.	12
	Ussel	10		Uzès	10
CORSE	Ajaccio	12	GARONNE (HAUTE). . . .	Le Vigan	10
	Bastia.	10		Saint-Gaudens	12
	Calvi	10		Muret.	10
	Corte	10		Toulouse.	15
	Sartène.	10		Villefranche	10
CÔTE-D'OR . .	Beaune.	12	GERS.	Auch	12
	Châtillon	10		Condom	10
	Dijon	12		Lectoure	10
	Semur.	10		Lombez.	10
CÔTES - DU NORD.	Saint-Brieuc	12	GIRONDE . . .	Mirande.	10
	Dinan.	12		Bazas.	10
	Guingamp.	12		Blaye.	10
	Lannion.	12		Bordeaux	15
CREUSE. . . .	Loudéac.	10	HERAULT . . .	Lesparre.	10
	Aubusson	12		Libourne	12
	Bourganeuf	10		La Réole.	10
	Boussac.	10		Béziers	12
DORDOGNE . .	Guéret	12	ILLE-ET-VI- LAINE.	Lodève	10
	Bergerac	12		Montpellier	15
	Nontron.	10		Saint-Pons.	10
	Périgueux.	12	INDRE	Fougères	10
	Ribérac	10		Saint-Malo	12
DOUBS	Sarlat.	12		Montfort.	10
	Baume-les-Dames. . .	10		Redon.	10
	Besançon	12		Rennes	12
	Montbéliard	10	INDRE - ET - LOIRE	Vitré	10
DRÔME	Pontarlier.	10		Le Blanc.	10
	Die.	10		Châteauroux.	12
	Montélimart	10		La Châtre	10
	Nyons.	10		Issoudun.	10
EURE.	Valence	12	ISÈRE	Chinon	10
	Les Andelys	10		Loches.	10
	Bernay	10		Tours.	12
	Évreux	12	JURA.	Grenoble.	12
	Louviers.	10		Saint-Marcelin	10
EURE-ET-LOIR	Pont-Audemer	10		La Tour-du-Pin	10
	Chartres.	12	LANDES.	Vienne.	12
	Châteaudun	10		Saint-Claude.	10
	Dreux.	10		Dôle	10
FINISTÈRE. . .	Nogent-le-Rotrou. . .	10	JURA.	Lons-le-Saunier. . . .	12
	Brest	12		Poligny.	10
	Châteaulin.	10		Dax.	12
	Morlaix.	12	LANDES.	Mont-de-Marsan	12
	Quimper.	12		Saint-Sever	10
	Quimperlé.	10			

NOMBRE des DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS. membres.			NOMBRE des DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS. membres.		
LOIR-ET-CHER	Blois	12	MAYENNE.	Château-Gontier . .	10
	Romorantin . . .	10		Laval	12
	Vendôme	10		Mayenne	12
LOIRE . . .	Saint-Étienne . .	12	MEURTHE.	Château-Salins . .	10
	Montbrison . . .	12		Lunéville	10
	Roanne	12		Nancy	12
LOIRE (H ^{te}).	Brioude	10		Sarrebouurg	10
	Le Puy	12	MEUSE . . .	Toul	10
	Yssengeaux . . .	10		Bar sur-Ornain . .	12
LOIRE-INFÉ- RIEURE . .	Ancenis	10		Commercy	10
	Châteaubriant . .	10		Montmédy	10
	Nantes	15		Verdun	10
	Paimbœuf	10	MORBIHAN.	Lorient	12
	Savenay	12		Ploërmel	10
LOIRET. . .	Gien	10		Pontivy	10
	Montargis	10		Vannes	12
	Orléans	15	MOSELLE . .	Briey	10
	Pithiviers	10		Metz	10
LOT	Cahors	12		Sarreguemines . .	12
	Figeac	10		Thionville	12
	Gourdon	10	NIÈVRE. . .	Château-Chinon . .	10
LOT-ET-GA- RONNE . .	Agen	12		Clamecy	10
	Marmande	12		Cosne	10
	Nérac	10		Nevers	12
	Villeneuve-sur-Lot.	10	NORD.	Avesnes	12
LOZÈRE. . .	Florac	10		Cambray	12
	Marvéjols	10		Douai	12
	Mende	12		Dunkerque	12
MAINE-ET- LOIRE . .	Angers	12		Hazebrouck	12
	Baugé	10		Lille	15
	Beaupréau	12		Valenciennes . . .	12
	Saumur	10	OISE.	Beauvais	12
	Segré	10		Clermont	10
MANCHE. . .	Avranches	12		Compiègne	10
	Cherbourg	12		Senlis	10
	Coutances	12	ORNE.	Alençon	12
	Saint-Lô	12		Argentan	12
	Mortain	10		Domfront	12
MARNE . . .	Valogne	10		Mortagne	12
	Châlons	12	PAS-DE-CA- LAIS	Arras	12
	Eprenay	10		Béthune	12
	Sainte-Menehould.	10		Boulogne	12
	Reims	12		Montreuil	10
	Vitry-le-Français .	10		Saint-Omer	12
MARNE (HAUTE-).	Chaumont	12		Saint-Pol	10
	Langres	12			
	Vassy	10			

DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS.		NOMBRE des membres.	DÉPARTEMENTS. ARRONDISSEMENTS.		NOMBRE des membres.
PUY-DE-DOME	Ambert	10	SEINE - ET - MARNE . .	Coulommiers	10
	Clermont-Ferrand.	10		Fontainebleau	10
	Issoire	10		Meaux	10
	Riom	12		Melun	12
	Thiers	10		Provins	10
PYRÉNÉES (BASSES-)	Bayonne	12	SEINE-ET-OISE	Corbeil	10
	Mauléon	10		Étampes	10
	Oloron	10		Mantes	10
	Orthez	10		Pontoise	10
	Pau	12		Rambouillet	10
PHYRÉNÉES (HAUTES)	Argeles	10	SÈVRES (DEUX-)	Versailles	12
	Bagnères	10		Bressuire	10
	Tarbes	12		Melle	10
PYRÉNÉES- ORIENTALES	Céret	10	SOMME	Niort	12
	Perpignan	12		Parthenay	10
	Prades	10		Abbeville	12
RHIN (BAS-)	Saverne	12	TARN	Amiens	15
	Schelestadt	12		Doullens	10
	Strasbourg	15		Montdidier	10
	Wissembourg	12		Péronne	12
RHIN (HAUT-)	Altkirch	12	TARN-ET-GA- RONNE . . .	Alby	12
	Béfort	10		Castres	12
	Colmar	12		Gaillac	10
RHÔNE	Lyon	15	VAR	Lavaur	10
	Villefranche	12		Castel-Sarrasin	10
SAÔNE (HAUTE-)	Gray	10	VAUCLUSE . .	Moissac	10
	Lure	12		Montauban	12
	Vesoul	12		Brignolles	10
SAÔNE - ET - LOIRE . . .	Autun	12	VENDÉE . . .	Draguignan	12
	Châlons-sur-Saône.	12		Grasse	10
	Charoles	12		Toulon	12
	Louhans	10		Apt.	10
	Mâcon	12		Avignon	12
SARTHE . . .	Saint-Calais	10	VIENNE . . .	Carpentras	10
	La Flèche	12		Orange	10
	Mamers	12		Napoléon-Vendée	12
	Le Mans	12		Fontenay	12
SEINE	Saint-Denis	10	VIENNE (HAUTE-)	Les Sables-d'O- lonne	12
	Sceaux	10		Châtellerault	10
SEINE - INFÉ- RIEURE . .	Dieppe	12	VIENNE (HAUTE-)	Civray	10
	Le Havre	12		Loudun	10
	Neufchâtel	10		Montmorillon	10
	Rouen	15		Poitiers	12
	Yvetot	12		Bellac	10
				Limoges	12
				Rochechouart	10
				Saint-Yrieix	10

		NOMBRE des			NOMBRE des
DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	membres.	DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	membres.
VOSGES. . .	{ Saint-Dié.	12	YONNE . . .	{ Auxerre.	12
	{ Epinal.	12		{ Avallon	10
	{ Mirecourt	10		{ Joigny.	10
	{ Neufchâteau	10		{ Sens.	10
	{ Remiremont	10		{ Tonnerre.	10

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 AVRIL 1849, ACCOMPAGNANT LES DÉCRET ET ARRÊTÉ RELATIFS A L'ORGANISATION DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Monsieur le préfet, vous trouverez ci-joints : 1° Un exemplaire de l'arrêté rendu, le 18 décembre 1848, par le chef du pouvoir exécutif, et portant création de conseils d'hygiène publique et de salubrité dans tous les arrondissements de la République ;

2° Un exemplaire de l'arrêté que j'ai pris, le 15 février dernier, pour déterminer le nombre des membres et le mode de composition de chaque conseil.

J'ai cru devoir joindre à l'arrêté du 18 décembre le rapport qui en explique l'esprit, afin de vous mettre à même de concourir, par vos actes et vos instructions, à la création d'institutions éminemment utiles.

Veuillez, je vous prie, procéder, dans le plus bref délai possible, à l'organisation de ces conseils, et m'adresser le procès-verbal de leur installation, avec la liste des membres dont ils seront composés.

Aussitôt que les conseils seront en activité, il conviendra de les consulter sur l'opportunité d'instituer les commissions cantonales que l'article 3 de l'arrêté du 18 décembre vous autorise à créer, et dans les cantons où l'on n'établira pas de commissions, il sera bon que les conseils aient un ou plusieurs correspondants pour les tenir au courant de l'état hygiénique du canton.

Vous ne négligerez pas, monsieur le préfet, d'user de la prérogative que vous réserve l'article 5, de présider le conseil établi au chef-lieu de préfecture. Je désire que MM. les sous-préfets profitent de la même disposition pour s'associer aux travaux des conseils de leur arrondissement.

Vous veillerez à ce que, conformément à l'article 6, les conseils se réunissent au moins une fois tous les trois mois, et je ne doute pas qu'il n'y ait lieu de les réunir plus fréquemment, si l'on a soin de les consulter, toutes les fois que l'occasion s'en présentera, sur les divers objets énumérés dans l'article 9. En ce qui me concerne, je vous recommande expressément de ne pas négliger de le faire, et

j'écris à mes collègues pour leur demander de vous adresser des instructions dans le même sens à l'égard des affaires qui ressortissent à leurs départements.

Vous aurez aussi à prescrire les dispositions nécessaires pour que les conseils d'hygiène puissent accomplir la mission que leur confie l'article 10, de réunir et coordonner les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique en ce qui touche à la salubrité publique. Dès que les conseils seront installés, il conviendra d'appeler leur attention sur cet article, et provoquer leur avis sur les mesures à prendre pour leur en faciliter l'exécution. Je désire, d'ailleurs, que chaque conseil place au premier rang de ses devoirs le soin de dresser, le plus promptement possible, un tableau fidèle de la situation hygiénique de sa circonscription, et de rechercher les moyens de combattre et de détruire les différentes causes d'insalubrité dont il aura reconnu l'existence.

Enfin, aux termes de l'article 12, c'est au conseil institué au chef-lieu de préfecture qu'il appartient de centraliser, par votre entremise, les travaux des autres conseils du département, et de les résumer, chaque année, dans un rapport général destiné à être transmis à mon ministère, et vous aurez à assurer l'accomplissement de cette disposition.

Il me reste à vous entretenir d'un point sur lequel l'arrêté du 18 décembre ne pouvait pas statuer. Je veux parler des dépenses auxquelles ces conseils donneront lieu, et les moyens d'y pourvoir. Une loi seule pourrait leur assigner des ressources particulières. Mais, d'après les informations parvenues à mon ministère, en réponse aux questions posées par la circulaire ministérielle du 4 septembre 1848, j'ai lieu de croire que presque partout les conseils généraux consentiront, sans difficulté, à subvenir aux frais, d'ailleurs peu considérables qu'entraînera le service des conseils d'hygiène, qui trouveront, soit dans les préfectures ou les sous-préfectures, soit dans les hôtels de ville et les mairies, le local nécessaire à la tenue de leurs séances.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, L. BUFFET.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher quelle a été dès le principe la constitution des Conseils d'hygiène des différents départements, et de se rendre compte des premiers résultats fournis par l'organisation nouvelle. On peut dire tout d'abord que dans le plus grand nombre des arrondissements les Conseils ont été constitués. Quelques-

uns pourtant sont restés en retard, et les circulaires que nous allons rapporter ont eu pour objet de triompher de ce défaut d'activité. Le personnel, répondant admirablement aux intentions des fondateurs des Conseils, comprenait, outre les représentants des professions spéciales, médecins, pharmaciens, vétérinaires, un certain nombre de membres appartenant à des classes et à des positions diverses. Celles sur lesquelles a porté principalement le choix des autorités sont les suivantes : maires, propriétaires, ingénieurs, manufacturiers, magistrats, négociants, agriculteurs, membres des conseils généraux, juges de paix, architectes, ecclésiastiques, etc. Cette énumération suffit pour montrer quelle heureuse conséquence devait avoir l'introduction dans les conseils d'hygiène d'hommes dont la position garantit les lumières et commande la confiance. Enfin il n'est pas hors de propos, au point de vue surtout de l'utilité des commissions et des correspondants de cantons, de rechercher si les membres des conseils d'arrondissement résident exclusivement au chef-lieu. Or, sur 1742 membres appartenant à 166 conseils de département ou d'arrondissement, 1544 résident au chef-lieu, et 198 seulement dans des localités plus ou moins éloignées, choisies d'ailleurs pour la plupart parmi les plus importantes de l'arrondissement.

C'est en vue de cet état des Conseils d'hygiène et de salubrité, et pour corriger autant que possible les imperfections inévitables d'une organisation toute nouvelle, que l'administration a jugé convenable d'adresser à MM. les préfets et aux Conseils eux-mêmes des instructions dans lesquelles on s'est attaché à réduire et à simplifier, autant que possible, certaines attributions que le décret constitutif avait multipliées et étendues outre mesure.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 MAI 1851 ACCOMPAGNANT L'ENVOI
D'INSTRUCTIONS SUR LES ATTRIBUTIONS ET LES TRAVAUX DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Monsieur le préfet, l'institution des conseils d'hygiène et de salubrité dans chacun des arrondissements de la République, fondée par le décret du 18 décembre 1848, n'a pas encore, après deux ans révolus, reçu tous les développements qu'elle comporte. Il est cependant dès à présent permis de juger, d'après les résultats qu'elle a produits sur certains points, de son incontestable utilité et des avantages que l'on doit en attendre pour la propagation des principes de l'hygiène et l'amélioration de la santé publique. L'administration ne doit rien négliger pour les obtenir, et c'est pour arriver à ce but qu'il m'a paru opportun de recommander à votre attention toute particulière l'exécution rigoureuse du décret, en vous rappelant ses principales dispositions, et en vous adressant de

nouvelles instructions sur l'organisation et les attributions des Conseils d'hygiène.

Il importe avant tout que, là où ils n'existeraient pas encore, la création de ces Conseils ne soit pas différée davantage. Leur composition a été fixée d'une manière très-précise par l'arrêté ministériel du 15 février 1849, dont les prescriptions ont été en général et doivent être exactement suivies. Les membres des conseils, dont le choix vous appartient, doivent être pris, les uns parmi les médecins, pharmaciens et vétérinaires, les autres en dehors de ces professions spéciales. Je ne puis qu'approuver, en général, les choix qui ont été faits jusqu'ici dans la composition des Conseils dont l'organisation m'est connue. Pour les membres étrangers aux sciences médicales, je ne saurais trop louer le discernement avec lequel ils ont été désignés. La position honorable qu'ils occupent est une garantie assurée des avantages que peut avoir leur introduction dans les conseils d'hygiène. Il n'est pas sans intérêt de vous faire connaître quelles sont les classes de notables qui en ont fourni le plus grand nombre. Or, il résulte d'un relevé qui m'a été présenté par le Comité consultatif d'hygiène publique établi près de mon département, que la plupart des membres qui, dans chaque Conseil, sont choisis en dehors des professions fixées par le premier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 15 février 1849, appartiennent aux catégories suivantes : maires, propriétaires, manufacturiers, ingénieurs, magistrats, agriculteurs, membres des conseils généraux, négociants, curés, juges de paix, administrateurs des hospices ou des bureaux de bienfaisance, conseillers municipaux, etc. Pour les autres membres, médecins, pharmaciens ou vétérinaires, une seule observation m'a paru digne de vous être soumise : elle est relative à l'intérêt qu'il peut y avoir pour le bien du service à appeler au sein des conseils les médecins des épidémies, dont le concours et les observations peuvent être, dans beaucoup de circonstances, si utiles et si nécessaires.

En terminant ce qui touche à la composition des Conseils, je crois bon de vous faire remarquer que le renouvellement biennal prescrit par l'article 2 du décret constitutif n'implique nullement que les membres sortants ne puissent être renommés. Il serait tout à fait regrettable que l'administration se privât des lumières de ceux qui, par leur participation aux travaux des Conseils et par l'expérience qu'ils y ont acquise, sont le plus à même de l'éclairer.

L'utilité des commissions d'hygiène publique, qui, aux termes de l'article 3, auraient pu être instituées dans les chefs-lieux de canton, ne paraît pas avoir été assez généralement sentie; et cependant, dans toutes les localités où elles ont été organisées, elles ont rendu des services réels. Quelques Conseils ont eu l'heureuse pensée de les

associer à leurs études, en leur soumettant une série de questions ou en leur adressant des instructions spéciales relatives à la salubrité des principales localités de leur circonscription, et la plupart ont répondu avec un zèle très-louable. Cette institution, qui mérite toute votre sollicitude, a été dans certains départements étendue au delà des prévisions du décret : des comités ont été créés dans chaque commune. Il pourrait y avoir plus d'avantage à désigner, au lieu de comité, un correspondant unique qui serait chargé de rendre compte de l'exécution des mesures d'assainissement, et de transmettre aux commissions cantonales et aux conseils d'arrondissement tous les renseignements qui pourraient intéresser la santé publique.

La réunion des conseils et des commissions d'hygiène, qui est prescrite au moins une fois tous les trois mois, peut être beaucoup plus fréquente. Elle a été dans plusieurs arrondissements fixée d'une manière régulière, et ces convocations périodiques ont eu un excellent résultat. En établissant parmi les membres des relations plus fréquentes, elles entretiennent leur activité et donnent à leurs travaux plus de suite et d'intérêt. Je ne saurais trop vous inviter, monsieur le préfet, à adopter pour les conseils de votre ressort le système des séances fixes, qui pourraient, sans être trop multipliées, se renouveler tous les quinze jours, ou au moins tous les mois.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit ici que des séances ordinaires ; car, dans certaines circonstances, les conseils devront être convoqués d'urgence. En cas d'épidémie, par exemple, votre premier devoir est de les réunir sans délai. Eux seuls peuvent vous seconder efficacement dans le soin de vérifier les faits, de constater les conditions hygiéniques des localités envahies, de conseiller les mesures à prendre, et de rédiger des instructions qui, venant d'un comité constitué, acquerront nécessairement une autorité beaucoup plus grande que celles qui émaneraient d'une seule personne. Les secours, mieux dirigés, auront ainsi plus de suite et de plus sûrs résultats. Une expérience récente me porte à attacher à ces observations une extrême importance, et je tiens d'une manière toute particulière à ce qu'à l'occasion vous vous y conformiez rigoureusement.

Il me reste à vous signaler un dernier point qui intéresse au plus haut degré l'existence des Conseils d'hygiène et qui mérite toute votre sollicitude, à savoir de quelles ressources financières vous pouvez disposer pour cette importante institution. Il est des dépenses tout à fait urgentes, que réclament notamment le matériel des séances, l'impression des principaux documents, et surtout les déplacements que peuvent exiger de la part des membres du Conseil leurs attributions les plus impérieuses. Votre administration doit se

mettre en mesure de faire face à ces frais, bien minimes en réalité, eu égard à la gravité des intérêts qu'il s'agit de ne pas laisser en souffrance. Déjà je vous ai invité, par ma dépêche en date du 11 août dernier, à vous pourvoir près du conseil général, et à faire tous vos efforts pour obtenir de lui une allocation suffisante pour frais sanitaires. Les résultats de ces demandes, dans le petit nombre de cas qui me sont connus, ont été très-divers. Dans un département, la libéralité du conseil général a mis à la disposition de l'administration une somme de 12 000 francs pour subvenir aux dépenses d'assainissement et de salubrité, et pour être distribués en primes aux communes nécessiteuses qui auront le plus efficacement concouru à l'amélioration de la santé publique. Il est fâcheux que dans d'autres départements, au contraire, le crédit le plus modique nécessaire à l'impression des rapports des Conseils d'hygiène ait été refusé par le motif très-peu fondé que cette dépense est bien plutôt nationale que départementale. Du reste, en ce qui touche la publicité des travaux des Conseils, je m'occupe moi-même de la rendre plus facile et plus étendue. Le meilleur moyen d'obtenir du conseil général les fonds nécessaires serait, sans aucun doute, de pouvoir invoquer les services rendus, et de montrer ce que les Conseils d'hygiène ont pu faire dans l'intérêt de la santé publique. C'est à vous à utiliser leur zèle et à insister ensuite sur votre demande, que justifieraient à eux seuls les frais de déplacements indispensables en cas d'épidémie.

Je désire, monsieur le préfet, que vous vous pénétriez de l'importance que j'attache au développement rapide des institutions d'hygiène publique fondées par le décret du 18 décembre 1848, et que vous ne négligiez rien pour l'assurer. Si vous n'avez pas encore transmis à mon administration les renseignements propres à me faire connaître l'organisation des Conseils d'hygiène de votre département et la manière dont ils fonctionnent, je vous invite à le faire sans retard. Il serait bon aussi de stimuler le zèle de ceux qui n'ont pas encore adressé le rapport général prescrit par l'article 12 du décret constitutif. Ce travail d'ensemble ne doit pas empêcher que vous ne me transmettiez les rapports particuliers que vous aurez pu provoquer sur les questions spéciales qui vous auront paru dignes d'attention. Pour faciliter cette partie de la tâche des Conseils d'hygiène, j'ai chargé le Comité consultatif d'hygiène publique de rédiger de nouvelles instructions que vous trouverez ci-jointes, et que vous voudrez bien leur remettre dans leur plus prochaine séance, en les pressant de s'y conformer. Je désire aussi que vous me désigniez, toutes les fois que l'occasion s'en présentera, ceux des membres des Conseils qui vous paraîtront les plus dignes d'encoura-

gement ou de récompenses, et je serai toujours heureux d'appeler sur eux la bienveillance du gouvernement.

Je compte, monsieur le préfet, sur votre empressement à me seconder dans mes efforts pour assurer l'exécution pleine et entière du décret qui a doté notre pays d'institutions régulières destinées à généraliser l'étude de toutes les questions relatives à la salubrité, et à fournir à l'administration les moyens d'améliorer la santé publique.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, L. BUFFET.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 AOUT 1851, CONCERNANT LE MODE DE RENOUELEMENT DES MEMBRES DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Monsieur le préfet, aux termes des articles 2 et 4 de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 18 décembre 1848, les membres du Conseil d'hygiène publique et de salubrité doivent être renouvelés par moitié tous les deux ans.

Le moment étant venu, pour beaucoup de départements, de procéder au premier renouvellement de ces Conseils, des doutes se sont élevés sur le mode à suivre. Plusieurs préfets ont demandé :

1° Si, pour cette première fois, la désignation des membres à remplacer doit être le résultat d'un tirage au sort, ou si elle doit être laissée à l'appréciation de l'autorité;

2° Si les conditions de renouvellement biennal qui concernent les Conseils d'hygiène d'arrondissement et de département sont également applicables aux commissions de canton instituées en vertu de l'article 3 de l'arrêté rappelé ci-dessus.

Sur la première question, je pense, monsieur le préfet, que la désignation par la voie du sort doit être préférée, comme étant usitée dans tous les cas de ce genre, et comme ayant l'avantage de prouver l'impartialité de l'administration.

Quant à la deuxième question, elle se résout par l'affirmative. L'institution des commissions cantonales reposant sur le même principe que les Conseils d'hygiène, il est rationnel de leur appliquer, en toute chose, les règles relatives à ces conseils.

Il est un autre point sur lequel j'ai été consulté, et qui me paraît nécessiter des instructions. En cas de vacance dans l'intervalle des renouvellements périodiques, les remplacements serviront seulement à compléter les quatre années pendant lesquelles le membre sortant aurait dû rester en exercice : ainsi, le successeur de ce membre sera remplacé à l'époque où les fonctions de son prédéces-

seur auraient cessé de droit, conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1848.

Le ministre de l'agriculture et du commerce, L. BUFFET.

INSTRUCTIONS SUR LES ATTRIBUTIONS DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ

Rédigées par le Comité consultatif d'hygiène publique :

M. A. Tardieu, *rapporteur.*

Le décret du 18 décembre 1848, qui institue les Conseils d'hygiène et de salubrité, leur a donné des attributions étendues; mais soit que, dès l'origine, celles-ci n'aient pas paru assez nettement définies, soit plutôt que l'épidémie qui, presque immédiatement, est venue fondre sur le pays, ait détourné de toute autre préoccupation les hommes dévoués qui dirigent ou composent les Conseils, et absorbé complètement leur temps et leur zèle, les attributions fixées par le décret ont été en partie méconnues et n'ont été remplies que dans un petit nombre d'arrondissements. Aujourd'hui que rien ne peut plus entraver la marche régulière des Conseils, l'intérêt de la santé publique, qui leur est confié, exige qu'ils donnent à tous leurs travaux une égale activité, et qu'ils ne laissent pas plus longtemps dans l'oubli les graves questions qui leur sont soumises. C'est pour faciliter l'accomplissement de cette tâche, et combler en même temps quelques lacunes rendues évidentes par les premiers rapports transmis à l'administration supérieure, qu'il a paru opportun d'exposer et d'interpréter dans une instruction nouvelle les attributions des Conseils et des commissions d'hygiène publique.

Il est une remarque générale à faire sur le but de ces nouvelles institutions, qui n'a pas toujours été bien compris. Ce n'est pas seulement le nom des anciens Conseils de salubrité établis dans quelques grandes villes qui a été changé : leur mission, désormais agrandie, ne se borne plus à donner un avis sur l'autorisation ou le classement des établissements réputés insalubres; elle embrasse, en se rattachant à une organisation régulière et permanente qui comprend le pays tout entier, l'étude de toutes les questions sanitaires. C'est pour ne pas s'être suffisamment rendu compte de ce but élevé que, dans certains arrondissements, les Conseils ont été ou se sont crus privés de l'initiative nécessaire à leur action efficace. Tout en restant dans les limites de leurs attributions, placés près de l'administration pour répondre à son appel et l'éclairer de ses avis, ils ne sauraient se dispenser de recueillir spontanément tous les renseignements qui peuvent intéresser l'hygiène des localités de leur circonscription, et de signaler à l'autorité toutes les mesures d'assainissements, toutes les améliorations qui peuvent paraître utiles. Il

n'est pas douteux que l'administration ne s'empresse de les réaliser toutes les fois qu'il sera possible de le faire.

Les attributions spéciales des Conseils sont déterminées par l'article 9 du décret, divisé en douze paragraphes qu'il convient d'examiner successivement.

1° *L'assainissement des localités et des habitations* se rattache en partie à la loi récemment promulguée sur les logements insalubres, et il est bon de se reporter aux instructions que l'administration centrale a rédigées sur ce sujet. Il est à désirer notamment que le concours des Conseils d'hygiène vienne en aide à l'autorité municipale et facilite par ses avis l'exécution de la loi. Mais, en outre, les Conseils d'arrondissement, et plus encore peut-être les commissions cantonales ou les correspondants, ne doivent pas perdre de vue la recherche et la destruction de toutes les causes locales d'insalubrité qui peuvent résulter de la disposition particulière des lieux ou des habitations. Il y aurait un grand intérêt à ce que, dans chaque commune, on procédât à une enquête minutieuse et complète, à une sorte de recensement maison par maison, de manière à recueillir tous les renseignements propres à diriger l'administration dans l'assainissement des différentes localités. Cette mesure, qui demande dans l'exécution une grande réserve, a donné d'excellents résultats en Angleterre et dans quelques villes de France pendant la dernière épidémie du choléra. Il est facile de comprendre l'importance qu'il y aurait à ne pas attendre, pour réaliser ces améliorations, qu'elles fussent rendues plus urgentes par l'imminence du danger. On pourrait procéder à l'inspection des localités et habitations insalubres en se conformant au programme ci-joint.

Feuille d'inspection des commissions sanitaires.

Département d , arrondissement d , canton d , commune d . Quartier d , rue (largeur légale), maison n° , M. , propriétaire, demeurant , M. , principal locataire, demeurant ,
Visite du 187 :

N ^o D'ORDRE.	TITRES.	QUESTIONS.	RÉPONSES.	OBSERVATIONS.
1	VOIE PUBLIQUE.	Est-elle pavée?..... L'écoulement des eaux y est-il facile?.. Est-elle généralement humide?..... Quelle est sa largeur?..... — la hauteur moyenne des bâtiments qui la bordent?... — sa direction, ou orientation? Y a-t-il des égouts? y a-t-il des urinoirs?	m, m,	

N ^{os} D'ORDRE.	TITRES.	QUESTIONS.	RÉPONSES.	OBSERVA- TIONS.
9	PUISARD.	Est-il bien tenu? — étanche? Reçoit-il des eaux pluviales? — ménagères? Répand-il de l'odeur? .. Est-il fermé par une cuvette à siphon? Quelle est la dimension de la pierre qui recouvre son orifice? Y a-t-il un égout sous une voie publi- que voisine? Y a-t-il un moyen de supprimer le puis- sard?	"	
10	COURS D'EAU ET ÉTANG.	Sont-ils bien encaissés? Forment-ils des parties marécageuses?.. Desservent-ils des lavoirs? Ces lavoirs sont-ils en amont des habitations?.. Desservent-ils des routoirs? — des établissements insa- lubres?		
11	EAUX MÉNAGÈRES.	Sont-elles absorbées dans le sol? S'écoulent-elles sur le sol par un ruis- seau? — par un caniveau?.. — par une gargouille couverte? Où sont-elles conduites? sur le sol?.. — dans un égout?.. — dans un puisard? Où sont-elles conduites? à une mare d'évaporation..... Quel est l'état de la mare?		
12	FOSSES D'AISANCES.	Y en a-t-il? Est-elle construite en maçonnerie?.... — ventilée suffisamment? Où se trouve la pierre d'extraction?.. Est-ce simplement un tonneau enterré? Est-ce une fosse mobile? Quel est le système de fosse mobile?.. Est-il établi suivant les prescriptions de la police?		
13	LATRINES.	Y en a-t-il? Sont-elles bien tenues? Leur sol est-il imperméable? Où s'écoulent les urines? Les tuyaux sont-ils de fonte? — de terre cuite? — isolés?		

N ^o D'ORDRE.	TITRES.	QUESTIONS.	RÉPONSES.	OBSERVATIONS.
13 bis	LATRINES.	Y a-t-il des ventouses?... Quelles sont les dimensions de ces ventouses?... Les latrines sont-elles aérées sur une cour?... — sur un escalier?	m,	
14	ESCALIERS.	Sont-ils éclairés?... Par combien de croisées?... Par une lanterne sur le comble?... Sont-ils ventilés à chaque étage?... Sont-ils bien tenus?... Les murs sont-ils en bon état?...		
15	PLOMBES OU CUVETTES.	Combien y en a-t-il?... Sont-ils en bon état?... Sont-ils à l'intérieur?... Y a-t-il une ventilation?...		
16	CAVES.	Y en a-t-il?... Sont-elles humides?... Sont-elles ventilées?...		
17	ÉCURIES, ÉTABLES.	Quelle est leur hauteur?... Leur pavé est-il au-dessous du sol de la cour?... Dans quel état sont les ruisseaux?...	m,	
18	MAGASINS.	Quels objets renferment-ils?... Ces objets sont-ils d'une nature dangereuse?... — malsains?...		
19	ATELIERS, FABRIQUES, BUANDERIES, ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.	Quel est le genre de fabrication?... Sont-ils bien tenus?... Sont-ils aérés ou ventilés?...		
20	DÉPÔTS.	Y a-t-il des dépôts d'immondices?... — de fumiers?... — d'autres matières?... Sont-ils malsains?... — dangereux?... Sont-ils enlevés régulièrement?...		
21	ANIMAUX.	Quels sont-ils et leur nombre?... Où sont-ils placés? Dans la cour?... — Dans les bâtiments?		

N ^{os} D'ORDRE.	TITRES.	QUESTIONS.	RÉPONSES.	OBSERVATIONS.
22	ABATTOIRS.	Existe-t-il un emplacement affecté à cet usage ? A quelle distance est-il des habitations ? Dans quelle direction eu égard aux vents régnants ?		
23	CIMETIÈRES.	Est-il éloigné des habitations ? Dans quelle direction est-il ? Les fosses sont-elles assez profondes ? Y a-t-il des fosses communes ?	»	

OBSERVATIONS GÉNÉRALES. — *Nota.* Ces observations s'appliqueront à l'état général de la maison ; elles signaleront les logements malsains.

Bulletin spécial à chaque chambre ou logement, rue , n^o , étage.

DEMANDES.	RÉPONSES.	DEMANDES.	RÉPONSES.	
			pour la 1 ^{re} pièce	pour la 2 ^e pièce
Quel est le nom du locataire ?		Quel est le nombre des pièces ?		
Sa profession ?		Quelle est leur longueur ?		
Le nombre d'habitants du logement ?		— leur largeur ?		
Le logement est-il sous comble ?		— le mode d'éclairage ?		
Quelle est la hauteur moyenne de l'étage ?		Est-ce un châssis vitré vertical ?		
Y a-t-il des soupentes ?		— à tabatière ?		
A quelle distance sont-elles des plafonds ?		Y en a-t-il plusieurs ?		
Le plancher haut est-il plafonné ?		Quelles sont les dimensions de chacun ?		
— à solives		Le châssis est-il à coulisse ?		
apparentes ?		— est-il dormant ?		
Le sol est-il planchéié ?		Quelle distance y a-t-il de l'ouverture au plafond ?		
— carrelé ?		Quelle est la hauteur de l'appui ?		
Le sol est-il en bon état ?		Quel est le mode de chauffage ?		
Y a-t-il de l'humidité au sol ?		Est-ce une cheminée ?		
— sur les murs ?		— un poêle ?		
Y a-t-il des alcôves ?		Y a-t-il de l'odeur des latrines ?		
— des cabinets ?		Y a-t-il des dépôts dans le logement ?		
Couche-t-on dans la pièce de travail ?		Quelle est la nature de ces dépôts ?		

Certifié par les membres de la commission soussignés , à ,
le 187

2° *Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles*, ont été la principale occupation de la plupart des conseils pendant les dernières années, et dans aucun cas elles ne devront être négligées. L'étude approfondie des maladies épidémiques dans leur cause, leur marche et leur mode de propagation, doit être poursuivie dans ce but. C'est à ce titre que l'enquête sur le choléra qui a été récemment provoquée par le ministre de l'agriculture et du commerce, et dont le programme a été adressé à tous les Conseils d'hygiène, mérite toute leur attention et réclame toute leur activité. Les éléments doivent en être réunis, et il importe qu'un plus long retard dans l'envoi des documents ne vienne par paralyser les efforts de l'administration supérieure pour obtenir une histoire complète du choléra épidémique en France. Nous n'avons pas à entrer dans le détail des mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles. Il appartient aux Conseils locaux d'apprécier et de provoquer celles qui leur paraîtront les plus convenables. Nous recommanderons seulement que les instructions rendues publiques soient exactement transmises au ministre, afin que les moyens qui paraîtront les plus utiles puissent être répandus et généralisés.

3° *Les épizooties et les maladies des animaux* doivent occuper au même titre les Conseils d'hygiène, qui sauront mettre à profit les lumières des vétérinaires distingués qu'ils comptent dans leur sein. Non-seulement il est bon qu'ils s'attachent à répandre parmi les populations des notions exactes sur l'hygiène des animaux domestiques, mais ils doivent plus spécialement faire porter leurs instructions sur les maladies qui déciment le bétail, ou qui peuvent se communiquer des animaux à l'homme.

4° *La propagation de la vaccine* a été presque partout l'objet de la constante sollicitude des Conseils d'hygiène, qui ont reçu des préfets mission de répartir les récompenses ou indemnités allouées par les conseils généraux aux médecins qui ont déployé le plus de zèle pour propager la vaccine. Quelques-uns ont proposé qu'une prime modique soit accordée aux parents qui soumettront leurs enfants à cette opération préservatrice; il ne paraît pas que l'on puisse attendre de ce moyen des résultats bien satisfaisants, et qu'il doive être substitué aux encouragements distribués aux vaccinateurs. Il n'est pas hors de propos d'insister ici sur l'utilité incontestable des vaccinations, et d'engager les médecins, de la manière la plus pressante, à en répandre les bienfaits. Dans tous les cas, on devra, dans chaque commune, veiller à ce que les registres prescrits pour la constatation du nombre et des effets des vaccinations soient tenus avec la plus grande exactitude.

5° *L'organisation et la distribution de secours médicaux aux malades indigents* sont un des problèmes les plus difficiles et les plus graves qui puissent être actuellement soumis aux méditations des hommes qui se dévouent au soulagement de leurs semblables. On ne peut, quant à présent, qu'inviter les conseils à mettre à l'étude cette question, dont ils peuvent mieux qu'aucun autre corps préparer la solution. Deux sujets également importants s'y rattachent d'une manière étroite : d'une part, l'établissement de dépôts de médicaments ; d'autre part, l'institution des médecins cantonaux, sur lesquels l'opinion est loin d'être fixée, et qui méritent de la part des Conseils le plus sérieux examen.

6° *Les moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles*, s'ils ne peuvent être tous indiqués avec certitude et réalisés dans un temps prochain, doivent, du moins, être recherchés consciencieusement et avec le ferme désir d'arriver à un résultat utile. Les Conseils d'hygiène comprendront tout ce qu'a d'élévé et de délicat cette partie de leur mission. Déjà, sur quelques points, des efforts très-louables ont été tentés et peuvent marquer la voie à suivre. Ils ont principalement consisté dans une enquête ouverte sur l'industrie dominante dans chaque canton et sur les procédés qu'elle emploie. Il y a certainement dans cette étude, l'une des plus fécondes qui puissent être soumises aux Conseils, la source d'indications extrêmement précieuses et qui pourront être mises à profit dans l'intérêt de la santé publique.

7° *La salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, casernes, arsenaux, prisons, dépôts de mendicité, asiles, etc.*, doit être, de la part des Conseils d'hygiène, l'objet d'une surveillance générale. Leur action ne peut s'exercer, en effet, que dans des limites assez restreintes sur les établissements qui ressortissent à des autorités spéciales. Toutefois il n'est pas douteux que si une cause d'insalubrité permanente ou passagère résidait dans l'intérieur de l'un de ces établissements, les investigations des Conseils d'hygiène ne dussent se porter de ce côté. L'administration près de laquelle ils sont placés ne manquerait pas d'ailleurs de faire appel à leurs lumières, et trouverait les moyens d'assurer l'accomplissement de leur mission. A plus forte raison, leur concours devrait-il être réclamé pour l'inspection sanitaire des établissements et le maintien de la santé de leurs habitants ; elles seront utiles encore au point de vue de l'hygiène publique, et principalement dans les temps d'épidémie.

8° *Les questions relatives aux enfants trouvés* rentrent par plus d'un point dans le domaine des Conseils. Leur concours peut être extrêmement utile pour centraliser les renseignements relatifs aux tours,

aux conditions sanitaires et à la situation des nourrices disséminées dans les campagnes, à la mortalité des enfants trouvés, et à tout ce qui peut éclairer les questions très-diverses et très-complexes que soulève, au point de vue social, économique et hygiénique, le problème difficile de l'éducation des enfants trouvés.

9° *La qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés au commerce*, doit être constatée par des inspections sinon régulières, du moins provoquées de temps à autre par l'autorité. Elles auront surtout pour but de rechercher et de poursuivre les falsifications, ou de faire disparaître les substances alimentaires altérées qui seraient de nature à nuire à la santé publique. Cette mission acquiert une importance toute particulière dans le cours des épidémies : les Conseils ont d'ailleurs montré pendant la dernière invasion du choléra qu'ils comprenaient toute l'utilité de ces mesures de précaution. Il n'est pas hors de propos de faire remarquer que les attributions des Conseils d'hygiène doivent rester complètement distinctes de celles des écoles de pharmacie et des jurys médicaux, chargés par la loi de la visite des officines et des médicaments, et ne s'exercer que dans des cas urgents et exceptionnels.

10° *L'amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'État, aux départements, aux communes et aux particuliers, et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux malades pauvres*, ne rentrent que très-secondairement dans les attributions des Conseils d'hygiène. Aussi n'y a-t-il pas lieu de donner à cet égard d'instructions générales. Il convient seulement de rappeler que dans certains cas particuliers, et suivant les intérêts des arrondissements ou des populations, les Conseils pourront être appelés à donner leur avis sur l'aménagement et la distribution des eaux minérales, ou sur l'influence que peut exercer sur la salubrité des lieux la présence des sources thermales.

11° *Les demandes en autorisation, translation ou révocation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes*, constituent, sinon la principale, du moins la plus commune occupation des Conseils d'hygiène et de salubrité. La législation et la jurisprudence administrative ont dès longtemps fixé la marche à suivre dans les informations que nécessitent les demandes en autorisation, et l'on ne peut qu'y renvoyer les membres chargés spécialement de procéder à ce genre d'examen. Il serait bon que les rapports généraux adressés annuellement à l'autorité supérieure par les Conseils départementaux ne se bornassent pas à une simple indication de l'objet des demandes et fissent mention des principaux résultats de l'enquête dans ce qu'ils peuvent avoir d'intéressant pour l'hygiène publique. On comprend, en effet, qu'il serait très-important de pouvoir établir sur

des renseignements précis la statistique comparative des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, suivant les différentes régions de la France.

12° *Les grands travaux d'utilité publique, constructions d'édifices, écoles, prisons, casernes, ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, établissements des marchés, routoirs, égouts, cimetières, voiries, etc., sous le rapport de l'hygiène publique, pourront être soumis par l'administration à l'examen des Conseils dont le contrôle s'exercera sur tout ce qui touche à la salubrité, et dont il est fort à désirer que les études et les avis soient exactement transmis à l'autorité supérieure par les soins de l'administration locale.*

Outre les attributions spéciales qui sont déterminées par l'article 9 du décret constitutif, il en est de plus générales prescrites par l'article 10, qui dispose ainsi :

« *Les Conseils d'hygiène publique d'arrondissement réuniront et coordonneront les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique de l'arrondissement en ce qui touche la salubrité publique. Ils adresseront régulièrement ces pièces au préfet, qui en transmettra une copie au ministre du commerce.* »

Ainsi la mortalité et ses causes, la topographie médicale et la statistique dans ses rapports avec l'hygiène publique, tels sont les sujets généraux d'étude proposés dès leur origine à tous les Conseils d'arrondissement et de département; et certes il n'en est pas qui soient plus dignes de leurs laborieuses investigations, puisque de leurs communs efforts peut sortir une œuvre considérable pour laquelle la France n'aurait pas dû se laisser devancer par d'autres nations, c'est-à-dire une statistique générale destinée à fixer et à éclairer les plus graves questions sanitaires qui puissent intéresser l'existence d'un grand peuple. Cependant cette partie de la mission des Conseils est celle qui paraît avoir été jusqu'ici la plus négligée; dans un très-petit nombre d'arrondissements seulement des commissions ont été nommées pour préparer les éléments nécessaires à un tel travail. Il est permis de penser que ce retard prolongé a pour principal motif l'absence de direction et d'ensemble dans les recherches à suivre, et qu'il est tout à fait opportun d'offrir aux Conseils un plan d'études uniforme, une sorte de programme d'après lequel les documents pourraient être réunis et coordonnés de manière à acquérir une valeur et une autorité nouvelles.

A. La *mortalité* doit être examinée dans son chiffre total et dans sa répartition proportionnelle, suivant la population, le sexe, l'âge, l'état de mariage, la profession et la cause du décès.

L'état civil fournit quelques-uns de ces renseignements, et des publications officielles les reproduisent pour toute la France. Mais

il serait extrêmement important que ces recensements fussent surveillés et rectifiés par les commissions cantonales d'hygiène ou les délégués communaux. Les Conseils d'hygiène auraient ensuite à dresser la statistique proportionnelle et à faire ressortir les circonstances locales qui pourront avoir influé sur les chiffres obtenus et les résultats particuliers qui pourront en découler.

Pour la division par âge, sexe et état de mariage, on pourrait adopter le tableau suivant, déjà usité depuis longtemps.

AGE.	HOMMES.				FEMMES.				TOTAL DES DEUX SEXES.		TOTAL GÉNÉRAL.
	NON MARIÉS.	MARIÉS.	VEUFS.	TOTAL.	NON MARIÉES.	MARIÉES.	VEUVES.	TOTAL.	Masculin.	Féminin.	
Morts-nés											
De 0 à 3 mois.....											
De 3 à 6 mois											
De 6 mois à un an..											
De 1 à 2 ans.....											
De 2 à 3 ans.....											
De 3 à 4 ans.....											
De 4 à 5 ans.....											
De 5 à 6 ans.....											
De 6 à 7 ans.....											
De 7 à 8 ans.....											
De 8 à 9 ans.....											
De 9 à 10 ans.....											
De 10 à 15 ans.....											
De 15 à 20 ans.....											
De 20 à 25 ans.....											
De 25 à 30 ans.....											
De 30 à 35 ans.....											
De 35 à 40 ans.....											
De 40 à 45 ans.....											
De 45 à 50 ans.....											
De 50 à 55 ans.....											
De 55 à 60 ans.....											
De 60 à 65 ans.....											
De 65 à 70 ans.....											
De 70 à 75 ans.....											
De 75 à 80 ans.....											
De 80 à 85 ans.....											
De 85 à 90 ans.....											
De 90 à 95 ans.....											
De 95 à 100 ans.....											
Centenaires											
Inconnus											

Après la mention des morts-nés, les périodes des âges seraient trimestrielles pour la première moitié de la première année, semes-

trielles pour la seconde, annuelles d'un an à dix, quinquennales de dix à cent ans ; on noterait à part les centenaires et les inconnus. La mention de la profession des décédés ou de leurs parents, quand ce sont des enfants, qui ne figure pas jusqu'à présent dans les statistiques officielles, aurait pourtant un très-grand intérêt pour l'hygiène publique. Sans s'astreindre à des catégories fixes, les Conseils sauraient mettre en relief dans les relevés les particularités essentielles qui pourraient résulter de la mortalité comparative dans les principales professions exercées par la population de chaque canton ou de chaque arrondissement.

L'indication de la cause de la mort, si elle pouvait être exactement connue, donnerait à la statistique des décès une incontestable utilité, et tous les efforts de l'administration et des médecins chargés de l'éclairer doivent tendre à l'obtenir. Il ne faut pas se dissimuler que tout ou presque tout, à cet égard, est encore à faire. N'est-il pas inouï, en effet, que non-seulement dans les campagnes, mais dans la plupart des villes même de premier ordre, il n'existe pas de vérifications des décès faites régulièrement par un homme de l'art ? C'est là certainement une mesure essentiellement protectrice de la santé publique, et dont les Conseils d'hygiène doivent, avant tout, faire sentir l'importance et poursuivre l'adoption près des administrations municipales. Quelque bien organisé que soit un service de vérification de décès, il ne peut fournir d'une manière positive la notion des causes de mort, et il ne doit pas dispenser d'un autre moyen de l'obtenir, qui consisterait à inviter les médecins, dans tous les cas où ils ont été appelés, à faire connaître d'une manière aussi exacte que possible à la personne chargée de la vérification la cause présumée de la mort. Cette désignation, par des raisons qu'il est inutile de développer, laisserait sans doute beaucoup à désirer ; mais les Conseils d'arrondissement, sans lui accorder une valeur trop absolue, pourraient néanmoins en tirer d'utiles renseignements ; il ne serait pas nécessaire pour cela de suivre rigoureusement un cadre nosologique, dont l'apparente précision sert seulement à dissimuler d'inévitables erreurs. Jusqu'à ce qu'une division uniforme consacrée dans ce but par la science ait été généralisée, il convient de se borner à l'indication statistique des causes de mort, sans tenter de les catégoriser. Il ne serait pas sans avantage de rapporter à chaque mois de l'année, et, s'il était possible, au sexe ou à l'âge, le chiffre de décès fournis par chaque cause particulière, conformément au cadre suivant :

CAUSES DE MORT.	JANVIER.						FÉVRIER.						MARS.					
	De 0 à 1 an.	De 1 à 5 ans.	De 5 à 15 ans.	De 15 à 45 ans.	Au- des- sus.		De 0 à 1 an.	De 1 à 5 ans.	De 5 à 15 ans.	De 15 à 45 ans.	Au- des- sus.		De 0 à 1 an.	De 1 à 5 ans.	De 5 à 15 ans.	De 15 à 45 ans.	Au- des- sus.	
	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.

Si, comme on doit l'espérer, l'importance d'une telle mesure était comprise, nul doute qu'avant peu elle ne donnât des résultats du plus haut intérêt; et l'on peut affirmer que ceux-ci s'obtiendraient facilement avec de la persévérance au début, et le concours éclairé des Conseils d'hygiène.

B. La *topographie* de chaque arrondissement, au point de vue de la salubrité publique, offre encore aux Conseils un champ d'étude aussi fertile qu'étendu; elle comprendrait un exposé sommaire, mais précis, de la constitution géologique et hydrographique du sol, la situation géographique, la description succincte et l'exposition des lieux; l'indication détaillée des causes d'insalubrité qui se rencontrent dans chaque localité, et des maladies endémiques qui en sont la conséquence.

La *statistique*, en ce qui touche la salubrité, devrait, pour être complète, donner, outre la mortalité et ses causes : 1° un résumé des observations thermométriques et des phénomènes météorologiques; 2° la distribution des habitants suivant la superficie, ou la population spécifique; 3° un état faisant connaître la nature, le nombre, la situation et les conditions d'existence des établissements industriels ou manufacturiers, notamment de ceux qui sont réputés incommodes ou insalubres, ainsi que la nature des occupations, les mœurs et les habitudes les plus répandues parmi la population; 4° enfin les provenances et le prix courant des subsistances, la consommation en céréales, viandes, denrées diverses et boissons fermentées ou autres.

En terminant ce commentaire de l'article 10 du décret constitutif, il est bon de faire remarquer que ces documents relatifs à la mortalité, à la topographie et à la statistique, dont le récolement et la coordination sont prescrits aux Conseils d'hygiène, ne sont pas un stérile surcroît de travail qui leur serait imposé; ils constituent à vrai dire la base fondamentale de toutes leurs attributions et le point de départ nécessaire de leurs études journalières. Si l'on se reporte aux questions qui, aux termes du décret, doivent faire l'objet spécial et habituel de leur examen, à celles notamment qui sont comprises sous les numéros 1, 6, 7, 9, 10, 11 et 12 de l'article 9, il est

facile de voir qu'aucune de ces questions ne peut être résolue avec quelque certitude si l'on ne possède les données générales que peuvent seules fournir les recherches prescrites par l'article dont il est ici question. Ces travaux, on ne saurait trop le répéter, n'ont pas seulement une utilité locale ; ils offrent encore un intérêt plus vaste, en formant, en quelque sorte, pour toute la France un répertoire complet de tous les documents relatifs à l'hygiène publique. C'est pourquoi il importe que, conformément à la lettre du décret, ils soient régulièrement adressés au préfet, et par lui transmis au ministre du commerce.

L'article 12 donne au Conseil qui réside au chef-lieu du département la mission spéciale de « *centraliser et coordonner les travaux des conseils d'arrondissement, et d'adresser chaque année au préfet un rapport général, qui sera immédiatement transmis avec les pièces à l'appui au ministre du commerce.* » Tout ce qui a été dit précédemment montre assez l'importance que le gouvernement attache à l'exactitude de ces communications. Mais pour qu'elles remplissent le but que l'on s'est proposé d'atteindre, et qu'elles donnent les bons résultats que l'on est en droit d'en attendre, il importe que les rapports généraux des conseils de département ne consistent pas dans une sèche énumération des travaux des conseils d'arrondissement. Un exposé des principales questions, une appréciation raisonnée des solutions proposées, et enfin une copie conforme des tableaux statistiques ou des mémoires les plus importants doivent être joints à ces rapports, comme pièces à l'appui, ainsi que le veut le décret, et peuvent seuls leur donner une valeur réelle.

En résumé, les attributions et les devoirs des Conseils d'hygiène sont de deux ordres : d'une part, ils sont saisis par l'administration près de laquelle ils sont placés de questions spéciales et urgentes qui réclament une prompt solution, et qui forment en quelque sorte les affaires courantes ; d'une autre part, ils ont par le fait même de leur constitution à s'occuper d'une manière continue de certains travaux déterminés, d'un intérêt plus général, qu'ils doivent poursuivre sans relâche. Ces travaux ne sont pas l'œuvre d'un jour ; mais si, dès le principe, des sous-commissions se les étaient partagés, ainsi que cela s'est fait dans plusieurs départements, et en avaient fait l'objet d'une étude suivie, on posséderait déjà des matériaux immenses sur la topographie et la statistique médicale de toute la France.

C'est seulement de cette manière que le but de l'institution nouvelle sera atteint, et que, se pénétrant chaque jour davantage de l'étendue et de la portée de leurs attributions, et se conformant à l'esprit du décret qui les a institués, les Conseils d'hygiène publique

et de salubrité se montreront vraiment dignes de la haute et belle mission qui leur est confiée.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1858, SUR LE FONCTIONNEMENT DES CONSEILS D'HYGIÈNE PUBLIQUE ET DE SALUBRITÉ.

Monsieur le préfet, près de dix ans se sont écoulés depuis que le décret du 18 décembre 1848 a créé l'institution des Conseils d'hygiène publique et de salubrité. Ces conseils existent aujourd'hui dans tous les arrondissements.

Dans des circonstances très-graves, telles que les épidémies, et toutes les fois que l'administration a réclamé leur concours pour l'instruction des affaires ordinaires, ils ont fait preuve d'un zèle éclairé. Mais un très-petit nombre seulement des conseils institués aux chefs-lieux de départements ont satisfait à l'article 12 du décret constitutif qui les charge de rédiger, chaque année, pour être transmis à l'administration supérieure, un rapport général sur les travaux des conseils fonctionnant aux chefs-lieux d'arrondissements.

Le Conseil d'hygiène du département de la Meurthe a seul fourni, chaque année, ce rapport depuis 1850; celui de la Meuse le fournit exactement depuis trois ans; vingt et un autres ont produit le leur, mais avec des interruptions; ce sont les conseils des départements suivants : Aube, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Dordogne, Eure, Finistère, Gironde, Indre-et-Loire, Loire, Loire-Inférieure, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Tarn, Vendée. La grande majorité s'est abstenue totalement.

Les travaux envoyés, monsieur le préfet, sont d'un grand intérêt et font regretter l'absence du plus grand nombre. L'hygiène publique, la salubrité des industries réclament hautement la production de semblables travaux pour tous les départements; MM. les préfets ne sauraient donc trop user de leur influence et des moyens dont ils disposent pour obtenir ce résultat. En général, les Conseils d'hygiène mettent, comme je l'ai dit ci-dessus, le plus louable empressement à aider l'administration de leur utile concours; il ne faut donc pas craindre de solliciter leur dévouement et leur zèle, et il importe beaucoup, au contraire, de les appeler à un fonctionnement régulier qui servirait, d'une manière très-utile, les intérêts du pays.

D'une autre part, il est on ne peut plus désirable que les conseils généraux comprennent toute l'importance de l'institution des Conseils d'hygiène, et contribuent à son développement par des allocations qui font presque partout défaut, et qui sont cependant indis-

pensables à l'accomplissement de la mission de ces derniers conseils. Sur cinquante-trois conseils généraux qui ont inscrit au budget de 1858 un crédit pour ce service, six seulement ont alloué une somme suffisante; ce sont ceux dont les noms suivent : Nord, 3500 francs ; Rhône, 2400 fr.; Gironde, 2000 fr.; Seine-Inférieure, 1800 fr.; Bouches-du-Rhône, 1200 fr.; Meurthe, 1200 fr. Quatre ont pourvu aux dépenses de première urgence par un crédit de 500 fr., savoir : Hérault, Pas-de-Calais, Haute-Saône, Somme. Cinq autres ont alloué 400 francs, savoir : Aisne, Haute-Garonne, Meuse, Bas-Rhin, Vaucluse. Dans les autres départements, les allocations sont de 300, 200, 150, 100, 25 et 20 francs. Trente-trois départements se sont entièrement abstenus. L'administration ne saurait trop louer les premiers, encourager les seconds et solliciter le bon vouloir de tous, soit pour la continuation de subventions convenables, soit pour l'augmentation de celles que je viens de signaler comme insuffisantes, soit enfin pour le vote de premières allocations qui permettent à l'administration de tirer tout le parti désirable des lumières et des bonnes dispositions des Conseils d'hygiène. Le gouvernement de l'Empereur attache le plus sérieux intérêt à ce concours des départements, à cause de l'heureuse influence qu'il doit exercer sur la santé des populations.

Du reste, monsieur le préfet, mon ministère recueillera avec satisfaction les noms de ceux des membres des Conseils d'hygiène qui se distingueront par leurs travaux. Je me plais, dès aujourd'hui, à citer avec éloge plusieurs secrétaires de ces conseils : MM. Dancel (Oise), Chaudoin (Bouches-du-Rhône), Parisot (Meurthe), Malherbe (Loire-Inférieure), Fortin (Eure), Gossart (Pas-de-Calais), Gosset et Pilat (Nord), Levieux (Gironde). Ces honorables médecins se sont livrés à de remarquables travaux que l'administration et le comité consultatif d'hygiène publique ont su apprécier.

Je ne doute pas, monsieur le préfet, que, pénétré des intentions du gouvernement sur l'objet de la présente circulaire, vous ne les secondiez de vos efforts persévérants. Je vous prie de m'accuser réception de cette communication et de la porter à la connaissance du conseil général de votre département, à l'époque de sa prochaine session. Vous appellerez, en même temps, toute sa sollicitude sur les intérêts sérieux qu'il lui appartient de protéger par une allocation de fonds dont la faible importance ne permettrait pas de justifier un plus long ajournement.

Je vous serai très-obligé de me rendre un compte spécial du résultat que vous aurez obtenu à cet égard.

Signé : E. ROUHER.

III

ÉPIDÉMIES, ENDÉMIES, MALADIES CONTAGIEUSES.

Instructions et arrêtés relatifs aux médecins
des épidémies.

MESURES A PRENDRE POUR PRÉVENIR ET COMBATTRE LES MALADIES
ENDÉMIQUES, ÉPIDÉMIQUES ET TRANSMISSIBLES.

Commissaires : MM. Mélier et Laffon-Ladébat, rapporteur.

L'art. 9 de l'arrêté du Gouvernement du 18 décembre 1848, qui a institué les Conseils d'hygiène publique et de salubrité comprend, au nombre des objets sur lesquels ces Conseils peuvent être spécialement consultés par l'autorité, les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles.

Quelques-uns de vous se rappellent peut-être, Messieurs, que lorsque cette disposition fut discutée au sein du Comité, on agita, sans la décider, la question de savoir comment elle pourrait se concilier avec l'institution, depuis longtemps existante, des médecins des épidémies.

La difficulté alors prévue, vient de se réaliser à l'occasion de la vacance d'une place de médecin des épidémies pour l'arrondissement de Civray, département de la Vienne. Le préfet de ce département, appelé à présenter des candidats pour cette place, a exprimé la crainte qu'il ne s'établît une sorte d'antagonisme entre le Conseil d'hygiène de l'arrondissement et le médecin qui serait chargé spécialement du service des épidémies, et il a demandé que le soin de pourvoir aux besoins éventuels de ce service fût laissé à l'administration départementale.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, généralisant la

question, l'a posée en ces termes : jusqu'à quel point serait-il utile et convenable de rattacher le service actif des épidémies à l'institution des Conseils d'hygiène d'arrondissement et des commissions cantonales? Nous avons été chargés, M. Mélier et moi, de l'examen de cette question, sur laquelle M. le Ministre a désiré avoir votre avis, et, après en avoir conféré avec un de nos collègues, M. Royer Collard, qui a pris tant de part à la préparation du projet relatif aux Conseils d'hygiène, nous venons vous rendre compte du résultat de notre travail.

L'institution des médecins des épidémies, qui existait déjà, au moins dans quelques provinces de la France, avant la révolution de 89, a reçu sa forme actuelle de plusieurs instructions ministérielles, dont les plus anciennes remontent à l'an XIII et à l'année 1813. D'après ces instructions, il a dû y avoir dans chaque arrondissement de sous-préfecture, un médecin des épidémies, nommé par le ministre, sur la présentation de trois candidats, désignés par le préfet. Ces médecins sont tenus de se rendre, sur-le-champ, d'après l'ordre du préfet ou du sous-préfet, sur tous les points de l'arrondissement où l'on signale l'existence d'une maladie épidémique ; s'il y a réellement une épidémie, ils en constatent la nature, recherchent les causes qui ont pu lui donner naissance, en observent les effets, s'entendent avec les médecins de la localité sur les mesures à prendre pour en arrêter les progrès, ou en dirigent eux-mêmes le traitement, en l'absence de tout autre médecin ; l'épidémie terminée, ils adressent au préfet un rapport détaillé dont le cadre a été dressé par l'académie de médecine ; ce rapport est envoyé au ministre, qui le transmet à l'académie, laquelle, à des époques indéterminées, fait au ministre un rapport général sur les documents de ce genre qui lui ont été communiqués. Les médecins des épidémies n'ont pas de traitement fixe ; ils reçoivent seulement sur les fonds des départements, des vacations pour le remboursement de leurs frais de séjour et de déplacement.

Vous voyez, Messieurs, par ce rapide exposé, quelle est l'importance du service des médecins des épidémies, et vous voyez aussi que tel qu'il est maintenant organisé, il peut difficilement se lier avec les attributions qui ont été données aux Conseils d'hygiène d'arrondissement. Comment, en effet, ces Conseils pourraient-ils être consultés sur les mesures à prendre pour prévenir les maladies endémiques ou épidémiques, s'ils n'ont pas une connaissance personnelle des lieux où les maladies viennent à se manifester ; s'ils n'ont pas acquis par eux-mêmes ou par un médecin ayant toute leur confiance, des informations exactes sur le caractère de l'épidémie régnante et sur toutes les circonstances qui s'y rattachent? Cela est

évidemment impossible, dans bien des cas. D'un autre côté, on ne peut pas songer à remplacer les médecins des épidémies par les Conseils d'hygiène, car les membres des Conseils d'hygiène n'étant pas tous domiciliés au chef-lieu de l'arrondissement, il faut quelquefois un temps assez long pour les convoquer et les réunir, et, à la première nouvelle d'une épidémie, il faut que l'autorité agisse, et que, par ses soins, les lumières et les secours de l'art soient portés, sans aucun retard, partout où le besoin s'en fait sentir.

Il faut donc maintenir l'institution des médecins des épidémies; il faut aussi conserver au Conseil d'hygiène l'attribution qui leur a été conférée par le décret, et nous devons chercher les moyens de satisfaire à cette double condition, en évitant autant qu'il est possible de porter atteinte aux positions acquises et de méconnaître le le prix de l'expérience.

On pourrait penser que pour atteindre le but proposé, il suffirait de charger les Conseils d'hygiène d'arrondissement de désigner un de leurs membres qui se tiendrait toujours à la disposition de l'autorité, afin de remplir les fonctions attribuées aux médecins des épidémies, toutes les fois qu'il en serait requis. Mais ce serait les supprimer, de fait, ces médecins, ce serait enlever à l'administration le droit de les nommer, ou lui imposer des hommes qui pourraient ne pas lui convenir. Serait-on assuré, d'ailleurs, de trouver toujours dans les Conseils d'hygiène un médecin qui fût dans une position telle qu'on pût compter sur lui quand on aurait besoin de ses services pour le traitement d'une épidémie, et en ne donnant pas aux fonctions de médecin des épidémies une durée plus longue que les quatre années d'exercice départies aux membres des Conseils d'hygiène, ne perdrait-on pas dans ce renouvellement fréquent tous les avantages qu'on peut attendre de l'expérience acquise par une connaissance de plus en plus exacte des localités et des maladies qui leur sont particulières.

Nous pensons donc qu'il y aurait utilité à conserver aux fonctions de médecin des épidémies leur caractère propre et indépendant des Conseils d'hygiène, mais que pour créer un lien entre ces Conseils et les médecins des épidémies, il conviendrait qu'à l'avenir ces médecins fussent nommés sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil d'hygiène de l'arrondissement, et qui pourraient être pris indifféremment parmi les médecins qui font partie du Conseil et parmi ceux qui lui sont étrangers. Par là, l'administration aurait toujours une certaine liberté dans ses choix, et des rapports plus faciles s'établiraient nécessairement entre le Conseil d'hygiène et le médecin des épidémies.

Le point important, c'est de déterminer la nature de ces rapports

et d'expliquer comment et dans quelles limites, les Conseils d'hygiène pourront concourir avec les médecins des épidémies à indiquer les mesures à prendre pour *prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles*, selon les termes de l'arrêté du 18 décembre 1848. Nous n'avons pas besoin de rappeler que lorsque l'autorité est informée de l'existence d'une épidémie sur un point quelconque d'un arrondissement, son premier soin doit être d'envoyer le médecin des épidémies dans la commune attaquée. Ordinairement, si l'épidémie a peu de gravité, le médecin se contente de vérifier les faits annoncés, de rechercher les causes de l'épidémie, de voir si le traitement des malades est suffisamment assuré, et de rendre compte du résultat de ses observations dans un rapport adressé au préfet; il ne peut y avoir lieu, en pareil cas, à une convocation extraordinaire du Conseil d'hygiène de l'arrondissement, mais il conviendrait qu'une partie du rapport du médecin des épidémies fût toujours mise sous les yeux du Conseil d'hygiène dans sa session trimestrielle; car c'est dans les documents de cette nature que les Conseils trouveront les éléments les plus utiles pour remplir la tâche qui leur est donnée de recueillir et de coordonner les documents *relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique de l'arrondissement, en ce qui touche la salubrité publique*. Si, au contraire, une épidémie se présente avec un haut degré d'intensité, si elle s'étend sur plusieurs communes, s'il y a doute sur sa nature ou divergence entre les médecins sur les meilleurs moyens à employer pour la combattre, alors le sous-préfet doit, au premier rapport qu'il reçoit du médecin des épidémies, convoquer le Conseil d'hygiène de l'arrondissement, l'engager à envoyer, s'il y a lieu, quelques-uns de ses membres sur le théâtre de l'épidémie, et prendre son avis, comme il est dit à l'art. 9 de l'arrêté de 1848.

Il nous semble que par cette manière de procéder, les conflits pourront être facilement évités, les attributions de chacun respectées dans leurs justes limites, et les deux institutions du médecin des épidémies et des Conseils d'hygiène amenées à concourir chacune, dans sa sphère distincte, au but commun pour lequel elles ont été créées.

Les mesures indiquées dans le présent rapport et que nous vous proposons de soumettre à l'approbation de M. le ministre, se résument en ceci :

1^o Décider qu'à l'avenir les médecins des épidémies seront nommés par le ministre sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil d'hygiène de l'arrondissement où une place de ce genre de-

viendra vacante, liste qui sera toujours accompagnée de l'avis du préfet.

2° Adresser aux préfets une instruction rédigée dans le sens des observations qui précèdent, pour leur indiquer comment le service des médecins des épidémies doit se lier avec la mission confiée aux Conseils d'hygiène publique par les articles 9 et 10 du décret du 18 décembre 1848.

Il sera bon de ne pas oublier, dans ces instructions, que, d'après les règlements constitutifs de l'académie de médecine, le rapport des médecins des épidémies, transmis à M. le Ministre, doit être envoyé à ce corps savant. — Il importe cependant, essentiellement, que ces mêmes rapports restent déposés aux archives des Conseils d'hygiène; les médecins des épidémies devront donc toujours en faire faire deux copies, et, comme ces rapports ont quelquefois une étendue assez considérable, il conviendra de tenir compte du surcroît de frais que cette obligation pourra occasionner, dans le règlement des indemnités allouées aux médecins des épidémies.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1851, CONCERNANT LES RAPPORTS DES MÉDECINS D'ÉPIDÉMIES AVEC LES CONSEILS D'HYGIÈNE.

Monsieur le préfet, les conseils d'hygiène et de salubrité institués par l'arrêté du Gouvernement, du 18 décembre 1848, ayant, entre autres attributions, celle d'indiquer les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies épidémiques et transmissibles, j'ai reconnu la nécessité de rattacher, autant que possible, à cette institution le service des épidémies, et j'ai pris, à cet effet, conformément aux propositions du comité consultatif d'hygiène publique, l'arrêté dont je vous envoie un exemplaire.

En vous recommandant de porter cet arrêté à la connaissance des Conseils d'hygiène et des médecins des épidémies de votre département, afin qu'il soit mis à exécution sans aucun retard, je me bornerai à vous donner quelques explications.

De même que les médecins des épidémies peuvent devenir membres des Conseils d'hygiène, les membres des Conseils d'hygiène peuvent être appelés aux fonctions de médecin des épidémies; mais ces deux fonctions n'en restent pas moins distinctes. Il importe donc de déterminer en quelques mots les attributions des deux institutions, et d'indiquer, d'une part, dans quelle mesure les médecins des épidémies auront à prêter leur concours aux travaux des Conseils d'hygiène; d'une autre part, quels services les Conseils d'hygiène sont appelés à rendre dans les cas d'épidémies.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler, monsieur le préfet, que lorsque l'autorité est informée de l'existence d'une épidémie sur un point quelconque d'un arrondissement, son premier soin doit être d'envoyer le médecin du service dans la commune attaquée. Quand la maladie aura peu de gravité, il suffira qu'une copie du rapport du médecin des épidémies soit mise, par les soins de l'administration, sous les yeux du Conseil d'hygiène, dans sa plus prochaine réunion. Les Conseils d'hygiène trouveront dans les communications de cette nature les données les plus utiles pour remplir la tâche qui leur est confiée, de recueillir et de coordonner des documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie et à la statistique de l'arrondissement, en ce qui concerne la salubrité publique.

Les communications verbales des médecins des épidémies compléteront, d'ailleurs, les renseignements écrits, car ces honorables médecins se feront certainement un devoir d'user de la faculté que leur donne l'article 1^{er} de l'arrêté ci-joint, d'assister aux séances des Conseils de salubrité, avec voix consultative.

Si une épidémie se présentait avec un haut degré d'intensité; si elle s'étendait sur plusieurs communes; s'il y avait doute sur la nature, ou divergence entre les médecins sur les meilleurs moyens à employer pour la combattre, alors le sous-préfet devrait, dès le premier rapport du médecin des épidémies, convoquer le Conseil d'hygiène de l'arrondissement, l'engager, au besoin, à envoyer quelques-uns de ses membres sur le théâtre de l'épidémie, et le consulter, conformément à l'article 9 de l'arrêté du 18 décembre 1848, sur les mesures à adopter, dans l'intérêt de la santé publique. Je me réfère, du reste, sur ce point, à ma circulaire du 3 mai 1851.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce, L. BUFFET.

ARRÊTÉ DU 1^{er} SEPTEMBRE 1851, CONCERNANT L'INTRODUCTION DES
MÉDECINS DES ÉPIDÉMIES DANS LES CONSEILS D'HYGIÈNE.

Vu les instructions relatives au service des épidémies, notamment la circulaire ministérielle du 30 septembre 1813;

Vu les articles 1 et 9 de l'arrêté du 18 décembre 1848, relatif à l'institution des Conseils d'hygiène, et l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 1849, concernant le mode de composition de ces Conseils;

Sur l'avis du comité consultatif d'hygiène publique:

Article 1^{er}. Les médecins des épidémies qui n'auraient pas été nommés membres des Conseils d'hygiène publique et de salubrité

d'arrondissement assisteront, de droit, aux séances de ces Conseils, avec voix consultative.

Art. 2. Les médecins des épidémies continueront d'adresser au préfet du département un rapport détaillé sur chacune des épidémies dont ils auront été appelés à constater la nature ou à diriger le traitement. Une copie certifiée de ce rapport, qui doit être transmis au ministre et communiqué à l'Académie nationale de médecine, sera adressée au Conseil d'hygiène de l'arrondissement, pour être conservée dans les archives, et consultée au besoin.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 JUIN 1854, SUR LES DÉPENSES RELATIVES AUX ÉPIDÉMIES ET SUR LES MOYENS DE PAYEMENT.

Monsieur le préfet, l'article 12 de la loi du 10 mai 1838 a rangé les frais relatifs aux mesures ayant pour objet d'arrêter le cours des épidémies au nombre des dépenses départementales ordinaires, et vous savez que les dépenses ordinaires des départements sont obligatoires. Aux termes de l'art. 14 de la même loi et de l'art. 410 de l'ordonnance du 31 mai 1838, elles peuvent toujours être inscrites ou augmentées, d'office, à la première section du budget départemental.

A l'occasion de l'épidémie cholérique de 1849, un de mes prédécesseurs s'était concerté avec le ministre de l'intérieur sur l'application à faire de ce principe et de ses conséquences aux diverses hypothèses qui peuvent se présenter à l'occasion des frais dont il s'agit. Depuis cette époque, les règles ont été modifiées sur quelques points, et je crois utile de rappeler ici celles qui sont aujourd'hui en vigueur.

Lorsqu'un conseil général n'a voté aucune allocation pour le service des épidémies, la dépense peut être introduite dans la première section par l'arrêté réglementaire du budget, si la nécessité en est reconnue à l'époque où il y a lieu de provoquer cet arrêté.

Si cette nécessité ne se révèle qu'ultérieurement, l'introduction d'office peut néanmoins être opérée par les soins de l'administration supérieure, sur la demande du préfet, justifiée par des considérations d'urgence reconnue.

Lorsque le budget ne contient qu'une allocation insuffisante, il est encore possible de couvrir cette insuffisance, soit par l'arrêté même qui règle ce budget, soit après règlement, au moyen de virement de crédits spéciaux, qu'il appartient au préfet de prononcer, conformément aux instructions émanées du ministère de l'intérieur,

à la date du 27 avril 1852, pour l'exécution du décret de décentralisation administrative.

Ces dispositions donnent à messieurs les préfets les moyens de pouvoir, en cas d'insuffisance des ressources communales, au traitement des épidémies et aux mesures que ces maladies nécessitent. Cependant il arrive assez fréquemment que ces administrateurs semblent ignorer que ces moyens sont en leur pouvoir, et, même lorsqu'il ne s'agit que d'épidémies fort restreintes, ils ont recours à mon ministère pour solliciter des subventions qu'il ne lui serait possible d'accorder que dans le cas où il aurait à disposer d'un crédit extraordinaire, dont la demande peut être justifiée seulement par les grandes épidémies, telles que celles de 1832 ou 1849.

De plus, on est obligé de reconnaître que, si les règles rappelées ci-dessus permettent aux préfets de prendre à temps les mesures nécessaires, elles ne leur fournissent pas également la possibilité d'en payer les frais sans retard; et l'on ne saurait se dissimuler qu'il peut s'ensuivre de véritables embarras en certaines circonstances. Je pense que, par ce motif, et en vue d'un service aussi urgent que celui des épidémies, il serait de la plus sérieuse importance d'avoir, chaque année, au budget du département, un crédit suffisant pour satisfaire aux éventualités; et je crois devoir vous recommander, monsieur le préfet, d'invoquer hautement ces graves considérations auprès du conseil général, pour obtenir le vote d'un fonds spécial lors de la prochaine session.

Signé: HEURTIER.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 AOÛT 1854, SUR LES OBSERVATIONS
CONTENUES DANS LES RAPPORTS DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE SUR LES
TRAVAUX DES MÉDECINS DES ÉPIDÉMIES.

Monsieur le préfet, par ma circulaire du 15 mars 1853, j'ai eu l'honneur de vous faire part des observations auxquelles avait donné lieu le rapport de l'Académie impériale de médecine sur le service des épidémies pendant l'année 1851.

J'ai sous les yeux les rapports présentés, depuis lors, par cette compagnie savante, au sujet du même service, pour les années 1850 et 1852, et je crois devoir appeler votre sérieuse attention sur les remarques et les conseils qu'ils renferment.

L'Académie signale, comme principales causes d'insalubrité:

1° Les amas de fumier que les habitants des campagnes ont coutume de former à proximité de leurs maisons;

2° Le défaut d'aération, l'humidité et le peu de propreté de ces

habitations, qui sont souvent en communauté avec les animaux domestiques ;

3° La situation des cimetières au centre des communes, et la profondeur insuffisante des fosses destinées aux sépultures, qui n'est quelquefois que de 75 ou 80 centimètres, au lieu d'un mètre 50 centimètres à 2 mètres, voulus par les règlements :

4° Le mauvais état d'entretien et le défaut de pente des rues et des voies publiques des communes rurales ;

5° Les remuements de terrains résultant des entreprises de travaux publics, et qui, produisant, dans les temps de pluie, des marécages artificiels, dégagent des émanations nuisibles, fréquemment suivies de fièvres intermittentes. Pour prévenir ce danger, il importe, dit l'Académie, de combler promptement les excavations, de creuser des rigoles et de placer des tuyaux de drainage pour l'écoulement des eaux.

Je ne saurais trop, monsieur le préfet, vous prier de réclamer ou prescrire éventuellement, suivant les circonstances, l'emploi de ces moyens de préservation. Je vous recommande également d'user de votre influence pour obtenir, dans l'intérêt public, l'abandon des coutumes nuisibles dont la loi n'assurerait pas la répression, et de recourir, à l'égard des autres, aux moyens qu'elle met en votre pouvoir. On ne saurait nier, en effet, que, si ces coutumes ne suffisent pas toujours pour engendrer les épidémies, elles ont, du moins pour fâcheuse conséquence d'accroître l'intensité de ces maladies dans les localités où elles se déclarent.

L'Académie a exprimé, d'une autre part, le regret que lui cause le retard qu'éprouve trop souvent l'envoi du médecin des épidémies. Je sais que ce retard provient, ordinairement, de la négligence des maires à prévenir l'autorité supérieure, et mes précédentes instructions ont rappelé, sur ce point, les obligations de ces fonctionnaires ; je ne puis, monsieur le préfet, que m'y référer.

L'Académie déplore certaines routines, certains préjugés populaires, qui consistent à accumuler, outre mesure, les couvertures sur le lit des personnes atteintes de certaines maladies, telles que la suette miliaire ; à leur administrer des boissons alcooliques dans la variole, et à leur prodiguer les aliments dans la dysenterie. Vous devez vous attacher, monsieur le préfet, avec le concours des Conseils d'hygiène et des médecins des épidémies, à faire comprendre à vos administrés les dangers de ces pratiques funestes.

L'Académie désirerait que les médecins cantonaux, dont l'institution a déjà produit de si utiles effets dans plusieurs départements, fussent généralisés, dans l'intérêt des pauvres des communes rurales : ce vœu s'accorde avec les instructions que vous avez déjà reçues

de l'ancien ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, à la date du 3 août 1852, et avec celles qui vous ont été récemment adressées par le ministère de l'intérieur, au point de vue de l'assistance publique. Dans l'intérêt sanitaire, je ne puis, de mon côté, que l'appuyer.

L'Académie demande, enfin, qu'indépendamment des rapports particuliers des médecins des épidémies, l'administration départementale produise, à la fin de chaque année, et par arrondissement, un compte rendu des maladies qui s'y seraient déclarées pendant cette même année ou un état négatif, le cas échéant.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 6 SEPTEMBRE 1855, ACCOMPAGNANT L'ENVOI D'UN NOUVEAU MODÈLE DE COMPTE RENDU À FOURNIR ANNUELLEMENT.

Monsieur le préfet, par une circulaire du 29 août 1854, mon prédécesseur vous a prié, suivant la demande de l'Académie impériale de médecine, de produire annuellement un compte rendu des maladies qui se seraient déclarées épidémiquement dans chaque arrondissement. Afin d'assurer l'uniformité qui a manqué jusqu'ici à la rédaction de ces documents, je vous adresse aujourd'hui quelques exemplaires d'un modèle préparé de concert avec l'Académie (Voyez ci-contre p. 132).

Veuillez, monsieur le préfet, vous y conformer pour l'envoi que vous aurez à me faire à la fin de chaque année, à partir de 1855, indépendamment des rapports plus développés que les médecins du service des épidémies sont de leur côté, tenus de fournir, en exécution des instructions qui les concernent. *Signé* : E. ROUHER.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 15 MAI 1858, ACCOMPAGNANT L'ENVOI DU RAPPORT ACADÉMIQUE POUR 1856.

Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous envoyer quelques exemplaires du rapport général qui m'a été présenté par l'Académie impériale de médecine sur les maladies qui ont régné épidémiquement en France pendant l'année 1856.

Je me borne à vous recommander, monsieur le préfet, de vous attacher à établir dans le service des épidémies une unité sans laquelle, comme le fait remarquer l'Académie, les études spéciales ne donnent que des résultats imparfaits.

La première condition à faire observer est que MM. les maires ne manquent jamais d'informer immédiatement le sous-préfet de l'ar-

RÉSUMÉ, par commune, des maladies épidémiques observées pendant l'année.

ARRONDISSEMENTS dans lesquels il y a eu des épidémies.	NOMS des COMMUNES qui ont été envahies (A).	CHIFFRES de la POPULATION pour chaque commune envahie.	NATURE de L'ÉPIDÉMIE Indiquer au moins le nom de la maladie (B).	CAUSES les plus APPARENTES de l'épidémie (C).	DURÉE de l'épidémie (D).	NOMBRE des personnes atteintes de l'épidémie.			NOMBRE des personnes mortes de l'épidémie.			GUÉRISONS.			OBSERVATIONS.
						HOMMES (E).	FEMMES (E).	ENFANTS (E).	HOMMES (F).	FEMMES (F).	ENFANTS (F).	HOMMES (F).	FEMMES (F).	ENFANTS (F).	

(A) Une ligne pour chaque Commune envahie.

(B) Si plusieurs épidémies de diverses natures ont régné dans une même localité, inscrire une seule fois le nom de la commune et remplir les autres colonnes du tableau pour chaque épidémie.

(C) Indiquer les causes probables, ou mentionner l'absence de causes connues, s'il n'y en a pas d'appréciables.

(D) Noter l'époque de l'apparition de l'épidémie et l'époque de la cessation.

(E) Compter comme enfants atteints, morts ou guéris, les individus âgés de moins de douze ans.

(F) Indiquer, outre les individus rétablis, le nombre de ceux qui restent en traitement.

rondissement, des épidémies qui peuvent se manifester dans leurs communes respectives ; la santé de leurs administrés y est encore plus intéressée que la science médicale. Vous devrez donc adresser à ces magistrats municipaux des instructions pressantes à cet égard. De leur côté, MM. les sous-préfets auront à faire en sorte que les hommes de l'art puissent étudier les maladies et en diriger le traitement dès le début.

Il est, de plus, indispensable que le personnel des médecins des épidémies soit complété, sans retard, partout où il survient des vacances. Veuillez, en conséquence, monsieur le préfet, m'adresser des propositions pour le remplacement des anciens titulaires des postes qui seraient devenus disponibles.

Les médecins des épidémies devront s'inspirer des savantes et précieuses observations consignées dans les rapports de l'Académie impériale de médecine, et rédiger des rapports substantiels toutes les fois qu'ils auront observé des maladies de cette nature. J'insiste, en outre, expressément pour que, à la fin de chaque année, MM. les préfets envoient à mon ministère le compte rendu résumé que réclament les circulaires des 29 août 1854 et 6 septembre 1855.

Enfin, monsieur le préfet, je ne puis trop appeler sur le service des épidémies, jusqu'à présent trop négligé, la sollicitude éclairée des conseils généraux, et je vous invite à proposer, dès cette année, au conseil général de votre département d'inscrire au budget départemental un crédit suffisant pour que ce service puisse remplir convenablement la mission d'intérêt public qui lui est dévolue. Il importe, d'ailleurs, de ne pas perdre de vue, en cette circonstance, que les dépenses auxquelles donnent lieu les mesures propres à prévenir ou combattre les épidémies sont rangées par la loi au nombre des dépenses départementales obligatoires.

IV

SALUBRITÉ, POLICE SANITAIRE.

LOI SUR LES LOGEMENTS INSALUBRES (DU 13 AVRIL 1850).

Article 1^{er}. Dans toute commune où le conseil municipal l'aura déclaré nécessaire par une délibération spéciale, il nommera une commission chargée de rechercher et indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et dépendances insalubres mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager.

Sont réputés insalubres les logements qui se trouvent dans des conditions de nature à porter atteinte à la vie ou à la santé de leurs habitants.

Art. 2. La commission se composera de neuf membres au plus et de cinq au moins.

En feront nécessairement partie un médecin ou un architecte ou tout autre homme de l'art, ainsi qu'un membre du bureau de bienfaisance et du conseil des prudhommes, si ces institutions existent dans la commune. La présidence appartient au maire ou à l'adjoint.

Le médecin et l'architecte pour ront être choisis hors de la commune.

La commission se renouvelle tous les deux ans par tiers, les membres sortants sont indéfiniment rééligibles. A Paris, la commission se composera de douze membres¹.

Art. 3. La commission visitera les lieux signalés comme insalubres. Elle déterminera l'état d'insalubrité et en indiquera les causes, ainsi que les moyens d'y remédier. Elle désignera les logements qui ne sont pas susceptibles d'assainissement.

1. Ce nombre a été successivement augmenté et est actuellement de trente membres.

Art. 4. Les rapports de la commission seront déposés au secrétariat de la mairie, et les parties intéressées mises en demeure d'en prendre communication et de produire leurs observations dans le délai d'un mois.

Art. 5. A l'expiration de ce délai, les rapports et les observations produites seront soumis au conseil municipal, qui déterminera : 1° les travaux d'assainissement et les lieux où ils devront être entièrement ou partiellement exécutés, ainsi que les délais de leur achèvement ; 2° les habitations qui ne sont pas susceptibles d'assainissement.

Art. 6. Un recours est ouvert aux intéressés contre ces décisions devant le conseil de préfecture, dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'arrêté municipal. Ce recours sera suspensif.

Art. 7. En vertu de la décision du conseil municipal, ou de celle du conseil de préfecture en cas de recours, s'il a été reconnu que les causes d'insalubrité sont dépendantes du fait du propriétaire ou de l'usufruitier, l'autorité municipale lui enjoindra, par mesure d'ordre et de police, d'exécuter les travaux jugés nécessaires.

Art. 8. Les ouvertures pratiquées pour l'exécution des travaux d'assainissement seront exemptées, pendant trois ans, de la contribution des portes et fenêtres.

Art. 9. En cas d'inexécution, dans les délais déterminés, des travaux jugés nécessaires, et si le logement continue d'être occupé par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier sera passible d'une amende de 16 à 100 francs.

Si les travaux n'ont pas été exécutés dans l'année qui aura suivi la condamnation et si le logement insalubre a continué d'être habité par un tiers, le propriétaire ou l'usufruitier sera passible d'une amende égale à la valeur des travaux et pouvant être élevée au double.

Art. 10. S'il est reconnu que le logement n'est pas susceptible d'assainissement et que les causes d'insalubrité sont dépendantes de l'habitation elle-même, l'autorité municipale pourra, dans le délai qu'elle fixera, en interdire provisoirement la location à titre d'habitation.

L'interdiction absolue ne pourra être prononcée que par le conseil de préfecture, et, dans ce cas, il y aura recours de sa décision devant le conseil d'État.

Le propriétaire ou l'usufruitier qui aura contrevenu à l'interdiction prononcée sera condamné à une amende de 16 à 100 francs, et en cas de récidive dans l'année à une amende égale au double de la valeur locative du logement interdit.

Art. 11. Lorsque, par suite de l'exécution de la présente loi il y

aura lieu à résiliation de baux, cette résiliation n'emportera en faveur du locataire aucuns dommages-intérêts,

Art. 12. L'article 463 du Code pénal sera applicable à toutes les contraventions ci-dessus indiquées.

Art. 13. Lorsque l'insalubrité est le résultat de causes extérieures et permanentes, ou lorsque ces causes ne peuvent être détruites que par des travaux d'ensemble, la commune pourra acquérir, suivant les formes et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux.

Les portions de ces propriétés qui après l'assainissement opéré resteraient en dehors des alignements arrêtés pour les nouvelles constructions, pourront être revendues aux enchères publiques, sans que dans ce cas les anciens propriétaires ou leurs ayants droit puissent demander l'application des articles 60 et 61 de la loi du 3 mai 1840.

Art. 14. Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront attribuées en outre au bureau ou établissement de bienfaisance de la localité où sont situées les habitations à raison desquelles ces amendes auront été encourues.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 11 AOUT 1850, CONCERNANT
L'ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES.

Monsieur le Préfet, la loi rendue par l'Assemblée législative sur l'assainissement des logements insalubres est une de celles dont il importe le plus de recommander l'étude à l'attention des conseils généraux.

L'article 1^{er} dispose que dans toute commune où le conseil municipal l'aura déclaré nécessaire *par une délibération spéciale*, il nommera une commission chargée de rechercher et d'indiquer les mesures indispensables d'assainissement des logements et dépendances insalubres, mis en location ou occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier ou l'usager. La loi pourrait donc rester une lettre morte entre les mains des autorités locales, si elles n'en comprenaient pas bien toute l'importance, ou si la crainte de froisser des intérêts particuliers ou d'imposer quelques charges nouvelles à la commune, paralysait leur initiative. Il est du devoir du Gouvernement de combattre les résistances que l'inertie, l'ignorance ou des intérêts mal entendus, pourraient opposer à la réalisation des intentions pleines de sagesse et d'humanité qui ont dicté la mesure adoptée par l'Assemblée nationale, et le concours des conseils gé-

néraux de département ne saurait manquer de lui donner une grande force pour l'accomplissement de cette tâche.

La question de l'assainissement des habitations n'est pas d'ailleurs une affaire exclusivement municipale. Il existe, sous le rapport de la salubrité, une solidarité réelle entre les diverses parties du territoire ; car, si une commune se trouve dans des conditions qui favorisent le développement d'une maladie épidémique, cette maladie peut aisément se répandre sur les communes voisines.

Considérée sous le point de vue des forces vives dont le pays peut disposer pour sa défense, et sous celui du progrès moral des populations, la question a de plus un caractère de haute utilité publique. Qui ne sait en effet, aujourd'hui, combien les logements trop resserrés ou mal ventilés, la privation de la lumière, l'excès de l'humidité, les exhalaisons infectes provenant, soit du défaut d'écoulement des eaux ménagères, soit de la mauvaise construction des fosses d'aisance, soit du voisinage de tout autre dépôt ou réceptacle de matières organiques en décomposition, contribuent à affaiblir ou à détériorer la constitution physique de ceux qui sont soumis à l'action permanente de ces causes délétères, et comment elles amènent trop souvent, pour l'enfance, l'étiollement, les scrofules et le rachitisme ? Qui pourrait méconnaître, d'ailleurs, l'influence que l'habitation exerce sur le développement moral des individus ? Que deviennent et que peuvent devenir les sentiments de la dignité humaine et de la décence, de la pudeur, du respect de soi-même dans ces logements hideusement insalubres, qui semblent faits pour dégrader l'homme à ses propres yeux ? Des faits malheureusement trop nombreux sont là pour répondre.

En présence des souffrances et des maux causés par l'insalubrité des habitations, le législateur n'a pas cru pouvoir rester impassible. Il a voulu suppléer à l'action impuissante des règlements de police et il a cherché à concilier, dans une juste mesure, les ménagements que commande le droit de propriété avec l'intérêt de la santé publique.

Aujourd'hui, il s'agit de faire profiter les populations des avantages que la loi nouvelle a pour but de leur assurer, et ce n'est pas trop, pour obtenir un résultat si désirable, que le concours de tous les efforts, de toutes les volontés, de tous les moyens d'action et d'influence.

Les conseils généraux le comprendront, et ils s'empresseront, je n'en doute pas, de répondre à l'appel du Gouvernement. La connaissance qu'ils ont de l'état des habitations dans les localités qu'ils représentent, celle du plus ou moins de difficultés que l'application de la loi pourra rencontrer à raison de la disposition des esprits,

des habitudes, des ressources locales, leur permettra de fournir à l'administration des lumières précieuses. Ils pourront, en outre, concourir plus directement au succès de la mesure par quelques allocations bien dirigées, et, sous ce rapport, il y a deux points sur lesquels je vous recommande d'insister particulièrement.

Dans l'économie de la loi, le conseil municipal est seul arbitre de la nécessité de nommer la commission qui, aux termes de l'article 3, doit visiter les lieux signalés comme insalubres, déterminer l'état d'insalubrité ainsi que les moyens d'y remédier, et désigner les logements qui ne seraient pas susceptibles d'assainissement. Il faut donc que l'attention du conseil municipal soit d'abord appelée sur l'utilité, sur la nécessité qu'il peut y avoir d'instituer cette commission. Les maires, les conseillers municipaux sont, il est vrai, investis du droit d'initiative à cet égard ; mais, dans beaucoup de cas, ils auront besoin d'être éclairés eux-mêmes sur les dangers que présentent certains logements, au point de vue de la salubrité, et sur les conséquences fâcheuses d'un état de choses dont l'habitude empêche d'apercevoir les inconvénients. Or ces lumières, cette impulsion qui manqueraient souvent à des autorités préoccupées de tant d'autres soins, c'est des conseils d'hygiène publique et de salubrité d'arrondissement ou de département, et des commissions cantonales, lorsqu'il en existe, qu'on doit particulièrement les attendre. Composés d'hommes choisis parmi ceux qui possèdent le mieux les connaissances nécessaires pour résoudre les questions d'hygiène, contenant dans leur sein les médecins qui ont été le plus à portée de pénétrer dans toutes les habitations et d'en apprécier l'influence sur le développement des maladies qui affligent une partie de la population, ils sont particulièrement compétents pour éclairer, pour diriger l'opinion en pareille matière. Nul doute que leurs avis, leurs observations ne pèsent d'un grand poids dans les délibérations où il s'agira de décider s'il y a lieu de nommer la commission dont la création est autorisée par la loi. Nul doute, non plus, que les commissions une fois nommées, les conseils d'hygiène ne soient pour elles d'utiles auxiliaires, en leur fournissant les renseignements et les indications qu'ils auront pu recueillir dans le cercle de leurs travaux habituels. Il est donc de la plus haute importance, au point de vue spécial de la question dont il s'agit, de favoriser le développement de l'institution des conseils d'hygiène.

Déjà, l'année dernière, dans plusieurs départements, les conseils généraux, comprenant tout l'intérêt qui s'attache à l'existence de cette institution, se sont empressés de voter l'allocation nécessaire pour faire face aux dépenses qu'elle occasionne. Si votre département n'est pas du nombre de ceux où cette utile mesure a été prise,

vous ne devrez pas hésiter à en provoquer l'adoption. L'institution des conseils d'hygiène se lie trop étroitement aux graves intérêts de la santé publique, et à la plupart des questions relatives à l'amélioration du sort des populations, pour que cet appel ne soit pas entendu.

Il est un autre point qu'il importe aussi de signaler à l'attention particulière des conseils généraux.

L'article 13 de la nouvelle loi porte que lorsque l'insalubrité sera le résultat de causes extérieures et permanentes, ou lorsque ces causes ne pourront être détruites que par des travaux d'ensemble, la commune pourra acquérir, suivant les formes et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux. Il est évident que, dans bien des cas, l'application de cette disposition se trouvera entravée par l'insuffisance des ressources financières des communes. Il est évident aussi que les travaux à effectuer pourront avoir un caractère d'utilité assez général pour que le département ait intérêt à en seconder l'exécution. Les conseils généraux auront donc à se préoccuper de cette éventualité et à examiner dans quelle mesure il leur serait possible de s'associer aux efforts des communes. Leur détermination, à cet égard, peut exercer une influence considérable sur l'assainissement des localités. Je recommande la question au zèle éclairé des membres qui les composent et à leur dévouement pour le bien public. *Signé : DUMAS.*

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 5 FÉVRIER 1858, CONCERNANT
L'ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES.

Monsieur le Préfet, les articles 9 et 10 de la loi du 13 avril 1850 édictent des peines contre quiconque n'aurait pas exécuté les travaux prescrits par l'autorité compétente pour assainissement d'un logement insalubre, ou aurait contrevenu à l'interdiction régulièrement faite de l'habitation de ce logement. Mais la loi n'a pas indiqué la juridiction qui serait chargée de prononcer ces peines.

Il y a lieu, dans le silence du législateur, à s'en tenir aux règles du droit commun.

Cependant, des conseils de préfecture se sont crus saisis du droit de connaître des contraventions à la loi du 13 avril.

Il est de principe, Monsieur le Préfet, que les conseils de préfecture n'ont de juridiction que dans les cas expressément prévus par la loi, et ce serait à tort qu'on prétendrait que l'article 6 de la loi précitée, constituant les conseils de préfecture juges de l'opportu-

nité des mesures prescrites par l'autorité municipale, il serait rationnel qu'ils fussent en même temps investis du pouvoir de faire respecter les décisions de ces mêmes autorités. A tous les degrés de la hiérarchie, quand il s'agit, non d'obtenir l'exécution d'un acte administratif, mais de donner à cet acte une sanction pénale, c'est, sauf les exceptions formellement prévues, au pouvoir judiciaire qu'il appartient de prononcer. Pour prendre un exemple qui offre avec l'espèce une très-grande analogie, les tribunaux judiciaires connaissent exclusivement des contraventions relatives soit aux règlements généraux, soit même aux actes administratifs, concernant les établissements insalubres, quoique le contentieux, en cette matière, appartienne aux tribunaux de l'ordre administratif.

Je dois ajouter que cette interprétation des articles 9 et 10 de la loi du 13 avril 1850 est dans l'esprit général de cette loi, qui s'est efforcée d'entourer de toutes les garanties conciliables avec le soin d'un grave intérêt public, les droits de la propriété privée.

Par ces motifs, Monsieur le Préfet, et d'accord avec M. le Ministre de la justice, qui veut bien adresser des instructions dans ce sens à MM. les procureurs généraux, je vous invite, en ce qui vous concerne, à prendre les mesures convenables pour que, désormais, toutes les contraventions aux dispositions de la loi sur l'assainissement des logements insalubres soient déférées à l'autorité judiciaire.

Signé : E. ROUHER.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 27 DÉCEMBRE 1858, SUR L'ASSAINISSEMENT
DES LOGEMENTS INSALUBRES.

Monsieur le Préfet, j'ai soumis à l'examen du comité consultatif d'hygiène publique institué près de mon ministère les comptes rendus qui m'ont été adressés par MM. les préfets sur les résultats de l'exécution, dans leurs départements, de la loi du 13 avril 1850, touchant l'assainissement des logements insalubres.

Il résulte du rapport de ce conseil que, sauf de très-honorables exceptions, la grande majorité des communes a montré, dans cette circonstance, une fâcheuse indifférence pour un moyen sérieux de bien-être et de moralisation.

La loi a reçu une très-intelligente application dans onze départements. On regrette cependant que, pour ces départements même, cette application n'ait été que partielle, et que les travaux exécutés ou les améliorations obtenues ne soient pas toujours assez clairement décrits dans les comptes rendus.

Vingt-six départements ont fait des efforts qu'il convient d'en-

courager, bien qu'ils laissent encore beaucoup à désirer; on remarque surtout qu'on y a fait une confusion regrettable entre ce qui se rapporte aux logements insalubres et ce qui touche à des causes plus générales d'insalubrité, entre les mesures individuelles d'assainissement et celles dont la charge incombe aux communes ou à l'État. Cette confusion est un obstacle réel à des solutions satisfaisantes, et il importe d'autant plus de la signaler qu'elle tend à se généraliser, et que les départements dans lesquels on a mieux saisi le but de la loi n'en ont pas toujours été exempts.

Trente départements n'ont pas compris la loi, ou du moins n'en ont obtenu que des résultats insignifiants. J'admets volontiers que, dans quelques-uns d'entre eux l'état général de la salubrité, ou diverses conditions exceptionnelles, pouvaient ne pas comporter inévitablement l'application de cette loi : mais il en est un trop grand nombre où cette abstention ne peut être attribuée qu'à une regrettable indifférence; on doit particulièrement classer parmi ces derniers ceux que la statistique comprend au nombre des départements où la mortalité est le plus considérable.

Enfin, dix-neuf départements ont négligé d'envoyer les renseignements qui leur avaient été demandés par mon ministère; je me plais à croire qu'il n'y a là qu'un retard qui sera promptement réparé; car il n'est pas possible de penser qu'il y ait, sur aucun point du pays, parti pris de méconnaître le but élevé de la loi du 13 avril 1850 et son influence si féconde en améliorations matérielles et morales.

Dans ma circulaire du 27 avril 1857, j'ai recommandé, monsieur le préfet, l'étude du dernier rapport de la commission des logements insalubres, de la ville de Paris; j'insiste de nouveau sur les utiles enseignements qu'on peut puiser dans ce remarquable travail, et notamment dans les parties qui se rapportent au caractère de la mission que la loi confie aux commissions d'assainissement des logements insalubres, à leur mode d'action et aux moyens d'assainissement. Tout en reconnaissant que ce rapport doit servir plus particulièrement de modèle dans les départements à grandes agglomérations et à villes manufacturières, je pense, avec le comité, qu'il peut être partout utilement consulté. C'est au zèle éclairé des commissions et des conseils d'hygiène et de salubrité qu'il appartient d'en extraire ce qui peut être applicable à chaque contrée.

Les moyens d'assainissement doivent varier en raison des conditions et des ressources locales; mais il en est un que je crois devoir recommander spécialement : c'est l'emploi des substances hydrofuges répandues dans une grande partie de la France. Il est permis de penser que le moment est venu où, par suite de l'abaissement

des prix de ces substances, l'habitation du pauvre pourra être mise plus complètement à l'abri des désastreux effets de l'humidité. J'ajouterai que la substitution d'un carrelage uni, posé sur une couche de cailloux, à un sol qui, le plus souvent, est à peine battu; l'exhaussement du sol, quand il est possible; l'établissement d'une sorte de drainage autour des murs, sont des mesures qui ont fréquemment réussi à assainir des locaux humides. Ces moyens sont, en général, trop peu coûteux pour qu'on ne puisse pas les mettre en pratique, et il est à désirer qu'ils soient employés toutes les fois qu'ils sont indiqués par une étude intelligente des causes d'insalubrité.

Des motifs de divers ordres ont entravé, jusqu'à présent, la propagation des heureux effets de la loi sur les logements insalubres.

Le premier est que, dans un trop grand nombre de localités, on croit difficilement à l'influence pernicieuse que le logement peut exercer sur la santé, et que l'on est toujours porté à s'abstenir de l'améliorer, lorsqu'il faut, pour conjurer cette influence, s'imposer une charge privée ou communale.

On voit aussi des commissions arrêtées dans leurs bonnes dispositions, dans leurs efforts intelligents et zélés, par une préoccupation trop exclusive de l'inviolabilité du domicile et de la propriété, ainsi que des charges à imposer à des propriétaires peu aisés. Sans doute, les commissions ne doivent pas oublier que la loi du 13 avril 1850 a un caractère essentiellement paternel, mais lorsqu'elles voient du bien à faire, elles ne doivent s'arrêter ni devant le mauvais vouloir ou l'ignorance des propriétaires, ni devant l'indifférence des locataires, que la loi veut protéger contre leur propre incurie; il est de leur devoir, enfin, de se pénétrer de cette pensée que, quelque intérêt que méritent certaines situations, l'humanité ne permet aucune tolérance à l'égard des logements qui peuvent compromettre la santé des locataires.

Enfin, monsieur le préfet, peut-être le caractère distinctif de cette loi n'est-il pas encore assez connu; peut-être ignore-t-on, dans beaucoup de localités, que la création d'une commission des logements insalubres dans une commune appartient au conseil municipal, et se repose-t-on sur l'autorité supérieure du soin de prendre une initiative qui appartient, en réalité, aux autorités locales.

Je compte sur vous, monsieur le préfet, pour combattre avec persévérance, dans votre département, ces différents obstacles, qui s'opposent au développement général d'une institution éminemment utile.

Pour faciliter la rédaction des comptes rendus que vous avez à faire parvenir à mon ministère, en exécution de ma circulaire du

2 octobre 1852, et leur donner en même temps un caractère d'uniformité, je joins à la présente circulaire un modèle de questionnaire qui devra être adressé, par vos soins, à chaque commission. Quoiqu'il soit désirable de voir ce modèle généralement suivi, MM. les préfets resteront juges des modifications de détails que les convenances et les usages de leurs départements respectifs pourraient nécessiter.

Vous trouverez ci-joint un nouveau modèle du cadre que vous aurez à remplir.

Signé : E. ROUHER.

DÉPARTEMENT d

ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES.

QUESTIONS.	REponses.
1^{re} Quelles sont les communes dans lesquelles le conseil municipal a nommé la commission chargée par la loi de rechercher les mesures indispensables d'assainissement des logements insalubres, ou de leurs dépendances? 2^e Quel a été le mode d'enquête dans les communes où cette commission a été nommée? Quels ont été, dans chaque commune, les résultats de ses travaux? Quelles améliorations est-on parvenu à réaliser? 3^e Par quelles mesures le conseil général a-t-il coopéré à l'application de la loi? Quelles allocations a-t-il accordées à cet effet? Quelles sont les communes qui les ont obtenues? 4^e Quelle a été en cette circonstance, la part d'intervention des conseils d'hygiène et de salubrité? Quel concours ont-ils prêté à l'autorité municipale pour faciliter l'exécution de la loi? 5^e Dans le cas où ils sont venus en aide aux communes et aux commissions, ces conseils se sont-ils conformés aux instructions spéciales qui accompagnaient la circulaire adressée, le 3 mai 1851, à votre préfecture, par le ministère de l'agriculture et du commerce? 6^e Quelles sont, dans le département, les <i>grandes villes manufacturières</i> où il resterait des améliorations à effectuer pour le logement des ouvriers? 7^e En quoi consisteraient ces améliorations dans chacune de ces villes? 8^e Par quels moyens est-il possible de les obtenir, et quelles sont les mesures qu'on se propose de prendre à cet effet?	

ARRONDISSEMENT DÉPARTEMENT COMMUNE

COMMISSION D'ASSAINISSEMENT DES LOGEMENTS INSALUBRES.

QUESTIONNAIRE à remplir en conformité de la circulaire préfectorale
du à l'effet de résumer les travaux exécutés et les améliorations réalisées pendant dans l'état des logements insalubres.

Un exemplaire de ce questionnaire, exactement rempli, sera transmis à la sous-préfecture ou à la préfecture pour l'arrondissement chef-lieu, avant le

QUESTIONS.	RÉPONSES.
1. Quelle a été l'époque de renouvellement par tiers de la Commission d'assainissement?	
2. Quelle est aujourd'hui sa composition? (Donner les noms, professions et fonctions des membres qui en font partie).	
3. Combien de fois la commission a-t-elle visité, pendant les années , les habitations de la commune désignées comme étant insalubres?	
4. S'est-elle occupée de la réalisation des mesures indiquées par les instructions, et sur quels points ses recommandations ont-elles porté?	
5. Quel est le nombre des habitations visitées en	
et	
6. Quel est le nombre des améliorations réalisées dans cette période:	
1° Pour faire cesser l'humidité du sol ou des murailles des habitations?	
2° Pour assurer une bonne ventilation des logements?	
3° Pour proportionner le nombre des habitants à l'espace que présentent les différentes pièces et notamment les chambres à coucher?	
4° Pour donner un éclairage suffisant aux chambres habitées?	
5° Pour assainir les portions les plus malsaines de l'habitation au moyen de l'eau chlorurée ou de l'eau de chaux?	
6° Pour faire disparaître des cours et autres parties voisines des logements, les dépôts de fumier ou amas de matières végétales en décomposition?	
7° Pour donner aux eaux stagnantes un écoulement régulier?	
8° Pour tenir en bon état de propreté les étables et les écuries?	
9° Pour que les cabinets d'aisances et les fosses à engrais ne deviennent pas des foyers d'infection?	
10° Pour d'autres causes d'insalubrité inhérentes aux habitations? (En indiquer la nature.)	
7. Quelle est la situation générale des logements occupés par la classe laborieuse?	
8. Renseignements généraux sur les améliorations qui restent à réaliser dans l'intérêt de la salubrité des logements.	

A

, le

18

Les membres de la commission d'assainissement des logements insalubres.

RAPPORT SUR LES CITÉS OUVRIÈRES

Par M. Villermé.

Le Comité a renvoyé à mon examen une lettre de M. le Consul général de France à Anvers, adressée à M. le ministre de l'agriculture et du commerce, relativement à une cité ouvrière qui devra être érigée sur un terrain d'environ un hectare, dans la commune d'Ixelles, faubourg de Bruxelles. M. L. Gomand, à qui le gouvernement belge accorde, à cet effet, 4000 fr. en pur don et un prêt de 20 000 fr. sans intérêts, doit construire cette cité ouvrière à ses frais. C'est d'ailleurs justement que M. le Consul général de France à Anvers dit dans sa lettre que le gouvernement et les administrations municipales des grandes villes de ce royaume rivalisent de zèle pour la fondation de pareils établissements.

Celui dont il s'agit devra se composer, savoir :

1° D'un bâtiment destiné à loger des célibataires, et comprenant un réfectoire et un chauffoir communs avec leurs dépendances¹.

2° D'un autre bâtiment où sera une buanderie commune, avec pompe, blanchisserie, séchoirs et salles de bain.

3° De quatre maisons destinées à des boutiques.

4° Enfin, de 42 maisons avec cours et jardins, les unes à deux étages et les autres à un seul.

Le tout conformément à un plan d'ensemble qui sera réalisé complètement dans l'année 1851.

Je voulais écrire à Bruxelles pour savoir mieux à quoi m'en tenir à cet égard ; mais rien n'étant encore construit ou avancé, il serait impossible dans cet état de choses, même avec le plan d'ensemble qui nous est inconnu et qui sera peut-être modifié, de se former au juste une opinion sur la cité ouvrière dont il s'agit.

Il est assez vraisemblable, toutefois, que ce plan ne s'éloigne pas beaucoup d'un projet demandé par le ministre belge de l'intérieur aux architectes, par la voie du concours, le 1^{er} mars 1849, pour des habitations modèles à l'usage des ouvriers. Voici les conditions, dont aucune cependant n'était absolue, auxquelles les concurrents devaient avoir égard ; elles sont conformes aux règles de l'hygiène :

1^{re}. — La disposition des maisons sera combinée de telle sorte

1. Ce bâtiment contiendra aussi une salle d'école, un logement pour l'instituteur et une salle de bibliothèque. Mais ces locaux ne feront point partie de la cité ouvrière et resteront à la disposition de l'administration communale d'Ixelles, moyennant une indemnité annuelle de 200 fr., payée par cette administration à M. Gomand.

que la circulation de l'air s'y opère avec la plus grande facilité, et que l'intérieur reçoive abondamment la lumière solaire ;

2^e — Elles seront toutes pourvues d'eau pure en quantité suffisante pour les besoins domestiques et pour assurer la propreté des rues. Les concurrents rechercheront le mode de distribution le plus facile et le plus économique ;

3^e — Chaque habitation, destinée au logement d'une famille, se composera d'un rez-de-chaussée, d'un étage, d'un grenier et d'une petite cave à provisions. Elle aura au moins trois pièces et sera pourvue d'une cour, d'un petit jardin et d'un lieu d'aisance ;

4^e — Le rez-de-chaussée sera élevé de deux marches au-dessus du sol, et le plancher disposé de telle façon que l'humidité ne puisse pénétrer dans l'intérieur des maisons ;

5^e — La hauteur des étages ne sera pas inférieure à 3 mètres.

6^e — Dans la disposition des baies et des cheminées, on aura égard à la facilité de l'aérage et de la ventilation intérieure ;

7^e — La construction sera en briques ;

• — Les rues auront au moins 10 mètres de largeur ;

9^e — Des aqueducs ou siphons recevront les eaux pluviales et ménagères, ainsi que les immondices².

M. Gomand s'est engagé, savoir :

A ne construire dans sa cité ni puits d'absorption, ni puits perdu, mais à établir un égout pour l'écoulement des eaux ménagères, des eaux pluviales et des vidanges ;

A faciliter pour tous les habitants de la cité, et au prix fixé par un tarif approuvé par l'administration communale d'Ixelles, la jouis-

1. Article 3 de l'arrêté du 1^{er} mars 1849 (signé Ch. Rogier) qui institue à Bruxelles un concours pour la présentation de plans de maisons d'ouvriers.

D'après l'article 1^{er} de ce même arrêté, chaque projet devait offrir :

Le plan d'une seule maison à enclaver dans un centre aggloméré ;

Le plan d'un *cottage* ou maison rurale ;

Le plan d'un groupe de 6 ou de 8 maisons ;

Le plan d'un quartier formé de 150 à 200 maisons, à établir dans le voisinage d'une ville.

L'article 2 s'exprime ainsi :

Le plan du quartier pourra comprendre un bâtiment contenant :

Le logement du régisseur du quartier ;

Une buanderie commune ;

Une salle de bains ;

Un chauffoir commun ;

Une école gardienne ;

Un emplacement pour une bibliothèque. (V. *Documents et Instruction relatifs à l'assainissement des lieux insalubres*, publiés par ordre du Ministre belge de l'intérieur. Bruxelles, 1849, pages 63, 64 et 65.)

2. Jusqu'au grand égout communal.

sance en commun de la blanchisserie, de la buanderie et du séchoir, ainsi que des salles de bain;

A ne recevoir comme locataires des maisons que des personnes dont l'administration communale d'Ixelles aura certifié la moralité;

A stipuler dans ses baux, comme condition expresse à laquelle toute sous-location doit être subordonnée, par les locataires principaux :

Qu'aucun logement ne pourra se composer de moins de deux pièces pour une famille ;

Qu'aucune personne dont la moralité n'aura pas été attestée par l'administration municipale d'Ixelles ne sera pas admise comme sous-locataire ;

Qu'un seul étage ne pourra être occupé par plus de six personnes ;

Et qu'il est formellement interdit de convertir les souterrains en chambres à coucher ;

Enfin, le maximum des prix de location ne pourra dépasser :

20 fr. par mois (240 fr. par an) pour une maison à deux étages ;

12 fr. par mois (144 fr. par an) pour une maison à un étage ;

Et 4 fr. par mois (48 fr. par an) pour une chambre d'ouvrier garnie de sa couchette en fer, d'une table et d'une chaise, avec jouissance du réfectoire et du chauffage communs¹.

Si, partant de toutes ces données, nous supposons que les bâtiments communs, avec leurs dépendances et les rues à ouvrir, occuperont les 4/10 de l'hectare ou environ de terrain sur lequel doit s'élever la cité ouvrière, les 6/10 restants seront pour les 42 maisons, cours et jardins destinés à des familles d'ouvriers. Ces 42 habitations couvriront donc ensemble une superficie de 60 ares ou 6000 mètres carrés. Ce sera, pour chacune, 1 are et 43 centiares, ou 143 mètres carrés, c'est-à-dire 4 perches 9 toises, ancienne mesure de Paris de 100 perches à l'arpent et 9 toises à la perche.

Si les 42 petites maisons dont il s'agit devaient n'occuper, avec leurs cours et jardins, que la moitié du terrain total (5000 mètres carrés au lieu de 6000) — ce qui n'est pas probable, — ce serait encore en moyenne 1 are 19 centiares pour chacune, ou bien 3 perches 4 toises.

Certes, ces maisons, à en juger par la superficie approximative du sol qu'elles devront couvrir, par leurs jardins et dépendances, — par le programme du ministre belge adressé aux architectes², par les conditions imposées à M. Gomand et par le maximum des loyers,

1. Quant aux 4 maisons qui devront servir de boutiques, M. Gomand en réglera la location comme bon lui semblera.

2. Ce programme paraît ne devoir pas être entièrement suivi.

donneront aux logements des familles qui les habiteront beaucoup plus d'espace, d'air, de jour, et de propreté, de salubrité, de décence, que n'en présentent d'ordinaire les logements d'ouvriers situés si près d'une grande ville, même là où le terrain ne manque pas.

Quelle différence entre ces demeures et tant d'autres (les plus mauvaises, il est vrai), où chaque ménage ne dispose que d'une seule pièce, petite, basse, obscure, humide, mal close, souvent en contre-bas du sol, ou bien sous le toit, glaciale en hiver, étouffante en été, et sans autre horizon qu'un triste mur situé à quelques pieds ; dans des rues ou impasses boueuses, étroites, insalubres, et dans des maisons tombant en ruines, dont les escaliers et les planchers délabrés sont recouverts d'une couche glissante d'immondices ! Heureux encore quand ces bouges, où rien n'invite ni à la propreté ni au respect de soi-même, ne sont pas horriblement infectés par des latrines tenues indécemment, et placées non moins indécemment en vue de tous ceux qui montent ou qui descendent, entrent ou sortent, et quand il ne s'y ajoute pas un encombrement occasionné par les objets de la profession, par de sales grabats où l'on ne voit qu'une paille avec des lambeaux de couverture, et par le pêle-mêle, la promiscuité d'individus de tout sexe, de tout âge, qui s'y pressent et s'y entassent.

Je discuterai d'autant moins ici les avantages et les inconvénients de la cité ouvrière d'Ixelles, que, comme on l'a déjà dit, elle n'est pas encore construite. Il se peut même que l'on apporte des changements au plan primitif.

C'est une raison de plus pour ne pas nous y arrêter davantage, et pour examiner d'une manière plus générale la question des cités ouvrières, devenue d'ailleurs tout récemment fort importante.

En effet, on a cru remédier à des détestables logements comme ceux dont je viens de parler, en construisant des cités ouvrières dans lesquelles un nombre assez considérable d'ouvriers seraient logés convenablement et à bien meilleur marché que chez les particuliers.

Cette idée, qui n'est pas nouvelle, a été embrassée avec ardeur depuis la Révolution de 1848. Aussi des associations se sont-elles constituées pour la réaliser. Telle est l'origine de la cité ouvrière d'Ixelles ; telle est encore celle de la grande cité que l'on bâtit présentement à Paris dans la rue Rochechouart. Mais celle-ci permettra de recevoir 150 à 200 familles, peut-être même davantage¹, avec un certain nombre d'ouvriers célibataires, et sera construite d'après un plan tout différent. Ses bâtiments, élevés sur un terrain beaucoup moins spacieux que celui de la cité belge — (un peu moins d'un

1. Voir la note suivante

tiers d'hectare) — auront 3 étages au-dessus du rez-de-chaussée, et seront séparés par des intervalles aussi larges qu'il est possible de les laisser pour l'air et la lumière¹.

Nous n'avons pas à nous occuper, sous le rapport de l'hygiène, de l'emplacement de la cité ouvrière de Paris. Il a d'ailleurs été bien choisi. Mais dans cet établissement, comme dans tous ceux du même genre où chaque ménage n'aura point une habitation complètement séparée, les familles ne pourront jamais s'isoler comme dans celui de Bruxelles. Il est douteux, au surplus, que tout ait été calculé pour éviter, autant qu'il est possible, aux habitants d'un même corps de logis, surtout entre les deux sexes, des communications, même fortuites, que peuvent repousser les mœurs, les sentiments délicats et tous les intérêts bien entendus.

Le plan, d'ailleurs, a-t-il été disposé de manière qu'on n'entende rien de tout ce qui se dit dans la chambre contiguë d'une autre famille? Pour qu'un logement étant ouvert, on ne voie pas, d'un autre logement, ce qui s'y passe? Pour ne point favoriser ces conversations sans mesure, et presque toujours indiscretes, qui ont si fréquemment lieu aux portes entre voisins trop rapprochées? On sait que

1. Voici un extrait du prospectus publié par la Société qui fait bâtir l'établissement en question.

« Le but de l'association est de faire édifier, dans chacun des arrondissements de Paris, des *cités ouvrières*; les locataires de ces cités auront des logements sains, bien aérés et surtout à des prix au-dessous de ceux qu'ils payent pour une seule chambre dans des maisons insalubres; les logements se composeront d'une petite cuisine et de deux chambres à coucher, et aussi d'une seule chambre, et seront chauffés au moyens de calorifères qui, en été, serviront de ventilateurs.

« Les bâtiments (au nombre de quatre), seront élevés de trois étages, et séparés les uns des autres par des cours et des jardins; les rez-de-chaussées seront disposés en magasins, boutiques et ateliers. Chaque bâtiment contiendra quarante à cinquante familles.

« Un lavoir, un établissement de bains, et une salle d'asile pour recevoir les enfants pendant que les mères se rendront à leurs travaux, seront établis dans chaque cité. Ces avantages sont compris dans le prix du loyer, dont le chiffre ne pourra jamais être augmenté.

« Il y aura des chambres meublées, dans le prix de 6, 8 et 10 francs par mois, pour les ouvriers et ouvrières qui n'auraient pas le moyen d'acheter un mobilier; une partie du prix sera affecté à la location de la chambre, et l'autre au remboursement des meubles qui appartiendront aux locataires après parfait paiement.

« Une grande salle sera destinée à un chauffoir public; elle pourra ainsi devenir le lieu de réunion des ouvriers de l'arrondissement qui voudront se faire embaucher; les patrons trouveront là des hommes de tous les corps d'états. Ces ouvriers se feront inscrire chez l'inspecteur de la cité qui vérifiera leur livret, ce qui deviendra une indication certaine pour les patrons qui auraient besoin de travailleurs.

Les actionnaires, tout en participant à une œuvre de la plus haute philanthropie, recevront un intérêt de 4 p. 100, payables par trimestre, une part dans les dividendes et les actions seront garanties par les propriétés.

ces conversations les détournent des soins du ménage, et créent des gênes, des querelles, des inimitiés, des habitudes de paresse.

Comment prévenir ces fâcheuses rencontres d'un grand nombre d'individus montant et descendant chaque jour le même escalier, parcourant les mêmes corridors, ou bien s'apercevant à la porte de ces cabinets malheureusement communs à plusieurs familles étrangères l'une à l'autre, et où cependant l'on devrait être le plus caché à tout regard ?

Les précautions les plus nécessaires à la décence deviennent impossibles, et l'on s'accoutume à ne les plus observer, surtout quand des ouvriers célibataires, qui n'épient que trop souvent les occasions d'affaiblir les principes moraux des jeunes femmes, habitent le même corps de logis qu'elles.

Il faut avoir été témoin des scandales, des troubles qu'entraîne cette position, et des dissensions, des haines que fait naître un voisinage immédiat auquel on ne peut se soustraire, pour comprendre la nécessité de prévenir ces inconvénients. M. Louis Reybaud les a très-bien décrits dans le rapport présenté tout récemment au ministre de la guerre par la commission d'inspection des colonies agricoles de l'Algérie, en parlant des baraques où étaient logés les colons :

« Les cloisons n'atteignaient pas le faite, les ménages se voyaient condamnés par la contiguïté à une sorte de vie en commun qui ne tournait au profit ni de la concorde ni des mœurs. Plus d'un spectacle frappait des yeux qui n'eussent pas dû le voir; plus d'un propos arrivait à des oreilles qui n'eussent pas dû l'entendre. C'était d'ailleurs une source de gênes et de servitudes réciproques qui aigrissaient les esprits et leur faisaient envisager l'isolement comme un véritable bienfait ¹. »

Voilà pourquoi, tout en reconnaissant combien il serait à désirer

1. Et plus loin : De toutes les provinces, de tous les villages, il s'est élevé un concert de voix pour repousser et pour maudire tout ce qui, de près ou de loin ressemblait à de la communauté. Un fait suffira pour en donner la mesure. Les baraques en bois ne comportaient pas de cheminées intérieures, et, afin d'y suppléer, les colons s'étaient érigé en plein air de petits foyers en pierres sèches, où ils préparaient leurs aliments. Ce spectacle éveilla la sollicitude de quelques directeurs (de colonie). Ils firent construire, par les soins du génie, de vastes cuisines pourvues d'une quinzaine d'âtres distincts. On devait croire que les colons quitteraient leurs cuisines informes, exposées à toutes les intempéries pour venir, à tour de rôle, occuper ces places commodées et couvertes. Il n'en fut rien; la cuisine commune demeura vide; les ménagères continuèrent à braver la pluie et le soleil. C'est qu'elles aimaient mieux, au prix de quelques inconvénients, s'affranchir des ennuis et des risques du voisinage : Chacun chez soi, chacun pour soi, ainsi pouvait se traduire et se commenter leur façon d'agir.

que les ouvriers eussent tous des habitations salubres, commodés et peu coûteuses, il ne faudrait pas en rassembler des multitudes dans des sortes de grandes casernes, où les mauvais exercent constamment une fâcheuse influence sur les bons. Tout ce qu'on a dit si justement des dangers des grands centres industriels pour les penchants et les mœurs des travailleurs, peut s'appliquer plus ou moins aux maisons qui en réunissent beaucoup sous le même toit. Voilà pourquoi aussi on devrait se montrer très-sévère, sous le rapport de la moralité, dans des établissements comme les cités ouvrières, et n'y jamais recevoir des célibataires du sexe masculin dans les corps de logis habités par des familles, ni même dans un bâtiment à part, si l'entrée ou la cour, à plus forte raison les escaliers, ont quelque chose de commun avec les ménages.

D'un autre côté, n'est-il pas à craindre que les cités dont il s'agit, en recevant dans leurs murs de grandes quantités d'ouvriers et en les isolant davantage de la société générale, ne fortifient leur jalousie contre ceux qu'ils appellent des riches, et auxquels ils prêtent tant de torts imaginaires? Dans les circonstances difficiles où se trouve le pays, cette question a bien son importance. Je ne sais pas d'ailleurs si les grandes cités ouvrières qui ne renfermeraient que des ménages pourraient devenir une cause de véritable danger pour l'ordre social. A cet égard, une chose doit beaucoup rassurer : partout les ouvriers se retirent généralement dans des quartiers ou rues distincts de ceux qu'habitent les hommes plus favorisés par la fortune, sans pour cela vouloir attaquer l'ordre ou l'autorité établis. Et même, les ouvriers tranquilles et honnêtes se logent fréquemment dans d'autres rues que les ouvriers turbulents et de mauvaise conduite, pour n'avoir point de contact avec eux. Cette séparation des bons et des mauvais, qui s'opère de soi-même, est un fait remarquable. On l'a oublié, lorsqu'il s'est agi d'apprécier théoriquement les inconvénients que doivent ou peuvent avoir les cités ouvrières.

Nous avons vu qu'on ne doit pas rassembler dans la même cité ouvrière des ménages et des célibataires du sexe masculin. Convient-il, d'ailleurs, d'établir des cités exclusivement pour ces derniers?

Non assurément, et voici pourquoi :

Ces hommes, âgés la plupart — on pourrait dire presque tous — de dix-huit à trente-cinq ans, et arrivés par conséquent à l'époque de la vie où l'on est le plus apte au travail, sont les ouvriers qui gagnent les meilleurs salaires, ont les moindres charges, manquent le plus d'économie, de sobriété, de mœurs, et dépensent ordinairement tout, comme ils le reçoivent, au jour la journée, en excès, en débauches, sans aucune prévoyance du lendemain. N'ayant pas de

famille à soutenir, ne s'occupant que d'eux seuls, ils craignent moins de s'abandonner à l'intempérance¹.

On conçoit donc combien on aurait tort de faire le moindre sacrifice pour loger mieux et à meilleur marché de telles gens, dont cela ne changerait pas les défauts en qualités, ni les vices en vertus, et qu'on n'améliorerait en rien. L'économie qui pourrait en résulter pour eux tournerait en orgies, et ils n'en seraient pas plus avancés². Loin de là, en les réunissant en grand nombre dans les mêmes maisons, on ne ferait qu'exciter leurs folies socialistes, s'ils en sont atteints, et fortifier leurs mauvais penchants en les mettant en commun.

Ces hommes se refuseraient d'ailleurs à demeurer dans une maison où ils seraient soumis à une discipline qui ne permettrait aucun dérèglement; de sorte que l'établissement fondé pour eux n'aurait pas d'habitants, ou bien ne serait qu'un lieu de désordres.

Ce n'est pas tout. Supposez des cités où, comme on l'annonce dans certains prospectus³, les locataires, composés de nombreux célibataires, aient une grande salle commune, servant de chaufferie durant l'hiver, laquelle soit, en outre, le lieu de réunion des autres ouvriers du quartier. Ne sera-t-il pas bien à craindre alors, surtout à Paris, que des foyers d'émeute et de sédition ne s'y forment, et cela d'autant plus que les membres de ces réunions auront toute facilité de

1. Je crois devoir transcrire ici le résumé fait sur ce sujet particulier, pour Paris, dans une excellente petite brochure, de M. Alphonse Grün, rédacteur en chef du *Moniteur universel* :

« Quelques personnes ont craint que des agglomérations d'ouvriers Parisiens, en grand nombre sur des points donnés, ne devinssent un danger pour la tranquillité publique; qu'il ne s'y formât des centres de réunions politiques, des conciliabules séditieux, d'où partiraient des mots d'ordre, des sortes d'injonctions de telle ou telle cité; que l'indiscipline tumultueuse ne devint fréquente dans des multitudes habitant ensemble sans soumission à une règle hiérarchique; que la facilité des communications et des rapprochements ne fût fatale aux mœurs et au repos des familles; que l'administration de ces vastes maisons ne fût rendue difficile par la résistance que la solidarité des locataires récalcitrants opposerait aux saisies ou aux expulsions pratiquées contre ceux qui ne payeraient pas ou qui exciteraient du scandale. » Voir *État de la Question des habitations et logements insalubres*, p. 26 et 27.

Le même M. Grün (p. 27) paraît s'appuyer sur un travail de M. Hennequin, pour croire que la construction de grandes maisons d'ouvriers à Paris y attirerait probablement des habitants insolubles, et que les vrais ouvriers de cette ville ne s'empresseraient point de se confiner dans ces établissements officiels, parce qu'ils sont trop amoureux de leur indépendance et trop ennemis de toute règle imposée.

2. Ils se recrutent de presque tous les mauvais sujets de 16 à 20 ans, qui abandonnent leurs parents et vont travailler loin d'eux pour être plus libres dans leur conduite, et pour jouir de leur salaire entier.

3. Voir la note, p. 150.

se voir, de s'entendre et de comploter derrière leur seuil, sans que la police puisse l'empêcher?

La conséquence à tirer de ces réflexions, ou mieux de ces faits, c'est que les cités ouvrières recevant des célibataires du sexe masculin, soit seuls, soit avec des ménages, ne seraient utiles ni à eux ni à la société. Disons mieux, elles iraient directement contre le but que l'on doit se proposer; elles ne feraient que du mal. Il faut donc laisser l'industrie particulière se charger de loger les ouvriers dont il s'agit.

Restent les cités ouvrières destinées exclusivement à des familles.

Pour celles-ci, c'est différent. Bien organisées, bien entendues, si l'on fait abstraction de la dépense, elles n'auraient que des avantages sans inconvénient.

Je ne parlerai pas de toutes les dispositions que ces établissements devraient présenter; mais, avant de faire connaître les plus indispensables, disons que les locataires devraient trouver dans leurs logements toutes les conditions d'air, d'espace, de commodités, de salubrité et d'isolement qui sont compatibles avec leur position d'ouvriers et de personnes mariées honnêtes, laborieuses, qui élèvent leurs enfants dans les principes de la religion et de la morale, et en particulier leurs filles dans la modestie et la retenue.

C'est aussi de cette manière que j'ai vu, à Mulhouse, en 1835 et 1836, un fabricant comprendre et réaliser, peut-être le premier en France, une sorte de cité ouvrière qui serait partout un admirable modèle, et dont je crois devoir reproduire ici la description que j'en ai donnée ailleurs. Il est bon, dans ce temps surtout, de montrer les efforts et les sacrifices continuels que beaucoup de maîtres de manufactures faisaient, il y a déjà longtemps, pour soulager ou mieux encore pour prévenir la détresse de leurs ouvriers. Voici donc ce que j'en disais ¹ :

« Frappé des conséquences fâcheuses qui résultent, à Mulhouse, pour un nombre considérable d'ouvriers, de la manière dont ils sont logés, le maire de cette ville, M. André Kœchlin, a fait bâtir pour trente-six ménages d'ouvriers de ses ateliers de construction des logements où chacun a deux chambres, une petite cuisine, un grenier et une cave, pour moins de la moitié de loyer qu'ils payeraient ailleurs. ². En outre, et sans augmentation du prix, à chaque logement est attaché un jardin pour y cultiver une partie des légumes nécessaires au ménage, et surtout pour habituer l'ouvrier à y

1. VILLERMÉ. *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, tome I^{er}, p. 58 et 59.

2. Pour 12 à 13 fr. par mois.

passer le temps qu'il donnerait au cabaret. Mais, pour jouir de ces avantages, il faut entretenir de ses propres mains son jardin, envoyer ses enfants à l'école, s'abstenir de contracter une dette quelconque, et, chaque semaine, faire un dépôt à la caisse d'épargne et payer quinze centimes à la caisse de l'établissement. Cette dernière condition donne droit, lorsqu'on est malade, à trente sous par jour, aux visites du médecin et à la fourniture des remèdes ¹. »

Cet essai de M. André Kœchlin a parfaitement réussi ; les ménages logés par lui ont si bien prospéré, que ceux dont l'avenir paraissait assuré ont fait place à de nouvelles familles, et que des chefs de manufactures de la même ville ont voulu imiter son exemple et faire ensemble en grand ce qu'ils voyaient faire si heureusement en petit ².

Non-seulement Mulhouse et l'Alsace, mais encore l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne (Berlin et surtout Hambourg) sont entrées dans cette voie. Et moi-même j'ai vu, dans plusieurs départements de la France, surtout depuis 1841, des familles d'ouvriers³ attachés aux manufactures de coton et de laine, aux verreries, aux mines de houille et aux établissements métallurgiques, être logées à très-bon marché dans des espèces de cités, dont le vice commun était le défaut d'isolement des ménages. Mais plusieurs propriétaires de ces usines avaient fait construire aussi à leurs frais, et avec une utilité que l'expérience confirme chaque jour, des maisonnettes assez spacieuses, très-commodes, convenables à tous égards, auxquelles ils joignaient souvent, et gratis, un terrain ou jardin, et même parfois un appentis et une petite étable à porc. Chacune de ces habitations

1. Il paraîtra hors de doute à tous ceux qui connaissent bien les associations d'ouvriers pour se secourir mutuellement en cas de maladie, qu'une cotisation mensuelle de 12 à 15 sous par membre était bien peu en rapport avec les 30 sous accordés par jour à chaque malade, et que M. André Kœchlin devait, en réalité payer une partie de ce secours. Aussi, sur la remarque que je lui en faisais, il me répondit qu'il savait cela comme moi, mais qu'il voulait faire entrer les secours mutuels contre la maladie dans les habitudes des ouvriers.

2. Le succès a répondu à leur attente, si mes renseignements sont exacts ; mais j'ignore jusqu'à quel point, car je n'ai pas été à Mulhouse depuis 1836.

3. Il ne s'agit point ici de ces familles aux chefs desquelles on donne, dans les grandes usines, des emplois de confiance, comme par exemple celui de concierge. Il ne faut pas croire, au surplus, que venir de cette manière en aide à des ménages honnêtes et laborieux, soit chose tout à fait nouvelle chez nous. Et d'ailleurs, tous ces établissements dans lesquels l'État ou les communes logent, nourrissent et entretiennent, à perpétuité, des personnes sans fortune, que leur âge ou leurs infirmités forcent d'y recevoir, que sont-ils ? Évidemment des sortes de cités ouvrières pour les ouvriers invalides.

était pour une seule famille. Malheureusement il n'y en avait encore qu'un petit nombre¹.

Mais ce ne sont point là des cités ouvrières telles que les réclament, au nom de certaines idées, des hommes dont les uns sont de bonne foi, et dont les autres, plus habiles, mais moins honorables, n'ont qu'un motif d'ambition ou d'intérêt personnel, qu'ils se gardent bien d'avouer.

Je pourrais m'arrêter ici ; néanmoins je ne déposerai pas la plume sans ajouter quelques considérations.

Nous avons vu que les célibataires du sexe masculin ne doivent pas habiter les cités ouvrières. Supposons donc qu'on n'y reçoive que des ménages ou familles ; supposons encore que l'association qui s'est formée pour faire construire des cités dans chacun des arrondissements de Paris réalise complètement son projet, et que dix mille personnes (nombre certainement beaucoup exagéré) soient un jour logées par cette société. Croit-on, je le demande, que la masse de ceux qui, dans cette capitale, auraient besoin d'une demeure commode, salubre et à bon marché en sera sensiblement diminuée ? Qu'on se détrompe. En outre, les familles pauvres et méritantes ne profiteront pas seules des cités ; il est même probable qu'elles ne voudront pas en profiter, la plupart du moins, à cause des individus qu'elles y rencontreraient. Comment d'ailleurs n'y jamais recevoir des ouvriers dont l'incurie, la malpropreté ou leurs occupations rendent bientôt leurs logements infects et malsains, ni d'autres qui, par leur inconduite, et quoi qu'on fasse pour eux et qu'il arrive, sont voués à une misère irrémédiable ?

D'un autre côté, comment admettre que la société des cités ouvrières de Paris paye à ses actionnaires, comme l'annonce son prospectus, *un intérêt de 4 pour 100, avec une part dans les dividendes*, et donne à ses locataires, *à des prix au-dessous de ceux que leur coûterait une seule chambre dans des maisons insalubres*, des logements spacieux et très-bons qu'on peut voir dans la cité présentement en construction rue Rochechouart, où ils se composeront d'une petite cuisine et de deux chambres à coucher, et seront chauffés au moyen de calorifères qui, en été, serviront de ventilateurs² ?

J'avoue ne pas croire à la possibilité de tenir ces promesses, malgré ma confiance en leur sincérité et malgré les noms honorables

1. On les voyait, ainsi que les espèces de cités mentionnées quelques lignes plus haut, au-dessus des mines nouvellement ouvertes ou de celles dont l'exploitation prenait beaucoup de développement. Il n'y en avait point près des anciennes mines exploitées dont l'importance n'augmentait pas, parce que tous les ouvriers trouvaient à se loger dans les vieilles maisons.

2. Tous les mots soulignés sont extraits du prospectus.

des hommes qui forment le conseil de surveillance de la société dont il s'agit. Je ne pense pas non plus que d'autres logements de trois chambres et d'une cuisine chacun, qui doivent occuper deux corps de logis à part sur les cinq dont se composera la cité de la rue Rochechouart, puissent être pris pour des logements d'ouvriers, et cédés à un prix au-dessous de ceux que coûte une seule chambre dans des maisons insalubres; car ce sont de véritables petits appartements.

On m'objectera peut-être que l'observation positive n'ayant encore rien appris relativement aux grandes cités ouvrières comme celle dont il s'agit, il n'est pas certain que je ne sois pas dans l'erreur, et que c'est tout le contraire de ce que je pense qui doit être la vérité. Alors je répondrai que l'expérience directe ne prouvant pas davantage pour la thèse opposée à la mienne, j'ai du moins pour moi, à défaut de cette expérience, tous les faits recueillis qui peuvent jeter indirectement du jour sur le sujet. Enfin, mon opinion, reposant sur la seule analogie que l'on puisse invoquer, est plus probable que l'autre; et c'est ici le lieu de rappeler cette règle de conduite, à savoir : qu'en toutes choses il est sage de suivre la ligne tracée par les probabilités connues.

Je demande d'ailleurs la permission de citer ici un livre remarquable, publié il y a dix ans d'après les données les plus certaines, et qui est à la fois un excellent ouvrage d'administration et de morale. J'en extrais les lignes suivantes :

« Pendant les années 1823, 24 et 25, où la construction des maisons dans Paris prit un si grand développement, les capitalistes et les constructeurs essayèrent, dans certains quartiers très-populeux de bâtir quelques habitations destinées à la classe laborieuse; mais comme ces habitations ne pouvaient servir en totalité à l'usage de cette classe, à cause de la cherté des premiers étages, il fallut faire appel, pour la location de ces étages, à une autre classe de personnes qui, en raison de sa condition et de ses habitudes d'ordre et de propreté, n'ayant aucuns points de rapport avec les locataires des étages élevés, ne jugea pas à propos d'occuper les mêmes maisons qu'eux. »

Il est bien à craindre qu'il n'en arrive à peu près de même des logements composés de trois chambres et de la petite cuisine dont on vient de parler. Quoi qu'il en soit « les habitations construites (en 1823, 24 et 25) pour des classes ouvrières ne remplirent pas entièrement le but de leur destination, firent peser sur ceux qui en étaient propriétaires des non-valeurs considérables, et la spéculation, avertie par les premières expériences, abandonna ce mode de construction, en rejetant le mauvais succès sur la difficulté de réu-

nir sous le même toit des conditions et des fortunes trop différentes ¹. »

Conclusions.

Je ne dois pas arrêter ce travail sans lui donner des conclusions. Celles qui pourraient s'en déduire sont nombreuses; mais il suffit à mon objet de mentionner les suivantes :

Les cités ouvrières ne doivent s'ouvrir que pour des ménages ou familles. Y loger des célibataires du sexe masculin ne saurait se justifier sous aucun rapport.

Autant qu'il est possible, il faudrait que chaque cité se composât exclusivement de petites maisons non contiguës.

Il serait d'ailleurs bien désirable que chacune de ces maisons, construite, distribuée et tenue de manière à être constamment propre et salubre, eût son jardin, et n'admit qu'une famille ou deux au plus.

Chaque logement devrait se composer de deux ou trois pièces habitables, dont une à feu, et avoir son entrée particulière.

Toutes ces pièces devraient être bien closes, bien éclairées, bien aérées, et cependant d'une assez grande capacité.

Les fenêtres et portes seraient disposées de telle manière qu'étant ouvertes on pût n'être pas vu chez soi par les plus proches voisins, ni apercevoir ce qui se passe chez eux.

Quant au reste, je renvoie au programme de M. le ministre belge et aux engagements de M. le propriétaire de la cité d'Ixelles, pour les dispositions à la fois utiles et facilement applicables qu'ils mentionnent ².

Ajoutons cependant qu'afin de mieux isoler les ménages les uns des autres, il serait convenable de bâtir toutes les maisons d'une cité ouvrière sur le même alignement, comme le sont dans nos rues les maisons des numéros pairs ou impairs. Par cette disposition, les locataires n'apercevraient, rentrés chez eux, que la campagne ou leurs jardins, et les communications avec les voisins seraient rendues moins fréquentes.

Il est d'ailleurs presque superflu de faire remarquer ici combien de pareilles demeures peuvent être utiles à la vie de famille, par conséquent au travail, à l'économie, aux bonnes habitudes et au mieux être; tous avantages que procurerait bien difficilement l'habitation dans de grandes cités ouvrières, au milieu de centaines de personnes

1. FRÉGIER, *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes* (T. II, p. 129).

2. Je recommande surtout le 3^e article du programme.

dont le voisinage trop immédiat, je pourrais dire le contact forcé à chaque instant, serait une gêne continuelle et insupportable.

Enfin, il faut rappeler en terminant :

Que partout où la population ouvrière est en grand nombre, il ne sera jamais possible de fournir des logements convenables à tous ceux qui en font partie.

Que les ouvriers qui gagnent les moindres salaires seront toujours réduits à demeurer dans les logements les moins chers, c'est-à-dire dans des logements incommodes, insuffisants et peu salubres des maisons délabrées ou mal tenues. « Tel est le sort du pauvre dans tous les pays : la force des choses, la dure loi de la nécessité le veulent malheureusement ainsi. »

Il résulte encore de ces faits incontestables, comme de tout ce qui précède, qu'au lieu de bâtir un monument ressemblant à une vaste caserne, pour y réunir quatre à cinq cents individus de la classe ouvrière, il vaudrait beaucoup mieux acheter de bonnes maisons ordinaires ou même les louer à long bail, sauf à les approprier à leur nouvelle destination, ou mieux encore, s'il est possible, donner à chaque famille sa maisonnette. De cette manière, il est vrai, on n'aurait pas un édifice dont les proportions colossales frappent tout le monde et servent de prétexte à d'illusoires prospectus ; mais, avec le même sacrifice d'argent, on ferait modestement plus de bien à un nombre beaucoup plus grand de personnes.

Le rapport qui précède était écrit quand j'ai reçu le dernier cahier des *Annales de la Charité* (portant la date du 28 février 1850), dans lequel M. Legoyt a inséré une analyse des travaux de la société établie à Berlin pour y construire des habitations saines et commodes à l'usage des ouvriers. J'en extrais les détails suivants :

« Cette société, dont les ressources se composent d'actions industrielles et de dons volontaires, n'entend pas édifier, comme celle de Londres, de vastes bâtiments en pierre, véritables casernes où beaucoup reçoivent un gîte pour la nuit, mais de petites maisons de huit à douze logements disséminées dans les divers quartiers de la ville. A la fin de 1849, elle en comptait déjà treize qui se louaient rapidement. Elle n'y admet que des personnes ayant au moins cinq années de résidence à Berlin, possédant un mobilier, exerçant une profession avouable et jouissant d'une réputation intacte. La plus grande exactitude dans le paiement des termes est rigoureusement exigée. Enfin, si l'on m'a dit vrai, les célibataires du sexe masculin n'y logent pas sans une famille de leur parenté ou qui répond d'eux. »

Les conditions qui déterminent le choix des locataires, et le nombre de douze ménages au plus dans chaque maison, montrent assez

que la société qui fait bâtir celles-ci s'est préoccupée des mêmes pensées que moi. Mais il est une autre pensée qui lui est propre, et sur la réalisation de laquelle on peut avoir des doutes. Je veux parler de la « translation aux locataires de la propriété de leur logement après un séjour de trente années, » au moyen d'une retenue, pour former un fonds d'amortissement, de 2 pour 100 sur les 6 de revenu net que, d'après une enquête relative aux petites locations dans la ville de Berlin, le capital engagé dans les maisons dont il s'agit devra rapporter. Je n'ai pas d'ailleurs à dire plus explicitement par quelle combinaison on croit que chaque locataire pourra devenir à la longue possesseur de la maison qu'il habite, ni quels embarras peuvent résulter de cette propriété entre huit à douze personnes.

RÉGIME HYGIÉNIQUE DES SALLES D'ASILE.

Commissaires : MM. Rayer, Davenne; et A. Tardieu, rapporteur.

Sur l'invitation expresse de S. M. l'Impératrice, qui, en visitant les salles d'asile placées sous son haut patronage, a conçu l'idée de quelques modifications à introduire dans le régime de ces établissements, M. le président du comité consultatif d'hygiène publique, après avoir pris les ordres de S. Ex. M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, a chargé une commission, dans laquelle il s'est adjoint MM. Davenne et Tardieu, de préparer une réponse aux questions qui lui ont été transmises par M. le secrétaire des commandements de S. M. l'Impératrice. C'est au nom de cette commission, qui m'a fait l'honneur de me confier le soin de formuler ses résolutions, que je viens les soumettre à la sanction du comité consultatif d'hygiène publique, dont les lumières et l'autorité ajouteront encore aux garanties dont Sa Majesté a voulu entourer son auguste et généreuse initiative en faveur des enfants de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Les questions spéciales sur lesquelles notre attention a été particulièrement appelée se rapportent à quatre objets principaux. Nous croyons indispensable de les reproduire ici textuellement.

« 1^o Dans un certain nombre d'asiles, les enfants sont parfois tenus assis sur un banc deux heures de suite. — A un âge où les enfants ont instinctivement besoin de se mouvoir et d'agir, une semblable contrainte n'est-elle pas mauvaise pour eux ?

« 2^o Les enfants des asiles se trouvent souvent réunis dans des salles où ils n'ont à respirer qu'une quantité d'air insuffisante. — Ne serait-il pas bon de mener chaque jour les enfants faire

des promenades au dehors, dans les jardins publics, dans les squares, etc. ?

« 3° Les enfants des asiles ne sont jamais lavés. — Des ablutions à l'eau froide surtout ne seraient-elles pas favorables à leur santé ?

« 4° Enfin ne serait-il pas utile, pour développer leurs forces, de faire faire aux enfants quelques petits exercices gymnastiques ? »

Avant d'examiner chacune de ces questions, qui, il est permis de le faire remarquer, font toucher le mal du doigt et le signalent avec une si rare précision ; avant de rechercher si les remèdes indiqués de haut peuvent être utilement appliqués, la commission croit bon de rappeler très-sommairement quel est le régime actuel des salles d'asile en ce qui touche l'hygiène et la santé des enfants qui y sont recueillis.

Le décret du 31 mars 1855, conséquence de celui du 16 mai 1854, qui avait placé les salles d'asile sous la protection de S. M. l'Impératrice, et le règlement particulier des salles d'asile ne donnent qu'une place secondaire aux conditions hygiéniques et au régime purement physique. Il est incontestable que, quoi qu'on en ait dit, la différence essentielle et fondamentale qui doit exister, et que le législateur lui-même a établie entre l'école et la salle d'asile, tend à s'effacer, et que les préoccupations d'un enseignement primaire qui ne s'arrête pas toujours aux limites de l'utile tendent à se substituer à ce principe d'une charité si prévoyante et si sage qui fait de la salle d'asile le premier foyer de l'éducation physique et morale de l'enfance. La réunion dans ces établissements des enfants des deux sexes de deux à sept ans, la direction exclusive laissée aux femmes, tout, jusqu'au doux et auguste patronage qui leur est accordé, montre bien que c'est surtout une action maternelle qui doit s'y faire sentir ; et pour celle-ci tout se résume en ces trois termes : santé, bien-être et bonne conduite. Les prescriptions mêmes du décret constitutif, qui disposent que les leçons et les exercices moraux, ne doivent jamais durer plus de dix à quinze minutes et sont toujours entremêlés d'exercices corporels, sont presque partout éludés par les règlements locaux, qui sous ce nom d'exercices corporels entendent on ne sait quelle pantomime, quelles gesticulations que les enfants exécutent sans changer de place ; ou encore des chants dont nous nous contenterons de dire qu'ils sont aussi peu favorables à la justesse de l'oreille qu'au développement de la voix de l'enfant.

L'importance du régime hygiénique des salles d'asile est cependant capitale ; et, s'il était besoin de justifier la haute sollicitude et les justes préoccupations auxquelles le comité consultatif d'hygiène publique s'associe sans réserve, il suffirait de rappeler que dès 1860 il y avait en France plus de trois mille salles d'asile ouvertes à plus

de deux cent mille petits enfants. Si l'on ajoute que les conditions dans lesquelles s'écoule ce premier âge décident pour le plus grand nombre de la vigueur de l'adolescence et de la constitution du reste de la vie; que, par conséquent, le bienfait de la salle d'asile consiste, avant tout, à donner à l'enfant du pauvre, autant que cela est possible, et pendant le jour du moins, ce qui lui manque dans l'étroite demeure et durant le travail de ses parents, l'air salubre, l'espace, l'exercice, le mouvement, joignons-y les notions, également bonnes pour la santé physique et pour le développement moral, d'ordre, de propreté et d'obéissance, on reconnaîtra que l'intérêt politique et social, qui ne se sépare jamais de celui de la charité bien entendue, commande une attention toute particulière en ce qui touche au régime hygiénique des salles d'asile, qui intéresse si directement la constitution physique des générations à venir.

Ces principes, qui sont ceux du comité consultatif d'hygiène publique, dicteront les réponses faciles que nous avons à faire aux questions qui ont été précédemment rappelées.

1^o La contrainte imposée aux enfants qui, dans certains asiles, sont parfois tenus *assis sur un banc deux heures de suite*, n'est-elle pas mauvaise pour eux?

L'emploi du temps dans les salles d'asile, sans être partout réglé exactement de la même façon, est toujours partagé, en réalité, comme dans toute espèce d'école, entre de véritables classes et des intervalles de récréation. Les enfants restent ainsi pendant un temps qui varie de une heure à une heure et demie ou deux heures sur les gradins, diversement occupés à des exercices de lecture, de numération, de géographie, voire même d'astronomie, qu'interrompent des chants, des gestes, des imitations d'une complète insignifiance, mais invariablement assis sur leurs bancs. Il y a à cela plus d'un inconvénient. Sans parler de la viciation de l'air, sur laquelle nous reviendrons, de la température trop élevée que les enfants ont à supporter, il est évident que l'immobilité prolongée à laquelle ils sont astreints, et que ne compensent pas les mouvements automatiques des bras qu'on leur fait exécuter à certains commandements, amène chez ces jeunes enfants une fatigue croissante de la colonne vertébrale, d'autant plus grande que leur constitution est naturellement débile, et qui à la longue peut devenir essentiellement nuisible à leur développement, et sera dans certains cas la source de difformités irremédiables. Il est impossible d'être entré une fois dans une salle d'asile, à l'heure où les enfants sont sur les bancs, sans avoir été péniblement frappé des efforts que la plupart d'entre eux sont obligés de faire pour se tenir droits et immobiles, et disons plus, pour se tenir éveillés sous la règle sévère qui les gou-

verne. Il n'appartient pas au Comité d'examiner les objets et les méthodes d'enseignement prescrits par les règlements des salles d'asile ; mais il est de son devoir d'appuyer énergiquement les vues si judicieuses qui lui ont été soumises ; de déclarer hautement qu'à un âge où les enfants ont instinctivement besoin de se mouvoir et d'agir, toute contrainte leur est mauvaise, et de conclure que, dans aucun cas, ils ne devront être tenus assis plus d'une demi-heure, et que les deux seules heures que dans toute la journée il conviendrait de consacrer à des exercices intérieurs et à quelques études élémentaires, devront être coupées par quatre temps de repos d'une durée au moins égale à celle du travail.

2° Ne serait-il pas bon de mener chaque jour les enfants faire des promenades au dehors, dans les jardins publics, dans les squares, etc. ?

Les enfants des asiles se trouvent souvent réunis dans des salles où ils n'ont à respirer qu'une quantité d'air insuffisante. Cet inconvénient est malheureusement presque général. Dans les grandes villes, à Paris notamment, on rencontre des asiles où se trouvent réunis de deux à trois cents enfants. Malgré les prescriptions du décret de 1855, le minimum de deux mètres cubes d'air fixé pour chaque enfant admis est loin d'être toujours obtenu. Et certes ce chiffre paraîtra mesuré d'une main avare si l'on songe que Pécelet réclamait six mètres cubes, et que le général Morin n'hésite pas à élever à trente mètres cubes la quantité d'air nécessaire aux salles d'école. En hiver surtout, le chauffage très-souvent exagéré des écoles, la disposition vicieuse et la clôture habituelle des fenêtres ajoutent au défaut d'aération et rendent tout à fait impure l'atmosphère dans laquelle les enfants passent la plus grande partie du jour. Il serait superflu d'insister sur les dangers qui résultent d'un semblable état de choses pour ces natures délicates et trop souvent prédisposées par une triste hérédité aux affections pulmonaires et à la scrofule, ce fléau des classes pauvres dans notre climat. Pour les asiles exceptionnellement favorisés qui, dans les faubourgs ou hors des villes, peuvent offrir aux enfants des préaux ou des jardins assez vastes et suffisamment isolés, un partage sagement combiné du temps, et la liberté de courir et de jouer en plein air présentent une compensation satisfaisante au séjour temporaire dans l'espace confiné de salles même trop étroites. Mais dans les grands centres de population, et pour les asiles situés au milieu des habitations, quelque spacieux que soient les cours et préaux, ils ne peuvent jamais suffire à donner aux enfants l'air pur et salubre qui est leur premier et essentiel aliment. A ceux-là, les promenades au dehors faites chaque jour dans des lieux choisis sont absolument nécessaires et réalise-

raient l'un des progrès les plus désirables pour ceux des petits pensionnaires des asiles à qui leur âge permettrait d'en jouir. Les jardins publics, les squares qui se multiplient dans toutes les grandes villes à l'exemple de Paris, ne rempliraient qu'imparfaitement l'objet auquel les destine une édilité prévoyante, si les enfants du pauvre n'en goûtaient l'agrément et n'en ressentaient l'influence moralisatrice. Rien ne serait plus facile dans bien des cas que d'en faire profiter la salle d'asile elle-même et de les assigner pour but à ces promenades au dehors dont le principe est excellent et dont l'adoption dans un grand nombre d'asiles mérite à tous égards d'être puissamment encouragée.

3^e Les ablutions à l'eau froide surtout ne seraient-elles pas favorables à la santé des enfants reçus dans les asiles ?

Toutes les personnes charitables, tous les administrateurs, tous les médecins qui ont parlé ou écrit sur les salles d'asile, ont mis au nombre des premières règles à imposer aux enfants la propreté ; les uns en faisant une obligation aux parents, qui devaient n'envoyer leurs enfants qu'après des soins de toilette trop souvent illusoire, pour ne pas dire impossibles ; les autres prescrivant aux directrices et à leurs auxiliaires de suppléer à ce qui manquerait sur ce point. Quelques-uns ont été jusqu'à conseiller l'installation de baignoires qui, dans leurs prévisions les plus libérales, auraient servi à donner à chaque enfant, et dans la belle saison seulement, un bain par mois. La théorie en tout ceci a tenu plus de place que de pratique. Les apparences de propreté que quelques soins très-circonscripts et très-incomplets n'obtiennent pas toujours demeurent encore aujourd'hui l'exception, et dans tous les cas n'ont au point de vue de l'hygiène qu'un intérêt secondaire. — Il n'en serait pas de même de la mesure proposée à l'adoption du Comité, et qui en est digne.

Nous parlions il y a un instant de la scrofule et de toutes ces affections attributs et produits de l'exagération du tempérament lymphatique, si répandu parmi nos classes pauvres, que la première enfance lègue à l'âge mûr. Rien ne serait plus propre à les combattre dans leur principe que de fréquentes ablutions faites surtout à l'eau froide. Introduire cette pratique dans les habitudes des enfants du peuple serait, nous ne craignons pas de le dire, une révolution salutaire dont les effets seraient véritablement immenses et presque incalculables. L'énergie donnée aux fonctions, d'ordinaire si languissantes, de la peau, l'endurcissement au froid, l'amoindrissement de cette susceptibilité fatale qui engendre de si graves maladies des organes respiratoires, tels seraient les résultats certains de ce moyen vraiment hygiénique, tels seraient les bienfaits qu'il est facile d'appré-

cier, si l'on songe que les maux auxquels ils pourraient porter remède se nomment la scrofule et la phthisie.

Il n'y a pas lieu de s'effrayer des difficultés que rencontrerait la vulgarisation de cette pratique dans les salles d'asile. L'eau est après l'air le plus puissant agent de salubrité et d'assainissement. Il faut donc aux salles d'asile de l'eau en abondance; et toute mesure qui aura pour effet d'accroître sur ce point l'approvisionnement d'une grande ville méritera d'être encouragée. Quelques bassins, quelques linges grossiers suffisent pour le matériel; et quant au temps que prendraient chaque jour les ablutions très-courtes auxquelles pourraient être soumis un quart ou une moitié seulement des enfants de chaque asile, il n'y faut pas regarder; il ne saurait être en effet plus utilement employé. Le médecin de la salle d'asile aurait bien vite organisé ce service; et en tenant compte de quelques contre-indications individuelles, qui seront d'autant plus rares que l'on doit être d'une sévérité absolue sur la non-admission des enfants malades, il pourrait certainement en généraliser bientôt l'application, ayant soin de prescrire les précautions convenables pour que l'enfant se réchauffe par l'exercice et le mouvement après chaque ablution. — Ce sont là des détails qui ne sauraient faire hésiter sur l'excellence de la mesure et sur son utilité immédiate.

4° Ne serait-il pas utile, pour développer leurs forces, de faire faire aux enfants quelques petits exercices gymnastiques?

L'introduction d'une gymnastique appropriée dans les salles d'asile serait le complément nécessaire et véritablement naturel des différentes mesures qui viennent d'être successivement exposées. Le développement graduel et méthodique des forces musculaires couronnerait, en les régularisant, les progrès que l'exercice en plein air, le mouvement, la promenade et les ablutions froides ne manqueraient pas d'imprimer à la constitution tout entière et d'amener dans la santé des enfants. Mais là surtout il importerait de mesurer les efforts et de ne pas dépasser le but. L'administration de l'assistance publique à Paris a montré, dans les hôpitaux d'enfants, comment les exercices pouvaient être rationnellement appropriés aux différentes périodes de l'enfance. Il y aurait à chercher de ce côté des modèles. Dès à présent on peut dire qu'il ne faudrait tenter ni les jeux du portique, ni les barres parallèles, etc. Mais les mouvements partiels et assouplissements des membres, de la tête et du tronc; la marche au pas gymnastique et le saut; les équilibres; le jeu des haltères et des mils proportionnés à la faiblesse du premier âge; peut-être enfin, dans les asiles les plus riches, les exercices de la course volante, constitueraient un programme suffisant, auquel s'ajouteraient, suivant les dispositions particulières à certaines loca-

lités, quelques jeux spéciaux, quelques travaux manuels prudemment combinés.

Certes une semblable addition à l'emploi du temps dans les salles d'asile devrait être considérée comme une réforme des plus salutaires. Si l'on réfléchit que ces exercices auraient nécessairement lieu en plein air ou tout au moins sous un hangar, on y trouverait en outre l'avantage de diminuer la durée du séjour dans la salle et sur les bancs. Quelques tentatives limitées et très-incomplètes faites en ce sens ne pourraient qu'encourager à généraliser la mesure et à en étendre partout les bienfaits.

Les motifs très-sommairement rappelés à l'occasion de chacune des questions qui avaient été soumises au Comité lui paraîtront de nature, nous l'espérons, à entraîner son approbation. Et la commission a l'honneur de lui proposer de répondre, avec l'assentiment de S. Ex. M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, aux demandes formulées dans la lettre de M. le secrétaire des commandements de S. M. l'Impératrice, à M. le président du comité, que :

1° Il y a lieu d'introduire dans le régime des salles d'asile des modifications qui intéressent au plus haut degré l'hygiène et la santé des nombreux enfants du peuple qui y sont admis.

2° Les enfants ne devront jamais, et pour quelque exercice que ce soit, être tenus plus d'une demi-heure de suite assis sur des bancs.

3° Partout où les asiles ne seront pas isolés et pourvus de vastes préaux ou jardins, il sera bon de faire faire chaque jour aux enfants les plus âgés une promenade au dehors et de les conduire dans les jardins publics, squares, etc.

4° Des ablutions à l'eau froide seront rendues obligatoires dans tous les asiles et pour tous les enfants à qui leur constitution ne les interdira pas. Les médecins des salles d'asile seront chargés d'organiser ce service.

5° Des exercices gymnastiques appropriés aux forces et aux aptitudes des enfants de deux à sept ans seront également institués dans tous les asiles.

6° Ces dispositions pourraient prendre place dans le règlement général des salles d'asile, qu'elles complèteraient au point de vue de l'hygiène, et leur application pourrait faire l'objet d'une inspection spéciale.

ANALYSE DES EAUX DES RÉSERVES DE MONTMARTRE ET DE PASSY,
EMPLOYÉES POUR LE SERVICE DE PARIS.

Commissaires : MM. Rayer, Tardieu, Wurtz, Mélier, Isabelle, Georges Ville, Davenne, Thirria, François et Bussy, *rapporteur*.

L'affaire dont est saisi aujourd'hui le Comité d'hygiène a pour point de départ les plaintes adressées à l'administration sur la mauvaise qualité de l'eau distribuée dans diverses communes de l'ancienne banlieue de Paris.

Dès le mois d'avril 1859, M. le maire des Batignolles adressait à M. le Préfet de police une plainte au sujet de l'insalubrité de l'eau livrée aux habitants de cette commune.

Cette plainte, transmise au Conseil de salubrité de la Seine, a été l'objet d'un premier rapport, duquel il résulte que l'eau, pour les Batignolles, était puisée en Seine sur la rive droite à 300 mètres en aval du grand égout collecteur d'Asnières, à 16 mètres seulement de la berge, situation évidemment mauvaise, puisque la prise d'eau était établie dans la partie où l'influence de l'égout est manifeste, même à la vue, par la coloration qu'il communique aux eaux de la Seine, et les immondices qu'il dépose sur ses bords.

Les analyses faites par l'auteur du rapport sont venues confirmer, comme il était facile de le prévoir, les conclusions tirées de l'examen des lieux; toutefois l'analyse chimique n'a pas porté et ne pouvait pas porter, en effet, sur la multitude de substances indéterminées et de composition variable que l'égout introduit accidentellement dans la Seine; elle a porté, particulièrement, sur deux choses : 1° le poids total des matières solides en solution dans l'eau; 2° la quantité d'ammoniaque tenue également en dissolution dans l'eau, soit à l'état libre, soit à l'état de combinaison.

La notion que l'on peut tirer du poids des matières solides en dissolution dans l'eau est évidente, puisque l'eau est d'autant meilleure qu'elle en renferme moins¹. Cette notion est d'ailleurs très-facile à acquérir, attendu qu'il suffit d'évaporer à siccité un poids connu de l'eau qu'on examine et de peser le résidu qu'elle laisse.

En ce qui concerne l'ammoniaque, une explication est nécessaire pour bien établir la signification de ce produit et l'intérêt qui s'attache à sa détermination.

Les matières organiques en dissolution dans l'eau, ou simplement

1. Ceci n'est pas absolu, on admet que l'eau qui renferme une petite quantité de carbonate de chaux dissous à la faveur de l'acide carbonique est préférable à celle qui en est tout à fait privée.

en contact avec ce liquide, sont susceptibles, dans des conditions convenables de température, d'éprouver un genre d'altération que tout le monde connaît sous le nom de putréfaction lorsque ces matières contiennent de l'azote, et c'est ce qui a lieu pour les matières d'origine animale et pour la plus grande partie même des produits végétaux; leur décomposition s'accompagne constamment d'une production d'ammoniaque dont la quantité, pour une même substance, est naturellement proportionnelle à la quantité de matière en décomposition, d'où il suit que la quantité d'ammoniaque existant dans deux eaux de provenances diverses peut, toutes choses égales d'ailleurs, être prise pour mesure de la quantité des matières organiques semblables qui s'y trouvent en voie de décomposition.

On comprend dès lors par quels liens l'ammoniaque se rattache à la salubrité des eaux, bien qu'elle ne soit pas, elle-même, une cause d'insalubrité dans les proportions, du moins, où on l'y rencontre ordinairement.

La commission ne se dissimule pas l'insuffisance de cette donnée, s'il s'agissait d'établir la nature propre ou la quantité réelle des matières organiques d'où dérive l'ammoniaque; mais, bien qu'elle ne suffise pas pour la solution complète du problème, au point de vue chimique, néanmoins, au point de vue hygiénique et de la qualité des eaux, le dosage de l'ammoniaque fournit, comme on le voit, un élément précieux et de premier ordre, surtout lorsque, comme dans le cas présent, on opère par comparaison sur diverses fractions d'un même cours d'eau, afin d'apprécier les modifications qu'elle éprouve par le mélange des matières qui viennent successivement s'y ajouter.

Il faut dire encore que le procédé pour la détermination de l'ammoniaque, que l'on doit à M. Boussingault, est d'une grande précision et d'une exécution si facile qu'entre les mains d'un opérateur un peu exercé, il fournit des résultats d'une exactitude supérieure à ce qu'exigent toutes les applications qu'on peut en faire; il ne laisserait rien à désirer s'il était possible, connaissant l'ammoniaque, d'établir un rapport direct avec la matière organique qu'elle représente et les qualités hygiéniques de l'eau; malheureusement on est réduit, à cet égard, à des appréciations tout à fait arbitraires.

La Commission a cru nécessaire d'entrer, au sujet de l'ammoniaque, dans les développements qui précèdent, attendu que la détermination de ce corps est aujourd'hui l'un des points les plus importants de l'examen des eaux potables.

Voici maintenant les résultats fournis par l'expérience.

L'eau, objet des plaintes, puisée à la prise de la machine de Clichy, le 7 juin 1859, s'est trouvée contenir, d'après le rapport du Conseil,

Par litre : 0^{gr} 217 de résidus solides,

Et 0^{gr} 005,134 d'ammoniaque,

tandis que l'eau puisée, au même moment, en plein courant, ne renfermait par litre que 0^{gr} 164 de résidu et seulement 0^{gr} 000,284 d'ammoniaque, soit 28 centimètres de milligrammes, au lieu de 513, c'est-à-dire une quantité vingt fois moins considérable environ que l'eau de la prise.

Il n'est donc pas douteux que cette dernière ne contînt beaucoup plus de matières en dissolution et particulièrement des matières organiques en voie de décomposition, et ne fût, par conséquent beaucoup moins salubre et moins convenable pour les usages domestiques.

Sur les conclusions du Conseil de salubrité, M. le Préfet de police invita, à la date du 11 juillet, M. le maire des Batignolles, à exiger de la compagnie générale qu'elle transportât la prise d'eau de la machine de Clichy au milieu du fleuve. Il ne faut pas perdre de vue que ce n'était point l'administration municipale qui desservait, à cette époque, les Batignolles, Montmartre, la Chapelle, et les autres communes suburbaines; elles étaient desservies au moyen d'un abonnement contracté par lesdites communes avec une compagnie spéciale, sur laquelle l'administration n'avait d'autres droits que ceux dérivant des conventions faites entre les parties.

Par suite des injonctions qui lui furent faites, la compagnie, au lieu de changer la prise d'eau, objet de la difficulté, jugea plus convenable à ses intérêts de la supprimer complètement et d'alimenter les Batignolles par le réservoir de Montmartre, au moyen de la machine de Saint-Ouen, dont l'eau n'avait été, jusque-là, l'objet d'aucune plainte.

✠ Néanmoins, de nouvelles réclamations furent faites par M. le maire des Batignolles, au mois d'août de la même année, et renouvelées, à la date du 1^{er} juillet 1860, par M. le commissaire de police du quartier de Clignancourt, 18^e arrondissement du nouveau Paris. Ce fonctionnaire signala l'eau fournie à Batignolles, Montmartre, la Chapelle, comme possédant un goût désagréable et devant contenir des substances nuisibles à la santé.

Le nouvel examen auquel cette plainte a donné lieu a permis de constater que la prise d'eau de la machine de Saint-Ouen n'était pas beaucoup plus heureusement placée que celle de Clichy, supprimée par la compagnie générale, qu'elle était située toujours sur le côté droit du fleuve, à 12 mètres environ de l'étiage et en aval des égouts d'Asnières et de Clichy.

L'analyse chimique est encore venue confirmer ici l'induction que l'on pouvait tirer de la position relative de la prise d'eau et des

points où débouchent en amont les deux égouts, l'égout collecteur et celui de Clichy.

Nous avons résumé, dans le tableau ci-dessous, les résultats des analyses¹.

	AMMONIAQUE.
Eau prise le 3 août 1860 au-dessus de l'ancienne prise de Saint-Ouen située à 3 kilomètres en aval du pont d'Asnières, à 12 mètres de l'étiage, rive droite.....	0 ^{gr} 002.70
Eau prise en plein courant à la hauteur de la prise...	0 000.47
Eau prise à la même hauteur, à 12 mètres de l'étiage, rive gauche.....	0 000.04
Eau prise à 10 mètres en aval du pont d'Asnières en plein courant.....	0 000.03
Eau prise à 10 mètres en aval du pont d'Asnières, à 12 mètres de l'étiage, rive droite.....	0 000.67

On voit par ce tableau :

1° Que l'eau prise au milieu du courant au pont d'Asnières était, ce jour-là, d'une pureté très-satisfaisante, on pourrait dire d'une pureté tout à fait exceptionnelle, si l'on ne considère que la quantité d'ammoniaque qu'elle renferme 0^{gr} 000,03 puisqu'en amont de Paris au pont d'Ivry, avant qu'elle ait reçu les déjections des égouts et de la Bièvre, elle en renferme, en terme moyen, 12 à 15 centièmes de milligrammes;

2° Que sur la même ligne, à 12 mètres de la rive droite, l'eau est beaucoup moins pure, puisqu'elle contient 0^{gr} 000,67 ;

3° Qu'elle est beaucoup moins pure encore à la prise de Saint-Ouen, après avoir reçu les égouts collecteurs, et de Clichy, elle renferme là 0^{gr} 002,70;

4° Que l'influence de ces égouts se fait remarquer au delà même du milieu du fleuve où la quantité d'ammoniaque est encore de 0^{gr} 000,47.

De telle façon que ce n'est qu'au delà du milieu, sur la rive gauche, qu'on trouve le maximum de pureté représenté par 0^{gr} 000,04 d'ammoniaque.

Néanmoins ces résultats établissent d'une manière incontestable

1. Ces analyses, ainsi que les différents rapports faits à M. le Préfet de police au nom du Conseil de salubrité, au sujet des eaux de Batignolles, Montmartre, Passy, sont dus à M. Boudet, président du Conseil de salubrité, dont l'habileté dans ce genre de recherches est bien connue.

que la situation des Batignolles et de tous les quartiers alimentés par la machine de Saint-Ouen, au 3 août 1860, sans être satisfaisante à beaucoup près, était cependant moins défavorable qu'en juin 1859, puisque l'eau prise à cette époque à Asnières renfermait alors 0^{sr} 005,134 d'ammoniaque, tandis qu'à la prise de Saint-Ouen il n'y en avait que 0^{sr} 002,70.

Aussi le Conseil, considérant avec raison cette position comme mauvaise, surtout lorsqu'il était facile d'obtenir mieux, n'a pas cessé d'insister pour changer la prise de la machine de Saint-Ouen et pour qu'on l'établît au delà du milieu du fleuve dans l'endroit où l'analyse indiquait que l'eau était de meilleure qualité et ne contenant que 0^{sr} 000,04.

Une nouvelle injonction fut faite en conséquence, le 25 septembre, à la compagnie générale, d'avoir à reporter la prise d'eau sur la rive gauche à l'endroit indiqué.

Mais, sous différents prétextes, la compagnie qui était sur le point de céder son établissement à la ville de Paris, retarda l'exécution des travaux, la Ville succéda, en effet, à la compagnie, le 1^{er} janvier 1861, et rien n'avait été entrepris. La Ville elle-même fut obligée de marcher encore pendant un certain temps avec le personnel et l'outillage de l'ancienne compagnie, ce ne fut que deux mois plus tard, le 23 février, qu'elle entra réellement en possession et qu'elle put faire le service par ses propres agents. Dès ce moment, les ordres furent donnés, les travaux nécessaires entrepris, et, le 25 mai, une nouvelle conduite était installée dans les conditions reconnues les meilleures, au delà du milieu du fleuve, à 104 mètres de la berge droite et à 94 de la berge gauche. Le travail eut même été terminé plus tôt sans quelques difficultés de force majeure, survenues pendant l'exécution.

Depuis cette époque, 25 mai 1861, les quartiers desservis par la machine de Saint-Ouen ont été pourvus d'une eau meilleure, d'une eau salubre surtout si on la compare à ce qu'ils recevaient précédemment.

L'administration a donc fait ce qui était en son pouvoir pour remédier à des inconvénients qui ne lui étaient point imputables.

Dès qu'elle est entrée en possession du service des eaux dans les communes annexées, elle s'est empressée de faire disparaître les causes d'insalubrité justement reprochées à l'ancienne compagnie.

Cette satisfaction, aussi complète et aussi prompte que possible, ayant été donnée à la population, l'affaire semblait terminée et aurait dû l'être, en effet, mais il n'en a pas été ainsi.

La question de la salubrité des eaux de Paris est devenue, dans la presse quotidienne, l'objet d'une polémique passionnée à laquelle

l'administration, injustement incriminée, n'a pu éviter de prendre part. M. le Préfet de la Seine, qui avait mis un si grand empressement à faire exécuter les travaux reconnus utiles par les rapports du Conseil de salubrité, voulant, d'une autre part, combattre les inquiétudes exagérées qu'on cherchait à répandre dans la population, a cru pouvoir s'appuyer sur une analyse faite à l'École des ponts et chaussées pour établir que l'égout d'Asnières, l'égout collecteur, n'avait pas, en réalité, une grande influence sur l'ancienne prise d'eau de Saint-Ouen, et que les eaux du réservoir de Montmartre qu'elle alimente n'étaient pas de plus mauvaise qualité que celles des réservoirs de Passy, alimentés par la machine de Chaillot, depuis si longtemps employées par la population de l'ancien Paris.

Comme les résultats de cette analyse ont été contestés, M. le préfet de la Seine s'est adressé à son Excellence M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, afin que les eaux des réservoirs de Montmartre et de Passy fussent soumises à une analyse minutieuse par le comité d'hygiène publique.

Voici le passage de la lettre de M. le préfet de la Seine qui se rapporte à cette demande :

« Les eaux des réservoirs de Montmartre peuvent bien n'être pas
« aussi pures qu'on pourrait le désirer, mais elles ne diffèrent pas
« d'une manière appréciable de celles qui alimentent les réservoirs
« de Passy et tant d'autres.

« Cette démonstration est déjà ressortie des analyses que j'ai fait
« demander à l'École des Ponts et Chaussées qui me semblait offrir
« de suffisantes garanties pour de telles opérations.

« Mais ces analyses ont été discutées et je désire, tout le premier,
« qu'elles soient reprises.

« Je crois, monsieur le ministre, qu'il y a lieu de recourir, cette
« fois, à l'autorité compétente la plus élevée et d'invoquer les lu-
« mières du Comité consultatif d'hygiène de France institué près de
« votre ministère, qu'il appartient de saisir et dont l'opinion ne sera
« probablement pas contestée.

« C'est cette mesure que j'ai l'honneur de proposer à Votre Ex-
« cellence.

« Mais il est bon de bien s'entendre sur l'eau qu'il s'agit d'ana-
« lyser.

« Ce sont les eaux débitées par les réservoirs de Montmartre et
« de Passy que la consommation emploie. C'est une nouvelle et dé-
« cisive comparaison de ces eaux par des analyses chimiques minu-
« tieuses que je réclame aujourd'hui. »

Dès le 11 mai le Comité d'hygiène était saisi de la question par M. le ministre, toutefois, par une nouvelle lettre en date du 17 juin,

Son Excellence, en annonçant l'envoi prochain d'un travail étendu du conseil de salubrité de la Seine invite le comité à ajourner son avis jusqu'à la production de ce nouveau document.

Après en avoir pris connaissance, M. le Ministre a pensé que la question des eaux soumise au comité devait être scindée, qu'il convenait d'ajourner tout ce qui peut être relatif au moyen d'approvisionner ultérieurement Paris, d'eau salubre, soit à l'aide de l'eau de la Seine, soit autrement, et que l'attention du comité devait uniquement se porter, quant à présent, sur tout ce qui est relatif à la prise d'eau de Saint-Ouen et à l'état actuel des choses.

Telle est la mission que la commission avait à remplir, elle a dû, en conséquence, en se conformant à la pensée de M. le Ministre, renoncer à discuter les analyses contradictoires dont il est question dans la lettre de M. le préfet de la Seine, analyses faites d'ailleurs dans des conditions qui ne sont point comparables, sur des échantillons différents à des époques différentes, ce qui ne permet aucun jugement motivé.

La situation des choses étant complètement changée depuis cette époque par le déplacement de la prise d'eau de Saint-Ouen, l'examen rétrospectif auquel la commission pourrait se livrer aujourd'hui n'aurait plus aucun but utile et n'offrirait aucun intérêt pour la question actuelle, elle a donc préféré borner son examen à l'état actuel des choses, c'est-à-dire, l'examen des eaux fournies par la machine de Saint-Ouen telle qu'elle est aujourd'hui installée, en comparant cette composition à celle de l'eau des réservoirs de Passy, puisée au quai de Billy par la machine de Chaillot.

Ici se présente une question à laquelle s'attache une certaine importance, M. le préfet de la Seine a tenu, avec raison, à ce que l'examen portât sur l'eau sortant du réservoir, c'est-à-dire telle qu'elle est livrée à la consommation.

L'administration, en effet, n'est responsable que de l'eau qu'elle livre; il ne suffirait pas, pour sa justification, dans le cas où cette eau serait de mauvaise qualité, de l'avoir puisée dans un point convenable de la rivière si elle l'avait laissée s'altérer ensuite dans les réservoirs; par la même raison si l'eau s'épure dans les réservoirs par son contact avec l'air, par le dépôt des matières qu'elle tient en suspension ou par toute autre cause, c'est une circonstance qu'il n'est pas permis de négliger et dont il serait injuste de ne pas tenir compte.

La commission est loin de méconnaître l'influence fâcheuse que peut avoir le séjour prolongé de l'eau dans les réservoirs dans les temps chauds, et la nécessité de surveiller et d'améliorer cette partie du service, cependant elle croit devoir faire remarquer que

le service très-actif auquel sont soumis les réservoirs de Paris, surtout pendant l'été, ne permet pas à l'eau d'y séjourner en général bien longtemps; elle pense qu'on s'est exagéré beaucoup l'importance de certaines productions organiques sans se rendre compte parfaitement de l'influence réelle qu'elles ont sur la santé.

L'administration ne doit pas moins veiller avec une attention extrême à ce que l'eau n'éprouve que la moindre altération possible dans les réservoirs, elle doit tenir compte, à ce point de vue, non-seulement des faits admis par la science, mais des répugnances et jusqu'à un certain point des préventions et des préjugés de la population; il faut, comme on l'a dit souvent, que l'eau distribuée à la population d'une grande ville soit non-seulement pure de toute souillure apparente, mais qu'on ne puisse même pas en soupçonner l'existence.

L'eau examinée par la commission a été prise le 18 juillet dernier à la même heure dans les réservoirs de Montmartre et de Passy. Comme terme de comparaison l'on a pris et examiné en même temps l'eau de la Seine en amont de Paris.

L'eau prise dans le réservoir de Montmartre provient de la nouvelle prise de Saint-Ouen fonctionnant exclusivement depuis le 25 mai 1861.

L'eau de Passy a été puisée dans l'un des deux réservoirs découverts, celui qui, concurremment avec les deux réservoirs couverts, sert à l'alimentation de Paris. Elle est puisée au quai de Billy. La distance de la prise d'eau au mur du quai est de 42^m,50.

L'eau en amont de Paris a été prise au Port-à-l'Anglais en rivière au-dessus de la prise d'eau qui alimente les réservoirs de Villejuif, et Gentilly, et à 0^m,50 environ au-dessous du niveau.

Les expériences ont été faites séparément par chacun des membres de la sous-commission: MM. Bussy, Wurtz, Ville.

Les nombres consignés dans le tableau suivant, sont la moyenne des résultats obtenus, d'ailleurs très-concordants entre eux.

RÉSULTATS MOYENS FOURNIS PAR L'ANALYSE POUR UN LITRE D'EAU :			
	Port-à-l'Anglais.	Passy.	Montmartre.
Produits obtenus par l'évaporation d'un litre d'eau	0 ^{gr} 216.00	0 ^{gr} 280.00	0 ^{gr} 264 00
Silice	0 011.00	0 009.80	0 007.00
Ammoniaque	0 000.17	0 000.43	0 000.22
Acide nitrique	0 004.10	0 005.60	0 005.10
Acide sulfurique	0 009.30	0 028.00	0 020.00
Chlore	0 007.00	0 007.80	0 007.00
Chaux	0 087.40	0 104.00	0 100.00
Magnésie	0 004.60	0 007.50	0 008.00
Alcalis (ensemble)	0 010.70	»	»
Potasse	»	0 010.00	0 010.00
Soude	»	0 002.50	0 024.00
Matière organique	0 017.00	0 003.20	0 035.00

Si l'on compare séparément chacun des éléments fournis par les analyses indiquées dans le tableau précédent, il est difficile, il est même tout à fait impossible de tirer de chacun de ces éléments en particulier une indication formelle sur la qualité de l'eau à laquelle il appartient, attendu que la composition de l'eau de la Seine prise hors de l'influence de Paris varie incessamment et quelques fois dans des limites fort étendues. Ainsi un chimiste, qui a fait de ce sujet, l'objet spécial de ses études, M. Poggiale, a constaté que l'eau de la Seine, prise au pont d'Ivry, à des époques différentes, offrait, dans sa constitution, des écarts aussi grands au moins que ceux que nous présentent, entre eux, les trois échantillons examinés par la commission.

Mais si au lieu d'examiner isolément chaque élément nous comparons dans leur ensemble la composition de ces eaux, nous y découvrons immédiatement un moyen de les classer d'une manière certaine.

Si nous comparons l'échantillon n° 1, l'eau prise au Port-à-l'Anglais, à l'eau du réservoir de Passy, nous voyons que cette dernière renferme une quantité beaucoup plus considérable de matière en dissolution dans le rapport de 216 à 280.

Pour l'ammoniaque l'augmentation est de 17 à 43, la quantité de chaux, de magnésie, d'acide sulfurique, de chlore, d'acide nitrique, sont également plus considérables; et bien qu'aucune de ces

matières ne soit, par elle-même, un élément d'insalubrité dans les proportions indiquées, néanmoins leur accroissement général est une preuve incontestable de l'altération que la constitution primitive de l'eau subit en traversant Paris. Cette altération est plus sensible encore et présente un caractère de gravité beaucoup plus grand par la comparaison des quantités de matières organiques tenues en dissolution.

Elle est de 0^{sr} 017 pour l'eau du Port-à-l'Anglais.
et de 0^{sr} 032 pour l'eau du réservoir de Passy.

Si nous comparons maintenant, de la même manière, l'eau du Port-à-l'Anglais à celle du réservoir de Montmartre, nous constatons des différences de même ordre s'exprimant numériquement par des chiffres qui ne s'éloignent pas beaucoup des premiers, d'où il résulte que les eaux des réservoirs de Passy et de Montmartre sont certainement et très-notablement inférieurs en qualité à l'eau de Seine à son entrée dans Paris. Un semblable résultat pouvait être prévu, et nous n'aurions pas mis autant de soin à le prouver, si la méthode que nous avons suivie ne devait nous conduire à apprécier la valeur hygiénique relative des eaux de Montmartre et de Passy, dont la comparaison est l'objet essentiel du travail de la commission.

Si l'on compare entre elles ces deux eaux, comme nous venons de les comparer précédemment à l'eau du Port-à-l'Anglais, on aperçoit que les différences sont beaucoup moins grandes qu'avec celle-ci mais si faibles qu'elles soient pour plusieurs éléments, l'ensemble ne laisse encore aucun doute sur le sens qu'on doit attribuer à ces différences, et ici la conclusion n'est pas tout à fait telle qu'on aurait pu la prévoir. C'est l'eau de Montmartre puisée à Saint-Ouen à l'aval de Paris au-dessous de l'égout collecteur de la rive droite qui se présente comme moins impure, c'est-à-dire, comme moins chargée de matières étrangères que celle de Passy puisée au quai de Billy.

Ce fait, anormal en apparence, peut cependant se concevoir si l'on fait attention d'une part que ce long parcours du quai de Billy à Saint-Ouen, qui est de plus de vingt kilomètres, est un moyen de purification pour l'eau de la Seine, les matières organiques qu'elle renferme tendent, sous l'influence de l'air, à s'éliminer en se transformant en produits gazeux et à se dégager dans l'atmosphère. Il faut tenir compte surtout de ce qu'on a eu soin d'établir la prise de Saint-Ouen en dehors de l'influence de l'égout collecteur dans la partie d'ailleurs très-limitée du courant indiquée par les analyses comme la plus pure et ne renfermant que 0,00004 d'ammoniaque.

L'eau des réservoirs de Montmartre, puisée dans les conditions

où elle l'est aujourd'hui est donc une eau salubre comme le conseil de salubrité de la Seine n'a pas hésité à le reconnaître, elle l'est même comparée à l'eau des réservoirs de Passy. Or les réservoirs de Passy qui ont remplacé ceux de Chaillot sont alimentés par l'ancienne usine de ce nom dont l'établissement remonte à 1782, et l'on ne s'est pas aperçu, jusqu'ici, que la santé des habitants de Paris qui font usage de cette eau ait eu à souffrir de son emploi, il est donc plus que probable qu'il en sera de même pour l'eau de Montmartre, l'administration peut l'offrir en toute sécurité à la consommation.

Mais l'eau du quai de Billy elle-même n'aurait-elle pas subi une influence fâcheuse de l'augmentation de la population et de l'accroissement des déjections qu'elle suppose? C'est ce qu'il convient d'examiner.

Il est difficile de juger la question par la comparaison des analyses actuelles avec celles qui ont pu être faites antérieurement; car indépendamment des variations qu'éprouve naturellement la composition de l'eau de la Seine; comme nous l'avons dit plus haut il y a le perfectionnement des procédés d'analyse qui rendent très-difficile la comparaison des résultats obtenus à des époques qui, bien qu'assez rapprochées par le temps, sont souvent considérablement séparées par les progrès de la science.

Si nous nous en rapportons à l'analyse de l'eau puisée à la prise de Chaillot faite en 1845 par MM. Boutron et Henry, nous voyons que cette eau a donné 0^{sr} 432 de résidu per litre, ce nombre beaucoup plus élevé que celui qui résulte de nos propres analyses, 0^{sr} 280, indiquerait une eau très-inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui, mais il nous paraît impossible de faire usage de cette donnée isolée par les motifs exposés plus haut et surtout parce que les auteurs de l'analyse ont négligé de doser l'ammoniaque, l'acide azotique et les matières organiques, principes sur lesquels l'attention des analystes n'a été appelée que dans ces derniers temps.

Si, à défaut d'analyser, on cherche à juger la question par l'ensemble des faits qui se sont accomplis depuis l'établissement de la machine de Chaillot et surtout dans les trente dernières années, il y a les plus fortes présomptions de croire que l'eau est meilleure aujourd'hui qu'à cette époque. On demeure convaincu qu'il doit en être ainsi si l'on considère que l'établissement du grand égout collecteur de la rive droite a fait disparaître tous les égouts qui débouchaient sur cette rive¹ depuis le pont de la Tournelle jusqu'à la

1. Les travaux actuellement en cours d'exécution doivent faire disparaître les égouts Saint-Paul, de l'Arsenal et Traversière, qui existent en amont du pont de la Tournelle.

place de la Concorde où leurs déjections formaient des dépôts considérables et fétides et coloraient au loin les eaux de la Seine. C'était là, bien certainement, la plus grande cause d'altération que l'eau de la Seine pût éprouver dans sa traversée au milieu de Paris.

Mais de ce que l'état actuel des choses n'est pas compromettant pour la santé publique, de ce qu'il y a amélioration évidente sur ce qui existait antérieurement, faut-il conclure que l'eau prise en aval de Paris est absolument bonne, qu'elle est aussi bonne que possible, et qu'il n'y a aucune amélioration à apporter à ce service, telle n'est pas à beaucoup près la pensée de la commission.

Les eaux prises en aval de l'agglomération parisienne seront toujours, quoi qu'on puisse faire, frappées dans l'opinion publique d'une suspicion légitime.

Il y a dans les populations une propension naturelle qui les porte à préférer les eaux vierges de tout contact avec les matières organiques et surtout avec les déjections animales. Ce sentiment instinctif protesterait contre la science elle-même si ses prescriptions devaient lui être opposées. Il n'en est rien heureusement et toutes les notions acquises jusqu'à ce jour, malgré ce qu'elles laissent encore à désirer, concourent à démontrer que cette disposition naturelle à l'homme est en parfaite harmonie avec les nécessités de son organisation.

Il est donc désirable si une portion quelconque de Paris doit continuer à être approvisionnée d'eau de Seine, que celle-ci soit puisée en amont au moins pour les services particuliers; que les machines en aval soient supprimées ou réduites, autant que possible, au service des fontaines monumentales, à l'arrosage et au lavage de la voie publique et autres usages analogues.

Dans la supposition même où l'eau pour l'approvisionnement de Paris pourrait être prise en amont de la ville, l'administration municipale aurait encore un devoir à remplir envers les riverains de la Seine en aval de Paris, ce serait de leur rendre aussi tolérables que possible les inconvénients qui résultent pour eux de la proximité des égouts collecteurs dont le plus grand volume d'eau exige un long parcours avant de disparaître tout à fait dans la masse du fleuve.

Déjà l'attention du Comité a été appelée sur ce sujet par l'administration supérieure, des projets ont dû être mis à l'étude pour amoindrir l'influence du collecteur d'Asnières, il serait utile de donner suite à ces projets.

Le problème qu'il s'agit de résoudre est incontestablement l'un des plus difficiles que puisse se proposer une administration prévoyante; nous pouvons en juger par les efforts que font en ce moment plusieurs grandes capitales en Europe, pour réagir contre les

causes d'insalubrité que l'augmentation de la population et des habitudes séculaires ont laissé s'accumuler autour d'elles dans les cours d'eau qui les avoisinent.

Sans affirmer que les recherches qu'on pourra entreprendre, auront un succès complet, elle ne seront certainement pas sans résultat utile.

Ces matières organiques, plus ou moins infectes qu'entraînent sous différentes formes les eaux des égouts, ces sels qui les rendent impropres aux usages domestiques, peuvent trouver une application utile en agriculture ou dans l'industrie ; en les isolant, on viendrait en aide à la fois à l'hygiène et à la production agricole.

De plus longs développements seraient inutiles sur un sujet qui préoccupe si vivement en ce moment les ingénieurs et les chimistes.

Par les motifs développés dans le présent rapport, la commission a l'honneur de proposer au Comité de répondre à M. le ministre :

1° Que les plaintes faites au sujet de la mauvaise qualité de l'eau fournie aux ci-devant communes de Batignolles et de Montmartre par la Compagnie générale des eaux étaient fondées ;

2° Que dès que l'administration municipale est entrée en possession de ce service (23 février 1861), elle s'est empressée de faire droit à ces plaintes dans la limite que comportent le mode d'approvisionnement actuel et les nécessités du service courant ;

3° Que moyennant les dispositions adoptées, les quartiers annexés dont il s'agit, sont pourvus aujourd'hui d'une eau qui, au point de vue de la salubrité, n'est point inférieure à celle des réservoirs de Passy alimentés par la machine de Chaillot ;

4° Que, néanmoins, cette eau, relativement meilleure, est cependant très-inférieure à l'eau prise en amont de Paris au Port-à-l'Anglais ;

5° Que tant qu'une partie de la population de Paris sera approvisionnée avec l'eau de la Seine, il sera convenable de la prendre en amont pour les services particuliers, c'est-à-dire pour les usages domestiques et de réduire autant que possible l'emploi des machines en aval ;

6° Qu'il y a lieu, dans tous les cas, de donner suite aux projets de purification sur place des eaux du grand égout collecteur avant son entrée en Seine.

CAUSES D'INSALUBRITÉ RÉSULTANT DU DÉBORDEMENT DES COURS D'EAU.

Commissaires : MM. Rayer, Mélier, Bussy, Michel Lévy, François, A. Latour et A. Tardieu, rapporteur.

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux pu-

blics, par une dépêche en date du 10 juin 1856, fait appel au zèle et aux lumières du Comité consultatif d'hygiène, dans les graves circonstances que vient de créer pour la santé publique, le fléau des inondations. Son Excellence réclame un avis sur l'opportunité et l'efficacité des mesures proposées par M. le préfet de Saône-et-Loire, et en même temps pour telles autres dispositions d'une application pratique et immédiate qu'il pourrait être utile d'indiquer à l'administration afin de prévenir le développement des maladies épidémiques dans les localités envahies par les eaux ; ces indications devant s'appliquer non-seulement au département de Saône-et-Loire, mais à tous ceux qui viennent d'avoir à souffrir des débordements.

La commission désignée par M. le Président pour s'occuper de cette importante affaire et composée de MM. Rayer, Mélier, Bussy, Michel Lévy, François, Latour et Tardieu, s'est réunie le jour même et a voulu que son rapport soumis au Comité en séance extraordinaire et transmis d'urgence à M. le ministre témoigne de son empressement à seconder de tout son pouvoir l'ardente sollicitude et la haute prévoyance du Gouvernement en présence de tant de désastres à réparer, de tant de malheurs à prévenir.

La commission a pensé que le premier besoin des populations était de sentir promptement la main tutélaire de l'administration, et que le premier devoir du Comité était de donner à celle-ci les éléments d'une instruction concise et pratique qui pût porter partout quelques préceptes généraux d'une application simple et rapide, que pourraient modifier les nécessités locales, mais qui assureraient du moins en la dirigeant, la marche de l'autorité. Elle a décidé, en conséquence, qu'elle proposerait au Comité un projet d'instruction générale qui, s'il recevait son approbation, serait soumis à M. le ministre et répondrait à la fois, suivant le double désir exprimé dans la dépêche de Son Excellence, à la demande spéciale dont M. le préfet de Saône-et-Loire a pris l'initiative, et aux besoins analogues qui pourraient se produire dans d'autres départements.

Tel est l'objet de l'instruction dont je vais avoir l'honneur de donner lecture au Comité.

INSTRUCTION SUR LES MESURES HYGIÉNIQUES A PRENDRE DANS LES LOCALITÉS ATTEINTES PAR LES INONDATIONS.

En présence des désastres qui viennent de fondre sur une partie de la France, il est du devoir de l'administration de se préoccuper de tout ce qui peut en rendre les suites moins funestes pour les Pe-

pulations. Si aucun effort humain n'a pu arrêter le fléau dévastateur, une sage et active prévoyance peut du moins en atténuer et en circonscrire les effets. Le gouvernement de l'empereur ne négligera rien pour atteindre ce but, et le ministre auquel est dévolu le soin de veiller sur la santé publique, plein de confiance dans l'empressement que mettront à seconder ses institutions, les autorités des départements ravagés, ne veut pas perdre un instant pour appeler leur attention toute spéciale sur l'une des conséquences les plus redoutables des inondations et pour recommander de la manière la plus énergique à leur zèle éclairé, les mesures d'hygiène et de salubrité proposées par le Comité consultatif d'hygiène publique, et qui lui ont paru le plus propres à prévenir le développement des maladies au sein des populations atteintes par les eaux débordées et le plus immédiatement applicables dans les diverses localités.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur les causes d'insalubrité qui doivent résulter du retrait des eaux et de l'amoncellement dans les vallées momentanément submergées d'une masse de vase limoneuse à laquelle sont mêlés des cadavres d'animaux, des détritux végétaux, et des débris de toutes sortes. Sous l'influence des chaleurs de l'été, ces dépôts amassés sur un sol saturé d'humidité, ne tarderaient pas à constituer de vastes foyers de décomposition putride d'où pourraient sortir des fièvres graves, des maladies pestilentielle, dont l'histoire des épidémies offre de trop fréquents exemples. En présence de ce péril imminent qu'il suffit de signaler pour en faire comprendre toute la gravité, il importe de recourir sans retard aux moyens que l'expérience conseille et que la science a consacrés pour faire disparaître, avant qu'elle ait eu le temps de se réaliser, cette menace de calamités nouvelles.

Les mesures dont l'administration supérieure recommande l'application immédiate, et dont l'urgence n'a pas besoin d'être démontrée, sont relatives : 1° à l'assainissement des localités, 2° aux précautions individuelles à prescrire aux habitants et particulièrement aux ouvriers employés aux travaux ; 3° à l'assainissement des habitations ; 4° à l'assistance médicale et hygiénique. Il est quelques autres prescriptions faites en vue de l'avenir qui pourront se rattacher utilement aux mesures dès à présent conseillées.

Mais avant d'entrer dans les développements qu'exige cette instruction, il importe de rappeler à MM. les préfets que leur premier soin doit être de convoquer sans délai les conseils d'hygiène et de salubrité et de provoquer de leur part une étude immédiate des conditions particulières dans lesquelles se trouvent placées les localités qu'a atteintes le fléau, afin de pouvoir faire à chacune d'elles l'application la mieux appropriée des mesures qui ne peuvent être in-

diquées ici qu'à un point de vue général, et qui devront nécessairement varier suivant les circonstances locales, telles que la nature du sol, la disposition des terres, le genre de culture, le mode de constructions et enfin les habitudes et le caractère des populations. L'appel fait aux lumières et au zèle éprouvés des conseils d'hygiène ne peut manquer d'être entendu et est une garantie assurée de l'application la plus pratique et la plus efficace des principes qui vont être exposés.

I. — Assainissement des localités.

La première condition d'assainissement des localités inondées, le but que l'on doit avant tout se proposer d'atteindre, c'est le dessèchement du sol. Ce n'est pas ici le lieu d'indiquer les moyens techniques (saignées des fossés, rigoles, tranchées, etc., etc.), qui sont du domaine de l'art de l'ingénieur, mais on doit insister avant toute autre recommandation sur l'importance capitale qu'il y a à favoriser de toutes les manières le prompt et facile écoulement des eaux qui pourraient être restées stagnantes ou qui imprégneraient le sol après la rentrée dans leur lit des cours d'eau débordés.

2° Les cadavres d'animaux, et particulièrement le gros bétail, qui seraient rejetés sur les rivages inondés devront être immédiatement enfouis et recouverts d'un lit de chaux conformément aux règlements en vigueur dans les épizooties.

3° Les foin et autres végétaux herbacés qui auront été submergés, seront traités différemment suivant leur degré de détérioration, et divisés à cet effet en trois catégories. Ceux qui auront été le plus profondément altérés, imprégnés de vase, menacés ou en voie de décomposition, seront enlevés sans délai et immédiatement desséchés et brûlés. Si les conditions locales le permettent sans inconvénient on pourra, comme cela se pratique sur quelques points à la suite de la crue périodique de certains cours d'eau, se débarrasser de ces débris en les jetant à la rivière. Ceux dont l'altération serait moins avancée pourront être coupés et conservés pour être employés à faire des fumiers, en observant dans cet emploi toutes les précautions désirables. Enfin ceux qui ayant été simplement mouillés ne devront donner lieu à aucune émanation nuisible, pourront après avoir été parfaitement desséchés, être utilisés en litière. Mais il est bien entendu que ce dernier choix devra être l'objet de la plus grande prudence et que dans aucun cas les fourrages qui auront subi quelque altération, ne pourront servir à l'alimentation du bétail.

4° Les terres labourables cultivées en céréales, en plantes oléagineuses ou autres, dont la récolte aura été détruite par les inondations,

pourront être, avec un grand avantage pour l'assainissement, semencées ou plantées de végétaux d'une croissance rapide, sur le choix desquels il y aura lieu de demander expressément l'avis des chambres consultatives d'agriculture. Ce qu'il importe de bien établir ici, c'est l'influence favorable qu'exercera sur la salubrité des lieux inondés le travail d'une végétation nouvelle.

5° Il est d'une extrême importance que les travaux d'assainissement qui viennent d'être indiqués soient exécutés très-rapidement, non-seulement pour activer ce retard de la végétation, mais encore pour empêcher autant que possible le développement de la fermentation putride qui serait la cause des plus redoutables maladies. Aussi est-il à désirer que les autorités locales emploient tous les moyens possibles pour hâter l'exécution de ces travaux, et se mettent notamment en mesure de les aider par une subvention extraordinaire qui pourra figurer dans les frais auxquels s'appliqueraient les fonds destinés à réparer les désastres causés par les inondations.

II. — Précautions individuelles à prescrire aux ouvriers employés aux travaux d'assainissement et aux cultivateurs des terres inondées.

6° Les travaux de tous genres qui seront entrepris soit pour l'assainissement, soit pour la culture des terres inondées devront commencer seulement à l'heure où la brume du matin sera entièrement dissipée et ne se prolongeront, dans aucun cas, au delà du coucher du soleil.

7° Les ouvriers employés aux opérations diverses d'assainissement seront exclusivement choisis parmi les hommes valides.

8° Il seront pourvus des vêtements et notamment des chaussures les moins accessibles à l'humidité (toiles imperméables, caoutchouc si cela est possible, ou tout au moins sabots neufs et guêtres de cuir, etc.).

9° On leur procurera, autant que possible, une nourriture substantielle, composée de viandes, d'une boisson fermentée et complétée, avec le plus grand avantage, par l'usage du café noir. Ils ne seront pas admis au travail à jeun.

10° Le travail sera interrompu à intervalles réguliers et, s'il se peut, réparti alternativement entre plusieurs brigades ouvrières. Le temps du repos serait dans ce cas passé à une certaine distance des lieux submergés, hors de la direction ou de la portée des vents qui les traversent.

III. — Assainissement des habitations.

10° Les habitations qui auront été envahies par les eaux devront

être l'objet d'une attention toute spéciale, afin que ceux que le fléau en aura éloignés, n'y rentrent pas avant qu'elles aient été suffisamment assainies.

11° Elles seront d'abord nettoyées aussi rapidement et aussi complètement que possible et débarrassées de toutes les immondices que l'eau aurait déposées dans leurs diverses parties.

12° Le principal et le plus énergique agent d'assainissement des habitations sera l'aération continue et la ventilation la plus active. Celle-ci sera favorisée partout où la chose sera possible par un grand feu allumé et entretenu dans le foyer, toutes les issues de l'habitation ouvertes, afin de faire contribuer à l'assainissement l'air extérieur et la chaleur du soleil.

13° En même temps on prendra soin d'établir autour de chaque chaumière, là où l'intérieur est souvent en contrebas du sol, une rigole de trois à cinq décimètres de profondeur qui réalisera un des moyens les plus simples et les plus actifs d'égouttement.

14° Il sera bon également de gratter à vif les parois des murs dans les parties de l'habitation qui auront été le plus endommagées et où se seront accumulés les dépôts vaseux. Les planchers là où il en existe seront aussi réparés avec soin et le sol sera recouvert soit d'une substance désinfectante comme le charbon concassé, soit d'une matière imperméable, telle que le sable ou des dalles de pierre. Lorsque la maison aura plusieurs étages, on commencera par en habiter seulement les parties les plus élevées.

15° On doit employer en même temps de grandes précautions pour assainir certains objets mobiliers, tels que les lits et pailleasse qu'il faudra renouveler ou remplacer et qui, dans tous les cas, ne devront resservir qu'après avoir été desséchés complètement.

16° Enfin la nécessité de ne laisser rentrer dans les habitations submergées que le plus tard possible, le temps qu'exigera la reconstruction de celles qui se sont écroulées peuvent donner lieu de recourir aux ressources du campement sous la tente, éminemment salubre surtout dans la saison actuelle. L'administration de la guerre pourrait être dans ce cas sollicitée de mettre temporairement à la disposition des autorités locales un certain nombre des tentes réglementaires si bien établies qu'elle possède en grande quantité et qui pourraient contenir des familles entières. Ce campement aurait l'avantage de permettre le choix d'un emplacement à l'abri des miasmes et de l'humidité.

17° Les procédés d'assainissement employés pour les habitations devront être appliqués avec non moins de vigilance, aux étables et écuries dans le but de prévenir les épizooties dont il n'est pas be-

soin de faire ressortir, dans les circonstances actuelles, les déplorables conséquences.

18° Il est une particularité qu'il importe de signaler bien qu'elle ne doive se produire qu'accidentellement, c'est l'altération de l'eau des puits et de sources d'eau potable dans le voisinage desquels se seraient trouvés des dépôts de matière en décomposition ou des amas de vase ou de débris organiques ou qui auraient été souillées par les matières de fosses d'aisance défoncées.

IV. — Assistance médicale et hygiénique.

19° Dans la prévision des maladies qui pourraient se développer, soit isolément, soit épidémiquement sous l'influence des miasmes qui se dégageraient des terrains inondés ou de la misère et des privations de tous genres, suite presque inévitable d'une semblable dévastation, il importe que MM. les préfets assurent par avance les moyens d'assistance publique que l'administration doit et peut répandre partout où les souffrances la rendront nécessaire.

20° L'organisation d'un service médical et l'approvisionnement en médicaments, notamment en sulfate de quinine et en quinquina, devront spécialement préoccuper les autorités locales.

21° Quant à l'assistance proprement dite qui devra être accordée aux populations nécessiteuses en dehors même de toute maladie, il est à désirer qu'elle puisse s'exercer principalement sous la forme de secours en nature. En effet, des vêtements suffisants et surtout une alimentation substantielle et réparatrice sont les meilleurs moyens de résister aux conditions d'insalubrité et aux influences délétères que laisseront après elles les inondations.

V. — Prescriptions relatives aux effets ultérieurs des inondations.

22° Il importe de prévoir, dès à présent, les cas où les amas d'eau stagnantes persisteraient dans certaines localités par suite d'affouillements plus ou moins étendus et plus ou moins profonds ; et ceux où au contraire se formeraient des attérissements de composition variable suivant la nature du sol. En effet, les bouleversements de terrains pouvant changer les lieux les plus salubres en foyers permanents d'insalubrité et de maladies endémiques, on doit s'attacher à faire disparaître partout ces changements dans la configuration du sol, et à refaire, en quelque sorte, les terrains dévastés en ayant toujours en vue l'assèchement du sol et le libre écoulement des eaux.

23° Enfin comme règle générale, et en vue d'une amélioration très-désirable dans les conditions hygiéniques des populations ru-

rales, on peut dans les localités où un certain nombre d'habitations détruites devront être reconstruites, exiger qu'elles le soient suivant des principes mieux entendus de salubrité. On pourrait faire de cette règle une condition à l'obtention des secours qui seront accordés pour cet objet aux plus malheureuses victimes des inondations.

Telles sont, dans leur généralité, les préceptes dont l'Administration supérieure recommande avec confiance l'exécution prompte et énergique à MM. les préfets. L'intérêt sympathique que le Gouvernement porte aux populations qui sont en ce moment-ci cruellement éprouvées lui fera attacher un prix particulier au succès des mesures qui ont pour but de prévenir l'explosion de nouveaux malheurs venant s'ajouter aux premiers désastres que rien n'a pu conjurer. Il tient à être renseigné à cet égard de la manière la plus complète et MM. les préfets voudront bien adresser au ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics, l'indication de toutes les mesures qu'ils auront prises soit antérieurement, soit postérieurement à la présente instruction, en même temps qu'une copie des délibérations des Conseils d'hygiène et de salubrité et des avis ou arrêtés publiés dans leur département pendant la durée ou à la suite des inondations.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUIN 1856, ACCOMPAGNANT L'ENVOI
D'INSTRUCTIONS SUR LES MESURES A PRENDRE DANS LES INONDATIONS.

Monsieur le préfet, au nombre des devoirs que les récentes inondations imposent à l'autorité, se place, en première ligne, celui d'aviser aux moyens de prévenir des épidémies dont sont menacées les localités envahies par les eaux. Les mesures à prendre, à cet effet, sont de divers ordres : les unes, du domaine de la police municipale; d'autres se rattachent à l'assistance publique; d'autres enfin que l'administration peut seulement conseiller.

Comme il s'agit ici d'un intérêt public des plus graves, et que les dispositions à adopter doivent s'appliquer, dans chaque département, à une étendue de territoire comprenant plusieurs communes, il vous appartient, monsieur le préfet, de prendre et de rendre exécutoire, après vous être éclairé des avis du Conseil d'hygiène publique et de salubrité, de la chambre consultative d'agriculture, et s'il y a lieu, des ingénieurs des mines et des ponts et chaussées, un arrêté de police, motivé sur l'imminence du danger, et appuyé sur les dispositions de la loi des 16-24 août 1790, qui donnent à l'ad-

ministration les pouvoirs nécessaires pour prévenir par l'emploi des moyens convenables, les fléaux calamiteux.

Vous trouverez ci-joint plusieurs exemplaires d'une instruction que j'ai fait rédiger par le Comité consultatif d'hygiène publique, et à laquelle j'ai donné mon approbation. Elle indique les précautions, de toute nature, à prendre ou à prescrire, et les communications par lesquelles vous aurez à me rendre compte de leur exécution et des résultats qu'elles auront produits.

Les communes, les bureaux de bienfaisance, et, au besoin, les départements sont essentiellement appelés à vous aider de leur concours, en ce qui concerne les voies et moyens, et vous jugerez si vous pourriez, en outre, recourir à la générosité de ceux de vos administrés dont les propriétés ont été épargnées par le fléau.

Dans le cas où vous auriez, monsieur le préfet, à réclamer, pour un certain nombre de familles momentanément privées d'habitation, le prêt de quelques tentes appartenant au service militaire, vous voudriez bien m'en informer, et je m'empresserai de les demander à mon collègue, M. le maréchal ministre de la guerre, dont la bienveillance me permet d'espérer une réponse favorable.

Signé: ROUHER.

LOI DU 3 FÉVRIER 1851 RELATIVE A LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS
MODÈLES DE BAINS ET LAVOIRS PUBLICS.

Article 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1851, un crédit extraordinaire de six cent mille francs (600 000 fr.), pour encourager, dans les communes qui en feront la demande, la création d'établissements modèles pour bains et lavoirs publics gratuits ou à prix réduits.

Art. 2. Les communes qui voudront obtenir une subvention de l'État devront : 1^o prendre l'engagement de pourvoir, jusqu'à concurrence des deux tiers au moins, au montant de la dépense totale ; 2^o soumettre préalablement au ministre de l'agriculture et du commerce les plans et devis des établissements qu'elles se proposent de créer, ainsi que les tarifs, tant pour les bains que pour les lavoirs.

Le ministre statuera sur les demandes, et déterminera la quotité et la forme de la subvention, après avoir pris l'avis d'une commission gratuite nommée par lui.

Chaque commune ne pourra recevoir de subvention que pour un établissement, et chaque subvention ne pourra excéder vingt mille francs (20 000 fr.).

Art. 3. Les dispositions de la présente loi seront applicables, sur

l'avis conforme du conseil municipal, aux bureaux de bienfaisance et autres établissements reconnus comme établissements d'utilité publique qui satisferaient aux conditions énoncées dans les articles précédents.

Art. 4. Au commencement de l'année 1852, le ministre du commerce publiera un compte rendu de l'exécution de la présente loi et de la répartition du crédit ou de la partie du crédit dont l'emploi aura été décidé dans le courant de l'année 1851.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 FÉVRIER 1851, RELATIVE A L'EXÉCUTION
DE LA LOI SUR LES BAINS ET LAVOIRS PUBLICS.

Monsieur le préfet, un crédit extraordinaire de 600 000 francs est mis, par la loi du 3 février dernier, à la disposition de mon ministère pour encourager la création d'établissements modèles de bains et lavoirs publics, gratuits ou à prix réduits.

Cette loi est une nouvelle preuve de la sollicitude du gouvernement en faveur des classes laborieuses; aussi suis-je assuré à l'avance de l'empressement que vous mettrez à inviter les communes, les bureaux de bienfaisance ou autres établissements reconnus comme établissements d'utilité publique, à satisfaire aux conditions de la loi pour obtenir une part du crédit de 600 000 francs.

Il importe, monsieur le préfet, de donner à la loi nouvelle la plus grande publicité possible. Je vous recommande donc de prendre immédiatement les mesures nécessaires à cet effet : je vous engage à ne point vous borner à la faire insérer dans le recueil des actes administratifs de votre préfecture; je désire que vous la fassiez publier par voie d'affiches, surtout dans les grands centres de population. Vous devrez vous appliquer, d'ailleurs, à bien faire comprendre aux autorités locales l'esprit dans lequel elle a été conçue, le but important qui s'agit d'atteindre et les moyens à l'aide desquels on y est déjà parvenu dans un pays voisin.

Pour vous faciliter cette tâche, j'ai l'honneur de vous adresser, avec un exemplaire de la loi, un volume dans lequel mon prédécesseur, M. Dumas, a fait recueillir les documents les plus importants que l'administration possède sur cette matière; vous y trouverez l'exposé des motifs de la loi, et ce document vous mettra à même de vous pénétrer des considérations de divers ordres qui en recommandent l'objet à la sollicitude de tous les gens de bien. Il y a toutefois, dans cet exposé, un point qui a cessé d'être d'accord avec l'esprit de la loi votée. Dans la pensée du gouvernement, la création d'établissements modèles de bains et lavoirs ne devait avoir lieu que

dans les villes les plus peuplées. L'Assemblée nationale n'a pas partagé cette manière de voir ; elle a voulu que les plus petites communes pussent être appelées à participer à la subvention que la loi permet d'accorder, si elles consentaient à s'imposer les sacrifices nécessaires. Vous ne devez donc pas vous borner à signaler aux autorités des grandes villes les bienfaits que la loi a pour but de procurer aux populations ; il doit demeurer bien entendu que les communes rurales, comme les communes urbaines, peuvent se mettre sur les rangs et présenter leurs projets.

Le volume que je vous transmets contient, en outre, les principaux rapports qui ont été présentés à la commission que mon prédécesseur avait instituée, au mois de novembre 849, par ordre de M. le Président de la République, pour étudier les moyens de doter notre pays d'établissements de bains et lavoirs pouvant rivaliser avec ceux que possède la Grande-Bretagne. Il renferme également les rapports parvenus à mon administration sur les établissements fondés en Angleterre, ainsi que les plans des principaux d'entre eux. Ces différents documents vous permettront de fournir aux autorités locales ou aux architectes chargés de l'étude des projets des éclaircissements d'une grande utilité, notamment sur les tarifs, les dispositions les plus convenables à adopter pour les constructions, l'établissement des appareils d'essorage et de séchage, les mesures de police intérieure, etc.

La loi a indiqué les formalités particulières que les communes qui voudront obtenir une subvention de l'État auront à remplir. Elles devront :

1^o Prendre l'engagement de pourvoir, jusqu'à concurrence des deux tiers au moins, au montant de la dépense totale ;

2^o Soumettre préalablement au ministre de l'agriculture et du commerce les plans et devis des établissements qu'elles se proposent de créer, ainsi que les tarifs, tant pour les bains que pour les lavoirs.

La commune devra justifier, d'ailleurs, par la production de son budget, qu'elle est dans une situation financière qui ne lui permet pas de se charger de la totalité de la dépense ; il conviendra, de plus, que le Conseil d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement soit toujours appelé à donner son avis sur les projets présentés.

C'est seulement lorsque ces formalités essentielles auront été remplies qu'il me sera possible de prendre l'avis de la commission que je suis tenu de consulter, aux termes de la loi, avant de statuer sur les demandes et de déterminer la quotité et la forme de la

subvention unique que la même commune pourra recevoir, et qui ne pourra excéder 20 000 francs.

Vous pouvez être assuré, monsieur le préfet, que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour que, en ce qui me concerne, les demandes soient examinées avec la plus grande diligence ; mais, bien que mon ministère soit chargé de la distribution du crédit, il ne sera pas le seul, dans bien des cas, à concourir à l'exécution de la loi. Les communes devant faire les deux tiers au moins de la dépense, les demandes de subvention pourront se rattacher souvent à des projets qui se compliqueront de questions d'emprunts, d'acquisitions de terrains et autres analogues, et l'intervention du ministre de l'intérieur, celle même du conseil d'État, pourront devenir indispensables. Il conviendra, néanmoins, que mon département reçoive d'abord toutes les pièces de l'instruction, sauf à renvoyer au ministère de l'intérieur celles qui le concerneraient, lorsqu'il aura été statué sur la valeur des projets et l'opportunité d'accorder une subvention. Je me réserve de demander à mon collègue, M. Waisse, de vouloir bien faire examiner d'urgence toutes les affaires communales qui se rattacheront à la création d'établissements modèles de bains et lavoirs. Je vous recommande de veiller de votre côté, monsieur le préfet, avec une attention toute particulière, à ce que les demandes que vous aurez à me transmettre soient instruites d'une manière complète, sur tous les points sur lesquels l'administration centrale aura à prendre une décision.

Parmi les communes où la création d'un établissement modèle de bains et lavoirs publics présentera un caractère particulier d'utilité, il pourra s'en trouver qui ne seront pas en état de s'imposer les sacrifices nécessaires pour avoir droit à une subvention. La loi a prévu cette éventualité, en admettant les bureaux de bienfaisance et autres établissements reconnus comme établissements d'utilité publique à participer aux bénéfices de ses dispositions, aux mêmes conditions que les communes elles-mêmes, pourvu que le conseil municipal y donne son consentement. J'écris à M. le ministre de l'intérieur pour appeler son attention sur cette disposition, et pour lui demander de vouloir bien transmettre, en ce qui le concerne, les instructions qui pourraient en faciliter l'exécution.

La disposition que je viens de rappeler ne préjudicie en rien, d'ailleurs, au droit que possèdent les communes de concéder, pour un temps plus ou moins long, à une compagnie particulière formée, soit dans un but industriel, soit dans un but de pure bienfaisance et au moyen de dons volontaires, la création des établissements dont il s'agit, comme elle pourrait le faire pour l'établissement d'une halle ou d'un abattoir ; et, dans ce cas, les communes pourront se-

conder de plusieurs manières l'action de l'industrie privée ou des associations charitables : tantôt par des concessions d'eau gratuites, tantôt en fournissant les terrains sur lesquels les bains et lavoirs seraient construits, ou en ajoutant une subvention à celle qui serait accordée par l'État, ou bien encore par la garantie d'un minimum d'intérêt.

Dans les villes industrielles, il sera bon de rechercher quel parti on pourrait tirer des eaux de condensation provenant des machines à vapeur. Vous verrez, par un des documents contenus dans le recueil que je vous envoie, comment un ingénieur habile, soutenu par les seuls efforts de la charité privée, a su mettre à profit ces eaux de condensation, pour créer dans la ville de Rouen un établissement qui a déjà rendu d'importants services à une partie de la classe pauvre de cette cité populeuse. C'est un exemple que vous ne devrez pas manquer de signaler à l'attention des autorités des communes où il pourrait être imité, et je ne doute pas que les chefs d'industrie ne se montrent partout disposés à faciliter de tout leur pouvoir la réalisation des vues bienfaisantes de la loi.

Sur tous les points où cela pourra vous paraître utile, n'hésitez pas à créer des commissions locales pour provoquer des souscriptions, et s'associer ainsi à l'intervention du gouvernement et aux sacrifices des communes. Vous n'ignorez pas que, lorsqu'un appel est fait par l'autorité ou par des associations charitables, dans l'intérêt d'une création utile, cet appel est presque toujours entendu. Ne craignez donc pas de recourir à tous les dévouements; le concours de la bienfaisance et de la charité, lorsqu'il s'agit de réaliser une pensée profondément philanthropique, ne saurait vous manquer.

Je termine, monsieur le préfet, en vous recommandant de me tenir exactement informé de la suite que vous aurez donnée à ces instructions. Je vous promets, de mon côté, d'accorder une attention suivie aux communications et aux demandes que vous auriez à m'adresser. Il importe, en effet, de ne pas perdre de vue que mon département ne peut disposer du crédit dont il s'agit que pendant l'année 1851.

Signé : SCHNEIDER.

V

HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET PROFESSIONNELLE.

INFLUENCE DES FABRIQUES DE PRODUITS CHIMIQUES SUR LA VÉGÉTATION ET L'HYGIÈNE.

Enquête ordonnée par le Ministre de l'Intérieur de Belgique.

Rapport par M. Bussy.

En Belgique comme en France, la population rurale s'est beaucoup préoccupée des causes auxquelles il était possible de rapporter les effets désastreux observés, dans ces dernières années, sur diverses cultures et désignés sous les noms : maladie de la vigne, maladie des pommes de terre ; effets qui se sont étendus sous des formes diverses et des degrés différents à beaucoup d'autres végétaux.

Parmi les influences nuisibles qui ont été particulièrement signalées, il en est une qui paraît compter, en Belgique surtout, beaucoup de partisans : c'est l'action qu'exercent sur la végétation le voisinage des fabriques de produits chimiques.

Cette opinion qui, de jour en jour, rencontrait plus de partisans, finit par prendre un tel développement que, le 8 août 1854, M. le gouverneur de la province de Namur crut devoir proposer au ministre de l'intérieur de Belgique de nommer une commission d'enquête chargée de rechercher le fondement des plaintes formulées au sujet des usines, et les meilleurs moyens pour arriver à calmer les esprits.

Le gouvernement s'empressa de faire droit à cette demande, et un arrêté ministériel en date du 30 août 1854 institua une première commission. Elle était composée de MM. le comte de Baillet, gouverneur de la province de Namur, président ; Guillery, professeur à l'université de Bruxelles ; Chandelon, professeur à l'université de

Liège; Kickx, professeur à l'université de Gand; Artoisenet et Everarts, agronomes et membres du conseil provincial de Namur.

Après avoir pris connaissance des plaintes formulées et des nombreuses pétitions transmises par M. le ministre de l'intérieur, la commission se partagea immédiatement en deux sous-commissions, afin d'activer autant que possible la solution des nombreuses questions que soulevait la nature de ses travaux. L'une d'elles, composée de deux chimistes, fut spécialement chargée de la visite des usines, de l'examen minutieux des appareils employés et de l'étude des moyens propres à atténuer l'effet des émanations acides; l'autre, formée du botaniste et des agronomes, avait dans ses attributions l'examen de l'état de la végétation agricole et forestière aux environs des fabriques.

Au mois de juin 1855, la sous-commission des botanistes et agronomes se livra à des investigations longues et minutieuses concernant les végétaux. Le 7 du même mois, des circulaires furent adressées aux bourgmestres et des avis furent insérés dans les journaux afin d'inviter les cultivateurs et les personnes intéressées à signaler les altérations produites sur les végétaux.

C'est l'ensemble des travaux exécutés par ces deux commissions qui constitue l'ouvrage dont le Comité nous a chargés de lui rendre compte.

Il renferme le résultat des diverses enquêtes faites, tant dans les fabriques de produits chimiques qu'auprès des agriculteurs et des personnes ayant intérêt dans la question, ou en mesure par leur position de fournir à la commission d'utiles renseignements.

Il se divise naturellement en deux parties : la première comprend le travail de la sous-commission des chimistes ; la deuxième, l'influence des émanations des fabriques sur la végétation. La commission des chimistes a joint aux procès-verbaux de l'enquête le résultat de ses propres observations ; la description exacte prise sur les lieux des appareils et des procédés de fabrication ; un examen comparé et une appréciation des différents modes de fabrication. Afin de se rendre compte exactement de l'influence de chaque procédé, elle a été conduite dans beaucoup de cas à faire l'analyse des produits aux diverses phases de la fabrication, et souvent celle des matières premières elles-mêmes. Elle a du faire entre autre travail sérieux une étude approfondie de la nature et de la quantité des gaz qui s'échappent des cheminées des usines et qui sont considérés avec juste raison comme l'une des causes les plus puissantes de l'incommodité et de l'insalubrité qu'elles répandent dans leur voisinage.

Pour que le Comité puisse apprécier plus facilement la nature du

travail auquel s'est livrée la commission et la valeur des résultats qu'elle a obtenus, nous devons dire que ce travail porte exclusivement sur les usines dans lesquelles on fabrique l'acide sulfurique, l'acide nitrique, le sulfate de soude, l'acide chlorhydrique, la soude, le chlorure de chaux et la couperose (sulfate de fer). Il serait hors de propos d'exposer ici avec détail les procédés suivis par la commission dans ses recherches analytiques ; il suffira de dire que ces procédés sont ce qu'on peut désirer dans l'état actuel de la science, et que les résultats paraissent dignes de confiance. Nous nous bornerons, en conséquence, à placer sous les yeux du Comité ceux qui nous paraissent particulièrement de nature à l'intéresser.

Dans les fabriques incommodes et insalubres, l'on peut à bon droit placer celles où l'on fabrique l'acide sulfurique. Malgré les perfectionnements que la science moderne a tenté d'y introduire, les inconvénients que présentent ces usines tiennent surtout à la difficulté de condenser complètement les gaz qui, par leur réaction dans les chambres de plomb, donnent naissance à l'acide sulfurique.

Parmi ces gaz il en est particulièrement deux qui, d'après la manière dont le travail s'opère, peuvent être entraînés hors des chambres : c'est, suivant les circonstances, l'acide sulfureux ou l'acide hypo-azotique, l'un et l'autre également fâcheux à respirer et particulièrement nuisibles à la végétation. Il était donc intéressant de rechercher quelle pouvait être, de ce chef, l'influence exercée par les fabriques dont il s'agit. La première chose à constater était l'existence et la proportion de ces gaz délétères dans les émanations des usines. C'est ce que la commission a résolu par deux procédés différents ; soit au moyen des données qui lui ont été fournies par les industriels sur leur fabrication, soit par les analyses directes auxquelles elle a procédé.

On conçoit en effet que si l'on tient compte d'une part de la quantité d'acide sulfurique produit annuellement dans une fabrique ; si l'on tient compte d'une autre part de la quantité de soufre brûlé dans le même établissement, l'on peut, en retranchant de ce dernier celui qui existe dans l'acide sulfurique, connaître le soufre brûlé qui n'a pas été condensé en acide sulfurique et qui se sera répandu dans l'atmosphère à l'état d'acide sulfureux. Toutefois, et cette circonstance n'a pas échappé à la commission, il y a dans ce mode d'évaluation une cause d'erreur qui tient à ce qu'une portion de soufre, assez faible en général, a pu se perdre à l'état d'acide sulfurique. Aussi la commission a-t-elle cru devoir analyser directement les gaz à leur sortie des chambres ; elle a trouvé par ce procédé des nombres un peu différents des premiers. Le Comité pourra se

rendre compte de cette différence par les raisons exposées plus haut.

Mais ici s'est présentée une difficulté dont les chimistes apprécieront la portée. La commission n'a pu faire sur les lieux, c'est-à-dire à l'orifice même des cheminées que des essais qualitatifs ayant pour but de constater la nature des gaz ; leur proportion a dû être déterminée dans le laboratoire sur des échantillons transportés dans des flacons. Or, il est arrivé que, bien que la présence de composés nitreux fût parfaitement constatée à la sortie de la cheminée, on n'a jamais pu en démontrer l'existence dans le mélange gazeux analysé au laboratoire, par suite sans doute de la formation d'une petite quantité d'acide sulfurique. Quoi qu'il en soit, cette circonstance enlève au résultat de la commission une partie de son intérêt, en ce qu'il n'a plus de valeur absolue que relativement à l'acide sulfurique.

Voici, du reste, les résultats pour les quatre fabriques visitées par la commission ; nous les avons réunis dans le tableau suivant :

NOMS DES FABRIQUES.	Acide sulfurique à 60 degrés obtenu.	Acide sulfureux correspondant à l'acide perdu à 60°.	Acide sulfureux perdu par la cheminée.	Acide sulfureux perdu par la cheminée, la perte totale étant 100.	Acide sulfureux répandu dans l'air par jour.	Acide sulfureux répandu dans l'air par seconde.
	K°	MÈT. CUBES.			MÈT. CUB.	LITRES.
Risle	1.894.183	111.060	58.606	52.76	338.	3.9
Floreffe	989.950	68.195	23.319	36.93	191.	8.2
Moustier....	1.622.465	70.496	33.139	46.98	207.	2.39
Auvelais...	1.019.841	63.843	29.074	45.54	193.	2.23

Tableau de la composition des Gaz à la sortie de la chambre.

NOMS DES FABRIQUES.	ACIDE SULFUREUX.	OXYGÈNE.	AZOTE.	TOTAL.
Risle.....	1.22	15.74	83.04	100
Floreffe	0.38	15.45	84.17	100
Moustier	1.265	13.695	85.040	100

La fabrication de la soude, qui a pris une si grande extension

dans tous les pays industriels, donne lieu à des inconvénients de même nature que ceux que nous venons de signaler. Ces inconvénients sont dus, comme les précédents, aux gaz qui sont entraînés au dehors. Mais ici les effets semblent s'étendre à une distance plus considérable, en raison de la plus grande difficulté de condenser les gaz acides à leur sortie de la cheminée.

De l'examen auquel la commission s'est livrée, il résulte que la fumée des grandes cheminées des usines à soude, dans l'état actuel de cette industrie, lancée dans l'atmosphère, indépendamment des produits de la combustion de la houille, une quantité notable d'acide sulfureux et une proportion beaucoup plus forte d'acide chlorhydrique.

Cette quantité peut, comme lorsqu'il s'agit de l'acide sulfureux, être évaluée de deux manières, soit en déduisant de la quantité théorique d'acide chlorhydrique produit, celle qui a été réellement recueillie, soit en analysant le gaz qui s'échappe par la cheminée et constatant la quantité d'acide qu'il renferme. Ici encore il est évident que ces deux quantités ne devront pas être égales; la différence représente la portion refoulée dans les ateliers par les fours ou les appareils de condensation, lorsqu'ils ne fonctionnent pas convenablement.

Voici les résultats dans les deux cas :

NOMS DES FABRIQUES.	ACIDE CHLORHYDRIQUE CONTENU DANS UN MÈTRE CUBE DE FUMÉE.		QUANTITÉ D'ACIDE PERDUE PAR JOUR.
	D'APRÈS LE CALCUL.	D'APRÈS L'ANALYSE.	D'APRÈS LE CALCUL.
Auvelais.....	8.48	5.10	607
Risle.....	5.23	3.55	852
Moustier	3.86	2.20	852
Floreffe	0.86	0.80	144

Ces quantités acides répandues dans l'atmosphère sont, comme on le voit, très-variables suivant les fabriques, et elles dépendent du

mode de condensation employé et de la quantité totale du sel décomposé. Dans tous les cas, la quantité perdue est toujours très-grande, en raison de la disposition essentiellement vicieuse des appareils de condensation, dans lesquels le gaz qu'il s'agit de dissoudre arrive mélangé, par le fait même de l'opération, avec une masse considérable d'air et tous les produits de la combustion. Or, l'expérience prouve que les gaz, même ceux qui se dissolvent avec le plus de facilité et en plus grande quantité dans l'eau, résistent à la dissolution lorsqu'ils sont mélangés à des gaz non solubles et deviennent d'autant moins solubles qu'ils sont mélangés avec une plus grande quantité de ces derniers. Une autre circonstance qui tend au même résultat est la rapidité du tirage dans les cheminées par lesquelles s'écoulent les mélanges gazeux, rapidité exigée le plus ordinairement par l'ensemble du travail de l'usine. La commission a remarqué, pendant son séjour dans les fabriques, que les hautes cheminées contrariaient les moyens d'absorption en déterminant un appel trop énergique. Elles permettent aussi aux industriels d'apporter moins de soins à la construction et à la conduite des appareils, en lançant au dehors les émanations qui exercent leurs effets sur les habitants des fabriques, lorsque les opérations ne sont pas convenablement dirigées, ou lorsque les appareils sont dégradés. S'il est vrai que les hautes cheminées délayent, dans un grand volume d'air, les vapeurs acides avant que celles-ci retombent sur le sol, il n'est pas moins vrai, comme M. Kuhlmann l'a fait observer judicieusement¹, que par un temps humide ces vapeurs descendent très-vite et exercent alors leur action nuisible; en outre, en élevant les cheminées on court le risque d'étendre sur un rayon plus grand les inconvénients qui, sans cette circonstance, n'atteindraient qu'un espace restreint.

Les hautes cheminées sont donc plutôt nuisibles qu'utiles, et la commission est unanimement d'avis que le gouvernement ne doit plus tolérer qu'elles soient mises en communication avec les appareils de condensation.

Nous donnerons ici, comme résumé de cette première partie du travail, quelques-unes des conclusions qui le terminent et qui pourraient trouver leur application lorsqu'il s'agit des prescriptions à imposer à des fabriques similaires dans notre propre pays. Ces conclusions sont les suivantes :

1° Les fours à dalles doivent être proscrits pour la combustion des pyrites dans les fabriques d'acide sulfurique.

2° Les fours à grille actuellement existants doivent être rempla-

¹ *Annales des Mines*, 1855, tome VI, p. 109.

cés par des fours dont la grille aurait, au maximum, 1 mètre 50 de longueur sur 1 mètre de largeur.

3° Les fabricants doivent faire fonctionner les appareils de telle sorte que les gaz sortant des chambres ne renferment au maximum que 8 pour cent d'oxygène, et ils sont tenus d'absorber, par l'acide sulfurique concentré, les vapeurs nitreuses (acide hyponitrique) que ces gaz doivent toujours contenir.

4° Dans la fabrication du sulfate de soude, il y a lieu d'interdire les fours à sulfate de soude dans lesquels les vapeurs acides se mêlent aux produits du foyer.

5° Les fours qu'adopteront les industriels doivent être construits avec soin, être toujours maintenus en bon état et munis de portes de travail qui ne laissent pénétrer l'air dans l'intérieur que pendant le temps strictement nécessaire pour opérer le chargement, le déchargement et l'agitation des matières.

6° Les appareils de condensation doivent être construits de manière à retenir les vapeurs acides et à fonctionner indépendamment du concours de l'ouvrier, être maintenus en bon état et être alimentés constamment par une quantité d'eau suffisante et s'écoulant avec régularité.

A cet effet, les appareils de condensation doivent être munis d'un compteur hydraulique, approuvé par le gouvernement et dont la clef serait confiée aux employés des accises, afin de s'assurer que la quantité d'eau reconnue nécessaire a été fournie à l'appareil de condensation dans un temps voulu.

7° On ne doit plus tolérer que les appareils de condensation soient mis en rapport avec les grandes cheminées.

8° Il est interdit d'accumuler un tas considérable de marcs de soude; on doit les étendre sur le sol en couches minces, ou en former de petits tas, qui ne peuvent excéder un mètre cube. Il n'est permis de les rassembler en tas plus considérables qu'après que ces marcs de soude sont complètement décomposés.

9° Une surveillance incessante serait confiée aux employés des douanes et accises qui sont en permanence dans les fabriques de produits chimiques.

Un contrôle périodique serait exercé par des personnes compétentes.

Les employés des accises recevraient des instructions destinées à simplifier et à faciliter leur mission. Ils tiendraient entre autres, un registre indiquant, après vérification, les quantités d'acide hydrochlorique recueillies pour chaque four, en 24 heures, et le degré de cet acide.

10° Une sanction pénale garantirait la stricte observation des prescriptions imposées par le gouvernement.

En terminant, la commission croit devoir appeler l'attention du gouvernement sur la nécessité d'imposer aux fabricants de produits chimiques des mesures hygiéniques dans l'intérêt de leurs ouvriers, et de veiller à la stricte exécution des dispositions de l'arrêté royal du 12 novembre 1849, principalement en ce qui concerne l'exactitude des plans et la défense d'apporter aucune modification aux fabriques, sans en avoir obtenu l'autorisation.

II. — Altérations produites sur la végétation par les émanations des fabriques.

Après avoir pris connaissance des nombreuses pétitions qui lui ont été remises, la commission a consacré tout l'été de 1854, depuis les premiers jours de juin jusqu'à la fin d'octobre, à étudier dans leurs différentes phases la végétation d'un grand nombre de plantes, non-seulement dans la province de Namur où était le siège principal de ses observations, mais encore dans diverses communes du Brabant, du Hainaut, de la Flandre, afin d'établir par la comparaison des faits observés dans des conditions très-diverses ce qui pourrait être dû aux influences locales.

La commission a étudié d'abord d'une manière générale l'influence que peuvent avoir l'action des fabriques sur la végétation, suivant la direction des vents, l'humidité de l'atmosphère, la pluie, la configuration topographique du sol et les reliefs qu'il présente, et elle a reconnu, ce qui du reste était facile à prévoir, que, toutes choses égales d'ailleurs, les altérations étaient plus sensibles dans la direction la plus constante du vent, sous l'influence d'un temps brumeux ou de la pluie et lorsque par la disposition du sol ou la direction du vent, la fumée était ramenée sur le sol de manière à en sécher pour ainsi dire la surface.

Dans toutes les circonstances où l'effet produit par la fumée a été incontestable, il a été possible de démontrer par les réactifs la présence des agents chimiques auxquels l'altération était due. Ce sont ordinairement les acides chlorhydrique ou sulfurique. Sur les végétaux de même espèce, au contraire, ne présentant pas de signes d'altération; on ne peut constater la présence des mêmes acides.

Mais doit-on conclure de ces observations qu'il n'y a d'effet produit que lorsqu'il est possible de constater la présence de l'agent chimique. La commission n'a pas cru pouvoir aller jusque-là et nous devons approuver sa réserve.

Parmi les observations consignées dans le travail de la commission, il en est une que nous croyons utile de reproduire, c'est celle

qui indique la sensibilité relative d'un certain nombre de végétaux à l'influence des acides. Nous donnons ce résultat sous toute réserve, il comprend 34 espèces, arbres et arbustes. En première ligne et comme le plus sensible de tous se présente le charme (*carpinus betulus*), la charmille, le coudrier, etc.; à la fin nous trouvons le framboisier, les diverses espèces de spirées, le houblon et enfin l'aune (*alnus communis*). Les conclusions suivantes] terminent cette deuxième partie de l'ouvrage :

1° Il s'échappe des fabriques de produits chimiques des émanations acides qui nuisent à la végétation d'un certain nombre de plantes.

2° Toutefois, cet effet se produit d'une manière très-inégale pour les diverses espèces de plantes ligneuses ou herbacées, cultivées ou spontanées, de telle façon que certaines espèces paraissent résister très-bien à l'influence nuisible des gaz acides, tandis que d'autres sont altérées par ceux-ci, mais à des degrés très-différents.

3° De ces derniers végétaux, les uns cessent déjà, à une faible distance des usines, de manifester aucun signe d'altération, tandis que les autres continuent à se montrer altérés jusqu'à une distance plus ou moins grande, mais toujours limitée.

4° Le rayon dans lequel s'exerce l'influence nuisible des gaz acides, dépendant de plusieurs circonstances essentiellement variables, ne saurait être fixé d'une manière absolue; mais dans chaque cas donné on peut le déterminer pratiquement en observant jusqu'à quelle distance les végétaux qui, comme les charmilles, sont très-attaquables par les émanations des fabriques, cessent d'offrir aucune des altérations spéciales qui doivent être attribuées à l'action de ces émanations.

5° Déterminé par ce procédé, le rayon d'influence nuisible a différé beaucoup, non-seulement pour les différents établissements, mais encore dans les diverses directions autour du même établissement, puisque c'était constamment dans la direction des vents dominants que ce rayon s'étendait le plus, tandis que, dans la direction des vents les moins fréquents, il était beaucoup moins grand et toujours peu considérable.

6° Dans la direction des vents dominants, et d'après les faits qui ont pu être observés d'une manière précise, le rayon d'influence nuisible n'a pas paru s'étendre au delà de 2,000 mètres, au *maximum*, ni de 600 mètres, au *minimum*.

Annexes.

A la suite du travail dont nous venons de rendre compte se trouvent ajoutés, sous le titre d'annexes, divers renseignements supplé-

mentaires, un rapport de M. le professeur Stass sur l'état des fabriques françaises de produits chimiques, particulièrement sur celles de notre habile manufacturier et savant chimiste Kuhlmann, de Lille. Ce travail n'est pas seulement une description des fabriques dont il s'agit, il contient en outre une excellente discussion des moyens les plus propres à éviter les pertes et à prévenir les inconvénients que nous avons signalés plus haut. Les fabricants pourraient, au besoin, y puiser de précieux renseignements pour l'établissement de leurs usines et la conduite des opérations.

La troisième et dernière annexe renferme les renseignements fournis par l'administration au sujet de l'influence des émanations acides sur la santé publique.

Il résulte des données que M. le gouverneur a fait recueillir en consultant les documents officiels relatifs au mouvement des naissances et des décès, pendant les cinq années qui ont précédé et suivi l'érection des établissements, que la moyenne a été favorable à l'accroissement de la population, tant dans les communes où les fabriques sont établies que dans les localités voisines. Ainsi, pour la première période (1839 à 1843), le chiffre des décès est de 1 sur 56, et pour la seconde (1844 à 1848), de 1 sur 58. Il est à remarquer, en outre, dit le document officiel que nous analysons, qu'aucun cas de choléra ne s'est manifesté jusqu'à ce jour, dans les communes dont il s'agit, et qu'à l'exception de celle de Floreffe, toutes ont été exemptes des épidémies typhoïdes qui ont régné dans la province depuis 1843. Pendant l'épidémie de Floreffe, qui a particulièrement sévi au hameau de Buzet, où il y a eu 75 malades, un seul des ouvriers travaillant à la fabrique a été atteint du mal ; encore avait-il fait, deux jours auparavant, une marche forcée.

D'après un rapport de M. le docteur Cambrelin, président de la commission médicale de la province de Namur, les émanations que répandent les fabriques de produits chimiques de la vallée de la Sambre ne donnent lieu à aucune affection particulière, et les maladies de poitrine ne sont pas aujourd'hui plus fréquentes qu'autrefois dans les communes où ces établissements existent. La santé générale des populations limitrophes est restée la même que par le passé, même celle des ouvriers occupés à l'intérieur des fabriques ; et si ceux-ci sont parfois atteints, au début de leur apprentissage, d'une laryngite, d'une bronchite ou d'une gêne dans la respiration, l'accoutumance ne tarde pas à faire disparaître ces indispositions, qui ne se renouvellent plus. La même observation a été faite sur les chevaux employés dans les établissements.

La commission n'en juge pas moins que le gouvernement doit s'attacher à faire sauvegarder la santé des ouvriers et des popula-

tions voisines des fabriques, notamment en faisant améliorer ce qui se pratique aujourd'hui pour les défournements des fours à sulfate, pour le tamisage des sels de soude prêts à être livrés au commerce, opération si facile à perfectionner, et, enfin pour le dépôt des résidus provenant de la fabrication de la soude artificielle. Ces résidus, si désagréables et si nuisibles quand ils viennent à s'enflammer par défaut de soins, ne présentent plus aucun inconvénient lorsqu'on a la précaution de les disposer en petits tas et de les étendre en couches minces sur le sol. Peu de jours suffisent pour les décomposer, lorsqu'ils se trouvent en cet état.

Les tableaux joints au travail de la commission indiquent :

Le premier, le rapport des décès à la population dans les communes les plus voisines des fabriques des produits chimiques de Risle, Floreffe, Moustier et Auvelais, pendant les trois ou cinq années qui ont respectivement précédé ou suivi la création de ces établissements ;

Le second, le rapport des décès aux naissances dans les mêmes communes, pendant les mêmes années.

Il est extrêmement satisfaisant de voir par l'inspection des tableaux que nous avons résumés plus haut que, contrairement à ce qu'on aurait été disposé à admettre, le chiffre de la mortalité s'est abaissé au milieu du développement de l'industrie des produits chimiques. Cette amélioration doit-elle être attribuée à l'influence directe que les fabriques ont pu exercer sur la santé des ouvriers et des populations ? Personne n'oserait le prétendre. Sans doute les fabriques ont pu concourir à cet heureux résultat en répandant l'aisance autour d'elles, en offrant à une partie de la population un travail régulier convenablement rétribué.

Dans tous les cas et quelle que soit la part qu'on veuille leur attribuer dans le résultat définitif, rien dans les faits observés n'autorise à penser que ces fabriques ont pu exercer une influence fâcheuse sur la santé et quelles ne soient pas une cause de prospérité pour les pays dans lesquels elles s'établissent.

État des fabriques françaises.

Le Comité ayant désiré connaître comparativement l'état des fabriques françaises au point de vue de leur influence sur les diverses questions soulevées par l'enquête belge, nous allons chercher à remplir cette dernière partie de notre tâche.

1^o *Influence des fabriques sur la végétation.* — L'influence funeste que les fabriques de produits chimiques exercent sur la végétation est un fait admis et journellement constaté, soit par les enquêtes administratives faites à l'occasion des plaintes que les voisins des fabriques

adressent fréquemment à l'autorité, soit par les enquêtes judiciaires ordonnées par les tribunaux chargés de statuer sur les demandes en réparation de dommages intentées contre lesdites fabriques.

Mais cette action des fabriques peut-elle aller jusqu'à exercer une influence générale, une influence appréciable sur la végétation, en France; a-t-elle quelque rapport avec la maladie des pommes de terre, par exemple. C'est ce qu'il ne paraît pas possible d'admettre. Une semblable opinion a pu obtenir quelque crédit dans certaines contrées circonscrites de la Belgique, où les fabriques sont comparativement plus multipliées qu'en France et où l'atmosphère générale est en quelque sorte imprégnée de leurs émanations. Mais en France où un si grand nombre de départements ne renferment pas de fabriques de produits chimiques, où elles existent concentrées dans cinq ou six départements manufacturiers seulement, il est impossible d'admettre qu'une cause aussi restreinte, dont les effets appréciables ne s'étendent pas ordinairement à plus de quelques mètres de l'enceinte des fabriques, puisse exercer une influence réelle sur la France entière et sans doute aussi sur les divers pays où l'on observe l'altération des végétaux signalée dans ces dernières années.

Une enquête à ce point de vue nous paraîtrait donc tout à fait superflue et conduirait infailliblement à la même conclusion que l'enquête belge. Toutefois ce résultat prévu ne doit pas nous empêcher de constater quelques-unes des données utiles fournies par le travail de la commission. Ainsi elle a observé que toutes les fois que les végétaux étaient attaqués d'une manière incontestable par les gaz acides qui s'échappent des usines, il était possible de démontrer, par l'application des réactifs chimiques, la présence des acides sulfurique ou hydro-chlorique à la surface des feuilles ou des autres parties du végétal exposé à leur influence.

On comprend tout l'intérêt que présente cette observation pour les expertises judiciaires.

Il n'est pas moins intéressant de savoir que tous les végétaux ne sont pas également sensibles à l'action de l'atmosphère des fabriques, et bien que l'on pût à priori supposer qu'il devait en être ainsi, c'est cependant un service que d'avoir, par l'observation des faits, classé un nombre assez considérable de végétaux suivant leur degré de sensibilité à l'action des gaz acides. Cette donnée pourrait trouver aussi une utile application dans beaucoup de circonstances. Toutefois nous ferons remarquer qu'indépendamment de l'espèce propre du végétal, il est probable que l'âge, les conditions de culture, d'exposition, doivent aussi avoir leur part d'influence sur la facilité plus ou moins grande avec laquelle il est attaqué.

Enfin nous trouvons dans cette partie du travail des observations sur la limite à laquelle semblent s'arrêter les effets appréciables que les fabriques exercent sur la végétation des terrains environnants.

Déjà notre législation sur la matière et particulièrement le décret du 15 octobre 1810, ont admis, dans l'intérêt de la propriété, que certaines fabriques ne peuvent pas être établies dans le voisinage des habitations; mais cet éloignement auquel la loi n'assigne aucune limite précise est fondé bien plus sur le sentiment instinctif des inconvénients que les fabriques peuvent produire, que sur une appréciation réelle et démontrée de ces inconvénients. La loi sage et prévoyante, en ne fixant pas elle-même une limite absolue, a laissé ce soin, nous pourrions dire cette difficulté, à l'administration obligée, dans chaque cas particulier, d'apprécier quelle peut être en réalité la sphère dans laquelle se concentrent les inconvénients inhérents à toute fabrique qu'il s'agit d'autoriser. L'administration n'a pour se diriger en pareil cas d'autres renseignements que ceux que peut lui fournir l'expérience personnelle de ses agents. Il serait donc utile que l'on eût sur ce sujet quelques données d'observations analogues à celles fournies par la commission belge pour la végétation, que l'on sût par l'expérience quelle est la limite appréciable de l'influence des fabriques, en ce qui concerne l'odeur, la fumée suivant la hauteur des cheminées, la nature et la qualité du combustible, la direction des vents, la disposition des terrains, etc.

S'il était constaté, par exemple, que toute fabrique d'acide sulfurique ou d'acide nitrique dans telles conditions de production bien déterminées n'exerce jamais d'effets appréciables au delà de 1 kilomètre, l'administration aurait la certitude qu'en maintenant cette fabrication dans les conditions indiquées, elle limiterait toute influence appréciable dans le rayon indiqué.

Nous sommes loin de penser que les données dont nous parlons dussent être appliquées d'une manière absolue, mais elles seraient certainement très-utiles à consulter pour l'administration chargée de concilier, dans l'autorisation des fabriques, les intérêts de l'industrie et ceux de la propriété.

2° *Influence des fabriques sur la santé des ouvriers.* — Nous ne connaissons sur ce sujet aucun document officiel qui permette d'émettre une opinion motivée. Les personnes les plus convenablement placées pour bien observer sont d'avis que s'il est incontestable que les gaz acides sulfureux, nitreux, chlorhydrique exercent une action fâcheuse sur la santé lorsqu'ils sont respirés dans une certaine proportion, cependant la quantité qui est ordinairement répandue dans l'atmosphère des fabriques pendant le sé-

jour des ouvriers n'est pas telle qu'elle puisse altérer sensiblement leur santé. L'effet qu'ils éprouvent se borne en général à une action locale sur les voies aériennes. Cet effet s'affaiblit et disparaît complètement avec le temps, ou comme le dit le document belge, par l'accoutumance. Tout porte donc à croire que l'enquête qui pourrait être ouverte sur ce point aboutirait au même résultat que l'enquête belge, c'est-à-dire qu'on arriverait à reconnaître que le niveau de la mortalité s'est abaissé dans les localités où ont été introduites des fabriques. Mais il resterait à savoir si l'amélioration s'est produite par l'influence des fabriques elles-mêmes, ou malgré cette influence, quelle est en un mot la part réelle qui peut leur être attribuée dans cette résultante d'un grand nombre de causes diverses.

Ces questions, comme tout ce qui tient à la détermination de la mortalité relative, à ce qu'on pourrait appeler la mortalité spécifique des localités soumises à des influences spéciales, à celles des fabriques en particulier, ces questions, disons-nous, ne peuvent être attaquées qu'au moyen de documents statistiques embrassant un grand nombre de faits, et un grand nombre d'années; ces documents existent très-probablement dans les archives de l'administration.

Si elle jugeait la question assez importante et si le moment lui paraissait opportun, il lui suffirait de livrer les documents qu'elle possède ou qu'il lui serait facile de se procurer à l'examen et à la discussion des hommes compétents sur ces matières.

À côté de la question de mortalité, il en est d'autres qui, sans avoir la même gravité, ont cependant encore une grande importance, et qu'on regrette de ne pas voir traitées dans l'enquête belge : celles, par exemple, qui se rapportent aux inconvénients si variés qui naissent de la proximité des fabriques particulièrement des établissements désignés dans notre législation sous le titre d'établissements dangereux, insalubres et incommodes et qui constituent autour de tous ces établissements comme une zone de servitude quelquefois très-fâcheuse pour le voisinage.

Nous demanderons au Comité d'entrer à ce sujet dans quelques développements et c'est par là que nous terminerons notre rapport.

Les établissements classés, c'est-à-dire soumis à une autorisation préalable sont régis par le décret du 15 octobre 1810. Ce décret les divise en trois classes. Pour les deux classes inférieures, les moins incommodes, l'autorisation peut être délivrée directement par les préfets, après l'accomplissement des formalités prescrites.

Ceux de la première classe, au contraire, qui sont qualifiés dans

le décret comme devant être éloignés des habitations particulières, ne peuvent être autorisés qu'en vertu d'un décret délibéré en Conseil d'État. Cette législation qui s'étend du 15 octobre 1810 jusqu'en mars 1852, comprend une période remarquable par le développement tout à fait exceptionnel qu'a pris l'industrie. Il suffira pour le premier de rappeler que c'est dans cette période qu'a eu lieu l'emploi de la vapeur comme force motrice et son application à presque toutes les industries mécaniques ; la création et le développement des usines à gaz, etc.

Le décret de décentralisation a modifié la législation existante en ce sens qu'il a transporté directement au préfet le droit d'autoriser les fabriques de première classe qui ne pouvaient l'être précédemment que par un décret ou une ordonnance royale délibérée en Conseil d'État. Cette modification n'est point de pure forme, comme on serait tenté de le croire au premier aperçu, elle touche essentiellement au fond même de ce service. Si elle a incontestablement pour effet d'accélérer les informations administratives et de supprimer les délais qu'entraîne toujours une délibération du Conseil d'État et la rédaction d'un décret, d'une autre part, la transition d'un régime à un autre a du avoir pour résultat momentanément du moins, de se priver de l'expérience acquise par le Conseil d'État et de laisser les préfets sans direction, sans tradition dans une matière toute de pratique où l'expérience est d'un si grand secours.

Nous n'ignorons pas que les préfets prendront l'avis du Conseil d'hygiène de la localité ; mais si l'on réfléchit que l'institution du Conseil d'hygiène est encore bien récente, que bien peu de ces conseils ont à examiner des affaires de cette nature, on ne sera pas étonné que leur éducation en cette matière ne soit pas encore complète et l'on admettra forcément avec nous que la garantie qu'ils offrent, tant au propriétaire qu'aux industriels eux-mêmes, puisse laisser quelque chose à désirer lorsqu'on la compare à celle qu'offrait le Conseil d'État. Le Comité ne se méprendra pas sur le sens de mes observations. Il ne saurait entrer dans ma pensée de critiquer le décret du mars 1852 qui n'est pas soumis à mon appréciation ; je désire seulement montrer les lacunes que peut présenter la législation qui lui a été substituée, afin de les combler, s'il est possible.

Quelques détails permettront de compléter ma pensée. Il est de principe dans notre législation que l'industrie est entièrement libre, qu'elle peut s'établir partout et employer tels moyens et tels procédés qui lui conviennent. Cependant ce droit qui découle d'un principe général est soumis dans l'application à certaines restrictions qui ont pour but d'éviter qu'on ne porte atteinte à d'autres droits

non moins respectables, ceux de la propriété, de l'hygiène et de certaines convenances publiques ou particulières. Or, dans la pratique, c'est l'autorité qui délivre la permission, qui est appelée à apprécier ces difficultés. L'autorité ne se borne pas à accorder ou à refuser la permission demandée. Dans un intérêt général bien entendu, elle cherche surtout à concilier les droits de l'industrie avec ceux des voisins et de la santé publique. Elle impose à cet effet à l'industrie certaines conditions qui ont pour but de la rendre tolérable en affaiblissant, autant que possible, les inconvénients qui lui sont inhérents.

Ainsi, il n'y a pas aujourd'hui d'établissements de quelque importance qui soit autorisé s'il ne souscrit à certaines dispositions qui sont la condition *sine qua non* de son autorisation.

Ces prescriptions sont tantôt la construction d'une ou plusieurs cheminées d'une dimension déterminée, tantôt des dispositions propres à brûler la fumée, à brûler les vapeurs odorantes et le gaz. C'est l'emploi d'appareils absorbants ou de condensation ; l'interdiction d'employer de la houille ou tel autre combustible ; la construction de caniveaux, d'égout et autres travaux analogues pour l'écoulement des eaux.

L'on comprend l'avantage qui peuvent résulter de ces prescriptions, bien entendues et convenablement exécutées.

Mais leur réalisation pratique est une chose difficile, lorsqu'il faut rester dans les conditions d'exécution et de surveillance compatibles avec les ouvriers dont on dispose et qu'il ne faut pas sortir, quant à la dépense, des limites que comporte la valeur du résultat industriel qu'il s'agit d'obtenir. Aussi il arrive souvent que les industriels, faute d'avoir suffisamment réfléchi aux charges qu'ils s'imposent, acceptent des conditions qu'il ne leur est pas possible de remplir, et s'exposent à des mécomptes fâcheux ; quelquefois les moyens indiqués ne sont pas les plus propres à obvier aux accidents que l'on redoute, et entraînent les fabricants à des dépenses qu'on aurait pu leur éviter.

De semblables indications, insuffisantes ou exagérées, ne sont pas à craindre de la part des conseils d'hygiène, qui siègent dans les grands centres industriels, comme ceux de Lyon, de Lille, de Marseille, où l'on sent depuis longtemps l'expérience des inconvénients auxquels il s'agit de parer. Ils ne sont pas à supposer, surtout à Paris où le conseil d'hygiène joint à tant de lumières une expérience qui embrasse déjà plus d'un demi-siècle. Il s'est formé, sur la plupart des questions importantes qui se rattachent aux établissements classés, une sorte de jurisprudence qu'il serait peut-être bien de voir

adopter par les autres conseils et qu'on pourrait leur proposer comme règle.

Ainsi les conditions à prescrire aux fabriques d'allumettes chimiques, de poudres fulminantes, aux artificiers, aux lavoirs publics, etc., ont été réunies sous forme d'instructions. Elles servent de base à toutes les autorisations qui sont aujourd'hui délivrées pour les fabriques de cette nature, sans qu'il y ait à s'occuper d'autre chose que de savoir jusqu'à quel point ces prescriptions peuvent être remplies dans le cas particulier sur lequel l'autorité est appelée à statuer.

Mais cette expérience précieuse ne sera jamais le partage que d'un bien petit nombre de conseils, placés exceptionnellement. Il serait désirable cependant que tous indistinctement pussent profiter des lumières acquises sur ces divers sujets et les appliquer utilement dans les rares circonstances où ils sont appelés à formuler une opinion.

Il faut bien remarquer que ces inconvénients de certaines fabriques, que l'on serait tenté de considérer comme très-circonscrits, et ne devoir toucher qu'à de très-faibles intérêts, prennent quelquefois des proportions énormes et tout à fait inattendues. Je n'en puis donner une preuve plus frappante que celle d'un fait qui occupe en ce moment même le comité; je veux parler de la putréfaction des eaux du canal d'Aire à la Bassée, qui, par suite du déversement dans le canal des vinasses de betteraves, est devenu un foyer d'infection pour les populations riveraines, sur une étendue de pays très-considérable.

Si nous sommes bien informés, le département de l'Hérault serait menacé d'un semblable inconvénient par la stagnation des vinasses de vin, dans les environs des nombreuses distilleries.

Si l'omission de prescriptions convenables peut entraîner de graves inconvénients pour les pays où sont situées les manufactures, les prescriptions bien entendues, faites avec l'intelligence des besoins de l'industrie, et la connaissance des moyens dont elle dispose, peuvent apporter au contraire à celle-ci d'utiles perfectionnements en même temps qu'elles améliorent les rapports de voisinage. Il serait facile d'indiquer de nombreux exemples d'industries réputées très-incommodes et classées comme telles qui, par suite des conditions qui leur ont été imposées, ont pu s'établir au milieu des habitations avec autant d'avantage pour les manufacturiers, que pour la localité elle-même.

Je me borne à indiquer une tentative hardie qui se poursuit en ce moment dans le département de la Seine, et qui promet les plus

heureux résultats si le succès vient couronner les efforts de l'administration. Tout le monde connaît les inconvénients de la fumée, ce grief permanent contre toute industrie employant la chaleur. Il n'est personne de nous qui, en passant sur les quais et sur les ponts de la capitale, n'ait été enveloppé de ces torrents de fumée que lancent les bateaux à vapeurs, les remorqueurs, les machines à draguer qui circulent sur la Seine. Cette fumée n'est pas seulement un inconvénient pour les passants, elle est un dommage pour les édifices, un inconvénient pour les riverains; si ces effets devaient s'étendre et se perpétuer, ils apporteraient infailliblement un préjudice grave aux intérêts généraux de la ville de Paris.

Dans d'autres villes, à Londres, par exemple, le mouvement industriel et commercial domine tellement tous les autres intérêts, que les inconvénients de la fumée passent pour ainsi dire inaperçus. Il n'en saurait être de même à Paris.

L'atmosphère de Londres, transportée dans notre département de la Seine, non-seulement serait un préjudice réel pour les habitants, mais en éloignerait la foule des étrangers qui le fréquentent.

En vue de prévenir un état de chose que le développement journalier de l'industrie autorise à prévoir, M. le préfet de police a rendu une ordonnance qui oblige les propriétaires des bateaux et appareils dont nous parlons à brûler leur fumée.

Théoriquement, cette prescription est réalisable; elle l'a été pratiquement dans un grand nombre de cas; c'est à la généraliser que tendent aujourd'hui les efforts de l'administration, éclairée par le Conseil d'hygiène de la Seine.

Si elle réussit, elle aura rendu un grand service qui profitera non-seulement à Paris, mais à la population de tous les centres manufacturiers et à l'industrie elle-même, en la forçant à utiliser à son profit une partie notable du combustible qui se perd à l'état de fumée; de semblables efforts ont droit à la sollicitude et aux encouragements de l'administration supérieure.

Nous concluons des observations précédentes :

1^o Qu'il y aurait utilité à ce que l'administration supérieure fût exactement renseignée sur toutes les conditions qui sont imposées aux établissements de première classe, afin de compléter celles qui lui paraîtraient insuffisantes, et de généraliser celles qui seraient de nature à être appliquées avantageusement dans des circonstances analogues, afin de soumettre tous les établissements de même ordre à des conditions aussi égales et aussi bien entendues que possible.

ACCIDENTS PRODUITS DANS LES ATELIERS INDUSTRIELS
PAR LES APPAREILS MÉCANIQUES.

Rapport par M. Emile Trélat.

Messieurs, une de vos commissions vous a présenté, par l'organe de son rapporteur, M. Villermé, un travail analytique important sur d'intéressantes investigations faites par la ville de Lille, au sujet des blessures causées par les agents mécaniques des usines. Vous avez pris en considération la recherche de moyens propres à diminuer, par des mesures administratives ou légales, les dangers au milieu desquels vivent les ouvriers des manufactures.

Vous vous êtes préoccupés du sort de ces travailleurs ; mais vous avez compris que les mesures de protection que ces derniers ont droit de réclamer de la société, ne peuvent s'étendre au delà de certaines bornes fixées par la nature et les conditions des travaux qu'ils effectuent. En effet, tout homme qui met ses bras au service d'une usine pourvue d'un moteur, apporte avec lui une part de responsabilité personnelle qu'il n'est possible de restreindre que dans de justes limites ; car c'est précisément cette obligation que les progrès de l'industrie tendent incessamment à augmenter chez le travailleur en l'affranchissant tous les jours, dans sa tâche, d'une manœuvre brutale ou d'une fatigue corporelle.

Votre attention, Messieurs, s'est donc surtout portée sur les conditions, la nature et l'état des machines, des instruments ou des outils que l'industriel met au service ou entre les mains de ses ouvriers ; vous avez reconnu la nécessité qu'il y aurait à s'assurer que le matériel mouvant de toute manufacture soit établi de manière à prévenir les accidents au lieu de le trouver tellement disposé qu'il les favorise ou les occasionne. Pour atteindre ce but, des dispositions légales ou des règlements administratifs pouvaient-ils se produire avec les données que vous possédiez ? Pouviez-vous décider immédiatement, si des mesures préventives devaient l'emporter sur de simples peines de répression auxquelles seraient soumis les industriels dont les ateliers contiendraient des machines ayant produit des accidents ? Telles sont les questions dont vous n'avez pas voulu aborder la situation sans avoir élargi le cadre des renseignements que vous possédiez. Vous avez, à cet égard, senti combien il était important de vous éclairer sur l'étendue des moyens que vous pourriez proposer, et respectueux du principe de liberté qui est la plus sûre garantie des progrès industriels, vous n'avez pas cru devoir préparer d'avance des entraves, quand vous ne connaissiez pas encore les bornes qu'il était possible d'atteindre.

Vous avez alors désiré pouvoir apprécier, dans les différents centres industriels, des faits analogues à ceux qui ressortent du rapport de la commission lilloise, et vous avez chargé M. Gilbert et moi de préparer des instructions qui pussent servir de bases à l'enquête proposée dans le rapport de M. Villermé.

Nous avons pensé qu'il ne suffisait pas, pour répondre au vœu du Comité, de réunir sous forme de questions les bases du travail fait à Lille, et nous avons tâché de préparer, dans le programme que nous avons l'honneur de vous soumettre, les données de vos futures déli-bérations.

Votre principale préoccupation est de reconnaître si une réglementation spéciale à chaque cause qui produit les accidents peut être faite. Pour atteindre ce but, il nous a paru nécessaire de réclamer trois documents.

Le premier est un tableau statistique des moteurs employés dans le centre industriel où se fera l'enquête. Ce document, qui figure dans le travail de la Commission de Lille, ne serait pas restreint comme dans ce dernier aux seuls moteurs à vapeur, mais contiendrait l'indication des moteurs hydrauliques et des manèges. Vous comprendrez, Messieurs, l'égalité d'intérêt qui s'attache aux accidents mécaniques industriels ; quel que soit le moteur qui les engendre, et l'utilité qu'il y a à étendre de ce côté le champ des observations que vous réclamez.

Un second tableau devrait compléter les chiffres que vous aurez à connaître. Il représenterait la statistique des accidents, dont il comprendrait les causes et les résultats. Les colonnes du tableau où seraient consignées les régions du corps blessées et la nature des blessures, donneront des chiffres qui ont été constatés déjà dans la ville de Lille, et qui présentent certainement de l'intérêt ; mais nous avons surtout regardé comme importante l'indication des organes des machines qui ont occasionné des blessures, car c'est sur ces sortes de renseignements que le Comité basera ses avis. Aussi avons-nous donné quelque extension à cette partie du tableau en divisant ces causes en catégories relatives soit aux moteurs, soit aux transmissions de mouvement, soit aux opérations, métiers ou outils, trois genres distincts d'agents mécaniques qui entrent dans la composition des machines industrielles.

Enfin, Messieurs, il sera utile de connaître l'opinion des hommes compétents et expérimentés qui seront chargés des enquêtes, au sujet des moyens administratifs ou légaux les plus propres à prévenir les accidents ou à en diminuer la fréquence. Ce serait le sujet du rapport dans lequel il nous a semblé que vous deviez trouver

des avis formulés sur la nature préventive ou répressive des mesures à intervenir.

Voici maintenant, Messieurs, les instructions dont vous nous avez confié la rédaction :

« Une enquête sera faite dans chacun des principaux centres industriels, à l'effet de rechercher et de réunir les renseignements relatifs aux accidents causés par les agents mécaniques employés dans les usines.

Cette enquête fournira : 1° Un tableau des moteurs employés, comprenant l'indication du nombre, de la nature et de la force de ces moteurs, ainsi que du nombre des ouvriers qu'ils occupent (voir modèle 1).

2° Un tableau des accidents arrivés dans les usines par les appareils mécaniques (voir modèle 2).

3° Un rapport comprenant un exposé ou discussion des mesures les plus propres à prévenir les accidents ou à en diminuer la fréquence. Ce rapport devra surtout faire connaître si les dispositions réglementaires ou légales à intervenir, devraient être préventives ou répressives. »

MODÈLE N° 1.

TABLEAU INDICATIF DES MOTEURS EMPLOYÉS PAR L'INDUSTRIE
DE LA VILLE OU DE L'ARRONDISSEMENT DE

NATURE DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE.	FORCE EXPRIMÉE en chevaux vapeur.	[NOMBRE d'ouvriers employés.
		Des machines à vapeur.		Machines à vapeur.
		Des moteurs hydrauliques.		Moteurs hydrauliques.
		Des manèges.		Manèges.
		Total.		Total.

INSALUBRITÉ DES RÉSIDUS PROVENANT DES DISTILLERIES.

Rapport présenté aux Comités réunis d'hygiène publique et des arts et manufactures.

Commissaires : MM. Rayer, *président* ; Chevreul, Baumes, Bussy, Detaille, Fedurier, E. Julien, Lechâtelier, Mélier, Schlumberger, Ad. Wurtz, *rapporteur*.

La fabrication de l'alcool est aujourd'hui l'objet d'une de nos industries les plus importantes. On prépare ce produit, comme chacun sait, en soumettant à la distillation le vin ou d'autres liquides fermentés. Tous les liquides sucrés sont susceptibles d'éprouver la fermentation alcoolique. Parmi ceux que l'industrie a le plus employés dans ces dernières années, nous citerons le jus de betteraves, les mélasses étendues d'eau, et les moûts sucrés qu'on peut préparer avec les céréales ou avec d'autres matières renfermant de l'amidon. La disette des vins a donné une grande impulsion aux opérations qui ont pour but l'extraction de l'alcool de ces liquides fermentés. Lorsque les parties spiritueuses en ont été séparées par la distillation, il reste un résidu aqueux chargé de tous les matériaux fixes que renfermaient les vins. Ce résidu constitue les vinasses. Suivant la nature des liquides qui ont été soumis à la distillation, elles offrent une composition et une concentration différentes.

Les plus concentrées sont celles qui résultent de la distillation des mélasses. Elles sont assez riches pour qu'on puisse en extraire avec avantage divers sels et notamment du carbonate de potasse.

Les vinasses qui constituent les résidus de la distillation de l'alcool de grains sont chargées de débris cellulaires et de matières organiques solubles qui les rendent propres à l'alimentation des bestiaux. Cet emploi est devenu obligatoire à la suite d'un décret rendu au mois de novembre dernier. Les vinasses dont il s'agit ne peuvent donc point être rejetées au dehors des usines dans lesquelles elles sont produites.

Il n'en est point de même de celles qui résultent de la distillation de l'alcool de betteraves. Moins concentrées que les précédentes, elles ne peuvent servir ni à la fabrication des sels de potasse ni à l'alimentation du bétail. Leur volume est quelquefois énorme. Il existe des usines qui en produisent jusqu'à 200 ou même 300 mètres cubes par jour. On a évalué à 3,000,000 de mètres cubes le volume total des vinasses produites par les distilleries du département du Nord pendant la campagne de 1857.

Pour se débarrasser de ces résidus, on prend ordinairement le parti de les évacuer dans les cours d'eau. Il en est résulté dans certaines localités les plus graves inconvénients.

Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, où l'industrie de la distillation a pris les plus grands développements, les cours d'eau ont en général un débit et une pente très-faibles. Les vinasses qu'on y a déversées les ont corrompus. Ces résidus renferment, en effet, des matières organiques capables de se putréfier au sein de l'eau. Elles y sont contenues sous deux formes différentes : à l'état de simple suspension, à l'état de dissolution complète. D'après des analyses qui ont été faites par M. Meurein, membre du conseil central d'hygiène et de salubrité du département du Nord, un litre de vinasse renferme environ 8 grammes de matières organiques insolubles, 11 grammes de matières organiques dissoutes, et 7 grammes de substances minérales. Un échantillon de vinasse qui a été remis à la commission, et analysé par les soins de M. Bussy, était moins concentré que le précédent. Il ne renfermait par litre que 2^{es}, 2 de matières en suspension et 7 grammes de matériaux solubles. Nous devons ajouter qu'au sortir des chaudières les vinasses contiennent une petite quantité d'un acide minéral puissant, ordinairement de l'acide sulfurique.

Quoi qu'il en soit, lorsque ces résidus sont déversés dans les cours d'eau, les débris cellulaires, et, en général, les matières organiques insolubles qu'ils renferment, se déposent au fond ou le long des bords, s'accumulent dans les sinuosités ou dans les profondeurs, partout où le courant est faible, y forment des couches plus ou moins épaisses qui se putréfient lentement en dégageant des gaz auxquels l'hydrogène sulfuré vient se mêler souvent. Les matières solubles elles-mêmes prennent part à cette fermentation. Devenues insolubles en partie, elles forment, à la surface, cette écume blanche et ces pellicules irisées qui empêchent la dissolution de l'air dans l'eau. Dans cet état, les eaux corrompues deviennent impropres aux usages domestiques, tuent le poisson, infectent les puits qu'elles alimentent, et exhalent au loin une odeur repoussante. Ces faits se sont produits dans maintes localités du Nord. Le Cojeul, La Sensée, le canal de Roubaix, le canal d'Aire à la Bassée, la Deule, la Scarpe, l'Escaut lui-même, ont été infectés.

Les autorités locales se sont émues d'un état de choses qui a soulevé les plaintes unanimes et réitérées des populations. Sur l'avis des conseils d'hygiène, les préfets du Nord et du Pas-de-Calais ont prescrit diverses mesures qui semblaient devoir améliorer les conditions de salubrité qu'on voulait rétablir avant tout. Néanmoins, le mal a persisté et a éveillé toute la sollicitude de Son Excellence le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Par ses ordres, une Commission d'enquête, composée de MM. Chevreul, président, Mélier, Féburier et Wurtz, s'est rendue sur les lieux et a

visité les usines qui avaient été l'objet des plaintes les plus vives. L'honorable M. Chevreul a rendu compte de cette mission dans un rapport qui est devenu la base de celui que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui.

Avant de sanctionner les propositions de la Commission d'enquête, M. le ministre a voulu les soumettre aux lumières réunies des comités d'hygiène et des arts et manufactures. Dans votre séance du 8 mai, M. le Président vous a informés des désirs de Son Excellence, et a chargé un Commission composée de MM. Rayet, président, Chevreul, Julien, Mélier, Baumes, Féburier, Lechâtelier, Bussy, Detaille, Wurtz, de vous soumettre un rapport sur la grave question dont l'examen vous a été déferé.

Organe de cette Commission, je vais essayer de vous rendre compte de ses travaux.

Elle s'est principalement appliquée à la recherche et à l'examen des moyens les plus propres à remédier aux dangers résultant de l'évacuation des vinasses dans les cours d'eau.

Ces moyens sont les suivants :

1° Substitution de l'acide chlorhydrique à l'acide sulfurique pour la fermentation du jus de betteraves ;

2° Traitement des vinasses par la chaux et épuration des liquides ainsi traités dans des bassins de dépôt ;

3° Filtration des vinasses à travers un sol argileux drainé ;

4° Emploi des vinasses comme engrais liquides sur des terres en culture ;

5° Leur absorption par des boit-tout.

Nous allons décrire sommairement ces divers procédés.

Substitution de l'acide chlorhydrique à l'acide sulfurique. — L'acide sulfurique qu'on ajoute généralement au jus de betteraves a pour effet de transformer le sucre ordinaire qu'il renferme en sucre de fruits fermentescibles. Lorsque les vins et les vinasses qu'ils laissent après la fermentation sont neutralisés par la chaux, il en résulte du sulfate de chaux qui reste dissous dans le liquide et qui s'y trouve en présence des matières organiques qu'il renferme. Or, on a reconnu depuis longtemps que, dans ces circonstances, le sulfate de chaux peut se réduire en sulfure, qui, en se décomposant sous l'influence de l'eau et de l'acide carbonique, devient une source d'hydrogène sulfuré. La formation des sulfures et le dégagement de l'hydrogène sulfuré ont été constatés dans les cours d'eau des départements du Nord qui reçoivent une grande masse d'eaux industrielles. Les bateaux qui naviguent sur ces cours d'eau noircissent quelquefois dans l'espace de huit jours, par suite de la

formation du sulfure de plomb à leur surface. Dans les faubourgs de Lille certaines industries de luxe ont été obligées de se déplacer à cause des émanations sulphydriques qui noircissent, comme on sait, certains métaux et particulièrement l'argent. La cause première, la condition indispensable de ces émanations, est la présence simultanée dans les eaux des sulfates et des matières organiques. Beaucoup d'eaux courantes renferment naturellement une petite quantité de sulfates; toutes renferment des traces de matières organiques. Mais, dans les conditions normales, l'air que l'eau dissout au contact de l'atmosphère empêche la réduction des sulfates. Que la proportion des matières organiques vienne à augmenter notablement, cet air tendra à disparaître, et aussitôt pourra commencer la formation des sulfures. Cette action réductrice, que les matières organiques contenues dans les vinasses exercent sur les sulfates, a été mise hors de doute par M. Chevreul, qui a bien voulu entreprendre quelques expériences à ce sujet ¹.

Introduire des matières organiques dans un cours d'eau qui renferme naturellement des traces de sulfates, c'est donc se placer dans une mauvaise condition; introduire à la fois des matières organiques et des sulfates, c'est évidemment aggraver le mal.

A ce point de vue la substitution de l'acide chlorhydrique à l'acide sulfurique dans la fermentation du jus de betteraves ne peut avoir que de bons effets. On doit d'autant moins hésiter à encourager l'emploi du premier de ces acides qu'il a déjà été éprouvé et accepté par la pratique.

Des hommes compétents dans la question, industriels, agriculteurs, membres du Conseil d'hygiène du département du Nord,

1. Voici la note que M. Chevreul a remise à la Commission :

« Une vinasse B, provenant du travail des betteraves par les râpes et les presses, et dans laquelle l'acide chlorhydrique a été substitué à l'acide sulfurique, étendue de deux fois son volume d'eau distillée, puis renfermé dans un flacon à l'émeri, sans le contact de l'atmosphère, n'a pas subi d'altération putride dans le temps où deux échantillons de la même vinasse B, étendus du double de leur volume, l'un d'eau de Seine, l'autre d'eau de puits, sont devenus très-sulfureux. Le sulfure s'est manifesté dans l'eau de Seine vingt-quatre heures avant d'être sensible dans l'eau de puits. L'odeur du dernier mélange était plus fétide que celle de la vinasse additionnée d'eau de Seine.

« Ces trois expériences démontrent l'influence de l'eau sur l'infection. Avec l'eau distillée, il n'y en a pas eu, tandis qu'elle a eu lieu avec des eaux contenant des sulfates; d'où on déduit la conséquence que l'acide chlorhydrique, substitué à l'acide sulfurique, ne prévient pas le développement des sulfures, si les eaux auxquelles se mêlent les vinasses renferment des sulfates.

« Je dois ajouter qu'une vinasse A, provenant d'une opération où l'acide chlorhydrique avait été employé, n'a point donné de sulfure, dans les circonstances où B en a donné.

« En outre, une vinasse C, provenant d'une opération où l'acide sulfurique avait été employé, n'a point donné de sulfure dans les circonstances où B en a donné. »

chargés de l'étude des mesures propres à prévenir l'infection des cours d'eau, ont indiqué l'emploi de l'acide chlorhydrique. Sur leur avis, l'autorité locale en a prescrit l'usage, et un certain nombre de fabricants se sont conformés jusqu'à ce jour à cette prescription. Il est donc incontestable que l'acide chlorhydrique peut être substitué à l'acide sulfurique dans l'opération dont il s'agit, sans qu'il en résulte un dommage sérieux pour la fabrication. On a remarqué qu'il attaquait les soudures dans les appareils dispendieux où l'on distille les vins encore acidulés. Il est facile de remédier à cet inconvénient en neutralisant les vins avant la distillation.

En résumé, la Commission est d'avis qu'il y a lieu d'apporter certaines restrictions à l'emploi de l'acide sulfurique. Elle pense qu'à l'avenir il ne faudrait autoriser l'évacuation des vinasses provenant du traitement des jus par cet acide que dans des cours d'eau offrant un débit considérable, eu égard au volume des vinasses.

Malheureusement l'hydrogène sulfuré n'est pas la seule cause de l'infection des cours d'eau dans les départements du Nord. Les matières organiques prennent la plus large part aux altérations qui s'y produisent. Qu'a-t-on fait, que peut-on faire pour empêcher ou du moins pour amoindrir ces réactions funestes ?

L'indication qu'il s'agirait de remplir consisterait, non-seulement à clarifier les vinasses, en précipitant et en retenant les matières organiques qu'elles tiennent en suspension, mais encore à séparer les matières organiques dissoutes. Clarifier les vinasses par filtration ne semble pas une opération bien difficile à réaliser dans la pratique. Mais cette opération, quoique très-utile, n'est pas d'une efficacité absolue. Une vinasse simplement clarifiée par filtration est débarrassée, sinon de la totalité, du moins de la plus grande partie des matières organiques qu'elle tient en dissolution. Ce dernier résultat est plus difficile à atteindre.

Traitement par la chaux. — Parmi les moyens qui ont été indiqués pour clarifier les vinasses et pour leur enlever une portion des matières organiques qu'elles tiennent en dissolution, nous devons citer en première ligne le traitement par la chaux, dont les effets utiles, pour la clarification des eaux impures, ont été signalés depuis longtemps par M. Chevreul. Cette matière est très-abondante et à vil prix dans les départements du Nord. Son emploi a été reconnu avantageux, et a été prescrit par l'autorité locale de ces départements.

Lorsqu'à une vinasse trouble on ajoute un léger excès de lait de chaux de manière que la liqueur soit faiblement alcaline, il s'y forme un précipité floconneux, et le liquide s'éclaircit peu à peu. Soit qu'elle agisse en se combinant aux matières azotées, soit qu'elle

exerce cette action particulière que M. Chevreul a désignée sous le nom d'*affinité capillaire*, la chaux produit dans ces circonstances un double effet : elle entraîne les matières suspendues, elle précipite une portion des matières organiques dissoutes.

D'après les expériences de M. Kuhlmann, la chaux peut séparer d'une vinasse environ le tiers des matières organiques qu'elle tenait en dissolution.

Ces résultats ont fixé l'attention de la Commission, qui demeure convaincue que la chaux est un agent utile pour la purification des vinasses. Nous indiquerons plus loin une réserve qu'elle a cru devoir exprimer relativement à l'emploi de cette substance.

Au surplus, il n'est pas inutile de rappeler ici les bons résultats que l'on a obtenus, en traitant les eaux d'égout par la chaux. Sans qu'on puisse assimiler ces eaux aux vinasses elles-mêmes, il est néanmoins permis de penser que l'action de la chaux doit être jusqu'à un certain point analogue dans les deux cas.

Quoi qu'il en soit, nous devons exposer maintenant de quelle manière et avec quel succès elle a été appliquée jusqu'ici à l'épuration des vinasses.

Bassins d'épuration. — Dans les instructions données par le Conseil central d'hygiène du département du Nord, il est dit : « Après la distillation, amener les vinasses bouillantes immédiatement dans une série de bassins d'épuration géminés, séparés les uns des autres par des déversoirs de superficie. Les murs et les fonds de ces bassins sont en bonne maçonnerie. Le premier bassin servira principalement à combiner la vinasse bouillante avec de la chaux vive en poudre, qui devra y être jetée d'intervalle à intervalle, à raison de 2 kilogrammes par hectolitre de vinasse. Ce bassin aura 10 mètres de longueur sur 3 mètres de largeur au moins, et 1^m,30 de profondeur. La matière qu'il renfermera sera maintenue en un état continu d'agitation, soit par un moyen mécanique, soit par l'effort d'un homme armé d'un ringard. Le bassin n° 2 présentera une superficie de 100 mètres carrés et une profondeur de 1^m,10. Il servira au dépôt des matières solides, ainsi que le bassin n° 3 de même superficie, et de 90 centimètres de profondeur.

« Chacune des deux séries de bassins ci-dessus prescrites servira à recevoir alternativement les vinasses de la distillerie, tandis que l'autre, mise en chômage, sera curée à vif fond. Ce nettoyage sera opéré au moins tous les cinq jours ou plus souvent, si l'activité de la fabrique l'exige, etc. »

Ces bassins dont la construction a été rendue obligatoire, et que la Commission d'enquête a vus fonctionner dans plusieurs usines, n'ont point toujours donné, au point de vue de la purification des

vinasses, les résultats qu'on s'était proposé d'obtenir. Cela tient, d'une part, à l'incurie et à la négligence de quelques fabricants qui ont incomplètement exécuté les prescriptions de l'autorité, d'autre part, à des conditions inhérentes à la construction des bassins eux-mêmes, et peut-être aussi à l'usage immodéré qui a été fait de la chaux.

Développons ces divers points.

Dans certaines usines les bassins n'ont jamais été établis ; dans d'autres ils ont mal fonctionné, parce qu'ils étaient mal construits, et que leur capacité trop exigüe était hors de proportion avec la masse des eaux qu'ils devaient recevoir. Mais dans quelques distilleries, où toutes les précautions semblaient avoir été prises pour assurer la clarification des vinasses, ce résultat n'a pas été obtenu. Les eaux se sont écoulées troubles, par la crête de déversement du dernier bassin. Ici l'insuccès ne dépend pas du mode d'opération, il tient à la construction même des bassins et au système de clarification qu'ils doivent réaliser.

Une vinasse étant traitée par la chaux, il s'y forme un précipité qui se dépose, et il reste à la surface un liquide clair qu'on peut décantier. La construction des bassins dont il s'agit doit être conçue de manière à faciliter ce dépôt, et à permettre cette décantation. Or il arrive qu'à mesure que les matières solides s'y accumulent et que la couche en devient plus épaisse, le mouvement de translation de l'eau devient aussi plus rapide et le dépôt se fait par cela même plus difficilement. Dans ces conditions, les eaux qui entrent dans le bassin ne font que s'étaler et couler en nappe à la surface des dépôts déjà formés, et la clarification devient, sinon impossible, du moins très-incomplète.

D'ailleurs, en supposant même que ces bassins de dépôt et de décantation pussent fonctionner en toute circonstance, de manière à amener une clarification complète du liquide, ce résultat ne suffirait pas pour assurer les bons effets de l'opération. En effet, les vinasses clarifiées par la chaux renferment encore en dissolution des matières organiques, qui, en se décomposant ultérieurement, peuvent devenir une cause d'infection. Un excès de chaux peut jouer un rôle important dans cette décomposition, en favorisant la formation d'acides gras volatils et odorants et particulièrement celle de l'acide butyrique.

Or, il ne semble pas qu'on se soit assez préoccupé jusqu'ici des inconvénients que peut entraîner l'emploi d'un grand excès de chaux. La Commission d'enquête a pu se convaincre que, dans les bassins de certains établissements, les eaux sont fortement alcalines. On conçoit qu'il puisse en être ainsi si l'on n'apporte pas le plus

grand soin au dosage de la chaux et si on se contente, comme on le fait, de la jeter à la volée dans le premier bassin. Dans ces conditions, il n'est que trop facile et trop commode d'abuser de la chaux, qui, en sursaturant la liqueur, mettra en liberté de la potasse et de l'ammoniaque. Ajoutons qu'il est probable qu'un liquide chargé de matières organiques, comme le sont les vinasses, est capable de dissoudre la chaux en plus forte proportion que ne peut le faire l'eau pure. Tous les chimistes demeureront d'accord que l'alcalinité très-prononcée de ces vinasses est une mauvaise condition, au point de vue de leur conservation. L'excès d'alcali favorise la fermentation acide, et particulièrement la fermentation butyrique. Les faits, que l'on a observés à l'usine de Boyelles semblent venir à l'appui de cette proposition. On a remarqué, en effet, dans cette localité, que les eaux fortement alcalines à la sortie des bassins, en coulant lentement dans le lit du Cojeul, ne tardaient pas à perdre cette alcalinité, à devenir acides et à dégager une odeur tenace et repoussante d'acide butyrique. Lors de la visite que la Commission d'enquête a faite à Boyelles, en février dernier, M. Chevreul a constaté que les eaux du Cojeul, recouvertes à ce moment d'une couche de glace, renfermaient encore de l'acide butyrique.

Ainsi, tout en approuvant l'emploi de la chaux, votre Commission croit devoir signaler les inconvénients qui peuvent résulter de l'usage immodéré de cette substance.

Elle pense qu'il en faut mettre une quantité suffisante pour déterminer la précipitation et pour rendre possible la décantation ou la filtration. Obligée de s'en tenir à ces termes généraux, elle ne saurait prescrire les doses. C'est à la pratique qu'il appartient de la fixer dans chaque cas particulier.

Les remarques critiques qui viennent d'être exposées ne sont pas destinées à affaiblir la confiance que peut inspirer l'emploi méthodique de la chaux, comme moyen de purification des vinasses. Les inconvénients inhérents à ce système d'épuration, tel qu'il a été pratiqué jusqu'aujourd'hui, disparaîtraient peut-être par l'adoption de quelques dispositions que nous allons indiquer.

En ce qui concerne la saturation par la chaux, un bassin, c'est-à-dire un réservoir offrant une grande surface sur une faible profondeur ne réalise pas les conditions qu'exige ce genre d'opération. Une cuve profonde ou une large citerne semblerait préférable. Dans la pensée de la Commission, deux de ces cuves devraient être installées dans chaque usine; l'une se remplirait pendant que le liquide contenu dans l'autre serait traité par un lait de chaux, puis déversé dans les bassins de dépôt. Pour faciliter le mélange et la combinaison avec la chaux, il serait nécessaire d'agiter le liquide.

Le tuyau d'une pompe devrait plonger jusqu'au fond de chaque cuve. Rien ne serait plus facile que d'effectuer l'agitation du liquide et son déversement dans les bassins, en distrayant pour ces opérations mécaniques une portion minime de la force motrice dont dispose chaque établissement.

La vinasse, traitée par la chaux, doit être débarrassée du précipité qu'elle tient en suspension. Le système de bassins géminés peut convenir pour cet usage. Seulement, pour remédier aux inconvénients qui ont été signalés plus haut, il semblerait nécessaire d'abandonner ce mode de décantation et de déversement par trop-plein, qui n'a donné jusqu'ici que des résultats incomplets, et d'y substituer les procédés d'une véritable filtration. Cette opération pourrait se faire à l'aide de barrages en sables ou de digues filtrantes qui formeraient une des parois du bassin. Deux cloisons en planches, parallèles, percées de trous, maintenues au besoin par des murs en pierres sèches et séparées par un intervalle qu'on remplirait de sable, voilà une disposition simple et peu coûteuse qui réaliserait ces barrages. Les digues filtrantes pourraient être formées par deux rangs de fascines séparées par une couche de sable. Le liquide, filtré à travers la première digue, serait reçu dans un second bassin, traverserait une seconde digue, et pourrait au besoin éprouver une troisième filtration.

Pour que ces filtres en sable puissent fonctionner d'une manière efficace, il faut que les bassins situés en contre-bas les uns des autres, et toujours remplis, reçoivent à chaque instant autant de liquide que le barrage ou la digue filtrante en laisse écouler. On peut assurer la régularité de l'écoulement en modifiant, suivant les besoins, la hauteur réelle et efficace de la digue filtrante, par le moyen d'une pale régulatrice placée en aval de la digue et par-dessus laquelle les eaux filtrées se déversent en nappes. Pour les détails de cette construction, nous renvoyons à un mémoire de M. Parrot¹, qui a appliqué la disposition dont il s'agit à la filtration des eaux de lavage de certains minerais. Elle a l'avantage de faciliter beaucoup le dépôt des matières insolubles. En effet, le liquide s'écoulant par la digue sur une certaine hauteur, le mouvement de translation des eaux dans l'intérieur du bassin s'établit, non plus par des courants superficiels, mais sur une profondeur correspondant à la hauteur réelle de la digue, c'est-à-dire lentement et de manière à permettre le dépôt des matières insolubles.

En raison de la nature mucilagineuse du précipité suspendu dans les vinasses, il est probable que les filtres s'engorgeraient au bout

1. *Annales des Mines*, 1830, t. VIII, p. 33.

de quelque temps. Il suffirait de laver le sable par un courant d'eau pour le remettre en état de servir de nouveau.

Ajoutons qu'en dehors des procédés décrits plus haut, d'autres modes de filtration pourraient être adoptés par les fabricants. La condition essentielle qu'ils devront réaliser sera de clarifier complètement les vinasses traitées par la chaux et destinées à être filtrées.

Épuration des vinasses par infiltration à travers des terrains argileux drainés. — Votre commission a pensé que les procédés du drainage pourraient être appliqués avec succès à l'épuration ou même à l'absorption des vinasses. A cet égard, deux systèmes différents ont fixé son attention : l'un consiste à filtrer les eaux impures à travers une surface relativement restreinte d'un terrain argileux drainé ; l'autre, à les faire absorber par une étendue considérable de terres en culture et drainées au besoin.

Le premier de ces systèmes pourrait trouver une application assez générale dans les départements du Nord. En effet, le sol de ces départements est partout formé par de l'argile ou par un mélange d'argile et de sable. De pareils terrains peuvent se prêter encore à la filtration des vinasses, et cette filtration est bien plus efficace que celle que l'on peut effectuer à travers le sable. En effet, l'argile est douée de la propriété d'absorber et de retenir les matières organiques solubles que contiennent les eaux dont on l'arrose. Fixées sur l'argile, ces matières organiques se consomment lentement au contact de l'air, et peuvent devenir ainsi une source de fertilité pour le sol qui les a absorbées.

Qu'il nous soit permis de citer ici quelques expériences de M. Hervé-Mangon, contenant l'absorption des matières solubles des vinasses par la terre argileuse. De l'argile pure, de la marne calcaire, des mélanges à parties égales d'argile et de marne, d'argile et de sable, ont été arrosés avec une vinasse très-riche donnant 50 grammes de résidu solide par litre, et qui a été ajouté à la dose de 3 à 4 p. 100 du poids total de la terre. Ces mélanges exposés à l'air n'ont exhalé aucune odeur. Au bout de dix jours, on les a lavés, on a filtré le liquide et on l'a fait évaporer : le résidu de l'évaporation ne renfermait plus de vinasse.

Dans un autre essai, M. Hervé-Mangon a cherché à se placer dans des conditions plus voisines de la pratique. A cet effet, il a introduit dans des tubes verticaux de 1^m,30 de hauteur de la terre argileuse naturelle recueillie aux environs d'Arras. Il a versé à la partie supérieure de cette terre une couche de vinasse de 30 centimètres d'épais-

seur, et il a soigneusement recueilli le liquide qui s'est écoulé au bas du tube. Évaporé, ce liquide n'a laissé qu'un résidu organique tout à fait insignifiant. Si, comme ces expériences le démontrent, le sol argileux possède la propriété d'absorber les matériaux solubles des vinasses, il n'en faudrait pas conclure que son pouvoir absorbant est en quelque sorte illimité. Un pareil sol étant arrosé avec des quantités considérables de vinasses, il arriverait un moment où l'argile, saturée de matières organiques, refuserait d'en retenir davantage. Ces considérations sont de nature à laisser entrevoir les avantages d'un pareil drainage restreint sur un sol argileux, comme aussi les limites et les inconvénients de cette opération. Les eaux qui s'écouleront par les drains seront plus pures que celles qui résulteraient de la filtration à travers le sable; mais comme l'absorption par la terre argileuse se fait lentement, et que, pour assurer la purification des eaux, il faut que la masse des matériaux à absorber soit dans une juste proportion avec la masse de la couche filtrante, il devient nécessaire d'affecter à cette opération une étendue de terrain assez considérable. Il est impossible d'assigner, *a priori*, des limites précises à la surface de ces terres. Néanmoins, il est permis de penser que, dans les cas ordinaires et pour une surface de vinasses ne dépassant pas 800 à 1200 hectolitres par jour, un ou deux hectares pourraient suffire. Que l'on suppose, en effet, qu'il s'agisse de faire absorber par voie d'infiltration dans des terres drainées d'une étendue de un hectare, 1000 hectolitres ou 100 mètres cubes de vinasses par jour, la couche de liquide que cette surface devra absorber en 24 heures n'aura qu'une épaisseur de 1 centimètre. Une surface plus grande serait nécessaire pour les usines les plus considérables. Sans vouloir trop préciser les choses, il est permis de penser que, dans ce cas, 3, peut-être 4 hectares devraient être affectés à la clarification des vinasses. Une pareille étendue comprendrait une masse de 45,000 à 60,000 mètres cubes de terre argileuse propre à l'absorption, en supposant que les drains soient placés à 1^m,50 de profondeur.

Ces terrains, préalablement nivelés avec soin, pourraient, au besoin, être entourés d'une petite digue propre à empêcher les fuites latérales. Peut-être serait-il utile de les diviser en un certain nombre de compartiments, dont chacun recevrait à son tour les vinasses écoulées en vingt-quatre heures. Après avoir reçu ces vinasses, le compartiment chargé serait pour ainsi dire abandonné au repos pendant quelques jours avant d'en recevoir une nouvelle quantité. Dans cet intervalle, la filtration pourrait s'effectuer complètement, et les terres auraient le temps de s'égoutter et de dessécher jusqu'à un certain point. Du reste, cette distribution fractionnée assurerait

la répartition uniforme des vinasses sur toute la surface du terrain, en remédiant aux inconvénients qui résulteraient d'un défaut de nivellement et d'infiltrations trop abondantes sur les parties déclives. Il est important de faire remarquer ici que la clarification serait incomplète si l'on n'apportait le plus grand soin au tassement des terres accumulées sur les drains. En effet, s'il restait des vides dans les tranchées, les vinasses se seraient bientôt frayé, dans ces espaces trop perméables, des voies assez larges pour rendre la filtration imparfaite.

A la fin de la campagne, c'est-à-dire vers le mois de mars ou d'avril, ces terres pourraient être rendues à la culture. Recouvertes d'une couche de limon, et saturées, jusqu'à une grande profondeur, de matières fertilisantes, elles pourraient se passer d'engrais.

Pour la campagne suivante, une nouvelle étendue de terrains pourrait, à son tour, être affectée à l'épuration des vinasses et recevoir, pour les saisons à venir, les mêmes éléments de fertilité. C'est ainsi que les résidus des distilleries, alternativement distribués, dans le cours des années, sur les champs avoisinant les usines, au lieu d'être une cause d'insalubrité et un sujet de souffrance pour les populations, pourraient devenir une source de richesse pour l'agriculture.

La condition importante qu'il s'agirait de réaliser pour assurer l'efficacité de ce système serait de donner à la surface de filtration une étendue suffisante. Il est bien entendu qu'il ne sera applicable que dans les localités où la couche de terre argileuse offre une profondeur suffisante, et où la surface du sol s'élève au moins à 1 m. 50 au-dessus du niveau des cours d'eau.

Absorption des vinasses par des terres en culture. — Le système qui consisterait à employer les vinasses en irrigations ou en arrosements, et que nous allons exposer maintenant, exige l'annexion à l'usine d'une étendue considérable de terres en culture. C'est là un inconvénient qui rendra difficile, sinon impossible, son application générale. Mais, comme dans certains cas il peut rendre de grands services, nous allons indiquer sommairement les conditions que nécessite son emploi.

Tout le monde conviendra que les substances contenues dans les vinasses, matières organiques diverses, azotées et non azotées, suspendues ou dissoutes, principes minéraux, tels que le salpêtre et les sels ammoniacaux, que toutes ces matières sont des éléments de fertilité et constituent de véritables engrais pour les terres sur lesquelles elles sont répandues. Le sulfate de chaux lui-même, si nui-

sible lorsqu'il est introduit dans les cours d'eau avec les vinasses, peut contribuer d'une manière efficace à l'amendement des terres. Malheureusement, ces matériaux fertilisants sont délayés dans des masses d'eau tellement considérables que le transport et la distribution de cet engrais liquide et étendu deviendraient une charge onéreuse pour une exploitation agricole. Nous essayerons de montrer néanmoins que ces inconvénients, tout en diminuant les avantages que l'on pourrait retirer de l'application de ce système, ne sont point de nature à en compromettre le succès d'une manière absolue.

Comment transporter sur tous les points et aux extrémités d'un domaine d'une cinquantaine d'hectares, par exemple, ces quantités énormes de vinasses qu'une grande distillerie rejette pendant cinq à six mois de l'année? Cette question soulève une difficulté réelle. Elle peut recevoir diverses solutions.

Lorsque les pentes naturelles du terrain s'y prêtent, les vinasses peuvent être répandus sur les terres par voie d'irrigation dans des tranchées ouvertes et dans des rigoles.

C'est le système le plus économique. Là où la configuration du terrain ne permet pas son application, il faut recourir aux procédés qui consistent à refouler les vinasses, sous une pression considérable, dans des tuyaux de fonte posés dans les champs. La pression exercée sur le liquide permet de le répandre uniformément, par voie d'arrosage à l'aide de tuyaux flexibles terminés par des lances à incendie.

Ces procédés, employés dans beaucoup de localités en Angleterre, ont été appliqués dernièrement à la distribution des engrais liquides de Bondy, dans les terres de la ferme de Vaujours.

Enfin, un troisième système consisterait à combiner les deux précédents, c'est-à-dire à faire arriver les vinasses, au moyen de tuyaux souterrains, dans des réservoirs placés au milieu des terres, et qui perdraient leurs eaux par le moyen de rigoles d'irrigation.

L'établissement de ces tuyaux de fonte dans un domaine d'une certaine étendue est sans doute une opération dispendieuse. Un agriculteur qui installerait ce système tubulaire dans ses terres, pour y répandre un engrais aussi étendu que le sont les vinasses, trouverait difficilement dans les bénéfices de l'exploitation une compensation suffisante des frais d'installation et d'entretien. Mais ce n'est point ainsi qu'il faut envisager cette question. Dans l'espèce, ce n'est point seulement l'exploitation agricole qui aurait à supporter les frais dont il s'agit; il serait de toute justice qu'on en attribuât une partie à l'entreprise industrielle elle-même. C'est l'industrie qui crée l'embarras; elle doit supporter la charge.

Construction de bassins, traitement par la chaux, filtration à travers le sable, toutes ces opérations constituent un sacrifice en pure perte, mais un sacrifice nécessaire. L'établissement d'un système tubulaire est une charge plus lourde sans doute, mais qui peut trouver une certaine compensation dans les bénéfices de l'opération agricole.

Nous devons ajouter que l'emploi le plus avantageux des vinasses, comme engrais, consisterait peut-être à les répandre en irrigations sur les prairies. Il est bien permis, en effet, de comparer les vinasses et les eaux d'égout en ce qui concerne leur application à l'agriculture, et l'on sait que les eaux d'égout sont devenues, sous ce rapport, en Écosse et aux environs de Milan, l'objet de tentatives longtemps prolongées et couronnées de succès. Il existe dans le voisinage d'Édimbourg des prairies sur lesquelles on répand depuis soixante ans, par le moyen d'irrigations faites à ciel ouvert, une partie des eaux d'égout de cette cité.

D'après une évaluation approximative, la couche d'eau, qui passe annuellement sur la surface de ces prairies et qui s'y infiltre, offre une épaisseur de plus de 2 mètres ; telle est la puissance d'absorption d'un sol convenablement drainé.

Le système qui consiste à faire absorber les vinasses par les terres ou à les répandre en irrigations ne peut-il pas devenir une cause d'insalubrité, en favorisant, dans les endroits où le sol serait alternativement sec et humide, la formation de principes odorants ou même de miasmes paludéens ? grave question qui a été soulevée dans le rapport de M. Chevreul et discutée dans le sein de la Commission. Il est permis d'espérer que les effets nuisibles dont il s'agit ne se manifesteront point sur des terres convenablement drainées où l'absorption est rapide, où l'écoulement des eaux surabondantes est facile, où l'accès de l'air est possible. On ne pourrait craindre le danger des émanations fétides que dans le cas où l'irrigation se ferait à ciel ouvert par le moyen de fossés et de rigoles. Les bords et le fond de ces fossés pourraient se couvrir de débris organiques dans certains endroits. On remédierait à cette accumulation de matériaux fermentescibles par un bon entretien et par un curage fréquent des fossés.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de faire remarquer ici que, dans le cas où les vinasses seraient employées en irrigations, il faudrait en séparer préalablement les débris grossiers qu'elles peuvent entraîner.

Il ne nous reste que peu de mots à ajouter concernant quelques autres moyens proposés ou même pratiqués pour remédier

aux dangers qui résultent de l'écoulement des vinasses dans les cours d'eau.

Puits absorbants. — Parmi ces moyens, nous devons signaler ici les puits absorbants ou boit-tout. On en connaît les inconvénients ; ils sont sujets à s'obstruer ; ils peuvent corrompre les puits du voisinage ; en un mot, les cas où leur établissement peut être considéré comme offrant des garanties sérieuses à la santé publique sont extrêmement rares. Ces cas ont été si bien définis par M. Chevreul que nous demandons la permission de reproduire ici les passages de son discours qui les concernent :

« Les boit-tout, sorte de puits creusés dans le sol avec l'intention d'y faire écouler des eaux qui sont à sa surface, n'ont d'efficacité qu'à trois conditions.

« La première est que les liquides qu'on fera écouler dans les boit-tout ne corrompront pas la nappe d'eau potable qui alimente les puits et les sources d'eau servant aux usages économiques du pays où les boit-tout seront creusés.

« La seconde est que les boit-tout aient leur fond dans une couche parfaitement perméable ; autrement le terrain, bientôt saturé, ne permettra plus au boit-tout d'absorber l'eau.

« La troisième est que la couche perméable où se rendra l'eau qu'on veut évacuer de la superficie du sol, étant située au-dessous de la nappe d'eau qui alimente les puits du pays, cette couche perméable ne conduise pas les eaux dans une nappe d'eau servant à l'économie domestique d'un pays autre que celui où le boit-tout est creusé. »

Peut-être parviendrait-on à diminuer les inconvénients que présentent les puits absorbants et à améliorer les conditions de leur emploi, en n'y recevant que des liquides préalablement clarifiés par la filtration à travers le sable.

Concentration des vinasses. — On avait eu la pensée de se débarrasser des vinasses par la concentration. Si cette opération devait se faire par la chaleur d'un combustible, même de qualité très-inférieure, elle entraînerait des frais énormes, qui ne seraient que faiblement compensés par la valeur des sels contenus dans les résidus. Il ne faut point songer à un pareil expédient.

Nous en dirons autant du procédé qui consisterait à soumettre les vinasses à l'évaporation par le moyen de bâtiments de graduation construits avec des débris organiques de peu de valeur, tels que paille de colza, flocs de pommes de terre, tiges de pavots et de topinambours, etc. On avait espéré qu'en orientant dans la direction

des vents régnants ces amas de matériaux légers et volumineux, et en y faisant ruisseler les vinasses, l'évaporation serait assez active et assez complète pour que les résidus solides, en s'accumulant à la surface de ces débris et en se putréfiant avec eux, finissent par les transformer en une sorte d'engrais. Une seule considération suffit pour détruire ces illusions. Le travail devant se faire en hiver, l'évaporation ne sera jamais assez active pour que l'on puisse espérer que des centaines de mètres cubes d'eau se dissipent en vapeur dans un seul jour et pour une seule usine.

En résumé, les moyens sérieux que l'on peut employer pour remédier aux inconvénients résultant de l'évacuation des vinasses dans les cours d'eau sont les suivants :

1° Substitution de l'acide chlorhydrique à l'acide sulfurique pour la fermentation du jus de betteraves ;

2° Traitement des vinasses par la chaux dans un système de bassins ;

3° Leur filtration à travers une surface limitée d'un terrain drainé ;

4° Leur absorption par une étendue considérable de terres en culture et drainées au besoin.

Les deux premiers moyens sont des palliatifs plutôt que des remèdes véritables ; les derniers sont plus efficaces, comme il semble, mais aussi d'une application plus difficile. Tous pourront trouver, suivant les circonstances, un utile emploi. S'agit-il d'une usine située sur un cours d'eau important, la neutralisation, et au besoin une simple clarification, pourront suffire. Dans le cas, au contraire, où les usines voudraient évacuer leurs résidus dans des cours d'eau offrant un débit et une pente faibles, les vinasses devront être épurées avec soin.

Il est à craindre que cette purification ne puisse, dans aucun cas, être assez complète pour qu'il soit permis d'assimiler les liquides clarifiés à de l'eau ordinaire. Votre Commission estime, en conséquence, qu'il y a lieu d'interdire l'écoulement des vinasses épurées dans les fossés et dans les mares ; elle croit, en outre, que leur évacuation dans les cours d'eau pourrait encore offrir de graves inconvénients, dans les cas où le volume des liquides évacués ne formerait pas une très-faible fraction du débit de ces cours d'eau.

En ce qui concerne les moyens d'épuration, elle pense que les procédés du drainage peuvent être plus efficaces que le traitement par la chaux, et la filtration à travers le sable. Toutefois, elle hésite à recommander à l'administration de faire à cet égard des prescriptions formelles ; quoique, dans sa pensée, les procédés dont il s'agit aient le double avantage d'offrir une garantie sérieuse contre l'infection des cours d'eau et d'employer, au profit de l'agriculture, des

résidus qui renferment des éléments fertilisants, elle croit néanmoins que quelque chose leur manque encore : la sanction d'expériences faites sur les lieux mêmes.

L'Administration, dans sa sagesse, provoquera ces expériences et les voudra aussi complètes et aussi démonstratives que possible. En attendant, sera-ce trop présumer des efforts de la Commission que de penser qu'elle aura préparé les voies et donné dans le présent rapport quelques indications pour une solution au moins provisoire de la question ? Elle n'a point visé plus haut. Dans son opinion, les difficultés qu'il s'agit de surmonter ne sont point de nature à recevoir une solution uniforme et absolue ; et le moment n'est pas venu où l'Administration puisse, en toute sécurité, prescrire des procédés de purification. Pour la campagne prochaine, elle voudra laisser, quant au choix de ces procédés, une certaine initiative aux fabricants, se bornant à les éclairer de ses conseils.

De leur côté, les propriétaires redoubleront d'efforts, et, choisissant parmi les indications qui ont été données celles qui pourront convenir à leur situation particulière, ils parviendront à améliorer un état de choses qui est devenu un danger pour la santé publique et un embarras pour eux-mêmes. L'Administration n'est point restée indifférente en présence d'un mal qui n'a fait que s'accroître depuis quatre ans ; en présence de l'incurie ou du mauvais vouloir de quelques-uns, elle ne serait point désarmée ; mais, dans son désir de concilier tous les intérêts, elle a reculé jusqu'ici devant l'exercice rigoureux des droits que la législation lui confère. L'appel qu'elle adressera de nouveau aux fabricants sera entendu, nous n'en doutons pas.

Quant à ceux qui ne seraient pas en mesure de profiter des indications données, il leur resterait une ressource extrême ; ce serait de modifier le travail de leurs usines. Parmi les procédés qui ont été employés pour la distillation des betteraves, celui de Champonnois et celui de Le Play ne donnent lieu, en effet, qu'à des quantités de vinasses relativement peu considérables et dont il est facile de se débarrasser en les répandant sur les terres. Il serait fort désirable que l'emploi de ces procédés pût se généraliser. Ils trouveront principalement une application avantageuse dans les distilleries de moindre importance, et surtout dans celles qui seraient annexées à de grandes exploitations rurales. Déjà un certain nombre de propriétaires ont réalisé cette heureuse combinaison. Elle présente les garanties les plus sérieuses au double point de vue de la sécurité commerciale de l'entreprise et de la salubrité publique. Dans ces établissements, où l'activité de l'usine peut se régler sur l'étendue et sur les besoins de la ferme, l'évacuation des résidus n'offrira plus

de difficultés réelles. Les pulpes seront consommées par les bestiaux, et les vinasses iront consommer les terres.

Ces considérations contribueront peut-être à dissiper dans vos esprits tous les doutes concernant l'avenir de la belle industrie dont il s'agit. Dût-elle faire de nouveaux sacrifices, dût-elle, dans certains cas, transformer son économie ou ses procédés, elle survivra à la crise actuelle.

En terminant, nous avons l'honneur de prier les deux comités de vouloir bien donner leur approbation aux vues qui sont développées dans le présent rapport, en proposant à son Excellence M. le Ministre l'adoption des mesures suivantes pour la campagne qui va s'ouvrir.

L'évacuation des vinasses dans les cours d'eau ou leur absorption par le sol ne pourra avoir lieu, à l'avenir, qu'aux conditions et avec les restrictions énoncées ci-après :

ART. 1^{er}. L'écoulement de ces résidus dans les fossés ou mares à eaux stagnantes ne pourra être toléré dans aucun cas.

Leur évacuation dans des puits absorbants ne pourra être autorisée qu'à titre provisoire et sous toute réserve de retrait des autorisations données, dans le cas où ce moyen présenterait des inconvénients constatés.

ART. 2. L'acide libre contenu dans les vinasses devra être neutralisé.

ART. 3. Les vinasses provenant du traitement du jus de betteraves par l'acide sulfurique ne pourront être évacuées dans les cours d'eau qu'après avoir été clarifiées complètement, soit par voie d'infiltration à travers un sol argileux drainé, soit par la chaux et la filtration à travers le sable, ou tout autre moyen de filtration équivalent.

Les cours d'eau dans lesquels ces vinasses clarifiées seront évacuées devront avoir, au moment des plus basses eaux, un débit journalier variant, au minimum, de 300 fois à 500 fois le volume des vinasses, suivant la rapidité plus ou moins grande du courant, le voisinage ou l'éloignement des grandes rivières ou de la mer, ou toutes autres circonstances favorables ou défavorables à la prompte évacuation des résidus nuisibles.

ART. 4. Les vinasses provenant du traitement du jus de betteraves par l'acide chlorhydrique devront, comme les précédentes, être clarifiées par l'un ou l'autre des moyens spécifiés ci-dessus, et ne pourront être évacuées que dans des cours d'eau offrant un débit journalier égal, au minimum, à 100 fois le volume des vinasses.

ART. 5. Dans le cas où quelque nouveau système de traitement présentant des garanties de salubrité suffisantes serait proposé, les

préfets, sur l'avis des conseils d'hygiène, pourront en autoriser l'essai.

ART. 6. Les fabricants qui feront absorber leurs vinasses par voie d'arrosage sur les prairies ou des terrains en culture ne seront assujettis à aucune condition spéciale en ce qui concerne le traitement de ces vinasses. Ils seront simplement tenus de faire à l'Administration la déclaration préalable du système qu'ils se proposent d'employer, et d'indiquer l'étendue et la situation des terres qu'ils voudront arroser.

ART. 7. Les autorisations d'évacuer les vinasses dans les cours d'eau, accordées par les préfets, seront toujours révocables dans les cas où les moyens d'épuration employés seraient reconnus insuffisants.

ART. 8. La commission émet le vœu qu'il soit institué dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais un service de surveillance pour assurer l'exécution des mesures prescrites.

ENQUÊTE SUR LA SUPPRESSION DE LA FABRICATION ET DE L'EMPLOI DU BLANC DE PLOMB.

Commissaires : MM. Chevreur, Magendie, Regnault, Séguier, Bussy, Legentil, Barbier, Davenne, et A. Tardieu, *rapporteur*.

Les deux *Comités réunis des arts et manufactures et d'hygiène publique* sont appelés à donner leur avis sur une des plus graves questions que puisse leur soumettre la haute confiance de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce : *la suppression de la fabrication du blanc de plomb et de l'emploi de cette substance dans l'industrie et dans les arts*. Chargée de préparer vos délibérations, la commission dont j'ai l'honneur d'être l'interprète, a pensé qu'elle devait avant tout s'efforcer de préciser l'objet et le but de votre mission. Cette tâche était rendu facile par l'exposé qui vous a été fait au nom de l'administration et par les paroles de M. le ministre qui traçaient nettement la ligne de conduite si prudente que le gouvernement se propose de suivre dans cette affaire.

En effet, il ne s'agit plus d'établir la prééminence du blanc de zinc sur le blanc de plomb et de favoriser ou d'étendre ses applications industrielles. Vous avez à rechercher si la prohibition absolue de la céruse est utile et possible. La question se présente à la fois sous trois aspects distincts : le point de vue sanitaire ; le point de vue industriel, commercial et financier ; le point de vue du droit et de la légalité.

En appelant avant tout votre attention sur le côté hygiénique de la question, M. le ministre avait clairement fait comprendre que la fabrication et l'emploi du blanc de plomb ne devaient être proscrits qu'en raison des dangers qu'ils pouvaient offrir pour la santé des ouvriers de certaines professions. Votre commission, s'associant à cette pensée, a dû rechercher tout d'abord si ce danger était tellement certain, tellement grand, tellement inévitable, qu'il n'y eût d'autre remède à lui opposer que la prohibition. Mais, tout en s'attachant à ce point culminant, elle a cru devoir vous présenter en même temps, dans leur ensemble, les considérations qui peuvent éclairer les autres parties de la question soumise à votre examen.

1° *Hygiène.* — Les préparations de plomb, et notamment la céruse, constituent un poison subtil et lent qui, introduit par le simple contact ou par les voies respiratoires au sein de l'organisme, y détermine les accidents les plus funestes et peut causer la mort. C'est là un fait constant qu'il ne faut ni dissimuler ni amoindrir, qu'il convient au contraire de rappeler au début de cette discussion ; car il marque le but que la science doit s'efforcer d'atteindre, et inspire au gouvernement, soucieux de protéger la santé des classes ouvrières, ces vues philanthropiques que les comités réunis dans cette circonstance tiennent tous deux à honneur de seconder par leurs travaux.

Mais, en même temps, il faut se garder d'exagérer l'insalubrité que peuvent offrir les industries qui préparent ou emploient le plomb, et ne pas oublier qu'une des lois du travail de l'homme est de s'exercer trop souvent dans les conditions les plus défavorables à la santé et au bien-être physique. Ce n'est pas ici le lieu de passer en revue les diverses professions insalubres ; il est cependant permis de dire qu'un grand nombre portent en elles des causes de maladies non moins graves et surtout plus difficiles à éviter que celles qui travaillent le plomb.

Pour ces dernières, qui doivent seules nous occuper, il est une distinction capitale à faire entre les dangers de la *fabrication* et ceux de l'*emploi* des préparations saturnines. Cela est d'autant plus important, que la vérité sur ce point est loin d'être suffisamment connue, et que les préjugés qui l'obscurcissent ont jusqu'ici résisté même à l'autorité des faits.

A. La *fabrication* de la céruse reste, en effet, pour le plus grand nombre, la plus périlleuse des industries ; et, par malheur, cette opinion est encore aujourd'hui trop justifiée par le chiffre des malades que certaines usines livrent chaque année à l'assistance publique. Les statistiques des hôpitaux de Paris, recueillies depuis quatorze ans, quelque inexactes, quelque insuffisantes qu'on les suppose, témoignent hautement des dangers auxquels sont exposés

les cérusiers employés dans certaines fabriques. Si la mortalité, celle du moins qui est accusée dans les relevés des établissements hospitaliers, a réellement diminué parmi eux dans les quatre dernières années, les affections saturnines ne les ont guère frappés en moindre proportion, et sont encore relativement trop communes, si l'on a égard au nombre des ouvriers cérusiers du département de la Seine. Mais en même temps un autre fait ressort des données statistiques fournies par les rapports annuels de l'un des membres du Conseil de salubrité de la ville de Paris, M. Chevalier, dont le nom restera attaché à cette partie de l'histoire de l'hygiène professionnelle : c'est la différence qui existe entre le chiffre des malades provenant des deux principales fabriques du département, différence qui n'est pas seulement en rapport avec le nombre d'ouvriers employés par chacune d'elles, mais qui tient aux procédés suivis dans l'un et l'autre de ces établissements. La différence est plus marquée encore, si l'on compare ce qui se passe aux environs de Paris, avec l'état actuel des choses, soit dans les usines du département du Nord, soit à l'étranger, en Angleterre par exemple. Les rapports si intéressants du Conseil central d'hygiène et de salubrité de la ville de Lille font foi d'un fait désormais acquis, et qui doit dominer toute cette question : c'est que la fabrication de la céruse ne fait plus une seule victime dans les usines convenablement établies, et que des années entières se sont écoulées, sans qu'un ouvrier y ressentît les atteintes de l'empoisonnement saturnin.

Ce grand et heureux résultat ne doit pas être attribué à quelques circonstances fortuites ; il est le fruit légitime et constant des perfectionnements introduits dans cette industrie, sous la double pression des efforts incessants de l'administration et surtout de la concurrence salutaire du blanc de zinc. Pour n'avoir pas atteint la dernière période, ces améliorations n'en sont pas moins de nature à rassurer complètement sur les effets de la fabrication de la céruse.

Nous n'avons pas à exposer ici en quoi consistent ces perfectionnements, qui portent à la fois sur les procédés de fabrication et sur les précautions personnelles imposées aux ouvriers. Qu'il suffise de dire que, substituant presque partout les machines à la main de l'homme, et les appareils clos, parfaitement connus aujourd'hui, à l'exploitation à l'air libre, ils ont principalement pour but de mettre l'ouvrier à l'abri des poussières de plomb. Ils ont passé dans la pratique, et s'il reste encore quelque chose à faire, il serait extrêmement facile d'arriver à une réforme complète.

En résumé, la fabrication de la céruse, dangereuse seulement par l'imperfection des procédés employés, n'offre plus aujourd'hui aucune cause réelle d'insalubrité, qui puisse être de nature à justifier

la suppression de cette industrie. Il serait sans raison comme sans justice de fermer, comme compromettant la vie des ouvriers, des usines où dans toute une année on n'en rencontre pas un seul atteint d'affections saturnines. Il appartient d'ailleurs à l'autorité supérieure de rendre la fabrication absolument sans dangers, soit par un nouveau classement de cette industrie, soit en imposant aux fabricants et aux cérusiers, par des règlements formels, l'adoption de moyens de préservation que la science indique et que l'expérience a déjà consacrés.

B. En ce qui touche l'emploi des préparations de plomb, la question n'est peut-être pas tout à fait aussi simple, et doit rester jusqu'à un certain point distincte. En effet, le blanc employé par les peintres n'est pas seul en cause. Les raisons sanitaires qui pourraient justifier l'interdiction de la céruse dans les travaux de peinture s'appliqueraient avec non moins de force aux diverses préparations saturnines usitées dans les arts, dans l'industrie, dans l'économie domestique, et dont il est impossible de calculer l'influence sur la santé publique. Aussi est-ce là un sujet d'étude digne d'être signalé à toute l'attention des administrateurs et des savants, et dans lequel la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb n'a fait qu'ouvrir la voie. Quoi qu'il en soit, c'est sur ce point que doivent presque exclusivement porter nos observations. Les peintres figurent dans les statistiques des affections saturnines pour un cinquième environ, et, en les comparant aux cérusiers, dans le rapport de 1 à 3. Ces chiffres sont sans doute fort au-dessous de la réalité : car les peintres en bâtiments forment une classe d'ouvriers assez aisés, qui, pour la plupart, soit en raison de leurs ressources personnelles, soit par les soins des entrepreneurs, soit encore par l'assistance des sociétés de secours mutuels, se font rarement soigner à l'hôpital. Il est donc probable que le nombre des peintres atteints par l'empoisonnement saturnin est aujourd'hui presque aussi élevé que celui des cérusiers. Mais là encore il faut reconnaître que la négligence des précautions les plus simples est la principale source des accidents, et que le grattage, notamment, qui constitue l'opération la plus nuisible, pourrait perdre une partie de ses inconvénients, à l'aide de certains moyens préservatifs, tel que le mouillage à l'eau seconde des surfaces peintes. Il est vrai que là où il s'agit d'un travail isolé, l'ouvrier ne peut être protégé contre sa propre incurie par les prescriptions tutélaires de l'administration mais il n'en demeure pas moins certain que le danger peut encore, même de ce côté, être jusqu'à un certain point atténué.

D'ailleurs un remède plus certain existe aujourd'hui, et peut être considéré comme éprouvé. C'est le blanc de zinc, dont l'innocuité ne

pourrait être proclamée trop haut ¹, et qui a déjà remplacé en partie la céruse dans les travaux de bâtiments. L'hygiène ne peut qu'applaudir à ce progrès. Là se borne sa mission, puisque, d'une part, les moyens existent de neutraliser les effets délétères de la peinture au blanc de plomb, et que, d'une autre part, ceux-ci tendent à disparaître radicalement avec la substance qui les produit, devant la supériorité hygiénique du blanc de zinc.

Pour tous les autres usages des préparations de plomb, vernis, couleurs diverses, émaux, poteries, verres et cristaux, mastics, caractères d'imprimerie, etc., leur fabrication et leur emploi, sans être exempts d'inconvénients, ne paraissent pas présenter assez de danger pour qu'il ne soit pas permis de compter sur les moyens préservatifs généraux actuellement connus. Par ce double motif, on le voit, au point de vue hygiénique, l'emploi de la céruse ne peut pas plus être proscrit que la fabrication.

2° *Intérêts commerciaux et financiers.* — Nous avons dû nous attacher avant tout à rechercher jusqu'à quel point l'hygiène pouvait être intéressée dans le projet soumis à votre examen. Mais il est un autre ordre de considérations qui ne sauraient être passées sous silence, et qui, bien que subordonnées à la question sanitaire, doivent exercer une influence puissante sur la décision du gouvernement.

Nous avons vu déjà que les préparations de plomb autres que la céruse ne pouvaient être, quant à présent, remplacées dans un grand nombre de leurs applications industrielles ou artistiques. Il y a là une nécessité dont il est impossible de ne pas tenir compte. Il n'est pas permis davantage de ne pas se préoccuper de la situation que ferait au commerce la prohibition de la céruse, même pour le seul emploi de la peinture en bâtiments. On ne peut, en effet, s'abuser sur les conséquences immédiates, inévitables, de la suppression de la première industrie et du monopole accordé à la nouvelle. Les effets d'une telle perturbation seraient incalculables : car le commerce se trouverait dans la dépendance de la production et de l'exploitation du zinc ; d'où l'abus des contrefaçons, qui dès aujourd'hui se fait déjà sentir ; l'abaissement de la qualité des produits, et par suite peut-être l'abandon des travaux de peinture, que l'art et l'industrie trouveraient mille moyens de remplacer. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que le blanc de zinc, grâce à la protection qui lui a été accordée, grâce à la différence de droits perçus (puisque le zinc n'acquitte qu'un droit de 10 centimes, alors que le plomb est imposé à 5 francs les 100 kilogr.), grâce enfin à ses avantages reconnus,

1. Cette innocuité tient à la difficulté avec laquelle l'oxyde de zinc fortement calciné se dissout dans les acides faibles ; elle n'existe pas pour les sels de zinc solubles et les combinaisons de ce métal, qui sont facilement attaqués par ces acides.

le blanc de zinc occupe déjà une place importante, qui n'est pas moindre du tiers de la consommation, et que les progrès toujours croissants continueront de s'accomplir sans que l'équilibre commercial en soit rompu.

Enfin il est une observation dont la commission a dû se préoccuper. Le trésor retire un million des droits perçus sur le plomb, et ne peut renoncer à cette source du revenu public, même pour la portion qui provient spécialement de la céruse. En outre, la France, liée par des traités internationaux, reçoit la céruse des Pays-Bas et de la Sardaigne, et les plombs de l'Espagne; ces conventions ne pourraient se rompre sans d'énormes difficultés et sans jeter le pays dans cette guerre de tarifs et de représailles qui, elle aussi, a ses dangers et ses désastres. En présence de ces motifs, il faudrait, pour persévérer dans le projet de suppression de la céruse, l'évidence d'un dommage réel et considérable pour la santé publique.

3° *Légalité.* — Il serait superflu, après l'exposé si lucide et si précis qui vous en a été fait, d'insister sur les difficultés de droit qui viennent s'ajouter aux précédentes considérations. Nous laissons à des autorités plus compétentes le soin d'éclairer ce point particulier, qui à lui seul soulève de si graves problèmes. Nous ne pouvons, toutefois, nous empêcher de faire remarquer dans quelle voie fâcheuse la suppression d'une industrie pourrait entraîner le gouvernement, et quel précédent périlleux une telle mesure pourrait créer.

Conclusions. — Si les considérations que nous venons d'avoir l'honneur de présenter aux deux comités réunis reçoivent leur approbation, nous leur proposerons, au nom de la commission, de transmettre à M. le ministre l'avis suivant :

1° Il n'y a pas lieu d'interdire la *fabrication* de la céruse, les perfectionnements introduits dans cette fabrication lui ayant enlevé d'une manière à peu près complète son insalubrité et ses dangers; mais il importe que l'administration prenne des mesures pour que ces perfectionnements soient adoptés dans toutes les usines, et que celles-ci soient l'objet d'une surveillance spéciale.

2° Il n'y a pas lieu d'interdire l'*emploi* de la céruse dans les travaux de peinture, car certaines précautions peuvent mettre les ouvriers à l'abri des poussières de plomb, et jusqu'à un certain point, d'ailleurs, pour cet usage particulier, la substitution du blanc de zinc au blanc de plomb tend à s'opérer naturellement; l'appui du gouvernement et la différence des droits perçus sur le plomb et sur le zinc favorisent cette transformation sans perturbation violente, sans atteinte portée à la liberté du commerce.

3° L'interdiction de la fabrication et de l'emploi de la céruse dans les arts et dans l'industrie aurait de plus l'inconvénient de susciter

les plus graves difficultés au point de vue de l'état des finances et de la légalité.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 SEPTEMBRE 1853, PORTANT PROHIBITION DES TUYAUX DE PLOMB.

Monsieur le préfet, par une circulaire du 10 juillet dernier, j'ai appelé votre attention sur les mesures qu'il serait nécessaire de prendre dans le but de garantir la santé publique contre le danger d'intoxication qu'entraîne l'emploi des préparations saturnines pour la clarification et le collage de la bière. Le même danger se trouve dans l'usage des tuyaux ou des ustensiles de plomb qui servent au débit de ce liquide. L'expérience a prouvé, en effet, que la bière peut, par suite de son contact avec le plomb, s'approprier une quantité appréciable de ce métal et acquérir ainsi des propriétés toxiques.

Ce n'est pas seulement dans les brasseries que l'on se sert de tuyaux ou conduits de plomb pour transvaser la bière : l'usage s'est introduit dans les cabarets et dans les maisons où l'on détaille des boissons, d'établir dans les salles de consommation une petite pompe qui communique, par un tuyau de plomb, avec le tonneau renfermant le liquide, et à l'aide de laquelle on obtient immédiatement et sans déplacement, la quantité dont on a besoin. L'emploi de ce tuyau offre d'autant plus d'inconvénients, que le fonctionnement de la pompe est moins continu. On cite l'exemple d'une famille entière qui a été empoisonnée pour avoir fait usage, pendant quelque temps, d'une pompe semblable, à l'aide de laquelle on élevait le vin nécessaire à la consommation ordinaire. Aussi M. le préfet du Nord, qui avait déjà pris l'initiative des mesures jugées nécessaires contre le mode adopté dans son département pour la clarification des bières, vient-il, suivant l'avis du Conseil d'hygiène publique et de salubrité, de proscrire l'emploi des tuyaux de plomb, de cuivre ou de zinc pour l'aspiration et le transvasement de cette boisson. Aux termes des articles 2 et 3 de son arrêté, les conduits dont il s'agit doivent être remplacés par des tuyaux d'étain, dont l'alliage ne peut excéder 16 pour 100 de plomb, ou par des tuyaux composés de toute autre matière inoffensive. Ceux d'étain seront assujettis au contrôle du titre exigé, comme il est pratiqué pour les mesures de capacité, en matière de poids et mesures.

Le Comité d'hygiène publique établi près de mon département a pensé que ces dispositions étaient susceptibles d'approbation, et qu'il serait bon de les faire adopter dans les autres départements où l'on se sert également de tuyaux de plomb, de cuivre ou de zinc pour le

transvasement des boissons. Si le vôtre est de ce nombre, monsieur le préfet, je vous invite à prendre un arrêté en ce sens. Vous en trouverez le modèle à la suite de la présente circulaire.

En ce qui concerne le mode à suivre pour constater le titre de l'étain, je vous invite à vous reporter, en tant qu'il serait besoin, aux pages 132 et suivantes du *Recueil officiel des ordonnances et instructions relatives à la fabrication et à la vérification des poids et mesures*, dont un exemplaire a été envoyé, en 1839, à toutes les préfectures et sous-préfectures.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire, et de me faire part des mesures auxquelles elle aura donné lieu dans votre département.

Signé: HEURTIER.

DANGER DE L'EMPLOI DES COMPOSÉS SATURNINS DANS LE VERNISSAGE
DES POTERIES.

Rapport sur une communication de M. le Préfet du Finistère. (Décembre 1858.)

Commissaires : MM. Bussy, Wurtz et Tardieu, rapporteur.

M. le Préfet du Finistère averti par M. le Maire de Brest que des accidents graves d'empoisonnement, produits par l'usage d'une boisson fermentée, préparée dans des vases de terre recouverts d'un vernis plombique, avaient été observés à l'hôpital de la Marine, a cru devoir appeler l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, sur le danger que présente l'usage de poteries ainsi fabriquées et sur la nécessité qu'il y aurait de proscrire d'une manière absolue l'introduction des coupures de plomb dans la composition des vernis destinés à cet objet. C'est sur cette double question que M. le Ministre a désiré prendre l'avis du comité et que j'ai l'honneur de lui soumettre l'opinion d'une commission, composée de MM. Bussy, Wurtz et Tardieu.

Le fait signalé par M. le Préfet du Finistère est bien connu et a été déjà constaté dans plus d'une circonstance analogue. Il est malheureusement constant que la plupart des faïences communes sont recouvertes d'un émail plumbeux attaqué par un grand nombre de condiments et notamment par les acides ; et que la préparation ou la conservation de certaines substances alimentaires dans des vases de cette espèce a été l'occasion d'empoisonnements semblables à ceux qui ont été signalés par l'honorable directeur du service de santé de la marine à Brest. Du vinaigre ainsi laissé dans un pot de terre à vernis plombique avait presque partout attaqué le vernis, et devenu trouble, épais, laiteux, contenant de l'acétate, du carbo-

nate, du sulfate et du chlorure de plomb. Le liquide acidé, désigné sous le nom de Piquette, a dû nécessairement agir de la même façon sur le vernis des poteries grossières dites de Lannilis dont l'usage est généralement répandu parmi les populations de la Basse-Bretagne.

Ce n'est pas au comité consultatif d'hygiène publique qu'il est nécessaire de rappeler que ce fait particulier n'est qu'une des innombrables formes sous lesquelles se présente le danger que fait courir l'emploi si pernicieux des substances dans lesquelles peut se glisser quelque préparation saturnine. Déjà, à plusieurs reprises, les autorités locales de la plupart des grandes villes ont pris l'initiative de mesures prohibitives, qui ont eu pour effet de combattre ce danger, et qui ont heureusement réussi plus d'une fois à le prévenir. Telles sont notamment les nombreuses ordonnances émanées du préfet de police, concernant les comptoirs des marchands de vin, les papiers d'enveloppes de substances alimentaires, les émaux et vernis plombifères, etc. ; les arrêtés du Préfet du Nord pour les ustensiles à pomper la bière et sur les procédés de clarification, etc. Nous pourrions multiplier beaucoup ces exemples, nous nous contenterons d'ajouter que dans tous ces cas l'administration supérieure s'est montrée empressée à approuver et à encourager les vues utiles des autorités locales et que, dans le cas présent, elle restera fidèle à ces sages principes.

Le plomb doit être absolument et partout proscrit de la composition des vernis destinés aux ustensiles et poteries employées aux usages culinaires. Il doit l'être d'autant plus que pour cet objet particulier comme du reste pour tous les autres, le plomb peut être facilement suppléé par d'autres substances tout à fait inoffensives, et notamment par le sel marin qui peut être indiqué comme très-propre à former le vernis des vases en terre dure.

Le comité consultatif d'hygiène publique sera donc d'avis qu'il y a lieu de répondre à M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, que M. le Préfet du Finistère doit être invité à user des pouvoirs que la loi lui donne pour interdire, dans l'intérêt de la santé publique, l'usage des composés plombiques dans le voisinage des poteries destinées à la préparation et à la conservation des aliments.

FABRICATION DES POTERIES VERNIES AU PLOMB.

Rapport sur un programme d'enquête. (Avril 1861.)

Commissaires : MM. Bussy, Tardieu, Ville, Wurtz, rapporteur.

Dans la séance du 16 mai 1859, le comité a émis l'avis qu'une enquête fût ouverte dans les différents lieux de fabrication de poteries pour éclairer la question de savoir si le vernissage des poteries au plomb présente des dangers pour la santé publique.

Avant de statuer à cet égard, M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a voulu s'assurer si de nouveaux accidents d'empoisonnement dus aux poteries plombifères se sont produits dans le département du Finistère où des cas de ce genre avaient été antérieurement signalés. Un rapport que M. le Directeur du service de santé de la marine, au port de Brest, a adressé à Son Excellence, ne laisse aucun doute à cet égard. Quelques nouveaux cas d'intoxication se sont présentés et des expériences faites avec beaucoup de soin ont permis de constater la présence du plomb dans les matières alimentaires acides préparées ou conservées dans les poteries communes dites de Lannilis dont on fait usage dans le Finistère.

En présence de ces faits, S. Exc. M. le Ministre croit devoir ordonner une enquête et demande à M. le Président de vouloir bien faire rédiger un programme de questions à adresser aux Préfets. Une commission composée de MM. Bussy, Tardieu, Ville, Wurtz, vient s'acquitter aujourd'hui de cette tâche. Avant de présenter ce programme, elle croit devoir développer les considérations qui l'ont guidée dans la rédaction des questions dont il s'agit.

Dans les rapports qui ont été adoptés par le Comité, dans les séances du 13 décembre 1858 et du 16 mai 1859, on a déjà eu occasion d'insister sur les différences qui existent entre les poteries dures et les poteries tendres. Les premières comprennent les différentes espèces de grès et les porcelaines. Elles sont salubres, car le plomb n'entre pas dans leur composition. Les autres comprennent les faïences et les poteries tendres les plus communes dont la surface est généralement bariolée de couleurs vives et variées. Elles supportent une cuisson beaucoup moins forte que les premières ; le vernis qui les recouvre et qui doit fondre à une basse température est plombifère. Mais il importe d'établir une distinction entre toutes ces poteries tendres, d'après la manière dont l'oxyde de plomb est appliqué à la surface. Tantôt il est combiné à la silice et forme, en les vitrifiant, un vernis peu ou point attaquable par les acides faibles. Tantôt il est simplement étalé à la surface, sans entrer en combinai-

son avec un autre fondant ou avec la pâte. Celle-ci est simplement recouverte d'une couche d'oxyde de plomb fondu ou d'oxyde mêlé à du suture. Lorsqu'on prépare ou que l'on conserve dans de telles poteries des aliments acides, le vernis est attaqué et l'oxyde de plomb entre en dissolution. De là des accidents qu'il est facile de prévoir et dont l'expérience n'a que trop montré la réalité.

Le Comité comprend l'importance de la distinction que nous venons d'établir. S'il peut paraître convenable de proscrire de l'usage et de ne point laisser entre les mains de populations ignorantes et attirées par le bon marché des poteries recouvertes d'oxyde de plomb non vitrifié et capable d'être dissous par le vinaigre et les autres acides faibles que peuvent renfermer les aliments, ce serait, d'un autre côté, dépasser la mesure d'une juste sévérité que de frapper d'interdiction toutes les poteries vernies au plomb. Car parmi ces dernières il en est dont le vernis peut résister à l'action des acides faibles, grâce à une bonne fabrication. Il suffit de rappeler à cet égard que le cristal, essentiellement formé de silicate de plomb, est inattaquable par les acides dilués. Il paraît donc inutile d'interdire d'une manière absolue l'emploi de l'oxyde de plomb dans la fabrication des faïences communes ; et il est d'ailleurs important de faire remarquer qu'une pareille interdiction jetterait une grande perturbation dans l'industrie et dans les habitudes des populations. Car les faïences dont il s'agit se recommandent par leur bon marché et pourraient être remplacées difficilement par les poteries dures, les grès vernis ou les faïences fines dont le prix est beaucoup plus élevé. En un mot l'administration peut tolérer la fabrication et l'usage des faïences plombifères, pourvu que le vernis qui les recouvre soit vitrifié et inattaquable par les acides faibles. Mais comment distinguer ces faïences plombifères à vernis vitrifié des poteries les plus communes simplement recouvertes d'oxyde de plomb fondu ? L'expérience seule peut prononcer à cet égard. Les premières, lorsqu'elles sont bien fabriquées et qu'elles ne renferment pas un excès d'oxyde de plomb, ne doivent rien céder aux acides faibles, à l'acide acétique, à l'acide nitrique étendu. Ce sont des expériences de cette nature qui devront éclairer l'administration dans l'enquête qui va s'ouvrir. Le soin de faire ces expériences pourra être confié au zèle éclairé des conseils d'hygiène des départements. Les personnes qui en seront chargées indiqueront d'une manière précise la nature des poteries qui auront été soumises à ces épreuves, leur provenance, le lieu de leur fabrication. Elles décriront, s'il y a lieu, les procédés employés dans cette fabrication, et dans le cas où les préparations plombiques seraient employées, la manière dont elles sont appliquées à la surface. On devra s'enquérir en outre si les procédés sont

susceptibles d'être perfectionnés, soit en réduisant la dose d'oxyde de plomb, soit en y mélangeant une matière siliceuse propre à le vitrifier. Enfin on devra indiquer avec soin la nature des épreuves auxquelles les poteries auront été soumises, la concentration des acides, la température et la durée du contact.

Il se présente maintenant la question de savoir dans quelles localités ces expériences devront être entreprises. Il est évident que ce sera principalement dans les départements et les arrondissements qui sont le siège de la fabrication.

L'administration supérieure est en mesure de se procurer facilement des renseignements à cet égard, ceux que la Commission a pu recueillir sont incomplets. Elle sait que la fabrication des poteries est très-active dans le département du Finistère, à Bourzy en Auvergne, dans le département de la Lozère, à Lorient, aux environs de Niort. Il est à sa connaissance que dans cette dernière ville, l'usage des poteries dont le vernis renfermait du cuivre, a donné lieu à des accidents.

Mais il ne suffira point de procéder à cette enquête dans les lieux de production. En effet, le commerce des poteries donne lieu à des importations assez actives et il est indispensable de soumettre à des épreuves les produits importés, principalement ceux de fabrication grossière, qui sont introduits en France par les frontières belge et allemande.

Votre Commission serait donc d'avis que le programme de l'enquête fût adressé à tous les préfets, qui le communiqueraient aux Conseils d'hygiène. Ceux-ci donneraient une réponse positive ou négative concernant la question de production ou de consommation et fourniraient ensuite, s'il y a lieu, les éclaircissements demandés dans le programme. L'administration réunira ainsi une somme d'informations précises qui lui permettront de prendre des mesures propres à concilier à la fois les graves intérêts de la santé publique et ceux de l'industrie. Au besoin elle pourra inviter les comités d'hygiène à lui adresser des échantillons des poteries qui auront été soumises aux épreuves. Elle aura ainsi le moyen de contrôler toutes les assertions, et ce travail de contrôle ne pourrait être exécuté nulle part avec autant de sûreté et de succès qu'à la manufacture impériale de porcelaine de Sèvres.

Les développements qui précèdent permettront à la Commission de résumer en peu de mots le programme des questions à poser aux préfets.

Dans sa pensée ces questions devront être les suivantes :

1° Le département est-il le siège d'une fabrication de poteries ?

Indiquer exactement les lieux de production, l'importance de

la fabrication et les principaux débouchés. Dans le cas où il s'approvisionnerait à l'étranger, indiquer les lieux de provenance.

- 2° Quels sont les procédés de fabrication? Les préparations de plomb ou de cuivre entrent-elles dans la composition des vernis?
- 3° L'oxyde de plomb est-il vitrifié à la surface à l'état de silicate, ou est-il simplement fondu?
- 4° Les poteries sont-elles susceptibles d'être attaquées à froid ou par l'action de la chaleur par les acides faibles, tels que l'acide acétique dilué ou l'acide nitrique étendu, ou par les aliments acides tels que la salade, les conserves au vinaigre, les fruits acides, le lait plus ou moins aigri?
Décrire les expériences, indiquer exactement la nature et la concentration des acides employés et la durée du contact. Pour avoir un point de comparaison uniforme, examiner l'action de l'acide nitrique du commerce étendu de vingt fois son poids d'eau. Indiquer le degré acidimétrique de l'acide employé.
- 5° Les procédés de fabrication seraient-ils susceptibles de perfectionnements? En particulier, pourrait-on, sans modifier considérablement les conditions de la fabrication et le prix de revient des produits, ajouter à l'oxyde de plomb qui doit former le vernis, une certaine quantité de sable, de manière à le vitrifier par une cuisson suffisante?
- 6° L'interdiction d'employer pour les vernis les préparations de plomb seules et sans mélange de sable jetterait-elle une grande perturbation dans l'industrie de la localité?

Pour toutes les questions techniques, les conseils d'hygiène voudront bien se mettre en rapport avec les fabricants.

VI

DENRÉES ALIMENTAIRES ET BOISSONS.

TRANSFORMATION EN SELS GRIS, AU MOYEN D'UN MÉLANGE D'ARGILE,
DES SELS BLANCS PROVENANT DES SALINES DE L'EST.

(*Commissaires : MM. Barbier, Bussy, Mélier, Baumes, rapporteur.*)

Le Comité a été appelé par M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics à examiner, à l'effet de donner son avis, le dossier d'une demande de M. Saint-Paul, administrateur de la compagnie des anciennes salines de l'Est, demande adressée à M. le préfet de police et tendant à obtenir l'autorisation de transformer en sels gris, au moyen d'un mélange d'argile, des sels blancs provenant desdites salines.

Le dossier renvoyé au comité par Son Excellence ne contenait pas la demande même de M. Saint-Paul. Une copie de ce document s'y trouve réunie par suite de la communication officieuse que l'un des membres de votre commission a obtenue à la préfecture de police.

L'autorisation sollicitée par M. Saint-Paul aurait pour objet la fondation, à Paris même, d'une usine où la compagnie des anciennes salines de l'Est transformerait en sels gris, suivant l'usage suivi, dit la demande, les sels blancs qu'elle enverrait provenant exclusivement de ses salines. Comme considérations de nature à être favorablement appréciées, M. Saint-Paul a allégué que la population de Paris et des départements voisins accorde une préférence au sel teinté en gris ; qu'il y a presque impossibilité d'écouler, dans le rayon de la capitale, les sels blancs qui n'ont pas subi la transfor-

mation indiquée; que, d'ailleurs, il existe déjà à Paris deux usines où les sels blancs seraient soumis à des opérations qui auraient pour résultat de leur donner une teinte grise.

Avant de statuer, M. le préfet de police a délégué deux membres du conseil d'hygiène publique et de salubrité de la Seine : MM. Chevallier et Poggiale, à l'effet de visiter les deux usines qui lui étaient signalées, d'y prélever des échantillons des sels soumis aux opérations indiquées, de les analyser et de donner leur avis, tant sur cette sorte de falsification d'une denrée comestible que sur la demande même de M. Saint-Paul.

Après avoir procédé aux vérifications dont ils étaient chargés, M. Chevallier et Poggiale ont rédigé un rapport qui fait connaître :

1° Que dans l'un des établissements signalés, existant rue d'Allemagne, n° 113, quartier de la Villette, et exploité par MM. Daguin et Cie (société du comptoir de l'industrie du sel et des mines de sel et salines de St-Nicolas-Varangéville, Meurthe), on donnerait au sel, suivant les déclarations des exploitants, une couleur moins blanche, en prenant : argile, 500 grammes, eau salée saturée 15 kilogram., que l'on mélèrait l'argile avec l'eau salée et qu'on verserait ce mélange sur 100 kilogram. de sel ; que ce sel imprégné de cette solution saline argileuse serait, à l'aide de la pelle, mêlé de manière à faire du tout un sel homogène dans toutes ses parties et ayant perdu sa belle couleur blanche ; que ce sel serait ensuite égoutté et livré au commerce en substitution des sels gris, des sels des marais salants ;

2° Que dans le second établissement, tenu par M. Postel, rue Ste-Marguerite n° 37, quartier Ste-Marguerite, il n'y aurait pas d'atelier spécial pour donner au sel la couleur grise ; que, suivant la déclaration de l'exploitant, les sels teintés qu'il aurait vendus lui auraient été expédiés de la saline de Montmorot (Jura).

Au rapport de MM. Chevallier et Poggiale sont jointes des observations de MM. Daguin et Cie, dans lesquelles il est exposé qu'en fabriquant des sels gris, soit en mêlant ensemble des quantités déterminées de sel de l'Ouest ou du Midi avec leurs sels blancs, soit en introduisant directement une certaine proportion d'argile dans leurs eaux saturées ou dans le sel produit, ils pensent avoir réalisé un progrès industriel parfaitement licite ; que leurs opérations ont été faites au grand jour, sous les yeux des diverses administrations publiques, qui ne s'en sont jamais émues ; qu'elles ne diffèrent pas de ce qui se pratique dans toutes les salines de l'Est, qui sans exception fabriquent et vendent des sels gris ; que l'entrée des sels étrangers de cette nature est autorisée par les tarifs des douanes, où on

les voit désignés sous le nom de *sels raffinés autres que blancs* ; qu'au surplus, de même que dans l'Ouest on cherche maintenant à produire des sels plus blancs afin de rivaliser avec l'Est, leur but est d'arriver, dans un délai plus ou moins rapproché, à vendre des sels blancs, et que pour l'atteindre, ils diminuent successivement les proportions d'argile qu'ils font entrer dans la fabrication de leurs sels gris.

Dans l'opinion de MM. Chevallier et Poggiale, le sel, tel qu'il est travaillé par MM. Daguin et Cie, ne doit point avoir le temps de se dépouiller de l'eau qu'on y a ajoutée avec l'argile, attendu que le local où l'on opère n'est pas assez vaste pour que la manipulation puisse se faire d'avance sur les masses qui sont journellement livrées au public. Ils n'ont pu déterminer la quantité d'eau retenue par les échantillons qu'ils ont pris et conservés dans des feuilles de papier. Il est en même temps résulté pour eux des analyses auxquelles ils ont procédé : 1° que les quantités d'argile employées pour donner aux sels de l'Est une couleur grisâtre sont peu élevées, 4 à 5 grammes par kilogramme ; 2° que ces additions ne peuvent donner lieu à un produit nuisible à la santé. Mais tout en tenant compte de la protection due à l'industrie, des encouragements qu'appellent ses progrès, ils n'ont pu considérer ni comme un progrès industriel une opération dans laquelle on salit des produits purs pour les substituer à des produits non falsifiés et tels que les fournissent les procédés mis en pratique depuis un temps immémorial, ni comme un travail licite une altération qui a pour but de faire prendre les sels salés des salines de l'Est pour les sels obtenus des marais salants de l'Ouest où, dès le septième siècle de notre ère, la production du sel marin a constitué les moyens d'existence d'un très-grand nombre de familles. L'altération des sels, remarquent MM. Chevallier et Poggiale, est d'ailleurs interdite par les règlements spéciaux de la préfecture de police, lesquels ne défendent pas seulement la vente et le débit comme sel de table et de cuisine, du sel retiré de la fabrication du salpêtre, ou extrait des varechs, ou provenant de diverses opérations chimiques, mais proscrirent aussi la vente du sel altéré par le mélange de ces différents sels artificiels ou de toutes autres substances et l'addition faite frauduleusement à toute denrée, de substances étrangères, quand même ces substances n'auraient rien de nuisible. En conséquence, MM. Chevallier et Poggiale estiment que la demande de M. Saint-Paul doit être rejetée et de plus qu'il doit être interdit à M. Daguin et à tous autres de mêler aux sels blancs de l'Est des matières étrangères.

Ces propositions ont été revêtues de l'approbation du Conseil d'hy-

giène publique et de salubrité de la Seine, à la date du 14 février dernier.

En cet état et attendu que la préparation qu'on pratique sur les sels blancs n'a pas lieu seulement à Paris, mais que toutes les salines de l'Est fabriquent sur place et vendent des sels gris, M. le préfet de police a cru devoir soumettre à l'examen et à la décision de M. le ministre la question que soulève la demande de M. Saint-Paul. De là le renvoi au Comité.

Retenu par de nombreux devoirs, M. le directeur général des douanes s'est empressé de faire parvenir à votre commission l'assurance que la transformation des sels blancs en sels gris, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent au moyen d'une très-faible addition d'argile, est restée exempte de tout inconvénient pour les intérêts dont le soin est confié à l'administration des douanes.

Ce point éclairci, votre commission s'est attachée à vérifier les précédents auxquels on pourrait se reporter dans une matière réellement délicate. Elle rappellera qu'en 1856 et 1857 et par suite d'une correspondance engagée à cette époque entre le département des finances et le département de l'agriculture et du commerce, le Comité a dû approfondir une question de même nature que celle qui se produit aujourd'hui. Il s'agissait alors de sels gris fabriqués dans une saline dont le nom a trouvé place plus haut, Montmorot (Jura), où, pour faire entrer dans la consommation une substance ressemblant au sel marin auquel les populations étaient habituées, s'était introduite depuis peu la coloration en gris des sels raffinés blancs. Ce résultat s'obtenait par l'addition d'une petite quantité d'argile délayée dans l'eau à la dissolution du sel blanc arrivée, dans le cours de l'évaporation, à un certain degré de concentration. Les analyses opérées par notre honorable collègue, M. Bussy, d'échantillons envoyés au Comité furent retracées dans un premier rapport qu'il présenta à la date du 19 janvier 1857. Elles établirent, ainsi que l'avait estimé le Conseil d'hygiène publique du Jura, l'innocuité de la production du sel gris par le procédé employé à Montmorot. Les conclusions proposées par M. Bussy furent admises par le Comité, à la même date et en ces termes : « Il n'y a pas lieu, au point de vue de la salubrité, de mettre obstacle à la fabrication et à la vente du sel gris de Montmorot, conforme à l'échantillon qui a été remis au Comité. »

Au point de vue d'une falsification quelconque, le Comité eut presque aussitôt à s'occuper d'un examen subsidiaire. Il fut d'abord confié à M. Bussy.

Après quelques développements relatifs aux prix marchands des sels blanc et gris de Montmorot, que l'on disait moins élevés

que les prix du sel marin, M. Bussy indiquait que ce n'était point à l'administration à fixer la dénomination sous laquelle devait être vendu le sel gris de Montmorot. « Toutefois, ajoutait notre honorable collègue, nous pensons que pour rester dans les limites d'une scrupuleuse probité, le nom qu'on donnera à ce produit ne doit pas impliquer, même indirectement, que c'est un sel de mer. »

Le Comité s'associa à ces considérations. Dans un second avis, sous la date du 20 avril 1857, il s'exprima ainsi : « La fabrication du sel gris de Montmorot ne constitue pas une falsification ; il n'y a pas lieu de s'opposer à la libre circulation et à la vente de ce produit, à la condition qu'il sera vendu sous le nom de sels gris de Montmorot ou toute autre dénomination qui le distinguera du sel de mer. »

Les vues émises par le Comité dans ses deux avis obtinrent l'assentiment de M. le ministre. M. le préfet du Jura, rendant compte dans une dépêche du 24 juin 1857 de l'exécution donnée aux instructions qu'il avait reçues de Son Excellence, assura que le *sel gris de Montmorot* avait toujours été vendu sous cette dénomination ; qu'il continuait d'être ainsi qualifié, et que d'ailleurs les sacs de sel sortant de cet établissement portaient le plomb de la saline, avec l'inscription de *Montmorot*.

Le Comité ne désapprouvera pas que son attention ait été ramenée sur ces circonstances. Votre commission les a rapprochées des constatations dues à MM. Chevallier et Poggiale. Sans aucun doute il y a parité dans les procédés de coloration en gris des sels teintés à Montmorot et des sels de l'Est examinés à Paris par ces savants chimistes. Doit-on, conformément aux avis du Comité en 1857, laisser circuler et vendre librement les sels gris de l'Est ? Faudrait-il, au contraire, attacher aujourd'hui, avec le Conseil d'hygiène publique de la Seine, le caractère d'une falsification à la transformation des sels blancs de l'Est en sels gris.

Si l'addition aux sels blancs de l'Est d'une très-faible quantité d'argile telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent (4 à 5 grammes par kilogramme), devait amener une altération quelconque dans les qualités essentielles de la denrée, influencer d'une manière appréciable sur ses effets dans l'alimentation, votre commission n'hésiterait pas à proposer de résoudre par l'affirmative la seconde de ces questions. Mais l'innocuité d'un tel procédé est constante ; par la coloration en gris il n'y a point une de ces mixtures, de ces additions frauduleuses sagement réprouvées par les règlements de police, il y a simplement une imitation que peuvent tendre à favoriser les principes de la liberté de l'industrie et du commerce. Ne le dissimulons

pas cependant. Quelque inoffensive qu'elle soit en ce qui touche les consommateurs, la transformation en sels gris des sels blancs de l'Est peut créer une concurrence dommageable à la production des sels marins dans l'Ouest; à la longue elle pourrait compromettre sur le littoral de la Saintonge, du Poitou, de la Bretagne beaucoup d'intérêts privés, et des conditions essentielles de salubrité publique. Qu'il soit permis de signaler en passant ces difficultés éventuelles.

La pensée de la falsification étant écartée, on est conduit à se demander s'il y a lieu de pourvoir à des autorisations telles que celle que sollicite M. Saint-Paul à Montmorot, et nécessairement aussi dans les autres salines de l'Est, la coloration en gris des sels blancs fait partie des travaux suivis dans les usines destinées à l'élaboration du sel gemme ou au traitement des eaux salées; ces établissements sont soumis par une législation et des règlements spéciaux, d'abord à des conditions déterminées d'autorisation et d'exploitation (loi du 17 juin 1840. — Règlement d'administration publique du 7 mars 1841), puis en ce qui concerne l'expédition des produits, à des formalités également précises, uniformité de poids des sacs, plombage, acquits à caution, etc. (Voir le décret du 26 janvier 1853.) L'autorité est avertie, armée et peut veiller constamment. La situation serait-elle la même sur les points éloignés des salines, à Paris ou partout ailleurs? Dans l'état actuel, les raffineries de sel sont les seuls ateliers rangés explicitement parmi les établissements insalubres ou incommodes; l'ordonnance royale réglementaire du 14 janvier 1815 les a placés dans la troisième classe. Il serait à propos, ce semble, d'examiner si des opérations telles que la transformation en sels gris des sels blancs peuvent être suivies ailleurs que dans les salines mêmes, et en ce cas quelles seraient les conditions que devraient observer les industriels qui s'y livreraient. Mais le Comité jugera sans doute que l'initiative d'une étude de cette nature et des propositions qui en sortiraient ne saurait lui appartenir, dès maintenant surtout.

Dans le cas où aucunes règles nouvelles ne seraient instituées sur ce point, il serait difficile de ne pas reconnaître que les ateliers du genre de celui qui est déjà exploité à Paris par MM. Daguin et Cie et de celui qui est projeté par M. Saint-Paul, n'ont légalement rien qui les distingue, quant à présent, des industries qui peuvent être librement exercées sans autorisation préalable, à la charge de se conformer aux règlements, soit de police, soit de l'impôt, d'où il suivrait qu'il n'y aurait point à exiger des exploitants l'adoption d'une dénomination obligatoire de leurs produits, tous droits et actions de-

meurant réservés par la nature même des choses aux intérêts qui pourraient se croire lésés.

Votre commission, messieurs, a l'honneur de proposer au Comité de donner son adhésion à ces dernières observations, et en les soumettant à M. le ministre, d'émettre l'avis que la transformation en sels gris des sels blancs provenant des salines de l'Est, au moyen de l'addition d'une très-faible quantité d'argile (4 à 5 grammes par kilogramme), n'a point le caractère d'une falsification et n'offre rien de contraire aux intérêts de la santé publique.

TRANSFORMATION DES SELS BLANCS DE L'EST EN SELS GRIS AU MOYEN
D'UN MÉLANGE D'ARGILE.

Rapport supplémentaire, au nom d'une Commission composée de MM. Barbier,
Bussy, Mélier, Thirria, Baumes, *rapporteur*.

Messieurs,

Aidée, ainsi qu'elle en avait exprimé le désir, du concours de notre honorable collègue, M. Thirria, votre commission s'est attachée à constater avec exactitude les appréciations que son premier travail a rencontrées au sein du Comité.

Trois points ont paru intéresser principalement la sollicitude du Comité :

1^o Influence, relativement aux intérêts de la santé publique, de l'addition d'une très-faible quantité d'argile aux sels blancs de l'Est de manière à les transformer en sels gris ;

2^o Caractère réel à reconnaître dans tout mélange de cette nature ;

3^o Conditions d'existence des établissements destinés à la transformation des sels blancs de l'Est en sels gris : demande de M. Saint-Paul.

Sur le premier point, le Comité s'est montré disposé à admettre, comme dans ses avis de 1857, l'innocuité d'une addition de la nature spécifiée ci-dessus, si toutefois, ainsi qu'on procédait à cette époque dans la saline de Montmorot (Jura), la proportion d'argile introduite dans la masse de sel blanc de l'Est n'excède pas 4 à 5 millièmes (4 à 5 grammes par kilogramme). Dans la pensée du Comité, la tolérance d'un tel mélange serait exceptionnelle ; elle ne pourrait s'étendre à des préparations différentes, aux cas notamment où la proportion de l'argile dépasserait un maximum de 4 à 5 millièmes, où l'argile ayant une nuance différente, un moindre

degré de coloration, la masse de sel pourrait, sans modification sensible dans le poids, recevoir une proportion plus forte d'argile et demeurer exposée à une altération ou diminution réelle de qualité.

Sur le second point, le Comité, tout en tenant compte de l'innocuité du mélange, a jugé qu'il serait impossible de méconnaître le fait d'une falsification, d'une altération toujours regrettable. Ses appréciations actuelles sont donc plus rigoureuses que celles auxquelles il s'était déterminé en 1857. N'est-il point permis de penser qu'à cette époque il fut touché de cette considération, que la préparation du sel teinté en gris à Montmorot pouvait être rangée au nombre des modes d'élaboration du sel dans la saline même, établissement assujéti à des conditions spéciales d'autorisation d'exploitation, d'expédition de ses produits? Aujourd'hui il s'agit d'applications industrielles à pratiquer à Paris ou sur tout autre point éloigné du lieu de production du sel, dans des ateliers libres et à l'égard desquels, quant à leur création et à leurs opérations, les règlements en vigueur n'indiquent aucune condition de surveillance spéciale. Il peut conséquemment n'y avoir pas opposition absolue entre les appréciations actuelles du Comité et ses anciennes impressions. Une conciliation entre les unes et les autres serait d'autant plus admissible si le Comité croit devoir qualifier seulement d'altération le procédé de coloration des sels blancs en gris par une très-faible addition d'argile (4 à 5 grammes par kilogramme), la répression de tout mélange dans des proportions supérieures d'argile demeurant d'ailleurs expressément réservée, comme emportant un caractère de falsification.

Enfin, sur le troisième point, le Comité a paru penser que la transformation des sels blancs de l'Est en sels gris, telle qu'elle serait déjà pratiquée par MM. Daguin et Cie et que semblerait disposé à la pratiquer M. Saint-Paul, est un fait industriel qui ne saurait donner lieu à une autorisation de l'administration, comme en matière d'établissements insalubres ou incommodes; que les ateliers destinés à une transformation de ce genre ne pourraient être formés et exploités qu'aux risques et périls de l'industrie privée, tous droits et actions contraires ne cessant pas d'appartenir, par la nature même des choses, aux industries préexistantes qui se croiraient lésées par l'effet d'une concurrence peu loyale.

Les appréciations du Comité étant ainsi résumées, votre commission, en se référant aux développements contenus dans son premier rapport, a l'honneur de proposer qu'il soit répondu à M. le ministre :

Que l'addition d'une très-faible proportion d'argile (4 à 5 gram-

mes par kilogramme) aux sels blancs de l'Est pour les transformer en sels gris ayant l'apparence des sels marins de l'Ouest, n'a rien de nuisible aux intérêts de la santé publique ;

Que toutefois un mélange de cette nature, qui peut induire en erreur sur l'origine du produit fabriqué, constitue un fait regrettable ;

Qu'il n'y a pas lieu par l'administration de donner des autorisations en pareille matière, et que dans tous les cas les droits des tiers demeurent formellement réservés par la nature même des choses.

LA MALADIE DITE TRICHINE OU DES TRICHINES CHEZ L'HOMME. —

MOYENS A PRENDRE POUR Y REMÉDIER.

Rapport sur une instruction publiée en Saxe, par M. Baumes.

M. le ministre des affaires étrangères a reçu de la légation de France à Dresde, et a transmis, à la date du 10 octobre 1864, à M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en a fait envoi au Comité, une instruction publiée, dans le cours de cette année même, par les soins du ministère de l'intérieur de Saxe, touchant la maladie dite *trichine* ou des *trichines* (*Trichinen-Krankheit*), chez l'homme et les moyens d'y remédier ¹.

Dans la séance où la communication fut adressée au Comité, M. le président fit remarquer que bien que la maladie dite *trichine* fût à peu près inconnue en France, elle avait été, il y a quelques années, de la part de M. le docteur Davaine, l'objet d'un travail très-digne d'attention inséré dans l'ouvrage de cet honorable médecin ². En me confiant le soin de présenter au Comité une analyse sommaire de l'instruction publiée à Dresde, M. le président voulut bien m'engager à consulter l'ouvrage de M. Davaine; il le mit à ma disposition. Ainsi conduit à une sorte d'étude comparée, que je n'ai dû entreprendre qu'avec une extrême défiance de moi-même, j'ose solliciter, pour ce qui va suivre, la bienveillante indulgence du Comité.

1. Cette instruction, en langue allemande, forme 22 pages in-8° d'impression, suivies d'une planche lithographiée où sont réunies, sous les numéros 1 à 10, les figures et conditions d'existence des trichines observées dans le corps humain. (Dresde, 1864. Meinhold et fils, imprimeurs de la Cour.)

2. *Traité des entozoaires et des maladies vermineuses de l'homme et des animaux domestiques*. (Paris, Baillière et fils, 1859, in-8°. — Voir pages 672 à 682.)

Découvertes pour la première fois avec certitude, de 1832 à 1834 dans le système musculaire du corps humain par deux anatomistes anglais, J. Hilton et Owen, recevant presque aussitôt, du second de ces observateurs, le nom de *trichina spiralis*, bientôt universellement adopté, les trichines sont demeurées, dès lors, l'objet de recherches non interrompues. Ces investigations, s'étendant de l'Angleterre et de l'Écosse à l'Allemagne, au Danemark, à la France, aux États-Unis, ont toutes concouru à établir que le cœur excepté, il n'est pas de point du système musculaire où ne se soit révélée la présence de trichine, et quelquefois en nombre extraordinaire. Les résultats acquis jusqu'à M. Davaine ont été résumés par lui, dans son ouvrage. Il en termine ainsi le remarquable exposé :

« Les premiers cas observés par M. Owen, l'avaient porté à croire que les trichines, malgré leur petitesse, doivent occasionner quelque faiblesse, soit dans les muscles envahis, soit dans l'économie tout entière; d'une part, en effet, leur nombre immense paraissait demander une certaine dépense de nourriture, et d'une autre, ces vers avaient été rencontrés d'abord chez des individus morts de maladies chroniques et dans le marasme; mais les faits vinrent bientôt contredire ces vues en montrant des trichines en grand nombre chez des sujets qui avaient succombé dans le meilleur état de santé, à la suite de quelque accident. »

Après une brève mention de cette première période des observations, l'instruction saxonne s'attache aux faits relevés à partir de 1860. Le docteur Zenker, qui occupait alors une chaire à Dresde, aurait signalé avant tous autres, la réalité d'une maladie grave, parfois même mortelle, due aux trichines. Objet, au début, de doutes qui allaient jusqu'à la moquerie, la justesse de cette opinion aurait été mise en pleine lumière par des épidémies qui auraient éclaté sur divers points de la Saxe Royale, de la province prussienne de Saxe, de la Thuringe (Planen aux portes de Dresde, Planen dans le Voigtland, Kalloe sur la Saale, Bury, Gattstädt, Eisleben, etc.). Dans la petite ville de Gattstädt, sur une population dépassant de peu 4 000 âmes, on a compté 150 malades de la trichine; l'usage de la viande de porc, ou soumise crue à certaines préparations, ou traitée même cuite de diverses manières, a été repoussé par beaucoup de personnes, qu'aurait suffi à préoccuper la crainte des cysticerques considérés comme le principe du ténia chez l'homme. De là un dommage redouté pour plusieurs industries, une polémique ardente dans la presse, dont une partie embrassait leur défense. L'autorité publique, par l'effet d'une sollicitude attentive, a jugé le moment venu d'offrir aux populations des notions saines, claires, dégagées de toutes vues particulières. L'instruction que le Comité a aujour-

d'hui sous les yeux a été élaborée, approuvée, publiée. Il y est déclaré, avant tout, que l'influence fâcheuse que les trichines peuvent exercer sur la santé de l'homme n'est point une chose nouvelle; précédemment ses manifestations étaient prises pour des affections rhumatismales, gastriques, typhiques, pour des cas d'empoisonnement tels qu'en peut produire une viande de porc malsaine. « La science, dit l'instruction, est parvenue à reconnaître la nature et la cause de la maladie. Il n'y a de nouveau que cette connaissance acquise; le fond des choses ne l'est point. »

Des détails d'un réel intérêt suivent : L'existence, les divers états successifs des trichines, d'abord dans l'espèce porcine, où, sans acception de races, sur plusieurs centaines, même sur plusieurs milliers de sujets, il est cependant possible qu'il s'en trouve à peine un infecté de trichine; le passage des trichines du porc dans le corps de l'homme, là leur existence se partageant en deux périodes, la première dangereuse : séjour dans l'intestin durant trois ou quatre semaines, la seconde inoffensive : migration dans le système musculaire, où elles arrivent à une sorte d'*encellulement* dans une capsule de nature calcaire; la distinction des sexes maintenant constatée, les mâles ne formant guère qu'un dixième de la masse, les femelles formant les neuf autres dixièmes; la rapide et prodigieuse propagation de ces vers microscopiques; par suite, le nombre presque incalculable de trichines qui peuvent se loger dans le système musculaire (50 mille, 100 mille et plus, dans une demi-once de chair), et par une conséquence facile à déduire, la possibilité de maladies, qu'il ne faudrait point toutefois se figurer comme devant être fréquentes : tels sont les points très-curieux, très-dignes d'étude, auxquels touche successivement l'instruction saxonne. Je ne saurais me permettre d'aller au delà d'une simple indication.

Peut-être ai-je même trop perdu de vue les questions et les règles d'hygiène auxquelles le Comité doit principalement accorder son attention. Les dernières pages de l'instruction leur sont consacrées. Pourquoi la maladie des trichines n'a-t-elle sévi jusqu'à présent que dans le centre et vers le nord de l'Allemagne? La viande de porc, dit l'instruction, y entre, il est vrai, dans l'alimentation, mais en bien moindre abondance et sous des formes moins variées; on l'y soumet, presque sans exception, à la cuisson; dans l'Allemagne centrale, au contraire, la viande de porc, objet de préparations très-multipliées (jambons, filets, saucissons, cervelas, boudins, saucisses de diverses sortes, etc.), tantôt se consomme crue, étant seulement salée ou fumée, tantôt ne subit qu'une cuisson accélérée et insuffisante. Les trichines qu'elle recèle entrent vivantes dans le corps de l'homme, s'y développent, et de là les nombreuses chances

d'accidents qui compromettent la santé. Ce qui importe, c'est que toute vitalité soit préalablement détruite dans les trichines. Il a été expérimenté à l'école vétérinaire de Dresde qu'une chaleur de 58 à 60 degrés Réaumur les fait très-sûrement périr; à 52 ou 54 degrés, elles sont tellement affaiblies qu'elles meurent promptement et qu'il ne reste en elles aucune faculté de se développer; une chaleur de 50 degrés les laisse pleinement vivaces. Ne faire usage de la viande de porc que cuite, sous quelque forme qu'elle puisse être préparée, diriger la cuisson de manière qu'à l'intérieur et dans toutes les parties de l'objet préparé, et non pas seulement à la surface ou près de la surface, l'action d'une chaleur de 58 ou 60 degrés soit certainement acquise, telles sont les recommandations expresses de l'instruction saxonne. Elle y joint l'avis de se défier des annonces de tout moyen, de toute composition propre à garantir l'innocuité des viandes où peuvent se trouver des trichines. Aucune découverte de moyens préservatifs ou curatifs de ce genre, assure-t-elle, n'a encore été obtenue.

Il y aurait, si je ne me trompe, utilité, d'abord à communiquer l'instruction dont le Comité connaît maintenant la substance, à la Direction de l'Agriculture, puis à la transmettre à l'Académie de médecine.

J'ai l'honneur de soumettre au Comité cette double proposition.

PUTRÉFACTION DES VIANDES DE PORCS SALÉES.

Commissaires : MM. Bussy, Tardieu, Wurtz et H. Bouley, rapporteur.

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, a renvoyé à l'examen du Conseil d'hygiène publique un rapport présenté au conseil d'hygiène publique et de salubrité du département des Hautes-Pyrénées, sur la question de la *putréfaction des salaisons de viandes de porcs*.

Ce rapport avait été sollicité par M. le préfet de ce département, en raison d'un fait d'une nature très-alarmanante qui venait de se produire dans tous les cantons des trois arrondissements des Hautes-Pyrénées.

Les viandes de porc, malgré les salaisons auxquelles elles avaient été soumises, étaient envahies par la putréfaction, et ainsi se trouvaient compromises les ressources alimentaires des populations pauvres de ce département.

Le Conseil de salubrité des Hautes-Pyrénées avait été chargé par M. le préfet de rechercher les causes de cet événement qui pouvait devenir un désastre, et d'indiquer les mesures à prendre pour prévenir son retour.

Le Conseil de salubrité crut devoir attribuer la putréfaction des viandes salées :

1° A la température exceptionnellement chaude et humide des mois de janvier et de février, de l'année 1866, mois pendant lesquels se font les salaisons en plus grand nombre ;

2° A l'insuffisance du sel employé pour cet usage ;

3° A la qualité inférieure de ce sel trop saturé d'humidité ;

Et partant de ces faits, le Conseil proposait, pour prévenir la putréfaction des viandes salées qui sont, dans le département, la ressource de tant de familles :

1° De tenir compte de la température régnante au moment de la salaison, et de différer d'autant moins de soumettre les viandes à une première opération, que cette température sera plus élevée ;

2° De plonger les viandes dans la saumure pendant 24 ou 36 heures, les laisser bien égoutter, puis, les saler une fois, deux fois et au besoin trois, suivant l'état de la température ;

3° De désosser le jambon de manière à pouvoir saler l'intérieur.

4° De ne jamais laisser séjourner les viandes salées dans un lieu humide ;

5° D'exposer au soleil ou, mieux, de passer au four le sel trop humide dont on se propose de faire usage pour les salaisons.

Le rapport, dont les conclusions viennent d'être reproduites, ayant été soumis à l'appréciation du Comité consultatif d'hygiène publique, dans sa séance du 19 novembre 1866, le Comité a été d'avis de l'approuver, et il a pensé que les mesures qu'il proposait pourraient être étendues aux départements autres que celui des Hautes-Pyrénées, où les mêmes faits se sont produits, notamment aux départements des Landes et des Basses-Pyrénées.

Ces conclusions, approuvées par M. le ministre, ont été transmises par son ordre à MM. les préfets des départements ci-dessus désignés. (Lettres du ministre en date du 4 décembre 1866.)

Au moment où ces conclusions du Comité consultatif d'hygiène publique étaient soumises à M. le ministre, M. Raulet, vétérinaire au 4^e chasseurs, en garnison à Provins, adressait à Son Excellence, en réponse à une demande qui lui en avait été faite, des renseignements sur les procédés qu'il employait pour la salaison et la conservation des viandes de porc.

C'est ce dernier document renvoyé par vous à une commission composée de MM. Wurtz, Bussy, Tardieu et Bouley qui va faire l'objet du présent rapport.

Dans la note qu'il adresse à M. le Ministre, M. Raulet rappelle que l'altération putride éprouvée par les viandes de porc salées, avait été confondue avec la trichinose dont, à ce moment, tous les journaux faisaient grand bruit. Cette confusion a été cause que le dommage déterminé par la putréfaction, s'est élevé à de plus grandes proportions que cela n'aurait eu lieu dans les circonstances ordinaires, parce que la terreur inspirée par les trichines a fait rejeter de la consommation des viandes qui n'avaient encore éprouvé qu'un commencement d'altération et qui pouvaient être, en partie, utilisées.

M. Raulet démontre dans son travail que cette crainte était sans fondement; puis, arrivant à la question d'étiologie de la décomposition putride dont étaient atteintes les viandes salées, il rappelle que les hommes compétents, consultés dans le midi, ont cru devoir attribuer ce phénomène à trois causes principales, savoir : la mauvaise qualité de sel employé pour la préparation des viandes; la précocité des races de porcs d'où ces viandes provenaient; enfin l'élévation de la température à l'époque des salaisons.

M. Raulet doute que la première de ces causes invoquées, puisse avoir eu sa part d'influence. Suivant lui, ce sont les sels les plus amers qui sont les meilleurs; or, dit-il, comme le sel marin ne doit principalement son amertume qu'aux substances étrangères qu'il renferme, au chlorure de magnésium notamment, il s'en suivrait que ce sont les sels marins les moins purs, qui possèderaient au plus haut degré, la propriété de conserver les viandes.

La question de la qualité du sel peut donc, suivant lui, avoir son importance au point de vue de la perfection de la salaison; mais il lui paraît difficile que cette qualité puisse être invoquée comme cause des phénomènes putrides observés sur les viandes dans les départements du Midi, attendu que les sels dont on a fait usage l'an dernier, étaient absolument les mêmes que ceux que l'on avait employés dans les campagnes précédentes.

Quant à la précocité des races, à la quelle aussi on a voulu faire jouer un rôle important, sous prétexte que les viandes provenant d'animaux abattus dans un plus jeune âge, serait de plus difficile conservation, par le sel, que les viandes d'animaux adultes, M. Raulet fait observer qu'il n'a nullement été démontré que ce fussent les jambons provenant des animaux améliorés qui avaient été fournis par les sujets des vieilles races, restées pures de tout mélange.

On peut ajouter à cet argument très-juste de M. Raulet que ce

n'est pas d'hier que les races précoces ont été introduites dans le Midi, tandis que les phénomènes putrides qui font l'objet de notre étude actuelle constituent un accident particulier à l'année 1866. Si la précocité des animaux en était la cause, on aurait dû le voir se produire depuis plus longtemps et se répéter chaque année.

La température chaude et humide des mois pendant lesquels la salaison a été opérée est une circonstance dont l'effet ne saurait être niée et à laquelle M. Raulet attribue une large part d'action, mais il pense qu'il eût été facile de se garantir de son influence pernicieuse. La note communiquée par M. Raulet à M. le Ministre, a justement pour but de faire connaître les moyens à l'aide desquels, suivant lui, ce résultat aurait pu être obtenu.

Suivant M. Raulet, dans tous les jambons gâtés de la saison dernière, on a pu remarquer que la putréfaction marchait toujours de l'intérieur vers l'extérieur. Il était facile de se convaincre par la différence d'aspect de la viande que la plus corrompue était celle qui entourait les os, d'où M. Raulet conclut que les os avaient dû primitivement être atteints et communiquer leur pourriture, de proche en proche, aux parties qui les avoisinent.

Partant de l'observation de ce fait, M. Raulet a été conduit à essayer, si, en désossant les jambons, on ne parviendrait pas à les soustraire complètement à l'influence putride des agents extérieurs. Des expériences nombreuses, entreprises par lui depuis six ans, lui ayant donné les meilleurs résultats, il engagea l'année dernière plusieurs personnes à essayer son procédé et, dans quatre maisons, où ses conseils ont été suivis, la réussite a été complète. Dans une de ces maisons, un jambon a été préparé avec l'os et l'autre a été désossé. Le premier s'est putréfié et on a dû le faire enfouir en entier; le second est resté exempt de toute corruption et on l'a trouvé excellent. Ces deux jambons provenant du même animal et ayant été préparés le même jour, dans le même local, avec le même sel par la même personne, M. Raulet invoque ce fait, quoique unique, comme des plus probants en faveur de la justesse de sa manière de voir.

Suit, dans la note de M. Raulet, la description de ce que l'on peut appeler le *procédé opératoire du désossement*.

Quand le désossement est pratiqué, on doit presser le jambon entre les mains, pour faire disparaître le vide produit par l'enlèvement des os; puis il faut le ficeler, dans tous les sens, de manière à en faire une bûle aussi compacte que possible. Cela fait, on le laisse un mois dans le saloir; après quoi, on le retire pour le sécher en l'exposant sous une cheminée ou à l'air libre.

M. Raulet se demande, en terminant, ce que l'on peut reprocher

à cette méthode dont, dit-il, l'exécution est facile, la réussite assurée et le prix pas plus élevé que celui qu'exigent les procédés ordinaires.

Telle est, Messieurs, la note dont nous avons à vous rendre compte. Voici maintenant l'appréciation que nous croyons devoir en faire.

Sans admettre la théorie formulée par M. Raulet sur le mode de progression de la putréfaction de l'os vers les viandes qui l'entourent, on peut parfaitement comprendre qu'une pièce de viande désossée soit plus *susceptible* de se conserver par la salaison qu'une pièce dont le squelette est conservé, surtout si l'on a recours à la composition périphérique qui représente le ficelage conseillé par M. Raulet comme moyen complémentaire.

Au point de vue de la conservation des viandes soumises à la salaison, le désossement préalable peut donc être considéré comme une bonne pratique.

Le Conseil d'hygiène et de salubrité des Hautes-Pyrénées partage, du reste, cet avis, puisque lui-même en a conseillé l'application dans le rapport dont nous avons rappelé la substance plus haut.

Mais si cette pratique est bonne au point de vue du résultat définitif qu'on se propose d'atteindre par son emploi, en est-il de même si on la considère au point de vue *industriel* ou autrement dit du commerce, dont les viandes salées de porc sont l'objet ?

S'il peut être indifférent à celui qui sale des viandes de porc pour l'usage de sa famille que ces viandes aient perdu par le désossement la forme et l'aspect *traditionnels* qu'on leur connaît, il n'en est plus ainsi quand il s'agit de préparer ces viandes pour être livrées au commerce. Dans ce cas, la question de forme a une importance qui n'est pas secondaire, et nous croyons qu'à cet égard il y a des habitudes acquises avec lesquelles on ne romprait pas sans s'exposer à voir sa marchandise subir une grande dépréciation et peut-être ne pas trouver d'acheteur.

Or quand un porc est tué dans un ménage de nos provinces méridionales, il n'est pas réservé, d'ordinaire, tout entier à l'usage de la famille. Les morceaux de choix, comme les jambons, sont destinés à être vendus et c'est toutes les parties d'une moins grande valeur vénale que la famille conserve pour sa propre consommation.

Sans insister sur ce point, plus qu'il n'est nécessaire ici, on peut juger par ce simple exposé que le procédé de M. Raulet, si bon qu'il puisse être intrinsèquement, n'est pas ceux sur la généralisation desquels on puisse compter parce qu'il se heurte à des habitudes locales qui ne se désapprennent d'ordinaire qu'avec beaucoup de temps

et qu'après de longues lutttes. Mais est-il nécessaire de recourir à un moyen aussi radical que celui que recommande M. Raulet pour la conservation des viandes salées ?

Ce qui s'est passé en 1866 dans quelques-uns de nos départements du Midi n'est qu'un accident tout exceptionnel, dépendant d'influences de température tout exceptionnelles elles-mêmes, et qui n'est pas destiné à se reproduire, d'une manière fréquente tout au moins.

Il n'y a pas lieu, ce nous semble, de faire préconiser par la voie administrative un procédé exceptionnel de préparation des viandes destinées à la salaison.

A cet égard, le rapport du Conseil d'hygiène et de salubrité du département des Hautes-Pyrénées nous paraît avoir formulé les prescriptions principales que réclamaient les circonstances : prescriptions parmi lesquelles le *désoisement* a trouvé sa place.

Nous ferons seulement une observation en terminant, c'est que le *fumage* ou *boucanage* des viandes salées n'aurait pas dû être oublié dans la liste des moyens de préservation contre la pourriture.

Il nous semble que si le phénomène qui s'est produit l'année dernière tendait à se répéter cette année par le retour des mêmes influences, il y aurait lieu d'insister, dans les instructions à transmettre aux localités intéressées, sur ce mode si actif de préservation et de conservation, dont nous sommes étonnés de ne pas trouver trace dans le rapport du Conseil des Hautes-Pyrénées.

Nous croyons, messieurs, devoir terminer ce rapport en vous proposant de faire adresser à M. Raulet au nom de M. le Ministre, une lettre de remerciements pour les renseignements intéressants qu'il a transmis à l'administration sur le procédé, adopté par lui, de conservation des viandes salées. Le zèle dont M. Raulet a fait preuve pour éclairer une grave question d'intérêt public lui mérite des éloges.

FALSIFICATION DES DROGUES ET DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES EN ANGLETERRE.

Rapport par M. Laffon-Ladébat. (Décembre 1855.)

J'ai été chargé de rendre compte au Comité d'un document transmis au ministère par le département des affaires étrangères et qui est intitulé, en anglais : *Premier rapport du Comité de la Chambre des communes touchant les falsifications des aliments*, et accompagné des procès-verbaux des séances.

Un second rapport du même comité nous a été envoyé depuis

avec une lettre de M. Herbert, consul général de France en Angleterre.

Ni l'un ni l'autre de ces documents ne renferment, malgré leur titre, les rapports du Comité dont ils émanent : M. Herbert nous apprend, et on voit par une décision imprimée en tête du second recueil, qu'après avoir entendu, selon la méthode des enquêtes anglaises, un assez grand nombre de témoignages, le Comité ne s'est pas trouvé assez éclairé pour conclure ; il s'est borné à faire imprimer et publier les procès-verbaux de ses séances, en demandant à la Chambre que la continuation de l'enquête fut renvoyée à la prochaine session.

Quoique notre consul général, dans une lettre qui vous a été lue, ait fait connaître avec sa netteté accoutumée les principaux résultats de l'enquête ainsi interrompue, je crois qu'il ne sera pas inutile de mettre sous les yeux du Comité des détails un peu plus étendus sur le contenu des documents publiés ; car il s'agit là d'un sujet qui nous préoccupe nous-mêmes, et la manière dont il est considéré dans un pays si éclairé et avec lequel nous avons des relations si intimes ne peut assurément nous être indifférente.

L'attention publique avait été fortement appelée, depuis quelque temps en Angleterre, sur les falsifications que l'on avait reconnues dans les substances alimentaires les plus répandues, dans les drogues les plus employées et les plus nécessaires à la pratique de la médecine : une association à la tête de laquelle était le docteur Hassal, directeur du journal de médecine anglais *the Lancet*, avait pris à tâche de rechercher et de faire connaître, dans ce journal, tous les moyens employés par les falsificateurs pour tromper l'acheteur sur la nature et sur la qualité de la marchandise. Des ouvrages importants, notamment celui du docteur Hassall lui-même, ont été publiés sur ce sujet. Le public s'est ému des révélations qui lui étaient faites, et, sur la proposition d'un de ses membres, la Chambre des communes a ordonné, dans sa dernière session, qu'une commission spéciale serait chargée de faire une enquête sur tout ce qui se rapporte à la falsification des aliments, des boissons et des drogues : ce sont les procès-verbaux de cette enquête qui sont consignés dans les deux documents que j'ai maintenant à analyser.

Dix-sept personnes ont été appelées devant le Comité délégué par la Chambre des communes pour déposer des faits qui étaient à leur connaissance, concernant les falsifications, ou pour faire connaître leur opinion sur les moyens les plus propres à prévenir et à réprimer ce genre d'abus. Les procès-verbaux des interrogatoires ne remplissent pas moins de 238 pages in-folio, où les questions et les réponses se succèdent sans aucun ordre apparent. Obligé de me restreindre

beaucoup, je choisirai les renseignements qui m'ont paru de nature à intéresser plus particulièrement le Comité et l'administration, et je les rapporterai à trois chefs :

1° L'indication des substances qui sont le plus généralement falsifiées, celle des substances qui servent à la falsification et les moyens qu'on peut employer pour découvrir la fraude ; 2° la question de la falsification des aliments et des drogues en général, considérée aux différents points de vue des intérêts de la santé, du commerce et du fisc ; 3° les mesures proposées ou recommandées pour opposer une digue à ce torrent de fraudes qui portent incessamment atteinte à la moralité publique, à la bourse et à la santé des consommateurs.

Si on voulait énumérer toutes les substances alimentaires, toutes les drogues qui sont en Angleterre l'objet de falsifications, on remplirait des pages entières, et cette nomenclature nous apprendrait peu de chose. Il suffira de nommer, d'après le docteur Hassall et quelques autres médecins ou chimistes entendus dans l'enquête, parmi les substances alimentaires, la farine, l'arrowroot, le pain, le lait, le beurre, le lard, le sucre, le café, le thé, le cacao.

Parmi les condiments, le vinaigre, la muscade, le piment, les clous de girofle, les poissons marinés, tels que les anchois, les sauces ou conserves dont l'usage est si fréquent en Angleterre, ajoutons ici le sucre coloré pour les bonbons ;

Parmi les boissons, la bière, le rhum, le gin ;

Parmi les drogues médicinales, l'opium, la scammonée et en général, toutes les drogues exotiques, sans parler de celles qui sont préparées pour les besoins de la pharmacie, dans les fabriques de produits chimiques ;

Parmi les substances qui ne sont ni des aliments ni des drogues médicinales, mais qui ont une action sur l'économie, nous citerons encore, comme souvent falsifiées, le tabac à priser et les cigares.

La farine, le pain contiennent presque toujours en Angleterre une certaine proportion d'alun : d'après le témoignage du docteur Normandy, la quantité moyenne d'alun qu'on a trouvée dans le pain à Londres est de un grain sur mille : mais quelquefois, la quantité est beaucoup plus forte, et est telle qu'elle peut avoir des effets réellement nuisibles à la santé. L'alun est employé pour rendre le pain plus blanc et pour empêcher la moisissure ; l'emploi du sulfate de cuivre pour le même objet n'est pas inconnu en Angleterre : mais M. Normandy dit que l'usage de ce dernier sel est beaucoup plus répandu en France, et qu'il serait général sans la surveillance sévère que la police exerce sur les boulangers. Je ne sais jusqu'à quel point cette assertion est fondée.

L'arrowroot est presque toujours falsifié avec des farines de qualité inférieure.

A Londres comme à Paris, on ajoute de l'eau au lait, au beurre ; on falsifie le lard avec de la fécule de pommes de terre, de l'eau, du sel, du carbonate de soude et de la chaux caustique ; le sucre est plus rarement falsifié, mais très-souvent altéré, détérioré, rempli de débris d'acarus et de sporules de champignons. Le café vendu en poudre est presque toujours vendu avec une très-forte proportion de chicorée. Une machine même a été fabriquée et brevetée pour fabriquer avec de la chicorée des grains ayant la forme et l'apparence des grains de café. Certaine espèce de thé noir (notamment celles qu'on appelle *patented orange peckoe* et *Caper*) arrivent toujours en Angleterre falsifiés au moyen de la plombagine qui donne aux feuilles le glacis que recherche le consommateur. Le thé vert est presque constamment altéré, c'est-à-dire vernis à l'aide de matières colorantes, quelquefois par le bleu de Prusse. On récolte en Chine ce qu'on appelle un faux thé qu'on prépare d'une certaine manière, qui ressemble à la variété de thé vert appelée *poudre à canon* et est importé et vendu pour tel en Angleterre. Le cacao en pâte, le chocolat contiennent de l'amidon et diverses poudres colorantes.

Il serait beaucoup trop long de parler avec détail des falsifications auxquelles on soumet les diverses substances qui servent de condiments : car c'est là surtout que l'industrie des falsifications prend toutes les formes sans reculer devant l'emploi de substances dont les propriétés toxiques sont bien connues ; telles sont : l'arsénite de cuivre, le vert émeraude, le vert de Scheele, le sulfate de cuivre, l'acétate de cuivre, l'oxyde rouge de plomb, le chromate de potasse, le ferrocyanure de fer, etc.

Les diverses sortes de bières usitées en Angleterre présentent des mélanges, en proportions variables d'eau, de sucre, de sel ; le houblon est souvent remplacé par d'autres substances végétales qu'il est plus facile de se procurer à bas prix ; le gin contient souvent moitié moins d'alcool qu'il ne devrait en contenir ; le rhum est soumis au même genre d'altération, et on y ajoute du poivre de Cayenne pour en déguiser l'affaiblissement.

Quant aux drogues médicinales proprement dites, un certain nombre arrivent toutes falsifiées en Angleterre ; l'opium est dans ce cas : sur vingt-trois échantillons pris au hasard, dix-neuf étaient falsifiés avec des capsules de pavot, de la farine, du sable. La proportion d'alcaloïdes contenus dans ces échantillons variait de 2,2 à 12,2 0/0 ; la scammonée en poudre, lorsqu'elle est pure, doit contenir 70.40 0/0 de résine ; dans certains échantillons, le principe actif était

réduit à 27.20 0/0 ; du sable, de la farine, des débris de fibres végétales formaient le reste du composé.

Le tabac à priser est falsifié avec de l'eau, du sucre et différents sels ; quelquefois les cigares sont faits avec du foin et du papier brun.

Il serait inutile de pousser plus loin ce résumé ; les moyens de falsifier les substances alimentaires dont l'usage est commun en France comme en Angleterre ne sont que trop connus parmi nous et l'enquête qui porte sur des substances qui sont beaucoup plus employées en Angleterre que dans notre pays, telles que la poudre à légumes, la colle de poisson (*isinglass*) ne pourrait avoir pour le Comité qu'un très-faible intérêt.

Je vais donc passer à la question des falsifications en général. Je dirai seulement, avant d'aborder cet ordre de considérations, que, pour découvrir les falsifications dont il a dressé une liste si formidable, le docteur Hassall a fait particulièrement usage du microscope, et il recommande l'emploi de cet instrument comme étant le moyen le plus prompt et le plus sûr dont on puisse se servir pour constater des falsifications que l'analyse chimique elle-même ne parviendrait pas toujours aisément à prouver. Avec quelque habitude, l'usage du microscope devient facile, et les employés de l'ex-cise y ont quelquefois recours dans les expertises qu'ils sont appelés à faire. Il est peu de substances alimentaires ou de drogues médicinales, il n'en est pas une peut-être qui ne soit falsifiée en France comme en Angleterre et à peu près par les mêmes moyens : il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux sur les divers ouvrages qui ont été publiés sur cette matière, notamment sur ceux de MM. Payen et Chevallier² ; mais quoique les falsifications soient trop communes dans notre pays, nous sommes autorisés à croire qu'elles le sont beaucoup plus encore chez nos voisins. Si l'on s'en rapportait à quelques témoignages, rien ne serait plus rare que de trouver en Angleterre une substance alimentaire quelconque qui ne fût pas falsifiée, la falsification s'exercerait dans ce pays sur la plus vaste échelle et au grand jour.

Pour s'en assurer, l'association dont les travaux ont été publiés par *the Lancet*, faisait acheter chez différents marchands, pris au hasard, des échantillons des substances qu'elle voulait examiner ; elle en réunissait ainsi un certain nombre, 15, 20, pour chaque substance, elle les soumettait à l'analyse microscopique et à l'analyse chimique,

1. Payen. *Des substances alimentaires et des moyens de les améliorer, de les conserver et d'en reconnaître les altérations*, 4^e édit. Paris, 1865.

2. Chevallier. *Dictionnaire des altérations et falsifications des substances alimentaires*, 3^e édition, 1858.

et, d'après le nombre de falsifications constatées, elle évaluait le degré d'extension et de généralité de la fraude.

Il faut dire cependant que les témoignages ne sont point parfaitement d'accord sur ce point : quelques-unes des personnes qui ont été entendues dans l'enquête, notamment M. Redwood, professeur de chimie de la Société de pharmacie de Londres, M. Philipps, qui est placé à la tête du département chimique du bureau du revenu intérieur (*Board of interior revenue*); contestent plusieurs des assertions contenues dans l'ouvrage de M. Hassall et reproduites par lui dans l'enquête. M. Redwood particulièrement, qui est curateur du Museum de la Société pharmaceutique, l'une des plus riches collections de drogues qu'il y ait au monde, s'attache à établir dans ses réponses que le commerce de la droguerie est loin de mériter les reproches qui lui sont adressés ; que la pharmacie centrale, formée par la Société des pharmaciens, vend des drogues parfaitement pures, mais à un prix plus élevé en général que celui où l'on peut trouver ces mêmes drogues chez la plupart des détaillants ; que si les falsifications paraissent être maintenant plus nombreuses qu'autrefois, c'est que les moyens d'analyse ont été perfectionnés, et que l'attention s'est portée davantage sur ce point ; qu'il faut bien distinguer les falsifications qui constituent une véritable fraude, des mélanges qui tiennent à une purification incomplète, mais suffisante pour les besoins de l'industrie ; il cite pour exemple le carbonate de soude, le nitrate de potasse, le sel d'Epsom, le cyanure de potassium qui ne sont pas vendus purs, mais qui ne sont pas pour cela falsifiés, puisque leur pureté parfaite n'est pas nécessaire pour les usages auxquels ces substances sont le plus généralement appliquées. Il s'agit, avant tout, de les obtenir à bon marché. Il y a aussi, selon M. Redwood, une sorte de convention tacite entre le vendeur et l'acheteur qui demande certaines substances à un prix auquel il serait impossible de les vendre à l'état de pureté ; on le sert selon le prix qu'il donne. La concurrence, d'un autre côté, amène incontestablement la falsification, mais aussi elle la décèle, en abaissant les prix à un taux auquel la marchandise pure ne pourrait être vendue. On voit par les différentes questions et par les réponses auxquelles elles ont donné lieu, qu'il y a en Angleterre quelque chose d'assez vague dans la définition du mot *adulteration*, que nous traduisons par *falsification*, mais qui comprend diverses altérations, différents modes de préparation auxquels le mot de falsification ne pourrait s'appliquer dans notre langue. Ainsi, on appelle *adulteration* la couleur verte que l'on donne

1. Hassall. *Adulterations detected, or plain instructions for the discovery of frauds in Food and Medicine*, 2^e édition. London, 1861.

à certaines marinades nommées *pickles*, en les préparant dans des vases de cuivre ; on qualifie de la même manière l'emploi des sels métalliques qu'on emploie pour colorer certains bonbons ; ce sont là des pratiques dangereuses et qui devraient être interdites, mais ce ne sont pas, à proprement parler, des falsifications.

Peu de questions ont porté sur l'influence que les falsifications, qu'on dit être si générales, ont pu avoir sur l'état de la santé publique, sur les accidents qu'elles ont pu occasionner ; c'est plutôt *à priori*, d'après les principes reconnus dans la science, qu'on a déclaré que telle ou telle falsification devait être nuisible à la santé.

Mais suffit-il qu'une falsification n'introduise dans la substance qui en est l'objet aucune matière nuisible à la santé, pour qu'elle soit considérée comme étant sans inconvénient, même au point de vue de l'hygiène publique ? Telle n'est pas l'opinion généralement exprimée dans l'enquête. Si des substances alimentaires, comme le pain, le thé, le café, ne renferment pas la proportion de principes nutritifs qu'elles devraient contenir ; si des boissons alcooliques sont au-dessous du titre qu'accuse leur dénomination, il y a dommage pour la santé du consommateur, qui ne trouve pas dans ces substances ce qu'il y cherche pour l'entretien et la réparation de ses forces.

Une partie considérable de l'enquête porte sur la question de savoir où s'opèrent en général les falsifications ; un certain nombre de substances telles que le thé, l'opium, la scammonée arrivent en Angleterre déjà falsifiés ; d'autres substances, en plus grand nombre, paraissent être falsifiées dans les établissements où les matières alimentaires et les drogues sont soumises à des préparations diverses avant d'être livrées à la consommation, notamment dans les fabriques où quelques-unes de ces substances sont broyées et réduites en poudre. D'autres, en moindre nombre, paraissent être falsifiées chez les marchands en gros et chez les détaillants.

Quant au dommage que les falsifications causent au Trésor, les réponses de M. Philipps, chef du département chimique du *Board of inland revenue*, renferment des renseignements curieux : sur toutes les substances fortement taxées pour la consommation, le fisc perd nécessairement toute la portion de la taxe qui aurait pesé sur des substances qu'on remplace par des matières non taxées. M. Philipps évalue à 87 0/0 du nombre des échantillons examinés les falsifications sur le houblon constatées depuis 1843 jusqu'en 1855 ; les falsifications sur le tabac sont portées à 64 0/0 ; les falsifications sur le thé à 54 0/0. M. Simmonds, par des calculs un peu arbitraires, évalue à 300 000 liv. sterl. pour le sucre, à 500,000 liv. sterl. pour le vin, à

466 000 liv. sterl. pour les spiritueux indigènes, la perte que les falsifications entraînent pour le fisc.

J'arrive au dernier ordre de considérations qui ont été l'objet de l'enquête dont j'essaye de vous présenter une analyse succincte. Quelles sont les mesures qu'il faudrait adopter, quels sont les changements qu'il faudrait introduire dans la législation existante, pour mettre un terme, ou au moins des bornes, aux falsifications dont l'existence, plus ou moins générale n'est contestée par personne ?

Il y a en Angleterre des lois qui prononcent des peines assez sévères contre la falsification de la farine, de la bière : le fisc a grand intérêt, comme nous l'avons dit, à réprimer les falsifications qui lui font perdre une partie de son revenu, et il a pour cela des agents spéciaux. Si là même, où elles est condamnée et surveillée, la fraude s'exerce avec une singulière audace, on peut juger, dit avec raison M. Herbet, des libertés qu'elle prend là où aucune loi ne la gêne, et où ses pratiques ne portent aucun préjudice au revenu public.

Où seront donc, en Angleterre, les moyens de répression ? Quelques localités ont cherché à en trouver, et on a entendu dans l'enquête le maire de Cork, en Irlande qui, en vertu d'un acte local du Parlement formé dans cette ville, ce qu'il appelle un *market jury*, lequel se réunit tous les trois mois pour vérifier la qualité des marchandises et punir sévèrement les délinquants.

Mais c'est là une institution toute spéciale : dans l'enquête on s'est moins occupé des peines à infliger aux falsificateurs que des moyens de surveillance qui permettraient de découvrir partout la fraude et d'en poursuivre la répression par une procédure expéditive. Les docteurs Hassall et Normandy, le docteur John Simon, dont les divers rapports sur l'état sanitaire de la cité de Londres sont bien connus, du Comité, expriment l'opinion qu'il importe d'établir en Angleterre un corps d'inspecteurs qui aient pour mission de rechercher toutes les falsifications qui se commettent sur les drogues et sur les substances alimentaires. Quant à l'organisation de cette inspection, les avis diffèrent : les uns voudraient la rattacher au *General board of health* ; les autres croient qu'une pareille surveillance serait mieux exercée, au moins en ce qui concerne les drogues, par le corps des pharmaciens. On a encore proposé de la confier aux agents du service du revenu intérieur, déjà appelé, comme on l'a dit plus haut, à découvrir les fraudes préjudiciables au trésor. M. Philipps voit quelques difficultés à cet égard. La surveillance des officiers de l'excise pour le Royaume-Uni s'étend sur 552 000 commerçants, parmi lesquels on compte 131 464 marchands qui vendent de la bière, 142 747 qui vendent du poivre (ou autres épices), 237 647 qui vendent du tabac, 4000 agents à peu près inspectent, dans l'intérêt du

fisc, les nombreux manufacturiers et marchands en gros ou en détail ; 50 ou 60 qui ont reçu une certaine éducation scientifique, sont attachés au département chimique et peuvent être considérés comme capables de faire des analyses suffisamment exactes. Serait-il facile, avec un si petit nombre d'agents, de faire inspecter sur tous les points du royaume l'énorme quantité de marchandises, drogues ou substances alimentaires qui peuvent être suspectes de falsification ? En général, on est d'accord sur ce point, que l'inspection ne devrait pas être une charge municipale, les magistrats locaux étant trop souvent intéressés eux-mêmes aux falsifications qu'ils seraient chargés de réprimer.

La législation et les institutions françaises ont été souvent citées avec éloge dans l'enquête, à raison des facilités qu'elles offrent pour la répression des falsifications nuisibles à la santé, mais on ne paraît pas avoir toujours très-bien compris comment l'administration française procède en pareille matière. Ainsi M. Normandy pense qu'un conseil de salubrité, organisé comme notre conseil de salubrité de Paris, lequel ne se réunit qu'une fois tous les quinze jours, rendrait peu de services en Angleterre. Il suppose un pauvre homme qui a acheté une livre de café qu'il croit falsifié et qui, ne sachant où prendre le conseil de salubrité, est obligé d'attendre qu'un inspecteur vienne faire sa tournée pour lui dénoncer le fait, faire analyser son café, afin d'obtenir, après un long temps, la réparation du dommage qui lui a été causé. Chacun sait que les choses ne se passent point ainsi parmi nous ; que le conseil de salubrité n'a pas pour mission d'analyser des marchandises plus ou moins falsifiées, sur la demande des particuliers ; que l'autorité en France agit moins souvent, en pareille matière, sur la plainte des consommateurs que d'office et par voie de prévention, au moyen des visites opérées chez les débitants, à des époques plus ou moins rapprochées ; que cette surveillance soit ou ne soit pas suffisante, surtout en dehors des grands centres de population, c'est une question dont je n'ai pas à m'occuper ici ; toujours est-il qu'on voit là combien les Anglais ont quelquefois de peine à se rendre compte d'un ordre de choses où l'autorité publique se substitue à l'action libre et souvent peu éclairée des individus.

Ce qui mérite d'être remarqué toutefois dans cette enquête, ce sont les éloges donnés à la loi française, à la loi prussienne, presque semblable à la nôtre, en matière de falsification de drogues et de substances alimentaires ; c'est aussi le soin avec lequel on a cité un acte du congrès des États-Unis, en date du 26 juin 1848, dont il ne sera pas inutile de reproduire ici les principales dispositions : l'article 1^{er} porte que : « Toutes les drogues, tous les médicaments

ou préparations médicinales, y compris les huiles essentielles médicinales et les préparations chimiques employées en totalité ou en partie, comme médicaments, importés aux États-Unis, ne pourront sortir de la douane pour être admis à l'intérieur qu'après avoir été examinés et approuvés relativement à leur qualité, pureté et appropriation à l'usage médical, et aussi relativement à leur valeur et à leur conformité avec les indications contenues dans la facture. » D'après l'article 3, les drogues non admises qui n'auraient pas été réexportées dans un délai de six mois doivent être détruites. D'après l'article 5, des examinateurs spéciaux doivent être nommés par le secrétaire du Trésor à New-York, avec un salaire de 1600 dollars, dans les ports de Boston, de Philadelphie, de Baltimore, de Charleston et de la Nouvelle-Orléans, avec un salaire de 1000 dollars.

On voit, par un autre document, qu'en 1849, par suite de cette loi, on repoussa du port de New-York 45 tonneaux de drogues falsifiées ou altérées sur lesquelles les importateurs auraient fait un bénéfice de 10 à 15 000 livres sterling : une partie de ces drogues venait des ports de Londres, de Bordeaux et de Marseille, et se composait principalement d'opium, de gomme, de quinquina, de rhubarbes falsifiés.

C'est peut-être ici l'occasion de rappeler que le comité a eu récemment à s'occuper de la question de l'importation de substances alimentaires altérées ou falsifiées, et qu'un examen préalable qui empêchât les substances d'être livrées à la consommation, nous a paru une mesure utile et désirable. Sans doute, on pourrait penser que la question des drogues médicinales a pour nous moins d'importance qu'elle n'en a en Angleterre et aux États-Unis, parce que, chez nous, les drogues exotiques qui servent de médicaments ne peuvent être vendues que par des pharmaciens qui sont soumis à la surveillance des écoles de pharmacie et des jurys de médecine, et qui doivent savoir ce qu'ils vendent et ce qu'ils achètent, tandis qu'en Angleterre et aux États-Unis chacun peut aller chercher où il veut les drogues dont il croit avoir besoin, et dans ces conditions, si la fraude n'est point arrêtée au début, elle peut s'exercer longtemps sans être découverte, au détriment de la santé du consommateur. Toutefois, par des raisons qu'il serait inutile de développer ici, l'inspection préalable des drogues simples importées en France ne serait certainement pas sans utilité, au point de vue de la santé publique.

Je crois en avoir assez dit, Messieurs, pour vous donner une idée de l'importance et de l'intérêt que présentent les deux documents dont j'ai été chargé de vous rendre compte; ils pourront nous fournir plus d'une fois des renseignements utiles. Les Anglais

n'hésitent pas à reconnaître que les lois, les institutions de notre pays protègent bien mieux la santé publique contre les entreprises d'un commerce frauduleux que ne le font leurs propres institutions. Mais nous savons très-bien, nous-mêmes, combien nous sommes loin, à cet égard, du but que nous voudrions atteindre, et nous ne négligerons jamais de rechercher des enseignements dans un pays où l'on cherche avec tant de zèle et de lumières à améliorer ce qui existe.

VII

EXERCICE DE LA MÉDECINE ET DE LA PHARMACIE.

INSTITUTION DES MÉDECINS CANTONAUX.

Rapport par M. Davenne. (Octobre 1850.)

J'ai été chargé, à la dernière séance, de rendre compte au Comité de l'objet d'une communication faite par M. le préfet du Nord à M. le ministre de l'agriculture et du commerce. Il s'agit d'un mémoire présenté par M. le docteur Charpentier, médecin à Valenciennes, au Conseil général de ce département sur la création de médecins cantonaux consultants, dans l'intérêt du traitement des malades pauvres des campagnes.

Déjà, en 1849, un premier mémoire sur le même sujet avait été publié par M. Charpentier. Cette année le Conseil général, dans sa séance du 7 septembre, a exprimé le vœu que ces documents fussent communiqués à la commission de l'Assemblée nationale chargée de la préparation des lois sur l'assistance publique : tel est le but du renvoi qui en est fait par M. le préfet du Nord à M. le ministre.

Le second mémoire n'étant à peu de chose près que la reproduction ampliative du premier, les observations qu'en suggère la lecture porteront sur tous deux indistinctement : au surplus l'examen qui en a été fait par la société de médecine de Lille et le jury médical du département abrégera beaucoup ma tâche.

La pensée qui a présidé à l'œuvre de M. le docteur Charpentier, pensée éminemment louable et généreuse a été d'assurer aux malheureux cultivateurs et ouvriers de la campagne les moyens de guérison qui leur manquent. L'auteur consacre de nombreuses pages à démontrer combien la condition faite à cette classe de nécessiteux

diffère de celle des indigents des villes plus favorisés sous ce rapport. Il n'est malheureusement que trop avéré qu'en effet les indigents des communes rurales ont infiniment moins de ressources que ceux des villes lorsque la maladie vient les atteindre, mais ce n'est pas là ce qui importait de prouver : tout le monde est d'accord sur ce point ; l'essentiel est de chercher, de trouver un moyen efficace de remédier à ce vice d'organisation de notre système d'administration des secours publics.

Or, celui qu'indique M. le docteur Charpentier atteindrait-il le but ? C'est au moins fort douteux.

Ce moyen consisterait à créer un service de médecins consultants cantonaux qui serait, dit l'auteur « exclusivement confié à des « docteurs en médecine ayant déjà acquis une assez longue expérience. »

« Les médecins consultants cantonaux, suivant son exposé, seraient nommés par le préfet du département et payés par le Bureau de bienfaisance sur le revenu des pauvres, ou par la commune, à raison de cinquante centimes par an et par chaque individu inscrit sur le contrôle des indigents... Ce ne serait pas seulement ces pauvres, ajoute-t-il, qui profiteraient de cette création, mais encore toutes les autres personnes du village qui pourraient sans se déplacer, et à peu de frais recourir aux conseils d'un bon praticien, lorsque celui-ci s'y rendrait pour le service des indigents... Aussi pensons-nous (c'est toujours M. Charpentier qui parle) qu'on pourrait mettre à leur charge les modiques honoraires des médecins cantonaux ; car il est clair qu'indépendamment de leur santé, ils trouveraient encore dans leur création un avantage pécuniaire ; établissons au reste clairement la preuve de ce que nous avançons : »

« Admettons qu'une commune rivale ait trois cents pauvres sur une population de deux mille âmes ; il restera dix-sept cents personnes, ou 340 familles dans une position plus ou moins aisée. Le traitement du médecin cantonal étant là de 150 francs, chacune de ces familles n'aurait à payer que 50 centimes, etc. »

Remarquons d'abord que la proposition de mettre à la charge des habitants aisés le traitement du médecin cantonal institué au profit des pauvres, soulève une question fort grave en matière d'impôt, et rappelle un peu trop les utopies financières d'une certaine école ; mais toute discussion sur ce point serait ici hors place.

J'ai parlé tout à l'heure de l'examen qui a été fait du travail de M. Charpentier par la société de médecine et le jury médical de Lille. Les objections fort sensées que ces corps savants y ont oppo-

sés ont été communiquées à l'auteur qui y a fait des réponses plus ou moins satisfaisantes.

Une analyse succincte des principales observations présentées de part et d'autre éclairera mieux, je pense, le Comité que tout autre mode de discussion.

Aussi le rapporteur de la société de médecine émet le doute très-fondé que le jour où un malade de la classe aisée d'une commune aurait besoin de ses soins fût précisément celui où il y serait appelé par ses fonctions officielles.

Voici la réponse qui est faite à cette objection :

« Le médecin consultant se rendrait dans la commune quand il y « serait appelé pour un indigent malade, qu'il y ait, ou non, besoin « pour des personnes aisées. Rien donc ne pourra l'empêcher d'indiquer le jour et l'heure qu'il s'y trouvera. »

S'il fallait s'en rapporter au sens littéral de cette réponse elle ne signifierait autre chose, sinon que l'homme aisé qui aurait payé sa part de la rétribution du médecin consultant, devrait être malade à jour fixe s'il voulait profiter de sa présence dans la commune, c'est-à-dire qu'elle n'a point de suite.

La présence du médecin appelé en consultation, poursuit le rapporteur, rendra-t-elle moins graves les conditions défavorables signalées par M. Charpentier lui-même ; les secours seraient-ils moins tardifs, les médicaments moins éloignés, mieux préparés, etc. ?

Non sans doute, répond l'auteur du mémoire, mais le médecin consultant rendra ces conditions moins défavorables ; il indiquera la température à maintenir dans la chambre du malade, la fera aérer d'une manière convenable ; il soustraira le malade à l'action d'une trop vive lumière ; il fera éloigner de l'appartement tous les objets qui pourraient devenir une cause d'insalubrité. Il s'assurera si les médicaments sont bien préparés, etc. M. Charpentier attribue à ces moyens secondaires une très-grande influence sur le traitement. Mais je demande s'il y a dans tout ceci quelque chose qui ne puisse être prévu et ordonné par le médecin ordinaire : ces raisons, il faut le dire, sont bien faibles, et toute cette argumentation bien peu concluante.

« passe sur quelques autres observations de la société de médecine touchant la difficulté d'amener les officiers de santé des campagnes, qu'elle signale d'ailleurs comme manquant en général d'instruction suffisante, à se concerter notoirement avec un médecin dont ils refuseront souvent de reconnaître la supériorité, observations contredites par M. Charpentier, qui voit au contraire dans l'insuffisance avouée des officiers de sante, une raison de plus d'insister sur la création qu'il propose.

J'arrive à une objection plus capitale.

En admettant, dit le rapporteur de la société de médecine, qu'il soit facile de prélever sur les personnes aisées des campagnes un impôt suffisant pour rémunérer les médecins cantonaux consultants, cette rémunération sera toujours trop faible pour décider un docteur ayant déjà quelques années de pratique, à abandonner une clientèle qui lui promet des avantages certains dans l'avenir, pour parcourir un plus ou moins grand nombre de communes souvent éloignées les unes des autres, où il devra se trouver à heure fixe, afin de rencontrer le médecin traitant; car si ce service doit être pénible en temps ordinaire, que sera-ce donc en temps d'épidémie!

M. le docteur Charpentier n'a donc de réponse à faire à cette objection, sinon que le médecin consultant trouvera dans son emploi d'autres avantages que le traitement fixe qui y est attaché, et il rentre ici dans son calcul: il suppose que chaque service cantonal comprendra dix communes comptant chacune 2000 habitants sur lesquels 400 seront inscrits au contrôle des pauvres à 50 centimes par indigent, cela fait par commune 200 francs et pour le canton 2000 francs. De plus, ajoute-t-il, « appelé en consultation dans une commune
« pour les indigents, il aurait le plus souvent à assister à une autre
« pour un malade dans une position de fortune plus ou moins aisée,
« et je ne doute pas qu'il puisse de cette manière doubler ses appointements, c'est-à-dire se faire 4000 francs; car il est certain que les
« consultations qui deviendront nécessaires dans la partie non indigente de la population ne lui feront pas défaut. »

Mais d'une part M. Charpentier oublie qu'il vient de proposer de faire profiter les familles aisées du bénéfice de la mesure dont elles auraient à supporter les frais. Que deviennent alors les avantages sur lesquels pourrait compter le médecin consultant, puisqu'il serait obligé le plus souvent de donner ses consultations gratuitement, même aux riches qui en auraient déjà payé le prix par la contribution qu'on leur impose?

D'autre part, il existe sans doute dans le département du Nord quelques cantons où l'on peut compter jusqu'à dix communes rurales ayant chacune 2000 habitants dont 400 pauvres; mais il faut bien reconnaître que dans la plupart des autres départements cela est infiniment rare, et que dans le Nord même ce n'est qu'une exception. Les calculs de M. le docteur Charpentier sont donc sinon complètement erronés, du moins entachés d'une exagération évidente.

La société de médecine termine en rappelant que déjà le système proposé a été expérimenté dans le Haut-Rhin où un service analogue à celui qu'on propose a été institué en 1825, et n'a pu se maintenir. C'est à peine si le médecin touchait 300 francs par an pour un

canton de 5 à 6000 habitants répartis dans 8 ou 10 communes. « On « conçoit, ajoute le rapporteur, qu'un médecin ne pouvait s'astreindre à « un service aussi pénible pour une somme qu'un journalier n'accepterait pas, et qui est de beaucoup inférieure à celle que reçoit un « facteur rural. »

M. Charpentier affirme qu'ici la société de médecine confond deux choses tout à fait distinctes; à savoir: le service des médecins cantonaux proprement dit, et celui des médecins cantonaux *consultants* qui fait l'objet de la proposition. Quoi qu'il en soit, l'objection tirée de la difficulté de rémunérer convenablement ces derniers n'en subsiste pas moins dans toute sa force; et sur ce point comme sur la plupart des résultats que l'auteur espère obtenir d'une semblable institution nous pensons qu'il se fait une illusion complète.

Ce n'est point ici le lieu d'entrer dans la discussion du meilleur mode à adopter pour assurer aux pauvres des campagnes les secours médicaux dont ils ont été jusqu'à présent dépourvus.

Quelques bons esprits ont pensé que le seul système efficace et praticable consisterait à créer, selon les nécessités locales, à l'aide de subventions qui seraient accordées par l'État et les départements, des hôpitaux cantonaux destinés à recueillir les malades pauvres des communes composant le canton; c'est-à-dire à faire pour le soulagement des populations rurales indigentes, ce que le dernier gouvernement a fait pour l'instruction primaire par la loi du 28 juin 1833 qui a doté toutes les communes de maisons d'école et d'instituteurs. Quoi qu'on fasse, en effet, il n'est pas moins pressant aujourd'hui de secourir les habitants des campagnes dans leurs misères qu'il pouvait l'être alors de les moraliser et de les instruire. Chaque époque a ses besoins; chaque régime a ses exigences.

Mais je n'ai pas la prétention de donner ici la solution de ce difficile problème, et je conclus en me résumant sur l'objet spécial du présent rapport, qu'attendu que la création de médecins cantonaux consultants n'apporterait tout au plus qu'un palliatif insuffisant à une situation qui appelle des mesures décisives; que l'application de ce système rencontrerait infailliblement dans la pratique de graves et nombreuses difficultés dont on ne s'est pas suffisamment rendu compte, il y a lieu, par le Comité, d'émettre l'avis, tout en applaudissant à la pensée qui anime l'auteur de la proposition et aux louables intentions qui la lui ont dictée, qu'il ne peut y être utilement donné aucune suite.

INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES SUR L'EXÉCUTION DES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES QUI RÉGISSENT L'EXERCICE DE LA PHARMACIE ET LA
VENTE DES MÉDICAMENTS, RÉDIGÉES PAR LE COMITÉ CONSULTATIF
D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

MM. Bussy et Laffon-Ladébat *rapporteur*.

Depuis longtemps des plaintes s'élèvent sur l'inexécution ou sur l'insuffisance des dispositions législatives qui ont pour objet de prévenir les abus auxquels peut donner lieu la vente des médicaments. L'école de pharmacie de Paris et plusieurs jurys médicaux ont plus d'une fois appelé sur ces abus toute l'attention de l'autorité, et l'autorité elle-même a cherché à y remédier par des instructions, par des circulaires qu'il est inutile d'énumérer ici. Convaincue, toutefois, de l'impuissance de la législation actuelle, dans quelques cas où l'intérêt de la santé publique réclame des garanties sérieuses, l'administration avait cru devoir rattacher toute pensée de réforme et d'amélioration en cette matière à l'adoption d'un projet de loi sur l'enseignement et sur l'exercice de la pharmacie ; mais ce projet se lie aussi à la réorganisation de tout l'ensemble de nos institutions médicales, et, par cette raison, quoiqu'il ait été soumis récemment encore à un nouvel examen, on ne saurait prévoir avec certitude l'époque où les questions qu'il soulève pourront recevoir une solution définitive. En attendant, on oublie trop que la plupart des abus dont on se plaint sont prévus par les lois actuellement en vigueur ; que si la sanction pénale est quelquefois absente, l'autorité municipale peut, jusqu'à un certain point, y suppléer par des règlements qui entrent dans la sphère de ses attributions ; qu'il suffit d'une surveillance sévère et d'une volonté ferme pour faire cesser, en partie au moins, des abus qui ne portent pas moins atteinte aux intérêts et à la dignité de la profession de pharmacien qu'ils ne sont préjudiciables au public.

Dans cet état de choses, le Comité consultatif d'hygiène publique a pensé qu'il ne serait pas inutile de rappeler aux jurys médicaux chargés de la visite des pharmacies et des magasins de drogueries et d'épiceries, aux maires et aux préfets, les dispositions des lois et des règlements dont l'exécution incomplète ou négligée fait trop souvent accuser la loi d'impuissance ; d'indiquer quels sont les abus qui ne sont pas directement atteints par la législation en vigueur, mais qui sont contraires à son esprit, et auxquels l'autorité municipale, ou, à son défaut, les préfets, pourraient, provisoirement au moins, mettre un terme ou opposer des entraves par des règlements de police rendus en exécution des lois des 16-24 août 1790 et des

19-27 juillet 1791. Tel est le but des observations qui vont suivre et qui seront présentées dans l'ordre des articles de la loi du 21 germinal an XI, relatifs à la police de la pharmacie et à la vente des médicaments (articles 21 et 38).

Conditions d'exercice de la pharmacie. — On signale, en général, peu d'infractions aux dispositions de la loi qui déterminent les conditions d'exercice de la pharmacie. Quelquefois seulement on abuse de la permission accordée aux veuves de pharmaciens par l'article 41 de l'arrêté du 21 thermidor an XI, de tenir, pendant un an, après la mort de leur mari, l'officine délaissée, sous des conditions déterminées. L'autorité doit veiller à ce que le délai fixé par ce règlement ne soit jamais dépassé.

Mais si la lettre de la loi est ordinairement observée, en ce sens que la déclaration de l'établissement d'une pharmacie ou du changement de propriétaire d'une pharmacie déjà établie est faite au nom d'un pharmacien légalement reçu, on élude trop souvent, en réalité, surtout dans les grandes villes, l'intention du législateur par l'abus des prête-noms. Il arrive, en effet, que des spéculateurs entièrement étrangers à la pharmacie s'entendent avec un pharmacien muni d'un diplôme, et placent sous son nom un établissement qu'ils font gérer par un élève ou par d'autres personnes qui n'ont pas donné les preuves de savoir qu'exige la pratique de la pharmacie. Cet abus est un de ceux contre lesquels l'école de pharmacie de Paris et les diverses réunions de pharmaciens se sont élevées avec le plus de force et d'insistance dans ces derniers temps. Peut-être dans l'état actuel de la législation, n'est-il pas possible d'y remédier complètement, de manière à concilier la liberté des transactions commerciales avec les garanties que réclame l'intérêt public. Il est des mesures que l'autorité municipale peut prendre sans sortir de la limite de son droit, et qui auraient pour effet d'imposer une certaine retenue dans ces sortes d'associations, et de rendre la responsabilité plus sérieuse. Un de ces moyens consisterait à exiger que tout pharmacien fût tenu d'avoir son nom inscrit à l'intérieur de son établissement, sur ses étiquettes et sur ses factures; on préviendrait ainsi l'établissement des pharmaciens anonymes ou en nom collectif, à moins que, dans ce dernier cas, tous les associés ne fussent pharmaciens. Les professeurs des écoles de pharmacies et les membres des jurys médicaux devront s'assurer, dans leurs visites annuelles ou dans les visites extraordinaires qui seraient ordonnées par les préfets, si ces prescriptions sont observées; ils devront aussi vérifier si le pharmacien titulaire a sa résidence dans l'établissement, s'il dirige personnellement les opérations

de l'officine, et si c'est bien lui particulièrement qui tient la clef de l'armoire où doivent être conservées les substances vénéneuses. Toute infraction à cette injonction de la loi devra être constatée avec soin dans les procès-verbaux et déférée aux tribunaux.

De la vente des médicaments. — Les dispositions de la loi du 21 germinal an XI qui ont paru laisser le plus à désirer sont celles qui ont spécialement pour objet la vente des médicaments. L'article 21 porte que les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant par le commissaire de police, et qu'il sera procédé ensuite conformément aux lois et règlements actuellement existants. Or, différents cas peuvent se présenter dans l'application de cette disposition : en cas de vente de médicaments gâtés, la loi des 19-22 juillet 1791, relative à l'organisation de la police municipale, veut que le délinquant soit renvoyé à la police correctionnelle et puni de 100 livres d'amende et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois. Dans les circonstances ordinaires, les jurys d'inspection ne constatent pas seulement la vente, mais l'existence de drogues détériorées dans les établissements dont ils font la visite. On a demandé quelle loi est ici applicable ; les tribunaux ont quelquefois appliqué, dans ce cas, les dispositions de l'arrêt du parlement de Paris, en date du 23 juillet 1748, qui punissait de 600 francs d'amende la mise en vente de médicaments mal préparés, détériorés ou impropres à l'usage médical. Mais, lorsqu'il n'y a pas de circonstances aggravantes, et si le détenteur des drogues détériorées y consent, pour éviter des poursuites, le jury doit se borner à faire détruire les médicaments qui viennent d'être indiqués. C'est ainsi que procède l'école de pharmacie, dans le ressort de la préfecture de police, en vertu de l'article 2 de l'arrêté du 12 messidor an VIII, qui a déterminé les attributions de cette administration.

La loi du 21 germinal an XI se réfère également aux lois antérieures, pour ce qui concerne les peines à appliquer aux personnes qui fabriquent ou débitent, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales (art. 30). La disposition législative qui s'applique à ce cas ne peut être que l'article 6 de la déclaration du 25 avril 1777, lequel est ainsi conçu : « Il est défendu aux épiciers et à tous autres de fabriquer, vendre et débiter aucuns sels, préparations ou compositions entrant au corps humain, ni de faire aucune mixtion de drogues simples pour administrer, en forme de médecine, sous peine de 500 francs d'amende. »

Il convient de rappeler ici que cette disposition prohibitive est trop souvent mise en oubli par des personnes appartenant à des congrégations religieuses et par les administrations hospitalières qui ont recours à leurs services. Quelque louables que soient les intentions,

quelque grand que soit le zèle des sœurs de Charité qui sont préposées, dans beaucoup de localités, à la pharmacie des hospices et des bureaux de bienfaisance, on ne doit jamais perdre de vue que la bonne préparation des médicaments suppose des études auxquelles elles n'ont pu se livrer. L'obéissance aux lois est d'ailleurs un devoir pour tous, et l'on voudrait vainement s'en dispenser en invoquant l'intérêt des pauvres, qui n'est pas ici en question, puisqu'il est extrêmement facile aux administrations des hôpitaux et des établissements de bienfaisance de traiter avec des pharmaciens pour faire délivrer gratis, ou à prix réduits, aux malades indigents, les médicaments qui leur sont nécessaires. Depuis plusieurs années déjà, le ministre de l'intérieur a défendu aux commissions administratives des hospices et hôpitaux de laisser vendre des médicaments par leurs pharmacies, même lorsque ces pharmacies sont tenues par des pharmaciens légalement reçus. Les jurys médicaux ont été autorisés et invités à inspecter, dans leurs visites annuelles, les pharmacies et les dépôts de médicaments des établissements de bienfaisance. On ne saurait trop leur recommander de continuer à s'acquitter de cette partie de leur mission, de signaler, dans leurs rapports à l'autorité, les sœurs de Charité qui contreviendraient aux dispositions de la loi, en préparant elles-mêmes des médicaments autres que ceux qui sont désignés dans l'instruction rédigée par la Faculté de médecine de Paris, en l'an X.

La vente des médicaments ¹, quels qu'ils soient, doit être, dans tous les cas, interdite à ces religieuses. Quant à la distribution gratuite, elle ne doit avoir lieu que sur l'ordonnance du médecin de l'hospice ou du bureau de bienfaisance.

L'article 32 de la loi de germinal porte que les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de 500 francs d'amende, qu'ils pourront continuer de faire le commerce en gros des drogues simples, sans pouvoir néanmoins en débiter aucune au poids médicinal.

Il se commet de nombreuses infractions à cet article de la loi. On doit remarquer, d'abord, que la première partie n'est que la reproduction, en d'autres termes, de l'article 6 de la déclaration du 25

1. Extrait de l'instruction rédigée par la Faculté de médecine :

« Elles seront autorisées à préparer elles-mêmes les tisanes, les potions simples, les loochs simples, les cataplasmes, les fomentations, les médecines et autres médicaments magistraux dont la préparation est si simple, qu'elle n'exige pas de connaissances pharmaceutiques très-étendues.

« Il leur sera interdit de s'occuper de médicaments officinaux, tels que les sirops composés, les pilules, les électuaires, les extraits, les liqueurs alcooliques, et généralement tous ceux dont la bonne préparation est subordonnée à l'emploi de manipulations compliquées. »

avril 1777, et que la seule question est de savoir ce qu'on doit entendre par compositions ou préparations médicinales ou pharmaceutiques, suivant la qualification, peut-être un peu moins précise, que donne à ces préparations l'article 32 de la loi de germinal. Or, cette détermination est à peu près impossible à établir d'une manière rigoureuse. Un certain nombre de préparations sont usitées, en même temps, dans la pharmacie, dans les arts, dans l'économie domestique ; mais ces usages varient suivant les temps et les lieux, et à côté de ces préparations médicamenteuses, qui seront toujours et partout considérées comme appartenant exclusivement à la pharmacie, il y a une sorte de domaine mixte, où se confondent les professions de pharmacien, d'épicier et de confiseur. L'administration n'a jamais pensé qu'il y eût lieu d'appliquer la prohibition portée par la loi à la vente des préparations que chacun pourrait faire chez soi, ou qui sont employées comme boissons d'agrément ou comme boissons simplement hygiéniques, telles que les sirops de gomme ou de guimauve, etc. ; mais cette faculté laissée à la liberté du commerce et aux convenances du public peut, sans aucun doute, faire naître des abus dont les pharmaciens se plaindraient avec juste raison. Pour les prévenir, autant qu'il est possible, il convient que les trois écoles de pharmacie indiquent, d'après les principes qui viennent d'être rappelés, quelles sont les préparations dont la vente devrait être interdite aux épiciers et aux confiseurs. Les conseils d'hygiène des départements où sont situées ces écoles seront appelés à donner leur avis sur les propositions ainsi formulées, et ces avis seront adressés au ministre de l'agriculture et du commerce qui avisera aux moyens de faire publier la liste des compositions ou préparations que les épiciers et les confiseurs pourront vendre concurremment avec les pharmaciens, sans s'exposer aux peines portées par l'art. 32 de la loi du 21 germinal.

La seconde partie de l'article 32 permet aux épiciers le commerce en gros des drogues simples, en leur défendant d'en débiter aucune au poids médicinal. On sait qu'il n'existe plus en France de poids médicinal, mais l'intention de la loi est évidente ; elle ne veut pas que les épiciers puissent vendre les drogues médicinales en détail : or, ici la loi est à peu près dépourvue de sanction pénale. On ne peut, en effet, se référer à l'article 5 de la déclaration du 25 avril 1777, auquel la disposition dont il s'agit ici a été empruntée ; car cet article, en défendant aux épiciers, sous peine de 500 francs d'amende, de débiter en détail des drogues simples, exceptait cependant de cette prohibition, la manne, la rhubarbe et le séné, ainsi que les bois et les racines que les épiciers pouvaient vendre, pourvu qu'ils fussent en nature, sans préparation, manipulation, ni mixtion. L'except-

tion, dans ce cas, annulerait complètement la règle. Dans la désignation de drogues simples, d'ailleurs, il y a beaucoup de substances qui ne sont pas exclusivement propres à la pharmacie, et dont la vente en gros et en détail ne peut être interdite aux épiciers. Il faudrait donc que les drogues simples dont la vente en détail doit être réservée uniquement aux pharmaciens fussent désignées nominativement; les écoles de pharmacie et les Conseils d'hygiène devront être consultés à ce sujet, comme il a été dit dans le paragraphe précédent.

Vente de substances vénéneuses. — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI étaient relatifs à la vente des substances vénéneuses; ils ont été abrogés par la loi du 19 juillet 1845 et par l'ordonnance du 10 octobre 1846, modifiée elle-même par le décret du 8 juillet 1850. Ces actes n'ont pas besoin de commentaires, et l'on peut se borner à recommander aux écoles de pharmacie et aux membres des jurys médicaux d'en surveiller l'exécution et d'en observer avec soin les effets.

Remèdes secrets. — La question des remèdes secrets auxquels s'applique l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI est une de celles qui, par les variations et l'incohérence de la législation, présentent malheureusement des difficultés. D'après la jurisprudence de la Cour de cassation, on devait entendre par remède secret toute préparation qui n'était point inscrite au Codex, ou qui n'aurait pas été composée par le pharmacien sur l'ordonnance d'un médecin, pour un cas particulier, ou qui n'aurait pas été spécialement autorisée par le gouvernement.

Cette jurisprudence ayant paru porter obstacle à l'introduction de remèdes nouveaux et utiles dans la thérapeutique, il a été rendu, le 3 mai 1850, un décret ainsi conçu :

« Les remèdes reconnus nouveaux et utiles par l'Académie nationale de médecine, et dont les formules, approuvées par le ministre de l'agriculture et du commerce, conformément à l'avis de ce corps savant, auront été publiées dans son *Bulletin*, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cesseront d'être considérés comme remèdes secrets. Ils pourront être, en conséquence, vendus librement par les pharmaciens, en attendant que la recette en soit inscrite dans une nouvelle édition du Codex. »

Ainsi, quand les professeurs des écoles de pharmacie, ou les membres des jurys médicaux, trouveront chez les pharmaciens dont ils visitent les officines des médicaments tout préparés non inscrits au Codex, ils devront s'assurer si ces médicaments ont été approuvés dans les formes ci-dessus indiquées; au cas contraire, ces préparations, quelque publicité qu'elles aient pu recevoir d'ailleurs, seront considérées comme rentrant dans la catégorie des remèdes secrets.

Quant aux remèdes secrets proprement dits, la vente en est interdite aux pharmaciens par l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI; toute annonce ou affiche imprimée qui indiquerait de pareils remèdes, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, est sévèrement prohibée par l'article 36 de la même loi. La loi interprétative du 29 pluviôse an XIII porte que ceux qui contreviendraient aux dispositions de cet article 36 seront poursuivis par mesure de police correctionnelle et punis d'une amende de 25 à 600 francs, et en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, de dix jours au plus.

Ce qu'il faut remarquer d'abord ici, c'est que la loi punit l'annonce des remèdes secrets, mais qu'elle semble ne prononcer aucune peine contre la vente même de ces remèdes : car l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI, qui défend aux pharmaciens de vendre des remèdes secrets, n'est accompagné d'aucune sanction pénale. Il est aisé de voir, toutefois, que la loi n'est réellement pas impuissante contre ce genre de contravention ; en effet, la vente des remèdes secrets par de simples particuliers est atteinte par l'article 6 de la déclaration du 25 avril 1777, qui défend aux épiciers ou à tous autres de vendre et débiter aucune préparation entrant au corps humain, sous peine de 500 francs d'amende. Quant aux pharmaciens, cette peine ne leur est pas applicable, ils seraient seulement passibles d'une amende de simple police, pour le fait de la vente d'un remède secret non autorisé.

Mais y a-t-il, et peut-il y avoir des remèdes secrets autorisés? C'est là le point qui, dans l'état actuel de la législation, donne lieu aux plus grandes difficultés. On sait que la loi du 21 germinal an XI prohibait toute annonce ou affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets; cette prohibition absolue ne fut pas de longue durée, car un décret en date du 25 prairial an XIII dispose que la défense d'annoncer et de vendre des remèdes secrets, portée par l'article 26 de la loi du 21 germinal, ne concerne pas les préparations ou remèdes qui, avant la publication de ladite loi, avaient été approuvés, et dont la distribution avait été permise dans les formes alors usitées; qu'elle ne concerne pas non plus les préparations ou remèdes qui, d'après l'avis des écoles, des sociétés de médecine ou de médecins connus, commis à cet effet, depuis ladite loi, auraient été ou seraient approuvés, et dont la distribution serait permise par le gouvernement, quoique leur composition ne soit pas divulguée.

Il semble que ce décret ait été abrogé par celui du 18 août 1810, portant en substance que toutes les permissions accordées pour la vente des remèdes secrets cesseront d'avoir leur effet, à partir du

1^{er} janvier suivant; que tous les inventeurs ou propriétaires de remèdes de cette nature devront en déposer la recette pour qu'elle soit examinée par une commission instituée à cet effet; qu'il y aura une commission de révision, que les remèdes secrets qui seront définitivement reconnus nouveaux et utiles seront achetés par le gouvernement et rendus publics, et que les autres seront prohibés.

Mais l'exécution de ce décret a éprouvé des difficultés jusqu'à présent insolubles dans son application à un certain nombre de remèdes secrets qui avaient été précédemment autorisés, et dont les possesseurs furent dispensés, par un autre décret en date du 20 décembre 1810, de soumettre leurs recettes à un nouvel examen. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer et de discuter les motifs qui ont porté l'administration à admettre que, dans cette impossibilité d'accorder deux décrets ayant également force de loi, il était juste et convenable de considérer le décret du 25 prairial an XIII comme étant toujours en vigueur à l'égard des remèdes dont il s'agit; il suffit de rappeler que les remèdes anciennement approuvés auxquels s'applique cette décision sont seulement : 1^o les pilules du docteur Belloste; 2^o les grains de santé du docteur Franck; 3^o la poudre d'Irroë; 4^o le rob Laffecteur; 5^o la pommade Farnier; 6^o l'élixir vermifuge de Chiarini; 7^o l'eau de mélisse Boyer.

Il y a une autre classe de remèdes secrets autorisés, qui comprend seulement les biscuits antisypilitiques du docteur Ollivier et la poudre de Sancy, contre le goître, remèdes sur lesquels l'Académie de médecine a porté un jugement favorable, quoique non définitif en ce qui concerne la poudre de Sancy, mais dont le gouvernement n'avait pas jugé convenable de proposer l'acquisition aux chambres. Ces remèdes ont été assimilés à ceux auxquels s'applique le décret du 20 décembre 1810.

Il a toujours été entendu que les autorisations plus ou moins explicites qui ont été accordées pour la vente de ces remèdes étaient essentiellement provisoires. Les remèdes qui en sont l'objet ne peuvent d'ailleurs être vendus que sous les conditions déterminées par les articles 2 et 3 du décret du 25 prairial an XIII, c'est-à-dire par l'inventeur ou le propriétaire lui-même, ou par des dépositaires qui doivent être agréés, à Paris par le préfet de police, et, dans les autres villes, par le préfet, le sous-préfet, ou, à son défaut, par le maire, qui peuvent, en cas d'abus, retirer leur agrément.

Obligations imposées aux pharmaciens. — Si les pharmaciens demandent, à juste titre, d'être protégés contre les empiétements de diverses professions, sur le domaine qui leur est exclusivement réservé par la loi, il faut que, de leur côté, ils justifient ce privilège,

en remplissant toutes les conditions qu'exige l'exercice réel de la pharmacie.

Il importe donc que les professeurs des écoles de pharmacie et les jurys médicaux s'assurent, lorsqu'ils font la visite des pharmacies, si les officines sont établies dans un local convenable, et si elles renferment les appareils et ustensiles nécessaires pour la bonne préparation des médicaments. Il faut aussi avoir soin de noter dans les procès-verbaux des visites les officines où l'on ne trouverait pas tous les médicaments les plus usuels, tous ceux qui sont marqués d'un astérisque dans la dernière édition du Codex. Il ne paraît pas y avoir lieu, dans l'état actuel de la législation, de procéder, soit judiciairement, soit par mesure administrative, contre les pharmaciens qui manqueraient ainsi aux devoirs de leur profession ; mais on ne peut douter que de simples avertissements donnés par les professeurs des écoles ou par les membres des jurys ne fussent, dans la plupart des cas, pour que les pharmaciens qui seraient trouvés en faute ne s'exposent pas à de nouveaux reproches ; en cas de persistance, la publicité que pourrait recevoir la censure prononcée par les juges, dans les rapports adressés à l'autorité, serait peut-être un moyen d'action efficace, en attendant que la loi projetée assure l'observance des obligations qu'impose le titre de pharmacien, par une pénalité proportionnée à la gravité des conséquences que leur oubli peut entraîner.

DÉCRET SUR L'APPROBATION DES REMÈDES NOUVEAUX
(DU 3 MAI 1850).

Le président de la république :

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, vu les articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI ; vu le décret du 18 août 1810 ; vu l'avis de l'Académie nationale de médecine ;

Considérant que, dans l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, tout remède non formulé au Codex pharmaceutique, ou dont la recette n'a pas été publiée par le gouvernement, est considéré comme remède secret ;

Considérant qu'aux termes de la loi du 21 germinal an XI, toute vente de remèdes secrets est prohibée ;

Considérant qu'il importe à la thérapeutique de faciliter l'usage des remèdes nouveaux dont l'utilité aurait été régulièrement reconnue,

Décrète :

Article 1^{er}. Les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie nationale de médecine, et dont les formules, approuvées par le ministre de l'agriculture et du commerce, conformément à l'avis de cette compagnie savante, auront été publiées dans son *Bulletin*, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cesseront d'être considérés comme remèdes secrets.

Ils pourront être, en conséquence, vendus librement par les pharmaciens, en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du Codex.

Art. 2 Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret. LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 2 NOVEMBRE 1850, CONCERNANT
L'APPROBATION ET LE DÉBIT DES REMÈDES NOUVEAUX.

Monsieur le préfet, la législation et la jurisprudence concernant l'exercice de la pharmacie, en ce qui touche l'annonce et la vente des remèdes secrets, sont depuis longtemps une cause d'embarras pour l'administration, d'hésitation et de doute pour les jurys médicaux, de décisions opposées et contradictoires pour les tribunaux.

Cependant la haute jurisprudence de la cour de cassation semblait avoir fixé sur ce point les idées et les principes. Suivant cette jurisprudence, on doit entendre par un remède secret toute préparation qui n'est point inscrite au Codex ou qui n'a pas été composée par un pharmacien sur l'ordonnance d'un médecin pour un cas particulier, ou enfin qui n'a pas été spécialement autorisée par le gouvernement. La même jurisprudence a établi, en outre, qu'on ne doit considérer ni comme remèdes, ni comme médicaments, les préparations simplement hygiéniques, qui sont parfois tout aussi bien du domaine du confiseur ou du parfumeur que de celui du pharmacien : telles sont les pâtes pectorales de guimauve, de jujube, de Regnault et autres du même genre; les eaux de Cologne et de Portugal, l'eau de mélisse des Carmes, etc.

Les jurys médicaux, en présence de la jurisprudence de la cour de cassation, se sont trouvés dans l'obligation de sévir contre plusieurs préparations médicinales dont l'utilité avait été consacrée déjà par l'expérience clinique, et dont les avantages avaient été reconnus par l'Académie nationale de médecine.

Les inventeurs ou les possesseurs de ces préparations invoquaient en vain leur bonne foi, l'approbation des corps scientifiques, la pu-

blicité donnée à la composition de ces médicaments et l'usage général qui en était fait par les hommes de l'art, les jurys médicaux et même les parquets trouvaient une contravention dans l'annonce et dans la vente de ces médicaments; de là des poursuites contre lesquelles on invoquait l'appui de l'administration.

L'administration, de son côté, a dû se préoccuper, dans l'intérêt des inventeurs sérieux et de la santé publique, des difficultés sans cesse renaissantes, et qui toutes prenaient leur source dans l'application rigoureuse de la jurisprudence; elle s'est demandé si les remèdes qui avaient été accueillis par l'Académie de médecine, dans l'intervalle écoulé entre leur approbation et leur insertion au Codex, devaient et pouvaient être assimilés à des remèdes secrets, et si, par suite, on devait en poursuivre les annonces et la vente.

L'Académie de médecine, consultée, a émis un avis par suite duquel j'ai été amené à proposer à la signature du président de la république le décret ci-joint, qui décide que les remèdes reconnus comme nouveaux et utiles par l'Académie nationale de médecine cesseront d'être considérés comme remèdes secrets, et pourront être, en conséquence, vendus librement par les pharmaciens, en attendant que la recette en soit insérée dans une nouvelle édition du Codex, lorsque les formules approuvées par mon ministère, conformément à l'avis de l'Académie, auront été publiées dans le *Bulletin* de cette compagnie savante.

Vous le voyez, monsieur le préfet, le décret a pour but de concilier les exigences salutaires de la loi avec les intérêts des inventeurs sérieux de choses utiles, les garanties précieuses données à la santé publique, avec les progrès non moins précieux de l'art.

Si ce décret ne change rien à la législation, l'esprit dans lequel il a été conçu doit, à l'avenir, éclairer les jurys médicaux dans la conduite qu'ils auront à tenir, et prévenir les difficultés et les divergences d'opinions qui s'étaient produites.

Il est bien entendu, monsieur le préfet, que l'annonce et la vente des remèdes secrets continueront à être poursuivies par les jurys médicaux, auxquels vous devez même recommander de redoubler de surveillance et de sévérité pour réprimer les dangereux abus qui sont journellement signalés à cet égard.

Mais le décret du 3 mai 1850 ayant eu pour but de modifier la jurisprudence de la cour de cassation, en ce qui concerne les remèdes nouveaux reconnus utiles, les jurys médicaux seront, par les soins de mon département, tenus au courant des remèdes qui, autorisés en vertu du décret du 3 août 1850, pourront être annoncés et vendus légalement.

Quant à ceux qui ont été, dans ces derniers temps, et antérieure-

ment au décret, l'objet de rapports favorables de l'Académie de médecine, et qui sont, on peut le dire, passés dans la pratique, tels que :

- 1° Les pilules de carbonate ferreux de Vallet;
- 2° Les pains ferrugineux de Dérout-Boissières;
- 3° Les lactates de fer de Gélis et Conté;
- 4° Le citrate de magnésie de Rogé;
- 5° Le kousso, remède contre le tœnia, apporté d'Abyssinie par M. Rochet d'Héricourt;
- 6° La poudre et les pastilles de charbon végétal du docteur Belloc.

Ceux-là, dis-je, me semblent aujourd'hui à l'abri de toute poursuite et ne pouvoir être assimilés à des remèdes secrets.

En conséquence des explications qui précèdent, vous devez, monsieur le préfet, recommander aux jurys médicaux de n'apporter aucune entrave à l'annonce et à la vente des médicaments qui, depuis la promulgation du Codex, auront été, ainsi que ceux dont l'énumération est ci-dessus faite, approuvés par l'Académie nationale de médecine, soit avant, soit après le décret du 5 mai 1850, et dont les formules ou procédés de fabrication, insérés dans son *Bulletin*, auront été, conformément audit décret, soumis à mon approbation.

J. DUMAS.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 24 AVRIL 1859 ACCOMPAGNANT L'ENVOI
DU DÉCRET RELATIF A L'INSPECTION DES PHARMACIES.

Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous adresser un décret impérial, en date du 23 mars dernier, qui règle le mode à suivre, à l'avenir, pour l'inspection des officines des pharmaciens et des magasins des droguistes, en exécution de la loi du 21 germinal an XI.

Par l'effet de l'article 17 du décret du 22 août 1854, portant règlement d'administration publique sur le régime des établissements d'enseignement supérieur, les jurys médicaux ont cessé d'être investis du droit de conférer les grades d'officier de santé, de sage-femme, de pharmacien de 2^e classe et d'herboriste; ces jurys ont perdu, de cette manière, leur attribution la plus importante, celle qui avait motivé leur création; et l'expérience a démontré qu'ils ne pouvaient être plus longtemps maintenus en exercice, au seul point de vue de la visite annuelle des pharmacies.

Il y avait donc à procéder à la réorganisation de ce dernier service, et il a été reconnu qu'elle pouvait être effectuée par décret,

comme constituant une mesure purement réglementaire, du domaine du pouvoir exécutif, en vertu des lois générales de police de 1790 et 1791, lesquelles donnent à ce pouvoir la compétence dans les matières qui touchent à l'intérêt de la santé publique.

L'article 1^{er} du nouveau décret rendu en conséquence, et que vous trouverez à la suite de la présente circulaire, charge les Conseils d'hygiène publique et de salubrité des fonctions dont cesseront d'être investis les jurys médicaux. Le même article, se référant implicitement aux dispositions actuellement en vigueur, porte que la visite sera faite au moins une fois par année, dans chaque arrondissement. Il confie, de plus, cette opération à trois membres desdits Conseils, qui doivent être spécialement désignés par un arrêté préfectoral.

Aux termes de l'article 2, les écoles supérieures de pharmacie de Paris, Strasbourg et Montpellier conservent, à cet égard, les attributions qui leur ont été conférées exceptionnellement par l'article 29 de la loi précitée du 21 germinal an XI.

Sur ce dernier point, monsieur le préfet, je n'ai point d'instructions particulières à vous faire parvenir.

Quant à ce qui se rattache aux visites attribuées à des membres des conseils d'hygiène, il importe d'établir, autant que possible, l'uniformité dans la mise en pratique de cette nouvelle disposition.

Les commissions d'inspection que vous aurez à désigner annuellement devront donc, à moins d'obstacles dont vous voudriez bien m'informer, se composer d'un docteur en médecine et de deux pharmaciens, ou d'un docteur en médecine, d'un pharmacien ou d'un chimiste.

Les membres délégués prendront le titre d'*Inspecteurs de la pharmacie*, et vous devrez, d'année en année, en transmettre la liste nominative à mon ministère, dès que vous l'aurez arrêtée. Suivant l'article 3 du décret, il sera pourvu au paiement des frais d'inspection, conformément aux lois et règlements en vigueur. La quotité des taxes spéciales à percevoir demeure donc fixée à 6 francs pour chaque pharmacie visitée, et à 4 francs pour chaque magasin de droguiste ou d'épiciier tenant quelqu'un des articles de droguerie énoncés au tableau annexé à l'ordonnance du 20 septembre 1820.

Les magasins d'herboristes devront aussi être visités ; mais je crois utile de rappeler ici que ces établissements ne donneraient lieu à la perception du droit qu'autant qu'on y vendrait de la droguerie, et, dans ce cas, les propriétaires seraient désignés au rôle comme droguistes.

Les inspecteurs de la pharmacie devront, en outre, comme le faisait le jury médical, mettre à profit leurs tournées pour vérifier la

qualité des substances alimentaires tenues par les épiciers et les droguistes, et pour éclairer sur ce point les autorités appelées à constater les contraventions ou à en poursuivre les auteurs. Il vous appartient, monsieur le préfet, de leur donner, à cet effet, une délégation spéciale, par l'arrêté même qui prescrira les visites et désignera les membres chargés d'y procéder.

Ainsi se trouveront conciliés, d'une manière favorable à la santé publique, le principe de la surveillance municipale et les avantages d'une inspection s'étendant simultanément aux divers points du département.

Je vous recommande, monsieur le préfet, à raison de l'incontestable importance des visites dont il est ici question, d'insister, dans les termes les plus pressants, auprès du conseil général, le cas échéant, afin d'obtenir le complément de fonds qui serait reconnu nécessaire pour assurer l'exact accomplissement de ces inspections annuelles, suivant le vœu de la loi.

Il reste entendu que vous continuerez de me soumettre, en me communiquant le compte rendu des visites, vos propositions pour le règlement des frais de route et des indemnités auxquels donneront lieu les déplacements des inspecteurs de la pharmacie.

De mon côté, et conformément aux usages actuels, je ferai part de mes décisions à M. le ministre de l'intérieur, pour l'ordre de la comptabilité départementale.

Signé : E. ROUHER.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 23 MARS 1859, RELATIF A L'INSPECTION DES
PHARMACIES.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les lois des 16-24 août 1790 et 19-22 juillet 1791 ;

Vu les lois des 19 ventôse et 21 germinal an xi ;

Vu l'arrêté du gouvernement, du 25 thermidor, même année ;

Vu les lois annuelles du budget des recettes ;

Vu la loi du 14 juin 1854, et le décret portant règlement d'administration publique, du 22 août suivant ;

Notre Conseil d'État entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'inspection des officines des pharmaciens et des magasins des droguistes, précédemment exercée par les jurys médicaux

est attribué aux Conseils d'hygiène publique et de salubrité ; la visite en sera faite, au moins une fois par année, dans chaque arrondissement, par trois membres de ces Conseils, désignés spécialement par arrêté du préfet.

Art. 2. Les écoles supérieures de pharmacie de Paris, de Strasbourg et de Montpellier, continueront à remplir, en ce qui concerne la visite des officines des pharmaciens et des magasins des droguistes, les attributions qui leur ont été conférées par l'article 29 de la loi du 21 germinal an xi.

Art. 3. Il sera pourvu au paiement des frais de ces inspections conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 30 OCTOBRE 1859 SUR L'EXÉCUTION
DU DÉCRET QUI PRÉCÈDE.

Monsieur le préfet, l'exécution du décret du 25 mars 1859, qui a reconstitué sur de nouvelles bases le service d'inspection de la pharmacie, a donné lieu, sur certains points, à des hésitations qui me paraissent rendre quelques explications nécessaires.

Le décret du 23 mars 1859 renferme une prescription unique, mais absolue : l'inspection annuelle des pharmacies, drogueries, etc., doit être faite par trois membres des conseils d'hygiène publique et de salubrité, désignés spécialement par arrêté préfectoral. Il suit de là que, pour aucun motif, une personne étrangère à ces conseils ne peut être appelée à faire partie d'une commission d'inspection.

Quant à la composition des commissions de cette espèce, s'il arrivait que les instructions contenues dans la circulaire du 24 avril 1859 ne pussent recevoir leur exécution dans votre département, vous auriez à organiser le service de la manière qui vous paraîtrait tout à la fois la plus conforme à l'intérêt public et le plus en rapport avec la situation, en attendant que l'époque du renouvellement des conseils d'hygiène vous permit d'y faire entrer les éléments qui manqueraient pour l'accomplissement des instructions que je viens de rappeler.

Si les circonstances l'exigeaient, MM. les préfets feraient opérer temporairement la visite par trois médecins ou par deux médecins

et un chimiste : ils seraient même libres de faire entrer, dans la commission chargée de l'inspection d'un arrondissement, un ou plusieurs membres choisis au sein du conseil d'hygiène d'un autre arrondissement ; ils pourraient enfin, s'ils avaient des raisons sérieuses d'en agir ainsi, ne pas instituer autant de commissions qu'il y a d'arrondissements dans le département.

Je vous recommande toutefois, monsieur le préfet, de n'user qu'avec réserve de la latitude qui vous est laissée à ces différents égards ; la règle posée par ma circulaire du 24 avril dernier devant être appliquée autant que possible.

La question s'est élevée de savoir si les pharmaciens de seconde classe, membres des conseils d'hygiène, peuvent faire partie des commissions d'inspection. L'administration ne saurait, sans blesser de légitimes susceptibilités, sans affaiblir l'effet des visites et en compromettre, jusqu'à un certain point, le résultat, appeler des pharmaciens d'un ordre inférieur à contrôler les opérations d'autres pharmaciens reçus par les écoles supérieures. Les pharmaciens pourvus du diplôme de première classe doivent donc toujours être préférés pour les fonctions d'inspecteurs de la pharmacie, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles, et vous auriez, monsieur le préfet, à m'en référer préalablement.

D'après ce qui précède, vous comprendrez que, tout en conservant, jusqu'à un certain point, la faculté de faire entrer dans les conseils d'hygiène les pharmaciens de seconde classe que des études et des travaux spéciaux recommanderaient à votre choix, il doit, en règle générale, se porter préférablement sur les praticiens reçus dans les écoles supérieures de pharmacie. *Signé : ROUHER.*

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 26 AVRIL 1861 CONCERNANT LES APPLICATIONS DU DÉCRET DE DÉCENTRALISATION A LA VISITE DES PHARMACIES, ETC.

Monsieur le Préfet, un décret du 13 avril courant, inséré au *Moniteur* du lendemain, avec un rapport servant d'exposé des motifs, vous attribue la décision de certaines affaires administratives dont la décentralisation n'avait pas été prononcée par le décret du 25 mars 1852. Je n'ai à vous entretenir ici que de celles des nouvelles dispositions qui se rattachent aux services de la direction du commerce intérieur (bureau de la police sanitaire et industrielle), et d'après lesquelles il vous appartient désormais :

1° De régler les frais des visites annuelles des pharmacies et des magasins des épiciers ou droguistes (art. 2, n° 6, du décret) ;

2° D'autoriser les fabriques d'eaux minérales artificielles (art. 2, n° 7) ;

3° D'autoriser les dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles (art. 2, n° 8) ;

4° De nommer les médecins du service des épidémies (art. 5, n° 10).

Pour l'exercice du nouveau droit qui vous est ainsi conféré, vous vous inspirerez des lois spéciales et des règlements actuellement en vigueur.

En ce qui concerne la visite des pharmacies, vous tiendrez la main à ce que cette opération si importante, au point de vue de la santé publique, ait lieu chaque année, suivant la prescription formelle des articles 20, 30 et 31 de la loi du 21 germinal an XI, et vous vous conformerez, pour la composition des commissions d'inspection, aux instructions contenues dans mes circulaires des 24 avril et 30 octobre 1859. Quant à la fixation des indemnités à allouer aux membres de ces commissions, en prenant pour base les chiffres des règlements de cette nature auxquels mon ministère a procédé jusqu'à ce jour, par suite de vos propositions, vous éviterez l'inconvénient d'accorder des sommes excessives, ou de n'accorder que des rémunérations insuffisantes.

Afin de me mettre à même d'embrasser l'ensemble de ce service dans toute l'étendue de l'Empire, je vous serai obligé de m'adresser, d'année en année, le résumé des rapports des commissions d'inspection, avec l'indication des mesures administratives et des décisions judiciaires auxquelles ils auront lieu.

A l'égard des fabriques d'eaux minérales artificielles, vous subordonnerez vos autorisations à l'accomplissement préalable des conditions déterminées par les articles 1, 13 et 14 de l'ordonnance royale du 18 juin 1823. Vous prendrez l'avis du conseil d'hygiène publique et de salubrité de votre département, pour l'appréciation des connaissances spéciales des exploitants et pour l'approbation des formules de préparation qui vous seront soumises.

Vous agirez de la même manière à l'égard des dépôts d'eaux minérales naturelles, avec cette différence que le conseil d'hygiène sera seulement consulté sur la convenance du local où l'on se proposerait d'établir chaque dépôt.

Pour ce qui se rapporte aux médecins du service des épidémies, je me borne à vous prier, monsieur le préfet, de me tenir informé des mutations qui s'opéreront successivement, ainsi que des circonstances qui les auront amenées.

Je mets à profit cette circonstance pour vous faire connaître une

nouvelle disposition relative à la production des tableaux concernant les accidents d'hydrophobie observés dans chaque département : d'après les précédentes instructions, ces documents devaient m'être envoyés de semestre en semestre ; il suffira désormais que vous me les fassiez parvenir dans la première quinzaine de chaque année. Mais je vous demande de veiller à ce que ces envois annuels s'effectuent avec exactitude.

Signé : E. ROUHER.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 NOVEMBRE 1867, CONCERNANT
LA VISITE DES PHARMACIES.

Monsieur le préfet, par suite des observations présentées par plusieurs conseils généraux et des dispositions concertées entre le ministère de l'intérieur et le mien, le service d'inspection des pharmacies et des magasins de drogueries ou d'épiceries a été, conformément à l'avis du Conseil d'État, inscrit en recettes et en dépenses au budget général de 1868. Les frais de cette inspection seront, en conséquence, à partir de l'année prochaine, acquittés par l'État, et le produit des droits spéciaux devra être perçu pour le compte du Trésor. Veuillez, je vous prie, donner à qui de droit les instructions nécessaires à cet effet.

La mesure qui a mis à la charge du budget de l'État la dépense à laquelle donnera lieu, dorénavant, la visite des pharmacies ayant virtuellement abrogé les dispositions du décret du 3 avril 1861 qui avaient chargé MM. les préfets de régler cette dépense, c'est mon ministère qui se trouve appelé à procéder à cette opération, à partir de l'exercice 1868. Vous voudrez donc bien, monsieur le Préfet, en portant à ma connaissance chaque année, les résultats de la visite au double point de vue du service d'inspection et du montant des taxes, me soumettre vos propositions pour règlement des frais à acquitter. Elles devront être établies d'après les bases indiquées dans la circulaire ministérielle du 26 avril 1861 et de manière que la dépense reste dans la limite de celles qui ont eu lieu précédemment, année moyenne, pour le même objet, dans votre département. En vous faisant connaître ma décision, j'ordonnerai à votre nom, sur le crédit qui a été spécialement inscrit au budget de mon ministère, le montant des sommes à répartir, à titre d'indemnité, entre les inspecteurs du service.

Je vous serai obligé, monsieur le préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'indiquer, en même temps, la moyenne de la dépense occasionnée par l'inspection des pharmacies dans votre département pendant les cinq dernières années.

Signé DE FOUCADE.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 JUIN 1868 CONCERNANT LA VISITE
DES PHARMACIES.

Monsieur le Préfet, le service d'inspection des pharmacies et des magasins de drogueries ou d'épiceries ayant été inscrit en dépenses et en recettes au budget général de 1868, le produit des droits spéciaux, qui constituait précédemment une ressource départementale, doit, à partir de cette même année, être perçu pour le compte du Trésor. M. le Ministre des finances vient de m'informer qu'afin d'assurer le recouvrement de ces droits et de prévenir les non-valeurs, il a recommandé aux directeurs des contributions directes d'apporter la plus grande célérité dans la confection des rôles. Mon collègue ajoute que la mise à exécution des mesures qu'il a prescrites à ce sujet est subordonnée au plus ou moins d'activité que les inspecteurs de la pharmacie, chargés d'établir les matrices qui doivent servir à la rédaction des documents, apporteront dans l'accomplissement de leur mandat, et il demande, en conséquence, que ces matrices soient produites à l'époque fixée par l'ordonnance royale du 17 avril 1839, pour la remise de celles qui se rapportent à la rétribution pour frais de vérification des poids et mesures, c'est-à-dire le 1^{er} août de chaque année au plus tard. Veuillez, Monsieur le Préfet, donner des instructions nécessaires à cet effet, et tenir la main à ce qu'elles soient exactement observées, sinon pour l'exercice 1868, du moins pour ceux qui suivront. *Signé : DE FORCADE.*

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 30 SEPTEMBRE 1869 CONCERNANT
LES VISITES DES PHARMACIES.

Monsieur le Préfet, aux termes des instructions contenues dans la circulaire ministérielle du 20 juin 1868 et conformément au désir de M. le Ministre des finances, les matrices destinées à la confection des rôles de droits de visite dans les pharmacies et les magasins d'épiceries ou de drogueries doivent être produites le 1^{er} août de chaque année au plus tard.

Des réclamations m'ayant été adressées au sujet de ce délai, je les ai soumises à M. le Ministre des finances.

Dans la réponse qu'il vient de me faire parvenir, M. Magne rappelle qu'il est très-important, pour l'économie du budget, que les rôles de toute nature, établis au profit du Trésor, soient publiés dans le délai voulu, afin que les produits puissent en être rattachés

à l'exercice auquel ils se rapportent, délai qui, aux termes des règlements, est celui du 31 janvier de l'année qui suit celle de l'imposition.

Son Excellence ajoute que, dans le cas où l'époque du 1^{er} août ne pourrait pas se concilier avec l'ordre à suivre dans la visite des pharmacies et où il serait absolument nécessaire de prolonger ce délai, il conviendrait du moins que la remise des dernières matrices relatives aux droits de visite ne dépassât pas le 1^{er} octobre, c'est-à-dire l'ouverture du dernier trimestre de l'année.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de donner des instructions dans ce sens.

Signé : A. LE ROUX.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 8 AOUT 1870 CONCERNANT LA VISITE
DES PHARMACIES.

Monsieur le Préfet, aux termes des instructions concertées entre l'Administration des Finances et celle de l'Agriculture et du Commerce, les matrices destinées à la confection des rôles de droits de visite dans les pharmacies, magasins de drogueries ou d'épiceries, doivent être produites le 1^{er} août de chaque année et, au plus tard, dans des cas exceptionnels, le 1^{er} octobre.

Il devrait en être de même des propositions de règlement des frais d'inspection. Il est loin d'en être ainsi cependant : ces propositions, dans un très-grand nombre de départements, me sont adressées tardivement, et il est arrivé que quelques-unes, notamment pour l'exercice 1869, ne sont parvenues qu'après la clôture de l'exercice. Il en résulte des difficultés sérieuses pour le paiement des honoraires et vacations dus aux inspecteurs, la dépense pouvant tomber en exercice clos. Cette situation est regrettable.

Je viens vous prier très-instamment, Monsieur le Préfet, de m'adresser, au plus tard le 1^{er} octobre, vos propositions pour le règlement des frais d'inspection dont il s'agit.

Je dois ajouter qu'il importe essentiellement de renfermer les dépenses dans la limite du crédit affecté à votre département par ma dépêche circulaire du 5 février dernier, attendu que la répartition de ces crédits a été établie d'après le montant intégral de l'allocation inscrite au budget. Je ne puis en aucune manière approuver les dépenses au delà de cette allocation, et je me verrais, au cas où les prévisions seraient dépassées, dans la nécessité absolue de réduire les propositions de règlement.

Signé : LOUVET.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 10 MAI 1850 CONCERNANT LA FABRICATION
ET LA VENTE DES SIROPS FALSIFIÉS.

Monsieur le Préfet, en se livrant aux visites prescrites par les articles 42 et 43 de la loi du 21 germinal an xi, l'école de pharmacie de Paris avait reconnu la mauvaise qualité des sirops vendus par les herboristes, droguistes et épiciers. Le sucre s'y trouvait en partie remplacé par la matière sucrée dite sucre de fécule ou de froment; la gomme, la guimauve, le capillaire, n'entraient aucunement dans la confection des sirops portant le nom de ces substances. Le sucre de groseille, quand il était employé pour la fabrication du sirop de groseilles, y était accompagné de suc de cassis, d'infusion de coquelicot ou d'orseille, destinés à en rehausser la couleur.

Même en supposant que de pareilles fraudes ne puissent compromettre la santé des personnes bien portantes, elles avaient au moins pour effet de nuire à l'efficacité du traitement des malades, et elles constituaient, en outre, une tromperie sur la nature de la chose vendue.

Pour parvenir plus sûrement à la répression de ces délits, l'école de pharmacie, avec l'autorisation de M. le préfet de police, a procédé récemment, dans Paris et dans la banlieue, à la visite des magasins des confiseurs, distillateurs et liquoristes connus pour livrer aux détaillants la presque totalité de leurs sirops.

Les procès-verbaux des commissaires de police chargés d'assister MM. les professeurs de l'école ont constaté la saisie et la mise sous scellés d'une quantité considérable de sirops mal préparés, et la huitième chambre du tribunal de première instance, jugeant en police correctionnelle, a prononcé, le 5 mars 1850, contre plusieurs inculpés, des condamnations en ces termes :

« Attendu que, dans le courant de 1849, les sieurs. ont
 « trompé l'acheteur sur la nature de la marchandise par eux vendue
 « au public, tant par eux-mêmes que par l'intermédiaire des débi-
 « tants des préparations vendues par eux-mêmes, comme sirops de
 « gomme, guimauve, orgeat et capillaire, qu'ils avaient dénaturés,
 « soit en y faisant entrer en quantité nulle ou insignifiante les sub-
 « stances servant à la dénomination desdits sirops, soit en y mélan-
 « geant de la glucose, délit prévu par l'article 423 du Code pénal,
 « le tribunal les condamne à 200 francs d'amende chacun, à la con-
 « fiscation et aux dépens. »

Depuis ce jugement, plusieurs des épiciers, confiseurs et liquoristes condamnés ont changé leur manière d'opérer; quelques-uns

même ont retiré de chez leurs clients les produits de mauvaise qualité qu'ils leur avaient livrés.

Devant un tel résultat, il est permis d'espérer le prochain et complet abandon d'un genre d'abus nuisible aux intérêts des consommateurs et contraire à la loyauté commerciale; mais il importe de recourir, dans les départements, à des mesures semblables à celles dont l'École de pharmacie de Paris a pris l'initiative; autrement, les droguistes, herboristes, confiseurs et liquoristes des départements pourraient impunément continuer une fabrication frauduleuse, et en placer les produits, à bas prix, jusque dans la capitale.

Je vous invite donc, Monsieur le Préfet, à faire parvenir à l'école de pharmacie, ou au jury médical de votre département, des instructions conformes au vœu que je viens d'exprimer. Vous jugerez s'il y aurait lieu de prescrire, dès à présent, des visites spéciales dans les principales villes, ou d'attendre l'époque de la visite annuelle, pour faire procéder à l'inspection des fabriques de sirops partout où il s'en trouve. Vous prendrez, ou vous provoquerez auprès des autorités municipales, les arrêtés nécessaires, et vous adresserez à qui de droit les directions convenables pour qu'il soit procédé régulièrement à la constatation des faits qui établiraient le délit de fraude sur la nature de la chose vendue. Les procès-verbaux dressés par les officiers de police seront transmis, avec les pièces justificatives, au procureur de la République de l'arrondissement dans lequel les saisies auront été opérées.

Signé : J. DUMAS.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 JUILLET 1830 CONCERNANT
LA FALSIFICATION DE CERTAINS MÉDICAMENTS.

Monsieur le Préfet, il a été plusieurs fois reconnu que l'onguent populeum destiné à la médecine vétérinaire était un simple mélange de graisse et de sulfate de cuivre pulvérisé, et non une préparation conforme aux prescriptions du codex pharmaceutique.

Il est aisé de comprendre combien ces substitutions frauduleuses compromettent le succès du traitement employé sur les animaux, et par conséquent la fortune des cultivateurs.

On a paru croire que cet état de choses tenait à l'insuffisance des règlements de police médicale; il n'en est rien.

Si le délinquant est pharmacien, l'article 29 de la loi du 21 germinal an xi et l'article 21 de la loi du 22 juillet 1791 assurent la répression de l'abus que je viens de signaler. La fraude est punie d'une amende de 100 fr. et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à six mois.

Si le délinquant est épicier ou droguiste, il est passible d'une amende de 500 francs, aux termes de l'article 33 de la loi du 21 germinal précitée; enfin, si le contrevenant n'est ni pharmacien, ni droguiste, ni épicier, il peut être poursuivi pour vente illégale de médicaments et pour infraction à l'ordonnance du 29 octobre 1846 sur les substances vénéneuses.

Dans tous les cas, le délit de fraude peut être atteint par l'article 423 du Code pénal, pour tromperie sur la nature de la marchandise vendue.

La loi ne manque donc, en réalité, ni aux citoyens pour se faire rendre justice, ni à l'autorité pour protéger les intérêts de la santé publique. Il suffirait que les faits de fraude fussent régulièrement constatés et déferés aux tribunaux, pour que la répression en fût assurée.

Je vous invite, Monsieur le Préfet, à faire parvenir des instructions dans ce sens, tant au jury médical qu'aux médecins vétérinaires de votre département. Le jury médical devra s'attacher particulièrement à reconnaître et à constater le genre d'abus sur lequel je viens d'appeler votre attention. Les procès-verbaux et les subs'ances saisies seront transmis, par votre intermédiaire, au ministère public.

Signé : J. DUMAS.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 AVRIL 1859 CONCERNANT
LES ANNONCES MENSONGÈRES.

Monsieur le Préfet, il arrive fréquemment que certains remèdes non inscrits au Codex, et sur lesquels l'Académie impériale ne s'est pas prononcée, ou qu'elle a même formellement repoussés, sont présentés, dans les annonces et prospectus, en des termes propres à faire croire à une approbation de la part de cette compagnie savante, et à la légalité de l'annonce et de la vente desdits remèdes.

L'Académie s'est vivement émue de ces abus, et elle a demandé qu'ils fussent sévèrement réprimés, dans l'intérêt de sa dignité et, plus encore, dans celui de la santé publique.

Cette compagnie savante a soumis au Gouvernement la question de savoir si l'on ne pourrait pas faire servir à cette répression la disposition de l'article 15 du décret organique sur la presse, des 17-23 février 1852, article ainsi conçu :

« La publication ou la reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie d'une amende de cinquante à mille francs. »

Il ne m'a pas paru douteux, Monsieur le Préfet, que cette dis-

position spéciale ne soit applicable à l'indication mensongèrement faite, dans un journal, ou dans une affiche ou prospectus, de l'approbation d'un remède par l'Académie impériale de médecine. Mon opinion à cet égard a été partagée par M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Vous savez, Monsieur le Préfet, que les remèdes auxquels a été faite, jusqu'à présent, l'application du décret du 3 mai 1850, relatifs aux remèdes reconnus nouveaux et utiles, sont en très-petit nombre; ce sont ceux qui ont été désignés dans les circulaires émanées de mon ministère, les 15 avril 1852, 22 décembre 1853, 10 mars et 4 décembre 1854, 10 mai et 4 juillet 1857.

On a assimilé à ces médicaments quelques préparations qui ont été, antérieurement au décret du 3 mai 1850, l'objet de rapports favorables de l'Académie de médecine, et dont l'indication se trouve dans une autre circulaire du 2 novembre 1850.

Il existe encore plusieurs autres remèdes qui, à raison d'autorisations dont ils ont été antérieurement l'objet, continuent d'être vendus, sans opposition de la part de l'Administration, en attendant qu'une nouvelle législation ait fait cesser cette situation provisoire. Les détenteurs de ces remèdes, qui invoqueraient de semblables autorisations, doivent, à l'occasion, être tenus de les produire.

Du reste, à l'exception des médicaments compris dans les catégories qui viennent d'être indiquées, et de ceux qui sont inscrits au Codex, aucun remède n'a été approuvé : tous autres doivent donc être réputés remèdes secrets, et sont soumis aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 germinal an xi. Les personnes qui se prévaudraient, dans les annonces, de l'approbation de l'Académie, pour des préparations non spécifiées dans les énumérations qui précèdent, devraient, en outre, être poursuivies par application de l'article 16 du décret précité des 17-23 février 1852.

M. le Garde des sceaux m'a donné l'assurance que les délits de cette nature qui seraient signalés aux officiers du ministère public ne resteront jamais sans répression.

Je vous invite, en conséquence, Monsieur le Préfet, à recommander expressément, tant aux inspecteurs de la pharmacie qu'aux conseils d'hygiène publique et aux officiers de police judiciaire de votre département, d'exercer une surveillance soutenue sur les faits de l'espèce, afin de vous mettre en mesure de les porter à la connaissance de l'autorité judiciaire.

Je vous serai obligé de me rendre compte fréquemment du résultat des instructions que vous aurez données en exécution de cette circulaire.

Signé : E. ROUHER.

RAPPORT ET PROJET DE DÉCRET SUR LES REMÈDES SECRETS ET
ANNONCES DE MÉDICAMENTS (DÉCEMBRE 1854),

par M. Bussy.

Monsieur le Ministre, il a été renvoyé à Votre Excellence, par ordre de l'Empereur, une pétition de M. Burin du Buisson, pharmacien à Lyon, ayant pour objet d'obtenir que le Gouvernement prenne des mesures à l'effet d'assurer l'exécution du décret du 18 août 1818 sur les remèdes secrets, et d'empêcher toute annonce de préparations médicales, au moyen d'affiches, de prospectus, ou par la voie des journaux politiques.

M. Burin du Buisson avait communiqué sa pétition à la plupart des sociétés médicales et pharmaceutiques de France, en demandant leur adhésion. Un certain nombre de ces sociétés, notamment celles d'Amiens, de Bordeaux, de Douai, de Colmar, de Marseille, de Nîmes, de Tours, de Lyon, de la Rochelle, de Lorient, de Toulouse, ont en effet adhéré, avec ou sans restrictions, au vœu exprimé par le pétitionnaire.

La pétition de M. Burin du Buisson, transmise avec ces adhésions, comme faisant suite aux précédentes communications de l'espèce, a été renvoyée par le Comité lui-même à une commission qui depuis longtemps avait été chargée de faire un rapport sur les propositions relatives aux modifications qu'il pourrait être utile d'apporter à l'organisation de la pharmacie en France. Cette commission s'est réunie pour l'examiner, et la première question qu'elle s'est posée est celle de savoir si, à l'occasion d'une réclamation contre les remèdes secrets et contre les annonces, elle devait reprendre le travail d'ensemble qu'elle avait déjà soumis au Comité, mais dont la discussion avait été ajournée par des motifs sur lesquels il serait inutile de s'étendre ici. Nous nous bornerons à dire que les modifications à la législation existante, demandées il y a quelques années par les pharmaciens, ou au moins par leurs représentants les plus autorisés, soulevaient les questions les plus graves, notamment celles de la limitation du nombre des pharmaciens, la suppression des pharmaciens de deuxième classe, la fixation d'un tarif obligatoire pour la vente des médicaments, l'établissement de chambres de discipline, etc. — On conçoit que le Comité ait désiré s'entourer des renseignements les plus complets, avant de donner son avis sur de pareilles propositions. Ces renseignements ont été demandés et recueillis, au moins en partie, tant en France qu'à l'étranger, et le Comité pourrait, sans aucun doute, exprimer dès à présent son opinion sur les réformes proposées. Mais l'opportunité d'une discussion sur ces matières, dans les cir-

constances actuelles, lui paraît être au moins douteuse; et, sauf la décision de Votre Excellence, il croit devoir se borner à traiter séparément les points sur lesquels il y a nécessairement un parti à prendre, soit que l'on modifie ou non, dans des limites plus ou moins larges, l'organisation de la pharmacie telle qu'elle est maintenant constituée.

Au nombre de ces questions secondaires, et qui ne sont pas cependant sans importance, celle des remèdes secrets et des annonces tient certainement l'un des premiers rangs, et c'est du moins l'une de celles dont les pharmaciens semblent le plus se préoccuper.

Les remèdes secrets et les annonces sont, en apparence, deux choses très-distinctes. Ce n'est pas sans raison, cependant, que M. Burin du Buisson, et, avant lui, la plupart de ceux qui se sont occupés de la réforme de la pharmacie, les ont confondus dans le même anathème, et en ont également demandé la proscription.

C'est qu'en effet les remèdes secrets et les annonces sont considérés, par la plupart des pharmaciens qui veulent exercer légalement leur profession, comme la ressource et comme l'enseigne du charlatanisme; c'est que les annonces ne peuvent avoir pour objet que de préconiser les remèdes qui doivent être considérés comme secrets, d'après les principes de la jurisprudence actuellement établie; en sorte qu'il y a un lieu réel entre les remèdes secrets et les annonces de remèdes, même connus.

Toutefois, il ne sera pas inutile, pour la clarté de l'expression, de ne parler d'abord que des remèdes secrets : nous aborderons ensuite la question des annonces.

En ce qui concerne les remèdes secrets, M. Burin du Buisson se borne à demander *la mise en vigueur pure et simple* du décret du 18 août 1810.

Ce décret voulait qu'il n'y eût plus de remèdes secrets : il annulait les autorisations précédemment accordées pour la vente de certaines préparations qui avaient été approuvées, soit par la Société royale de médecine, soit par des commissions spéciales; mais il stipulait, en même temps, que les recettes de ceux de ces remèdes qui auraient été reconnus nouveaux et utiles, seraient achetées par le Gouvernement et rendues publiques; une commission était instituée pour examiner les remèdes dont il s'agit : une commission de révision devait statuer sur les réclamations des inventeurs ou propriétaires.

Le décret du 18 août 1810 est encore en vigueur. Il est appliqué tous les jours avec cette seule modification que c'est l'Académie impériale de médecine, et non une commission spéciale, qui donne son avis sur les remèdes secrets qui sont proposés au Gouverne-

ment; il n'y a plus, par conséquent, de commission de révision.

La demande de M. Burin du Buisson est donc sans objet, en tant qu'elle s'applique aux remèdes secrets qui n'ont jamais été autorisés; mais il est un certain nombre de remèdes secrets à l'égard desquels le décret du 18 août 1810 n'a jamais reçu sa complète exécution, et voici pourquoi :

A l'époque où ce décret fut rendu, les possesseurs de quelques remèdes qui avaient été précédemment autorisés, prétendirent qu'ils devaient être dispensés de produire de nouveau la recette de leurs préparations, et que la commission instituée par le décret avait seulement à prononcer sur le mérite de ces remèdes et sur le prix qu'il convenait d'en offrir. Cette prétention fut accueillie par un décret interprétatif du 26 décembre 1810, lequel fut maintenu sur l'avis du Conseil d'État, contrairement aux propositions du ministre de l'intérieur.

A tort ou à raison, on considéra ce décret comme un droit acquis aux possesseurs de remèdes qui se trouvaient dans la catégorie qui vient d'être indiquée, et, comme les commissions d'examen refusaient toujours de donner un avis sur les remèdes dont la recette ne leur était pas soumise, on crut devoir provisoirement tolérer l'annonce et la vente des remèdes dont les possesseurs, s'appuyant sur le décret du 26 décembre, refusaient à leur tour de communiquer la recette.

On suivit plus tard le même système de tolérance, à l'égard d'un petit nombre de préparations dont l'acquisition avait été proposée par l'Académie de médecine, mais qui ne parurent point présenter assez d'intérêt pour que le Gouvernement pût demander aux chambres les fonds nécessaires à cette acquisition. Comme on ne voulait pas priver l'art de guérir de ce que ces préparations pouvaient avoir d'utile, on fit pour elles ce qu'on avait fait pour les remèdes autorisés antérieurement au décret du 18 août 1810 : on en permit provisoirement l'annonce et la vente, en attendant la loi générale sur l'exercice et la police de la pharmacie, loi dont on s'est occupé tant d'années sans arriver à des résultats satisfaisants.

Ce provisoire doit-il durer indéfiniment, doit-il être maintenu jusqu'à ce que le Gouvernement juge convenable de présenter au Corps législatif une nouvelle loi sur la pharmacie?

Les pharmaciens demandent qu'il soit mis un terme à des abus qui leur semblent intolérables, et, comme la question des remèdes secrets n'est pas liée nécessairement à celle des conditions générales sur l'exercice de la pharmacie, comme elle peut, à la rigueur, être tranchée par un décret, tandis qu'il faudrait peut-être en attendre

longtemps la solution, si on la renvoyait à une loi sur l'organisation de la police de la pharmacie, nous croyons devoir, monsieur le ministre, émettre l'avis qu'il y a lieu de statuer, dès à présent, sur ce point important.

En ce qui touche les remèdes secrets, suffirait-il de recommander la stricte exécution du décret du 18 août 1810, comme le demande M. Burin du Buisson, en se bornant à supprimer les exceptions qui ont été peut-être indûment autorisées? Nous sommes loin de le croire.

Deux systèmes ont été soutenus et proposés à l'égard des préparations que l'on qualifie de remèdes secrets. Le premier de ces systèmes est celui qui existe légalement en France, par suite des dispositions de la loi du 21 germinal an XI et du décret du 18 août 1810; c'est celui de la prohibition des remèdes secrets, sous la condition que le Gouvernement achètera et rendra publics ceux de ces remèdes qui seront reconnus nouveaux et utiles. L'autre système consiste à accorder aux inventeurs ou propriétaires des remèdes qui seraient trouvés bons, une autorisation d'une durée limitée, pour vendre ou faire vendre leurs préparations, qui continueraient à rester secrètes. Ce système, qui était celui de notre ancienne législation, a été reproduit dans quelques-uns des projets de loi sur l'exercice de la pharmacie qui ont été élaborés avant la révolution de 1848.

On a fait valoir des arguments plus ou moins concluants, pour et contre chacun de ces systèmes.

Le premier, celui du décret du 18 août 1810, paraît être le plus conforme à l'intérêt de la société : il appelle un examen plus sévère sur des préparations dont la publication engagerait en quelque sorte la responsabilité du corps savant qui aurait proposé l'acquisition du remède, et en supprimant le monopole, il ne permet pas que des préparations qui pourraient être utiles soient vendues à un prix fixé par la seule volonté de l'inventeur.

Mais, d'un autre côté, il y a cet inconvénient qu'en promettant que le Gouvernement fera l'acquisition des remèdes qui seront jugés nouveaux et utiles, il semble imposer à l'autorité une obligation fort difficile à remplir, et offrir un véritable leurre aux prétendus inventeurs de remèdes nouveaux. L'efficacité, l'utilité d'un médicament ne peut être constatée que par l'expérience; or, comme la loi ne reconnaît qu'aux médecins le droit de prescrire des médicaments, comme les médecins eux-mêmes ne peuvent ordonner des remèdes secrets dont la vente n'a pas été autorisée, il s'ensuit qu'un remède nouveau dont la recette n'a pas été publiée ne peut être l'objet d'une appréciation quelconque, et que, par conséquent,

jamais un pareil remède ne pourra être acheté, à moins de circonstances et de considérations tout à fait exceptionnelles. Pourquoi donc pousser, par l'appât d'une récompense illusoire, des esprits malheureusement inventifs, à rechercher des combinaisons de substances dont ils ignorent les propriétés, ou à faire revivre des recettes enfouies dans de vieux formulaires, et condamnées depuis longtemps à un juste oubli? Pourquoi demander à l'Académie de médecine de consacrer à l'examen de préparations insignifiantes ou ridicules, un temps qui pourrait être mieux employé?

Le second système, celui des autorisations d'une durée limitée, est sujet aux mêmes objections, à cela près qu'il est d'une application plus facile, et qu'il ne s'appuie pas sur une déception; mais il a d'autres inconvénients qui lui sont propres : celui du monopole, d'abord; puis, les falsifications qu'il est si facile d'opérer à l'ombre du secret; enfin l'impossibilité pour le médecin de prévoir, en certains cas, l'effet d'un remède dont la composition ne lui est pas connue.

Le Comité, monsieur le Ministre, n'hésite pas à repousser à la fois ces deux systèmes, et à proposer la suppression pure et simple des remèdes secrets, sans rien promettre pour l'avenir aux prétendus inventeurs de pareilles préparations. Il est, en effet, presque généralement admis que, dans l'état actuel de la science, il ne peut plus y avoir, à proprement parler, de remèdes secrets, puisqu'il n'est pas de préparations médicamenteuses dont la composition ne puisse être connue, au moins d'une manière très-approximative, à l'aide des ressources de l'analyse chimique. Le secret n'existant pas, y a-t-il lieu au privilège? Peut-on assimiler la découverte d'un médicament à celle d'une invention industrielle? Non, assurément; car, la loi sur les brevets d'invention a elle-même déclaré que les médicaments ne pouvaient être brevetés. Et, en effet, qui pourrait réclamer le bénéfice d'un brevet ou d'un privilège pour une préparation médicale? Nous avons établi plus haut qu'il n'y a guère que les médecins ou les pharmaciens qui puissent maintenant imaginer une application ou une combinaison de substances connues, qu'on ait le droit de qualifier de remède nouveau; mais le premier devoir d'un médecin est de faire connaître la médication dont il a éprouvé les bons effets, et il faudrait flétrir plutôt qu'encourager ceux qui voudraient se réserver le monopole de leurs découvertes. Les pharmaciens, par le côté mercantile de leur profession, sont dans une position un peu difficile, et ce sont eux particulièrement qui se présentent maintenant le plus souvent comme inventeurs de remèdes nouveaux; mais les pharmaciens eux-mêmes ne seraient pas fondés à prétendre à aucun privilège, parce que la

loi même leur impose l'obligation de ne vendre que des préparations qui doivent être identiques dans toutes les pharmacies (art. 32 de la loi du 21 germinal, an XI). D'ailleurs, les médecins ont le droit de prescrire dans leurs ordonnances toute espèce de combinaison de substances simples, et les pharmaciens sont tenus d'exécuter ces prescriptions. Que deviendrait alors le privilège accordé aux pharmaciens, et quels pourraient en être les effets à l'égard des tiers? Est-ce à dire qu'il doit être interdit aux pharmaciens de travailler au perfectionnement de leur art, de rechercher des préparations, des combinaisons nouvelles qui puissent être utilement employées dans la thérapeutique? Leur sera-t-il refusé de retirer aucun fruit de leurs recherches et de leurs découvertes? Ce n'est pas là notre pensée; mais nous croyons que les pharmaciens n'ont pas besoin de privilège, parce que les services qu'ils pourraient rendre à la société, en contribuant pour leur part au progrès de l'art de guérir, ne resteront pas sans récompense. Ils se sont montrés, en général, satisfaits des dispositions du décret du 3 mai 1850, qui, sans accorder aucun privilège pour la vente des remèdes nouveaux qui seraient approuvés par l'Académie de médecine, enlève à ces médicaments la qualification de remèdes secrets. Nous ne nous dissimulons pas que les restrictions que nous proposons d'apporter aux annonces de remèdes quelconques par la voie des journaux, soient de nature à diminuer les avantages qu'une publicité illimitée pouvait procurer aux inventeurs des remèdes dont il s'agit; mais cette publicité restera entière pour le monde médical, pour celui qui fait ou doit faire la réputation des remèdes véritablement utiles, et cela suffit pour assurer à l'inventeur à qui l'on s'adressera toujours de préférence, une juste rémunération de sa découverte.

Ainsi, à part quelques exceptions temporaires, dont nous expliquerons tout à l'heure les motifs, point de privilège à l'avenir pour la vente d'aucun remède; plus de remèdes secrets, sans que l'État s'engage, en aucune manière, à acheter les remèdes nouveaux et utiles qui pourraient être découverts par la suite; tel est le système que nous proposons. Est-il nécessaire d'ajouter que si, en France ou dans un pays étranger, on venait à découvrir un remède, un spécifique contre l'une des maladies qui affligent l'humanité, et que l'inventeur ou le détenteur de ce remède ne voulût le faire connaître qu'à prix d'argent, le Gouvernement serait toujours par là-même libre de traiter de l'acquisition d'une si grande découverte, après en avoir fait constater la réalité? Il est malheureusement à craindre que jamais il n'ait à faire usage d'une pareille faculté.

En résumé, monsieur le Ministre, le Comité pense que le décret

du 18 août 1810, le décret du 26 décembre qui paralyse les effets du premier de ces actes, doivent être également abrogés, et qu'ils pourraient l'être avec avantage par un ensemble de propositions que nous avons formulées, pour mieux fixer les idées, dans un projet de décret embrassant, par une conséquence nécessaire, tout ce qui se rapporte aux annonces de remèdes quelconques.

Le projet est précédé de considérants qui ont pour objet de faire connaître le but du décret; les raisons d'intérêt général, de droit et d'équité qui le justifient, et de répondre ainsi d'avance aux reproches que quelques intérêts lésés ne manqueraient pas de lui adresser.

Le titre I^{er} prononce l'abrogation des décrets du 18 août 1810 et du 26 décembre de la même année, et la conséquence de cette abrogation est de faire cesser les *autorisations provisoires* qui avaient été accordées par suite de l'interprétation donnée au second de ces décrets. Puisque les autorisations dont nous venons de parler n'ont jamais été que provisoires puisqu'elles n'ont, en réalité, aucun caractère légal et qu'il a toujours été entendu qu'elles cesseraient, de plein droit, dès qu'il aurait été statué sur la législation relative aux remèdes secrets, la suppression pourrait être immédiate et radicale, sans que cette mesure pût encourir le reproche de rétroactivité. Toutefois, des intérêts assez importants s'étant créés, à l'abri de ces autorisations provisoires, qu'on s'est plu à considérer comme indéfinies, le Comité a pensé qu'il pourrait y avoir quelque rigueur à faire rentrer, dès à présent, ces préparations privilégiées dans le droit commun. Il lui a paru qu'il y avait peu d'inconvénients à proroger de quelques années la faculté de vendre quelques remèdes secrets, maintenant en très-petit nombre; mais à la condition que le droit du possesseur d'autorisation ancienne, à cette faveur, serait préalablement constaté et que l'autorisation nouvelle serait retirée, dès que le remède vendu ne serait pas trouvé conforme à la formule secrète déposée au Ministère; c'est ce que nous nous sommes proposé de faire par les art. 1, 2, 3, 4 et 5 du projet, qui n'ont pas d'ailleurs besoin d'autre explication.

L'article 6 du projet déclare que, sauf les exceptions temporaires qui viennent d'être indiquées, il ne sera plus accordé, à l'avenir, d'autorisation ni de permission quelconque pour la vente de remèdes secrets. On n'aura plus à s'occuper, par conséquent, que des remèdes nouveaux, mais non secrets, et c'est à quoi il a été suffisamment pourvu par le décret du 3 mai 1850, auquel nous n'avons eu qu'à nous référer.

L'article 7 concerne les annonces de préparations médicinales, en général; c'est contre ces annonces, particulièrement, que sont di-

rigées les réclamations de M. Burin du Buisson, et voici en quels termes ce pharmacien formule les demandes qu'il adresse à l'empereur, à ce sujet :

« L'interdiction absolue de toute annonce par voie de journaux, prospectus, affiches, enseignes, avis imprimés et distribués, ayant pour objet d'indiquer un médicament quelconque, une consultation, une méthode particulière ou générale de traitement.

« Toutefois, comme il est indispensable de tenir le corps médical, dans toute l'étendue du pays, constamment au courant des découvertes et des progrès nouveaux de la thérapeutique, afin, comme le disait le sage décret du 18 août 1810, de propager et d'augmenter les moyens utiles de l'art de guérir, les pharmaciens pourront librement donner la *description*, dans les journaux de médecine et de pharmacie, comme aussi par brochures s'adressant exclusivement au corps médical, de tout remède nouveau dont la formule aura été publiée et soumise à l'examen et à l'approbation de l'Académie impériale de médecine.

« Ces journaux seront signés par un docteur en médecine ou un pharmacien reçu dans une des écoles spéciales, et ces gérants resteront responsables, conformément aux lois sur la presse.

« Les substances ou produits appartenant au domaine du confiseur ou du parfumeur, ainsi que les substances alimentaires, dites hygiéniques, pourront être annoncées dans tous les journaux indistinctement, mais sous la condition expresse que les propriétaires ou les inventeurs ne pourront *leur attribuer aucune propriété médicamenteuse*. »

Ces demandes s'accordent, quant au fond, avec le vœu qui avait été émis précédemment, soit au congrès médical, soit par des jurys médicaux ou des Conseils d'hygiène, soit enfin par les délégués des pharmaciens envoyés à Paris, il y a quelques années, pour solliciter auprès de l'administration la réforme des règlements qui régissent leur profession.

Avant de passer à l'examen de ces propositions, il nous paraît nécessaire de rappeler quel est l'état actuel de la législation et de la jurisprudence relative aux annonces de médicaments.

Il n'existe, à cet égard, qu'une disposition de loi qui soit encore en vigueur, c'est celle de l'article 36 de la loi du 21 germinal, an XI, qui est ainsi conçu :

« Tout débit au poids médicinal..., toute annonce ou affiche imprimée, qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibés. Les individus qui se rendront coupables de ce délit, seront poursuivis, par

mesure de police correctionnelle, et punis conformément à l'art. 83 du Code des Délits et des peines... »

La loi interprétative du 29 pluviôse an XIII, explique que les délinquants seront punis d'une amende de 25 francs à 600 francs, et, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, et de dix au plus.

Mais on voit que la loi ne proscriit que l'annonce des *remèdes secrets*, et qu'elle semble permettre, par conséquent, l'annonce de toute autre espèce de médicaments.

Telle n'a pas été, cependant, l'interprétation donnée par les tribunaux à l'article qui vient d'être cité, et pour mettre un frein au charlatanisme, on a cru devoir attribuer aux mots *remèdes secrets* une signification et une portée qu'ils n'ont pas dans le langage vulgaire; par ces mots, tout le monde entend un médicament dont la recette n'est pas connue; mais, suivant la jurisprudence établie, des médicaments dont la recette est parfaitement connue et a été publiée par leurs auteurs, n'en sont pas moins des *remèdes secrets*.

Aussi, par un arrêt du 6 juillet 1835, la Cour de Cassation a déclaré que toute préparation qui n'a pas été inscrite au Codex ou qui n'a pas été composée par un pharmacien, et pour un cas particulier, sur l'ordonnance d'un médecin ou dont la formule n'a pas été achetée par le gouvernement, conformément au décret du 18 août 1810, doit être considéré comme un remède secret.

A ces trois catégories, le décret du 3 mai 1850 en a ajouté une quatrième, et porte que les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie nationale de médecine, et dont les formules, approuvées par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, conformément à l'avis de cette compagnie savante, auront été publiées dans son bulletin, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cesseront d'être considérés comme *remèdes secrets*.

Les tribunaux et la Cour de Cassation elle-même ne se sont pas toujours strictement conformés à la définition des *remèdes secrets*, donnée par l'arrêt du 6 juillet 1835, dans l'application qu'ils en ont faite à des cas particuliers; mais enfin, il arrive très-fréquemment qu'on punit comme annonces de *remèdes secrets*, l'annonce de remèdes dont la formule a été publiée, soit dans les journaux de médecine, soit de toute autre manière.

Quoique la définition à laquelle nous faisons ici allusion ait été fondée sur un rapprochement entre l'art. 36 et l'art. 32 de la loi de germinal an XI, nous n'hésitons pas à dire qu'il n'est pas sans inconvénients de forcer ainsi le sens des mots et d'appeler remède secret une préparation dont la formule n'est nullement secrète.

Puisque, dans le système dont nous proposons l'adoption, il n'y aurait plus, à l'avenir, de remèdes secrets, sauf une exception temporaire, en faveur d'un petit nombre de préparations, la marche à suivre serait bien simple : il n'y aurait plus à s'occuper des annonces de remèdes secrets, mais seulement des annonces de remèdes quelconques.

Ce n'est pas, en effet, le secret des remèdes qui fait le danger de l'annonce; ce qu'on reproche à l'annonce, c'est qu'elle trompe le malade, qu'en l'entretenant de cures merveilleuses, elle l'engage à se traiter lui-même, au moyen du remède qu'on lui présente; c'est qu'on lui inspire ainsi une confiance qui peut être funeste; c'est aussi que l'appât de l'annonce entraîne les pharmaciens eux-mêmes à sortir des limites de leur profession, à faire de la médecine quand ils ne devraient faire que de la pharmacie, qu'elle établit entre eux une sorte de concurrence de réclame où le charlatanisme l'emporte trop souvent sur le dédain des moyens de fortune réprouvés par la probité et le véritable savoir.

Telles sont, au moins, nous l'avons dit, les plaintes formées depuis longtemps par les pharmaciens les plus honorables, et il est clair que les inconvénients qu'on vient de signaler ne tiennent pas seulement à l'annonce des remèdes secrets proprement dits, qui a toujours été prohibée, mais à l'annonce de remèdes de toute espèce.

Il semble donc que, pour supprimer l'abus, il n'y aurait autre chose à faire que d'interdire tout à fait l'annonce de préparations médicamenteuses. Mais on trouve que ce serait aller trop loin, que ce serait décourager les efforts des pharmaciens pour découvrir des médicaments nouveaux et utiles, pour améliorer le mode de préparations de médicaments déjà connus, et on cherche un terme moyen entre la prohibition absolue et la liberté des annonces, même limitée comme elle l'est aujourd'hui.

C'est ainsi que M. Burin du Buisson demande l'interdiction absolue de toute annonce par voie de *journaux*, par *affiches*, *enseignes*, avis imprimés ou distribués, ayant pour objet d'indiquer un médicament quelconque, une *consultation*, une méthode particulière ou générale de traitement, et qu'il demande en même temps que les pharmaciens puissent librement donner la description, dans les journaux de médecine et de pharmacie, comme aussi par brochures s'adressant exclusivement au corps médical, de tout remède nouveau, dont la formule aura été publiée et soumise à l'*examen* et à l'*approbation* de l'*Académie impériale de médecine*, etc.

Les articles proposés par M. Burin du Buisson, tels qu'ils ont été rédigés par lui, ne sont pas acceptables dans l'état actuel de la lé-

gislation : la loi ne prononce de peine que contre l'annonce de remèdes secrets. Or, on pourrait contester qu'un décret pût étendre à toute espèce de médicaments, et même à des *consultations gratuites*, comme le demande l'auteur de la pétition, une prohibition qui, d'après les termes de la loi, ne s'applique qu'à une seule catégorie de remèdes. Dans tous les cas, les contraventions à ce décret ne pourraient être punies, tout au plus, que par une peine de simple police, ce qui serait complètement insuffisant.

D'un autre côté, la liberté de donner dans les journaux de médecine et de pharmacie la *description* d'un médicament, suffirait-elle pour atteindre le but qu'on se propose : d'assurer une publicité convenable aux découvertes reconnues utiles? Il est permis d'en douter : il est permis de croire que si certaines préparations approuvées par l'Académie de médecine n'avaient été mentionnées que par des journaux de médecine ou de pharmacie, elles n'auraient procuré à leurs inventeurs qu'une très-faible partie des avantages qu'ils en ont retirés. Serait-ce un bien? serait-ce un mal? C'est ce que nous ne voulons pas examiner ici. Toujours est-il que la proposition de M. Burin du Buisson tend à limiter, plutôt qu'à sauvegarder, un droit qu'on n'a jamais songé à enlever aux médecins et aux pharmaciens, celui de faire connaître dans les journaux spéciaux les préparations nouvelles que les uns ou les autres jugeraient utile d'introduire dans la pratique de la médecine et dans le domaine de la pharmacie. On ne voit pas pourquoi l'exercice de ce droit serait subordonné, ainsi que le propose l'auteur de la proposition, à la condition d'avoir soumis à l'Académie impériale de médecine, la formule indiquée. M. Burin du Buisson veut-il dire par là que les médicaments nouveaux dont la formule aurait été ainsi déposée, pourraient seuls être vendus par les pharmaciens? Ceci serait une autre question. En principe, d'après l'art. 32 de la loi du 21 germinal, an XI, les pharmaciens doivent se conformer pour les préparations ou compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées ou décrites dans les formulaires ou dispensaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les écoles de médecine.

Mais cet article n'interdit pas aux pharmaciens de tenir des médicaments autres que ceux du Codex; il leur défend seulement de débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelconques, autrement que sur la prescription qui leur en sera faite par un docteur en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé, sur leur signature. Cette défense est, chacun le sait, très-incomplètement observée, mais il y a là une question d'exercice de la pharmacie qu'il ne faut pas confondre avec la question des annonces

dont nous avons à nous occuper en ce moment. Nous arrivons seulement à conclure que la condition restrictive proposée par M. Burin du Buisson serait une atteinte au droit commun, et que ni les lois sur la presse, ni les lois spéciales sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie ne l'autoriseraient en aucune façon.

En résumé, nous pensons que si l'on veut régler par un simple décret ce qui se rapporte aux annonces de médicaments, il faut bien partir de la définition du remède secret donnée par la Cour de Cassation, quelque vicieuse que soit d'ailleurs cette définition. L'annonce du remède secret est seule punissable; mais on peut, jusqu'à un certain point, reconnaître au gouvernement le droit de régler les conditions de l'annonce; c'est ce que nous avons essayé de faire dans l'art. 7 du projet de décret qui semble de nature à satisfaire, autant que cela est possible, dans l'état actuel de la législation, au vœu exprimé par les pharmaciens les plus honorables et par M. Burin du Buisson lui-même.

PROJET DE DÉCRET SUR LES REMÈDES SECRETS.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 21 germinal an XI, sur l'exercice et la police de la pharmacie;

Vu le décret du 18 août 1810, concernant les remèdes secrets, et le décret du 3 mai 1850, sur les remèdes nouveaux;

Vu l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique;

Considérant que l'intention du législateur, exprimée par les articles 31 et 36 de la loi du 21 germinal, a été d'interdire la vente des préparations médicinales dont la composition ne serait pas connue des médecins;

Que le décret du 18 août 1810 a eu pour but d'assurer l'effet de cette prohibition, sans enlever aux inventeurs ou propriétaires des préparations réellement nouvelles et utiles, les avantages qu'ils auraient pu retirer de leurs découvertes; mais que l'exécution de ce décret s'est trouvée suspendue, à l'égard d'un certain nombre de remèdes, par suite des dispositions du décret interprétatif du 26 décembre 1810;

Considérant que, dans l'état actuel de la science, on ne saurait admettre l'existence des remèdes secrets, et que, d'un autre côté, la vente d'un médicament ne pourrait devenir l'objet d'un privilège sans dérogation aux principes constitutifs de la législation actuelle sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie;

Considérant que l'oubli de ces principes donne lieu à des abus contre lesquels les médecins et les pharmaciens réclament depuis longtemps, et qu'il importe de faire cesser, dans l'intérêt de la santé publique ;

Considérant que les privilèges anciennement accordés pour la vente de quelques remèdes secrets sont depuis longtemps expirés, et que les permissions données pour le même objets, depuis le décret du 18 août 1810, n'ont jamais eu qu'un caractère essentiellement provisoire,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le décret du 18 août 1810 et le décret du 26 décembre de la même année, sur les remèdes secrets, sont abrogés.

Toutes les autorisations qui ont été accordées ou maintenues, par suite de l'interprétation donnée au décret du 26 décembre 1810, pour la vente de certaines préparations qualifiées remèdes secrets, cesseront d'avoir leur effet à partir du..... sauf les exceptions temporaires qui pourraient être admises en vertu du présent décret.

Art. 2. Quiconque se prétendra possesseur d'une autorisation pour la vente d'un remède secret devra, dans le délai de trois mois, déposer au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, les titres qui constatent que cette autorisation lui a été accordée, et remettre, en même temps, au même ministère la recette de sa préparation.

Art. 3. Dans le cas où il serait suffisamment établi que la formule ainsi produite est bien celle de la préparation qui avait été autorisée, le ministre pourra, sur l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique, proroger l'autorisation pour un temps qui ne pourra excéder cinq années. — Les médicaments autorisés ne pourront être vendus que chez les pharmaciens.

Art. 4. L'autorisation accordée pourra être retirée, sur l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique, toutes les fois que le remède préparé par les soins de l'inventeur ne sera pas trouvé conforme à la formule déposée au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Art. 5. Après l'expiration de l'autorisation prorogée en vertu de l'article 3, les recettes déposées au ministère seront communiquées à l'Académie impériale de médecine, pour qu'elle examine s'il y a lieu d'en ordonner l'insertion dans son bulletin, suivant le mode indiqué par le décret du 3 mai 1850.

Art 6. Toute personne qui croira avoir découvert une substance nouvelle ou une combinaison de substances connues, applicable à la thérapeutique, pourra adresser la formule de sa préparation à

notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, en faisant connaître si elle entend se réserver le secret de ladite préparation, ou la rendre publique sans indemnité.

Dans le premier cas, l'Académie impériale de médecine sera consultée sur la question de savoir s'il y a lieu de traiter avec l'inventeur pour l'acquisition de sa formule ; dans le second cas, il sera procédé suivant les formes prescrites par le décret du 3 mai 1850.

Art. 7. Toute annonce ou affiche indiquant des dépôts de médicaments autres que ceux qui auraient été autorisés en vertu du décret du 3 mai 1850, ou du présent décret, sera considérée comme indiquant les remèdes secrets, et les auteurs de ces publications seront poursuivis conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI.

Les annonces ou affiches autorisées ne pourront contenir que l'indication du remède et de son usage, dans les termes de l'avis approbatif d'après lequel l'autorisation aura été accordée.

VIII

EAUX MINÉRALES.

LOI SUR LA CONSERVATION ET L'AMÉNAGEMENT DES SOURCES D'EAUX
MINÉRALES, DU 14 JUILLET 1856.

TITRE I^{er}. — *De la déclaration d'intérêt public des sources,
des servitudes et des droits qui en résultent.*

Article 1^{er}. Les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public, après enquête, par un décret impérial délibéré en conseil d'État.

Art. 2. Un périmètre de protection peut être assigné, par un décret rendu dans les formes établies en l'article précédent, à une source déclarée d'intérêt public.

Ce périmètre peut être modifié si de nouvelles circonstances en font reconnaître la nécessité.

Art. 3. Aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués dans le périmètre de protection d'une source minérale déclarée d'intérêt public, sans autorisation préalable.

A l'égard des fouilles, tranchées, pour extraction de matériaux ou pour un autre objet, fondation de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, le décret qui fixe le périmètre de protection peut exceptionnellement imposer aux propriétaires l'obligation de faire, au moins un mois à l'avance, une déclaration au préfet qui en délivre récépissé.

Art. 4. Les travaux énoncés dans l'article précédent et entrepris, soit en vertu d'une autorisation régulière, soit après une déclaration préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le préfet, si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu.

L'arrêté du préfet est exécutoire par provision, sauf recours au conseil de préfecture et au conseil d'État par la voie contentieuse.

Art. 5. Lorsque, à raison de sondages ou de travaux souterrains entrepris en dehors du périmètre, et jugés de nature à altérer ou diminuer une source minérale déclarée d'intérêt public, l'extension du périmètre paraît nécessaire, le préfet peut, sur la demande du propriétaire de la source, ordonner provisoirement la suspension des travaux.

Les travaux peuvent être repris, si, dans le délai de six mois, il n'a pas été statué sur l'extension du périmètre.

Art. 6. Les dispositions de l'article précédent s'appliquent à une source minérale déclarée d'intérêt public, à laquelle aucun périmètre n'a été assigné.

Art. 7. Dans l'intérieur du périmètre de protection, le propriétaire d'une source déclarée d'intérêt public a le droit de faire, dans le terrain d'autrui à l'exception des maisons d'habitation et des cours attenantes, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque ces travaux ont été autorisés par un arrêté du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Le propriétaire du terrain est entendu dans l'instruction.

Art. 8. Le propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public peut exécuter, sur son terrain, tous les travaux de captage et d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, un mois après la communication faite de ses projets au préfet.

En cas d'opposition par le préfet, le propriétaire ne peut commencer ou continuer les travaux qu'après autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

A défaut de décision dans le délai de trois mois, le propriétaire peut exécuter les travaux.

Art. 9 L'occupation d'un terrain compris dans le périmètre de protection pour l'exécution des travaux prévus par l'article 7 ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du préfet qui en fixe la durée.

Lorsque l'occupation d'un terrain compris dans le périmètre prive le propriétaire de la jouissance du revenu au delà du temps d'une année, ou lorsque après les travaux le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était employé, le propriétaire dudit terrain peut exiger du propriétaire de la source l'acquisition du terrain occupé ou dénaturé. Dans ce cas, l'indemnité est réglée suivant les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841. Dans aucun cas, l'expropriation ne peut être provoquée par le propriétaire de la source.

Art. 10. Les dommages dus par suite de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles 4, 5 et 6, ainsi que ceux dus à raison de travaux exécutés en vertu des articles 7 et 9, sont à la charge du propriétaire de la source. L'indemnité est réglée à l'amiable ou par les tribunaux.

Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, l'indemnité due par le propriétaire de la source ne peut excéder le montant des pertes matérielles qu'a éprouvées le propriétaire du terrain, et le prix des travaux devenus inutiles, augmenté de la somme nécessaire pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Art. 11. Les décisions concernant l'exécution ou la destruction des travaux sur le terrain d'autrui ne peuvent être exécutées qu'après le dépôt d'un cautionnement dont l'importance est fixée par le tribunal, et qui sert de garantie au paiement de l'indemnité dans les cas énumérés en l'article précédent.

L'État, pour les sources dont il est propriétaire, est dispensé de cautionnement.

Art. 12. Si une source d'eau minérale, déclarée d'intérêt public, est exploitée d'une manière qui en compromette la conservation, ou si l'exploitation ne satisfait pas aux besoins de la santé publique, un décret impérial, délibéré en conseil d'État, peut autoriser l'expropriation de la source et de ses dépendances nécessaires à l'exploitation, dans les formes réglées par la loi du 3 mai 1841.

TITRE II. — *Dispositions pénales.*

Art. 13. L'exécution, sans autorisation, ou sans déclaration préalable, dans le périmètre de protection, de l'un des travaux mentionnés dans l'article 3, la reprise des travaux interdits ou suspendus administrativement, en vertu des articles 4, 5 et 6, est punie d'une amende de 50 francs à 500 francs.

Art. 14. Les infractions aux règlements d'administration publique prévus au dernier paragraphe de l'article 19 de la présente loi sont punies d'une amende de 16 francs à 100 francs.

Art. 15. Les infractions prévues par la présente loi sont constatées concurremment, par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres ayant droit de verbaliser.

Art. 16. Les procès-verbaux dressés en vertu des articles 13 et 14 sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Les procès-verbaux dressés par des gardes-mines ou agents de surveillance assermentés doivent, à peine de nullité, être affirmés dans les trois jours devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit, soit de la résidence de l'agent.

Lesdits procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 17. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

TITRE. III. — *Dispositions générales et transitoires.*

Art. 18. La somme nécessaire pour couvrir les frais d'inspection médicale et de surveillance des établissements d'eaux minérales autorisées est perçue sur l'ensemble de ces établissements.

Le montant en est déterminé tous les ans par la loi de finances.

La répartition en est faite entre les établissements, au prorata de leurs revenus.

Le recouvrement a lieu, comme en matière de contributions directes, sur les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements.

Art. 19. Des règlements d'administration publique déterminent :

Les formes et les conditions de la déclaration d'intérêt public, de la fixation du périmètre de protection, de l'autorisation mentionnée à l'article 3, et de la constatation mentionnée à l'article 4 ;

L'organisation de l'inspection médicale et de la surveillance des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles ; les bases et le mode de la répartition énoncée en l'article 18 ;

Les conditions générales d'ordre, de police et de salubrité auxquelles tous les établissements d'eaux minérales naturelles doivent satisfaire.

Art. 20. L'article 9 de l'arrêté consulaire du 6 nivôse an XI est abrogé.

Sont également abrogées toutes dispositions des lois, décrets, ordonnances et règlements antérieurs, qui seraient contraires aux dispositions de la présente loi.

Art. 21. Le décret du 8 mars 1848 continuera d'avoir son effet jusqu'au 1^{er} janvier 1857, pour tous les établissements qui n'auraient pas été déclarés d'intérêt public avant cette époque.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 22 SEPTEMBRE 1856.

Monsieur le préfet, l'article 19 de la loi du 14 juillet 1856, sur la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales est ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique déterminent :

« Les formes et les conditions de la déclaration d'intérêt public,

« de la fixation du périmètre de protection, de l'autorisation mentionnée à l'article 3 et de la constatation mentionnée à l'article 4 ;

« L'organisation de l'inspection médicale et de la surveillance des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles, les bases et le mode de la répartition énoncée en l'article 18 ;

« Les conditions générales d'ordre, de police et de salubrité auxquelles tous les établissements d'eaux minérales naturelles doivent satisfaire. »

Parmi les règlements prévus par l'article ci-dessus, ceux qui sont énoncés au paragraphe 1^{er}, c'est-à-dire ceux qui concernent la déclaration d'intérêt public des sources d'eaux minérales et la fixation du périmètre de protection à établir autour de ces sources, devaient appeler d'abord l'attention de l'administration publique, attendu qu'au 1^{er} janvier prochain toutes les sources d'eaux minérales cesseront d'être protégées par le décret du 1^{er} mars 1848. J'ai donc dû m'occuper de préparer d'urgence le règlement relatif à l'exécution de cette partie de la loi nouvelle : le conseil d'État en a arrêté les clauses, et l'Empereur, par un décret du 8 de ce mois, vient d'y donner sa haute sanction.

J'ai l'honneur, monsieur le préfet, de vous adresser une ampliation de ce décret, en vous priant de vous occuper immédiatement d'en assurer l'exécution. Je n'ai d'ailleurs que peu d'explications à vous donner sur le sens et l'objet des divers articles dont se compose le règlement ci-annexé.

Ce règlement est divisé en trois titres : le premier concerne la déclaration d'intérêt public ; le deuxième concerne la fixation du périmètre de protection ; et le troisième enfin, traite de l'autorisation des travaux dans l'intérieur du périmètre et de la constatation des faits d'altération ou de diminution des sources.

A l'égard des formes à suivre pour arriver à la déclaration d'intérêt public des sources d'eaux minérales, celles qui sont prescrites par le décret se rapprochent de celles qui sont en usage dans notre pays depuis déjà de nombreuses années pour les cas analogues. La demande est adressée au préfet du département ; elle est soumise avec tous les documents propres à en faire apprécier le mérite et aux lieux jugés nécessaires, à une enquête dont la durée sera d'un mois ; à l'expiration de ce délai, une commission composée sous la présidence du préfet, de deux membres du conseil général, de l'ingénieur des mines et du médecin inspecteur, est appelée à donner son avis sur les résultats de l'enquête, et après avoir pris connaissance des expériences faites par l'ingénieur des mines sur le débit de la source et la nature de ses eaux ; le Conseil d'hygiène publique

et le conseil général des mines sont consultés à leur tour, et enfin il est statué par un décret délibéré en conseil d'État.

Les formes ci-dessus sont simples, faciles à accomplir ; elles donnent, par l'autorité des personnes et des conseils appelés à intervenir, toute garantie d'une décision éclairée et importante : elles ne paraissent donc devoir rencontrer aucune difficulté d'exécution.

En ce qui touche la fixation du périmètre de protection, les mêmes règles seront appliquées, art. 10 du décret : le plus souvent d'ailleurs, les propriétaires ou exploitants de sources d'eaux minérales demanderont à la fois et la déclaration d'intérêt public et la fixation du périmètre de protection, et, par suite, une seule et même instruction devra servir au double but qu'il s'agit d'atteindre ; il faudra seulement, pour la fixation du périmètre : 1° que la demande soit toujours accompagnée d'un plan figuratif des terrains à comprendre dans ce périmètre et d'un mémoire justificatif ; 2° qu'elle soit publiée et affichée dans chacune des communes sur lesquelles le périmètre doit s'étendre.

À l'égard des modifications de périmètres qui peuvent être demandées à diverses époques, lorsque la nécessité s'en fera sentir, elles seront instruites et résolues dans les mêmes formes que les demandes en première fixation, art. 13 du décret : il n'y avait évidemment aucun motif de procéder dans le second cas autrement que dans le premier.

Le titre III, qui concerne les autorisations de travaux à entreprendre dans l'intérieur du périmètre de protection et la constatation de faits d'altération ou de diminution des sources, contient des dispositions d'une grande importance. Il s'agit là, en effet, de mesures d'exécution qui affectent notablement, soit les intérêts des propriétaires des sources d'eaux minérales, soit les intérêts non moins respectables des propriétaires dont les terrains avoisinent ces sources ; il est donc nécessaire qu'avant de statuer, l'autorité ne procède qu'avec une extrême prudence.

S'il est question d'effectuer des travaux souterrains dans l'intérieur du périmètre de protection, comme les questions à résoudre sont toujours délicates et difficiles, la décision est réservée au ministre qui statue sur l'avis du conseil général des mines ; la demande est d'ailleurs adressée au préfet, qui la fait préalablement examiner par l'ingénieur des mines et le médecin inspecteur, entend le propriétaire de la source et transmet ensuite les pièces avec son avis au ministre.

S'il s'agit d'interdire, à la demande du propriétaire de la source, ou des travaux souterrains préalablement autorisés, ou des travaux à ciel ouvert entrepris en vertu d'une simple déclaration, confor-

mément à l'article 4 de la loi, la décision appartient au préfet, sous réserve de recours au conseil de préfecture, et en appel, au conseil d'État : dans ce cas, la constatation des faits d'altération ou de diminution de la source est attribuée à l'ingénieur des mines ; cet ingénieur se transporte sur les lieux ; il procède, en présence des parties intéressées ou elles dûment appelées, à toutes les opérations qu'il juge utiles : il dresse procès-verbal de ces opérations, mentionne sur ce procès-verbal les observations des parties et transmet le tout ensuite au préfet avec son avis. Le préfet a ainsi à sa disposition et dans le moindre temps possible, tous les éléments de la décision qu'il doit prendre et les divers intérêts en présence sont pleinement garantis.

Il est d'ailleurs procédé ainsi qu'il vient d'être dit pour le cas de travaux exécutés en dehors du périmètre de protection, et dont la suspension est demandée, aux termes de l'article 5 de la loi, par le motif qu'ils altèrent ou diminuent la source ; la question à résoudre dans ce cas est exactement la même que dans le cas de travaux entrepris dans l'intérieur du périmètre ; les formalités à remplir doivent naturellement être aussi les mêmes.

Telles sont, monsieur le préfet, les courtes explications que j'avais à vous adresser pour l'exécution du décret du 8 septembre 1856 ; il ne me reste plus qu'à vous prier de donner à ce décret une publicité immédiate. Ainsi que je l'ai dit en commençant, le décret du 1^{er} mars 1848 ne doit avoir d'effet que jusqu'au 1^{er} janvier prochain ; il faut que les propriétaires des sources non encore déclarées d'intérêt public soient mis immédiatement en mesure d'obtenir, s'ils le désirent, cette déclaration, et par là même qu'ils soient avertis sans aucun retard ; veuillez, je vous prie, prendre toutes les mesures nécessaires en conséquence pour ce qui concerne les sources d'eaux minérales autorisées qui existent dans votre département.

Pour les sources dont l'État est propriétaire, c'est à vous qu'il appartient de provoquer l'accomplissement des formalités réglées par le décret ; je ne puis que vous prier, s'il s'en trouve quelque une dans votre département, de vous concerter d'urgence avec M. l'ingénieur en chef des mines pour préparer sans aucun délai les pièces sur lesquelles l'enquête doit s'ouvrir.

Je vous prie, monsieur le préfet, de m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les ingénieurs des mines et à MM. les médecins inspecteurs.

Signé : E. ROUHER.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 8 SEPTEMBRE 1856, PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN EXÉCUTION DE LA LOI SUR LES EAUX MINÉRALES.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 14 juillet 1856, sur la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales, et spécialement le paragraphe premier de l'article 19 de cette loi, ledit paragraphe ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique déterminent les formes et les conditions de la déclaration d'intérêt public, de la fixation du périmètre de protection, de l'autorisation mentionnée à l'article 3 et de la constatation mentionnée à l'article 4 ; »

Notre conseil d'État entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *De la déclaration d'intérêt public.*

Art. 1^{er}. La demande tendant à faire déclarer d'intérêt public une source d'eau minérale est adressée au préfet du département.

Cette demande est faite en deux expéditions, dont une sur papier timbré.

Elle énonce les nom, prénoms et domicile du demandeur.

Art. 2. La demande fait connaître l'importance du débit journalier de la source, avec les variations qu'elle est sujette à éprouver suivant les saisons, la composition et les propriétés spéciales des eaux, la consistance de l'établissement d'eaux minérales qu'elle alimente, et le nombre des malades que cet établissement a reçus dans les trois années précédentes.

A cette demande est joint un plan en triple expédition, à l'échelle de 10 millimètres par mètre, représentant l'établissement d'eaux minérales et faisant connaître la disposition des réservoirs, des salles de bains, des douches et de tous appareils et constructions servant à l'aménagement et à l'administration des eaux.

Le demandeur y ajoute tous les renseignements propres à faire apprécier les services que l'établissement rend à la santé publique.

Art. 3. Le préfet fait enregistrer la demande sur un registre particulier et ordonne les publications et affiches dans les dix jours.

Art. 4. Par les soins du préfet, la demande est publiée et affichée dans la commune où est situé l'établissement d'eaux minérales et dans les chefs-lieux d'arrondissements du département ; elle est in-

sérée dans l'un des journaux de chacun des arrondissements où se font les publications et affiches : le tout aux frais du demandeur.

La durée des affiches est d'un mois, à dater du jour de leur apposition dans chaque localité.

Dans chaque localité, la publication a lieu devant la porte de la maison commune et des églises paroissiales et consistoriales, à l'issue de l'office, un jour de dimanche, et au moins une fois pendant la durée des affiches.

Art. 5. Un registre à recevoir les observations et déclarations du public, est ouvert, pendant le même délai, à la mairie de la commune où est situé l'établissement, ainsi que dans les chefs-lieux d'arrondissements du département.

Art. 6. A l'expiration du délai ci-dessus fixé et dans le mois qui suivra, une commission composée, sous la présidence du préfet, de deux membres du conseil général, de l'ingénieur des mines et du médecin inspecteur, se réunit à la préfecture pour donner son avis sur le résultat de l'enquête et sur la demande en déclaration d'intérêt public.

Préalablement à la délibération de la commission, le préfet fait vérifier par l'ingénieur des mines le débit journalier de la source ; il fait procéder de même à l'analyse des eaux.

Les frais nécessités par ces opérations sont à la charge du demandeur.

Le préfet transmet sans délai, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la délibération de cette commission et, en même temps, toutes les pièces de l'enquête.

Art. 7. Le comité consultatif d'hygiène publique et le conseil général des mines sont appelés à donner leur avis, et il est définitivement statué sur la demande en déclaration d'intérêt public par un décret délibéré en conseil d'État.

Art. 8. Le décret portant déclaration d'intérêt public est publié et affiché aux frais du demandeur, dans la commune où est situé l'établissement d'eaux minérales et dans les chefs-lieux de canton de l'arrondissement.

Art. 9. Lorsque différentes sources sont exploitées dans un même établissement, la demande en déclaration d'intérêt public peut en embrasser la totalité ou plusieurs, et l'instruction se fait d'une manière simultanée pour toutes les sources comprises dans la demande.

Toutefois, les renseignements indiqués dans le § 1^{er} de l'article 2 doivent être distincts pour chaque source, de même que les vérifications et opérations mentionnées dans le § 2 de l'article 6.

TITRE II. — *De la fixation du périmètre de protection.*

Art. 10. La demande en fixation d'un périmètre de protection autour d'une source déclarée d'intérêt public est formée et instruite d'après les règles tracées au titre précédent, sauf les modifications qui suivent.

Art. 11. La demande est accompagnée : 1° d'un mémoire justificatif ; 2° d'un plan à l'échelle d'un millimètre par mètre représentant les terrains à comprendre dans le périmètre, et sur lequel sont indiqués l'allure présumée de la source et son point d'émergence.

La demande est publiée et affichée, et des registres d'enquête sont ouverts dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre demandé.

Art. 12. La demande en fixation du périmètre de protection peut être produite en même que la demande en déclaration d'intérêt public, et il peut être statué sur l'une et l'autre demande au vu d'une seule et même instruction.

Art. 13. Les demandes en modification de périmètre sont formées et instruites comme les demandes en première fixation, et il est statué dans les mêmes formes.

TITRE III. — *De l'autorisation des travaux dans l'intérieur du périmètre de protection, et de la constatation des faits d'altération ou de diminution des sources.*

Art. 14. La demande en autorisation préalable prévue par le § 1^{er} de l'article 3 de la loi du 14 juillet 1856, pour les sondages et les travaux souterrains à exécuter dans le périmètre de protection, est adressée au préfet du département.

La demande est faite sur papier timbré ; elle énonce les nom, prénoms et domicile du demandeur ; elle est accompagnée d'un plan indiquant les dispositions des ouvrages projetés, et d'un mémoire explicatif des conditions dans lesquelles ils doivent s'exécuter.

Art. 15. Le préfet prend l'avis de l'ingénieur des mines et du médecin inspecteur : il entend le propriétaire de la source ou l'exploitant, si le propriétaire n'exploite pas lui-même ; il donne son avis et le transmet, avec les pièces, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Le ministre statue sur l'avis du conseil général des mines.

Art. 16. Lorsque, dans les cas prévus par le § 1^{er} de l'article 4 de la loi du 14 juillet 1856, le propriétaire d'une source minérale demande au préfet d'interdire des travaux entrepris dans l'intérieur du périmètre de protection, le préfet commet immédiatement l'ingé-

nieur des mines pour constater si, en effet, lesdits travaux ont pour résultat d'altérer ou de diminuer la source.

Art. 17. L'ingénieur se transporte sur les lieux ; il procède, en présence des parties intéressées ou elles dûment appelées, aux opérations de jaugeage et à toutes autres qu'il juge utiles pour établir l'influence des travaux qui ont donné lieu à la réclamation, sur le régime de la source, son débit et la composition de ses eaux.

Il dresse un procès-verbal détaillé, qu'il signe conjointement avec toutes les parties comparantes ; il transmet ce procès-verbal, avec son avis, au préfet du département, qui statue ainsi qu'il est dit au § 2 de l'article 4 de la loi du 14 juillet 1856.

Chacune des parties intéressées peut requérir l'insertion de ses observations au procès-verbal.

Art. 18. Il est procédé conformément aux dispositions de l'article précédent dans le cas où le propriétaire d'une source minérale déclarée d'intérêt public demande au préfet d'ordonner provisoirement, en vertu de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1856, la suspension de sondages et de travaux souterrains entrepris en dehors du périmètre de protection, et qu'il signale comme étant de nature à altérer ou diminuer la source.

Art. 19. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé : NAPOLÉON.

RAPPORT A L'EMPEREUR SUR L'EXÉCUTION DE LA LOI
SUR LES EAUX MINÉRALES.

La loi du 14 juillet 1856 sur la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales avait surtout en vue de protéger ces sources et les établissements qu'elles alimentent contre les entreprises illicites ou intéressées dont sur quelques points du territoire elles avaient été l'objet. Dans ce but, elle a posé en principe que lesdites sources pourraient être, après enquête, déclarées d'intérêt public, et qu'il pourrait leur être assigné un périmètre, toujours susceptible d'agrandissement, dans lequel aucun sondage, aucun travail souterrain, et quelquefois même aucune fouille ou tranchée, ou autres travaux à ciel ouvert ne pourraient être exécutés sans autorisation : elle a d'ailleurs délégué à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la forme et les conditions de la déclaration d'intérêt public, de la fixation du périmètre de protection

et de l'autorisation des travaux à exécuter dans ce périmètre : ce règlement a dû être préparé d'urgence : il a été dès le 8 novembre 1856 sanctionné par Votre Majesté, et il a reçu déjà de nombreuses et importantes applications.

Mais la loi du 14 juillet 1856 s'était proposé un autre objet : du moment surtout qu'elle imposait à la propriété privée, dans l'intérêt des établissements d'eaux minérales, de nouvelles servitudes, elle devait vouloir que ces établissements eux-mêmes répondissent mieux que par le passé aux exigences de la santé publique ; il fallait les soumettre à une surveillance plus exacte et surtout plus uniforme ; il fallait que soit pour la conservation des sources, soit pour leur application thérapeutique, les délégués de l'autorité publique eussent un droit d'inspection mieux défini ; il fallait enfin que ces délégués, que les médecins inspecteurs principalement, ne fussent plus, comme ils le sont encore aujourd'hui sur plusieurs points, rétribués directement par les propriétaires des établissements thermaux. Aussi la loi a-t-elle sagement disposé, dans son article 18, que la somme nécessaire pour couvrir les frais d'inspection médicale et de surveillance des établissements d'eaux minérales autorisés serait perçue sur l'ensemble de ces établissements ; que le montant en serait déterminé tous les ans par la loi de finances ; que la répartition en serait faite entre les établissements au prorata de leurs ressources, et que le recouvrement s'en opérerait, comme en matière de contributions directes, sur les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements.

Elle a laissé d'ailleurs à des règlements d'administration publique, par son article 19, à déterminer l'organisation de l'inspection médicale et de la surveillance des sources et des établissements, les bases et le mode de la répartition des frais de l'inspection médicale et de la surveillance, et les conditions générales d'ordre, de police et de salubrité auxquelles tous les établissements doivent satisfaire.

A raison de l'importance des questions à résoudre, j'ai chargé une commission spéciale prise dans le sein du Comité consultatif d'hygiène publique de préparer le projet de règlement prévu par l'article ci-dessus rappelé. Le travail de cette commission a été soumis ensuite à l'examen du conseil d'État, et ce conseil vient, par une délibération récente, d'adopter le projet que j'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Majesté.

Ce projet se divise en titres correspondant aux divers ordres d'idées qu'il devait embrasser.

Le premier traite de l'inspection médicale et de la surveillance des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles ;

Le second indique les conditions générales d'ordre, de police et

de salubrité auxquelles les établissements d'eaux minérales naturelles doivent satisfaire ;

Le troisième détermine les bases et le mode de répartition des frais de l'inspection et de la surveillance des établissements ;

Et le quatrième enfin énonce quelques dispositions générales et transitoires.

Jé demande à Votre Majesté la permission de lui exposer brièvement les motifs des articles dont chacun des titres se compose :

Le titre premier ne fait que reproduire, en les améliorant toutefois sur quelques points, les dispositions de l'ordonnance du 18 juin 1823 qui régit aujourd'hui la matière.

En vertu de cette ordonnance, un médecin inspecteur doit être attaché aux établissements d'eaux minérales dont l'exploitation a été régulièrement autorisée ; mais néanmoins un même inspecteur peut être chargé de la surveillance dans plusieurs établissements lorsque le service le permet.

Le projet actuel consacre le principe de l'inspection dans les mêmes termes que l'ordonnance de 1823, mais il dispose qu'à l'avenir il n'y aura qu'un médecin inspecteur par localité, quel que soit le nombre des établissements que cette localité renferme, et il admet même que la même inspection pourra comprendre plusieurs localités dans sa circonscription lorsque le service le comportera.

Il est stipulé en outre que les établissements dont le revenu sera de moins de 1500 francs n'auront pas d'inspecteur spécial, et qu'ils seront seulement soumis à des visites faites à divers intervalles par des inspecteurs que le ministre déléguera à cet effet.

Ces mesures paraissent suffisantes pour assurer l'efficacité du contrôle que l'administration doit exercer dans l'intérêt de la santé publique sur les établissements thermaux, et en même temps elles réduisent autant que possible les frais de la surveillance, en n'attribuant d'inspecteurs spéciaux qu'aux établissements qui auront un revenu de quelque importance ; et comme, en définitive, aux termes de la loi, les frais de la surveillance et de l'inspection doivent se répartir entre tous les établissements au prorata de leurs revenus, il convient de ne leur imposer que les dépenses absolument indispensables.

C'est d'après les mêmes considérations que le projet adoptant, comme les règlements en vigueur, la division des inspections médicales en trois classes, distingue les classes par le revenu des établissements compris dans la même inspection. La première classe se compose des inspections où l'ensemble des établissements donne un revenu d'au moins 10 000 francs, la seconde des inspections où ce revenu est de 5000 à 10 000 francs, et enfin la troisième des ins-

pections où ce revenu est de 1500 à 5000 francs. Aujourd'hui les classes sont réglées d'après le produit de la location des établissements. La première classe correspond à un produit de 3000 francs au moins; la deuxième classe à un produit d'au moins 2000 francs, et la troisième à un produit au-dessous de 2000 francs.

Les traitements des médecins inspecteurs sont d'ailleurs maintenus par le projet au taux où ils sont dans l'état actuel de la législation, savoir : 1000 francs pour la première classe, 800 francs pour la seconde, et pour la troisième 600 francs, mais d'une manière fixe, tandis que, d'après le règlement actuel, le traitement de la troisième classe est de la moitié du prix de bail sans pouvoir excéder 600 francs.

L'article 3 du projet, conforme encore sur ce point à l'ordonnance de 1823, donne au ministre, dans les attributions duquel sont placées les eaux minérales, le droit de nommer et de révoquer les médecins inspecteurs : ce droit appartient à MM. les préfets depuis le décret de décentralisation du 26 mars 1852, mais l'application du décret sur ce point a fait naître d'assez graves inconvénients.

La nomination des médecins inspecteurs ne se faisant plus qu'en dehors de toute vue d'ensemble, il devenait impossible à l'administration d'attacher à un établissement donné l'inspecteur qui, par ses antécédents, eût pu le mieux lui convenir, et en même temps de récompenser un inspecteur qui aurait rendu d'utiles services sur un établissement important, en le faisant passer à une résidence meilleure.

Il a paru, par ces motifs, que le retour à l'ancien état de choses était fondé en raison, et je dois ajouter qu'il est vivement désiré par la grande majorité du corps médical.

En vertu de l'article 3 de l'ordonnance de 1823, l'administration est autorisée, sur tous les points où elle le juge nécessaire, à nommer des inspecteurs adjoints, à l'effet de remplacer les inspecteurs titulaires en cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement.

Le projet actuel maintient cette faculté; mais, tandis qu'aujourd'hui la règle est appliquée en ce sens que la présence des titulaires, même lorsqu'ils ne peuvent satisfaire à toutes les obligations du service, ne permet pas d'en confier une partie aux adjoints, il est au contraire formellement entendu qu'à l'avenir l'impossibilité par le titulaire de pourvoir à toutes les nécessités de l'inspection sera considérée comme un moyen d'empêchement, que le service pourra dans ce cas être réparti entre l'inspecteur et l'inspecteur adjoint, et le règlement stipule pour ce même cas l'allocation à l'adjoint d'une indemnité prise sur le traitement de l'inspecteur.

Les articles 9, 10 et 11 du titre I^{er} définissent les obligations à remplir par les médecins inspecteurs; ils n'innovent point sous ce rapport aux prescriptions des règlements actuels, et je n'ai pas dès lors à m'y arrêter.

L'article 12, au contraire, édicte une disposition nouvelle, mais qui, pour n'être pas écrite, n'en était pas moins moralement obligatoire : elle porte que les médecins inspecteurs ou inspecteurs adjoints ne peuvent être intéressés dans aucun des établissements qu'ils sont chargés d'inspecter. La première condition pour celui qui est chargé d'un contrôle quelconque, c'est de n'avoir aucun intérêt commun avec celui qu'il est chargé de contrôler. L'administration n'a jamais pu supposer que cette condition fût méconnue par aucun de ceux qu'elle faisait entrer dans le service de l'inspection médicale, mais il ne peut néanmoins qu'être très-utile de la formuler explicitement dans le règlement.

L'article 13 consacre également une mesure appliquée déjà depuis plusieurs années, qui est d'ailleurs écrite dans la loi de 1856, et qui consiste à confier aux ingénieurs des mines des départements la surveillance des sources qui alimentent les établissements thermaux.

A raison de leurs études spéciales, ces ingénieurs sont plus que tous autres à même d'étudier et de déterminer les rapports qui existent entre les sources et les terrains d'où elles sortent ; de veiller par là même à leur conservation et à leur bon aménagement : le règlement d'administration publique du 8 septembre 1856 leur confie d'ailleurs, pour ce qui touche les sources d'intérêt public, des attributions qu'ils ne peuvent bien remplir qu'en visitant de temps à autre les établissements placés dans leur circonscription. Lorsque l'administration le jugera nécessaire, ils se transporteront sur tel ou tel de ces établissements, et pour réduire le plus possible les frais qui devront en résulter pour les propriétaires, les visites qu'ils auront à faire sur lesdits établissements seront combinées en général avec leurs tournées annuelles.

Le titre II, qui règle les conditions d'ordre, de police et de salubrité auxquelles les établissements d'eaux minérales naturelles devront satisfaire, se borne pour ainsi dire à reproduire, sauf quelques changements de rédaction destinés à les rendre plus précises, les dispositions actuellement en vigueur. Ainsi des règlements arrêtés par le préfet, les propriétaires, régisseurs ou fermiers préalablement entendus, déterminent les conditions relatives à l'usage des eaux qui intéressent le public.

Ces règlements restent affichés dans l'intérieur des établissements, et sont obligatoires pour les propriétaires et pour leurs employés, aussi bien que pour le public.

Les tarifs détaillés des prix des eaux sont chaque année, avant l'ouverture de la saison thermale, envoyés aux préfets par les propriétaires, fermiers ou régisseurs : il ne peut y être apporté aucun changement pendant la saison, et il ne peut, sous aucun prétexte, être rien exigé ni perçu en sus ni en dehors du tarif pour l'emploi des eaux.

Le tarif ainsi fixé reste constamment affiché à la porte principale et dans l'intérieur de l'établissement.

Enfin, à l'issue de chaque saison, l'état du nombre des personnes qui ont fréquenté l'établissement est remis au médecin inspecteur, à son défaut au préfet, et transmis ensuite au ministre.

Ces diverses dispositions s'expliquent par leur simple énoncé ; elles sont indispensables pour assurer l'ordre dans les établissements, y prévenir les abus et permettre à l'administration de se rendre compte des résultats qu'ils produisent au point de vue de la santé publique ; je n'ai pas besoin d'y insister, et elles sont d'ailleurs, je l'ai dit déjà, conformes à celles qui régissent aujourd'hui les établissements thermaux.

Toutefois, le titre II contient une clause nouvelle qui doit être spécialement signalée à l'attention de Votre Majesté ; c'est celle de l'article 15, d'après laquelle l'usage des eaux n'est subordonné à aucune permission ni à aucune ordonnance de médecin.

Si l'on considère que les eaux minérales sont, jusqu'à un certain point, de véritables remèdes dont l'emploi intempestif peut avoir, dans certains cas, de regrettables conséquences, on sera porté à se demander pourquoi l'usage en serait plus libre que celui des remèdes qui, en général, ne sont délivrés que sur une ordonnance de médecin. Mais il a paru, d'un autre côté, qu'il ne serait véritablement pas possible d'astreindre à la production d'une ordonnance médicale toutes les personnes qui se présentent à un établissement thermal pour y prendre les eaux. Combien de touristes qui chaque année s'arrêtent quelques jours seulement dans une localité où il y a des eaux minérales, et qui, pendant leur séjour, prennent quelques bains ou boivent quelques verres d'eau sans qu'il puisse en résulter pour leur santé aucun inconvénient ! Conviendra-t-il de leur imposer l'obligation d'une ordonnance de médecin ?

A supposer même que la prescription soit écrite, comment en assurer l'exécution ? Comment constater que l'ordonnance représentée au directeur d'un établissement émane en réalité d'un médecin ? Il faudra donc exiger des légalisations de signatures : que d'embarras, que de difficultés pour une précaution que toute personne raisonnable ne manquera certainement pas de prendre elle-

même avant de faire usage de certaines eaux minérales dont l'emploi peut n'être pas inoffensifs !

Ces considérations ont déterminé, dans le sein du conseil d'État, l'adoption de l'article 15, et elles me décident moi-même, Sire, à le soumettre à l'approbation de Votre Majesté.

Le titre III, qui a pour but de fixer la base et le mode de répartition des frais de l'inspection médicale et de la surveillance, me paraît répondre d'une manière aussi simple et aussi précise que possible à la pensée du législateur.

Que veut la loi ? En premier lieu, qu'à l'avenir les traitements des médecins inspecteurs et les frais de toute nature résultant de la surveillance à exercer par l'administration publique, ne soit plus, comme aujourd'hui, dans un grand nombre de cas, payés directement aux ayants droit par les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements, mais qu'ils soient centralisés au Trésor, qui payera lui-même les traitements des inspecteurs et tous autres frais, comme il le fait pour tous les services publics, sauf recouvrement contre les établissements eux-mêmes.

A cet effet, un crédit égal aux dépenses probables de l'année sera inscrit par prévision au budget de l'État, et une somme égale sera inscrite au budget des recettes.

Que dit encore la loi du 14 juillet 1856 ? Que les frais de l'inspection et de la surveillance seront répartis entre les établissements, au prorata de leurs ressources ; il faut donc, d'une part, que les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements fournissent, chaque année, l'état de leurs produits et de leurs dépenses (art. 24).

Il faut aussi déterminer quels sont les produits, quels sont les frais dont ils devront tenir compte pour être à même d'en déduire le revenu de chaque établissement. Ces divers points sont réglés par les articles 25 à 28, et les stipulations qu'ils renferment ne me paraissent pouvoir donner lieu à aucune difficulté.

Mais les états de produits et de dépenses ainsi dressés par les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements, l'administration ne peut évidemment les admettre sans les avoir préalablement examinés et contrôlés : cet examen et ce contrôle seront confiés en première instance à des commissions locales, présidées par le préfet et composées d'un membre du conseil général ou du conseil d'arrondissement, du directeur des contributions directes, de l'ingénieur des mines et du médecin inspecteur ; puis, comme il s'agit, en définitive, d'une répartition proportionnelle entre tous les établissements de l'empire, le travail de révision au second degré se fera par les soins d'une commission centrale que le ministre instituera, et dont les membres seront pris dans le conseil d'État, la

cour des Comptes, le conseil général des mines, le Comité consultatif d'hygiène publique et l'administration des finances; un certain nombre d'auditeurs au conseil d'État seront attachés à cette commission en raison des besoins du service, et, ainsi composée, ladite commission offre certainement aux intéressés toutes les garanties de lumière et d'impartialité qu'ils peuvent désirer.

Enfin, sur le rapport de la commission, le ministre détermine par un arrêté le revenu des divers établissements, et répartit entre eux, au prorata dudit revenu, le montant total des frais de l'inspection et de la surveillance; mais, dans le cas où les propriétaires, régisseurs ou fermiers se croiront lésés par la décision du ministre, ils ne sont pas tenus de s'y soumettre; le recours leur est ouvert devant le conseil d'État jugeant au contentieux, et ils sont ainsi parfaitement assurés qu'en définitive ils ne seront assujettis à payer que ce qui doit légitimement leur incomber.

Je n'ai pas besoin, d'ailleurs, d'insister sur la disposition de l'article 32, qui rappelle que c'est au ministre des finances qu'il appartiendra de recouvrer les sommes pour lesquelles chaque établissement sera imposé. Cette règle est générale pour tous les recouvrements à opérer dans l'intérêt du Trésor, et dans l'espèce elle devait nécessairement recevoir son application.

Ainsi que je l'ai dit, Sire, dans le cours du présent rapport, le projet de décret que je sou mets à la signature de Votre Majesté reproduit au fond la plupart des dispositions de l'ordonnance du 18 juin 1823; il n'y avait donc aucun inconvénient à prononcer l'annulation de ces dernières, mais il y en a un assez grand nombre d'autres qui n'en sont pas touchées par le projet et à l'égard desquelles il convient de déclarer explicitement qu'elles continueront de recevoir leur exécution : tel est l'objet de l'article 34.

L'article 35 a pour but de pourvoir également à la classification provisoire des établissements en raison de leur revenu; cette classification s'opérera d'après le revenu de l'année 1860, pour rester en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1865, et elle sera révisée ensuite tous les cinq ans, conformément à l'article 6 du projet.

Tels sont, Sire, les motifs principaux des dispositions dont se compose le projet de règlement pour lequel je viens réclamer la sanction de Votre Majesté. Ce règlement doit améliorer notablement l'un des services qui importent le plus à la santé publique; il doit par là même contribuer à étendre la clientèle de nos établissements thermaux, et par suite à favoriser le développement de la richesse du pays. A ce titre, il ne peut manquer de recevoir la haute approbation de Votre Majesté.

Signé : E. ROUHER.

DÉCRET IMPÉRIAL DU 28 JANVIER 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 18 et 19 de la loi du 14 juillet 1856 sur les eaux minérales,

Notre conseil d'État entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions concernant l'inspection médicale et la surveillance des sources et des établissements d'eaux minérales naturelles.

Art. 1^{er}. Un médecin inspecteur est attaché à toute localité comprenant un ou plusieurs établissements d'eaux minérales naturelles dont l'exploitation est reconnue comme devant donner lieu à une surveillance spéciale, sous la réserve mentionnée en l'art. 5 ci-après.

Une même inspection peut comprendre plusieurs localités dans sa circonscription lorsque le service le comporte.

Art. 2. Dans le cas où les nécessités du service l'exigent, un ou plusieurs médecins peuvent être adjoints au médecin inspecteur, sous le titre d'inspecteurs adjoints, à l'effet de remplacer le titulaire en cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement.

Art. 3. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics nomme et révoque les médecins inspecteurs et les médecins inspecteurs adjoints.

Art. 4. Les inspections médicales sont divisées en trois classes, suivant le revenu de l'ensemble des établissements qui sont compris dans la localité ou la circonscription. La première classe se compose des inspections où l'ensemble des établissements donne un revenu de 10 000 francs ; la seconde, des inspections où ce revenu est de 5000 à 10 000 francs ; la troisième, des inspections où ce même revenu est de 1500 à 5000 francs.

Art. 5. Au-dessous d'un revenu de 1500 francs il n'y a pas d'inspecteur spécialement attaché à la localité, et l'inspection médicale consiste dans des visites faites par des inspecteurs envoyés en tournée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, lorsqu'il le juge convenable.

Art. 6. Le tableau de classement des inspections médicales est ar-

rété par le ministre. Il est révisé tous les cinq ans, sans préjudice du classement des établissements nouveaux qui seraient ouverts dans l'intervalle.

La base du classement est la moyenne des revenus des cinq dernières années, calculés comme il est dit à l'article 28 ci-après.

Art. 7. Les traitements affectés aux médecins inspecteurs sont réglés ainsi qu'il suit : 1^{re} classe. . . 1000 fr.

2^e classe . . . 800

3^e classe . . . 600

Art. 8. Les inspecteurs adjoints ne reçoivent pas de traitement, sauf le cas où ils auraient remplacé le médecin inspecteur pendant une partie notable de la saison, et dans ce cas, il leur est alloué une indemnité, prise sur le traitement de l'inspecteur et fixée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Art. 9. Pendant la saison des eaux, le médecin inspecteur exerce la surveillance sur toutes les parties de l'établissement affectées à l'administration des eaux et au traitement des malades, ainsi que sur l'exécution des dispositions qui s'y rapportent.

Les dispositions du paragraphe précédent ne peuvent être entendues de manière à restreindre la liberté qu'ont les malades de suivre la prescription de leur propre médecin, ou d'être accompagnés par lui s'ils le demandent, sans préjudice du libre usage des eaux, réservé par l'article 15.

Art. 10. Les inspecteurs ne peuvent rien exiger des malades dont ils ne dirigent pas le traitement, ou auxquels ils ne donnent pas de soins particuliers.

Art. 11. Ils soignent gratuitement les indigents admis à faire usage des eaux minérales, à moins que ces malades ne soient placés dans des maisons hospitalières où il serait pourvu à leur traitement par les autorités locales.

Art. 12. Les médecins inspecteurs ou inspecteurs adjoints ne peuvent être intéressés dans aucun des établissements qu'ils sont chargés d'inspecter.

Art. 13. Lorsque les besoins du service l'exigent, l'administration fait visiter par les ingénieurs des mines les établissements thermaux de leur circonscription.

Les frais des visites spéciales faites par les ingénieurs des mines, en dehors de leurs tournées régulières, sont imputés sur la somme annuelle fournie par les établissements d'eaux minérales, conformément à l'article 18 de la loi du 14 juillet 1856.

Art. 14. Le médecin inspecteur et l'ingénieur des mines informent le préfet des contraventions et des infractions aux règlements sur les eaux minérales qui viennent à leur connaissance. Ils propo-

sent, chacun en ce qui le concerne, les mesures dont la nécessité leur est démontrée.

TITRE II. — *Des conditions générales d'ordre, de police et de salubrité auxquelles les établissements d'eaux minérales naturelles doivent satisfaire.*

Art. 15. L'usage des eaux n'est subordonné à aucune permission, ni à aucune ordonnance de médecin.

Art. 16. Dans tous les cas où les besoins du service l'exigent, des règlements, arrêtés par le préfet, les propriétaires, régisseurs ou fermiers préalablement entendus, déterminent les mesures qui ont pour objet :

La salubrité des cabinets, bains, douches, piscines, et, en général, de tous les locaux affectés à l'administration des eaux ;

Le libre usage des eaux ;

L'exclusion de toute préférence dans les heures, pour les bains et douches ;

L'égalité des prix, sauf les réductions qui peuvent être accordées aux indigents ;

La protection particulière due aux malades ;

Les mesures d'ordre et de police à observer par le public, soit à l'intérieur, soit aux abords ;

La séparation des sexes.

Art. 17. Ces règlements restent affichés dans l'intérieur de l'établissement et sont obligatoires pour les personnes qui le fréquentent, aussi bien que pour les propriétaires, régisseurs ou fermiers, et pour les employés du service.

Les inspecteurs ont le droit de requérir, sauf recours au préfet, le renvoi des employés qui refuseraient de se conformer aux règlements.

Art. 18. Un mois avant l'ouverture de chaque saison, les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements d'eaux minérales envoient aux préfets le tarif détaillé des prix correspondant aux modes divers suivant lesquels les eaux sont administrées, et des accessoires qui en dépendent.

Il ne peut y être apporté aucun changement pendant la saison.

Sous aucun prétexte, il n'est exigé ni perçu aucun prix supérieur au tarif, ni aucune somme en dehors du tarif pour l'emploi des eaux.

Art. 19. Le tarif prévu à l'article précédent est constamment affiché à la porte principale et dans l'intérieur de l'établissement.

Art. 20. A l'issue de la saison des eaux, le propriétaire, régisseur ou fermier de chaque établissement d'eaux minérales, remet au

médecin inspecteur, et, à son défaut, au préfet, un état portant le nombre des personnes qui ont fréquenté l'établissement. Cet état est envoyé, avec les observations du médecin inspecteur, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Art. 21. Les propriétaires, régisseurs ou fermiers sont tenus de donner le libre accès des établissements et des sources à tous les fonctionnaires délégués par le ministre; ils leur fournissent les renseignements nécessaires à l'accomplissement de la mission qui leur est confiée.

TITRE III. — Des bases et du mode de répartition des frais de l'inspection médicale et de la surveillance des établissements d'eaux minérales naturelles.

Art. 22. Tous les ans, il est inscrit au budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, une somme égale au montant total des traitements des inspecteurs attachés aux différentes localités d'eaux minérales; il y est ajouté une somme qui n'excède pas 10 pour 100 de ce montant, afin de couvrir les frais généraux d'inspection et de surveillance.

Une somme égale est inscrite au budget des recettes.

Art. 23. La répartition entre les établissements de la somme portée au budget et le recouvrement, ont lieu suivant les bases et conformément au mode qui sont indiqués dans les articles ci-après.

Art. 24. — A la fin de chaque année, les propriétaires, régisseurs ou fermiers des établissements d'eaux minérales naturelles adressent aux préfets les états des produits et des dépenses de leurs établissements pendant l'année.

Art. 25. L'état des produits comprend les revenus afférents aux bains, douches, piscines, buvettes, et à tout autre mode quelconque d'administration des eaux, ainsi qu'à la vente des eaux en bouteilles, cruchons ou tonneaux.

Art. 26. L'état des dépenses comprend :

Les frais encourus pour la réparation des appareils et constructions servant à l'aménagement des sources, la distribution et l'administration des eaux, le salaire des employés, l'entretien des bâtiments et de leurs abords, ainsi que celui du matériel, le montant des contributions dues à l'État, au département ou à la commune, et généralement tous les frais courants d'exploitation.

Art. 27. Ne sont pas admises en compte les dépenses extraordinaires et notamment les sommes dépensées pour grosses réparations, constructions nouvelles, travaux de recherche ou de captage, acquisitions de terrain, ainsi que les indemnités que ces constructions et travaux de recherche ou de captage ont pu comporter.

Art. 28. Le revenu qui sert de base à la répartition de la somme totale à payer par les établissements d'eaux minérales est l'excédant des produits sur les dépenses ordinaires, tels que les uns et les autres sont prévus aux articles 25 et 26.

Art. 29. Les états de produits et de dépenses sont communiqués par le préfet à une commission présidée par lui ou par son délégué, et qui est composée d'un membre du conseil général ou du conseil d'arrondissement, du directeur des contributions directes, de l'ingénieur des mines et du médecin inspecteur de l'établissement.

Dans le cas où les propriétaires, régisseurs ou fermiers n'auraient pas adressé, le 31 janvier, au préfet, conformément à l'article 24 ci-dessus, les états des produits et des dépenses de leurs établissements, la commission procède d'office à leur égard.

Art. 30. L'avis de cette commission est, avec les pièces à l'appui, soumis à l'examen d'une commission centrale nommée par le ministre, et composée de cinq membres choisis dans le conseil d'Etat, la cour des Comptes, le conseil général des mines, le Comité consultatif d'hygiène publique et l'administration des finances, et, en outre, du nombre d'auditeurs au conseil d'Etat qui sera reconnu nécessaire.

Les auditeurs remplissent les fonctions de secrétaires et de rapporteurs; ils ont voix délibérative dans les affaires qu'ils sont chargés de rapporter.

Art. 31. Sur le rapport de la commission instituée en vertu de l'article précédent, un arrêté du ministre détermine le revenu des divers établissements, et répartit entre eux, au prorata dudit revenu, le montant total des frais de l'inspection médicale et de la surveillance, tels qu'ils sont indiqués à l'article 22 ci-dessus.

Art. 32. L'arrêté du ministre est notifié par voie administrative au propriétaire, fermier ou régisseur de chaque établissement; il est transmis au ministre des finances, qui est chargé de poursuivre le recouvrement des sommes pour lesquelles chacun desdits établissements est imposé.

Art. 33. L'arrêté du ministre peut être déféré au conseil d'Etat par la voie contentieuse.

TITRE IV. — *Dispositions générales et transitoires.*

Art. 34. Les dispositions de l'ordonnance royale du 18 juin 1823, qui ne sont pas contraires à celles du présent règlement, continuent de recevoir leur pleine et entière exécution.

Art. 35. Le classement prévu par l'article 4 aura lieu, pour la première fois, conformément au revenu des établissements compris

dans chaque inspection, tel qu'il aura été établi pour l'année 1860, et ce classement continuera d'être en vigueur jusqu'au 31 décembre 1865.

Art. 36. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLEON.

MÉMOIRE SUR LES MOYENS DE FACILITER AUX CLASSES INDIGENTES
L'USAGE ET LA FRÉQUENTATION DES EAUX MINÉRALES,

par M. François, ingénieur en chef des Mines.

L'usage des eaux minérales a été facilité aux classes indigentes, de temps immémorial, dans un grand nombre de Bains. De là, sur plusieurs points du groupe thermal des Pyrénées, les traditions et les restes de *maladreries du moyen âge*. Ainsi, celles de Cambo, de Saint-Christau, de Saint-Savin (Cauterêts), d'Arles, de Saint-Michel (Vernet), etc., toutes appartenant à des sociétés religieuses.

Ces maladreries se composaient invariablement de piscines ou de grands bains communs, au voisinage desquels des filets d'eau minérale servaient pour douche ou pour lotion des plaies (douche locale). On y retrouvait toujours des dispositions balnéatoires qui rappellent celles des bains des Anciens, sur les substructions desquelles étaient établies la plupart de ces maladreries.

Quelques-unes même de ces dernières se composaient de restes des thermes anciens (Arles, Bagnères, etc.)

C'est ainsi qu'on y voyait le plus souvent le bain commun, à voûte surbaissée, avec buée de vapeur. C'est qu'en effet ces dispositions, consacrées par les traditions des bains anciens, étaient les plus convenables pour combattre les affections alors dominantes, le rachitisme, le rhumatisme, et notamment les maladies de la peau.

La fréquentation des eaux minérales par la classe indigente, avec l'assistance des établissements religieux et des hospices, continue jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, alors que la plupart des biens de main-morte furent aliénés, et passèrent aux mains, soit de l'État, soit de communes, soit de tiers. Alors, quelques aliénations, assez rares d'ailleurs, avaient eu lieu avec des clauses spéciales relatives à la facilité de fréquentation des militaires et des indigents, sur les observations d'hommes spéciaux (médecins, ingénieurs), délégués par le Comité de Salut public (1793), pour étudier l'enseignement des eaux minérales.

Ces clauses spéciales se multiplièrent sous l'influence du gouver-

nement (République — Empire), par suite de nombreuses aliénations, ventes, mutations ou legs d'eaux minérales qui eurent lieu dans le commencement de ce siècle.

Mais ces clauses ne traitaient que de la faculté de baigner gratuitement un certain nombre de militaires et d'indigents, sans s'occuper de leur entretien sur les lieux.

D'un autre côté, les anciennes piscines, baignoires et douches communes des maladreries disparurent peu à peu pour faire place aux cabinets particuliers actuels. Ces nouvelles dispositions, motivées le plus souvent par des conditions d'une exploitation plus lucrative, en même temps qu'elles troublèrent sur plusieurs points l'administration rationnelle des eaux minérales, enlevèrent les moyens de recevoir les indigents, et de traiter efficacement les principales affections dont ils sont atteints.

De ces difficultés, dont vous comprendrez toute la portée, au délaissement des eaux minérales par un grand nombre de malheureux, il n'y avait qu'un pas. L'absence des dispositions balnéatoires convenables et spéciales aux classes indigentes, souleva d'ailleurs des difficultés de service, qui toujours se sont traduites par des sacrifices, ou par des empêchements, au détriment des malheureux.

Pour ne citer qu'un fait entre plusieurs autres non moins regrettables, je dirai que cette année, dans deux établissements thermaux importants, j'ai vu des malheureux rhumatisants bivouaquer toute la nuit, en plein air, pour pouvoir se baigner de minuit à deux heures du matin.

Un tel état de choses devrait cesser. Je vais tâcher d'indiquer quelques moyens pratiques d'atteindre ce but. Mais avant, je crois devoir mentionner ceux qui sont actuellement en usage, afin de leur emprunter ce qu'ils ont d'acceptable.

Dans plusieurs départements du Midi, les bureaux de bienfaisance interviennent directement pour couvrir les frais de route et de séjour des indigents auxquels l'usage des eaux minérales est reconnu indispensable. Ainsi, dans l'Ariège, les bureaux de bienfaisance cantonaux, à la diligence de leur président et de leur médecin, font transporter les indigents à Ax, et les entretiennent sur les lieux, moyennant une subvention quotidienne de 0 fr. 85 qu'ils soldent à l'hospice d'Ax, par un mandat sur le percepteur ou sur le receveur municipal du chef-lieu de canton.

Dans les Hautes et Basses-Pyrénées, les communes interviennent directement sur des centimes additionnels. Quelques communes se sont réunies et cotisées pour fournir un fonds de secours commun; mais ici les malades ne sont pas hospitalisés.

Les mêmes mesures existent dans des départements des groupes du centre, des Cévennes et des Vosges.

Dans quelques départements, et notamment dans les Hautes-Pyrénées, on a le projet de faire concourir le département, concurremment avec les communes, pour fonder un fonds de secours commun. Le motif essentiel de ce projet est basé sur ce fait constant que les communes les plus pauvres sont aussi celles qui comptent le plus de malheureux et de malades.

Enfin à Ussat (Ariège), par suite d'une clause spéciale du legs qui a doté l'hospice civil de Pamiers de la propriété de ces bains, huit à neuf cents indigents de l'arrondissement de Pamiers et des communes du voisinage des bains, y sont annuellement transportés, baignés et hospitalisés aux frais de cet hospice.

Dans l'accomplissement de ma mission aux établissements thermaux, mon attention s'est souvent arrêtée sur les moyens les plus convenables pour faciliter le traitement des indigents. Bien que cette question paraisse *à priori* en dehors de cette mission, vous comprendrez par ce qui suit combien au contraire elle y est liée.

L'indigent, auquel l'usage des eaux minérales est devenu indispensable, est le plus souvent à bout de ressources, à la suite de maladies et de chômages forcés. Il est rarement en mesure de parer aux frais de déplacement. En outre, le chômage résultant du séjour aux eaux minérales, devient le plus souvent une aggravation de charges pour sa famille et pour lui.

Si nous le suivons aux bains, nous le voyons souvent forcé de vivre d'aumônes ; les soins, les secours de l'art lui font défaut, malgré le dévouement des médecins, par suite du manque de toute organisation. Enfin les exigences du service intérieur, faute de dispositions balnéatoires spéciales, viennent encore ajouter à ses misères.

Cela posé, les moyens qui m'ont paru les plus convenables pour faire disparaître de si regrettables lacunes, sont les suivants :

La France, la mieux dotée en eaux minérales diverses de toutes les parties du continent européen, en est suffisamment pourvue, pour qu'il soit possible de la diviser par groupe de départements qui seraient desservis, sauf les cas exceptionnels, par des établissements thermaux importants, dont les eaux sont propres au traitement des principales maladies de la classe indigente.

Ce classement établi, pour faire face aux frais de déplacement et de séjour des malades indigents, les départements, les communes et les bureaux de bienfaisance seraient invités à la création d'un fonds de secours commun, par les moyens légaux et usités. Le choix et la désignation des indigents à traiter par les eaux minérales seraient faits à la diligence combinée des autorités locales et

départementales, ainsi que des médecins spéciaux par canton, de manière à offrir toute garantie contre les abus.

C'est surtout pour remplir ce but que la création de médecins cantonaux offrirait des avantages incontestables.

Suivons l'indigent pendant son séjour aux bains.

Il y serait reçu, porteur d'une consultation, par le médecin-inspecteur ou par un médecin désigné, qui devrait lui assurer les soins que réclame son état, moyennant une allocation spéciale prélevée sur le fonds commun de secours.

Je n'entrerai pas ici dans l'indication des mesures réglementaires auxquelles on aurait à recourir.

Je me suis assuré que le service des indigents, pour être accompli dans de bonnes conditions, exige l'hospitalisation.

En outre, en raison de l'état et de la consistance actuels de nos établissements thermaux, ce service offre des difficultés que j'ai déjà indiquées, et que l'on ne surmontera qu'en modifiant ces établissements de manière à y introduire des changements ou annexes spécialement destinés au traitement des malades indigents. Ces annexes devraient comprendre la piscine, l'étuve, la douche générale et un nombre suffisant de cabinets de bain. Les études en seraient faites en tenant compte de la nature, de la spécialité et du débit des eaux. C'est d'ailleurs dans le sens de cette réalisation que j'ai étudié et que j'étudie les programmes généraux d'améliorations d'un grand nombre d'établissements thermaux¹, et c'est pourquoi j'ai cru devoir, dans l'accomplissement de ma mission, me préoccuper sérieusement de faire profiter les classes indigentes du bénéfice d'une de nos richesses minérales les plus précieuses.

Les deux dernières conditions mentionnées ci-dessous :

1° L'hospitalisation des malades indigents sur les lieux des eaux minérales ;

2° Le remaniement total ou partiel des établissements thermaux, pour assurer à ces malades l'administration rationnelle et régulière des eaux minérales ; me paraissent ne pouvoir être remplies que par le concours combiné des propriétaires de ces établissements, des départements et de l'État.

L'État et les départements interviendraient par des subventions, basées et motivées sur un projet détaillé des travaux d'amélioration à exécuter pour assurer le traitement régulier et normal de la classe indigente.

Ces subventions seraient conditionnelles ; des clauses régleraient

1. Plusieurs de ces programmes sont en cours d'exécution : tous ne sont pas encore entièrement étudiés ; j'ai besoin d'études nouvelles pour en arrêter la rédaction définitive.

tous les détails relatifs au traitement d'un nombre déterminé d'indigents, pendant les différentes périodes de la saison des eaux.

Il y aurait lieu de fixer la répartition des malades dans ces différentes périodes, en tenant compte d'une part des ressources en eaux minérales dont disposent les établissements, et d'autre part de la nécessité de ne point admettre les indigents d'une manière exclusive pendant l'avant-saison et l'arrière-saison.

L'indigent en effet, moins que tout autre, peut attendre ; d'ailleurs on ne peut et on ne doit pas lui refuser l'usage des eaux, durant la pleine saison, surtout si son état et le caractère de son affection l'exigent.

Telles sont, monsieur le ministre, les considérations sommaires que j'ai cru devoir vous soumettre, selon vos instructions du 9 septembre dernier. Si vous jugiez convenable que je fournisse des détails plus circonstanciés, je m'empresserais de le faire sur votre demande.

RAPPORT SUR LE MÉMOIRE PRÉCÉDENT,
par M. Hippolyte Royer-Collard.

Monsieur le ministre,

M. François, ingénieur en chef des mines, a été chargé par le gouvernement d'inspecter les établissements d'eaux minérales de France. Sa mission accomplie, il vous a adressé un rapport intitulé :

Rapport à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, sur quelques moyens de faciliter aux classes indigentes l'usage et la fréquentation des eaux minérales.

Vous avez renvoyé, monsieur le ministre, au Comité d'hygiène publique le travail de M. François et le Comité m'a imposé la tâche de lui rendre compte de ce travail, de lui faire connaître les vues et les propositions qu'il contient, et d'en apprécier la valeur, autant que mes travaux pourraient me le permettre.

Tel est, monsieur le ministre, l'objet du présent rapport, que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Comité.

M. François rappelle d'abord que, dans tous les temps, depuis les époques les plus reculées, on s'est fait un devoir, surtout en France, d'admettre, gratuitement ou à peu de frais, les indigents à l'usage des eaux minérales. C'est là un fait attesté, non-seulement par les traditions que conservent avec soin les plus anciens établissements, mais aussi par les débris encore subsistants des piscines publiques, des maladreries construites exprès pour les pauvres dans un grand

nombre de ces établissements. Cet usage des admissions gratuites dans les bains, entretenu surtout par les congrégations religieuses qui en étaient les propriétaires, favorisé d'ailleurs par la protection royale, persista jusqu'à la révolution de 1789. Alors, la plupart de ces établissements devinrent la propriété de l'État ou des communes; d'autres passèrent dans les mains des particuliers, moyennant certaines conditions, imposées par le Comité de Salut public en 1793, notamment celles d'y recevoir des militaires et des indigents. Ces ventes conditionnelles, rares d'abord, se multiplièrent de plus en plus sous la République et sous l'Empire, et le gouvernement imposait de plus aux acheteurs, donataires ou héritiers, des clauses de ce genre, au profit de la charité publique.

On ne traitait, dans tous ces arrangements, que d'un seul point, du droit de se baigner accordé gratuitement aux indigents. Deux autres points étaient complètement négligés : comment les pauvres pourraient-ils se rendre aux bains ? Une fois arrivés dans ces lieux, qui devrait pourvoir à leur entretien ? D'un autre côté les piscines, étuves et douches communes étaient remplacées de jour en jour par des cabinets particuliers. A mesure que l'exploitation est devenue plus productive, les établissements d'eaux minérales ont été disposés particulièrement pour les personnes aisées, et les indigents n'ont plus trouvé le moyen de profiter des bienfaits que leur accordait l'autorité. Aujourd'hui encore, on voit souvent des malheureux, mal vêtus, passer une partie de la nuit en plein air, afin d'attendre leur tour pour se baigner à une heure ou deux heures du matin.

M. François, justement révolté d'un tel état de choses, qui a pour effet d'ajouter les inconvénients du traitement à ceux de la maladie pour les indigents, propose quelques-uns des moyens qu'il croit les plus propres à y porter remède.

On peut faire d'abord, dit-il, ce qui se fait dans plusieurs départements du Midi, où les bureaux de bienfaisance acquittent pour les indigents qui ont besoin des eaux minérales, les frais de route et de séjour. Dans d'autres, ce sont les communes qui votent à cet effet des centimes additionnels. Ailleurs, plusieurs communes se réunissent pour former un fonds de secours commun, et dans un certain nombre de départements du Centre, la subvention départementale vient s'ajouter, dans ce but, à la subvention communale.

Ici, M. François fait ressortir la misérable situation des indigents auxquels l'usage des bains est indispensable. Non-seulement ils sont indigents, mais le traitement de leur maladie, le défaut de travail auquel elle les a longtemps condamnés, la prolongation de ce chômage ruineux pendant leur séjour à l'établissement des eaux, la

privation des secours médicaux et des services des hommes de peine qu'ils ne peuvent payer, tout contribue à aggraver leurs souffrances. Le premier soin qu'il convient de prendre, c'est donc de secourir les indigents au moyen de subventions pécuniaires et de leur assurer, par un moyen quelconque, les ressources nécessaires pour solder les frais de route et de séjour. Pour atteindre ce but, les départements, les communes et les bureaux de bienfaisance seraient invités, d'abord, à créer un fonds de secours commun.

Les autorités prendraient toutes les mesures convenables pour assurer un juste choix parmi les indigents qui pourraient être envoyés aux eaux minérales.

L'indigent, lors de son arrivée aux bains, serait visité par le médecin-inspecteur ou par un autre médecin à ce délégué; une consultation écrite lui serait délivrée, sur le vu de laquelle on lui donnerait tous les soins nécessaires, au moyen d'une allocation sur le fonds de secours commun.

Si l'on veut que les indigents soient convenablement soignés dans les établissements d'eaux minérales, il faut, de toute nécessité, apporter des changements considérables dans le mode de disposition intérieur de ces établissements, qui, d'après les observations rapportées plus haut, ne sont guère construits que pour des malades jouissant d'une position aisée. Par la même raison, il serait indispensable de modifier, par des règlements nouveaux, les habitudes du service dont les malades sont l'objet.

En lisant avec attention le rapport de M. François, on y découvre une pensée qui est pour lui la principale : il voudrait que l'on assurât aux malades indigents ce qu'il appelle *l'hospitalisation*, sur les lieux des eaux minérales.

Je suppose qu'il entend par ce mot l'institution d'une salle d'hôpital. Or, il existe dans certains établissements un hôpital qui peut être utilement employé à cet usage; mais, là où il n'existe rien de semblable, des constructions nouvelles seraient nécessaires. On a déjà vu tout à l'heure qu'on serait obligé aussi de créer des piscines communes, des étuves et des salles de douches, où les indigents seraient réunis. Indépendamment de ces changements matériels, on devrait remanier aussi tous les règlements des divers établissements.

Il se peut que ces modifications, quelques difficultés qu'elles présentent, soient indispensables, si l'on veut assurer aux malades indigents l'usage libre et régulier des eaux minérales. On ne peut douter, en effet, que les malades pauvres ne soient entièrement sacrifiés dans ces établissements, tels qu'ils sont aujourd'hui, aux malades ou aux voyageurs qui appartiennent aux classes aisées de la société.

Obligé de faire un rapport sur la lettre de M. François, j'ai dû appuyer toutes ses idées ; mais la conclusion la plus raisonnable qui me semble devoir être tirée de son travail, c'est qu'il ne pourra recevoir aucune application utile, qu'après qu'on aura institué dans tous les arrondissements et cantons de la France, les commissions d'hygiène publique dont il a été question dans le projet d'arrêté proposé à M. le ministre de l'agriculture et du commerce.

Les commissions pourront seules éclairer suffisamment l'autorité sur les besoins et les ressources de chaque localité.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer, monsieur le ministre, 1° d'accuser réception à M. François, du rapport qu'il vous a adressé, et de l'engager à vous communiquer les nouvelles observations qu'il pourrait faire à ce sujet ; 2° de décider que la lettre de M. François et le présent rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre seront mis à part et classés, pour être consultés ultérieurement, lorsqu'il y aura lieu de se concerter avec les commissions d'hygiène publique, au sujet des établissements d'eaux minérales.

RAPPORT SUR LE PROJET D'ATTACHER DES ÉLÈVES AUX PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS D'EAUX MINÉRALES ET D'Y INSTITUER DES CLINIQUES (NOVEMBRE 1849).

Commissaires : MM. Magendie, président ; Bussy, Laffon-Ladébat, Royer-Collard et Mélier, rapporteur.

Par une lettre en date du 16 de ce mois, rendue publique par la voie du *Moniteur*, M. le ministre de l'agriculture et du commerce a saisi officiellement le comité d'un projet de la plus grande importance concernant les eaux minérales, du projet d'attacher à ces eaux, ou du moins à quelques-unes d'entre elles, un certain nombre d'élèves choisis et d'y instituer des cliniques.

Vous avez tous présents à l'esprit les termes de cette lettre, un des premiers actes de M. le ministre et un de ceux qui témoignent le plus hautement de son intérêt pour le comité et ses travaux, dont personne, mieux que M. le ministre actuel, n'est à même de bien apprécier l'importance et l'utilité.

Frappé, d'une part, des richesses de la France en eaux minérales, richesses telles, en effet, que nul pays peut-être n'en possède de plus grandes et de plus variées ; frappé, d'une autre part, du peu d'avantage qu'en retirent les études médicales, M. le ministre, si parfaitement compétent dans ces matières, a rapidement compris qu'il y avait là une lacune à remplir et qu'il importait à la science et

aux malades qu'un si précieux moyen d'instruction ne fût pas plus longtemps négligé.

Ce n'est pas que nous manquions de travaux sur les eaux minérales; nous en avons au contraire un très-grand nombre et même de fort recommandables. Chaque année d'ailleurs, MM. les inspecteurs, en rendant compte de leur service dans des rapports plus ou moins détaillés, en fournissent de nouveaux, et ces travaux, réunis et coordonnés par l'Académie nationale de médecine avec un zèle qui ne s'est jamais démenti, et dont elle vient encore tout récemment de donner la preuve dans un résumé plein d'intérêt, forment un ensemble considérable de documents sur les eaux minérales, les malades que l'on y reçoit et sur les établissements.

Mais ces travaux, quelque importants qu'ils soient, laissent cependant beaucoup à désirer, et il n'est que trop vrai, malheureusement, que la science des eaux minérales est loin d'être aussi avancée et aussi générale qu'elle devrait et pourrait être parmi nous. Il s'en faut surtout qu'elle soit arrivée à ce degré de précision expérimentale qui tend aujourd'hui à prévaloir en médecine, elle appelle impérieusement des recherches nouvelles et plus en rapport avec l'esprit actuel des études médicales.

L'introduction dans nos grands établissements, d'élèves forts et déjà avancés, aurait infailliblement pour effet de provoquer de telles recherches et par suite de fournir à la science les matériaux les plus précieux.

Il est une foule d'observations que MM. les inspecteurs, faute de temps, ne sauraient faire eux-mêmes et que feraient à merveille des élèves attachés à leur service et placés sous leur direction; telles seraient par exemple des observations suivies et individuelles sur les effets immédiats et consécutifs des bains, selon les températures, la durée, les divers mélanges et le volume de l'eau; des recherches sur les urines et les sécrétions en général, sur l'ensemble des fonctions et sur chacune d'elles en particulier, sur la nutrition, etc.

Envisagée au point de vue scientifique, la création projetée est donc une idée véritablement excellente et des plus heureuses.

Il en est de même si on l'examine au point de vue de l'administration et du service des établissements. On sait qu'il en est plusieurs qui laissent encore beaucoup à désirer sous ce rapport et réclament une surveillance plus active et plus efficace que celle qui s'y exerce. De graves inconvénients et plus d'un abus s'y sont introduits et sont devenus un sujet de plaintes nombreuses adressées à l'administration. Le prédécesseur de M. le ministre, l'honorable M. Lanjuinais, en avait été très-frappé, et c'était dans la pensée bien arrêtée d'y mettre un terme qu'il avait chargé un des membres du comité, votre

rapporteur, de la mission de visiter cette année plusieurs des établissements de l'État, pour signaler les imperfections qui s'y rencontrent et les améliorations à y introduire. Un projet de loi, résultat de cette mission, doit être incessamment présenté à l'Assemblée.

Quel que soit le zèle bien connu de MM. les inspecteurs, ils ne sauraient suffire dans beaucoup de cas à tous les détails d'une administration compliquée et parfois très-difficile. Les élèves seraient leurs auxiliaires naturels dans cette partie du service et les seconderaient efficacement, tout en travaillant à leur propre instruction.

Il est un troisième point de vue sous lequel la mesure projetée peut être envisagée, c'est celui de l'assistance publique, c'est-à-dire du service des pauvres qui se rendent aux eaux minérales. Le nombre en est considérable, grâce aux sacrifices que s'imposent l'Etat, les départements et les communes. Il deviendra plus grand encore si l'on adopte, comme il y a lieu de l'espérer, les propositions actuellement soumises à l'Assemblée et dont s'occupe la commission de l'assistance publique.

MM. les inspecteurs font eux-mêmes ce service, et il faut leur rendre cette justice qu'ils s'en acquittent avec le zèle le plus louable; mais il est pour eux un surcroît pénible d'occupations. Il pourrait être fait sous leur surveillance et leur direction par les élèves. Il deviendrait pour ces jeunes gens une source féconde d'observations et leur tiendrait lieu des malades riches ou simplement aisés s'il arrivait que ceux-ci, par des motifs quelconques, vinssent à refuser leurs soins.

Ainsi que nous le dirons plus loin, le concours des élèves serait surtout précieux et facile à utiliser dans les établissements en assez grand nombre qui ont un hôpital, et qui, nécessairement, devraient être désignés de préférence pour y mettre à exécution la mesure projetée.

Ainsi donc, la science, l'administration et l'assistance sont également intéressées au projet et ne peuvent qu'en désirer la réalisation.

Mais ce qui le recommande plus fortement encore, c'est l'avantage inappréciable de former des médecins à la connaissance pratique des eaux minérales et de préparer ainsi pour l'avenir des ressources dont la médecine a été pour ainsi dire privée jusqu'à présent. Jusqu'à présent en effet, la connaissance des eaux minérales a été le partage presque exclusif, on pourrait dire le privilège, d'un petit nombre de médecins, de ceux qui sont attachés aux établissements ou qui ont pu les fréquenter. Les autres y sont généralement étrangers, ou du moins ne la possèdent que très-imparfaitement. Aussi que d'erreurs dans la prescription des eaux et que d'inconvénients n'en résulte-t-il pas! Combien de fois n'est-il pas arrivé, par exem-

ple, que des malades ont été dirigés vers des eaux qui ne leur convenaient nullement ?

Par la mesure proposée, on formerait chaque année un certain nombre de praticiens spéciaux et il arriverait un jour où l'on trouverait partout des médecins exercés à la pratique des eaux et en état de les prescrire en connaissance de cause.

Il va sans dire que de tels praticiens seraient nécessairement plus aptes que d'autres à occuper les emplois d'inspecteur quand il y en aurait de vacants dans les établissements et que ce serait toujours une grande recommandation pour les obtenir que d'avoir été élève des eaux minérales.

Après avoir ainsi examiné la mesure en elle-même et en avoir, à l'unanimité, reconnu les avantages incontestables, la commission a étudié avec soin les moyens de la réaliser. Aux termes de la lettre de M. le ministre, c'était là surtout ce dont elle avait à s'occuper.

Et d'abord, elle a recherché quels étaient ceux des grands établissements qui par leur importance et les qualités spéciales de leurs eaux présentent le plus d'intérêt et où, conséquemment il conviendrait d'établir des élèves.

Elle a pensé qu'il faudrait mettre en première ligne les établissements appartenant à l'État. Outre que l'administration, comme propriétaire, en a la libre disposition et peut y prescrire telles mesures qu'elle juge convenables, ils sont tous très-importants, fort suivis et d'un grand intérêt, et de plus ils sont tous pourvus d'un hôpital. Ces établissements sont, comme on sait, au nombre de cinq, savoir : Vichy, Néris et Bourbon-l'Archambault, dans l'Allier, Plombières dans les Vosges et Bourbonne dans la Haute-Marne.

La commission a pensé, en second lieu, que les eaux du Mont-Dore, par leurs qualités spéciales, devraient être désignées comme un excellent établissement d'études. Une autre raison l'aurait déterminée à les proposer, c'est la présence à ces eaux du praticien habile, du médecin véritablement supérieur qui en a depuis plus de quarante ans la direction, et dont l'expérience serait un guide sûr pour l'élève qui y serait envoyé.

Viendrait ensuite trois établissements des Pyrénées : Barèges, fréquenté par tant de malades, et où existe un grand hôpital militaire ; Bagnères de Luchon, qui a reçu dans ces derniers temps une extension considérable et où viennent chaque année beaucoup de pauvres, et enfin Caunterets, qui a des sources variées, ou bien Bonnes, à cause de la spécialité de ses eaux dans les maladies de poitrine.

En tout neuf établissements, dont quatre au centre de la France, deux au nord ou à l'est, et trois dans le Midi, comprenant entre eux

les espèces d'eaux les plus puissantes et les plus généralement employées.

Ce nombre nous a paru suffisant pour une première année, qui sera nécessairement comme un essai, et, jusqu'à un certain point, un tâtonnement.

On donnerait à chaque établissement un élève; Vichy seul, le plus important de tous, en aurait deux, ce qui porterait à dix le total des élèves proposés pour commencer.

En principe, la durée des études nous a paru devoir se borner à un an; mais nous avons tous été d'avis qu'il y aurait un grand avantage à déclarer que l'élève qui, par son aptitude et son zèle, se serait distingué dans son service, pourrait être admis à faire une seconde année, soit dans le même établissement, soit dans tout autre qu'il choisirait ou que l'administration elle-même désignerait. Cette faveur offerte en récompense au travail et à la bonne conduite, serait, à n'en pas douter, un moyen puissant d'émulation et aurait les meilleurs résultats.

Nous avons pensé en outre que le zèle soutenu et certains travaux, plus étudiés, plus approfondis et de nature à faire avancer la science, comme il est permis d'en attendre de sujets d'élite, pourraient mériter, dans quelques cas un autre genre de récompense, et, par exemple, la réception gratuite au doctorat.

Bien que la lettre de M. le ministre n'ait pas posé la question du mode de nomination, nous avons cru qu'il entrerait dans notre mission de l'aborder. Un membre a proposé le concours. Si les garanties à réclamer des élèves se bornaient au savoir, il est certain que le concours serait un excellent moyen de faire de bons choix et que l'on ne devrait pas hésiter à l'adopter; mais il est d'autres garanties non moins essentielles que doivent présenter les élèves et que le concours ne saurait faire suffisamment apprécier. Tout bien considéré, et après une discussion approfondie de la question, la commission n'a pas cru devoir proposer le concours. Elle propose la nomination directe par le ministre, sur une liste triple présentée par le comité.

Ce mode de nomination est celui des inspecteurs; il nous a paru, indépendamment des autres raisons, qu'il devrait être aussi celui des élèves.

Les candidats seraient pris dans toute la France.

A Paris, il faudrait avoir été interne dans les hôpitaux civils, ou être au moins dans le cours de la quatrième année d'internat.

En province, il faudrait avoir occupé, ou occuper actuellement, soit dans un grand hôpital, soit auprès d'une faculté ou d'une école secondaire, la même position ou une position équivalente.

Les lauréats des facultés qui, sans avoir été internes, se seraient

fait remarquer par de grands succès ou une direction spéciale donnée à leurs études, pourraient également être désignés.

Ainsi que l'a judicieusement fait observer l'honorable collègue qui représente l'hygiène navale au sein du comité, le corps des médecins de la marine devrait aussi être admis à fournir un certain nombre d'élèves aux eaux minérales. La guerre ayant déjà les siens dans les sous-aides attachés à ses hôpitaux thermaux, tous les services, tant civils que militaires, se trouveraient représentés et participeraient ainsi aux avantages de l'institution.

Du reste, un règlement précis déterminerait toutes les conditions et les détails de la nomination.

Occupons-nous maintenant, ainsi que nous y invite M. le ministre, des devoirs à imposer aux élèves, et des nouvelles obligations qui résulteraient pour MM. les inspecteurs de la création projetée.

Dans notre pensée, les élèves des eaux minérales devraient être en tout point assimilés aux internes des hôpitaux. Cette assimilation dit tout, et il est aisé d'en déduire les obligations réciproques des élèves et des inspecteurs et la nature de leurs rapports.

Pour premier devoir les élèves auraient à concourir avec les inspecteurs, sous leur surveillance et leur autorité, au soulagement des malades et à la bonne administration des établissements. Ils devraient conséquemment suivre et assister les inspecteurs dans leur service, les seconder, et, au besoin, les remplacer.

Il leur serait particulièrement prescrit de s'occuper des pauvres et de les visiter tant à domicile que dans les bains et les piscines.

Le service de l'hôpital dans les établissements qui en sont pourvus entrerait essentiellement dans leurs devoirs et l'administration aurait à s'occuper de les y faire admettre pour y exercer, sous l'autorité du médecin, les fonctions ordinairement confiées aux internes.

N'oubliant jamais leur rôle d'élèves, ils seraient obligés, en tout ce qui concernerait le service, de se conformer scrupuleusement aux prescriptions sans pouvoir se permettre d'en faire eux-mêmes, à moins qu'ils n'y fussent spécialement autorisés par l'inspecteur, chef du service et sous sa responsabilité. Cette condition serait de rigueur et ce serait afin d'ôter jusqu'au prétexte de l'enfreindre que la commission voudrait qu'il fût expressément entendu que les élèves ne pourraient être docteurs. La discipline et les convenances le veulent également.

Il est prescrit aux inspecteurs de prendre note de leurs observations : les élèves seraient spécialement chargés de les seconder dans ce travail. Nous avons pensé même qu'il conviendrait de demander, outre les observations détaillées, qu'ils fussent obligés de tenir eux-mêmes un registre des malades, ainsi qu'on le fait dans les hôpi-

taux, et d'y consigner, sous les yeux des inspecteurs, tous les faits un peu importants et de nature à intéresser la science.

Voilà pour les élèves. Quant aux inspecteurs, la mesure projetée, en les élevant en quelque sorte au rang de professeurs, les obligerait à un véritable enseignement. Ils devraient en conséquence se consacrer sans réserve à faire participer les élèves placés sous leur direction à tous les moyens d'instruction que peuvent offrir les établissements. Entre autres choses, il leur serait prescrit de faire connaître aux élèves les sources, leur origine et leur historique; de leur expliquer les moyens employés pour la réunion, le captage, la conservation, le transport et la circulation des eaux; leur volume, leur température et leur composition. Ils devraient les exercer à en déterminer la nature, à recueillir les gaz qui s'en échappent ou qui y sont contenus. Ils les exerceraient de plus, soit par eux-mêmes, soit avec l'aide des ingénieurs à la pratique du jaugeage, et en général à toutes les opérations qui peuvent servir à faire connaître une eau et les ressources d'un établissement.

Mais ce qu'il faudrait surtout demander à MM. les inspecteurs, et ce qui désormais deviendrait un de leurs devoirs, ce serait de s'appliquer à initier les élèves à la connaissance pratique des eaux, à leurs usages thérapeutiques et aux effets qu'elles produisent.

Pour cela, il devrait leur être essentiellement recommandé, dans les établissements ayant un hôpital, d'utiliser la visite de cet hôpital au profit des élèves et d'y faire à leur usage des conférences suivies au lit du malade, en un mot une clinique. L'intention de M. le ministre est positive à cet égard et nettement exprimée dans sa lettre.

Enfin, MM. les inspecteurs devraient, par tous les moyens en leur pouvoir, s'efforcer de communiquer aux élèves les résultats de leur expérience et s'attacher à en faire des *praticiens*.

En définitive, il s'agit, comme on voit, des rapports ordinaires et comme d'élèves à maître et de maître à élèves : d'un côté, déférence et respect avec le désir de s'instruire, de l'autre intérêt et bienveillance avec la bonne volonté d'enseigner; voilà, en deux mots, ce qu'il faudrait demander et ce que, dans l'intérêt de l'institution et de son avenir, on serait en droit d'attendre et même d'exiger.

La commission n'avait point à se préoccuper de la question tout administrative de la dépense. Elle a cependant voulu s'en rendre compte, et voici, par aperçu, comment elle l'établit :

Il y aurait d'abord les frais de voyage. On peut les calculer pour chaque élève, aller et retour, en moyenne, à 200 fr., soit pour les dix élèves 2 000 fr.

Les élèves passeraient 3 mois aux eaux, juin, juillet, août, c'est-à-dire 90 jours, à 10 fr. par jour, somme

qui nous a paru nécessaire pour couvrir honorable-	2 000
ment les frais de table et de logement, ce serait 900 fr.	
par élève, soit, pour les 10.	9 000
Total de la dépense.	11 000 fr.

Il s'agit, comme on voit, d'une dépense bien minime, et, dût-on ne voir dans la mesure en projet qu'une expérience à faire, on ne saurait hésiter à l'entreprendre, en présence des résultats considérables, et si essentiellement utiles qu'elle promet.

Telles sont les vues de la commission. Elles se résument dans les propositions suivantes qui, si elles étaient adoptées, pourraient servir de base à un *arrêté* :

1° La mesure en elle-même paraît excellente, soit qu'on l'envisage au point de vue scientifique, soit qu'on l'envisage au point de vue de l'administration et du service.

2° Elle est surtout excellente et promet les meilleurs résultats en ce qui touche à l'assistance publique.

3° Dix élèves devraient être nommés pour commencer, sauf, plus tard, à en augmenter le nombre. On les placerait de préférence dans les établissements appartenant à l'État, savoir :

A Vichy.	2
A Nérès	1
A Bourbon-L'Archambault.	1
A Plombières	1
A Bourbonne	1

On en donnerait un au Mont-Dore, établissement spécial, digne en tout point de servir de modèle. 1

On en donnerait enfin trois aux établissements des Pyrénées; provisoirement la commission désignerait :

Barèges	1
Bagnères de Luchon	1
Et Bonnes ou Cauterets.	1

Total. 10

4° Les élèves seraient nommés directement par le ministre de l'agriculture et du commerce, sur une liste de présentation, en nombre triple, dressée par le comité d'hygiène.

5° Ils pourraient être pris dans toute la France.

A Paris, ils seraient choisis parmi les anciens internes des hôpitaux ou les internes encore en fonctions et ayant accompli au moins leur troisième année d'internat.

Dans les départements, ils seraient pris parmi les élèves ayant oc-

cupé ou occupant actuellement une position reconnue équivalente à celle d'élève d'interne dans les hôpitaux de Paris.

6° Pourraient également être admis comme candidats les lauréats des facultés qui, sans avoir été internes, se seraient fait remarquer par de grands succès ou une direction spéciale donnée à leurs études.

7° La marine en fournirait de droit un certain nombre.

8° La durée ordinaire des études serait d'une année, ou pour mieux dire d'une saison ; mais il serait entendu qu'il pourrait toujours être accordé une seconde année à titre de récompense à l'élève qui se serait distingué dans son service.

9° Il serait déclaré en outre que l'élève qui aurait produit un travail remarquable et de nature à faire avancer la science pourrait être recommandé à l'administration pour avoir sa réception gratuite au doctorat ou toute autre récompense que l'administration croirait convenable d'instituer.

10° Les élèves seraient assimilés aux internes des hôpitaux, ils auraient un service analogue et les mêmes devoirs. Ils seraient spécialement chargés, sous la direction et la surveillance des inspecteurs, du service de l'assistance publique.

11° Leurs rapports avec les inspecteurs, ultérieurement définis dans un règlement, seraient ceux d'élèves à chef de service. Sauf les cas prévus et bien déterminés, il leur serait interdit de faire des prescriptions et d'exercer la médecine. Il leur serait également interdit d'être docteurs.

12° De leur côté, les inspecteurs auraient pour devoir d'enseigner aux élèves la connaissance des eaux et tout ce qui s'y rapporte et de s'appliquer à leur communiquer leur expérience.

Partout où elle serait possible, une clinique devrait être faite aux élèves.

Finalement, on voit que la mesure projetée, excellente en elle-même, ne présente aucune difficulté sérieuse et n'entraînerait qu'une faible dépense. On ne peut donc qu'y applaudir et en désirer la prompte réalisation.

Nous terminerons ce rapport en faisant connaître au comité un vœu de la commission. Sur les remarques de l'un de ses membres, elle a pensé que l'institution dont il s'agit et de laquelle, nous aimons à le répéter, la science, l'administration et l'humanité doivent attendre les meilleurs résultats, serait incomplète si, en même temps que l'on attacherait aux eaux minérales des élèves en médecine, on n'y attachait aussi des élèves en pharmacie, à titre de chimistes, absolument comme dans nos hôpitaux nous avons à la fois des internes en médecine et des internes en pharmacie. Ces élèves chimistes se-

raient spécialement chargés des travaux de laboratoire et des analyses. M. Bussy ayant pris la peine de rédiger à ce sujet une note spéciale, nous nous bornerons ici à énoncer l'idée. La commission s'y est pleinement associée et propose au comité de l'appuyer de tout son pouvoir auprès de M. le ministre, comme un complément nécessaire de l'institution projetée et le meilleur moyen d'en obtenir tous les avantages qu'elle promet.

Nous joignons à ce rapport la note de M. Bussy; elle dit mieux que nous ne pourrions le dire nous-mêmes, comment devrait être entendue cette introduction d'élèves chimistes dans les eaux minérales et les services qu'ils y rendraient. Il est vrai qu'il en résulterait une certaine dépense de plus; mais cette dépense, faible d'ailleurs, et aisée à couvrir, serait si largement compensée par les résultats, que l'on ne saurait hésiter à l'accepter, afin d'avoir un ensemble complet et qui permette d'atteindre sûrement le triple but que l'on doit se proposer, à savoir : de perfectionner la science des eaux minérales, d'améliorer le service des établissements thermaux et de former des praticiens à l'application raisonnée de l'une des plus puissantes ressources de la thérapeutique, qui est en même temps une des richesses de la France.

SECOND RAPPORT SUR L'ORGANISATION D'UNE CLINIQUE PRÈS LES
ÉTABLISSEMENTS D'EAUX MINÉRALES (DÉCEMBRE 1849).

Par M. Bussy.

Le but que se propose M. le ministre ne serait pas complètement atteint si l'administration se bornait aux dispositions qui viennent d'être indiquées; l'action thérapeutique des eaux minérales est trop intimement liée à leur composition, à leur température, à ce qu'on pourrait appeler leur constitution, pour qu'il soit permis de négliger cet élément d'instruction dans l'enseignement clinique qu'on se propose d'établir.

Il faut, de toute nécessité, que le médecin qui peut être appelé à diriger le service d'un établissement d'eau minérale, qui veut suivre les effets thérapeutiques de cette eau et se rendre compte de son action, en connaisse parfaitement la composition non-seulement d'après les analyses qui ont pu être faites par les chimistes, mais il faut qu'il puisse lui-même répéter au besoin ces analyses, en discuter les résultats, qu'il puisse se convaincre, par sa propre expérience, si des changements se sont opérés dans la quantité de sels ou de matières gazeuses qu'elle renferme, si sa température est susceptible de varier, etc.; il faut qu'il puisse apprécier les diffé-

rences de composition que présentent souvent les sources d'un même établissement, différences ordinairement minimales, mais auxquelles correspondent quelquefois des propriétés thérapeutiques très-diverses.

Ce ne serait pas trop exiger du médecin inspecteur qu'il sût reconnaître, à l'aide des principaux réactifs, les principes essentiels auxquels l'eau doit son action médicale, qu'il pût suivre, dans l'organisme, ce principe actif ferrugineux, sulfureux, alcalin ou autre, constater par l'expérience sa présence dans les organes et les modifications qu'il imprime aux sécrétions, etc.

Pour préciser davantage notre pensée, supposons qu'il s'agisse des eaux de Vichy dont un usage séculaire a mis hors de doute les propriétés médicales, on pourrait, dans l'étude thérapeutique de ces eaux, rechercher ce que devient le principe alcalin introduit dans l'économie. Comment il agit sur le sang d'abord, quelles modifications il lui imprime, appréciable à l'analyse ou au microscope? Comment il agit sur la bile et par suite sur le foie et sur la rate dont il dissipe si visiblement les engorgements?

Comment se trouvent modifiées les urines? De quelle manière et dans quelle limite il agit pour prévenir la formation de la gravelle ou pour opérer sa dissolution?

Pourquoi, pendant l'administration des eaux de Vichy, les plaies anciennes deviennent plus douloureuses, quelquefois saignantes? Pourquoi leur cicatrisation ne peut s'opérer sous l'influence de ces eaux, tandis que d'autres eaux minérales, celles de Saint-Amand par exemple produisent un effet tout contraire? Pourquoi, dans ce cas, le sang a-t-il plus de plasticité et plus de fluidité dans l'autre?

Il est facile d'apercevoir tout ce qu'un semblable enseignement, dans lequel l'observation clinique et les recherches chimiques se prêteraient un appui réciproque, pourrait donner de précision à la thérapeutique des eaux minérales et quel intérêt il offrirait aux élèves.

Il faut remarquer qu'il ne saurait être question ici d'un enseignement général de la thérapeutique, mais simplement des faits qui se rapportent exclusivement à chaque eau minérale en particulier, et qu'on ne pourrait constater nulle part ailleurs avec autant de facilité et d'avantage que dans les établissements d'eau minérale.

En effet, on y trouve réunis, et en grand nombre, des malades dans des conditions diverses mais affectés en général de la même maladie, soumis tous au même traitement et presque toujours au même régime; circonstances les plus favorables, sans contredit, pour mettre en relief et rendre saisissables les faits qui dépendent de l'action spéciale de l'agent thérapeutique.

Tous les médecins inspecteurs ne possèdent pas, nous devons le reconnaître, ces connaissances qui nous paraissent nécessaires dans l'état actuel de la science pour donner à la clinique des eaux minérales toute l'utilité qu'elle comporte. On ne saurait s'en étonner; l'analyse des eaux minérales, l'une des opérations les plus délicates de la chimie, exige une grande habitude de ce genre de travail : on peut en dire presque autant des recherches chimiques appliquées à la pathologie; il est impossible qu'un médecin qui n'a pas fait une étude spéciale de cette partie de la science puisse s'en occuper utilement pour lui-même ou pour les autres.

D'une autre part, la durée et la distribution des études, le temps que les étudiants doivent nécessairement et de préférence consacrer aux sciences médicales proprement dites, sont un obstacle insurmontable à ce qu'on puisse jamais exiger des simples docteurs en médecine et à plus forte raison des élèves, qu'ils possèdent les connaissances étendues et pratiques dont nous parlons.

Mais on pourrait arriver facilement et plus sûrement peut-être au but que nous proposons en divisant le travail.

Il y a dans les hôpitaux de Paris, dans les laboratoires de nos écoles, des élèves en pharmacie assez instruits, assez familiarisés avec les opérations et avec les recherches chimiques pour qu'on pût leur confier, sous l'autorité du médecin inspecteur, l'exécution de toutes les opérations chimiques qui devraient compléter l'éducation des élèves.

Ainsi ils pourraient faire, pour la démonstration, l'analyse des eaux, indiquer la manière d'isoler, de reconnaître chacun des éléments qui en font partie, déterminer la proportion de chacun d'eux.

On pourrait aussi leur confier les recherches de chimie qui paraîtraient nécessaires pour constater dans les organes l'action ou la présence des principes actifs des eaux, les analyses du sang, de l'urine, etc.

Ce moyen aurait l'avantage : 1° de compléter un enseignement qui, sans les connaissances chimiques qu'il suppose, serait toujours insuffisant; il n'enlèverait point aux médecins inspecteurs un temps précieux pour eux et que réclame tout entier le service des malades pendant la saison des eaux.

Les élèves eux-mêmes, débarrassés des détails des opérations chimiques qui absorbent toujours, lors même qu'elles sont très-simples, un temps considérable, ne seraient pas détournés de l'observation médicale et de la coopération qu'ils doivent aux médecins inspecteurs. Enfin la science pourrait encore espérer quelques perfectionnements de ce système convenablement organisé, car il est

à présumer que des élèves instruits, zélés, recherchant les occasions de se faire connaître et d'utiliser leurs connaissances, résidant pendant 3 ou 4 mois dans un établissement d'eau minérale, ne tarderaient pas, par une étude attentive des faits, à imaginer quelque perfectionnement aux méthodes employées jusqu'ici, peut-être à découvrir par la suite, dans la composition de ces eaux, quelque corps qui aurait échappé à leurs devanciers.

Il est reconnu que certaines eaux minérales perdent sensiblement de leurs propriétés en voyageant; les eaux ferrugineuses, les eaux gazeuses et sulfureuses surtout.

Une observation mieux dirigée et plus suivie pourrait amener quelque perfectionnement dans la manière dont s'opère ce transport, de façon à conserver au produit ses propriétés intrinsèques.

Enfin personne n'ignore que l'art de fabriquer les eaux minérales factices, malgré le perfectionnement qu'il a reçu dans ces dernières années des progrès de la chimie, laisse encore beaucoup à désirer, à tel point que beaucoup de praticiens instruits et très-conscientieux, frappés des différences que les eaux naturelles présentent dans leur action thérapeutique avec les eaux artificielles, sont portés à penser que l'action de ces eaux dépend moins des principes que la chimie y a découverts que de la manière dont ces principes y seraient combinés ou de la chaleur naturelle qu'elles possèdent qui serait, selon eux, différente de la chaleur artificielle et le résultat du principe en quelque sorte vital qui semble animer ces productions naturelles.

Ces opinions émises ouvertement ou tolérées par des hommes d'ailleurs très-bien placés dans le monde médical, montrent combien nous sommes encore éloignés d'avoir des idées justes sur ces matières et combien il est urgent d'introduire dans cette étude la méthode expérimentale appliquée si heureusement aux sciences physiques.

Les dispositions que nous indiquons exigeraient, nécessairement, la création d'un petit laboratoire muni des instruments et appareils spéciaux à l'analyse des eaux minérales et aux recherches qui devraient y être faites. On devrait y trouver un microscope, un baromètre, une balance, etc.

Ce laboratoire serait un accessoire utile et peu dispendieux d'un établissement important; il n'exigerait qu'un bien petit emplacement; deux pièces équivalentes à la surface de deux cabinets de bains seraient suffisantes.

Les médecins inspecteurs seraient heureux d'avoir sous les mains les réactifs nécessaires pour constater la nature et la qualité de leurs eaux, soit pour eux-mêmes, soit pour les personnes instruites

qui, en général, affluent aux eaux minérales et qui s'intéressent si vivement à tout ce qui touche les eaux dont elles font usage.

Quelques instructions simples et bien faites pourraient les mettre à même de constater elles-mêmes l'état de leurs sécrétions et suivre la marche du traitement qu'on leur impose. C'est ainsi qu'à Vichy, beaucoup de graveleux constatent eux-mêmes, par le papier de tournesol, le changement opéré dans leurs urines.

Nous avons en conséquence l'honneur de vous proposer les dispositions suivantes :

Il sera créé, quant à présent, à Vichy, à Plombières et à Cauterets un laboratoire pour l'étude chimique des eaux minérales.

Ce laboratoire sera muni des objets exclusivement propres à l'étude et à l'analyse des eaux de la localité ainsi qu'aux recherches de chimie pathologique qui paraîtraient nécessaires pour apprécier l'action des eaux sur l'économie.

Le médecin inspecteur prendra en charge ledit laboratoire et veillera, sous sa responsabilité, à la conservation des objets qu'il contiendra; les frais d'analyse et d'expérience visés et approuvés par lui seront payés sur un fonds spécial.

2° Parmi les douze élèves envoyés annuellement dans les établissements d'eau minérale, il y aura trois élèves en pharmacie pris parmi ceux qui offriront le plus de garantie et de capacité pour ce genre de travail.

Le mode de nomination sera le même que pour les élèves en médecine.

3° L'élève chimiste des eaux minérales devra, sous l'autorité du médecin inspecteur et à sa demande, faire les analyses et les démonstrations nécessaires pour l'étude des eaux minérales de l'établissement.

Il devra faire toutes les recherches chimiques qui lui seront indiquées soit sur les eaux, soit pour étudier leur action thérapeutique.

4° Le médecin inspecteur donnera à l'élève à son entrée en fonction un registre coté et paraphé sur lequel seront notés jour par jour tous les travaux qui seront faits dans le laboratoire.

5° Les demandes de travaux adressées par le médecin inspecteur seront portées à leur date sur le même registre en regard des expériences qui auront été faites pour y répondre.

RAPPORT ET PROJET D'ARRÊTÉ SUR L'ORGANISATION DU SERVICE
D'INSPECTION DES EAUX MINÉRALES,

Par M. Laffon-Ladébat.

Dans l'une de nos dernières séances, vous avez entendu la lecture d'une lettre adressée à notre président par M. le ministre de l'agriculture et du commerce, concernant un projet d'arrêté, proposé par le Comité, pour déterminer le mode et les conditions d'après lesquels il devrait être pourvu, à l'avenir, aux fonctions de médecin inspecteur des établissements d'eaux minérales.

M. le président ayant renvoyé la lettre du ministre à la commission qui avait préparé le projet d'arrêté, nous nous sommes réunis et nous avons examiné avec la plus sérieuse attention les objections contenues dans la lettre qui nous a été communiquée.

Ces objections sont au moins spécieuses, nous devons le reconnaître, et elles ont paru faire une vive impression sur vos esprits. Nous permettez-vous de vous rappeler toutefois que la plupart d'entre elles avaient déjà été indiquées dans la discussion, et que si vous ne vous y êtes pas arrêtés, c'est parce qu'elles ne vous avaient point paru suffisantes pour obtenir tous les avantages que vous attendiez de la mesure proposée.

Dans le rapport qui a été présenté à M. le Ministre, à l'appui du projet d'arrêté, on a dit comment se faisaient autrefois les nominations de médecins inspecteurs; comment ces places étaient souvent données à la faveur ou à l'intrigue, quelquefois enlevées par surprise, toujours accordées sans publicité et sans concurrence véritable.

Le gouvernement a voulu mettre un terme à ces abus et en prévenir le retour en statuant que le Comité d'hygiène publique serait consulté sur les titres des candidats aux places de médecins inspecteurs; mais cette attribution n'étant qu'un principe dont l'application avait besoin d'être régularisée et chargée d'ailleurs, par l'arrêté qui nous a institués, de présenter nos vues sur tout ce qui peut tendre à l'amélioration des établissements d'eaux minérales, nous avons dû d'abord chercher à entourer de toutes les garanties désirables les choix d'où dépendent essentiellement la prospérité de ces établissements et les services qu'ils peuvent rendre à l'humanité.

C'est dans cet esprit qu'avait été rédigé notre projet dont les dispositions peuvent se résumer en ces mots : appel à la concurrence par la publicité, comme renseignements demandés aux auteurs, aux propriétaires, sur les titres présentés par les différents candidats sous le rapport du savoir, de la moralité, de l'aptitude spéciale aux fonctions d'inspecteur dans tel ou tel établissement.

Les objections soulevées par M. le ministre peuvent se réduire à

ceci : dans un grand nombre d'établissements d'eaux minérales, l'inspection a si peu d'importance qu'il est presque impossible de ne pas la confier à un médecin de la localité, et, dans tous les cas, la publicité est-elle bien le moyen d'obtenir les meilleurs choix ; n'est-il pas à craindre que l'homme actif, remuant, ayant des relations étendues et puissantes, ne l'emporte sur le médecin d'un vrai mérite, qui se bornerait à exposer ses titres avec modestie ? Et que de difficultés dans l'application ; en suivant les formes indiquées dans le projet d'arrêté, il faudrait au moins trois mois, après la notification de la vacance, pour que la nomination pût être consommée : pendant tout ce temps l'établissement se trouverait dépourvu de médecin, au grand préjudice des malades, si la vacance survenait pendant la saison des eaux.

De toutes ces objections, messieurs, la plus puissante, aux yeux de votre commission, est celle qui porte sur l'inutilité d'un appel à tout le public médical, dans les cas assez nombreux, comme vous avez pu le voir, où l'inspection ne peut absolument être exercée que par des médecins résidant au voisinage de l'établissement. A quoi bon appeler des candidatures de toutes les parties de la France pour une place dont ne veulent pas même les médecins qui habitent à quelques lieues des eaux minérales pour lesquelles on cherche un inspecteur ? N'est-il pas trop probable que si, dans le désir d'avoir un titre, un médecin éloigné sollicite une inspection de ce genre, il l'abandonnera aussitôt qu'il aura appris par l'expérience ce qu'elle peut lui rapporter, ou qu'il négligera d'en remplir les fonctions ?

Nous ne sommes pas aussi touchés des inconvénients que M. le ministre paraît voir à la concurrence et à la publicité, pour toutes les inspections d'eaux minérales quelles qu'elles soient ; sans doute, cette concurrence aurait pu causer quelque embarras à la démarche du Comité ; mais elle nous avait paru être la meilleure garantie contre les surprises qu'on peut tenter en faveur d'un candidat privilégié, elle nous avait paru être le meilleur rempart contre l'intrigue, bien loin de lui ouvrir la voie et de lui prêter appui.

Nous ne croyons pas que l'objection tirée du temps nécessaire pour pouvoir procéder à une nomination, en suivant le mode proposé, ait beaucoup de gravité. Si l'établissement a quelque importance, il a toujours un inspecteur adjoint qui peut faire le service en attendant la nomination de l'inspecteur titulaire ; si l'établissement n'a pas d'adjoint, il est presque toujours dans la classe de ceux pour lesquels il ne peut guère y avoir qu'une seule candidature sérieuse, et alors rien n'empêche que le préfet ou le ministre ne charge momentanément de l'inspection le candidat unique, ainsi que cela s'est fait plusieurs fois.

M. le ministre vous fait observer que ce qui manque en général aux candidats aux places d'inspecteurs d'eaux minérales, c'est une connaissance spéciale des eaux et de leurs effets thérapeutiques : c'est là, à son avis, qu'il faudrait chercher le nœud de la difficulté. Nous reconnaissons tout ce qu'il y a de juste, à cet égard, dans les vues de M. le ministre ; mais la connaissance des eaux ne peut s'acquérir que par l'expérience et par la pratique : vous avez applaudi au projet qu'a formé M. le ministre d'appeler près de nos principaux établissements thermaux des élèves destinés à former une pépinière de médecins possédant toute l'instruction nécessaire pour remplir dignement les fonctions d'inspecteurs. Nous faisons des vœux pour que l'Assemblée législative alloue les fonds indispensables à cette utile création ; mais, même dans l'hypothèse la plus favorable, plusieurs années s'écouleront avant que l'institution projetée ait porté ses fruits. M. le ministre nous demande si l'on ne pourrait pas dès à présent exiger que tout aspirant à une place d'inspecteur produisit un travail, une étude soit sur les eaux auprès desquelles il désirerait être nommé, soit sur des eaux ayant une composition chimique ou des propriétés thérapeutiques analogues ; si l'on ne pourrait pas déterminer d'avance une époque à partir de laquelle nul ne serait admis aux fonctions d'inspecteur qu'à la condition de justifier, soit comme élève envoyé par l'administration, soit comme docteur exerçant librement la médecine, d'un certain stage auprès d'un établissement thermal.

M. le ministre reconnaît lui-même que de semblables mesures ne pourraient pas être étendues à tous les établissements ; mais il paraît incliner à croire qu'elles pourraient être appliquées aux établissements de 1^{re} et de 2^e classe, et à cette occasion, il recommande à notre étude l'idée énoncée dans le rapport d'une hiérarchie qui pourrait être établie entre les divers établissements d'eaux minérales.

Nous venons à parler des élèves qui pourront être envoyés par l'administration aux établissements d'eaux minérales ; vous savez que cette institution n'existe pas encore et que sa réalisation dépend d'un vote de fonds qui peut être considéré comme douteux. Il ne nous est donc pas possible d'en tenir compte, quant à présent ; où donc pourrions-nous trouver, même pour les établissements de 1^{re} et de 2^e classe, seulement, un nombre suffisant de médecins qui puissent réunir les conditions indiquées par M. le ministre, à toutes celles qui sont encore nécessaires dans de semblables fonctions ? Nous admettons parfaitement que des travaux spéciaux sur les eaux minérales doivent être pris en considération, lorsqu'il s'agit de nommer un médecin inspecteur ; mais nous ne pensons pas que l'absence de

pareils titres doit être considérée comme un motif d'exclusion. Des travaux purement cliniques sur les eaux minérales sont loin d'être une garantie suffisante de l'aptitude aux fonctions d'inspecteur, et quant aux observations cliniques, elles sont maintenant, dans presque tous les établissements d'eaux minérales, le partage à peu près exclusif des médecins inspecteurs ou de leurs adjoints. Quelle que soit d'ailleurs l'importance des études spéciales en pareille matière, on comprend qu'un médecin d'un savoir étendu, d'une réputation acquise par une pratique heureuse de son art, inspirera toujours plus de confiance aux malades qui fréquentent un établissement thermal, où il se présenterait lui-même pour la première fois, qu'un jeune médecin dont tous les titres consisteraient en quelques travaux de laboratoire, ou dans la publication d'observations recueillies pendant un séjour de quelques mois dans l'un de nos établissements thermaux.

Quant à la classification des établissements d'eaux minérales, à la considérer seulement au point de vue du degré d'importance de l'inspection, elle ne nous semble ni facile, ni d'une application immédiate : tel établissement maintenant ignoré peut, par les améliorations qu'y apporte le propriétaire, par les soins d'un médecin éclairé, souvent même par les caprices de la mode, devenir en peu d'années un établissement très-fréquenté et susceptible d'offrir des avantages considérables au médecin qui en obtiendra l'inspection ; tel autre établissement dépérit s'il tombe entre les mains d'un propriétaire négligent ou d'un médecin qui déplaît au public. Si d'ailleurs un avancement hiérarchique était quelquefois dans l'intérêt des médecins inspecteurs, il ne serait pas toujours conforme à l'intérêt des établissements et à celui des malades qui croient fermement qu'une longue expérience des eaux qu'ils fréquentent est la qualité la plus essentielle dans un médecin inspecteur. Il y a ici beaucoup de considérations d'une appréciation fort délicate et qui ne seraient point à leur place dans un règlement général.

Nous ne pensons donc pas, messieurs, que les indications contenues dans la lettre de M. le ministre, puissent maintenant servir de base à un règlement sur le mode de nomination des médecins inspecteurs d'eaux minérales. Nous devons prendre pour point de départ, non pas ce que pourra être un jour, lorsque la connaissance des propriétés des eaux minérales sera plus répandue, mais ce qui importe aujourd'hui ; nous avons proposé le moyen qui nous avait paru le plus propre à assurer, sinon les meilleurs choix qu'on puisse désirer, du moins les meilleurs qu'il soit possible de faire dans les circonstances où nous nous trouvons placés : ce moyen était la concurrence et la publicité. Nous reconnaissons toutefois que la concu-

rence est et sera toujours nécessairement fort restreinte, par la nature même des choses et pour un assez grand nombre d'établissements, et nous comprenons que l'administration redoute les embarras qui pourraient naître pour elle, d'un appel fait par la publicité à tous les médecins sans clientèle, chaque fois qu'une place d'inspecteur ou d'inspecteur-adjoint deviendrait vacante. Mais votre projet ne se bornait pas à la seule disposition qui vient d'être discutée, il en contenait d'autres qui n'ont été, de la part de M. le ministre, l'objet d'aucune observation, et qu'il a sans doute jugées admissibles. Nous savions d'abord que, réduites à elles-mêmes, ces dispositions, qui tendent à régulariser le mode de nomination des médecins inspecteurs, et à mieux éclairer les avis du Comité et le choix du ministre, pouvaient être le sujet d'une instruction ou d'un arrêté. Toutefois, après de mûres réflexions, nous en sommes revenus à l'idée de soumettre à l'approbation de M. le ministre, sous forme d'arrêté, les articles de notre projet qui n'ont paru donner lieu à aucune difficulté.

Le projet que nous avons l'honneur de vous présenter, messieurs, n'est donc rien autre chose que la reproduction d'articles que vous avez déjà adoptés, sauf quelques changements de disposition et de rédaction rendus indispensables par la suppression de quelques autres articles. Il est par conséquent inutile d'entrer dans d'autres explications à cet égard. Le principal reproche qu'on pourrait faire au projet qui vous est soumis, c'est qu'il ne paraît pas modifier d'une manière essentielle l'état actuel des choses, et qu'il est, dès lors, superflu. Nous croyons que cette conclusion ne serait pas légitime. Sans doute, tout ce que nous proposons se fait quelquefois : mais rien n'a été réglé quant aux renseignements à fournir par les préfets lorsqu'une place de médecin inspecteur vient à vaquer, rien sur le mode de présentation des candidats par le Comité. La plupart des médecins ignorent même que le Comité doit être consulté sur la nomination. Déterminer par une règle conforme, comment il doit être procédé en pareil cas, ne nous semble donc pas un bien inutile, et nous croyons répondre aux intentions de M. le ministre en lui indiquant la marche qu'il nous paraît convenable de suivre pour entourer de garanties nécessaires les choix dont il apprécie si bien l'importance.

On se fait, en général, comme le dit très-justement M. le ministre, une idée exagérée des avantages attachés aux inspections d'eaux minérales, et il est certain que le nombre des prétendants serait moins grand, si l'on savait combien peu la plupart des inspections rapportent aux médecins qui en sont chargés. Mais nous ne croyons pas que le moyen d'éclairer les médecins sur ce point puisse

trouver dans la publication d'une statistique annuelle qui ferait connaître pour chaque établissement le nombre des malades payants, celui des malades indigents et celui des médecins qui exercent pour l'établissement. Cette statistique aurait sans doute son utilité, et le Comité sera très-empressé de s'associer à l'administration pour réunir les éléments d'un pareil travail. Mais, sous le rapport de la question qui nous occupe, la statistique n'aurait probablement pas tous les avantages que M. le ministre paraît s'en promettre, car il n'est guère possible d'évaluer les produits d'une inspection par la seule considération du nombre des malades qui ont fréquenté un établissement, comparé à celui des médecins qui ont traité ces malades, car il faudrait connaître de plus dans quelle proportion les malades se partagent entre les différents médecins; il faudrait aussi connaître à quelle classe de la société appartiennent principalement ces malades. Tous ces renseignements ne peuvent évidemment trouver place que dans des tableaux statistiques, et c'est seulement par ces communications à peu près confidentielles qu'on peut espérer de les obtenir avec un certain degré d'approximation.

**Projet d'arrêté concernant l'organisation du service d'inspection
des eaux minérales.**

Le ministre de l'agriculture et du commerce.

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 18 juin 1829, concernant la nomination des médecins inspecteurs qui aux termes de l'article 1 de cette même ordonnance doivent être attachés à toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles;

Vu l'arrêté du Chef du pouvoir exécutif qui a constitué le Comité consultatif d'hygiène publique près le ministère de l'agriculture et du commerce et lui a conféré entre autres attributions, celle de donner son avis sur les titres de candidats aux places de médecin inspecteur;

Vu l'arrêté du Chef du pouvoir exécutif, en date du 18 décembre 1848, portant institution du conseil et des commissions de salubrité et d'hygiène publique dans les départements;

Considérant que l'administration centrale n'est pas toujours informée assez tôt des vacances survenues dans le service médical des eaux minérales; que souvent les désignations pour les places vacantes ne sont pas accompagnées des renseignements et des indications nécessaires pour que le Comité d'hygiène publique et le ministre puissent suffisamment apprécier les titres des différents candidats;

Considérant qu'on ne saurait exiger trop de garanties à de savoir,

et de moralité pour des choix qui intéressent au plus haut degré les établissements d'eaux minérales et ceux qui les fréquentent :

Arrête ce qu'il suit :

Art. 1^{er}. Lorsqu'une place de médecin inspecteur ou d'inspecteur adjoint près d'un établissement d'eaux minérales ou d'un établissement de bains de mer deviendra vacante, le préfet en donnera immédiatement avis au ministre.

S'il s'agit d'une place d'inspecteur adjoint ou d'une inspection dont la création soit facultative, le préfet fera connaître son opinion sur la convenance du maintien ou de la suppression de cet emploi; dans ce cas, le Comité d'hygiène public sera toujours consulté.

Art. 2. Si le préfet est d'avis qu'il y a lieu de pourvoir à la place vacante, il adressera au ministre une liste de présentation dans laquelle il portera les médecins qui lui paraîtront réunir le plus de titres pour être appelés à ces fonctions. Dans le cas où l'établissement appartient à une commune ou à des établissements charitables ou à des particuliers, les propriétaires ou les administrations qui les représentent seront préalablement invités par le préfet à faire connaître s'ils ont un candidat à présenter.

Art. 3. La liste des présentations envoyée par le préfet sera communiquée au Comité consultatif d'hygiène publique avec les demandes qui auraient été directement adressées au ministre pour obtenir soit la place vacante, soit une inspection quelconque d'eaux minérales. Le Comité fera dans le plus bref délai un rapport sur les titres des prétendants et adressera par ordre de mérite une liste de 3 candidats qui sont présentés au choix du ministre.

Art. 4. Les médecins qui désirent obtenir des inspections d'eaux minérales, devront désigner dans leurs demandes, leur âge, la date et le lieu de leur naissance, et particulièrement, les titres qu'ils présentent pour appuyer les travaux relatifs aux eaux minérales.

Art. 5. Tout médecin inspecteur doit résider près de l'établissement qu'il dirige pendant toute la durée du service des eaux. S'il est obligé de s'absenter pour cause de maladie ou pour tout autre empêchement, il doit en avertir le préfet et l'inspecteur-adjoint qui doit se rendre sur-le-champ à l'établissement; s'il n'y a point d'adjoint, le préfet doit en informer le ministre qui désigne le médecin qui remplacera provisoirement l'inspecteur.

Tout médecin inspecteur qui sans autorisation régulière ou sans raison légitime s'absenterait de l'établissement pendant plus de quinze jours, sera considéré comme démissionnaire.

Art. 6. Lorsqu'il sera proposé de créer une nouvelle inspection ou une place d'inspecteur-adjoint près d'un établissement d'eaux minérales ou dans un établissement de bains de mer, le préfet

pourra, suivant les circonstances, prendre avis du conseil d'hygiène ou de salubrité du département, ou de l'arrondissement, ou s'il y a lieu de la commission de salubrité et d'hygiène du canton. L'avis du conseil ou de la commission sera communiqué au Comité consultatif, et il sera du reste procédé à la nomination, comme il est dit aux articles précédents.

IX

ART VÉTÉRINAIRE. EPIZOOTIES.

Maladies transmissibles des animaux à l'homme.

LADRERIE DU PORC.

Commissaires : MM. Mélier, Tardieu et H. Bouley, rapporteur.)

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics a soumis à l'examen du Comité d'hygiène publique, avec plusieurs pièces qui l'accompagnent, une lettre par laquelle M. le préfet du département du Nord demande des instructions sur les mesures à prendre pour empêcher la circulation et la vente des porcs atteints de la maladie désignée sous le nom de *ladrerie*.

M. le ministre prie le Comité de faire connaître *d'urgence* ses observations et son avis à ce sujet.

Vous avez renvoyé cette question à l'examen d'une commission, au nom de laquelle je vais avoir l'honneur de vous exposer, messieurs, d'après les documents qui nous ont été remis, les circonstances dans lesquelles la question portée devant vous a été soulevée; je formulerai ensuite les résolutions que votre commission a cru devoir arrêter et proposer à vos délibérations.

A la date du 23 janvier 1866, M. le maire de la ville de Lille a adressé à M. le préfet du département du Nord une lettre par laquelle il l'informe que « depuis quelque temps on amène sur le « marché de Lille des porcs atteints de maladies qui peuvent rendre « nuisible à la santé publique l'usage de la viande de ces animaux « maux. » Ces maladies sont: la *cocotte* ou *fièvre aphtheuse*, sur laquelle M. le maire n'insiste pas pour le moment, attendu, dit-il, « qu'elle produit des effets plus répugnants que dangereux; » et

la *ladrerie*, « celle-ci pouvant, dit M. le maire, exercer une influence redoutable pour la santé publique. »

Voulant chercher à prévenir les conséquences du fait dont il s'agit, M. le maire de Lille annonce à M. le préfet du département qu'il a donné des instructions expresses aux agents de l'abattoir pour que tous les porcs amenés à l'établissement soient l'objet d'une visite attentive, au moment de leur arrivée, ainsi qu'après *l'habillage* et pour que l'on enfouisse en totalité ceux qui seraient reconnus atteints de la *ladrerie*.

Mais, en transmettant cet avis au préfet, M. le maire fait observer que les mesures qu'il a prises resteraient insuffisantes si la surveillance ne s'étendait pas à tout le département et même sur d'autres points de l'empire.

Il lui demande, en conséquence, s'il ne jugerait pas utile d'adopter des mesures de précautions dans les autres communes du département et de fixer l'attention de M. le ministre sur l'opportunité de mesures générales.

Cette lettre du maire de Lille est accompagnée d'un rapport à lui adressé par M. le directeur de l'école de Médecine, duquel il résulte que la viande de porc qu'il a été chargé d'examiner renfermait un nombre *extrêmement considérable* de *cysticerques*, lesquels, ajoute le rapporteur, « introduits dans les organes digestifs de l'homme y auraient subi une dernière transformation et auraient produit le *tœnia* « ou ver solitaire. »

M. le directeur de l'école de Lille déclare, en terminant son rapport, qu'il est d'une grande importance de s'opposer à la vente d'une viande aussi altérée et même de la laisser manger par des animaux carnassiers, car *on propagerait ainsi une maladie qui a pris en Suisse et en Allemagne une grande proportion.*

En transmettant ces deux documents à M. le ministre de l'agriculture, M. le préfet du département du Nord croit utile de prier Son Excellence de vouloir bien examiner s'il n'y aurait pas lieu de prescrire des dispositions pour empêcher la circulation et la vente des porcs atteints de *ladrerie*; il pense que la surveillance devrait surtout s'exercer dans le Limousin et dans les environs du Mans, pays d'où proviennent surtout les animaux malades de cette affection.

M. le Directeur de l'agriculture auquel ces pièces ont été communiquées par M. le Directeur du commerce intérieur, avec prière de donner son avis sur la demande de M. le préfet du Nord, a émis l'opinion que « la *ladrerie* n'étant pas une maladie contagieuse, il doutait qu'il fût possible d'interdire la circulation des animaux qui en sont affectés, ni même les transactions dont ils sont l'objet dans le mouvement général du commerce du bétail. »

Telle est, messieurs, l'analyse des différents documents que renferme le dossier renvoyé à votre examen.

Abordons maintenant la question principale sur laquelle le Comité est appelé à se prononcer : celle de savoir s'il y a lieu, d'après la nature de la maladie, et possibilité, dans l'état actuel de la législation, de prescrire des mesures pour interdire la circulation et la vente des animaux affectés de la *ladrerie*.

Si cette maladie avait, au point de vue de l'hygiène publique, la même gravité que la *trichinose* avec laquelle on tend à la confondre, point de doute que la première de ces questions devrait être résolue par l'affirmation la plus absolue et qu'il y aurait lieu de prescrire d'urgence les mesures les plus énergiques pour empêcher que la viande des porcs ladres soit livrée à la consommation de l'homme et même des animaux.

Mais heureusement il existe entre ces deux maladies une énorme différence à tous les points de vue. La *ladrerie* est relativement à la *trichinose* une affection d'une extrême bénignité ; et à la considérer d'une manière absolue, on peut dire qu'elle ne mérite pas la réputation si redoutable qu'on lui a faite dans tous les temps et dans tous les pays. Sans doute que lorsque la viande ladre est mangée *cru*e elle peut donner lieu au développement chez l'homme et chez les carnivores du *tœnia-solium* ou *ver solitaire*, comme on l'appelle vulgairement avec plus ou moins de propriété d'expression, puisque le *cysticerque celluleux* qui constitue essentiellement la *ladrerie* n'est que l'*ébauche*, pour ainsi dire, du *tœnia*, ébauche toujours prête à s'achever lorsqu'elle est mise dans les conditions favorables qu'elle trouve dans l'intestin, où la viande qui la renferme est introduite *cru*e. Sur ce point les recherches de la science moderne ne laissent aucun doute.

Mais c'est à cela que se bornent les dangers qui peuvent résulter pour l'homme de l'alimentation avec la viande du porc ladre ; et ces dangers, il est possible et facile de les éviter en ne consommant la viande ladre qu'après sa cuisson complète.

Quant aux autres propriétés malfaisantes attribuées à cette viande, à la diarrhée, aux indigestions que son usage déterminerait, à son défaut de rapidité, à sa résistance à la cuisson, au bouillon trouble qu'elle donnerait, il y a à cet égard beaucoup d'exagération, résultant de ce que dans le jugement ainsi formulé, on n'a établi aucune distinction et qu'on a assigné à toutes les viandes ladres, les propriétés qui n'appartiennent qu'à celles dans lesquelles les *cysticerques* sont accumulés en grand nombre. Dans le dernier degré de la *ladrerie* quand la viande est, à la lettre, *farci*e de vers vésiculeux, incontestablement elle est mauvaise et doit être rejetée de la con-

sommation. Mais lorsque les *granis* sont rares dans les chairs, ces chaires peuvent être consommées sans aucun inconvénient, si elles ont subi une coction suffisante et il serait avantageux qu'au lieu de les détruire, il fût permis de les vendre *cuites*, pour l'usage de l'homme, à un prix réduit, en rapport avec leur valeur diminuée, ce qui les mettrait à la portée des classes nécessiteuses, sans inconvénient aucun pour ceux qui en feraient usage.

Il y aurait donc lieu d'atténuer à cet égard les règlements sanitaires dans ce que leur application peut avoir d'excessif, plutôt que de les aggraver par une interdiction absolue de la viande ladre, à quelque faible degré que soit arrivée son altération.

En cet état de cause, messieurs, votre commission ne pense pas que le Comité doive conseiller à M. le ministre de prescrire les mesures qu'on réclame de lui, tendant à empêcher la circulation et la vente des porcs affectés de ladrerie.

Nous ajouterons que ces mesures ne seraient pas légales attendu que la ladrerie n'est pas une maladie contagieuse et que conséquemment on ne pourrait lui appliquer les dispositions législatives édictées en vue d'empêcher la propagation des maladies qui ont la propriété de se transmettre : dispositions parmi lesquelles se trouve l'interdiction des transactions.

Quelles sont donc les mesures à adopter en pareil cas? Celles qui sont prescrites par les lois et règlements relatifs à la vente des matières alimentaires.

L'art. III, titre XI de la loi des 16-24 août 1790 confie aux autorités municipales l'inspection des comestibles exposés en vente.

L'art. 605 de la loi du 4 brumaire, an IV; voir la loi du 27 mars 1851, les art. 96 et 98 du Code pénal prescrivent les peines encourues par ceux qui vendent des comestibles gâtés, corrompus ou *nuisibles*, et ordonnent que ces comestibles soient saisis, confisqués et détruits.

Enfin, il y a, pour Paris notamment, des ordonnances de police qui ont réglé la police des abattoirs, l'inspection des viandes et prescrit les règles à suivre, quand elles étaient reconnues insalubres.

Il n'y a pas lieu pour la ladrerie du porc d'édicter des mesures particulières. Les autorités municipales n'ont qu'à faire à cette maladie l'application des lois, règlements et ordonnances qui règlent la vente des substances alimentaires, destinées à l'usage de l'homme, et prévoient les cas où la vente de ces substances doit être interdite, en raison des inconvénients ou des dangers que leur usage peut entraîner.

A l'égard de la ladrerie, il est une observation importante qui doit être faite ici, et qui a trait à l'injustice apparente dont se plai-

gnent d'être victimes les marchands intermédiaires entre les éleveurs de porc et les consommateurs. La ladrerie n'étant plus un vice rédhibitoire depuis la promulgation de la loi du 20 mai 1838, qui a aboli les usages et coutumes et attribué la qualité rédhibitoire à un nombre limité de vices et maladies nominativement désignées, il s'en suit que les marchands de porcs se trouvent dans cette situation très-embarrassante et très-nuisible à leurs intérêts, lorsqu'ils ont la mauvaise chance d'avoir des animaux ladres dans les lots qu'ils vont acheter dans les pays d'approvisionnement, tels que le Limousin et le Mans, par exemple, car d'une part, défense leur est faite de les vendre pour la consommation, et, de l'autre, il leur est impossible de les faire reprendre à leur vendeur, puisque la ladrerie n'est plus rédhibitoire. D'où un dommage considérable qui leur est infligé et dont ils se plaignent, non sans apparence de raison, car il semble, dans cette circonstance que la loi n'est pas égale pour tous.

Il est à regretter certainement que les législateurs de 1838 aient cru devoir rayer du nombre de vices rédhibitoires la ladrerie qui était reconnue rédhibitoire par tous les anciens usages et coutumes de France, mais puis qu'il en est ainsi, les marchands de porcs doivent se protéger eux-mêmes, en n'achetant que des animaux qui portent la marque du vendeur et en se faisant garantir, par une garantie conventionnelle contre les éventualités dont ils ont à courir les chances sur les marchés où les autorités locales tiennent la main à l'observation rigoureuse des règlements sanitaires.

En résumé, messieurs, votre commission vous propose de répondre à monsieur le ministre.

1° Que la ladrerie du porc n'étant pas une maladie contagieuse, il n'y a pas lieu d'appliquer au porc ladre les lois et règlements qui interdisent la circulation et la vente des animaux atteints de maladies susceptibles de se transmettre par contagion;

2° Que les seules mesures applicables à la ladrerie du porc par les autorités municipales sont celles qui dérivent des lois générales et spéciales relatives à la vente des comestibles (notamment la loi du 27 mars 1851).

3° Que monsieur le préfet du Nord peut, en s'appuyant sur ces lois, provoquer pour toutes les communes de son département, les mesures de salubrité que la prudence lui conseillera.

4° Qu'aux termes de ces lois, on peut défendre de la manière la plus absolue la vente des viandes provenant de porcs affectés de ladrerie, à quelque degré que ce soit; mais toutefois, vu la bénignité de cette maladie à un degré peu avancé et l'innocuité des viandes, quandelles sont cuites à fond, on peut tolérer autoriser

même sans inconvénient le débit de ces viandes à l'état de cuisson complète, lorsqu'elles ne renferment qu'un petit nombre de cysticerques.

5° Que dans tous les cas, l'enfouissement des cadavres des porcs ladres est une mesure excessive qui cause la destruction de matières utilisables à d'autres usages que l'usage alimentaire; qu'à supposer que l'on croie devoir interdire absolument la vente d'un porc ladre comme substance comestible, le propriétaire de cet animal doit toujours être autorisé à vendre la graisse pour l'usage industriel et qu'il suffit, pour prévenir toute fraude, de l'arroser avec un liquide qui, tel que l'essence de thérébentine par exemple, l'empêche d'être encore mangeable. C'est la pratique que l'on suit à Paris et elle pourrait être avantageusement imitée à Lille.

Telles sont, messieurs, les conclusions que nous avons l'honneur de vous soumettre.

ENQUÊTE SUR LA RAGE.

CAS OBSERVÉS EN FRANCE PENDANT LES ANNÉES 1850 ET 1851

(Commissaires : MM. Magendie, A. Latour et Ambroise Tardieu, rapporteur).

Parmi les questions qui intéressent la santé publique, il n'en est pas qui soit de nature à préoccuper plus vivement les populations que celle des maladies contagieuses, et parmi celles-ci, aucune n'excite une plus juste émotion et ne mérite à un plus haut degré d'éveiller la sollicitude des administrateurs et des savants que la rage. Bien des fois déjà le Comité a eu à examiner, soit les relations de faits particuliers, soit des recettes nouvelles de prétendus spécifiques, soit même des doctrines et des théories dont les bonnes intentions des auteurs ne détruisaient pas le danger; et, dans tous ces cas, le Comité n'a pu que déplorer, au double point de vue de la science et de l'humanité, non-seulement l'impuissance des moyens curatifs proposés contre la rage, mais encore la singulière persistance des préjugés les plus funestes répandus sur cette cruelle maladie, et l'incertitude qui en résulte dans l'emploi des moyens les plus énergiques que l'on puisse lui opposer. Cependant, par cela même que l'action de l'art est plus bornée sur ce point, il importe davantage de fixer autant que possible, d'une manière précise et sûre, la voie qui doit être suivie pour l'éclairer, de la circonscrire nettement, et d'y concentrer la lumière que peuvent y répandre l'observation et l'expérience. Ce sont là les principes qui ont constamment dirigé le Comité sur cette question, et qu'il doit se féliciter d'avoir vu adopter par l'administration. En effet, sur son

initiative, une circulaire ministérielle, en date du 17 juin 1850, prescrivait une enquête générale sur la rage. Nous croyons utile d'en reproduire ici les termes :

« Monsieur le préfet, mon département attacherait le plus grand intérêt à réunir dans un travail d'ensemble les cas d'hydrophobie qui ont pu, chaque année, se produire sur les divers points de la France. Ces renseignements, pour le passé, manqueront sans doute de quelque précision; mais on pourrait, dès aujourd'hui, et pour l'avenir, inviter les directeurs des hôpitaux, les maires et les Conseils d'hygiène et de salubrité, à consigner avec le plus grand soin tous les renseignements qui sont de nature à éclairer l'administration sur un sujet de cette importance.

» Le tableau qu'il conviendrait de dresser à cet effet indiquerait : 1° le sexe de la personne atteinte, 2° son âge, 3° sa résidence, 4° les circonstances qui auront occasionné l'accident, 5° la durée du mal, 6° sa terminaison, 7° les moyens qui auront été employés pour le combattre, 8° les observations particulières que chaque cas d'hydrophobie pourrait susciter.

» Je vous serai très-obligé de faire dresser et de me transmettre, le plus tôt possible, un semblable tableau pour les cas d'hydrophobie qui auraient eu lieu depuis le commencement de l'année, et de m'adresser à l'avenir, pour les nouveaux cas qui seraient observés, un bulletin individuel contenant les mêmes indications. »

Tel était le programme de l'enquête dont les premiers résultats ont été transmis au Comité, et dont, au nom d'une commission composée de MM. Magendie, A. Latour et Tardieu, j'ai l'honneur de venir vous rendre compte.

Avant d'exposer les faits, très-intéressants déjà, qui ont été recueillis, qu'il nous soit permis de vous soumettre une remarque préliminaire dont il est impossible de méconnaître la portée. L'enquête, entreprise d'après une vue excellente, n'a peut-être pas été dirigée aussi bien qu'elle aurait pu l'être, et de manière à porter tous ses fruits. Le programme que nous avons rappelé est loin de répondre aux exigences de la science, et laisse de côté les questions les plus importantes pour l'histoire de la contagion, de la marche et du traitement de la rage. Il est regrettable qu'aucune instruction émanée, soit du Comité, soit d'un autre corps savant, n'ait posé les bases de cette vaste et importante enquête.

En effet, s'il était permis d'en attendre quelque résultat, si l'étude d'un grand nombre de faits, recueillis dans les circonstances les plus variées, pouvait servir un jour à dissiper, au moins sur quelques points, les ténèbres qui enveloppent encore l'histoire de la rage, c'est à la condition que ces faits eux-mêmes fussent entourés

de toutes les garanties nécessaires, et observés dans leurs moindres détails avec toute l'attention possible en suivant les données de la science. Votre commission a cru utile de les rappeler. Le tableau indiqué dans la circulaire ministérielle ne contient rien qui ait trait à la saison dans laquelle se sont montrés les cas de rage; à la durée de l'incubation, circonstance capitale dans la pathogénie de la rage, et beaucoup plus essentielle que la durée du mal lui-même; l'origine de la contagion, son mode d'action, si divers suivant la résistance individuelle; enfin les effets des moyens préventifs, et notamment de la cautérisation comparée avec l'époque à laquelle elle a été pratiquée. Ces questions, dont les travaux modernes, et, entre tous, les savantes recherches de notre illustre président, ont démontré l'importance, votre commission en a en vain cherché la solution dans la plupart des observations qui lui ont été communiquées. Elle croit, dans tous les cas, devoir insister sur la nécessité de compléter en ce sens le programme de l'enquête, et elle aura à vous proposer pour l'avenir les moyens de combler cette lacune. En attendant, elle a dû s'efforcer de chercher dans les faits recueillis non-seulement les renseignements demandés par la circulaire, mais encore les éléments propres à éclairer dans toutes ses parties l'histoire de la rage. Et l'analyse que nous allons avoir l'honneur de vous soumettre aura pour but de faire sortir de cette première enquête tout ce que la science peut en tirer d'utile dans l'intérêt de la santé publique.

L'enquête provoquée par la circulaire ministérielle du 17 juin 1850 a été, nous devons le reconnaître, accueillie avec le plus louable empressement. Sur les 86 départements, 11 seulement n'ont pas répondu à l'appel de l'administration. Parmi les autres, 44 n'ont eu à signaler aucun cas de rage. Il en est enfin 31 dans lesquels des faits observés à différentes époques ont été recueillis avec plus ou moins de détails, et ont fait l'objet de notre examen. Ils sont au nombre de 90; mais tous, il faut le dire, n'ont pas une égale valeur, et n'ont pas été puisés dans une source aussi pure que l'on serait en droit de le désirer dans une enquête purement scientifique. C'est là un des inconvénients de la direction qui lui a été imprimée dans le principe. Quoiqu'il en soit, les résultats obtenus ne doivent pas être dédaignés, et pourront servir de jalons pour des recherches ultérieures. Nous les apprécierons en indiquant successivement : 1° les départements qui n'ont pas répondu, ceux où aucun cas de rage n'a été observé depuis plusieurs années, et enfin ceux qui ont présenté un certain nombre d'exemples de cette redoutable maladie; 2° la répartition de ces cas suivant les années; 3° le sexe des personnes atteintes; 4° leur âge; 5° l'origine du mal; 6° la saison dans

laquelle il a été communiqué; 7° la durée de l'incubation; 8° celle de la maladie; 9° le mode de terminaison; 10° le traitement employé; 11° les observations auxquelles ont pu donner lieu quelques-uns des faits particuliers.

1° Les départements qui n'ont pas répondu à la demande de l'administration supérieure sont les suivants : Ain, Ardèche, Aude, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Isère, Loire, Manche, Pyrénées (Basses-).

Ceux dans lesquels aucun cas de rage n'a été observé depuis longtemps sont : Aisne, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardennes, Ariège, Aube, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Dordogne, Eure-et-Loir, Garonne (Haute-), Gers, Hérault, Ile-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Landes, Loire (Haute-), Loire-Inférieure, Loiret, Lozère, Maine-et-Loire, Marne (Haute-), Mayenne, Meuse, Morbihan, Nièvre, Nord, Orne, Pas-de-Calais, Rhin (Bas-), Rhin (Haut-), Rhône, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vienne (Haute-), Yonne.

Enfin les 90 cas signalés dans l'enquête ont été fournis par les départements suivants, et dans la proportion que nous allons faire connaître :

Allier.....	1 cas.	Meurthe.....	6 cas.
Aveyron.....	3	Moselle.....	2
Bouches-du-Rhône.....	4	Oise.....	1
Côtes-du-Nord.....	1	Puy-de-Dôme.....	1
Creuse.....	1	Pyrénées (Hautes-).....	3
Doubs.....	3	Pyrénées-Orientales.....	4
Drôme.....	3	Saône (Haute-).....	15
Eure.....	1	Saône-et-Loire.....	2
Finistère.....	2	Seine.....	1
Gard.....	6	Somme.....	2
Gironde.....	2	Var.....	1
Indre.....	1	Vaucluse.....	1
Jura.....	1	Vendée.....	14
Lot.....	2	Vienne.....	1
Lot-et-Garonne.....	1	Vosges.....	2
Marne.....	2		

Aucune remarque importante ne paraît résulter de cette répartition des cas dans les différents départements. Il est extrêmement probable qu'il faut tenir compte, non-seulement de circonstances tout à fait fortuites, mais encore du soin avec lequel l'enquête y a été exécutée. Nous savons, en effet, et nous tenons d'un de nos plus éminents collègues, M. Baumes, ancien préfet, que l'un des

départements qu'il a administrés, celui de l'Yonne, a eu, il y a quelques années, de nombreux cas de rage, qui auraient pu être rappelés dans l'enquête.

2° Les 90 cas signalés appartiennent à des années fort diverses ; quelques-uns remontent à une époque déjà fort éloignée. Ainsi on en trouve :

En 1805.....	2 cas.	En 1839.....	5 cas.
1815.....	3	1841.....	5
1820.....	4	1842.....	1
1824.....	1	1843.....	1
1827.....	1	1844.....	1
1828.....	1	1845.....	3
1829.....	1	1846.....	4
1832.....	1	1848.....	2
1833.....	1	1849.....	8
1835.....	2	1850.....	27
1836.....	3	1851.....	12
1838.....	1		

Il est facile de concevoir que ces chiffres ne représentent que très-imparfaitement le nombre exact des cas de rage qui se sont présentés. Au delà des deux dernières années, on ne peut compter sur la précision des souvenirs individuels qui, la plupart du temps, ont seuls servi de base aux indications de l'enquête actuelle. Mais cette circonstance, il est bon d'en faire la remarque, ne doit pas se reproduire ; et, si, comme cela est à désirer, on continue à donner chaque année une statistique de la rage, on ne pourra établir la comparaison qu'avec les chiffres de 1850 et 1851.

3° Sur les 90 individus atteints, on compte 65 hommes et 22 femmes ; dans 3 cas, le sexe n'a pas été indiqué.

4° Pour l'âge, il y a eu :

De 0 à 5 ans.....	4 cas.	De 50 à 60 ans.....	11 cas.
5 à 15.....	14	60 à 70.....	1
15 à 20.....	11	70 à 80.....	3
20 à 30.....	12	80 à 90.....	2
30 à 40.....	16	Inconnus.....	5
40 à 50.....	10		

4° Il n'est pas sans intérêt de rechercher quelle a été l'origine, quel a été le mode de communication de la rage :

Dans 58 cas, le mal a été transmis par des chiens ;

Dans 20 cas, par des loups ;

Dans 7 cas, par des chats ;

Dans 5 cas, l'origine est restée inconnue.

Un fait qui mérite d'être relevé à cette occasion, c'est que les

morsures des loups portant le plus souvent dans des parties moins protégées, et où l'absorption peut s'exercer avec plus de facilité, à la face, par exemple, ont constamment donné lieu à des accidents plus rapides et plus sûrement funestes que celles des autres animaux enragés.

6° Il serait d'une utilité incontestable de pouvoir déterminer avec le plus d'exactitude possible, dans quels mois de l'année, dans quelle saison se montre le plus fréquemment l'hydrophobie. On comprend, en effet, combien les mesures générales de prophylaxie se rattachent étroitement à cette question. Malheureusement l'attention n'a pas été appelée sur ce point; et dans un grand nombre de cas, 33, l'enquête est restée muette à cet égard. Pour les 57 autres, on trouve :

Pour les trois mois de mars, avril, mai.....	15 cas.
juin, juillet, août.....	27
septembre, octobre, novembre..	9
décembre, janvier, février....	6

En tenant compte du nombre, sans doute trop restreint, des observations, on ne peut néanmoins méconnaître l'influence de la saison chaude sur le développement de la rage, en voyant que les mois de juillet et d'août ont à eux seuls fourni la moitié des cas. Voici d'ailleurs comment ceux-ci se sont distribués :

Mois non indiqués.....	33 cas.	Juillet.....	13 cas.
Janvier.....	2	Août.....	10
Février.....	1	Septembre.....	2
Mars.....	10	Octobre.....	5
Avril.....	2	Novembre.....	2
Mai.....	3	Décembre.....	3
Juin.....	4		

En constatant ici l'influence souvent signalée de la haute température sur la production de la rage, il n'est pas hors de propos de rappeler une communication pleine d'intérêt d'un de nos médecins sanitaires, M. le docteur Amstein, qui, en vous signalant plusieurs cas de rage observés à Alexandrie et dans les environs, a montré que l'hydrophobie était beaucoup plus fréquente à Alexandrie qu'on ne le pense généralement.

7° La durée de l'incubation de la rage, c'est-à-dire le temps qui s'écoule entre l'inoculation du virus et l'apparition des phénomènes hydrophobiques, est certainement le fait qui domine l'histoire de cette terrible contagion. L'extension presque indéfinie que l'on attribue trop généralement à la période d'incubation, les exemples tant de fois cités, mais, pour la plupart, si peu authentiques, dans

lesquels les accidents n'auraient éclaté que plusieurs années après la morsure, entretiennent une déplorable incertitude sur les véritables limites au delà desquelles le développement du mal n'est plus à craindre. Il serait hors de propos d'insister sur les épouvantables conséquences de cette incertitude, qui livre aux angoisses les plus cruelles tant de malheureux exposés à contracter une maladie inévitablement mortelle, et sur la marche de laquelle les dispositions morales et la fermeté de l'âme ne sont pas toujours sans action. Nous ne nous dissimulons pas combien les données de l'enquête sont insuffisantes pour dissiper les obscurités que nous venons de signaler. Cependant nous croyons qu'elles ne sauraient être négligées. Elles peuvent, en effet, servir de point de départ et s'éclairer d'une vive lumière à mesure que de nouveaux faits viendront s'y ajouter.

Malheureusement, par une singulière inadvertance, ce point capital n'est même pas indiqué dans le programme de l'enquête, et c'est sur lui que les renseignements font le plus défaut. On ne saurait trop hautement signaler cette regrettable lacune.

Dans 42 cas, la durée de l'incubation n'a pas été mentionnée. Il en reste donc seulement 48, où l'on trouve à cet égard des détails plus ou moins précis. Or, l'analyse de ces faits donne les résultats suivants :

L'incubation a été :

De moins de 1 mois dans. 6 cas.	De 3 mois dans..... 4 cas.
1 mois..... 13	4 mois..... 2
1 mois et demi..... 7	6 mois..... 1
2 mois..... 7	7 mois..... 2
2 mois et demi..... 4	9 mois..... 2

Un premier fait ressort de cet aperçu : c'est que, dans aucun cas, la période d'incubation n'aurait dépassé quelques mois, et n'aurait atteint l'extrême limite d'une année. Il est même remarquable de voir que, dans plus de la moitié des faits, la durée de l'incubation n'a pas excédé six semaines, puisque la rage a éclaté 26 fois dans ce laps de temps, et 41 fois dans les trois mois qui ont suivi l'inoculation virulente. C'est là, sans doute, un résultat considérable, et l'enquête n'eût-elle produit rien autre chose, on ne pourrait en contester l'utilité.

8° Quant à la durée de la maladie elle-même, elle offre un intérêt bien moindre ; mais les résultats de l'enquête, bien qu'incomplets, sont à cet égard tellement tranchés, qu'on ne saurait leur refuser une importance réelle.

La durée de la maladie n'a pas été indiquée dans 32 cas. Elle a été :

De 1 jour dans.....	3 cas.	De 6 jours dans.....	3 cas.
2 jours.....	2	7 jours.....	1
3 jours.....	20	8 jours.....	3
4 jours.....	13	10 jours.....	1
5 jours.....	2	15 à 20 jours.....	5

Ainsi, dans les 58 observations où la durée des symptômes a été notée, 41 fois celle-ci n'a pas dépassé quatre jours, et dans tous les cas on a pu constater la terrible rapidité des phénomènes rabiques.

9° Le mode de terminaison du mal est encore plus constant, si cela est possible. Aucun des individus mordus par un animal enragé, et chez lesquels se sont développés les symptômes de l'hydrophobie, n'a échappé à la mort. Dans les 90 cas recueillis dans l'enquête, 73 se sont terminés d'une manière funeste; les 17 autres n'ont présenté qu'une lésion locale non suivie d'accidents généraux, et ne peuvent, à proprement parler, être comptés pour des exemples de rage. Mais là encore manquent des éléments essentiels. En effet, ce qui importerait, serait de savoir dans quelle proportion des individus mordus simultanément résistent sans l'intervention de l'art, et peuvent échapper à l'action du principe contagieux. Il y a là, à coup sûr, un des problèmes les plus intéressants que puisse soulever l'étude des maladies virulentes, et qui offre en particulier dans l'histoire de la rage une très-réelle importance.

10° On sait combien sont bornées les ressources dont la médecine dispose contre la rage. Si elle peut parfois en prévenir le développement, c'est dans des conditions qui devraient être soigneusement et rigoureusement définies; et par malheur les observations consignées dans l'enquête sont loin de présenter cette précision indispensable à toute recherche, à toute expérimentation thérapeutique. Non-seulement il est impossible de s'arrêter aux moyens très-divers qui ont été employés, dans le but, sans cesse et inutilement poursuivi, de guérir la rage, depuis la saignée, les antispasmodiques, le chloroforme, jusqu'à l'exorcisme encore usité en 1838 dans la Vendée; mais encore il faut tenir compte de ces cas de fausse rage, dont M. Magendie a signalé de remarquables exemples, et dont la guérison spontanée serait de nature à causer les plus funestes erreurs en faisant croire à l'efficacité de certains remèdes non moins impuissants que les autres. La cautérisation préventive à laquelle sont dus les seuls succès réels que l'art puisse revendiquer a donné dans l'enquête des résultats trop vaguement déterminés pour être invoqués avec confiance. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la cautérisation a été pratiquée dans 39 cas, dont 20 se sont terminés par la mort. Elle a, par conséquent, échoué dans plus de

la moitié des cas où elle a été pratiquée. Mais ce qui serait surtout utile à savoir, et ce qui manque complètement dans les observations que nous venons d'analyser, c'est l'indication exacte des circonstances dans lesquelles la cautérisation a été opérée, et surtout du temps qui s'est écoulé entre le moment où l'inoculation a eu lieu et celui où le caustique a été appliqué, en comparant à cet égard les faits où elle a réussi et ceux où elle a échoué. C'est à cette condition seulement qu'il eût été permis de tirer des observations recueillies un enseignement utile.

Nous terminerons par une remarque générale, qui nous paraît devoir être prise en très-sérieuse considération; car elle touche aux principes mêmes qui doivent présider à toute espèce d'enquête scientifique, principes qui ont trop souvent été perdus de vue dans celle dont nous venons de rendre compte. En effet, parmi les cas qui ont été admis comme exemples de rage, il en est un grand nombre qui ne semblent pas présenter toute l'authenticité désirable, et dont la nature reste douteuse. Dans une question hérissée de si grandes difficultés, on comprend qu'il faudrait redoubler de soin et d'attention pour éviter les chances d'erreur que l'on rencontre à chaque pas dans l'observation des faits. C'est là une des circonstances les plus regrettables de l'enquête actuelle, dans laquelle il est fréquent de trouver des relations de cas de rage dépourvus de tout contrôle; et l'on sent combien il eût été préférable de confier exclusivement l'enquête aux seuls corps compétents pour lui faire porter tous ses fruits en lui donnant une autorité qui lui manque. Les Conseils d'hygiène et de salubrité qui ont été appelés dans quelques localités à diriger eux-mêmes cette enquête, ont pour la plupart fait preuve d'un excellent esprit en insistant sur la nécessité d'apporter une grande réserve dans l'admission des faits et une grande rigueur dans la recherche des caractères distinctifs de la maladie. Il n'est pas douteux que c'est dans cette voie seulement qu'on peut arriver à tirer de l'enquête tout ce que l'on doit en attendre au double point de vue de la science et de l'hygiène publique. Il serait sans doute très-utile de demander à M. le ministre de la guerre de vouloir bien faire connaître les faits qui peuvent être observés dans l'armée et qui sont exactement transmis au conseil supérieur de la santé.

Votre commission, messieurs, a pensé qu'il vous appartenait, en constatant les résultats obtenus, d'éclairer l'administration sur les lacunes qui ôtent à l'enquête une partie de sa valeur et sur les moyens de la poursuivre d'une manière à la fois plus profitable et plus sûre. C'est dans ce but que nous avons l'honneur de vous proposer de mettre sous les yeux de M. le ministre, avec l'exposé

des faits précédemment recueillis, un projet de programme plus large, plus conforme aux exigences de la science, et suivant lequel se continueraient chaque année ces recherches statistiques dont l'objet intéresse à un si haut degré les progrès de la science et la sécurité des populations.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 12 MAI 1852, CONCERNANT UN NOUVEAU
PROGRAMME D'ENQUÊTE SUR LA RAGE.

Monsieur le préfet, par une circulaire en date du 17 juin 1850, le ministère de l'agriculture et du commerce vous signalait l'intérêt qu'il pourrait y avoir à réunir, dans un travail d'ensemble, tous les cas d'hydrophobie qui, chaque année, se produisent sur divers points de la France, et vous traçait en même temps le cadre dans lequel pourraient être dressés les tableaux où seraient réunis les renseignements propres à éclairer l'administration sur un sujet d'une si grande importance.

Conformément à cette prescription, dont le but ne vous aura pas échappé, de nombreux documents, recueillis avec le plus louable empressement, ont été transmis à mon département. J'ai désiré qu'ils fussent examinés et contrôlés avec le plus grand soin par le Comité consultatif d'hygiène publique, et après avoir pris connaissance du rapport qui m'a été adressé sur ce sujet, j'ai pensé qu'il y avait lieu d'étendre et de modifier, sur quelques points, le programme de l'enquête, dont je vous prie de poursuivre et d'assurer la constante exécution.

La première condition à remplir, celle qui peut seule donner à ces intéressantes recherches toute leur portée, c'est que la constatation des faits soit entourée de toutes les garanties possibles. Dans cette vue, je vous invite à vous tenir exactement informé de tous les cas particuliers de rage qui se produiraient dans votre département, et à les soumettre à l'examen du conseil d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement, qui en fera l'objet d'une étude spéciale, et vous adressera un rapport que vous voudrez bien me transmettre dans le plus bref délai.

La présence dans le conseil de vétérinaires éclairés permet d'élargir encore le cercle des recherches, et de faire porter l'enquête sur les caractères de la rage chez les divers animaux domestiques, et, en particulier, chez ceux qui ont pu transmettre la maladie. Vous devez mettre à profit, dans ce but, les connaissances des hommes spéciaux qui s'attachent à l'observation des faits d'hydrophobie, soit dans les localités, soit dans les infirmeries vétérinaires.

Les tableaux synoptiques demandés dans la circulaire précitée devant rappeler les principaux éléments de chaque observation, et servir de base à l'enquête générale sur la rage, il est nécessaire d'y consigner les indications suivantes :

1° Le sexe de la personne exposée à la contagion ou atteinte; 2° son âge; 3° sa résidence; 4° l'espèce de l'animal qui a fait la morsure; 5° le mode d'inoculation ou la nature et le siège des blessures virulentes; 6° les signes propres à établir l'existence de la maladie chez l'animal supposé enragé; les causes probables à lui assigner; la marche qu'elle a suivie en se transmettant d'un premier individu aux autres, et les différences d'énergie que peut présenter le principe contagieux après plusieurs transmissions; 7° la date du jour où a eu lieu la transmission du mal; 8° le nombre des individus simultanément mordus et la proportion de ceux qui ont été atteints de la rage; 9° la date du jour où se sont manifestés les premiers symptômes et la durée de l'incubation; 10° la durée de la maladie; 11° le mode de terminaison; 12° les moyens préventifs qui auront été employés pour combattre la contagion; 13° l'époque exacte où auront été appliqués ces moyens, et le temps qui s'est écoulé entre leur emploi et l'inoculation; 14° les moyens de traitement et les divers remèdes mis en usage; 15° les observations particulières que chaque cas d'hydrophobie pourrait susciter.

Telles sont les indications essentielles que l'enquête doit fournir, sous peine de laisser dans l'étude des faits des lacunes qui la rendraient inévitablement stérile.

Veillez, monsieur le préfet, ne rien négliger pour assurer l'exécution constante et suivie de ces recherches, qui ont pour objet une des questions les plus difficiles et les plus graves parmi celles qui touchent à la santé publique, et principalement à la sécurité des populations de nos campagnes.

Je compte sur votre zèle et sur l'actif concours des conseils d'hygiène et de salubrité pour élucider un sujet si obscur et si digne de la sollicitude de l'administration.

Signé : HEURTIER.

RAPPORT SUR LES CAS DE RAGE OBSERVÉS EN FRANCE EN 1852,

Par M. Ambroise Tardieu.

L'enquête commencée en 1850 sur les cas de rage qui se produisent chaque année en France s'est poursuivie en se régularisant; et le programme qui en élargissait les bases, et qui, adopté par le Comité, a été adressé par l'administration supérieure à toutes les

autorités locales, a été pour la première fois appliqué dans le cours de l'année 1852, afin de mettre de nouveau sous les yeux de M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, des faits dignes à tant de titres de sa haute sollicitude.

Nous devons avant tout nous féliciter de la manière intelligente et de l'empressement avec lesquels les conseils d'hygiène et de salubrité, chargés de ce soin par MM. les préfets, ont rempli les vues que s'était proposées le Comité. Si l'on ne peut espérer que l'enquête ait été partout complète et qu'il ne soit resté dans l'ombre aucun fait important, du moins les observations recueillies sont pour la plupart à la fois plus détaillées et plus précises; et si, comme nous nous plaçons à l'espérer, l'administration départementale, qui a montré un zèle si louable, en se conformant aux instructions ministérielles, ne perd pas de vue cet objet important, on arrivera certainement à obtenir une masse de faits assez importants pour forcer en quelque sorte l'opinion, et détruire les préjugés déplorables qui, eu égard aux moyens préservatifs, les seuls efficaces contre la rage, obscurcissent encore les lumières de la science et les efforts des autorités qui veillent sur la santé publique.

Afin de mieux faire apprécier les documents qui ont été transmis à l'administration et qui ont été renvoyés au Comité, nous nous attacherons, dans le résumé que nous allons avoir l'honneur de vous soumettre, à suivre l'ordre indiqué dans le programme officiel, et à rapprocher les données fournies par l'enquête de 1852 des faits qui ont été précédemment recueillis, et qui, ainsi qu'il convient de le rappeler, non-seulement comprenaient la période de 1850 et 1851, mais encore remontaient à une époque beaucoup plus reculée.

1° Les cas de rage réunis par l'enquête dans le cours de l'année 1852 sont au nombre de 48. Ils ont été observés dans quatorze départements différents entre lesquels ils sont répartis de la manière suivante :

		<i>Report</i>	38 cas.
Hautes-Alpes.	10 cas.	Marne	2
Lozère	7	Seine-Inférieure . . .	2
Seine	6	Vosges	2
Mayenne	4	Gironde	1
Oise	4	Manche	1
Hautes-Pyrénées . . .	4	Nord	1
Pas-de-Calais	3	Rhône	1
38		48	

Pour quelques autres départements, MM. les préfets ont eu soin de répondre d'une manière expresse, qu'aucun cas de rage ne s'était

présenté ; mais pour le plus grand nombre, on s'est abstenu de répondre même négativement, ainsi que cela a eu lieu trop souvent dans toute espèce d'enquête. Nous ne nous lasserons pas, pour notre part, d'insister pour que M. le ministre veuille bien faire rappeler aux autorités locales, qu'il est du plus haut intérêt d'avoir une réponse même négative, et que leur silence rend nécessairement incomplets les résultats comparatifs que l'on se propose d'obtenir. Nous croyons devoir consigner ici les noms des départements qui figurent effectivement dans l'enquête comme n'ayant fourni aucun cas de rage. Ce sont ceux de la Charente-Inférieure, de la Corrèze, de l'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, du Lot, de Seine-et-Marne, de Tarn-et-Garonne et de la Vienne.

2° Le sexe, indiqué pour les 48 cas, donne un chiffre de 36 hommes et 12 femmes. Déjà la même proportion s'était offerte les années précédentes, et en réunissant tous les résultats obtenus jusqu'à ce jour, nous trouvons pour un nombre total de 136, 101 hommes et 34 femmes.

3° L'âge des individus des deux sexes qui figurent dans l'enquête s'est réparti assez exactement de la même manière que les années précédentes :

Au-dessous de 5 ans, en 1852. . .	3	précédemment	4 = 7
De 5 à 15 ans	16	—	14 = 30
De 15 à 20 ans	4	—	11 = 15
De 20 à 30 ans	3	—	9 = 12
De 30 à 60 ans	17	—	37 = 54
De 60 à 70 ans	1	—	7 = 8
Au-dessus de 70 ans.	»	—	6 = 6
Non indiqués	4	—	» = 4
	48	—	88 = 136

Cette répartition des âges, qui semblerait n'avoir pas un grand intérêt pour une maladie comme la rage, qui n'est, en réalité, qu'une contagion accidentelle, n'est cependant pas dépourvue d'importance. Car elle suffit pour ruiner l'un des arguments invoqués par une théorie qui n'a pas besoin d'être discutée, mais qui est venue s'ajouter à tant d'autres erreurs répandues au sujet de la rage. Nous voulons parler de cette idée qui attribue la maladie non à un virus, mais au simple effet de la terreur, et qui prétend qu'elle ne saurait se développer chez les très-jeunes enfants que leur âge protège contre les désordres de l'imagination. L'enquête nous montre encore parmi les victimes de la rage trois pauvres petits enfants de moins de 5 ans, et nous en avons compté quatre dans les années précédentes.

4° Tous les cas observés en 1852 ont eu pour origine, à l'exception d'un seul fourni par un chat, la morsure de chiens de diverses espèces. Aucun autre animal n'est signalé. Nous n'avons pas besoin de rappeler quelle importance il y aurait à rechercher si toutes les espèces de chiens sont également exposées à contracter et à communiquer la rage. C'est là une question dont l'intérêt n'avait pas échappé au Comité. Mais quoique les renseignements qui concernent les animaux atteints ou suspects de rage soient dans la présente enquête beaucoup plus complets et plus exactement recueillis, grâce à l'appel fait aux vétérinaires qui siègent dans les Conseils d'hygiène, nous ne trouvons pas, dans la plupart des cas, d'indication assez précise sur le point qui nous occupe. Il n'a été fait de mention spéciale que de :

Chien de berger, dans.	5 cas.
Chien braque	2
Chien griffon.	2
Chien caniche	1
Chienne épagneule allaitant.	1
Chien, petite espèce, d'appartement.	2
Chien dogue forte taille.	1

5° Les morsures et les plaies par lesquelles a pu avoir lieu l'inoculation siégeaient :

Au visage.	13 fois.
Aux membres inférieurs	15
Aux membres supérieurs.	12
Le siège n'a pas été indiqué	8

48

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que ce sont les parties découvertes qui ont été, dans le plus grand nombre des cas, atteintes par la bave virulente. Nous insisterons seulement sur cette particularité, que chez deux des personnes atteintes, la maladie fut communiquée par de petits chiens familiers, qui, habitués à lécher le visage de leurs maîtres, ont imprégné de virus les lèvres excoりés. Ce mode de contagion, observé déjà plus d'une fois, ne saurait être signalé trop hautement comme exemple du danger de semblables habitudes.

6° La manière dont les cas de rage sont distribués dans les différentes saisons de l'année constitue un des points les plus intéressants de l'enquête. En comptant du moment où a eu lieu l'inoculation ou la blessure suivie plus ou moins promptement de la rage,

on voit, en défalquant des 48 faits de 1852, 8 dont la date n'est pas notée :

Pour les mois de mars, avril, mai	10 cas.
— juin, juillet, août	16
— septembre, octobre, novembre.	4
— décembre, janvier, février.	10
	40

Si, à ces faits récents on ajoute ceux qui ont été entièrement recueillis, on obtient un total de 97 cas, ainsi répartis :

En mars, avril, mai	25 cas.
juin, juillet, août	42
septembre, octobre, novembre	13
décembre, janvier, février	17
	97

Résultat qui confirme une fois de plus l'influence prédominante de la saison chaude sur la production de la rage spontanée des chiens et sur sa transmission à l'homme.

7° Nous avons signalé dans notre précédent rapport, conformément à l'observation si judicieuse de notre président, la nécessité de tenir compte, pour bien juger la valeur des divers moyens prophylactiques de la rage, de la proportion naturelle qui existe entre les individus simultanément mordus et ceux qui sont ultérieurement atteints par la maladie; l'expérience ayant démontré qu'un certain nombre d'individus exposés à la contagion échappent néanmoins à ses conséquences par suite de circonstances souvent difficiles à apprécier. C'était là une lacune des plus regrettables de la première enquête; et le nouveau programme n'a pas manqué de la combler, en appelant sur ce point l'attention toute particulière des observateurs. Vous aurez lieu de vous en applaudir; car cette indication, quoique incomplètement remplie, n'est cependant pas restée tout à fait stérile. Le rapport dont il s'agit a été recherché et a pu être exactement noté dans un certain nombre de cas; et en résumant ces recherches nous avons pu arriver à cette conclusion importante, que sur 54 individus simultanément mordus par des chiens enragés, 23 seulement ont été atteints par la contagion; et qu'ainsi près de la moitié y ont échappé ou résisté.

8° La durée de l'incubation de la rage, ainsi que nous le disions dans notre premier rapport, est de tous les problèmes que soulève cette terrible affection l'un des plus importants par ses conséquences pratiques; et nous n'avons qu'à rappeler ici combien il serait intéressant de fixer avec précision les limites de temps au delà

desquelles l'explosion du mal ne serait plus à craindre pour les individus exposés à la contagion. Si, à mesure que les faits se multiplieront, on peut arriver à détruire cette croyance encore trop accréditée de l'incubation presque indéfinie de la rage, on aura certainement constaté un des résultats les plus essentiels à la sécurité publique. Or, le Comité n'a pas oublié que telle était l'une des conclusions de l'enquête dont nous lui avons déjà rendu compte; hâtons-nous de dire que celle de cette année confirme ce fait capital. En effet, dans les 20 cas où la durée de l'incubation a été exactement notée, on voit qu'elle a été :

De moins de 1 mois dans	8 cas.
De 1 à 3 mois dans	10
De 3 à 6 mois dans	1
De 11 mois dans	1
	20

Le rapprochement des deux enquêtes donne un résultat encore plus considérable. Sur un total de 69 cas de rage, on trouve :

Une incubation de moins de 1 mois dans	14 cas.
— de 1 à 3 mois dans	41
— de 3 à 6 mois dans	8
— de 6 à 12 mois dans	6
	69

Ce qui montre que plus des deux tiers des cas de rage éclatent dans les trois mois qui suivent l'incubation, et que l'incubation, dans ce nombre déjà assez considérable, n'a pas dépassé un an. Encore faudrait-il, pour ce dernier terme, des renseignements plus précis que ceux que nous avons rencontrés dans les observations dont il s'agit.

9° La durée de la maladie, dont on connaît la rapidité foudroyante, indiquée pour 20 cas seulement, a été :

De 2 jours dans	6 cas.
De 3 jours dans	8
De 4 jours dans	5
De 6 jours dans	1
	20

Rappelons que dans les premiers résultats obtenus, nous avions noté que, sur 58 faits, 41 fois la durée de la maladie n'avait pas dépassé quatre jours, résultat rendu encore plus frappant par l'enquête actuelle.

10° La terminaison de la rage confirmée a, comme toujours, été

constamment funeste, et nous avons à enregistrer 27 cas de mort. Sur ce point on ne peut tirer d'enseignement utile qu'en comparant la terminaison avec les moyens préventifs, et en recherchant s'ils ont été employés, et dans quelles conditions, ou si au contraire ils ont été négligés.

Or, sur les 27 cas mortels, il y en a eu 12 dans lesquels aucune précaution n'a été prise, et 4 où cette circonstance n'est pas mentionnée. Dans les 11 autres cas, la cautérisation a été appliquée 8 fois immédiatement, 3 fois d'une manière tardive.

Il est difficile d'apprécier, pour les 6 cas où la rage a éclaté malgré l'emploi de la cautérisation, les circonstances et les conditions très-diverses qui ont pu en paralyser les effets; mais en faisant la part de cette exception, il n'en reste pas moins démontré que dans les deux tiers des cas qui se sont terminés par la mort, les moyens préservatifs n'ont pas été appliqués ou ne l'ont été que tardivement. Rapprochons ce résultat de cet autre non moins important, que dans les 21 cas où la morsure virulente ou suspecte n'a été suivie d'aucun accident, d'aucune attaque de rage, la cautérisation avait été appliquée énergiquement et promptement 12 fois au moins, les détails sur ce point étant omis pour les 9 autres.

11° Nous venons de voir que sur les 48 faits dont se compose l'enquête actuelle, il n'en est que 23 dans lesquels le seul traitement prophylactique efficace, la cautérisation, ait été mis en usage. Nous en avons fait connaître les effets. Quant à la manière dont cette opération a été pratiquée, qu'il suffise de dire que, à part 5 cas où l'on a eu recours au proto-nitrate acide liquide de mercure, à l'acide nitrique, à l'ammoniaque et au beurre d'antimoine, c'est à l'aide du fer rouge que le virus rabique a été poursuivi dans la profondeur des plaies d'inoculation. Nous devons renoncer à établir ici une comparaison entre les effets des différents caustiques et du cautère actuel; nous nous bornerons à consigner les faits. Dans les deux cas où le nitrate de mercure et le beurre d'antimoine ont été préférés, il n'y a pas eu d'atteinte du mal. L'acide nitrique, employé concurremment avec le fer rouge, a échoué, mais dans une cautérisation tardive. Il en a été de même de l'ammoniaque caustique. Nous devons seulement une mention spéciale à un procédé de cautérisation qui a été communiqué à M. le ministre des affaires étrangères, par le consul de France à Dantzig, et qui paraît être généralement adopté en Allemagne. Ce procédé consiste dans l'excision profonde et complète de toutes les parties lésées qui auraient pu être atteintes par le virus; la plaie est ensuite lavée avec une solution de potasse caustique; puis on y applique un tampon de charpie imbibée de cette solution, et qui doit être renouvelé trois ou quatre fois par jour. La

suppuration qu'on obtient par ce moyen est entretenue par la cautérisation continuée pendant six semaines avec le même alcali.

Nous n'avons pas d'ailleurs à nous arrêter aux différents moyens thérapeutiques essayés si malheureusement dans le traitement tant prophylatique que curatif de la rage. Nous reviendrons seulement sur quelques pratiques empiriques conseillées dans le même but, et nous terminerons par l'examen de certaines mesures administratives destinées à combattre le développement et la propagation de la maladie.

12° On ne saurait trop le répéter, la seule chance de salut qui soit offerte aux personnes mordues par les animaux atteints de la rage consiste dans la cautérisation la plus prompte et la plus complète des plaies virulentes. Combien n'est-il donc pas regrettable de voir se perpétuer, malgré les progrès de la science et les efforts incessants de l'administration, des pratiques absurdes, des superstitions d'un autre âge, qui, remplaçant le seul traitement encore efficace, livrent de malheureuses victimes à un mal qui ne pardonne pas ! Nous ne voulons pas passer en revue les breuvages, les mixtures, les remèdes impuissants par lesquels les empiriques, comme il s'en trouve malheureusement dans presque tous les pays, ne craignent pas d'abuser les populations crédules de nos campagnes. Mais il est des faits qui ont un caractère plus grave encore et nous paraissent de nature à appeler toute la sollicitude de l'administration. Dans plusieurs localités, et notamment dans les départements du Nord, de la Marne et du Pas-de-Calais, il existe une croyance dans la vertu antirabique des reliques de saint Hubert. Ici c'est un fragment de l'étole du saint que l'on introduit, à l'aide d'une petite incision, sous les téguments du front ; là c'est la clef de saint Hubert, qui, rougie à blanc, est également appliquée sur un point du crâne. Les individus exposés à la contagion sont conduits en pèlerinage à la chapelle ; et dans le Nord on joint à la petite opération que nous venons de rappeler une sorte de quarantaine pendant laquelle l'individu exposé à la contagion est séquestré et condamné à un repos physique que doivent sans doute très-souvent troubler des préoccupations morales et des appréhensions dont ne peut toujours triompher la plus aveugle confiance. Nous ne pouvons admettre que l'administration soit désarmée en présence de faits semblables ; et bien que nous nous refusions à croire que des ministres du culte se prêtent à des pratiques qui révoltent à la fois le sentiment religieux et la raison, nous pensons qu'il pourrait ne pas être inutile de faire un appel direct à l'autorité ecclésiastique, dont les conseils et au besoin les prescriptions seraient certainement le moyen le plus sûr de détruire des superstitions qui compromettent si tristement la religion et l'humanité.

L'intervention de l'administration s'exerce heureusement d'une manière plus directe par divers moyens qui sont tout à fait de son ressort et qui ont été dans quelques départements mis en pratique avec un zèle que nous sommes heureux d'avoir à proclamer comme d'excellents exemples à suivre.

MM. les préfets ont presque partout rendu public le programme d'enquête qui leur avait été adressé, en y joignant de courtes instructions insérées dans le Recueil des actes administratifs. Cette publicité générale a des avantages incontestables : mais nous croyons utile d'y joindre un appel plus spécial à l'adresse de certains établissements, notamment des infirmeries et écoles vétérinaires, et surtout des hôpitaux. Nous avons remarqué, en effet, comme nous l'avons fait déjà dans notre premier rapport, que dans le département de la Seine, qui a été, en 1862, cruellement éprouvé par la rage, les faits recueillis dans les hôpitaux sont les plus incomplets de tous et manquent absolument de détails. On n'en peut accuser l'administration de l'assistance publique, qui apporte tant de soin et d'empressement dans toutes les recherches statistiques ou autres qui peuvent éclairer quelque point de science et servir les intérêts de l'humanité. Mais il est très-probable que les cadres à remplir n'ont pas été directement envoyés à chacun des établissements hospitaliers de Paris. Rien ne serait plus facile que de réparer cette omission et d'assurer ainsi pour l'avenir les conditions de l'enquête là où il semble qu'elle aurait dû, dès le principe, donner les résultats les plus complets et les plus précis.

A côté de cette publicité officielle, qui peut rendre de si grands services en appelant la lumière et en la répandant par des instructions populaires, il en est une autre qui n'est pas toujours exempte d'inconvénients. Nous voulons parler de l'insertion dans les journaux politiques de récits souvent exagérés, sinon controuvés, de prétendus exemples de transmission de la rage, qui jettent la terreur dans les populations et ne contribuent pas peu à accréditer les préjugés et les erreurs que nous avons combattus, ou même à donner cours aux succès mensongers des empiriques et des charlatans. Plusieurs Conseils d'hygiène, et en particulier celui de Lyon, ont insisté avec autant de force que de raison sur la nécessité d'exercer à cet égard une surveillance active sur les journaux. Vous n'hésitez pas, messieurs, à vous associer à ce vœu et à l'appuyer près de M. le ministre de toute votre autorité.

Les mesures propres à atteindre le développement et la propagation de la rage dans sa source même sont de celles qui méritent le plus d'être encouragées. Les administrations locales n'ont pas manqué à cette partie de leur mission. La poursuite et l'enlèvement des

chiens errants ont été prescrits dans les grandes villes par des règlements de police municipale et ordonnés par voie d'affiche dans les campagnes. Nous devons rappeler aussi la proposition d'un impôt sur les chiens qui a été renouvelée par plusieurs conseils généraux et qui a été l'objet d'une pétition spéciale émanée du Conseil central d'hygiène et de salubrité du département du Rhône.

Tel est, messieurs, le résumé exact de cette enquête, qui ne sera pas l'un des moindres services rendus à la santé publique par l'administration supérieure qui nous a fait l'honneur d'adopter sur ce point nos avis. Presque partout elle a été confiée par MM. les préfets au zèle éclairé des Conseils d'hygiène et de salubrité; garantie assurée de l'intelligence avec laquelle devaient être secondées les vues qui ont dicté le programme émané de votre instruction. Nous ne pourrions trop hautement nous féliciter de ce concours, qui a tourné au profit de la science, et doit, d'année en année, agrandir le champ de ces intéressantes observations, et en tirer plus de fruits. Dès à présent, nous croyons devoir signaler à M. le ministre les rapports si remarquables de M. le docteur Gintrac et de M. Lecoq, directeur de l'école vétérinaire de Lyon; de MM. les docteurs Coze, Bertrand et Dumoutier, du Pas-de-Calais, et Joly, de Clermont (Oise), en le priant de vouloir bien, par tous les moyens dont il dispose, encourager et favoriser la continuation de cette enquête annuelle sur les faits de rage qui se produisent sur les divers points du territoire de l'empire.

RAPPORT SUR LES CAS DE RAGE OBSERVÉS EN FRANCE EN 1853 ET 1854

Par M. Ambroise Tardieu.

Cinq ans sont révolus depuis qu'a été instituée par toute la France une enquête régulière et permanente sur la rage. Les premiers résultats obtenus étaient de nature à montrer combien avait été heureuse et combien pouvait être féconde la pensée qui l'avait inspirée. Déjà un assez grand nombre de faits avaient été recueillis dans les conditions d'authenticité et d'exactitude qui ne laissaient rien à désirer, suivant un programme déterminé qui permettait de les rapprocher et de les comparer, de manière à en tirer les enseignements les plus utiles. Et le Comité a peut-être gardé le souvenir des rapports dans lesquels j'ai eu l'honneur de lui présenter le résumé de cette enquête pour les années 1850, 1851 et 1852.

Mais pour que les graves questions scientifiques et administratives que soulève la transmissibilité de la rage des animaux à l'homme reçussent de l'enquête toute la lumière qu'il était permis d'en atten-

dre, il eût fallu que par sa généralité, par sa continuité soutenue, elle embrassât effectivement toutes les parties de l'empire et se perpétuât avec une égale régularité durant une période d'un certain nombre d'années. Il n'en a pas été ainsi, et l'on ne saurait trop regretter le silence absolu qu'un trop grand nombre de préfets ont gardé, malgré les instructions les plus précises, et d'une autre part le ralentissement qu'a subi le zèle dont les autres avaient fait preuve dans les premiers temps de l'enquête. En effet, nous rappellerons que, pour 1850 et 1851, nous avons eu les réponses soit positives, soit négatives de 75 départements ; dès 1852, 14 seulement faisaient parvenir au ministère les résultats de l'enquête ; en 1853, on n'en comptait plus que 11 ; en 1854, 8 ; et jusqu'ici, pour 1855, il n'y a de documents fournis que par 4 départements. Mais comme pour cette dernière année, il y a lieu de réclamer de nouveaux renseignements, je ne ferai entrer dans le résumé actuel que les années 1853 et 1854. Les seuls départements qui aient répondu à l'appel de l'administration supérieure pour 1853, sont les suivants : Gers, Lot, Manche, Mayenne, Nord, Oise, Haut-Rhin, Rhône, Haute-Saône, Seine, Seine-et-Marne ; et pour 1854 : Lot, Manche, Oise, Haut-Rhin, Seine, Seine-et-Oise, Somme et Tarn.

Il est impossible de laisser passer un tel fait qui semble indiquer que les chefs de l'administration départementale n'ont pas compris, comme il aurait fallu, l'intérêt et l'utilité de l'enquête, sans se demander quelles peuvent être les raisons de l'oubli dans lequel ils ont si généralement laissé les prescriptions de l'autorité ministérielle à cet égard. Il est extrêmement probable que, pour le plus grand nombre des départements, le silence des préfets tient uniquement à ce qu'aucun cas de rage n'a été observé dans leur circonscription. Mais on ne saurait trop insister sur ce point, ni se lasser de leur rappeler que les réponses négatives ont ici une importance égale aux observations positives ; que les lacunes qu'ils laissent par cette fausse interprétation des instructions rendent absolument stériles, au point de vue de la statistique, les exemples de rage recueillis dans d'autres départements, et que par leur faute les plus louables efforts restent paralysés. Il n'en faut pas chercher la preuve bien loin de nous. Une mesure récente qui avait été plus d'une fois réclamée par un grand nombre de préfets et de conseils généraux, la taxe sur les chiens, a été présentée au corps législatif comme un moyen d'arrêter les ravages et de diminuer les victimes du fléau dont il s'agit. Le savant rapporteur de la loi a senti le besoin d'appuyer ce motif qui n'a pas peu contribué à l'adoption du projet, par le dénombrement des cas de rage qui sont annuellement transmis des animaux à l'homme. De quelle importance eût été dans cette grave conjoncture

une statistique exacte et complète, telle que l'avait voulue, telle qu'aurait dû l'obtenir l'administration supérieure? Et combien n'est-il pas à déplorer que ses intentions mal comprises, ses efforts mal secondés, n'aient abouti qu'à des chiffres isolés qui sont vrais peut-être, mais dont l'exactitude ne peut être démontrée faute de quelques zéros qui, sans changer les résultats, les eussent en quelque sorte vivifiés en complétant l'ensemble des renseignements? Au lieu de cette donnée certaine, il a fallu s'en tenir à l'arbitraire; et, quelque exagéré que doive paraître le chiffre de 200 cas de rage admis comme moyenne annuelle dans le rapport législatif, on n'est pas autorisé à lui substituer le chiffre très-inférieur que fournit l'enquête des cinq dernières années. Il nous répugne de croire à l'incurie des administrations locales dans une question qui touche à un objet de préoccupation si naturelle et si vive, et à un intérêt si redoutable pour les populations rurales; il doit suffire de signaler cette conséquence de leur peu d'empressement à se conformer aux instructions répétées qui leur ont été adressées pour leur en faire mieux comprendre la portée à l'avenir.

S'il faut tout dire, il a peut-être manqué à un certain degré un genre de stimulation propre à encourager le zèle des agents de l'administration, nous voulons parler de la publicité des résultats statistiques généraux, qui aurait le double avantage de leur montrer que leurs travaux ne restent pas enfouis et ignorés, et de leur faire apprécier le prix qu'ils peuvent acquérir lorsqu'ils se complètent les uns par les autres, et que la comparaison les féconde. Il appartient à l'administration de juger dans quelle mesure une communication de cette nature pourrait trouver place dans une circulaire adressée à MM. les préfets.

Ces observations préliminaires étaient indispensables en présence du petit nombre de faits qui sont venus s'ajouter à ceux dont nous avons eu l'honneur d'entretenir le Comité dans nos précédents rapports. S'ils laissent la statistique trop incomplète pour être utilisée à ce point de vue, ils ne sauraient cependant être négligés, et, en les résumant dans leurs principales circonstances, nous pouvons encore en tirer plus d'un enseignement intéressant, surtout en les rapprochant de ceux qui ont été antérieurement réunis. Ces 28 cas nouveaux portent le nombre des faits produits par l'enquête, pour les cinq années de 1850 à 1854 inclusivement, au chiffre total de 166 cas de rage.

Trois grands faits mis en lumière comme premiers résultats de l'enquête, sont hautement confirmés par les exemples recueillis en 1853 et 1854. La contagion variable sur des individus simultanément exposés à la morsure des animaux enragés; la durée de

l'incubation; les conditions d'efficacité des moyens préventifs, sont les points capitaux qui ressortent, et qui, à tous égards, doivent fixer l'attention parmi les questions si graves qui se rattachent à la transmissibilité et à la prophylaxie de la rage.

1° Il est constant que sur un *certain nombre d'individus mordus par le même animal* malade de la rage, dans des conditions en apparence identiques, les uns sont atteints par la contagion, tandis que d'autres échappent. Ce fait, qui concorde d'ailleurs avec ce que l'on sait des autres affections contagieuses, mais qui pour la rage avait pu être contesté, offre une très-grande importance, et doit être d'un très-grand poids dans l'appréciation des moyens réputés préservatifs. Les expériences faites sur les animaux ont déjà éclairé la question, il est intéressant de la voir résolue par l'observation de la transmissibilité à l'espèce humaine. Le Comité a lieu de s'applaudir d'avoir insisté sur ce point dans le programme de l'enquête; s'il n'a pas toujours été l'objet de réponses précises, il est du moins indiqué dans un nombre de cas aujourd'hui assez considérable. Nous pouvons ainsi compter 99 personnes mordues simultanément par des animaux manifestement enragés, sur lesquelles 41 seulement ont été ultérieurement frappées par la contagion. Un exemple très-curieux à ce point de vue a été consigné dans un excellent rapport de M. le docteur Berthet, membre de la commission cantonale d'hygiène d'Autrey, dans le département de la Haute-Saône, qui a donné une histoire très-complète des ravages causés par un loup enragé qui a mordu cinq bestiaux, dont deux sont morts de la rage et trois ont été abattus, et en même temps neuf personnes, dont deux seulement ont été atteintes par la contagion, l'une après cinquante jours, l'autre après trois semaines.

2° La *durée de l'incubation* est de mieux en mieux fixée par l'enquête. Déjà nous avons pu faire justice de ces récits chimériques d'explosions tardives qui laissaient planer sur ceux qu'avait atteints la morsure la moins suspecte les terreurs et les angoisses de ce mal horrible. Sur 87 cas bien déterminés et dans lesquels sont comprises les 18 observations de 1853 et 1854, on peut voir que l'incubation a été de moins de :

1 mois dans	17 cas.
1 à 3 mois dans	54
3 à 6 mois dans	10
6 à 12 mois dans	6

Il est donc permis d'affirmer que dans l'immense majorité des cas, la rage transmise à l'homme éclate dans les trois mois qui suivent la morsure; mais en même temps il ne faut pas rejeter d'une manière absolue la possibilité d'une incubation plus prolongée et d'une

explosion retardée pendant cinq, six et huit mois. Cette dernière remarque ne paraîtra pas inutile, lorsque nous aurons fait connaître un cas de rage parfaitement caractérisée et terminée par la mort après trois jours de maladie, que le Conseil d'hygiène de l'arrondissement d'Avesnes (Nord) s'est cru autorisé à attribuer uniquement à l'influence de la peur, par cette seule raison que la rage ne s'était déclarée que cinq mois après la morsure. Le Comité ne peut sanctionner une pareille doctrine que tous les faits authentiques contredisent, et qui, si elle était fondée, aurait pour premier effet de multiplier singulièrement les victimes de la rage. Nous avons dû signaler cette erreur d'un Conseil d'hygiène, mais nous devons ajouter qu'elle nous a frappé comme une exception au milieu des excellentes considérations et des principes judicieux dont sont remplis les rapports émanés des Conseils, qui presque partout sont intervenus fort utilement dans l'étude des cas de rage transmis au ministre et consignés dans l'enquête.

3° La question la plus intéressante, celle qui dominerait à coup sûr, si elle n'était entourée de tant de difficultés de tous genres, c'est celle de l'*efficacité des moyens préventifs* à opposer à la rage. D'une part, les différences individuelles qui existent dans la transmissibilité s'opposent, ainsi que nous l'avons dit, à ce que l'on attribue à certains moyens employés la non-transmission du mal; d'une autre part, les conditions et le mode d'emploi des moyens doivent influencer considérablement sur leur efficacité. Pour se mettre autant que possible à l'abri des causes d'erreur, il convient de rapprocher le mode de terminaison des divers procédés prophylactiques mis en usage. Les renseignements relatifs à ce point particulier ne sont pas aussi nombreux et aussi précis qu'on pourrait le désirer. Cependant, dans les trois années 1852, 1853 et 1854, les documents de l'enquête font mention de 44 cas suivis de mort dans lesquels est indiquée la conduite tenue après l'inoculation. Or, 26 fois, aucun traitement préventif n'avait été tenté : 18 fois seulement la cautérisation avait été pratiquée, mais seulement trois heures, six heures et quinze heures après la morsure virulente, c'est-à-dire à une époque qu'il est permis de considérer comme tardive. Nous manquons de faits précis pour déterminer avec quelque certitude dans quelles limites est renfermée l'action efficace de la cautérisation et à quel moment elle cessera d'être utile. Ces expériences instituées par le savant directeur de l'école impériale d'Alfort n'ont malheureusement pas d'analogues chez l'homme et l'on est réduit aux conjectures. Il existe certainement des cas dans lesquels des individus mordus par des animaux notoirement enragés, et cautérisés à l'aide du fer rouge plus de trois heures après l'inoculation, ont néanmoins échappé à

la contagion. Mais n'étaient-ils pas de ceux qu'elle ne devait pas atteindre, et ne doit-on pas avec plus de raison ne considérer comme réellement utile et efficace que la cautérisation immédiate ou du moins très-rapprochée de l'accident? C'est là du moins le précepte pratique qui doit ressortir de toutes les incertitudes théoriques et dominer les doctrines qui ne reposent que sur des bases trop peu solides. Nous ne nous arrêterons pas aux divers procédés de cautérisation déjà jugés, non plus qu'à ces pratiques du plus grossier empirisme que nous avons eu déjà l'occasion de signaler, et parmi lesquelles reparaissent toujours ces dévotions à saint Hubert que la raison et la foi condamnent également.

Telles sont les principales circonstances de l'enquête qu'il nous a paru nécessaire de remettre en lumière; il est quelques points secondaires qui, en raison de leur moindre importance et du petit nombre des faits ajoutés à l'enquête pour 1853 et 1854, ne méritent pas de nous arrêter si longtemps.

4° *Le sexe et l'âge* des individus qui ont péri victimes de la rage n'offrent rien à noter, si ce n'est que l'on trouve encore plusieurs enfants très-jeunes de trois à cinq ans.

5° *L'espèce d'animal* qui a fait les morsures violentes, a été pour les 28 cas de cette dernière enquête, 2 fois le chat, 9 fois le loup, 17 fois le chien. Pour ce dernier la race a varié, et l'on compte des lévriers, des dogues, des terre-neuve, des chiens de berger, des chiens d'appartement.

6° *Le siège des blessures* par lesquelles la rage a été inoculée, a été 10 fois le visage, 7 fois les mains, 6 fois les bras, 5 fois les membres inférieurs. Ce résultat ne diffère pas de celui qui avait été précédemment signalé.

7° Quant à la *saison* dans laquelle la rage a été transmise, question importante, il est bon de réunir les faits plus récents aux anciens; sur ce total de 117 cas, la répartition entre les diverses saisons donne pour les mois de :

Mars, avril, mai.	31 cas.	} 117
Juin, juillet, août	45	
Septembre, octobre, novembre	19	
Décembre, janvier, février	22	

Si toutes les saisons ont leur contingent, on voit que le plus grand nombre des cas de rage appartiennent surtout aux saisons chaudes, au printemps et à l'été.

8° *La durée de la rage* confirmée, dans sa brièveté terrible, n'a pas varié pour les diverses périodes de l'enquête. Dans 93 cas, nous voyons 73 fois la maladie se terminer en quatre jours, et ne jamais

dépasser six jours, pour aboutir constamment à la mort comme terminaison fatale.

9° Les tentatives nombreuses de *traitement curatif* indiquées dans l'enquête n'offrent d'ailleurs rien de nouveau, rien qui permette de concevoir pour l'avenir quelque espoir légitime.

Ici se termine le résumé des faits transmis à l'administration et communiqués par elle au Comité. Nous ne pouvons nous empêcher, en finissant, de reproduire les regrets que nous avons cru devoir exprimer sur les lacunes que présente l'enquête, et qu'augmente la certitude de l'intérêt immense qu'elle pourrait offrir si les intentions éclairées de l'administration supérieure et les sages instructions du Comité avaient été mieux comprises et plus rigoureusement remplies. Une circonstance particulière et actuelle ajoute à l'importance qu'il y aurait à obtenir, pour l'année qui vient de s'écouler et pour celles qui suivront, des renseignements complets et embrassant toutes les parties de l'empire. L'application de la taxe sur les chiens, si elle doit contribuer à éteindre ou du moins à atténuer la rage, présente un sujet d'étude dont il n'est pas besoin de signaler l'intérêt et l'opportunité. Il est encore facile de recueillir, si on le veut, les faits de 1855 qui ne peuvent être oubliés; quatre départements seulement, ceux de la Côte-d'Or, du Jura, du Lot et du Haut-Rhin, ont devancé la lettre de rappel énergique que nous proposons d'adresser à MM. les préfets. Si le Comité nous faisait l'honneur d'approuver ces vues, nous demanderions qu'une nouvelle circulaire réclamât d'une manière plus efficace le concours de l'administration départementale, en insistant sur la nécessité absolue d'une réponse même négative, et que dans le but de contrôler les effets de la loi nouvelle sur le développement et la propagation de la rage dans l'espèce canine, l'enquête fût instituée avec non moins d'activité et de rigueur dans les écoles et infirmeries vétérinaires. Le programme élaboré par le Comité dès l'année 1852 suffit d'ailleurs à cette double tâche, et les Conseils d'hygiène ont prouvé, partout où l'on a pu faire appel à leur zèle et à leurs lumières, qu'ils étaient à la hauteur de cette importante mission.

RAPPORT SUR LES CAS DE RAGE OBSERVÉS EN FRANCE EN 1855, 1856,
1857 ET 1858,

Par M. Ambroise Tardieu.

L'enquête sur la rage qui se poursuit en France depuis dix ans, a pris dans ces quatre dernières années, grâce à l'impulsion nouvelle que lui a imprimée la sollicitude de l'administration supérieure, une

extension et une activité qui lui avaient manqué jusqu'à ce jour. Les renseignements envoyés par MM. les préfets ont été à la fois plus nombreux et plus complets, double garantie d'exactitude pour les résultats statistiques qui devaient offrir, pour cette dernière période, une importance toute particulière. On sait, en effet, que c'est en 1856 qu'a commencé l'application de la mesure législative qui prescrivait un impôt sur les chiens. Un des motifs qui avaient inspiré cette innovation, un de ceux qui, mis en avant avec le plus d'insistance par le savant rapporteur de la loi, avaient pu influencer le plus puissamment sur le vote par lequel elle fut adoptée, était tiré des effets salutaires que l'on devait attendre de la loi nouvelle sur la diminution du nombre des chiens enragés, et, ce qui était plus intéressant encore, sur celui des victimes que fait la rage dans l'espèce humaine. La statistique invoquée dans le rapport présenté au corps législatif ne reposait sur aucune donnée certaine et portait à un chiffre tout à fait exagéré, 200 par année, le nombre des cas de rage qui, en France, devaient se montrer annuellement chez l'homme. Les relevés que nous avons eu l'honneur de soumettre déjà à plusieurs reprises au Comité, et qui résument les données de l'enquête prescrite par la circulaire du 17 juin 1850, donnent, on le sait, un chiffre de beaucoup inférieur et qui doit approcher de la vérité. Quoi qu'il en soit, on comprend l'intérêt qui s'attachait à la comparaison du nombre des cas de rage dans les années antérieures à l'application de l'impôt sur la race canine, c'est-à-dire à 1856, et dans les années qui ont suivi. Aussi est-ce le premier point sur lequel nous appellerons l'attention dans ce rapport. Nous aurons ensuite à rechercher quelle lumière nouvelle l'enquête des quatre dernières années est venue jeter sur les diverses questions qui ont éclairé déjà les statistiques précédemment recueillies, dont les résultats s'affermissent à mesure qu'ils s'accroissent et se multiplient. Enfin, un point de vue nouveau et qui ne peut manquer de frapper l'attention du Comité, nous sera fourni par les documents que nous devons au zèle infatigable et éclairé de nos médecins sanitaires, qui, répondant avec empressement à l'appel que nous leur avons adressé, nous ont donné des renseignements très-neufs et très-importants sur la question encore obscure de l'existence de la rage en Orient. Tels sont les points principaux qui seront étudiés dans ce rapport, destiné à montrer une fois de plus l'importance scientifique et administrative toujours croissante de l'enquête sur la rage.

I. — Nous devons avant tout indiquer d'une manière générale les résultats bruts de cette enquête pour la période que nous relevons ici. Or, on voit que le nombre des départements figurant dans l'enquête, qui en 1853 et 1854 était tombé à 11 et à 13, s'est relevé

d'une manière très-satisfaisante dans les quatre années qui ont suivi : 62 en 1855, 77 en 1856, 64 en 1857, et 65 en 1858. Les documents transmis se décomposent ainsi qu'il suit :

1855. — Sur les 62 départements représentés, 48 n'ont eu aucun cas de rage, 14 en ont eu ensemble 21; ce sont : l'Aisne, l'Aube, la Côte-d'Or, la Creuse, la Drôme, l'Hérault, le Jura, les Landes, l'Orne, les Hautes-Pyrénées, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, la Seine-Inférieure.

1856. — Sur les 77 départements représentés, 63 n'ont eu aucun cas de rage, 14 en ont eu ensemble 20; ce sont : l'Aube, les Bouches-du-Rhône, Eure-et-Loir, Gard, Hérault, Jura, Lozère, Moselle, Oise, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Seine, Somme et Haute-Saône.

1857. — Sur les 64 départements représentés, 53 n'ont eu aucun cas de rage, 11 en ont eu ensemble 13; ce sont : l'Aube, l'Hérault, le Jura, la Moselle, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Haut-Rhin, la Sarthe, le Jura, les Deux-Sèvres, la Somme et l'Yonne.

1858. — Sur les 65 départements représentés, 50 n'ont eu aucun cas de rage, 16 en ont eu ensemble 17; ce sont : l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, le Cantal, la Charente-Inférieure, le Gers, la Gironde, la Lozère, le Nord, les Basses-Pyrénées, le Puy-de-Dôme, le Rhône, Saône-et-Loire, la Seine, la Somme et le Var.

Nous ne ferons qu'une seule remarque sur la répartition des cas de rage dans ces divers départements : c'est que, comme les années précédentes, aucune règle fixe ne peut être saisie dans cette distribution, relativement au climat ou aux conditions topographiques et sociales des départements atteints. On sera frappé aussi de la fixité de leur nombre, et l'on verra là un premier argument en faveur de l'exactitude des résultats fournis par l'enquête, si l'on considère que, à côté d'un petit nombre de départements qui ont le triste privilège de fournir chaque année des cas de rage, ceux-ci se répandent la plupart du temps très-diversement dans les différentes parties de l'empire, sans que le nombre des départements frappés varie pour cela sensiblement.

Nous avons indiqué le chiffre des cas de rage chez l'homme pour chacune des quatre années qui viennent de s'écouler; mais pour mieux apprécier l'influence qu'aurait pu avoir sur ce nombre *la mesure fiscale qui a imposé les individus de la race canine*, nous devons placer en regard, en remontant à l'origine de l'enquête, les chiffres obtenus avant 1856 et ceux qui datent de cette époque.

Avant l'impôt sur les chiens.		Après l'impôt sur les chiens.	
En 1850 . . .	27 cas de rage.	En 1856 . . .	20 cas de rage.
1851 . . .	12	1857 . . .	13
1852 . . .	46	1858 . . .	17
1853 . . .	37		
1854 . . .	21		
1855 . . .	21		

Cette simple comparaison permet au premier aperçu de reconnaître que l'influence de la nouvelle mesure a été très-peu sensible, sinon tout à fait nulle, sur le nombre des victimes de la contagion, sur le chiffre des cas de rage observés chez l'homme. En effet, si avant 1856 on trouve deux années où ce chiffre a été notablement plus élevé, ce qui tient pour 1852 à ce que dans un seul département, un seul animal enragé a transmis la maladie à dix personnes à la fois, on voit des années où le nombre des cas de rage a été aussi faible qu'après l'application de l'impôt. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à de si minimes différences, et l'on peut dire avec certitude que jusqu'ici, et pour une période de trois années, depuis que les chiens sont taxés, la rage n'a fait ni plus ni moins de ravages parmi les hommes.

Toutefois il ne faut pas se dissimuler que ce n'est là qu'un des côtés de la question, et que pour apprécier dans toute son étendue l'influence de la taxe nouvelle, il faudrait pouvoir en mesurer en quelque sorte les effets directs sur les chiens eux-mêmes. Sur ce point, dont nous sommes loin de méconnaître l'importance, nous manquons de renseignements suffisants. Quelques efforts que nous ayons faits, quelque répétées qu'aient été les appels adressés par l'administration supérieure, il a été impossible d'obtenir les chiffres exacts des chiens atteints de la rage qui ont été observés dans les écoles et infirmeries vétérinaires. L'école impériale de Lyon est la seule qui, avec un zèle très-louable, en ait constamment donné le relevé complet. Or, il résulte de ce document malheureusement isolé de même que des chiffres consignés dans l'enquête relative aux cas de rage transmise à l'homme, que des variations assez sensibles se montrent dans le nombre des chiens enragés d'une année à l'autre, mais tout à fait indépendantes de l'application de la loi sur l'impôt. Ainsi dans les trois dernières années, pendant lesquelles la taxe a été perçue, on voit à l'infirmerie de l'école impériale vétérinaire de Lyon, en 1856, 42 chiens atteints de la rage; en 1857, 12 seulement, et en 1858, le chiffre remonter à 56.

II. — Si maintenant nous reprenons le chemin tracé dès le principe à l'enquête, nous pourrions mesurer les résultats obtenus, en passant en revue les différents points qu'elle a successivement touchés. Le nombre des cas de rage recueillis dans les quatre dernières années s'élève à 71, qui, ajoutés à 168 que l'enquête avait fait connaître avant 1855, portent à 239 le nombre des faits qui peuvent servir à dresser aujourd'hui la statistique médicale de la rage; chiffre important pour une telle maladie et qui permet des conclusions certaines et parfois décisives sur les principaux points de son histoire.

1° Le *sexe* des victimes que fait la rage dans l'espèce humaine n'a qu'un intérêt secondaire, et nous nous bornons à signaler que les 239 cas appartiennent, 175 au sexe masculin et 64 au sexe féminin, différence qu'expliquent suffisamment les habitudes et les travaux particuliers à chaque sexe.

2° Eu égard à l'*âge*, nous voyons chaque année se confirmer le fait que l'âge le plus tendre n'est pas à l'abri de la contagion de la rage, et dans les quatre dernières années, comme dans les précédentes, on voit figurer 11 enfants en bas âge parmi les victimes de la rage.

3° L'origine de la contagion, eu égard à l'*espèce de l'animal* dont la morsure a produit la rage, ne présente que bien peu de variations, et se rapporte toujours presque exclusivement au chien. Les chiffres fournis sur ce point par l'enquête depuis 1850 jusqu'à 1859, donnent le résultat général qui suit : sur un total de 228 cas,

188	proviennent de la morsure du chien ;
26	— — — du loup ;
13	— — — du chat ;
1	— — — du renard.
228	

Le chien est donc, dans l'immense majorité des cas, et par le fait du développement spontané de la rage, le point de départ de la contagion. L'influence de la race, malgré les recherches poursuivies dans ce sens, a paru en réalité complètement nulle, ainsi que nous l'avions déjà noté précédemment. Quant aux causes qui peuvent favoriser l'explosion de la rage chez le chien, ce n'est pas ici qu'il convient d'énumérer toutes les théories dont la vanité est depuis longtemps démontrée, et qui se reproduisent encore trop souvent dans des communications adressées à l'autorité supérieure. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur ce point, en analysant les intéressants travaux des médecins sanitaires d'Orient. Nous devons noter deux exemples remarquables de rage spontanée chez le chat, l'un qui paraît s'être développé à la suite d'une large brûlure, l'autre chez une chatte rendue furieuse par l'enlèvement de ses petits. Ces faits offrent un intérêt considérable, puisqu'ils tendraient à résoudre la question encore douteuse du développement spontané de la rage dans d'autres espèces que l'espèce canine.

Bien que nous n'ayons indiqué comme ayant transmis la rage à l'homme que des animaux carnassiers, il faut tenir compte des cas assez nombreux dans lesquels des herbivores, des bestiaux d'espèce bovine et ovine ont contracté eux-mêmes la maladie et ont succombé aux suites de la morsure de chiens ou de loups enragés, sans avoir

communiqué la rage à personne. Un seul fait observé en 1855 dans le département de la Creuse nous montre une brebis mordue par un chien enragé, mordant à son tour le berger qui, attaqué quinze jours auparavant par le chien, succomba à cette double morsure virulente.

4° Le *siège des blessures* par lesquelles a eu lieu l'inoculation de la rage est un indice frappant de la facilité avec laquelle la contagion s'est opérée. Sur 145 cas où le siège des morsures a été noté, on trouve qu'elles ont été faites :

Aux membres supérieurs et principalement sur les mains.	79 fois	} 145
Au visage	37	
Aux membres inférieurs	29	

5° Une des questions qui intéressent particulièrement les mesures de police à prendre contre les chiens qui peuvent être menacés de la rage, est celle qui est relative à l'époque où se développe le plus généralement la maladie. C'est à ce point de vue que la statistique fournit pour toutes les périodes de l'enquête des chiffres importants à consigner. En les réunissant en un seul total, on voit les 181 cas où ce point a été noté, répartis par ordre de fréquence :

En juin, juillet, août.	66 cas	} 181
En mars, avril, mai	44	
En décembre, janvier, février.	40	
En septembre, octobre, novembre.	31	

Où, si l'on divise l'année en deux parties :

110 cas pour les saisons chaudes.
71 seulement pour les saisons froides.

La différence est marquée sans doute en faveur des mois où la température est la plus élevée, mais il n'en demeure pas moins constant qu'aucune saison ne s'oppose réellement au développement de la rage et ne peut en rendre les effets moins redoutables.

6° L'histoire naturelle des contagions ne peut offrir un caractère véritablement scientifique que si l'on tient compte des différences qui peuvent se produire dans la manière dont elles s'opèrent, soit en raison de circonstances accidentelles qu'il resterait à préciser, soit eu égard aux conditions individuelles. Les maladies virulentes, notamment celles qui se transmettent par inoculation, et dont, par conséquent, la contagion est la plus sûre et la plus constante, n'échappent pas à ces variations, qui sont un des traits vraiment spécifiques des affections contagieuses. La connaissance de ce fait importe en outre d'une manière toute particulière à l'appréciation rationnelle des chances et des moyens de préservation qu'offrent

ces affections. A ce double titre, le Comité a toujours attaché un grand intérêt à la détermination aussi exacte que possible du rapport qui existe entre le nombre des personnes simultanément exposées à la contagion de la rage, et celui des personnes qui périssent victimes de l'inoculation rabique. Ces faits ne sont jamais faciles à établir avec certitude; cependant la question, bien comprise par les Conseils d'hygiène et de salubrité des départements qui soumettent à un premier examen les faits recueillis dans l'enquête, a été l'objet d'une étude consciencieuse, et nous sommes parvenu à rassembler un nombre assez considérable de cas où l'on a pu comparer la manière différente dont se sont comportés, à l'égard de la contagion, plusieurs personnes mordues par le même animal enragé. Par une scrupuleuse analyse des faits, en réunissant tous les cas bien constatés, nous sommes arrivé à ce résultat : que sur 198 individus atteints de morsures virulentes, 112 seulement ont contracté la rage, c'est-à-dire que 4 sur 10 environ échappent à la contagion. Mais, il est bon de le répéter, pour donner à ce chiffre proportionnel toute sa valeur, il faudrait pouvoir établir avec précision dans quelles conditions particulières se sont trouvés ceux que la maladie a épargnés; quel a été chez eux le siège des morsures, s'ils ont été mordus après les autres, si l'inoculation a réellement eu lieu, si l'animal qui les a blessés était devenu spontanément enragé ou n'avait reçu la rage qu'après plusieurs transmissions, circonstances qui peuvent bien être soupçonnées quelquefois, mais rarement démontrées avec certitude. Enfin, il faut tenir compte de l'efficacité des moyens préventifs employés.

7° Nous nous sommes attaché d'une manière toute spéciale, dans nos précédents rapports, à fixer exactement la *durée de l'incubation de la rage*, dont la connaissance est si importante au point de vue de l'appréciation des effets probables de morsures suspectes et dont les limites ne peuvent être établies qu'à l'aide de faits nombreux. Ceux que l'enquête a rassemblés depuis près de dix ans ont non-seulement atteint un chiffre assez élevé, mais de plus, par la constance des résultats, ils ont jeté sur cette question spéciale une telle lumière, qu'il est permis de la considérer aujourd'hui comme complètement résolue. 147 cas portent la mention exacte du temps après lequel a éclaté la rage, à partir de l'incubation, et donnent pour la durée de l'incubation moins de :

1 mois	26 cas	} 147
1 à 3 mois	93	
3 à 6 mois	19	
6 à 12 mois	9	

Ainsi se vérifie de plus en plus ce fait capital dont nous avons

tant de fois déjà fait ressortir la portée, que presque toujours les effets redoutés de la contagion rabique ne se font pas attendre au delà de quelques semaines, et que ce n'est qu'exceptionnellement que l'explosion de la rage est retardée au delà de trois mois.

Mais à côté de ce fait général, il est une particularité intéressante sur laquelle notre attention a été éveillée par quelques observations récentes, et qui nous paraît digne d'être remarquée. La durée de l'incubation paraît avoir été d'autant plus courte que les sujets atteints étaient plus jeunes. Dans les quatre années qui forment la dernière période de l'enquête, nous avons vu l'incubation réduite à un mois chez la plupart des enfants de deux à dix ans, et même à vingt-quatre, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit jours chez cinq enfants de deux ans et demi, sept, dix et onze ans. Ce n'est pas là sans doute une règle absolue, mais un fait assez constant pour qu'il nous ait paru utile de le relever et pour qu'à l'avenir nous suivions avec intérêt cette première vue dans les enquêtes ultérieures.

8° Lorsque la rage a éclaté, on sait quelle en est la *marche* rapide et la *terminaison* fatale. Les nouveaux faits recueillis en 1855, 1856, 1857 et 1858, n'ont apporté à cet égard qu'une nouvelle confirmation des lois déjà connues. La mort, dans tous les cas et sans exception, est toujours venue mettre fin aux horribles souffrances des malheureux atteints de la rage, et ne s'est pas fait longtemps attendre. Les chiffres nouveaux réunis aux anciens nous montrent que sur 161 cas la durée exactement calculée de la rage confirmée n'a pas dépassé :

2 jours dans 34 cas	}	161
4 — 98		
6 — 24		
7 — 2		
8 — 2		
9 — 1		

9° La question qui nous reste à examiner est sans contredit celle qui offre l'intérêt pratique le plus considérable, et sur laquelle il serait le plus utile que l'opinion non-seulement des médecins, mais encore du public tout entier, fût éclairée et définitivement fixée. Nous voulons parler de l'utilité absolue et de l'efficacité relatives des *moyens destinés à empêcher le développement de la maladie* chez les personnes mordues par des animaux enragés, notamment de la cauterisation à l'aide des divers caustiques. Nous avons dit déjà les difficultés très-réelles et très-grandes qui s'opposent malheureusement à ce que l'on puisse acquérir sur ce point une certitude complète, et faire exactement la part des causes diverses qui peuvent influencer sur les conséquences des morsures virulentes et en neutra-

liser les effets. Dans le cas où un individu mordu par un chien enragé a été soumis à l'emploi de quelque moyen préventif et n'est pas devenu lui-même malade de la rage, il peut toujours rester un doute sur la réalité de la contagion. La preuve de l'efficacité des moyens préservateurs résultera donc moins de ces faits négatifs que des cas où, soit la négligence, soit le retard que l'on aura mis à les employer, auront été suivis du développement de la rage et de la mort des victimes de l'inoculation rabique. A ce point de vue, nous avons pu réunir, tant avant qu'après la dernière période de l'enquête, 115 cas suivis de mort pour lesquels on a notés avec soin la manière dont ont été traitées les morsures faites par des animaux enragés, et dont l'analyse a donné le tableau suivant :

Années.	Morts de la rage.	Pas de cautérisation.	Cautérisation tardive.	Cautérisation insuffisante.
1852, 1853, 1854.	44	26	18	»
1855.	21	11	5	5
1856.	20	11	6	3
1857.	13	10	3	»
1858.	17	6	5	6
	115	64	37	14

Dans tous ces cas on voit manifestement paraître les funestes conséquences de la non-cautérisation des morsures faites par les animaux enragés, et de la cautérisation tardive, c'est-à-dire de celle qui n'est opérée que plusieurs heures après l'inoculation, alors même qu'elle serait faite avec le fer rouge ou avec les plus puissants caustiques, tels que le beurre d'antimoine; mais il faut remarquer, en outre, que certains caustiques employés même immédiatement après la morsure, n'ont eu aucune efficacité préservatrice, et que dans un certain nombre de cas le nitrate d'argent, l'alcool, l'ammoniaque, appliqués sur les plaies d'inoculation très-peu d'instants après qu'elles avaient été faites, sont restés complètement impuissants à prévenir le développement de la rage. On ne saurait donc répéter avec trop d'insistance que le seul refuge contre ce mal redoutable est la cautérisation immédiate avec le fer rouge, et que tout autre moyen compromet l'avenir par la perte irréparable des seuls moments où le traitement préventif est applicable. Aussi doit-on poursuivre sans relâche ces préjugés déplorables, ces promesses menteuses qui attribuent à de prétendus spécifiques la vertu de prévenir et de combattre la rage. L'administration sanitaire l'a bien compris, et le Comité ne craindra pas de la soutenir hautement dans la voie où elle s'est engagée dans ces derniers temps, en livrant à la justice les charlatans de toute sorte qui affichent la

prétention de prévenir ou de guérir la rage et en provoquant contre eux une juste application de la loi.

10° Quant aux *mesures prophylactiques* administratives ou autres, dirigées contre le développement ou la propagation de la rage, quant au *traitement curatif* de la rage confirmée, la sollicitude de l'administration, les recherches des voyageurs, les tentatives des empiriques et les expérimentations plus ou moins rationnelles des médecins, n'ont pas réussi à réaliser un seul progrès sérieux : les derniers résultats de l'enquête sur la rage n'ajoutent rien sur ce point à ce qu'elle nous avait appris déjà. Nous avons dit le peu d'effet qu'avait eu, malgré les espérances qu'on en avait conçues, la taxe municipale mise sur les chiens. Nous en dirons autant des mesures de police dès longtemps connues et de celle qui consisterait à ranger les chiens dans la classe des animaux dangereux qui ne peuvent être laissés en liberté, ainsi que le conseillait une lettre adressée de Chartres à M. le ministre, le 6 septembre 1856, et signée *un ami du bien*. On ne peut accorder plus de confiance aux opérations pratiquées sous la langue des chiens, dans le but de les mettre hors d'état de communiquer la rage par morsure, et que prescrivent en même temps les frères Perron, de Lannion (Côtes-du-Nord), et le sieur Vinet (du Mans). Parmi les remèdes tentés, tels que les inspirations de chloroforme ou l'usage d'une espèce particulière de polygala, dont un missionnaire en Chine, l'abbé Vinzot, dit avoir entendu vanter les vertus, nous n'avons absolument rien trouvé dans les nombreux écrits transmis à l'administration supérieure, qui mérite d'être signalé au Comité et qui puisse modifier le pronostic désespéré auquel devra toujours donner lieu l'apparition des effrayants symptômes de la rage confirmée.

III. — Nous avons réservé une place à part, dans ce rapport, à l'enquête spéciale à laquelle se sont livrés avec un zèle au-dessus de tout éloge les médecins sanitaires sur l'existence de la rage en Orient. A la demande du Comité, M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, avait bien voulu adresser aux savants distingués qui occupent les postes sanitaires du Levant, des instructions qui avaient pour objet de rechercher d'une manière plus précise qu'on ne l'avait fait jusqu'alors, si la rage existait ou non en Orient.

MM. les docteurs Fauvel à Constantinople, Burguières-bey au Caire, Suquet à Beyrouth, Gaillardot et Nicora à Damas, et Camescasse à Smyrne, se sont empressés de se conformer aux intentions de M. le ministre et lui ont transmis des documents authentiques et dignes du plus haut intérêt. M. Camescasse surtout a envoyé successivement plusieurs rapports très-étendus et très-bien faits, aux-

quels était joint un nombre considérable d'observations qui attestent le soin et le dévouement avec lesquels cet honorable médecin a rempli la mission qui lui avait été donnée. Le Comité prêtera, nous en sommes convaincu, une attention bienveillante à l'analyse rapide que nous allons faire de ces divers documents.

Il y a plusieurs années déjà, M. Amstein avait signalé l'existence de la rage à Alexandrie. Nos médecins de l'armée en avaient rencontré en Afrique. Mais ces faits restaient exceptionnels, et à Constantinople M. Fauvel constatait l'absence de la maladie. Tel était l'état de la question, lorsque fut adressée, au mois d'août 1856, aux médecins sanitaires en Orient, la circulaire ministérielle qui a été le point de départ de l'enquête actuelle. Nous chercherons d'abord, dans les réponses transmises par chacun d'eux, si la maladie existe réellement dans le Levant et en Orient, et ensuite si, là où elle existe, elle présente des caractères particuliers, différents de ceux qu'elle affecte parmi nous.

En *Egypte*, M. le docteur Punel, dans un rapport daté d'Alexandrie, le 17 mai 1858, cite quatre faits incontestables de rage observés en 1850, 1855, 1856 et 1857, et n'hésite pas à conclure que cette maladie existe bien en Orient, mais qu'elle y est rare et peu répandue. Telle est aussi la conclusion du rapport du 23 mars 1857, de M. Burguières-bey, médecin sanitaire au Caire, qui rapporte trois observations, malheureusement dépourvues de détails, de rage communiquée par des chiens amenés de l'étranger et vivant à l'état de domesticité.

En *Syrie*, notre estimable et savant médecin sanitaire, M. Suquet, qui était porté à douter de l'existence de la rage, signale cependant, dans un rapport du 2 mars 1857, trois observations qui lui ont été communiquées par M. le docteur Lerles, médecin de l'office sanitaire de Latakié, qui sont des exemples non douteux de rage communiquée du chien à l'homme. Il reconnaît, en outre, qu'il existe dans le pays des familles qui passent pour posséder des spécifiques secrets contre la rage. M. le docteur Gaillardot, à Damas, après avoir cité un fait de rage très-concluante et très-bien observé, termine son rapport du 26 septembre 1856 en disant qu'il est impossible de nier l'existence de la rage en Orient : « Toutes les populations la connaissent et la redoutent ; il y a dans diverses localités des empiriques qui vendent des remèdes préservatifs, car les Arabes aussi la regardent comme incurable. » C'est un fait que confirme M. le docteur Nicora, chargé de l'intérim du même poste sanitaire de Damas, à la date du 27 mars 1857, en transmettant les observations qu'il doit à M. Lautour, médecin sanitaire du gouvernement ottoman dans cette résidence. Ce médecin, qui habite la Turquie depuis plus de vingt-deux

ans, n'a jamais eu connaissance d'un seul cas de rage, soit sur l'espèce humaine, soit sur les animaux. « Cependant, dit-il, cette maladie n'est point étrangère dans le Levant, notamment en Syrie, puisque certains remèdes sont connus et prônés comme spécifiques, et demeurent le secret et la propriété de quelques familles qui se les transmettent par voie d'hérédité. »

Mais les observations les plus concluantes sont dues, en *Turquie*, à M. le docteur Camescasse qui, dans une série de rapports et grâce à des recherches multipliées dans lesquelles il a été utilement secondé par M. le consul général de France, est parvenu à réunir 25 cas de rage parfaitement authentiques observés tant à l'hôpital de Smyrne que dans les localités voisines.

On ne peut douter que la rage n'existe en Orient et dans le Levant, mais on doit reconnaître en même temps qu'elle y est infiniment plus rare qu'en Europe et dans la zone tempérée.

Les observations que nous ont communiquées MM. les médecins sanitaires, nous montrent la rage transmise par des chiens, des chats et des loups. M. le docteur Michel, de Salie, a fait connaître à M. Camescasse le fait épouvantable d'un loup enragé qui a mordu quarante-sept personnes, dont quarante-cinq moururent de la rage, les deux autres ayant été préservées par une cautérisation immédiate faite avec le beurre d'antimoine. Des chats ont donné la rage en Égypte et en Turquie. Mais si dans ces contrées les chiens sont plus rarement exposés à la rage, tous les médecins qui ont observé en Orient s'accordent à considérer cette immunité comme l'effet de la vie libre que mènent ces animaux, et M. Burguières est porté à penser que les faits de rage observés chez l'homme proviennent le plus souvent des chiens étrangers au pays ; observation qui ne saurait être généralisée et que démentent, dans ce qu'elle aurait d'absolu, la plupart des faits qu'ont rapportés les autres médecins sanitaires.

La maladie, du reste, a présenté dans les lieux divers qui viennent d'être cités exactement la même marche, la même durée, les mêmes caractères, la même terminaison que dans notre climat. L'incubation que l'on pouvait supposer, peut-être modifiée, s'est également renfermée dans les mêmes limites que nous avons constatées en France. Nous voyons, en effet, dans les trente-neuf observations citées dans les rapports des médecins sanitaires, que la durée de l'incubation n'a pas dépassé dans le plus grand nombre des cas un mois à trois mois. Le maximum est de vingt jours et la durée la plus prolongée sept à huit mois. Il est, sur ce point, une opinion répandue en Anatolie, et sur laquelle se fonde une coutume que nous fait connaître l'intéressant travail de M. le docteur Camescasse : lors-

qu'un individu mordu par un chien enragé a atteint sans être pris de la maladie le trente-neuvième jour, la soirée de ce même jour est consacrée à des réjouissances auxquelles prennent part ses parents et ses amis, et que consacre une espèce de cérémonie religieuse.

Nous avons vu que la cautérisation est employée en Orient, et que c'est le seul moyen qui ait réussi à neutraliser parfois les effets de l'inoculation rabique ; ce qui n'empêche pas que les préjugés invétérés parmi ces populations ne livrent les individus mordus par des animaux enragés à de prétendus guérisseurs, à des sorciers, à des imans, qui les exploitent tout comme on le voit en Occident, en les empêchant de recourir au seul moyen qui puisse prévenir la rage. Mais là, comme ici, aucun remède vraiment efficace n'a encore été opposé à ce mal terrible.

En résumé, l'enquête si bien dirigée par les médecins sanitaires de France démontre d'une manière certaine que la rage n'est pas inconnue et existe réellement en Orient, et que, à part sa rareté, elle ne diffère de celle de notre pays, ni par son origine, ni par son mode de développement, ni par sa marche, ni par son incurabilité.

— Ici se termine la tâche que nous avons à remplir, et si nous avons à tirer une conclusion de ce long rapport, nous dirions avec une conviction profonde que l'utilité de l'enquête sur la rage, loin de s'amoinrir avec le temps, grandit au contraire à mesure que les faits se multiplient et que les résultats s'étendent, que cette étude, poursuivie avec tant de persévérance sous la haute impulsion du gouvernement, a déjà produit plus d'un enseignement et devient chaque jour plus féconde ; qu'elle est de nature enfin à rassurer les esprits en montrant que les victimes de la rage sont beaucoup moins nombreuses qu'on ne le pense généralement, et que, si la science n'a pas encore les moyens de combattre le mal quand il a eut explosion, elle a le pouvoir de le prévenir à l'aide de la cautérisation pratiquée dans le plus bref délai, à laquelle on doit se hâter de recourir sans donner un temps précieux aux promesses mensongères du plus grossier empirisme. Nous n'hésitons donc pas de proposer au Comité de demander à M. le ministre d'ordonner la continuation de l'enquête, en rappelant souvent à MM. les préfets l'intérêt que l'administration supérieure y attache et en soutenant le zèle par des remerciements et des encouragements adressés à tous ceux qui ont, soit en France, soit en Orient, si bien concouru à la vaste enquête dont nous venons de rendre compte.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 15 MARS 1856, RELATIVE A L'ENQUÊTE
SUR LA RAGE.

Monsieur le préfet, deux circulaires de mes prédécesseurs, en date, l'une du 17 juin 1850, et l'autre du 12 mai 1852, avaient confié au zèle des préfectures le soin de constater tous les faits de rage qui se seraient produits dans chaque département, et d'en informer mon ministère par bulletins individuels, conformément au programme arrêté d'après l'avis du Comité consultatif d'hygiène publique.

Cette enquête, instituée d'une manière uniforme par toute la France, avait pour objet de fournir à la science des éléments précieux de solution pour les questions si graves qui touchent au mode de propagation et de transmissibilité d'un des fléaux les plus justement redoutés, et aux moyens d'en prévenir et d'en atténuer les ravages.

Les premiers résultats obtenus avaient permis d'apprécier combien pouvait être féconde la pensée qui l'avait inspirée. Déjà un assez grand nombre de faits avaient été rassemblés dans des conditions d'authenticité et d'exactitude qui ne laissaient rien à désirer. Chaque année, le Comité consultatif placé près de mon département soumettait ces faits à une étude comparative d'où devait sortir plus d'un enseignement utile : les rapports qui m'ont été adressés sur ce sujet ne peuvent laisser de doute à cet égard, et constituent déjà les premiers fondements d'une statistique du plus haut intérêt. Mais pour que les difficiles problèmes scientifiques et administratifs que soulève la transmissibilité de la rage des animaux à l'homme reçoivent de l'enquête toute la lumière qu'il est permis d'en attendre, il faut qu'elle embrasse effectivement toutes les parties de l'empire et se perpétue, avec une égale régularité, durant une période de temps suffisante. Ces conditions essentielles n'ont pas été aussi exactement remplies qu'elles auraient dû l'être, et j'ai eu le regret de remarquer des lacunes de plus en plus nombreuses.

Je ne dois pas, monsieur le préfet, laisser tomber en oubli les prescriptions de mes prédécesseurs sur ce point ; j'insiste, en conséquence, pour que chaque préfecture me transmette, à la fin de chaque semestre, un état exact des cas de rage qui auront été observés dans le département, en se conformant au programme indiqué dans la circulaire précitée du 12 mai 1852.

Je me plais à penser que le silence des administrations locales a tenu le plus souvent à l'absence de faits de rage dans leur circonscription ; mais je ne saurais trop insister pour que, dans ce cas même, vous me fassiez connaître, tous les six mois, le résultat des

investigations prescrites. Les réponses négatives ont aussi une importance égale aux observations positives, et il convient de vous faire remarquer, d'ailleurs, que la négligence qui serait apportée à ce travail dans un département rendrait presque inutiles, au point de vue statistique, les plus louables efforts faits dans les autres localités. Il me suffit de vous avoir signalé cette considération, pour que vous vous mettiez en mesure de répondre très-exactement désormais, à la recommandation qui précède.

En réclamant de votre zèle éclairé la plus grande exactitude dans l'envoi des documents relatifs à la rage pour l'année 1855, je dois vous rappeler une circonstance particulière qui ajoute encore à l'intérêt de cette enquête. L'application de la taxe sur les chiens, demandée par un grand nombre de conseils généraux, a été présentée comme un moyen efficace, sinon d'éteindre complètement la rage, du moins de restreindre beaucoup le nombre de ses victimes ; or, les effets de cette mesure ne pourront être complètement appréciés que par la comparaison des faits de rage observés avant et après la mise en activité de la loi nouvelle.

Vous devrez toujours, monsieur le préfet, soumettre au contrôle des Conseils d'hygiène publique et de salubrité d'arrondissements les cas qui se seraient produits dans leur circonscription, et vous aurez à joindre leur rapport à l'envoi que vous me ferez des bulletins individuels contenant toutes les indications énoncées au programme. Je désire, en outre, que vous rappeliez aux maires, aux administrations hospitalières, ainsi qu'à tous les directeurs d'écoles et d'infirmes vétérinaires, la part active qui leur revient dans l'accomplissement de cette œuvre d'utilité publique.

Vous pourrez leur faire connaître le prix que j'y attache, et les assurer de l'intérêt avec lequel seront accueillies et examinées toutes leurs observations.

Je compte, du reste, monsieur le préfet, sur votre empressement à vous associer aux vues de l'administration. J'attends dans le plus bref délai les documents arriérés, et j'espère, pour l'avenir, recevoir exactement, aux époques déterminées, la communication des résultats négatifs ou positifs de l'enquête sur la rage.

Signé : E. ROUHER.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 30 DÉCEMBRE 1859, CONCERNANT
L'ENQUÊTE SUR LA RAGE.

Monsieur le préfet, dans ma circulaire du 15 mars 1856, je signalais avec satisfaction l'intérêt croissant des résultats produits par l'en-

quête sur la rage, que le gouvernement poursuit depuis dix années, et je faisais ressortir la nécessité de ne laisser aucune lacune dans cette vaste opération, qui, pour être vraiment utile, doit être poursuivie, sans interruption, d'année en année, et embrasser la France entière. Je suis heureux de constater ici qu'il a été généralement répondu à mon appel.

Il résulte d'un consciencieux et savant rapport fait au Comité consultatif d'hygiène publique par M. le docteur A. Tardieu, et adopté par ce Comité dans sa séance du 24 octobre dernier, que l'enquête sur la rage a pris, dans les quatre dernières années, une extension et une activité qui lui avaient manqué précédemment. Les renseignements envoyés par MM. les préfets ont été à la fois plus nombreux et plus complets, double garantie d'exactitude pour les résultats statistiques recueillis.

La conclusion de ce rapport est que l'utilité de l'enquête sur la rage, loin de s'amoindrir avec le temps, grandit au contraire, à mesure que les faits se multiplient et que les résultats s'étendent ; que cette étude, poursuivie avec persévérance, a déjà produit plus d'un enseignement, et devient chaque jour plus féconde ; qu'elle est de nature, enfin, à rassurer les esprits, en montrant que les victimes de cette cruelle maladie sont beaucoup moins nombreuses qu'on ne le pense généralement, et que, si la science n'a encore aucun moyen de combattre le mal quand il a fait explosion, elle a le pouvoir de le prévenir. L'honorable rapporteur déclare, avec une profonde conviction, qu'il faut se hâter de recourir, sans aucun délai, à la cautérisation, et de ne pas donner un temps précieux aux promesses mensongères du plus grossier empirisme. Il ajoute qu'on ne saurait répéter avec trop d'insistance que les caustiques les plus énergiques sont souvent impuissants à prévenir le développement de la rage ; que le seul refuge contre ce mal redoutable est la cautérisation immédiate avec le fer rouge, et que tout autre moyen compromet le succès par la perte irréparable des seuls moments où le traitement préventif soit applicable. L'administration ne saurait donc réprimer avec trop de vigueur l'intervention des personnes étrangères à l'art médical, en semblables circonstances.

Je me rends avec plaisir, monsieur le préfet, au vœu exprimé par le Comité, en adressant des remerciements et des encouragements aux autorités et aux hommes de l'art, dont le concours intelligent a fourni les éléments de son examen, et en les priant de continuer à répondre avec le même soin et le même zèle à l'attente du gouvernement.

Je ne saurais, en même temps, insister avec trop de force sur les considérations développées dans ma circulaire du 15 mars 1856,

pour demander que les préfectures qui n'ont pas jusqu'ici fourni les tableaux trimestriels dont le modèle a été donné par mon ministère remplissent exactement, à l'avenir, cette obligation, les renseignements qu'ils auraient à produire dussent-ils être négatifs. Pour le cas où des accidents de rage auraient été observés, je leur recommande de tenir la main à ce que toutes les colonnes des tableaux soient remplies.

Il importe enfin que, partout où il existe une école et une infirmerie vétérinaires, on indique le nombre exact des chiens atteints de la rage qui y auront été observés, et le résultat du traitement auquel ils auront été soumis, ainsi que cela a été fait, avec un zèle très-louable, par l'École impériale de Lyon.

Je vous autorise, monsieur le préfet, à donner à la présente circulaire toute la publicité que vous jugerez utile, et je vous prie de m'en accuser réception.

Signé : E. ROUHER.

RAPPORT SUR LES CAS DE RAGE OBSERVÉS EN FRANCE, PENDANT
LES ANNÉES 1859, 1860, 1861 ET 1862.

Par M. Ambroise Tardieu.

Les résultats généraux de l'enquête sur les cas de rage observés en France pendant les quatre années qui viennent de s'écouler, 1859-1862, confirment de nouveau et de la manière la plus éclatante, d'une part l'utilité et l'opportunité de la mesure qui, depuis douze ans, laisse ainsi ouverts les cadres où viennent s'enregistrer des faits d'un si haut intérêt pour la santé publique ; et, d'une autre part, les enseignements qu'il était déjà permis d'en tirer. Dans ces derniers temps principalement, nous avons vu, en France et à l'étranger, les administrations locales, les hygiénistes, médecins ou vétérinaires, les sociétés savantes et les académies, s'émouvoir et s'empresse à l'envi de soumettre à de nouvelles études les questions si graves que soulève la recherche des causes et des moyens de préservation de la rage. Et, il nous sera permis de le faire remarquer, c'est dans l'enquête instituée dès 1850 par le département de l'agriculture et du commerce, et dans les rapports adressés au ministre sur cette enquête par le Comité consultatif d'hygiène publique, que chacun a puisé, plus ou moins ostensiblement, les seuls faits positifs capables d'éclairer la science sur ce sujet. Tant d'erreurs et de préjugés l'obscurcissent encore, que le temps est encore fort éloigné où l'autorité pourra se départir de cette vigilance active qui ne laisse échapper aucun renseignement utile et qui, à défaut d'un remède assuré, met du moins, par ses avertissements,

les populations en garde contre un mal dont il n'est pas impossible de tarir la source et de prévoir le développement. L'enquête, pendant longtemps encore, devra donc continuer, et l'administration supérieure ne se lassera pas de la recommander à la persévérante sollicitude des autorités départementales.

I. — La période de quatre années que nous allons passer en revue dans ce rapport présente, au premier abord, ce résultat très-satisfaisant de montrer que jamais l'appel des ministres n'a été plus généralement entendu, et que le zèle, loin de se fatiguer, s'est au contraire ranimé et soutenu de la part de tous ceux qui participent à l'enquête sur la rage. Nous avons reçu, en effet, les documents pour 1859 de. 78 départements.

1860 85 —

1861 87 —

1862 84 —

et les documents transmis se décomposent ainsi qu'il suit :

1859. — Sur les 78 départements représentés dans l'enquête, 62 n'ont eu aucun cas de rage. 16 en ont eu ensemble 19, ce sont : l'Aube, l'Aude, le Cher, le Gers, l'Isère, la Loire, la Lozère, la Moselle, les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, la Seine, Seine-et-Oise, le Tarn, la Haute-Saône et Vaucluse.

1860. — Sur les 85 départements représentés, 73 n'ont eu aucun cas de rage ; 12 en ont eu ensemble 14 : l'Eure, le Gers, la Gironde, l'Isère, le Jura, le Loiret, la Lozère, la Marne, l'Oise, Saône-et-Loire, la Seine, Seine-et-Oise.

1861. — Sur 87 départements représentés, 70 n'ont eu aucun cas de rage ; 16 en ont eu ensemble 21 : les Hautes-Alpes, l'Aube, l'Aveyron, le Jura, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, Saône-et-Loire, la Seine, la Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, l'Yonne, Vaucluse.

1862. — Sur 84 départements représentés, 65 n'ont eu aucun cas de rage ; 19 en ont eu ensemble 26. Ce sont : l'Ain, les Alpes-Maritimes, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Gers, l'Île-et-Villaine, le Lot, la Marne, la Haute-Marne, les Hautes-Pyrénées, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, Saône-et-Loire, la Haute-Savoie, la Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.

En résumé, pour 1859. 19 cas de rage.

— 1860. 14 —

— 1861. 21 —

— 1862. 26 —

Total 80

Ainsi, chaque année un nombre à peu près égal de cas de rage,

disséminés d'une manière toute fortuite dans les diverses parties de la France, s'ajoute à ceux des années précédentes ; et par sa constance même, d'une part fait tomber les exagérations auxquelles l'opinion s'est parfois laissée entraîner par le chiffre des victimes de la rage, de l'autre permet de mesurer le degré d'influence qu'a eue, au point de vue du moins de la rage transmise à l'homme, certaine mesure imposée à la race canine et destinée à restreindre le nombre des individus de cette espèce. Nous pouvons placer en regard les résultats de l'enquête divisés en deux périodes égales de six années, avant et après l'établissement de l'impôt sur les chiens.

La différence est certainement marquée en faveur de la seconde

Avant l'impôt.			Après l'impôt.		
En 1850. . . .	27 cas de rage.		En 1856. . . .	20 cas de rage.	
1851. . . .	12	—	1857. . . .	13	—
1852. . . .	46	—	1858. . . .	17	—
1853. . . .	37	—	1859. . . .	19	—
1854. . . .	21	—	1860. . . .	14	—
1855. . . .	21	—	1861. . . .	21	—
164			104		

période, et si le chiffre excessif de 1852 qui, nous l'avons fait remarquer déjà, est dû à un fait exceptionnel, tend à rendre l'écart moins sensible, comme après tout il s'agit pour chaque année de nombres peu élevés, il est permis d'attacher une certaine importance à une diminution de soixante, en six années, qui se produit dans les cas de rage observés chez l'homme, depuis qu'a été institué l'impôt sur les chiens. Sur ce point les résultats de l'enquête, pendant les quatre dernières années, seraient de nature à modifier en partie l'opinion et la réserve que nous exprimions dans notre dernier rapport, trois ans seulement après l'inauguration de la mesure fiscale dont nous venons de parler. Mais il est impossible de ne pas faire remarquer qu'il nous manque un élément de contrôle important, que pourrait seule nous fournir la connaissance exacte du chiffre et du mouvement de la population connus avant et après l'impôt. Si la perception de la taxe donne ces chiffres à partir de 1856 (il était de 1 696 101 chiens imposés en 1858), nous n'avons aucun moyen de l'établir pour les années antérieures à 1856. Les calculs tentés par un des membres les plus distingués du Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine, M. le docteur Vernois, en vue de rechercher quel rapport existe entre le nombre des cas de rage et le mouvement de la population canine, ne peuvent en aucune façon être acceptés, ni servir à élucider la question. En effet, d'un côté ces calculs portent sur trois années seule-

ment, 1856, 1857, 1858 ; ils ne tiennent nul compte des départements où la rage ne s'est pas montrée et qui, cependant, doivent entrer en ligne de compte dans le mouvement et dans la statistique générale ; et enfin, même en acceptant les chiffres réunis par M. Vernois, on trouve que sur 29 départements qui figurent dans ses calculs, le nombre des cas de rage a suivi le mouvement de la population douze fois, tandis qu'un rapport en sens inverse s'est produit seize fois (le statu quo s'étant maintenu une fois). Il n'y a certes pas moyen d'attacher une valeur quelconque à une si petite différence relevée dans de semblables conditions, et le judicieux hygiéniste à qui nous empruntons ce renseignement ne manque pas de faire lui-même la remarque que les chiffres sur lesquels reposent les calculs relativement à la rage sont très-peu élevés.

Enfin, pour en finir sur ce point, nous ne pouvons nous empêcher de reproduire une observation que nous avons déjà faite, c'est que c'est avec le nombre des cas de rage chez les chiens, bien plus qu'avec celui des cas de rage transmise à l'homme qu'il serait du plus haut intérêt de pouvoir comparer les variations du chiffre de la population canine. Et l'administration supérieure n'est pas encore arrivée à obtenir à cet égard des renseignements, même approximatifs, de quelque portée. Nous devons nous borner à enregistrer, comme une exception digne de tous les éloges, l'exactitude avec laquelle l'École impériale vétérinaire de Lyon continue seule à adresser au ministère le chiffre des chiens atteints de la rage soignés annuellement dans son infirmerie. Nous réunissons ces nouveaux documents à ceux des trois années précédentes, de manière à compléter le tableau de la période qui a suivi l'établissement de l'impôt.

Chiens enrégés traités à l'École de Lyon en	1856. . . .	42
—	— 1857. . . .	12
—	— 1858. . . .	56
—	— 1859. . . .	25
—	— 1860. . . .	37
—	— 1861. . . .	37
—	— 1862. . . .	34 ¹
Total		243

Le Comité approuvera certainement le vœu que nous renouvelons énergiquement ici de voir les autres écoles et infirmeries vétérinaires invitées de nouveau à répondre, sans plus de retard, à l'appel que l'administration supérieure ne leur adresse que dans

1. Ce chiffre comprend 29 chiens enrégés dès leur entrée, et 5 qui, sur 45 chiens mis en fourrière comme suspects, ont été pris par la rage.

l'intérêt du bien public et de la science. Il serait fort à désirer que les statistiques concernant la rage canine continssent les mêmes éléments que celles qui se rapportent à la rage humaine, c'est-à-dire l'indication de l'espèce, le sexe, l'âge, la date de l'inoculation, la durée de l'incubation, la date de l'invasion, la durée de la maladie, la terminaison, et les moyens préservatifs et thérapeutiques employés. Les vétérinaires qui dirigent des infirmeries privées sur lesquelles l'administration n'est pas sans action, ne refuseraient certainement pas leur concours à cette utile information. Il est d'autant plus à regretter que ce genre de renseignements n'aient pas jusqu'ici figuré dans l'enquête, générale qu'ils existent et qu'il devrait être facile d'en obtenir la communication. On me permettra de la devancer dans ce rapport, en ce qui touche l'école d'Alfort, et d'emprunter au remarquable rapport, lu récemment par M. Henri Bouley à l'académie impériale de médecine, le relevé annuel du nombre des *chiens enragés reçus à l'école d'Alfort*, durant neuf des dix dernières années :

En 1853.	11
1854.	3
1855.	16
1856.	20
1857.	17
1858.	»
1859.	19
1860.	20
1861.	37
1862.	32
Total.	175

La seule remarque que nous nous permettons au sujet de cette statistique fort incomplète de la race canine, c'est que le simple aperçu comparatif des chiffres pour six années (1856, 1857, 1859, 1860, 1861, 1862) donne, dans les deux grandes infirmeries vétérinaires seulement, un total de 332 chiens enragés, tandis que pour toute la France, dans les années correspondantes, nous n'avons compté que 197 cas de rage transmise à l'homme par des chiens, circonstance assurément propre à démontrer la rareté relative de cette redoutable contagion.

II. — Ainsi que nous l'avons fait précédemment, nous suivrons, dans le résumé des résultats fournis par l'enquête, le plan tracé par le programme officiel suivant lequel elle a lieu, et, pour mieux faire apprécier l'importance des faits relatifs à chacune des questions posées dans le programme, nous additionnerons les chiffres

déjà recueillis dans les huit premières années, avec ceux dont l'enquête s'est enrichie depuis quatre ans. Ceux-ci, ainsi que nous l'avons dit déjà, s'élèvent ensemble à quatre-vingts, qui, réunis aux précédents, donnent pour le *nombre des cas de rage* rassemblés par l'enquête de 1850 à 1863, un total de 319 cas, sur lequel peut porter aujourd'hui l'analyse, et qui offrent aux déductions scientifiques et pratiques une base de plus en plus large et solide.

1° Le *sexe* des individus atteints par la rage présente une proportion de plus en plus forte pour le sexe masculin.

En 1859.	14 hommes,	5 femmes.
1860.	9 —	5 —
1861.	16 —	5 —
1862.	19 —	7 —
	58	22

Ce qui, en réunissant tous les faits, fournit pour les 319 cas de rage, 233 hommes et 86 femmes.

2° La répartition par *âge* donne les résultats suivants :

	1859.	1860.	1861.	1862.	Totaux.
Au-dessous de 5 ans.	1	1	»	5	7
De 5 à 15 ans.	3	6	5	4	18
De 15 à 20 ans.	2	»	2	1	5
De 20 à 30 ans.	4	3	3	1	11
De 30 à 60 ans.	8	4	7	12	31
De 60 à 70 ans.	1	»	1	1	3
Non indiqué	»	»	3	2	5
	19	14	21	26	80

Ces renseignements relatifs au sexe et à l'âge n'offrent sans doute qu'un intérêt très-secondaire lorsque l'on réfléchit à l'influence du hasard sur la transmission des contagions rabiques ; et au rôle tout à fait effacé des conditions individuelles dans la production de la maladie. On ne peut nier cependant que la statistique ne nous ait puissamment aidé à renverser le préjugé qui, au nom d'une théorie surannée, affranchissait la première enfance de ce mal terrible. Nous comptons, en effet, maintenant plus de trente enfants au-dessous de cinq ans, c'est-à-dire près de 1/10 parmi les 312 victimes de la rage.

3° Quant à *l'espèce de l'animal* dont la morsure a été l'origine de la contagion, nous trouvons pour

	1859.	1860.	1861.	1862.	Totaux.
Chien.	15	13	21	24	78
Loup	4	»	»	1	5
Chat	»	1	»	»	1
Vache.	»	»	»	1	1
	19	14	21	26	80

En ajoutant ces chiffres aux faits précédemment recueillis, la statistique complète donne le résultat général suivant sur un total de 319 cas :

261	provenant de la morsure du chien.
31	— du loup.
14	— du chat.
1	— du renard.
1	— de la vache.
11	— non indiqué.
319	

Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires et nous nous bornerons à faire remarquer que pour la première fois figure dans l'enquête un cas de rage transmise par un herbivore, une vache. Ce fait très-rare, surtout si on le compare aux cas assez nombreux dans lesquels on a vu, notamment en 1859 et 1860 dans le département de Loir-et-Cher, des animaux d'espèce chevaline, ovine ou porcine, contracter la rage pour la transmettre à l'homme, s'est présenté en 1862 dans le département de l'Ain, chez un jeune homme de 22 ans, chez lequel aucune précaution n'ayant été prise, la rage a fait explosion trente jours après qu'il avait été mordu et il a été enlevé en deux jours.

Quoique jusqu'ici il n'ait été permis de déduire aucune conclusion générale des renseignements relatifs à la race des chiens qui ont transmis la rage, nous continuons à enregistrer les détails que nous trouvons consignés sur ce point.

Races.	1859.	1860.	1861.	1862.	Totaux.
Non indiquées.	10	2	7	19	38
Chiennes (sans désignation) . . .	»	»	2	»	2
Chiens de forte taille	2	4	»	»	6
— de chasse	1	1	»	1	3
— de garde (dogue mâtin) . .	1	»	1	1	3
— de berger	»	3 chiennes.	2	1	6
— de boucher	»	»	1	»	1
— de Terre-Neuve.	»	1	1	»	2
— de petite taille (griffons, kings-Charles)	1	2	7	2	12
	15	13	21	24	73

Sans insister sur la question de l'influence de la race, qu'il serait si intéressant pourtant d'étudier, au point de vue du développement spontané de la rage canine, il est impossible de ne pas faire remarquer dans le tableau qui précède, la proportion considérable des cas où la transmission contagieuse a été le fait de petits chiens fa-

miliers, griffons, king-Charles, etc., dont les caresses n'inspirant aucune défiance sont souvent plus à craindre que les morsures. Contre ce genre de contagion, il ne serait certainement pas de meilleur préservatif qu'une instruction dans laquelle serait vulgarisée l'exacte description des premiers symptômes de la rage.

4° Le *siège des blessures* virulentes faites à l'homme par les animaux enragés intéresse au double point de vue de la facilité plus ou moins grande qu'offrent à la contagion les diverses parties du corps et des habitudes des animaux malades qui dirigent sur tel ou tel point leurs morsures. Les indications fournies à cet égard dans les nouveaux cas recueillis pour les quatre dernières années ajoutées aux précédents résultats de l'enquête, donnent en résumé, sur 214 cas où le siège des blessures a été noté,

Aux membres supérieurs et principalement sur les mains.	122
Au visage.	54
Aux membres inférieurs	33
	214

5° Nous arrivons à une question qui offre une importance considérable et qui a été récemment l'objet de recherches et de discussions très-dignes d'attention, *l'époque à laquelle se développe* le plus généralement la rage. La connaissance précise de cette date se rattache en effet, d'une part, à la doctrine du développement spontané de la rage, de l'autre à l'adoption de certaines mesures administratives prophylactiques. Or cette question, qui semble au premier abord une simple question de fait, est en réalité beaucoup plus complexe qu'on ne serait tenté de le croire. Les renseignements que nous puisons à cet égard dans l'enquête sur la rage de l'homme, nous donnent la date de la transmission du mal par la morsure virulente, mais non celle du développement même de la maladie chez l'animal qui l'a communiquée. Et l'on ne saurait méconnaître que c'est à cette époque qu'il faudrait remonter, en ayant soin encore de tenir compte de la durée de la période d'incubation pour apprécier l'influence des saisons et de la température sur l'explosion spontanée de la rage chez les chiens, et notamment par les épizooties rabiques que quelques auteurs, en Allemagne surtout, ont cru devoir admettre. Un tel travail ne nous est pas permis ; il nous appartenait seulement d'en faire ressortir l'utilité et de faire toutes réserves sur la valeur des résultats de l'enquête qu'il nous reste à faire connaître. Les nombres que nous relevons s'appliquent à l'époque à laquelle ont eu lieu les morsures virulentes, même non suivies de rage; il n'était peut-être pas inutile de le rappeler.

Époque de la contagion.	1859.	1860.	1861.	1862.	Totaux.
Juin, juillet, août.	6	89	15	13	42
Mars, avril, mai	12	5	3	11	31
Décembre, janvier, février. . .	3	7	1	9	20
Septembre, octobre, novembre.	4	10	10	6	30
	25	30	29	39	123

Continuant à réunir les faits nouveaux aux anciens, nous avons pour un total de 304 cas :

Juin, juillet, août.	108
Mars, avril, mai	75
Décembre, janvier, février.	60
Septembre, octobre, novembre.	61
	304

et si l'on divise l'année en deux parties :

183 cas pour les saisons chaudes.
121 — — froides.

différence certainement insignifiante, surtout si l'on tient compte de l'observation que nous avons faite relativement à la nécessité de reculer au moment où le chien ou tout autre animal a contracté la rage soit spontanément, soit par inoculation, et de faire entrer dans le calcul le temps que la maladie a mis à se déclarer chez l'animal avant qu'il la transmette.

6° L'un des points que l'enquête sur la rage aura le plus utilement et le plus sûrement fixé, c'est sans contredit l'exacte durée de l'incubation de cette maladie que les théories anciennes, fondées sur des erreurs ou sur des faits mal observés, tendaient à représenter comme éternellement menaçants pour les malheureux qu'y aurait exposés, à une époque quelconque de leur vie, une morsure supposée virulente. Les 77 cas dans lesquels pour les quatre dernières années la mention de la durée de l'incubation a été faite, s'ajoutant aux 147 cas précédemment résumés, à ce point de vue, nous fournissent 224 cas dans lesquels la durée de l'incubation est exactement fixée :

A moins de 1 mois.	40 cas.
De 1 à 3 mois	143
De 3 à 6 mois	30
De 6 à 12 mois.	11
	224

Nous continuons à rechercher l'influence que l'âge peut exercer sur la durée de l'incubation de la rage transmise à l'espèce humaine. Déjà nous nous étions cru en droit de faire remarquer com-

bien cette durée pouvait être abrégée chez les très-jeunes enfants. De nombreux exemples fournis par l'enquête des quatre dernières années, sont venus confirmer pleinement cette donnée intéressante et neuve. En effet, chez huit enfants de deux à treize ans nous avons vu l'incubation durer :

13	jours seulement	chez un enfant	de 3 ans 1/2.
15	—	—	de 11 ans 1/2.
19	—	chez deux enfants	de 3 et 11 ans 1/2.
20	—	—	13
23	—	—	5
25	—	—	11 1/2.
29	—	—	2 1/2.
30	—	—	11

Ce n'est pas là sans doute une loi absolue, car nous avons noté d'autres cas où chez des enfants de deux et trois ans, l'incubation a été de trente, quarante jours et plus. Mais il y a certainement, dans le fait que nous avons relevé, une particularité qu'il n'est pas permis de considérer comme insignifiante, et qui éclaire certainement un point de l'histoire palto-génique de la rage.

7° La *marche* si rapide et la *terminaison* si constamment fatale de la rage déclarée ont à peine le droit d'être rappelées. Nous nous bornons à additionner les chiffres de la dernière période de l'enquête et ceux des années précédentes, et dans 236 cas où la durée de la maladie a été exactement calculée depuis l'explosion des premiers symptômes jusqu'à la mort, on voit qu'elle a été de moins d'un jour dans deux cas.

De 2 jours.	56
3 —	22
4 —	111
5 —	8
6 —	29
7 —	4
8 —	3
9 —	1
236	236

La marche de la maladie, pas plus que la durée de l'incubation et la terminaison n'ont été modifiées dans les cas qui nous ont été transmis en 1860, de Tripoli, et qui n'ajoutent qu'une preuve de plus à ce que nous avons eu l'occasion de dire dans notre précédent rapport sur la rage observée en Orient.

8° L'enquête manquerait à son objet le plus direct, si elle n'apportait quelque lumière sur le côté le plus véritablement pratique de la

question de la rage, sur celui qui intéresse le plus la santé publique et l'humanité. Nous voulons parler des moyens préservatifs à employer chez les personnes mordues par des animaux enragés.

Un premier et bien grave enseignement résultera certainement de l'étude de la conduite qui a été tenue à l'égard des victimes qui, chaque année, ont succombé à la rage. Nous compléterons sur ce point le tableau que nous avons tracé dans notre précédent rapport.

Années.	Morts de la rage.	Pas de cautérisation.	Cautérisation tardive.	Cautérisation. insuffisante.
1852-1858	115	64	37	14
1859	19	11	2	6
1860	14	6	1	7
1861	21	15	»	6
1862	26	15	5	6
	195	111	45	39

N'est-il pas bien frappant que dans 195 cas de rage confirmée, où la conduite tenue après l'inoculation a été exactement notée, on trouve que la cautérisation n'a pas été employée ou ne l'a été que soit tardivement, soit d'une manière insuffisante, c'est-à-dire par divers caustiques ou préparations empiriques ; et que dans aucun de ces cas terminés fatalement, on n'ait vu mise en pratique la cautérisation par le fer rouge immédiatement après la morsure virulente ?

La contre-épreuve de cette première donnée serait sans doute fort utile à obtenir et aurait la plus haute portée. Il s'agirait de montrer que dans les cas où les morsures réputées virulentes n'ont pas été suivies de l'explosion de la rage, il avait été fait usage de moyens ou procédés prophylactiques auxquels pourrait être rationnellement attribuée la préservation. Mais ici on se trouve en présence des cas relativement assez nombreux dans lesquels certains individus échappent à la contagion, bien qu'atteints par le même animal enragé, dont les morsures ont inoculé la rage à d'autres, et bien que n'ayant pas toujours eu recours à un traitement préservatif. Chaque année nous apporte un certain nombre de ces faits qu'il n'est malheureusement pas possible d'analyser et de pénétrer assez complètement pour les ramener à une loi commune. Tout ce qu'on en peut dire c'est que, pour la rage comme pour toutes les contagions, même virulentes, certaines immunités existent que l'on constate sans pouvoir toujours les expliquer. Malgré la défiance que ces considérations sont de nature à inspirer touchant la valeur et l'efficacité des diverses pratiques usitées pour prévenir le développement de la rage chez les individus mordus, il n'en est pas moins

très-sérieusement utile de rassembler et de mettre en lumière les faits qui montrent ces traitements rationnels, et avant tout la cautérisation, employés chez la plupart de ceux qui ont échappé aux suites terribles de la morsure d'animaux notoirement enragés. Pour-suivons donc dans ce sens le dépouillement des faits recueillis durant les quatre dernières années de l'enquête.

Sur 143 personnes atteintes de morsures certainement ou à peu près certainement virulentes, 63 n'ont pas contracté la rage ; et nous trouvons sur le traitement que ces dernières ont suivi les renseignements suivants :

18 ont été cautérisées par le fer rouge, 15 moins d'une heure après la morsure, 3 tardivement.

8 ont été cautérisées à l'aide des caustiques, 4 immédiatement, 4 tardivement.

9 ont été cautérisées à l'aide de moyens et dans des délais non indiqués.

En résumé, parmi les 63 individus mordus et non atteints de la rage, 35 sont indiqués comme ayant été soumis à la cautérisation et pour la plupart dans les conditions où elle peut être réellement efficace, c'est-à-dire dans le moment même qui suit l'inoculation. Il est permis de penser que pour les 28 autres, chez lesquels aucuns moyens de préservation, si ce n'est quelques agents empiriques, n'ont été employés, ils se sont trouvés dans l'une des conditions quelconques, fortuites ou indéterminées, qui ont pu rendre la morsure de l'animal enragé sans danger et sans effet.

Dans tous les cas, aucun de ces faits, malheureusement trop rares, n'est de nature à amoindrir la confiance réelle que mérite la cautérisation immédiate par le feu ou par les caustiques puissants, seuls préservatifs assurés de l'inoculation rabique. Nous ne résistons pas à la tentation d'appuyer cette conclusion pratique par un nouvel et saisissant exemple que nous offre, dans l'enquête pour 1862, un très-intéressant rapport de M. le docteur Catelan. Dans les Hautes-Alpes, seize personnes et une ânesse sont mordues sans provocation par un chien reconnu enragé, ayant les yeux hagards, la gueule écumante, ne s'arrêtant nulle part et ne donnant aucun son de voix. Toutes les personnes furent cautérisées, quelques-unes immédiatement et par un médecin, d'autres itérativement avec le fer rouge ou les caustiques. Aucune d'elles n'a été atteinte de la rage. Mais l'ânesse, qui n'avait été l'objet d'aucun traitement et n'avait pas été cautérisée, devint seule enragée et mourut, comme pour confirmer à la fois la réalité de la contagion virulente et l'efficacité des cautérisations préventives.

Nous mentionnerons comme pouvant trouver parfois son emploi

à défaut d'autres, le moyen bien connu, mais rappelé en 1860 dans une communication de M. Couturier, de Lyon, qui consiste à saupoudrer la plaie vive faite par la morsure de poudre à laquelle on met le feu. Mais aussi nous continuerons à appeler la plus sévère répression contre les prétendus spécifiques ou préservatifs contre la rage qui constituent pour les populations un si grave danger.

9^e Il nous reste à parler des *mesures administratives* proposées ou instituées pour prévenir ou arrêter la transmission de la rage, aussi bien parmi les chiens que de ces animaux à l'homme. Il en est une qui, dans ces derniers temps, a surtout fixé l'attention et sur laquelle de nombreux documents de l'enquête se prononcent avec une grande vivacité. Il s'agit du musellement obligatoire et continu des chiens. A part les Conseils d'hygiène de Marseille et d'Auch, nous rencontrons une unanimité presque complète contre cet emploi de la muselière. M. Moser, vétérinaire du département de Seine-et-Oise, s'est fait l'interprète des plaintes qu'a soulevées cette mesure en signalant, dans un rapport bien fait, son inefficacité absolue et ses inconvénients au point de vue de la santé des chiens. A Paris, M. le docteur Racle, médecin de l'hôpital des Enfants, a rapporté deux cas de rage communiqués par la morsure de chiens pourvus de la muselière. M. Vernois, dans son excellente et si complète étude sur la prophylaxie administrative de la rage, a également condamné, au nom du Conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine, l'emploi de la muselière, et démontré, dans une discussion pleine de sens et d'expérience, combien ce prétendu obstacle à la contagion est illusoire et, à certains égards, dangereux. Nous n'avons pas à insister sur ce point, mais nous ne pouvons passer sous silence un fait qui a produit une vive impression sur l'opinion publique aussi bien que sur l'esprit des savants, et qui, annoncé par le regrettable inspecteur général des écoles vétérinaires, M. Renault, était bien fait pour rendre au musellement obligatoire des chiens une valeur apparente et un prestige réel, au point de vue de la prophylaxie de la rage. Ce mal aurait pour ainsi dire été étouffé en Prusse par l'application énergique et presque militaire de la muselière. Les choses sont ramenées à leur véritable jour par un document très-important que le département de l'agriculture et du commerce doit à l'initiative, toujours si éclairée et si pratique, de notre honorable collègue, M. le conseiller d'État Herbet, directeur des consulats au ministère des affaires étrangères. Le Comité en entendra certainement la lecture avec le plus vif intérêt.

Cet exposé authentique de ce qui se passe en Prusse, relativement aux mesures administratives destinées à prévenir la rage, sera certainement pris en très-sérieuse considération.

Nous n'avons pas eu, on le comprend, à poser en revue les divers moyens indiqués ou essayés pour arriver à l'extinction de la rage. Nous nous bornerons à résumer les faits principaux qui ressortent des documents les plus récents fournis par l'enquête générale sur la rage. Nous ne nous arrêterons pas cependant à l'idée du sieur Lalanne, habitant du Gers, qui réclame un décret impérial prescrivant pour les chiens des colliers garnis de clochettes. Mais il est une proposition plus digne d'attention que nous avons trouvée formulée dans le rapport du département de Seine-et-Oise pour l'année 1861 et qui émane du vétérinaire distingué que nous avons déjà cité, M. Moser. Elle consisterait à établir une infirmerie spéciale ouverte comme un refuge aux animaux qui ayant été mordus doivent être mis en observation. M. le Préfet, comprenant tous les avantages qu'offrirait un pareil établissement, se montrait disposé à l'étendre à d'autres arrondissements et le Conseil d'hygiène et de salubrité de Mantes s'associait à cette utile pensée. Nous croyons qu'elle est digne d'être mise à l'étude et réalisée partout où cela sera possible.

Si nous avons su dans ce long rapport donner une idée de l'intérêt et de l'importance des matériaux que l'enquête générale sur les cas de rage observés annuellement en France, a rassemblés depuis douze ans; si nous avons réussi à montrer quelles erreurs elle a réformées déjà, quelle certitude elle a apportée dans mes connaissances, quels utiles avis elle a permis de répandre dans les populations, nous espérons que le Comité consultatif d'hygiène publique sera entendu de S. E. M. le Ministre, lorsqu'il lui demandera de ne pas laisser tarir cette source féconde d'informations et d'enseignements. Il reste encore beaucoup à faire, mais il n'est peut-être pas impossible d'arriver à éteindre à son origine, à étouffer en germe cette redoutable contagion de la rage, qui tue sans merci, dès qu'elle a fait explosion. Pour cela, le concours de tous est nécessaire et au-dessus de tous l'action d'un pouvoir vigilant, protecteur de la santé des populations, ardent à les éclairer et au besoin à les défendre et à les protéger contre leur ignorance et leurs préjugés. L'enquête sur la rage s'est accomplie presque partout dans ces dernières années avec un zèle soutenu. Mais le Comité et l'administration supérieure savent par expérience au prix de quelle stimulation les résultats de cette nature peuvent continuer à être obtenus. Nous terminerons donc en sollicitant de M. le Ministre, avec des remerciements pour le travail accompli, un nouvel appel adressé à MM. les préfets pour que, sous aucun prétexte, ils ne laissent dans l'avenir périliter cette œuvre encore pour longtemps si utile à poursuivre et qui honore à la fois la science et l'administration française.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 10 OCTOBRE 1863, CONCERNANT
L'ENQUÊTE SUR LA RAGE.

Monsieur le préfet, la dernière circulaire relative à l'enquête générale *sur la rage* est du 30 décembre 1859. Elle signalait toute l'utilité de cette vaste opération, l'extension et l'activité qu'elle avait prises; elle demandait la continuation du concours éclairé des médecins et de l'administration; elle réclamait celui des écoles ou infirmeries vétérinaires, et, en rappelant que la cautérisation immédiate, par le fer rougi au feu, est le seul moyen qui puisse être efficacement employé contre la morsure des animaux atteints de rage, elle provoquait énergiquement la répression de l'intervention illégale et dangereuse de l'empirisme, en semblable circonstance.

Cette circulaire ne faisait que reproduire, en les résumant, les énonciations d'un rapport du Comité consultatif d'hygiène publique, pour les années 1855 à 1858, inclusivement.

Dans un autre rapport, en date du 13 juillet 1863, le même comité, par l'organe de son savant rapporteur, M. le docteur Tardieu, rend compte des résultats de l'enquête, pour la période de 1859 à 1862. Il constate que, dans ces derniers temps, en France comme à l'étranger, les autorités et la science se sont, à l'envi, appliquées à soumettre à de nouvelles études les questions, si graves et si obscures encore, que soulève la recherche des causes et des moyens de préservation de la rage, et il ajoute que c'est surtout dans les investigations spéciales auxquelles on se livre en France, depuis 1850, que chacun a pu puiser des faits propres à élucider ce ce sujet important.

Pendant les quatre dernières années, les documents transmis par les préfetures à mon ministère ont été encore plus nombreux que par le passé. L'école vétérinaire de Lyon a continué de répondre à l'appel de l'autorité, et il n'est pas permis de douter que les autres établissements de même nature ne s'empressent de l'imiter. Veuillez donc, monsieur le préfet, faire connaître à MM. les directeurs des écoles ou infirmeries vétérinaires, publiques ou privées, qui peuvent exister dans votre département, que le Gouvernement compte, pour cela, sur leur dévouement à la science et à l'humanité.

Le Comité d'hygiène exprime un vœu : c'est que les statistiques relatives à la rage canine contiennent les mêmes éléments que celle ayant trait à la rage humaine, à savoir : l'indication du sexe, de l'âge, de la date de l'inoculation, de la date de l'invasion, de la durée de la maladie et de sa terminaison, des moyens préservatifs et thérapeutiques employés dans chaque cas. On ajouterait à ces

renseignements l'indication de l'espèce des chiens faisant l'objet des observations. Il est d'autant plus à regretter, dit le comité, que les informations de cette nature n'aient pas figuré, jusqu'ici, dans l'enquête générale, qu'elles existent, et qu'il devrait être facile d'en obtenir la communication.

Il me suffira, monsieur le préfet, d'avoir appelé votre attention sur ce point, pour que vous vous attachiez à obtenir les nouveaux renseignements dont il est ici question.

Dans un des principaux départements de l'Empire, une proposition a été faite : elle consisterait à créer, dans ce département, une infirmerie spéciale où seraient recueillis et mis en observation les animaux qui, ayant reçu des morsures, devraient être considérés comme suspects d'avoir contracté la rage. Cette proposition a obtenu l'assentiment du conseil d'hygiène de la localité, et le comité consultatif établi près de mon ministère la croit digne d'être mise à l'étude, pour être réalisée partout où cela serait possible. Vous apprécierez, monsieur le préfet, quelle mesure il pourrait y avoir à adopter en ce sens dans votre département.

Ce qui importe, en tout cas, à un haut degré, c'est de ne pas laisser tarir la source féconde d'informations et d'enseignements que la science trouve dans l'enquête générale. Le dernier rapport du comité établit que, pendant la période qu'il embrasse, le nombre des accidents annuels est demeuré stationnaire; il renouvelle la recommandation de l'emploi exclusif de la cautérisation par le fer rouge, aussitôt après la morsure; il signale de nouveau le danger des pratiques empiriques; enfin, il laisse entrevoir qu'avec beaucoup de persévérance et le concours de tous, il n'est pas impossible de parvenir à voir s'éteindre, à son origine, la redoutable contagion de la rage. C'est donc ce concours permanent de lumières et de dévouements qu'il est essentiel d'obtenir et de conserver, et je ne saurais mieux faire que de confier cette utile mission à la constante sollicitude de MM. les Préfets.

Signé : A. BÉHIC.

RAPPORT SUR LES CAS DE RAGE OBSERVÉS EN FRANCE PENDANT
LES ANNÉES 1863-1864-1865-1866-1867 ET 1868,

Par M. H. Bouley.

Sept ans se sont écoulés depuis le dernier rapport sur les cas de rage observés en France, qui a été fait au Comité d'hygiène par notre honorable président, M. Tardieu, et il y a quatre ans que j'ai reçu la mission de lui succéder dans la difficile fonction de rappor-

teur qu'il savait si bien remplir. — En rappelant ces dates, je ne me dissimule pas qu'elles impliquent de ma part un certain tort d'avoir trop tardé à m'acquitter de la tâche que le Comité d'hygiène avait bien voulu me confier. — Mais je crois devoir faire observer, sinon pour me justifier complètement de ma trop grande lenteur à me mettre à cette besogne, au moins pour l'expliquer, que lorsque j'ai été appelé à l'honneur d'entrer dans le Comité en 1866, en vertu de mes fonctions d'inspecteur général des écoles vétérinaires, ces fonctions étaient nouvelles pour moi et que pendant les deux premières qui ont suivi ma nomination, les menaces de la peste bovine m'ont forcé à appliquer tout mon temps et toute mon activité à l'étude et à la mise en pratique des mesures propres à nous préserver des atteintes de ce redoutable fléau.

Du reste, ce retard que je rappelle, s'il a ses inconvénients, ne laisse pas aussi d'avoir quelques avantages, car les faits accumulés pendant une période de six années, acquièrent par leur groupement une signification plus forte et plus accentuée que celle qu'on peut leur trouver quand on les considère isolément dans leurs séries annuelles.

C'est ce qui va ressortir de leur exposé que je commence, sans plus long préambule.

Les noms de 81 départements sont inscrits dans ce dossier :

41 départements, dans la période des dix années que l'enquête embrasse, ont envoyé 108 réponses affirmatives de la manifestation d'accidents rabiques dans leurs circonscriptions respectives, et 77 réponses négatives; 109 fois ils se sont abstenus de toute réponse.

32 départements ont déclaré par 115 rapports être restés exempts de la rage, et 77 fois ils se sont abstenus de toute réponse.

Enfin, 8 départements se sont signalés par une abstention complète.

Ces premiers résultats indiquent que les documents relatifs à la rage ne sont pas recueillis avec une grande régularité et avec tout le soin qu'exige et que devrait inspirer la gravité et l'importance de la question que l'administration de l'agriculture s'est proposé d'éclairer, lorsqu'elle a institué une enquête annuelle sur la rage.

De fait, dans cette période de six années, sur les 81 départements qui ont répondu aux questions de l'enquête, il n'y en a que 9 qui aient envoyé des rapports annuels. Tous les autres, c'est-à-dire 72, ne se sont pas montrés très-réguliers dans l'envoi de leurs réponses, puisque le chiffre de leurs abstentions ne s'élève pas à moins de 186, c'est-à-dire qu'en moyenne 2 fois 1/2 sur 6, leurs réponses font défaut.

Mais ces abstentions ne se répartissent pas avec la régularité que représente une moyenne.

Il résulte du dépouillement du dossier de l'enquête que 10 départements n'ont envoyé respectivement qu'un seul rapport; 9 n'en ont envoyé que 2, et 11 que 3.

Quant aux 42 autres départements, 24 se sont abstenus 2 fois sur 6 de répondre et 46 une fois. Or, parmi ceux dont le rapport manque au dossier, il s'en trouve qui, de notoriété publique, sont très-féconds en accidents rabiques, comme par exemple la Seine, le Rhône et Seine-et-Oise, qui n'ont envoyé, le premier, que 5 rapports; le deuxième, que 4; et le troisième, que 3.

D'où il résulte qu'il n'est pas possible d'arriver, je ne dirai pas à une conclusion légitime, mais même à une simple induction, tant soit peu autorisée, relativement à l'influence que peuvent exercer, sur les manifestations de la rage, la situation géographique des régions où on la signale et les circonstances locales qui peuvent y dominer, car il faut bien reconnaître que les renseignements réunis par l'enquête paraissent être l'expression bien moins de la réalité de tous les faits de rage qui ont pu se produire que des soins que les autorités locales ont mis à les recueillir et à les transmettre à l'autorité centrale.

Il n'y a donc pas lieu d'attacher aux déclarations fournies par l'enquête une trop grande créance au point de vue du plus ou moins de fréquence de la rage dans les départements dont elles émanent.

La déclaration d'immunité absolue ne veut probablement dire qu'une seule chose : c'est que l'autorité du département n'a reçu, dans l'année à laquelle cette déclaration correspond, aucune communication sur la manifestation de la rage dans sa circonscription. Mais on n'est pas autorisé à en conclure que cette manifestation n'a pas eu lieu, attendu que les faits de cette nature peuvent échapper et échappent en effet facilement à une enquête administrative poursuivie souvent avec mollesse et indifférence par des agents qui, ne comprenant pas l'importance de la question qui leur est confiée, ne savent pas mettre à son accomplissement tout le zèle qu'elle exige.

Le mode de cette enquête autorise aussi à admettre que lorsque la rage est dénoncée par une administration préfectorale, les faits déclarés ne représentent pas, tant s'en faut, la totalité de ceux qui se sont produits; ils ne sont à vrai dire que l'expression, comme nous l'avons indiqué plus haut, du plus ou moins de soin qu'on a mis à les transmettre et à les recueillir.

Nous ne voulons pour preuve de la vérité de cette assertion que

la différence des résultats obtenus, suivant qu'il se rencontre dans les départements des hommes plus ou moins actifs et scrupuleux à transmettre à qui de droit les faits arrivés à leur connaissance personnelle ou recueillis directement par eux.

Ainsi, par exemple, il y a à Sèvres un vétérinaire très-distingué, qui s'occupe particulièrement de l'étude de la rage et qui communique très-scrupuleusement à l'autorité locale les faits relatifs à cette maladie. Les rapports qui proviennent du département de Seine-et-Oise se ressentent manifestement de l'activité de cet honorable praticien, et l'on peut constater dans ceux au nombre de trois que contient le dossier de l'enquête actuelle des faits plus nombreux et mieux circonstanciés que ceux qui se trouvent en général dans les documents de cet ordre. Ce qui est vrai de Seine-et-Oise l'est également du Rhône, lorsque son rapport renferme des documents émanant de l'école vétérinaire de Lyon.

Il y a donc lieu de renouveler ici les regrets exprimés, maintes fois, par M. Tardieu dans ses rapports antérieurs et d'insister auprès des administrations préfectorales pour qu'elles veillent scrupuleusement à faire recueillir et envoyer les documents propres à éclaircir cette grave et obscure question de la rage.

Il est à désirer que ce soit surtout par l'intermédiaire et le concours actif des conseils d'hygiène, que l'enquête soit faite. Dans ces conseils se trouvent des hommes qui ont toutes les aptitudes et la compétence voulue pour s'enquérir avec intelligence de tout ce qui est relatif aux maladies en général, et il est certain que, par leur intermédiaire, l'administration centrale recueillerait des documents bien autrement nombreux, précis et exacts que ceux qu'une enquête exclusivement administrative peut lui communiquer.

Cela dit, voyons maintenant les conclusions auxquelles peuvent conduire les données fournies par l'enquête actuelle, qui malgré ce qu'elle a d'imparfait et d'insuffisant, ne laisse pas cependant que de fournir des résultats intéressants :

1° Il résulte des documents recueillis par l'enquête, de 1863 à 1868, que dans les 49 départements où la rage a été dénoncée par 108 rapports, 320 personnes ont été mordues par des animaux enragés.

Ces 320 cas de morsures se répartissent ainsi :

En 1863. . .	49 personnes mordues dans	18 départements.
1864. . .	66 —	21 —
1865. . .	48 —	16 —
1866. . .	64 —	18 —
1867. . .	37 —	13 —
1868. . .	56 —	21 —

Total. . . 320 personnes mordues dans 107 départements.

2° Sur les 320 personnes mordues pendant les six années de l'enquête, les morsures ont donné lieu à des accidents rabiques dans 129 cas, qui se répartissent de la manière suivante :

En 1863. . .	17	cas de rage sur	49	personnes mordues.
1864. . .	25	—	66	—
1865. . .	16	—	48	—
1866. . .	30	—	64	—
1867. . .	9	—	37	—
1868. . .	32	—	56	—
Total. . .	129	cas de rage sur	320	personnes mordues.

D'où il résulte que la mortalité consécutive aux morsures infligées par des animaux enragés a été dans la proportion de 40,31 pour cent.

3° Sur les 320 personnes mordues, les morsures n'ont pas été suivies d'accidents rabiques dans 123 cas connus et spécifiés dans les documents de l'enquête.

Ces 123 cas se répartissent de la manière suivante :

En 1863. . .	30	cas d'immunités connues sur	49
1864. . .	25	—	66
1865. . .	24	—	48
1866. . .	15	—	64
1867. . .	18	—	37
1868. . .	11	—	56
Total. . .	123	cas d'immunités connues sur	320

L'innocuité constatée des morsures a donc été de 38 pour cent environ.

Mais il faut considérer qu'il y a 68 cas dont les terminaisons ne paraissent pas avoir été connues, puisqu'il n'en est rien dit dans les documents de l'enquête; ce qui permet de supposer que pour le plus grand nombre des personnes dont il s'agit dans ces 68 cas, les morsures qu'elles ont subies n'ont pas eu de résultats funestes, car une terminaison mortelle d'une morsure rabique a toujours beaucoup plus de retentissement que ne peut l'avoir un accident de cette nature suivi d'une complète immunité.

D'où il résulterait qu'on pourrait considérer comme acquis à l'immunité la plupart des cas de morsures spécifiés dans l'enquête, desquels il n'est pas dit que la mort s'en est suivie.

4° La répartition, d'après leur sexe, des personnes qui ont subi des morsures rabiques donne les résultats suivants :

	Masculin.	Féminin.	Inconnus.		
En 1863 . . .	31	7	12	sur	49
1864 . . .	48	13	5	—	66
1865 . . .	27	21	0	—	48
1866 . . .	41	15	8	—	64
1867 . . .	25	7	5	—	37
1868 . . .	34	18	3	—	56
Totaux . .	206	81	33	sur	320

Sur 320 personnes mordues, 206 appartiennent au sexe masculin; 81 au sexe féminin et pour 33, le sexe n'a pas été déterminé dans l'enquête.

Ce résultat est parfaitement concordant avec ceux qu'ont donnés les enquêtes précédentes : toujours le nombre des femmes mordues est de beaucoup inférieur à celui des hommes, ce qui ne peut s'expliquer évidemment que par les chances moindres que courent les femmes, en raison de leurs habitudes et de leurs travaux, d'être rencontrées par des animaux enragés et de subir leurs atteintes. Peut-être aussi que l'ampleur plus grande de leurs vêtements est pour elles une condition de préservation, l'animal enragé assouvissant sa fureur sur ce qui se rencontre immédiatement sous sa dent.

Quoi qu'il en puisse être des interprétations, constatons cette fois encore le fait, puisqu'il résulte des documents dont nous faisons le dépouillement.

5° Voici maintenant comment dans chaque sexe se répartissent les accidents mortels :

1863 Masculin	14	} 17 morts.
— Féminin	3	
1864 Masculin	19	} 25 morts.
— Féminin	6	
1865 Masculin	10	} 16 morts.
— Féminin	6	
1866 Masculin	25	} 30 morts.
— Féminin	5	
1867 Masculin	8	} 9 morts.
— Féminin	1	
1868 Masculin	24	} 32 morts.
— Féminin	8	

Totaux 100 morts du sexe masculin et 29 du sexe féminin.

Ainsi, sur les 206 personnes mordues, du sexe masculin, la mortalité s'est élevée à 100, c'est-à-dire à un peu moins de la moitié, et sur les 81 personnes mordues, du sexe féminin, la mortalité n'a été

que de 29, un peu plus du tiers : 49 pour 100, dans le premier cas, et 34 pour 100 dans le second.

D'où vient cette immunité relative? A cette question, pas de réponse possible aujourd'hui, et il n'y a pas à en chercher; et l'on doit d'autant moins s'en inquiéter que ces chiffres peuvent bien n'être qu'un de ces accidents de statistique, portant sur des petits nombres, et qui n'ont aucune signification réelle. Bornons-nous donc à les enregistrer.

6° Considérés dans leur rapport avec l'âge des personnes mordues, les cas fournis par l'enquête se répartissent de la manière suivante.

L'âge des personnes mordues est indiqué dans 274 cas :

Au-dessous de	5 ans.	16 cas de morsures.	
de	5 à 15	97	—
	15 20	25	—
	20 30	34	—
	30 40	28	—
	40 50	33	—
	50 60	23	—
	60 70	15	—
	70 80	2	—
	80 90	1	—
Tota'. . .		274 cas de morsures.	

Ce tableau fait ressortir ce fait intéressant que le plus grand nombre des cas de morsures correspond à l'âge de l'imprévoyance, de l'imprudence, de la faiblesse et surtout à l'âge des jeux et de la taquinerie. Bien des chiens, sous le coup de la rage, épargneraient les enfants auxquels ils sont familiers, s'ils n'étaient poussés à bout par des harcellements continuels auxquels les enfants se livrent d'autant plus volontiers que, ne reconnaissant pas dans le chien avec lequel ils jouent son humeur habituelle, au moment des premières manifestations de l'état rabique, ils sont déterminés, par là, à l'exciter davantage. D'un autre côté, cette si grande proportion d'enfants mordus s'explique par le nombre plus grand des chances qu'ils courent d'être atteints par des chiens errants dans les rues des villes ou des villages où ces enfants se trouvent si communément réunis en groupes pour se livrer à leurs jeux.

7° Voyons maintenant comment les accidents mortels se répartissent suivant l'âge des personnes mordues.

Sur les 129 cas d'accidents mortels que l'enquête fait connaître, il y en a 121 où l'âge est spécifié :

Au-dessous de 5 ans.	5 cas de mort sur	16 mordues.
de 5 à 15	26 dont 14 avant dix ans sur	97 —
15 20	12 sur	25 —
20 30	21 —	34 —
30 40	17 —	28 —
40 50	12 —	33 —
50 60	15 —	23 —
60 70	11 —	15 —
70 80	2 —	2 —
80 90	1 —	1 —

Total. . . 121 cas de mort sur 274 mordues.

d'où il suit que la mortalité a été pour les séries de ce tableau dans les proportions suivantes :

Au-dessous de 5 ans. . .	33, pour 100.
de 5 à 15 —	26,77 —
15 20 —	48, —
20 30 —	61,76 —
30 40 —	60,85 —
40 50 —	36,36 —
50 60 —	65,21 —
60 70 —	73,33 —

Il ressort de ces chiffres deux résultats principaux, qu'il faut mettre en évidence :

Le premier, c'est que l'âge le plus tendre ne met pas à l'abri de la contagion de la rage, ce qui a, du reste, été déjà démontré par les enquêtes antérieures;

Et le second, c'est que si les enfants sont plus exposés aux morsures rabiques, il se pourrait faire qu'ils fussent moins prédisposés à contracter la rage, peut-être par le privilège de leur insouciance naturelle et conséquemment de leur parfaite quiétude morale.

8° Les morsures de nature rabique ont été négligées, d'après les renseignements fournis par l'enquête, dans le plus grand nombre des cas, par des chiens et surtout par des chiens mâles :

Sur les 320 cas de morsures, l'enquête fait connaître, en effet, qu'elles ont été faites :

- 284 fois par des chiens mâles;
- 26 fois par des chiennes;
- 5 fois par des chats ou chattes;
- 5 fois par des lsvues.

Quant aux races auxquelles appartenaient les animaux enragés de l'espèce canine, les documents que nous avons consultés, ou bien se taisaient sur ce point, malgré les recommandations des circulaires

ministérielles, ou bien ne donnent que des renseignements sans valeur.

Il n'est question, dans ces documents, d'aucune morsure faite à l'homme ou à des animaux par des herbivores, bœufs, moutons ou chèvres, bien qu'un certain nombre de ces animaux aient été mordus eux-mêmes. Nous reviendrons, du reste, plus loin sur ce sujet.

9° Au point de vue des saisons, la statistique fournie par toutes les périodes de l'enquête donne les résultats suivants :

En Juin. . . 38	En Mars. . . 27	En Décembre. 28	En Septembre . 23
Juillet. . . 20	Avril . . 22	Janvier . . 25	Octobre . . . 33
Août. . . 16	Mai. . . 40	Février . . 22	Novembre. . 8
Total. . 74	Total. . 89	Total. . 75	Total. . 64

D'où il ressort : 1° qu'il n'y a pas eu une très-grande différence entre les saisons, sous le rapport des chiffres des cas de rage ; 2° que la saison d'hiver est, à une unité près, équivalente, au point de vue des accidents rabiques à la saison des grandes chaleurs ; 3° que c'est au printemps que ces accidents ont été le plus nombreux, et en automne le moins ; 4° et, en résultat dernier, que l'opinion qui amnistie l'hiver à l'endroit de la rage et incrimine l'été n'est pas absolument fondée.

Ce qui conduit à cette conclusion d'une importance supérieure au point de vue de la police sanitaire et de la préservation individuelle, qu'en tout temps et dans toutes les saisons, il faut se méfier de la rage et prendre, à l'égard du chien, des mesures de précautions identiques.

Maintenant, nous devons faire observer que si la statistique donnée par cette enquête fournit des chiffres presque égaux d'accidents rabiques pour la saison des grandes chaleurs et pour celle des grands froids, il se pourrait que cette équivalence eût sa cause dans la plus grande rigueur avec laquelle les prescriptions de la police sanitaire sont observées, en été, à l'égard des chiens, tandis qu'en hiver elles sont à peu près lettre morte. Mais quoi qu'il en puisse être de la valeur de cette interprétation, il demeure certain que la rage canine est une maladie de toutes les saisons et que, conséquemment, il faut toujours se tenir en garde contre ses atteintes possibles.

10° A l'égard de la durée de la période d'incubation, l'enquête nous donne des résultats d'une grande importance par eux-mêmes et par leur concordance avec les résultats que les enquêtes antérieures ont déjà fait connaître.

Sur les 129 cas où les morsures rabiques ont été suivies d'accidents mortels la durée de la période d'incubation a été constatée 106 fois.

Voici comment se répartissent ces cas dont la constatation est donnée par les documents de l'enquête :

Au-dessous de 15 jours. . . 6 cas.				<i>Report.</i> 97 cas.			
de	15 à 20	—	3	De	110 à 120 jours.		1
	20	30	19		120	130	2
	39	40	17		130	140	1
	40	50	14		140	150	1
	50	60	14		150	160	2
	60	70	4		160	170	0
	70	80	5		170	180	1
	80	90	12		180	190	0
	90	100	1		230	240	1
	100	110	2				
Total. . . 97				Total. . . 106			

Il ressort de ces faits que c'est pendant les 60 premiers jours consécutifs à la morsure que les manifestations de la rage ont été le plus nombreuses : 73 cas sur les 106 où la période d'incubation a été constatée.

Les 33 autres cas se dispersent sur les jours suivants jusqu'au 240^e, c'est-à-dire embrassant une période de huit mois exactement; mais ils deviennent, graduellement, de moins en moins nombreux, de telle sorte que au delà du 100^e jour, les accidents rabiques ne se comptent plus que par les chiffres 1 ou 2. Au huitième mois, il n'y en a plus qu'un seul.

D'où cette conclusion qu'après une morsure subie les chances de ne pas contracter la rage augmentent considérablement, lorsque deux mois se sont écoulés sans qu'aucune manifestation rabique se soit produite; et qu'au delà du 90^e jour la grande somme des probabilités est en faveur de l'immunité complète.

Sans doute que passé cette époque les menaces de la rage n'ont pas encore complètement disparu et il n'y a pas encore lieu d'être tout à fait rassuré pour les personnes qui ont subi des morsures; mais les perspectives de l'avenir deviennent de moins en moins sombres, et de plus grandes espérances sont permises aux victimes de ces morsures et aux personnes auxquelles elles sont chères.

Dans ses rapports sur la rage, lus devant le Comité, M. Tardieu a déjà signalé cette particularité intéressante que la durée de la période d'incubation paraissait être d'autant plus courte que les sujets atteints par des morsures rabiques étaient plus jeunes.

Les renseignements fournis par l'enquête actuelle sont confirmatifs de ceux qui ont été donnés par les enquêtes précédentes.

Voici en effet les relevés des périodes d'incubation, mis en rap-

port avec l'âge des sujets, dans deux tableaux parallèles, l'un comprenant une première série de 3 ans à 20 ans; et l'autre une deuxième série de 24 à 72 ans :

Périodes d'incubation de 3 ans à 20 ans.

Ages.	Périodes indiquées en jours.	Ages.	Périodes indiquées en jours.
3	ans. . 13	Report. 18 cas.	
3	24	12	ans. . 27
4	34	12	35
4 1/2	41	12	49
4	45	12	51
5	70	13	51
6 1/2	27	13	90
7	18	15	30
7	34	15	32
7	38	15	36
7	42	15	151
7	203	16	7
9	32	16	41
9	77	16	45
9	86	18	40
10	62	19	52
11	2	20	27
11	15		
Total.	18 cas.	Total.	34 cas.

Périodes d'incubation de 24 ans à 72 ans.

Ages.	Périodes indiquées en jours.	Ages.	Périodes indiquées en jours.
24	ans. . 41	Report. 17 cas.	
24	60	41	ans. . 70
24	82	41	128
24	86	42	45
26	41	47	37
27	60	49	75
28	30	50	37
28	44	50	124
28	97	54	24
29	106	54	90
32	28	57	39
33	126	60	90
35	84	60	39
36	57	65	29
38	69	68	24
39	144	72	24
39	172		
Total.	17 cas.	Total.	32 cas.

Si nous cherchons maintenant la moyenne de chacune de ces séries, nous trouvons qu'elle est de 44 jours pour la première et de 75 jours pour la seconde : différence sensible comme on le voit, et qui présente un grand intérêt au point de vue du pronostic des suites possibles des accidents rabiques dans la première période de la vie.

11° La durée de la maladie a été constatée dans 90 cas, qui se répartissent dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

1 jour dans	15 cas.		<i>Report.</i>	81 cas.
1 — 1/2	2		6 jours dans	3
2 —	18		7 —	1
2 — 1/2	2		8 —	3
3 —	22		9 —	1
4 —	15		15 — (?)	1
5 —	7			
			Total.	90 cas.
Total. . .	81 cas.			

Il résulte de ce tableau que sur ces 90 cas, la mort est arrivée 74 fois dans le délai de 4 jours, et que la vie ne s'est prolongée que 16 fois au delà de ce terme.

La durée de la maladie pendant 15 jours est un fait tout à fait exceptionnel, et il est permis de concevoir quelques doutes à l'endroit de son exactitude.

Cette fois, comme toujours, l'enquête établit que la mort a été la terminaison inévitable des accidents rabiques, et que les malheureux qui en ont été les victimes ont passé par d'épouvantables tortures morales et physiques qui expliquent et justifient les terreurs que l'idée seule de la rage inspire partout aux populations dans tous les rangs de la société.

12° Les documents de l'enquête actuelle fournissent des indications pleines d'intérêt sur le plus ou moins de nocuité ou d'innocuité des morsures rabiques, considérées dans leurs rapports avec les régions où elles ont été faites.

Ainsi dans les 129 cas où les morsures rabiques ont été suivies d'accidents mortels, il a été constaté qu'elles avaient leur siège :

au visage.	29 fois,
sur les mains.....	46 —
aux membres supérieurs.....	8 —
aux membres inférieurs. . . .	7 —
et dans des régions multiples..	12 —

Dans 27 cas le siège est resté inconnu ou tout au moins n'a pas été déterminé.

D'un autre côté, sur les 123 cas où il a été constaté que les morsures rabiques étaient restées inoffensives au point de vue de la rage, le siège de ces morsures est indiqué 74 fois, et elles se répartissent de la manière suivante :

Morsures faites au visage.....	3 fois,
— aux mains.....	27 —
— aux membres supérieurs..	20 —
— aux membres inférieurs..	17 —
— sur le corps.	7 —
Total...	74 fois.

Si nous comparons, maintenant, ensemble les blessures mortelles et les inoffensives, occupant le même siège, nous trouvons que sur les 32 cas où les blessures ont été faites au visage, elles ont été suivies d'accidents mortels 29 fois et ne sont restées inoffensives que 3 fois seulement; ce qui, pour ces sortes de blessures, donne, d'après la statistique actuelle, une mortalité de 90 pour 100, tandis que leur innocuité ne serait que de 9 et une fraction.

Dans les 73 cas où les blessures rabiques ont été constatées sur les mains, la statistique actuelle démontre qu'elles ont été mortelles 46 fois et qu'elles sont restées inoffensives 27 fois : soit une mortalité de 63 pour 100 et une innocuité de 36 pour 100.

Pour les blessures des membres supérieurs et inférieurs comparées à celles du visage et des mains, les rapports sont inverses :

Les 28 blessures constatées aux membres supérieurs ont été suivies d'accidents mortels 7 fois et sont restées inoffensives 20 fois;

Les 24 blessures constatées aux membres inférieurs ont été suivies d'accidents mortels 7 fois et sont restées inoffensives 17 fois.

Ce qui donne pour les blessures des membres supérieurs une mortalité de 28 pour 100 et une innocuité de 71 pour 100.

Et pour les blessures des membres inférieurs, une mortalité de 29 pour 100 et une innocuité de 70 pour 100.

Enfin pour les blessures du corps, généralement multiples, c'est le chiffre de la mortalité qui prédomine de nouveau :

Sur 19 blessures du corps constatées, 12 ont été mortelles et 7 sont restées inoffensives.

Ces faits, qui sont confirmatifs de ceux que les enquêtes antérieures ont déjà fournis, donnent de nouveau la démonstration que les blessures rabiques, faites sur des parties découvertes, comme le visage et les mains, ouvrent à la contagion une voie bien plus sûre que celles qui ont leur siège sur les bras et les jambes, que d'ordinaire la dent de l'animal enragé ne peut atteindre sans traverser

un vêtement qui l'essuie et peut la dépouiller de son humidité virulente. Il est vrai que les conséquences des morsures faites sur le corps semblent contredire cette proposition; mais il faut faire observer que, généralement, ces blessures sont multiples, ce qui augmente les chances de l'inoculation; que, parmi ces blessures, il en est qui ont leur siège sur des parties dénudées, comme le cou et la poitrine, chez les ouvriers, surtout ceux qui sont à leur travail dans les champs; qu'enfin, la plupart du temps, quand un homme est attaqué par un animal enragé, s'il est mordu sur le corps, il l'est aussi sur les mains qui sont ses instruments naturels de défense.

Nous croyons donc, jusqu'à nouvel informé, que les chiffres que nous venons de produire, d'après les documents de l'enquête actuelle, sont très-démonstratifs de l'innocuité relative des blessures qui ont leur siège sur des parties recouvertes de vêtements, comparées à celles des parties découvertes.

13° Quels sont, maintenant, les renseignements que nous fournit l'enquête actuelle sur les moyens à l'aide desquels il est possible, nous ne dirons pas de guérir la rage, — ceux-là appartiennent encore au domaine de l'inconnu, — mais bien de prévenir les terribles effets des inoculations rabiques?

Il résulte des documents dont nous présentons l'analyse aujourd'hui au Comité, qu'en définitive c'est la cautérisation des morsures, et surtout la cautérisation au fer rouge, faite avec le plus d'énergie et dans le plus court délai possibles, après l'inoculation rabique, qui s'est montrée, cette fois-ci comme toujours, la plus fidèle des ressources prophylactiques.

La démonstration rigoureuse de la proposition que nous formulons ici est donnée par le tableau ci-contre, dans les colonnes duquel se trouvent indiquées, numériquement et année par année, les blessures rabiques qui ont été cautérisées, celles qui ne l'ont pas été, celles sur le traitement ou sur les conséquences duquel aucuns renseignements n'ont été fournis, et enfin les faits tels qu'ils se sont succédé, à la suite des unes et des autres.

Voici ce que tableau met surtout en relief :

1° A la double colonne des *blessures cautérisées*, la supériorité considérable du chiffre de celles qui n'ont pas eu de conséquences funestes, sur le chiffre de celles qui ont été suivies d'accidents mortels : L'innocuité se mesure par le chiffre 92, la mortalité par le chiffre 42.

2° Dans la double colonne suivante, celle des blessures non cautérisées, le résultat est inverse et bien plus accusé : la mortalité se mesure par le chiffre 56, et l'innocuité par le chiffre 10.

C'est-à-dire que pour les plaies cautérisées, la mortalité a été de 32 pour 100, et l'innocuité de 68 ;

Tandis que pour les plaies non cautérisées, la mortalité s'est élevée à 84,84 pour 100, et l'immunité n'a été que de 15,15 seulement.

ANNÉES.	BLESSURES CAUTÉRISÉES.		BLESSURES non CAUTÉRISÉES.		RENSEIGNEMENTS nuls SUR LE TRAITEMENT		Effets de la blessure inconnus.	Résumé des accidents rabiques.	Accidents nuls.	Résultats inconnus.	TOTAUX.
	Accidents rabiques.	Innocuité.	Accidents rabiques.	Innocuité.	Accidents rabiques.	Innocuité.					
1863	8	17	8	3	1	10	2	17	30	2	49
1864	10	18	13	5	2	2	16	25	25	16	66
1865	3	14	8	2	5	8	8	16	24	8	48
1866	11	15	14	0	5	0	19	30	15	19	64
1867	4	17	3	1	2	0	10	9	18	10	37
1868	6	11	10	0	16	0	13	32	11	13	56
Total.	42	92	56	10	31	20	68	129	123	68	320

Quant aux blessures sur le traitement desquelles aucun renseignement n'est fourni par l'enquête, le chiffre de la mortalité l'emporte sur celui de l'innocuité (31 contre 20); ce qui autorise à admettre, d'après les faits exprimés dans les colonnes précédentes, que le plus grand nombre de ces blessures n'ont pas été cautérisées ou tout au moins n'ont été soumises qu'à une cautérisation insuffisante ou trop tardive.

Maintenant nous devons faire observer que dans les colonnes des *blessures cautérisées*, il ne nous a pas été possible, faute de documents suffisants, d'établir entre ces blessures une distinction, cependant nécessaire, suivant les degrés de la cautérisation et le moment où elle leur a été appliquée : deux conditions desquelles dépendent l'efficacité certaine ou l'inanité complète de ce moyen de préservation. Si ce départ eût pu être fait, il est permis d'affirmer que le chiffre des blessures cautérisées restées inoffensives aurait grossi considérablement, car la destruction par le feu des tissus souillés et même imprégnés de salive virulente prévient, à *coup sûr*,

les accidents rabiques, lorsqu'elle est faite à temps, c'est-à-dire avant l'absorption du liquide déposé dans la plaie. A ce dernier égard, il serait peut-être téméraire aujourd'hui de vouloir indiquer avec une précision rigoureuse dans quelles limites de temps cette absorption s'effectue; les données scientifiques ne sont pas suffisantes pour qu'il soit possible de se prononcer en ces matières avec une connaissance complète de cause; mais ce que l'on peut dire, sans crainte de se tromper, c'est que, étant donnée une morsure virulente, on n'a jamais recours *trop tôt* à la cautérisation, par le fer rouge de préférence à toute autre, et qu'il vaut mieux s'en servir *avec excès que d'une manière trop timorée*.

Mais si le feu est le meilleur des agents de destruction des tissus sur lesquels a porté une dent virulente, cela ne veut pas dire qu'il faut l'employer à l'exclusion absolue des agents caustiques. Le but à atteindre est la destruction la plus rapide possible des tissus touchés ou imprégnés par une salive rabique. Si, à défaut du feu, qu'on ne trouve pas toujours partout et immédiatement de manière à pouvoir l'appliquer suivant le mode chirurgical, on avait sous la main un agent caustique, il faudrait l'employer sans délai et avec toute l'énergie que permet l'organisation des parties où la morsure a son siège, sauf à recourir ultérieurement au feu, lorsque le moment de pouvoir s'en servir serait venu.

On ne saurait trop rappeler ces préceptes de prophylaxie, car les documents de l'enquête actuelle portent un trop grand nombre de témoignages des pratiques insuffisantes auxquelles trop souvent on se contente de recourir.

Dans bon nombre des documents de cette enquête, il est constaté qu'on n'a fait usage, pour le traitement d'une morsure rabique, que de l'ammoniaque, ou de l'alcool, ou du nitrate d'argent, ou simplement même d'un vinaigre quelconque, et que, cela fait, on s'est abstenu de toute autre application locale, les moyens employés étant considérés comme suffisants. Grave erreur et féconde en conséquences funestes !

Dans bon nombre de cas encore; les documents de l'enquête font connaître que faute de substances quelconques à appliquer sur une blessure faite par un animal enragé, on s'est abstenu de toute intervention immédiate jusqu'à ce que le cautère ou les agents caustiques pussent être employés; mais trop souvent, en pareils cas, un trop long délai s'est écoulé entre le moment de la morsure et celui de l'application du traitement qui reste alors inefficace pour avoir été trop tardif.

Qu'y a-t-il donc à faire en pareille circonstance, c'est-à-dire lorsque l'on est loin de tous les secours et que l'on n'a sous la main aucun

agent propre à détruire le liquide virulent qui peut avoir été introduit dans la plaie d'une morsure ?

Dans ce cas encore, il ne faut pas rester inactif et l'on peut, par l'emploi de pratiques spéciales, parvenir soit à empêcher l'absorption du virus, soit, tout au moins à la retarder.

Le premier de ces moyens, qui peuvent être préservateurs, si l'on sait y recourir à temps, est la succion immédiate de la plaie, que le blessé devrait toujours s'empresse de pratiquer lui-même, toutes les fois que cela lui serait possible, c'est-à-dire, que la blessure aurait son siège dans une région à portée de sa bouche. Le sang qui s'écoule sous l'aspiration de la bouche entraînant avec lui le liquide virulent qui déjà peut avoir pénétré dans les capillaires de la partie blessée, les chances de l'absorption de ce liquide se trouvent ainsi ou annulées ou considérablement réduites.

Sans doute que l'on peut objecter à cette pratique que l'absorption qui ne se fait pas dans la plaie peut s'effectuer dans la bouche, grâce à l'extrême finesse de la membrane qui la tapisse ; mais ce danger peut être évité si, après chaque succion, le liquide aspiré est immédiatement rejeté. Du reste, il ne nous semble pas qu'en une telle occurrence, il y ait pour le blessé motif à aucune hésitation à l'égard du parti qu'il doit prendre, puisque, à coup sûr, les chances sont plus grandes de l'absorption d'un virus par la surface d'une plaie que par celle d'une muqueuse intacte.

Mais si, dans les conditions qui viennent d'être spécifiées, les chances sont très-faibles de l'absorption par la bouche du virus rabique, nous n'oserions dire cependant qu'elles sont nulles et conséquemment recommander la succion comme une pratique dont on peut affirmer aujourd'hui l'innocuité absolue. Il faut donc nous borner à la signaler ici comme une ressource dont on peut toujours disposer alors que toute autre fait actuellement défaut, comme un moyen possible d'éviter aux victimes des morsures rabiques les terribles dangers dont elles sont menacées ; et nous devons laisser la responsabilité de leur dévouement à tous ceux qui, sous les inspirations de leurs passions affectueuses, croiront devoir recourir à la pratique de la succion pour le salut de l'un des leurs.

Pour prévenir les redoutables effets des morsures rabiques, on peut aussi et il faut toujours recourir à l'expression des plaies afin de les faire saigner le plus possible et d'entraîner avec le sang la salive virulente qu'elles peuvent contenir. Si, en même temps qu'on exprime les plaies, il est possible de les soumettre à un lavage continu, avec un liquide quelconque, ne fût-ce que de l'urine, il ne faut pas négliger l'emploi de ce moyen qui peut être très-efficace.

L'eau de Javel, si employée pour les usages domestiques, peut être, en pareil cas, d'un très-utile secours.

Il sera bon aussi, en attendant qu'on puisse faire usage des agents destructeurs, feu ou caustiques, de soumettre les lèvres des plaies à une pression continue, aussi énergique que possible, de manière à effacer le calibre de leurs petits vaisseaux et à suspendre dans leur tissu le courant sanguin, condition nécessaire de l'absorption.

Toutes les fois que la disposition de la région permettra de l'étreindre par une ligature circulaire, on ne devra pas négliger d'employer ce moyen, propre à suspendre la circulation locale et à ralentir, si ce n'est même à empêcher l'absorption dans les tissus blessés. Cette ligature ne devra être levée qu'après l'application des caustiques, et il sera toujours d'une bonne précaution de la maintenir, jusqu'à ce que, par l'emploi de ventouses scarifiées multiples, on ait pu faire évacuer la plus grande quantité possible du sang dont elle avait suspendu le cours dans les parties soumises à son étreinte.

Tel est l'ensemble des mesures qu'il nous paraît utile de recommander pour prévenir et tout au moins pour diminuer les dangers que font courir les morsures virulentes aux personnes qui les ont subies.

Maintenant, doit-on donner quelque créance à une foule de recettes, de remèdes secrets, de pratiques de différents ordres, dont il est question, mille et une fois, dans l'enquête, comme de moyens auxquels nombre de personnes ont eu recours pour se mettre à l'abri des menaces de la rage?

Il est évident qu'aucun de ces moyens n'a fait la preuve d'une efficacité thérapeutique certaine. Mais y a-t-il lieu de les proscrire d'une manière absolue et y a-t-il vraiment avantage à le faire? Nous ne le pensons pas; et voici les raisons qui nous font émettre et soutenir cette opinion :

La rage est une maladie incurable, jusqu'à présent tout au moins; une fois passée la période très-courte où l'on peut en détruire le germe sur place, dans la blessure où il a été introduit par la dent de l'animal enragé, la médecine reste impuissante; elle ne sait rien, elle ne peut rien pour conjurer le danger. Le malheureux qui se trouve en présence des menaces de la rage passe, pendant une longue période de jours et même de mois, par toutes les perplexités, par toutes les angoisses, par toutes les tortures morales du condamné à mort; il a sans cesse devant les yeux, comme un spectre implacable, fantôme encore aujourd'hui, mais demain réalité possible.

Dans de pareilles conditions de son esprit, quel inconvénient y

a-t-il à ce qu'il aille chercher, n'importe où, quelque motif de ne pas tant désespérer, quelque raison de se rassurer, quelques moyens, enfin, de retrouver un peu de calme et de repos? S'il a la foi, pourquoi le détourner du pèlerinage de saint Hubert? S'il croit à la vertu d'une omelette plus ou moins fantastique, pourquoi l'empêcher de s'en rassasier? Qui peut dire que le rassérénement de son esprit, que sa confiance dans un moyen quel qu'il soit, que sa foi dans des pratiques religieuses ne seront pas pour lui, dans une certaine mesure, des moyens de salut? La statistique de cette enquête ne démontre-t-elle pas qu'à nombre égal de sujets, enfants et adultes, exposés à la rage, par suite de morsures virulentes, cette maladie fait bien moins de victimes sur ceux-là que sur ceux-ci? et ce résultat ne donne-t-il pas à penser que le moral pourrait bien avoir quelque influence sur les manifestations de cette maladie étrange? Et quand il n'en serait pas ainsi, ne serait-ce donc rien que de donner quelque quiétude à ceux qui sont sous le coup de la rage et de leur permettre de passer les jours qui leur sont comptés à l'abri des terribles soucis auxquels les perspectives de leur sombre avenir les livrent en proie, lorsqu'ils sont tout entier à leurs préoccupations? Il nous est arrivé quelquefois de faire prendre à des malheureux qui étaient victimes des terreurs de la rage des breuvages innocents à titre de spécifiques infaillibles, et le souvenir que nous avons conservé de leur immense contentement nous a toujours affirmé dans l'idée qu'en pareille matière, il n'était pas utile de détruire les illusions ou les croyances : mieux vaudrait, au contraire, en faire naître. Mais il ne faut pas que ces moyens qui constituent ce qu'on peut appeler le traitement moral de la rage prennent jamais le pas sur ceux dont l'action matérielle est certainement efficace lorsqu'on les emploie dans le temps convenable et qu'on sait s'en servir. Il ne faut pas surtout que jamais les premiers se substituent à ceux-ci. Là est le danger contre lequel nous devons mettre en garde les populations. Mais une fois que la médecine a rempli son rôle, si les malades cherchent, en dehors d'elle, des ressources et des espérances qu'elle s'avoue être impuissante à leur donner, pourquoi les dé tromper? Pour ceux qui sont condamnés à périr du mal dont ils ont reçu le germe est-ce que la désillusion ne viendra pas toujours assez tôt?

La rage une fois déclarée, la mort est fatale, et quand on réfléchit aux terribles souffrances qui la précèdent, on ne peut s'empêcher d'exprimer le regret que la marche de la maladie ne soit pas plus rapide encore. Les documents de l'enquête font mention d'une multitude de traitements essayés qu'il est inutile de signaler ici d'une manière particulière, puisque tous se sont montrés également im-

puissants. A cet égard rien de nouveau n'est fourni par les documents de l'enquête actuelle.

Et, puisque malheureusement, on ne peut rien faire pour sauver les malades, n'est-ce pas ici l'occasion d'exprimer le vœu que tous les efforts soient tentés pour diminuer leurs souffrances et les soustraire à leurs tortures morales, par l'emploi continué des anesthésiques, sous toutes les formes et par toutes les voies. Puisqu'ils sont condamnés à mourir, n'est-ce pas leur rendre le plus grand des services que de leur donner tout à la fois l'inconscience de leur état et l'insensibilité pour leurs souffrances.

Cette manière de faire aurait en outre cet avantage de diminuer la terreur que les malheureux en proie à la rage inspirent souvent à ceux qui les entourent et de déterminer ceux-ci, par le sentiment d'une sécurité plus grande, à leur donner de meilleurs soins. Trop souvent, en effet, et de cela l'enquête actuelle porte de nouveaux témoignages, les malades de la rage sont enfermés comme des animaux dangereux, sans que personne, même parmi leurs plus proches parents, ose les assister et leur porter quelques secours. On trouve même dans l'un des documents de l'enquête, la mention de ce fait bien étrange pour l'époque où nous vivons qu'un malade s'étant précipité par une fenêtre dans un accès de rage et brisé une jambe en tombant, les parents et voisins l'étouffèrent sous un matelas à l'endroit même de sa chute.

Il nous reste, maintenant pour terminer ce rapport à indiquer sommairement d'après les documents de l'enquête, ce qui est relatif aux animaux qui ont subi la morsure de chiens ou de loups enragés.

Ces animaux appartiennent à toutes les espèces domestiques : chiens, chats, cheval, âne, taureaux, vaches, veaux, moutons, chèvres, porcs et volailles.

L'enquête ne fait pas connaître d'une manière rigoureuse le nombre de ceux des animaux mordus qui, d'ordinaire, sont rassemblés en troupeaux tels que les moutons, les porcs, les volailles et même les bœufs; mais il est spécifié généralement qu'on les a fait abattre immédiatement après la morsure reçue, pour réaliser leur valeur actuelle comme bête de boucherie et de consommation alimentaire.

A l'égard des chiens, les documents de l'enquête sont plus précis; ils font connaître que, dans l'espace de six ans, de 1863 à 1868, 785 chiens ou chiennes ont été mordus. Sur ce nombre, il est constaté que 527 ont été abattus.

Des 258 qui restent, l'enquête n'indique le sort que de 25 seulement qui ont été séquestrés, et dont 13 ont contracté la rage. A l'égard des 233 autres, l'enquête reste muette.

Ces chiffres sont bien loin de donner la mesure de la quantité des animaux de l'espèce canine qui ont reçu des morsures virulentes pendant la période des six années dont nous résumons l'enquête; ils expriment seulement le nombre des animaux de cette espèce, sur lesquels les autorités locales ont reçu et communiqué des renseignements. Tels qu'ils sont cependant, ils ont une signification qu'il est important de faire ressortir en quelques mots.

Constatons ce premier fait que sur le nombre des chiens que l'enquête déclare avoir été contaminés par une morsure rabique, il y en a près d'un tiers, 29 pour 100, qui paraissent avoir échappé aux morsures sanitaires de la séquestration ou de l'abattage, par suite de l'incurie probable, de l'ignorance ou de la trop grande complaisance des autorités chargées de faire appliquer ces mesures; par suite aussi de l'indifférence des populations menacées, qui devraient être les premières toujours, si elles comprenaient bien leurs intérêts, à réclamer l'application de ces mesures de salut public; or l'enquête fournit justement la preuve très-démonstrative de leur grande utilité : sur les 25 chiens dont la séquestration est constatée et dont l'histoire est donnée par les documents de l'enquête, 13, — plus de la moitié — ont contracté la rage. Admettons, — chose très-autorisée, — que le même fait se soit produit dans le groupe des 233 chiens restés libres, malgré leur contamination, et que la rage se soit déclarée sur la moitié d'entre eux, 116 ont donc dû devenir à leur tour les propagateurs de cette terrible maladie, et il n'y a rien d'exagéré à admettre que chacun d'eux a pu faire dans son espèce une dizaine de victimes, destinées à fournir, elles aussi, d'après les données précédentes, près de 200 nouveaux agents propagateurs. Et successivement ainsi; en sorte que la rage de l'espèce canine s'entretient par elle-même et que son chiffre va croissant suivant une progression redoutable. Tandis que si les autorités étaient vigilantes et les populations soucieuses de leur propre conservation, on pourrait arriver, sans de bien grandes difficultés, à réduire à des propositions relativement bien minimes les désastres causés par cette maladie et les irréparables malheurs qu'elle entraîne trop souvent quand elle s'attaque à l'homme.

Nous ne saurions donc trop énergiquement réclamer l'application rigoureuse des mesures de police sanitaire contre les animaux de l'espèce canine, contaminés par une morsure rabique ou seulement suspects de l'avoir reçue.

Tout animal de cette espèce qui serait reconnu être sous le coup d'une contamination constatée ou d'une simple suspicion devrait être mis hors d'état de nuire, tout au moins par une séquestration de huit mois, et, de préférence par un abattage immédiat.

C'est le cas de dire ici qu'avec de tels sujets « *il ne faut pas garder une lente justice, car notre sureté toujours dépend d'un prompt supplice.* »

Nous terminons ici ce rapport que nous aurions voulu faire plus court afin de ménager les moments du comité, mais dont la longueur s'explique et sera peut-être excusée par l'étendue des matières qu'il a dû embrasser.

Le Comité a pu juger par l'analyse que nous venons de lui présenter, des documents de l'enquête actuelle, qu'en définitive, s'il y a lieu de regretter qu'ils ne soient pas plus complets, et de demander qu'à l'avenir l'enquête soit poursuivie d'une manière plus rigoureuse et par des hommes plus compétents, cependant celle-ci est loin d'avoir été stérile, car en venant confirmer la plupart des données fournies par les enquêtes précédentes, elle les corrobore et agrandit leur signification.

De toutes ces données, deux surtout nous paraissent devoir être mises en relief, à la fin de ce rapport, car elles expriment ce que les populations ont le plus d'intérêt à connaître et ce dont il faudrait qu'elles fussent profondément pénétrées, à savoir :

1° Qu'il est possible de prévenir les funestes conséquences des morsures rabiques, en ayant recours à la cautérisation par le feu, dans le délai le plus court possible après le moment où elles ont été faites; et à défaut de l'application possible et immédiate du feu, en suivant les autres prescriptions préventives formulées dans ce rapport.

2° Qu'il est possible de diminuer dans une très-grande mesure les désastres et les malheurs causés par les morsures rabiques, en appliquant avec vigueur contre les chiens contaminés les mesures, tout au moins, de la séquestration prolongée, et préférablement de l'occision immédiate et sans merci.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER.

- Accidents produits dans les ateliers industriels par les appareils mécaniques, rapport par Émile Trélat, 209.
- Alimentaires (Denrées) et boissons, 244.
- Amérique. Dispositions sanitaires internationales relatives à —, 28.
- Asile (Salles d'). Régime hygiénique des —, rapport par Tardieu, 159.
- Ateliers industriels. Accidents produits dans les — par les appareils mécaniques, rapport, par Émile Trélat, 209.
- Bains et lavoirs publics, loi du 3 février 1851 relative à la création d'établissements modèles de —, 186. — Circulaire ministérielle du 26 février 1851, 187.
- Blanc de plomb. Enquête sur la suppression de la fabrication et de l'emploi du —, rapport par M. Tardieu, 231.
- Boissons et denrées alimentaires, 244.
- Choléra morbus. Régime sanitaire, 63.
- Cités ouvrières. Rapport par Villermé, 145.
- Conseils d'hygiène et de salubrité des départements. Constitution, organisation, instructions, 77. — Décret du 18 décembre 1848 portant création des —, 91. — Composition, 94. — Circulaire ministérielle du 3 avril 1849, 99. — Circulaire ministérielle du 3 mai 1851. — Circulaire ministérielle du 14 août 1851, 105. Attributions, 106. Circulaire ministérielle du 26 avril 1858, 120.
- Contagieuses (Maladies). Instructions et arrêtés relatifs aux médecins des épidémies, 122.
- Convention sanitaire internationale conclue entre la France, la Sardaigne et diverses autres puissances maritimes, 6.
- Denrées alimentaires et boissons, 244.
- Distilleries. Insalubrité des résidus provenant des distilleries, rapport par Ad. Wurtz, 213.
- Drogues et substances alimentaires (falsification des — en Angleterre, rapport par Laffon-Ladébat, 260.
- Eau. Causes d'insalubrité résultant du débordement des cours —, rapport par Tardieu, 178. Instruction sur les mesures hygiéniques à prendre dans les localités atteintes par les inondations, 179.
- Eaux des réservoirs de Montmartre et de Passy employées pour le service de Paris, analyse, rapport par Bussy, 166.
- Eaux minérales, 314. Loi sur la conservation et l'aménagement des sources — du 14 juillet 1856, 314; circulaire ministérielle du 27 septembre 1855, 316; décret impérial du 8 septembre 1856, portant règlement d'administration en exécution de la loi sur les —, 321; rapport à l'Empereur sur l'exécution de la loi sur les — 324; décret impérial du 28 janvier 1860, 332. Mémoire sur les moyens de faciliter aux classes indigentes l'usage et la fréquentation des — 337. Rapport sur le mémoire précédent, par Hipp. Royer-Collard, 341; rapports sur le projet d'attacher des élèves aux principaux établissements — et d'y instituer des cliniques par Mélier, 344, par Bussy, 353; rapport et projet d'arrêté sur l'organisation du service d'inspection, 356, par Laffon-Ladébat.

- Égypte. Dispositions sanitaires internationales relatives à —, 26.
- Émanations des fabriques; altérations produites sur la végétation par les —, 198.
- Épidémies, endémies, maladies contagieuses. Instructions et arrêtés relatifs aux médecins des —, 122. Arrêté du 1^{er} septembre 1851 concernant l'introduction des médecins des — dans les conseils d'hygiène, 127. — Circulaire ministérielle du 28 juin 1854 sur les moyens de paiement, 128. — Circulaire ministérielle du 29 août 1854 sur les observations contenues dans les rapports de l'Académie de médecine, 129.
- Epizooties, 366.
- Exercice de la médecine et de la pharmacie, 271.
- Fabriques de produits chimiques. Influence des — sur la végétation et l'hygiène, rapport par Bussy, 191.
- Falsification des drogues et des substances alimentaires en Angleterre, rapport par Laffon-Ladébat, 260; — circulaires ministérielles concernant la fabrication et la vente des sirops falsifiés, 296, concernant la falsification de certains médicaments, 297.
- Fièvre jaune. Régime sanitaire, 63.
- Hygiène publique en France. Projet d'organisation, 77. — Rapport à M. le président du conseil des ministres, chef du pouvoir exécutif, 88.
- Industrielle (Hygiène), 191.
- Inondations. Instruction sur les mesures hygiéniques à prendre dans les localités atteintes par les —, 179. Circulaire ministérielle du 18 juin 1856, 185.
- Ladrerie du porc, rapport par H. Bouley, 366.
- Lavoirs, *voy.* Bains et — publics, 186.
- Lazarets. Institution, disposition, personnel, surveillance, service intérieur, 20.
- Levant. Instructions pour les médecins sanitaires européens dans le —, 1.
- Logements insalubres, loi du 13 avril 1850, 134. — Circulaire ministérielle du 11 août 1850 concernant l'assainissement des — 136. Circulaire ministérielle du 5 février 1858 concernant l'assainissement des — 139. Circulaire ministérielle du 27 décembre 1858, 140. Questionnaire 144.
- Mécaniques (Accidents causés dans les ateliers industriels par les) — Rapport par Émile Trélat, 209.
- Médecins cantonaux. Institution des —, rapport par Davenne, 271.
- Médecins sanitaires européens dans le Levant. Instruction pour les —, 1.
- Médecine et pharmacie. Exercice de la —, 271.
- Méditerranée. Instruction sur l'exécution du décret du 4 juin 1853 sur la police sanitaire, 33.
- Navires. Mesures à prendre avant le départ des navires, 36.
- Orient. Dispositions sanitaires particulières à —, 25.
- Ouvriers (Santé des). Influence des fabriques de produits chimiques sur la —, 203.
- Peste. Régime sanitaire, 63.
- Pharmacie (Exercice de la), 271. Instructions administratives sur l'exécution des dispositions législatives qui régissent l'exercice de la — et la vente des médicaments, rapport par Laffon-Ladébat, 276.
- Pharmacies (Inspection des). Circulaire ministérielle du 24 avril 1859, accompagnant l'envoi du décret relatif à l' —, 287; décret du 23 mars 1859, 289. Circulaire ministérielle du 30 octobre 1859, sur l'exécution du décret, 290; circulaire ministérielle du 26 avril 1861 concernant les applications du décret de décentralisation à la visite des —, 291; circulaires ministérielles concernant la visite des —, 293, 294, 295, concernant la fabrication et la vente des sirops falsifiés, 296, concernant la falsification de certains médicaments, 297; concernant les annonces mensongères, 298; rapport et projet de décret sur les remèdes secrets et annonces de médicaments, par Bussy, 300; projet de décret sur les remèdes secrets, 311.
- Plomb (Blanc de). Enquête sur la suppression de la fabrication et de l'emploi du blanc de plomb; rapport par Tardieu, 231. — (Tuyaux de). Circulaire ministérielle du 28 septembre 1853, portant prohibition des tuyaux de —, 237. Dangers de l'emploi des composés saturnins

- dans le vernissage des poteries, rapports par Tardieu, 238, 240.
- Porcs salés. Putréfaction des viandes de — ; rapport par H. Bouley, 255.
- Porc (Ladrerie du), rapport par H. Bouley, 366.
- Poteries (Vernissage des). Danger de l'emploi des composés saturnins dans le vernissage des — ; rapports par Tardieu, 238, 240.
- Produits chimiques. Influence des fabriques de — sur la végétation et l'hygiène, rapport par Bussy, 191.
- Professionnelle (Hygiène), 191.
- Quarantaines, 16, 62.
- Rage (Enquête sur la). Cas observés en France pendant les années 1850 et 1851, rapport par A. Tardieu, 371 ; cas observés en 1852, rapport par A. Tardieu, 381 ; cas observés en 1853 et 1854, rapport par A. Tardieu, 390 ; cas observés en 1855, 1856, 1857, 1858, rapport par A. Tardieu, 396 ; circulaire ministérielle du 15 mars 1856, 409 ; circulaire ministérielle du 30 décembre 1859, 410 ; cas observés en 1859, 1860, 1861, 1862, rapport par A. Tardieu, 412 ; cas observés en 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, rapport par Bouley, 427.
- Règlement sanitaire international de 1853, 10.
- Remèdes nouveaux. Décret sur l'approba-
- tion des — 284 ; circulaire ministérielle du 2 novembre 1850, concernant l'approbation et le débit des —, 285.
- Remèdes secrets. Rapport et projet de décret sur les — et annonces de médicaments, par M. Bussy, 300 ; projet de décret sur les —, 311.
- Résidus provenant des distilleries. Insalubrité, rapport par Ad. Wurtz, 213.
- Salles d'asile. Régime hygiénique des — rapport par Tardieu, 159.
- Salubrité, police sanitaire, 134.
- Sanitaires (Services) extérieurs, 1.
- Santé des ouvriers. Influence des fabriques de produits chimiques sur la santé des ouvriers, 203.
- Sardaigne. Convention sanitaire internationale entre la France, la — et diverses autres puissances maritimes, 7.
- Saturnins (Composés). *Voy.* Plomb.
- Sels. Transformation en — gris, au moyen d'un mélange d'argile, des sels blancs provenant des salines de l'Est, rapport par Beaumes, 244 ; rapp. supplém. 250.
- Trichines chez l'homme. Moyens à prendre pour y remédier, rapport par Baumes, 252.
- Turquie. Dispositions sanitaires particulières relatives à la —, 25.
- Vétérinaire (Art), épizooties, 366.
- Viandes de porcs salés. Putréfaction des —, rapport par H. Bouley, 255.